



# CHAMBRE DES DÉPUTÉS GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

## COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°17 - SESSION ORDINAIRE 2017-2018

Revenu d'inclusion sociale (REVIS)	p. 678	Sommaire des séances publiques n°49 à 52	p. 725	49 <sup>e</sup> séance	Mardi 10 juillet 2018
École de la 2 <sup>e</sup> Chance	p. 694	Sommaire des questions parlementaires	p. Q222	50 <sup>e</sup> séance	Mercredi 11 juillet 2018
Surveillance des maladies infectieuses	p. 707			51 <sup>e</sup> séance	Jeudi 12 juillet 2018
Extension de la caserne Grand-Duc Jean	p. 722			52 <sup>e</sup> séance	Mardi 17 juillet 2018

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram



## Recherche parlementaire: étudier et améliorer la démocratie



Une convention de collaboration a été signée le 25 juillet 2018 à la Chambre des Députés entre M. Mars Di Bartolomeo, Président du Parlement, et le Professeur Stéphane Pallage, Recteur de l'Université du Luxembourg (à droite), en présence de M. Claude Frieseisen, Secrétaire général de la Chambre, et du Professeur Philippe Poirier, qui assure la direction de la Chaire de recherche en études parlementaires.

Une nouvelle page s'ouvre pour la collaboration scientifique entre la Chambre des Députés et l'Université du Luxembourg.

Chercheurs, politiques, dignitaires et étudiants s'étaient retrouvés à Belval le 26 septembre 2018 pour présenter ou découvrir le programme et les ambitions de la Chaire de recherche en études parlementaires pour les quatre années à venir.

Cette Chaire, dont l'objectif est de faire progresser la connaissance sur les parlements, est soutenue activement par la Chambre des Députés. La troisième convention de collaboration

scientifique, qui permet la poursuite des recherches, a été signée en juillet à la Chambre des Députés entre M. Mars Di Bartolomeo, Président de la Chambre, et le Professeur Stéphane Pallage, Recteur de l'Université du Luxembourg. Ce partenariat est en place depuis 2011 et se prolongera au moins jusqu'en 2022. Il a permis de produire un grand nombre de données scientifiques et d'éclairer sur la situation du parlementarisme au Luxembourg et au-delà.

### «Dérangez-nous!»

«Dérangez-nous!» C'est l'appel qu'a lancé M. Mars Di Bartolomeo aux universitaires réunis

lors de cette rentrée académique. Pour le Président de la Chambre des Députés, les chercheurs doivent échanger avec le monde politique, même si élus et scientifiques ne sont pas toujours d'accord sur les conclusions qui se dégagent de la recherche.

L'enrichissement mutuel et le progrès des connaissances sur le parlementarisme sont essentiels, car ils permettent de renouer avec «de bonnes pratiques, avec lesquelles la démocratie regagne en efficacité et que nous avons parfois oubliées». Cela rend d'autant plus important ce regard différent et éclairé sur les structures politiques.

### Le Luxembourg dans le top 16 de la recherche parlementaire

Seuls 16 pays disposent d'un partenariat comme celui mis en place entre la Chaire de recherche en études parlementaires et la Chambre des Députés. C'est une grande chance pour le Professeur Philippe Poirier, qui dirige la Chaire et qui y voit une opportunité nouvelle d'étudier et d'améliorer la démocratie. Son équipe, composée d'une dizaine de chercheurs, effectue des travaux sur différents aspects du parlementarisme. Ceux-ci concernent par exemple les parlements et office d'évaluation des politiques publiques, les innovations constitutionnelles comparées, le rapport entre gouvernance économique et parlements nationaux, ainsi que les relations entre parlements et science.

### Le programme des quatre années à venir

La convention prévoit plusieurs initiatives pour faire avancer la connaissance sur le parlementarisme:

- le financement et l'exécution de projets de recherche interdisciplinaires liés aux thèmes mentionnés ci-dessus;

- la mise en place d'un master en études législatives à vocation académique et professionnelle en collaboration avec l'Université Laval de

Québec, l'Université d'Aix-Marseille et en partenariat avec l'Assemblée parlementaire de la francophonie;

- le suivi de quatre thèses de doctorat en sciences politiques, en droit public et/ou en droit constitutionnel;

- l'organisation de deux conférences internationales réunissant des parlementaires, des politologues et des constitutionnalistes à la Chambre des Députés entre septembre 2019 et septembre 2022;

- la soumission d'articles dans des revues internationales.

### Un portrait politique et social du Luxembourg

En plus de la convention prolongeant les travaux de la Chaire, une convention spéciale pour la réalisation d'une grande enquête sur le Luxembourg - StudiaLux - a également été confiée à la Chaire de recherche en études parlementaires.

Il s'agit de dresser un portrait politique et social du Luxembourg, afin de mieux comprendre les éventuelles transformations des valeurs individuelles et collectives des citoyens et leurs conséquences, notamment sur la cohésion sociale. Elle se fera avec l'appui du Ministère d'État, ainsi qu'avec le LISER et le Statec.

Le projet StudiaLux est basé sur trois études complémentaires:

- European Values Study 2017: un sondage national dans le cadre d'une enquête paneuropéenne;

- Elect 2018: un sondage postélectoral et une analyse des bulletins à l'occasion des élections législatives d'octobre 2018;

- Societas 2019: des panels qualitatifs constitués de résidents du Luxembourg portant à la fois sur les questions culturelles et sur les transformations du monde du travail.

Handicap International à la Chambre des Députés

## Un témoignage sur l'après-guerre en Irak

«La fin des combats en Irak ne signifie pas que la vie des Irakiens est sans danger.»

Tel était le message principal de l'Irakienne Sarah Kalbay reçue le 4 octobre 2018 par le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, et le Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, M. Marc Angel.

Mme Kalbay, qui travaille pour Handicap International en Irak, était accompagnée par le Président du conseil d'administration d'Handicap International Luxembourg, M. Pierre Delandmeter, et le Directeur d'Handicap International Luxembourg, M. Martin Lagneau.

Le travail de Sarah Kalbay au sein de Handicap International en Irak est de sensibiliser les populations civiles aux risques des restes explosifs de guerre et des engins explosifs improvisés.

En effet, les déplacés irakiens qui veulent retourner dans leurs villes natales - leur nombre

est estimé à trois millions - vivent sous la menace permanente des restes non explosés ainsi que de pièges explosifs artisanaux.

Après avoir entendu le témoignage de Mme Kalbay, le Président de la Chambre l'a remerciée pour son travail courageux.

«Les choses ne sont jamais tout à fait ce qu'elles semblent être et les informations qui viennent du terrain sont essentielles», a-t-il constaté suite à l'échange avec les représentants de Handicap International.

Le Président de la Commission des Affaires étrangères, M. Marc Angel, a également souligné que les retours d'information des personnes travaillant pour des organisations non gouvernementales sont très précieux pour la politique d'aide humanitaire luxembourgeoise.

Selon lui, ces témoignages démontrent la nécessité d'investir dans l'aide humanitaire.



(de gauche à droite) M. Marc Angel, M. Pierre Delandmeter, Mme Sarah Kalbay, M. Mars Di Bartolomeo et M. Martin Lagneau

## Rencontre avec le corps diplomatique

«L'amitié est la base de nos échanges», c'est avec ces mots que le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a invité les membres du corps diplomatique résidant à Luxembourg à la journée traditionnelle des ambassadeurs le 26 septembre 2018.

Après la visite du nouveau terminal intermodal des CFL en 2017, de la Société européenne des satellites (SES) en 2016 et du Campus de Belval en 2015, la visite de cette année poursuivait le même objectif, c'est-à-dire de présenter une entreprise phare luxembourgeoise: le European Business Reliance Centre (Data Centre) à Kayl.

### L'Europe digitale et numérique au cœur de la rencontre

Les diplomates et le Président de la Chambre ont été accueillis par le Directeur général du groupe POST Luxembourg, M. Claude Strasser.

Le CEO du European Business Reliance Centre (une filiale du groupe POST Luxembourg), M. Yves Reding, a donné des explications sur l'évolution, le fonctionnement et les activités de ce centre spécialisé en solutions ICT sécurisées.

L'échange de vues s'est terminé avec une présentation de InTech, une entreprise de services numé-



Le Président de la Chambre des Députés entouré des membres du corps diplomatique.

riques qui emploie 110 collaborateurs spécialisés dans le conseil et le développement de solutions logicielles spécifiques.

### Montrer les différentes facettes du Grand-Duché

Le but de cette rencontre annuelle et amicale entre la Chambre des Députés et les membres du corps diplo-

matique résidant à Luxembourg est de montrer les différentes facettes du Grand-Duché. Dans ce sens, le deuxième rendez-vous de la journée était dédié à la découverte du Centre national de l'audiovisuel (CNA) à Dudelange où les représentants du corps diplomatique ont été accueillis par le directeur, M. Paul Lesch. Dans le cadre de cette visite, ils ont décou-

vert l'exposition «The Bitter Years» d'Edward Steichen, Luxembourgeois émigré aux États-Unis au début du XX<sup>e</sup> siècle.

Cette exposition est installée dans la galerie «Waassertuerm», un ancien château d'eau établi sur la friche industrielle. Le Président du Parlement était accompagné par M. Henri Kox, Vice-Président de la Chambre, M.

Alex Bodry, membre de la Conférence des Présidents, et M. Marc Angel, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration.

Les membres de la direction de l'Administration parlementaire ont également assisté à la rencontre.

## Le Conseil national pour étrangers à la Chambre



Une délégation du Conseil national pour étrangers reçue par le Président de la Chambre.

Le Président de la Chambre des Députés et les membres du Conseil national pour étrangers (CNE) ont discuté du droit de vote et du vivre-ensemble.

«Nous sommes votre Chambre»: voilà les mots de bienvenue du Président de la Chambre des Députés,

M. Mars Di Bartolomeo, adressés aux membres du Conseil national pour étrangers le 24 septembre 2018 au Parlement. La Chambre des Députés représente, selon son Président, aussi bien les électeurs que les non-électeurs. Il préfère d'ailleurs parler de «concitoyens» plutôt que d'«étrangers».

Le Président du Conseil national pour étrangers, M. Franco Avena, s'est félicité de l'accueil dans la «maison démocratique du pays» et de l'échange de vues qui a porté sur des questions de droit de vote et de vivre-ensemble. Si les uns saluent l'actuelle loi sur la nationalité, d'autres regrettent que les citoyens

étrangers ne soient pas assez entendus.

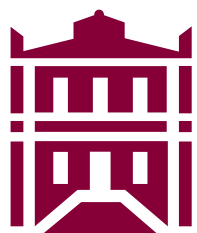
«L'influence peut également passer par un engagement dans la société civile - les syndicats et autres organisations», a répondu le Président de la Chambre qui a en outre rappelé qu'au cours de son histoire,

le Luxembourg avait aussi été pays d'émigration.

La discussion a encore tourné autour du rôle du Conseil national pour étrangers, de son fonctionnement et de son éventuelle implication dans la procédure législative. Le Président de la Chambre a finalement invité le Conseil national pour étrangers à «se rendre incontournable» et à émettre spontanément des avis sur les différentes matières.

### Qu'est-ce que le Conseil national pour étrangers?

Le Conseil national pour étrangers (CNE) est un organe consultatif du Gouvernement pour toutes les questions liées aux étrangers et à leur intégration. Selon la loi concernant l'accueil et l'intégration des étrangers, le Conseil national pour étrangers est chargé «d'étudier, soit de sa propre initiative, soit à la demande du Gouvernement, les problèmes concernant les étrangers et leur intégration». Le CNE se compose de 34 membres effectifs, dont 22 représentants des étrangers et 12 membres représentant les organisations patronales, syndicales et communales, la société civile et les réfugiés.



## NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU N°17 • SESSION ORDINAIRE 2017-2018

### Navigation aérienne

**6895 - Projet de loi portant modification de 1) la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant création de l'Administration de la navigation aérienne; 2) la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne**

Le projet de loi a pour objet de mettre le Luxembourg en conformité avec la réglementation européenne relative aux aéroports, et notamment avec le règlement (UE) n°139/2014 de la Commission du 12 février 2014 établissant des exigences et des procédures administratives relatives aux aéroports conformément au règlement (CE) n°216/2008 du Parlement européen et du Conseil.

Ainsi, l'Administration de la navigation aérienne est amenée à assurer les services opérationnels d'aéroport qui lui sont attribués conformément aux dispositions européennes en vigueur relatives aux aéroports. Elle peut en outre être chargée de certaines missions relatives aux aéroports pour le compte de l'entité gestionnaire. Dans ce contexte, le projet de loi modifie, d'une part, la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant création de l'Adminis-

tration de la navigation aérienne en substituant la désignation de l'Administration de la navigation aérienne à celle de «Administration de l'aéroport et de la navigation aérienne» et, d'autre part, la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne en y insérant un nouvel article 4bis afin de tenir compte de la réglementation européenne en la matière.



Dépôt par M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 27.10.2015

Rapporteur: M. Henri Kox

Travaux de la Commission du Développement durable

(Présidente: Mme Josée Lorsché):

29.06.2018 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

05.07.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.07.2018

Loi du 1<sup>er</sup> août 2018

Mémorial A: 2018, n°755, page 1

## Archives publiques

### 6913 - Projet de loi sur l'archivage et portant modification

**1° de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant réorganisation des instituts culturels de l'État;**

**2° de la loi électorale modifiée du 18 février 2003;**

**3° du décret modifié du 18 juin 1811 contenant règlement pour l'administration de la justice en matière criminelle, de police correctionnelle, et de simple police, et tarif général des frais**

Le projet de loi sous rubrique a pour objet de créer un cadre légal pour l'archivage de tous les documents produits ou reçus par tout service ou organisme public ou encore, de façon plus générale, par toute personne physique ou morale dans l'exercice de son activité, dans la mesure où cet archivage revêt un intérêt public.

La nécessité d'établir un cadre réglementaire pertinent et cohérent en matière d'archivage découle de l'importance fondamentale des archives pour l'État et la société civile. Cette importance comporte des aspects tant culturels que civiques, scientifiques, administratifs et démocratiques.

Tout d'abord, les archives contribuent de façon essentielle à la création et à l'entretien de la mémoire collective du Luxembourg, et, par tant, à notre identité nationale. Elles permettent de retracer l'histoire du Grand-Duché et d'analyser son passé, et, par conséquent, de mieux comprendre le présent. Ce n'est qu'en cultivant cette mémoire qu'il est possible d'évoluer en tant que société et de prendre des décisions éclairées pour le futur.

De plus, le droit à l'information de chaque citoyen dans une démocratie ne peut être assuré qu'à travers une conservation et gestion adéquates de l'information. L'accès aux documents produits par les organes de l'État garantit la transparence administrative et contribue au contrôle démocratique d'un État.

Enfin, une bonne gestion des documents produits et reçus par les administrations publiques est indispensable à la gouvernance efficace et au bon fonctionnement des institutions étatiques.

Or, le cadre légal requis pour définir clairement les modalités de l'archivage et d'assurer la conservation adéquate des documents fait largement défaut au Luxembourg. La législation actuelle se limite à:

- un arrêté royal grand-ducal datant de 1878;

- trois lois relatives respectivement à l'organisation du notariat, aux doubles des registres de l'état civil et aux élections communales;

- un règlement grand-ducal de 2001 relatif à la consultation des fonds d'archives aux Archives nationales; ainsi que

- la loi du 25 juin 2004 portant réorganisation des instituts culturels, qui définit la mission des Archives nationales.

Aucun texte législatif ne définit des règles contraignantes en matière d'archivage pour toute personne ou institution en possession d'un document d'intérêt public ou d'intérêt historique national. Les Archives nationales, dont la mission consiste en la réunion, le classement, le tri et la conservation des documents qui leur sont soumis, dépendent ainsi entièrement de la volonté des producteurs d'archives.

Le projet de loi sous rubrique entend remédier à cette situation. Dans l'esprit de la déclaration universelle sur les archives, adoptée par le Conseil international des archives et approuvée par l'Unesco en 2011, qui souligne l'importance des archives pour toute société moderne, le présent projet de loi crée un cadre approprié, précis et cohérent pour la conservation, le tri, le versement, la destruction et la communication au grand public des archives. Il définit notamment la notion d'«archives» et d'«archives publiques», établit l'obligation pour les organismes publics de proposer leurs archives aux Archives nationales et dote celles-ci d'instruments légaux pour accomplir leur mission de manière plus efficace.

Dépôt par Mme Maggy Nagel, Ministre de la Culture, le 30.11.2015

Rapporteur: M. André Bauler

Travaux de la Commission de la Culture

(Président: M. André Bauler):

01.12.2015 Présentation du projet de loi  
Désignation d'un rapporteur

12.12.2016 Examen de l'avis du Conseil d'État

19.12.2016 Examen de l'avis du Conseil d'État

11.01.2017 Examen de l'avis du Conseil d'État

20.01.2017 Examen de l'avis du Conseil d'État

27.01.2017 Examen de l'avis du Conseil d'État

03.02.2017 Examen de l'avis du Conseil d'État

17.02.2017 Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires

11.11.2017 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

17.11.2017 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

24.11.2017 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

01.12.2017 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

11.12.2017 Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires

28.03.2018 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires

27.06.2018 Présentation du troisième avis complémentaire du Conseil d'État

03.07.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 10.07.2018

Loi du 17 août 2018

Mémorial A: 2018, n°706, page 1

## Revenu d'inclusion sociale (REVIS)

### 7113 - Projet de loi relatif au revenu d'inclusion sociale

et portant modification

**1° du Code de la Sécurité sociale;**

**2° du Code du travail;**

**3° de la loi modifiée du 26 juillet 1980 concernant l'avance et le recouvrement de pensions alimentaires par le Fonds national de solidarité;**

**4° de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;**

**5° de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées;**

**6° de la loi modifiée du 30 avril 2004 autorisant le Fonds national de solidarité à participer aux prix des prestations fournies dans le cadre de l'accueil aux personnes admises dans un centre intégré pour personnes âgées, une maison de soins ou un autre établissement médico-social assurant un accueil de jour et de nuit;**

**7° de la loi modifiée du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale**

**et portant abrogation de la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti**

Le projet de loi 7113 a pour objet la réforme du dispositif du revenu minimum garanti (ci-après «RMG») tel qu'en vigueur depuis 1999 et dont les dernières modifications remontent à 2004. Il s'agit de remédier aux difficultés d'application de la loi sur le RMG et de redynamiser le dispositif suivant un fil conducteur autour des politiques en matière d'insertion professionnelle et de lutte contre la pauvreté.

Le projet de loi sous rubrique repose sur l'engagement du Gouvernement tel que prévu dans le programme gouvernemental de la période

législative 2013-2018: «Le Gouvernement confirme la nécessité de maintenir la prestation du revenu minimum garanti (RMG) comme moyen de soutenir les personnes sans ressources. Il est prévu de réviser la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti en mettant l'accent sur l'activation des bénéficiaires, en faisant de la réinsertion professionnelle sa priorité et en portant une attention particulière aux jeunes de moins de 25 ans vivant en-dehors du foyer familial et ne disposant d'aucune source de revenu. Dans ce contexte, il convient de lever l'interdiction d'une deuxième mesure d'emploi par ménage. Afin que la prestation corresponde davantage à la situation spécifique du ménage et qu'elle réponde mieux aux besoins des bénéficiaires, elle sera scindée en différentes composantes: une composante forfaitaire de base par personne, une composante pour les frais incompressibles par ménage, une composante loyer plafonnée et une composante destinée aux enfants qui font partie du ménage. La part enfant sera fixée de telle manière à sortir les ménages concernés du risque de pauvreté.»

Le dispositif du revenu d'inclusion sociale (ci-après «REVIS») a comme objectif principal de concrétiser une approche d'inclusion sociale en établissant un système cohérent entre les politiques de stabilisation et d'activation sociale et les politiques de (ré)insertion professionnelle. Suite aux nouvelles dispositions, les bénéficiaires du REVIS se verront attribuer davantage de responsabilités ainsi que d'opportunités dans leur parcours d'inclusion sociale. Un autre objectif de la nouvelle orientation est de mieux cibler les prestations afin de soutenir notamment les familles avec enfants et les familles monoparentales, sachant qu'il s'agit de familles exposées à un risque de pauvreté plus élevé. Finalement, les procédures liées à la demande, l'octroi et au suivi des demandeurs et des bénéficiaires du REVIS seront soumises à une simplification administrative par le biais d'une réduction des charges administratives, d'une régionalisation de la prise en charge sociale et d'un renforcement de la coordination du travail social en réseau.

Dépôt par Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 27.01.2017

Rapporteur: M. Claude Lamberty

Travaux de la Commission de la Famille et de l'Intégration

(Président: M. Gilles Baum):

16.01.2017 Désignation d'un rapporteur  
Présentation du projet de texte

29.01.2018 Présentation des amendements gouvernementaux

16.04.2018 Examen de l'avis du Conseil d'État

17.04.2018 Examen de l'avis du Conseil d'État (suite)

23.04.2018 Examen de l'avis du Conseil d'État (suite)

24.04.2018 Adoption d'une série d'amendements parlementaires

25.06.2018 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

02.07.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 10.07.2018

Loi du 28 juillet 2018

Mémorial A: 2018, n°630, page 1

## Pension complémentaire pour indépendants

### 7119 - Projet de loi portant:

**1. transposition de la directive 2014/50/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relative aux prescriptions minimales visant à accroître la mobilité des travailleurs entre les États membres en améliorant l'acquisition et la préservation des droits à pension complémentaire;**

**2. modification de la loi modifiée du 8 juin 1999 relative aux régimes complémentaires de pension;**

**3. modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu**

Le présent projet de loi propose d'étendre le champ d'application personnel de la loi du 8 juin 1999 relative aux régimes complémentaires de pension aux professions libérales et indépendants.

La révision de la loi permet par ailleurs de transposer la directive 2014/50/UE relative aux prescriptions minimales visant à accroître la mobilité des travailleurs entre les États membres en améliorant l'acquisition et la préservation des droits à pension complémentaire et de compléter la transposition de deux directives plus anciennes, à savoir la directive 2006/54/CE relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité des chances et de l'égalité de traitement entre hommes et femmes en matière d'emploi et de travail et la directive 2003/41/CE concernant les activités et la surveillance des institutions de retraite professionnelle.



Finally, it is necessary to adapt various provisions of which the implementation has since the entry into force of the law in 1999 been imperfect.

To broaden the field of application of personnel in professions liberal and independent, the present bill provides for the implementation of complementary pension schemes, which are subject to the prior agreement of the competent authority for the acceptance of contributions to pension schemes paid by independent workers.

This concept of complementary pension schemes is inspired by the existing pension schemes in accordance with articles 11 and 12 of the law of 1999 allowing employers to transfer the rights of an employee in the event of departure to the latter's own pension scheme. The employer must ensure that the pension scheme is not a complementary pension scheme or a pension scheme in the event of absence of agreement between the parties.

The implementation of a complementary pension scheme is initiated by a promoter. This role can be assumed by professional associations, insurance companies or even fund managers or pension funds. The promoter establishes the pension scheme and the financing and negotiation plan, in the event of departure, of the latter towards the pension scheme. The promoter must ensure that the pension scheme is not a complementary pension scheme or a pension scheme in the event of absence of agreement between the parties.

The competent authority verifies whether the complementary pension schemes wishing to receive contributions from affiliates respect the present legal framework and thus provide insurance to affiliates whose rights to pension are at the same level of protection as the rights of affiliates to a complementary pension scheme. In the event of conformity with the request for agreement with the provisions of the law, the competent authority takes its decision on agreement which authorizes the designated manager in the financing plan to receive contributions from affiliates and to pay them in the vehicle of financing provided for this effect.

On the community level, Luxembourg must transpose Directive 2014/50/EU of the Parliament and of the Council of 16 April 2014 relating to the minimum prescriptions aimed at increasing the mobility of workers between Member States by improving the acquisition and the preservation of pension rights in a complementary pension scheme on 21 May 2018.

The main objective of this directive is the elimination of legal constraints in the field of acquisition and preservation of pension rights in a complementary pension scheme which would have the effect of hindering the free circulation of workers within the Union. Thus, the directive provides for the acquisition of rights at the latest three years after the date of acquisition and the preservation of rights in a complementary pension scheme of a worker.

As regards the protection of rights, it must be noted that the law of 1999 does not clearly define the rights of affiliates in the event of departure before the normal age of retirement. Enterprises have notably the possibility of releasing their employees from their commitments towards former employees by transferring the value of their acquired rights in a complementary pension scheme.

From now on, enterprises will be obliged to maintain their promises until retirement and will not be able to release them if they finance the cost of their transfer to another pension scheme guaranteeing the same benefits of old age. This obligation only concerns the scenarios of transfer initiated by the enterprise, while for transfers made on the initiative of the affiliate himself, the employer will be able to release his promise by transferring the value of the corresponding rights of the affiliate.

The mandatory adaptation of dormant rights has been abolished following the amendments of the Parliament of 20 April 2018. In fact, the Council of State in its opinion of 20 March 2018 had recommended avoiding the implementation of a retroactive measure.

Following a re-consideration of the reasons invoked at the time of the implementation of the mechanism of the buy-back by the legislator of 1999, the bill initially proposed to abolish the possibility of buy-back in the event of early departure of an employee. The amendments of the Parliament have resulted in the suppression of the buy-back in the event of departure of an employee in the event of departure.

The extension of the field of application of personnel in professions liberal and independent is accompanied by an adaptation of the tax framework in order to offer the same advantages as those provided for until now for complementary pension schemes in the event of departure of an employee.

Thus, independent beneficiaries of a tax deduction will be able to deduct from their tax liability the expenses incurred for the purchase of a new number to article 110 of the law of 4 December 1967 concerning the tax on income.

Whereas the bill initially provided for the limitation of the tax deduction of contributions paid to a complementary pension scheme to 20% of the annual income without taking into account the excess of the quintuple of the twelve social reference salaries for a non-qualified employee aged at least 18 years, this limitation has been abolished by the amendments of the Government of 26 January 2018.

At the instigation of the contributions paid by an enterprise in favour of an employee, the contributions paid by an independent worker to a complementary pension scheme are subject to a tax of 20% of the amount of the tax on income.

As regards the protection of rights, it must be noted that the law of 29 May 2000 and the European decisions 2003/577/JAI and 2008/978/JAI. It will not be added to the existing instruments, but replaces the corresponding provisions appearing in these conventions from the date of their entry into force.

Article 42 of the bill in project replaces, in its relations with the Member States of the European Union who have transposed the Directive, the law of 8 August 2000 on the judicial cooperation in criminal matters (hereinafter «the law of 2000»), the European Convention on judicial cooperation in criminal matters, signed at Strasbourg on 20 April 1959 and approved by the law of 21 July 1976, the Convention on the application of the Schengen Agreement of 19 June 1990 and approved by the law of 3 July 1992, the Convention on the judicial cooperation in criminal matters between the Member States of the European Union of 29 May 2000 and the Protocol of 16 October 2001 to the latter approved by the law of 27 October 2010, the treaty on extradition and judicial cooperation in criminal matters between the Kingdom of Belgium, the Grand Duchy of Luxembourg and the Kingdom of the Netherlands, approved by the law of 26 February 1965. The Denmark and Ireland do not participate in the Directive. The law of 2000 remains applicable to the judicial cooperation in criminal matters with these countries as well as the third States.

Directive 2014/41/EU aims to unify the law of the judicial cooperation in criminal matters within the European Union on the basis of the principle of mutual recognition of decisions of justice, of the space of judicial cooperation. The Directive provides for the definition in its article 3 that the decision of the European Union covers all measures of investigation, with the exception of the creation of an investigation team and the obtaining of evidence in the framework of this team.

The Directive defines the decision of the European Union as a judicial decision which has been issued by a judicial authority of a Member State, the State of origin, in order to execute one or more measures of investigation in another Member State, the State of execution, in view of the obtaining of evidence. This definition is repeated in article 2 of the law in project. Following the opinion of the Council of State of 15 December 2017, this definition is completed by the precision that the decision of investigation may also have as its object to prevent temporarily on the territory of the State of execution any operation of destruction, of transformation, of displacement, of transfer or of alienation of elements susceptible of being used as evidence as provided for in article 32 of the Directive.

The execution of the decision of investigation may nevertheless be refused if the facts on which it is based are of a category of infractions provided for in article 16 and provided in the State of origin of a penalty or of a measure of security of liberty of a maximum of at least three years.

For certain measures, a decision of investigation may be refused (for example the audits or any measure of investigation non-coercive which does not affect the rights or liberties of individuals).

This article is part of chapter 1<sup>er</sup> of the bill which determines the general principles of the measure of investigation of the European Union.

The decision of investigation may be issued for the purposes of the criminal procedures engaged by a judicial authority, concerning a criminal offence in accordance with the law of the State of origin, of the same kind as for the procedures engaged by administrative or judicial authorities, punishable according to the law of the State of origin as regards the rules of law and when the decision may give rise to an appeal. It may also be issued in connection with the procedures provided for in the present bill concerning the responsibility of a person of moral or moral nature to a penalty in the State of origin. The decision of investigation of the European Union also covers the obtaining of evidence which is already in the possession of the competent authorities of the State of execution.

Chapter 2 regulates the decision of investigation issued by the Luxembourg authorities and chapter 3 those addressed to Luxembourg by another Member State of the European Union. It notably provides that the Luxembourg authorities shall ensure that the measure is executed in the same manner and following the same modalities as if the measure had been ordered by a Luxembourg authority. The competent authority is therefore the one which would have issued the decision if the infraction had been committed in Luxembourg.

The Luxembourg judicial authority may authorize the persons of the authority of origin to assist the Luxembourg authorities in the execution of the measure of investigation.

The Luxembourg authority may refuse to execute a decision of investigation of the European Union, for example in the case of immunity or of privilege which would constitute an obstacle or be contrary to the national provisions relating to the responsibility in criminal matters concerning the freedom of the press or the freedom of expression or even if the execution of the decision would be contrary to the principle of non bis in idem.

It is also possible to exclude the execution of the decision of investigation if the facts on which it is based do not constitute a criminal offence according to the Luxembourg law or if the penalty provided for in the internal law for the measure requested.

If there are serious reasons to believe that the execution of the measure of investigation indicated in the decision of investigation of the European Union is incompatible with the obligations of the Grand Duchy of Luxembourg in accordance with article 6 of the Treaty on the European Union and to the Charter of the fundamental rights of the European Union, its execution may be refused equally.

Finally, the execution may be refused if the decision of investigation of the European Union risks leading to serious national interests in the field of security, to put the source of information or to use the information classified as reporting on activities of intelligence.

It is also regulated the replacement of a measure requested, which does not exist in the national law, by a corresponding measure.

The judicial authority has in principle a period of 30 days to decide to recognize or to execute the decision of investigation and a period of 90 days to execute it from the date of the decision. A procedure of report of the execution of the measure is provided for when there is a risk of nuisance by the investigation or the proceedings in progress or when the objects, data or documents concerned are used in the framework of another procedure.

The bill makes a distinction between the decisions of investigation involving a coercive measure and those which do not. The regime of decisions of investigation with coercive measures is more strictly applied to that of the law of 2000: the Public Prosecutor constitutes the central authority which controls the regularity of the procedure. The treatment of judicial decisions of investigation remains unchanged by the current treatment of international rogatory commissions where there is also a distinction in the function of the rogatory commissions with and without coercive measures.

Decisions of investigation tending to make coercive measures (for example seizures or perquisitions) the object of certain provisions are provided for in the law of 2000. Thus, for example, in accordance with article 25 of the law in project, the establishments of credit may not - under penalty of a fine - reveal the consent of the authority having ordered the measure, the seizure of documents or the communication of information has been ordered by the judge of instruction in the execution of a decision of investigation of the European Union.

The Chamber of the Council is competent to examine the regularity of the procedure and to rule on the transmission to the State of origin of the objects, documents and information requested as well as on the eventual demands in restitution formulated by the persons concerned by the investigation or by the persons interested (with the exception of those who are not informed of the decision of investigation in accordance with article 25).

Chapter 4 establishes the specific rules for certain measures of investigation, such as the transfer, the interception of telecommunications, the hearing by videoconference and the information concerning the accounts and operations of banks and financial institutions in accordance with the Directive.

Concerning the videoconference, the bill introduces a modification of the code of criminal procedure, allowing the use of this procedure in a general and not only in the framework of the European procedures. A first attempt at introduction of this procedure was made by the bill of law n°6381, withdrawn since. The provisions of this bill have been taken into account in the redaction of the present bill.

The use of the videoconference will be possible whenever a person is incarcerated or in the course of a trial in order to hear witnesses, experts or civil parties without the need for a physical confrontation with the person. These means are also useful in the case of the absence of the person to be heard.

Dépôt par M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale, le 07.03.2017

Rapporteur: M. Georges Engel

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

(Président: M. Georges Engel):

12.03.2018 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

26.03.2018 Examen de l'avis du Conseil d'État

19.04.2018 Continuation des travaux

19.06.2018 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

26.06.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 05.07.2018

Loi du 1<sup>er</sup> août 2018

Mémorial A: 2018, n°708, page 1

## Enquête européenne en matière pénale

### 7152 - Projet de loi portant

**1<sup>er</sup> transposition de la directive 2014/41/UE du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 concernant la décision d'enquête européenne en matière pénale;**

**2<sup>e</sup> modification du Code de procédure pénale;**

### 3<sup>e</sup> modification de la loi modifiée du 8 août 2000 sur l'entraide judiciaire internationale en matière pénale

The bill 7152 aims to transpose into internal law Directive 2014/41/EU of the Parliament and of the Council of 3 April 2014 concerning the decision of investigation of the European Union in criminal matters.

Directive 2014/41/EU aims to complete the framework for the obtaining of evidence, that is to say the framework which has been established, notably, by the Convention on the judicial cooperation in criminal matters.



La loi en projet règle encore la question des frais. Tous les coûts engagés sur le territoire national sont supportés par l'État luxembourgeois, mis à part les situations où les coûts d'exécution de la mesure sont exceptionnellement élevés. Dans cette hypothèse un partage des coûts peut être recherché avec l'autorité d'émission.

Le projet de loi modifie en outre trois articles du code de procédure pénale (48-17; 66-2 et

66-3) afin d'aligner le régime national qui y est prévu sur les dispositions prévues par la directive en la matière.

La modification proposée assure ainsi que les autorités judiciaires luxembourgeoises pourront appliquer dans les affaires nationales les mêmes règles que dans le cadre de l'exécution d'une décision d'enquête européenne pour le compte de leurs homologues étrangers.

privée et vie professionnelle, le tout dans la limite des conditions légales.

L'accent est mis sur un accroissement du bien-être au travail, une certaine liberté pour que chacun puisse mieux concilier les exigences de l'organisation du travail avec son rythme de vie privée, ses loisirs, sa participation à la vie associative, etc.

De plus, sera introduite davantage de flexibilité dans la détermination du temps de présence obligatoire des agents. La durée minimale de la pause de midi passera d'une heure à une demi-heure, l'heure flexible de début de la journée de travail sera avancée à 6.30 heures.

Aussi, les congés extraordinaires dans la fonction publique seront alignés sur ceux auxquels ont droit les salariés de droit privé depuis le début de l'année 2018.

L'agent de l'État aura donc droit aux congés extraordinaires suivants:

- trois jours ouvrés pour son mariage;
- un jour ouvré pour la déclaration de son partenariat;
- dix jours ouvrés pour le père en cas de naissance d'un enfant;

- dix jours ouvrés en cas d'accueil d'un enfant de moins de seize ans en vue de son adoption, sauf en cas de bénéfice du congé d'accueil;

- un jour ouvré pour le mariage de son enfant;

- trois jours ouvrés en cas de décès de son conjoint ou partenaire ou d'un parent ou allié du premier degré;

- cinq jours ouvrés en cas de décès de son enfant mineur;

- un jour ouvré en cas de décès d'un parent ou allié du deuxième degré; ainsi que

- deux jours ouvrés en cas de déménagement sur une période de trois ans de service, sauf s'il doit déménager pour des raisons professionnelles.

Par ailleurs, les règles relatives au CET seront adaptées pour tenir compte de la situation des enseignants. Le CET des enseignants sera géré en leçons et également utilisé en leçons et non pas en heures comme prévu dans la version initiale du projet de loi. La gestion du CET en leçons évitera de devoir convertir des leçons en heures et vice versa. Il est prévu que le plafond maximal d'heures soit fixé à 1.800 heures, soit une année de travail.

Dépôt par M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 21.06.2017

Rapporteur: Mme Sam Tanson

Travaux de la Commission juridique

(Présidente: Mme Sam Tanson):

02.05.2018 Présentation du projet de loi

Désignation d'un rapporteur

Examen de l'avis du Conseil d'État

16.05.2018 Présentation et adoption d'une série de propositions d'amendement

04.07.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.07.2018

Loi du 1<sup>er</sup> août 2018

Mémorial A: 2018, n°787, page 1

## Surveillance des maladies infectieuses

**7160 - Projet de loi sur la déclaration obligatoire de certaines maladies dans le cadre de la protection de la santé publique et modifiant:**

**1. la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire;**

**2. la loi modifiée du 16 juillet 1984 relative aux laboratoires d'analyses médicales;**

**3. la loi modifiée du 16 janvier 1990 relative aux dispositifs médicaux;**

**4. la loi modifiée du 8 juin 1999 relative au Collège médical;**

**5. la loi du jj/mm/aaaa sur les conditions d'hygiène et de salubrité relatives à la pratique des techniques de tatouage par effraction cutanée, du perçage, du branding, cutting, ainsi que du bronzage UV**

Le projet de loi a pour objet d'améliorer le système de surveillance des maladies infectieuses au Grand-Duché de Luxembourg.

Le projet de loi confère à la Direction de la santé le rôle de surveillance et de contrôle du système de déclaration obligatoire mis en place dans le but de lutter contre la propagation des maladies visées dans le présent projet de loi. Il s'agit de mettre en place une surveillance centralisée.

Le projet de loi a pour objet de regrouper les données portant sur ces maladies dans un système centralisé, alors que jusqu'à présent cette fonction de surveillance a été remplie par trois institutions, à savoir le Laboratoire national de santé, le Luxembourg Institute of Health et la Direction de la santé.

Par l'instauration de ce nouveau système de surveillance, il s'agit d'organiser un système de prévention, de surveillance et de contrôle pour protéger les citoyens contre le risque infectieux et contre les menaces microbiennes ainsi que de collecter les données nécessaires à une surveillance épidémiologique exhaustive au niveau national.

Dépôt par Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé, le 25.07.2017

Rapporteur: Mme Cécile Hemmen

Travaux de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports

(Présidente: Mme Cécile Hemmen):

21.11.2017 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État

16.01.2018 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

23.01.2018 Continuation des travaux

30.01.2018 Continuation des travaux

06.02.2018 Continuation des travaux

03.04.2018 Adoption d'une série d'amendements parlementaires

24.04.2018 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

08.05.2018 Adoption d'une deuxième série d'amendements parlementaires

19.06.2018 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État

03.07.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 12.07.2018

Loi du 1<sup>er</sup> août 2018

Mémorial A: 2018, n°705, page 1

## Compte épargne-temps dans la fonction publique

**7171 - Projet de loi portant fixation des conditions et modalités d'un compte épargne-temps dans la fonction publique et modification:**

**1<sup>o</sup> du Code du travail; et**

**2<sup>o</sup> de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État**

L'objectif du présent projet est de mettre en place l'instrument du compte épargne-temps (CET) qui permettra à chaque agent d'accumuler et d'épargner du temps, afin de l'utiliser de manière différée à un moment de son choix, ceci chaque fois dans la limite des conditions légales.

Il s'agit de règles en matière d'aménagement du temps de travail et de congés qui vont permettre aux employés de l'État et aux fonctionnaires d'accumuler et d'épargner du temps afin de l'utiliser de manière différée à un moment de leur choix, et ainsi de mieux concilier vie

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 21.08.2017

Rapporteur: M. Yves Cruchten

Travaux de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative

(Président: M. Yves Cruchten):

07.06.2018 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen du projet de loi et des avis du Conseil d'État

05.07.2018 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État

10.07.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 17.07.2018

Loi du 1<sup>er</sup> août 2018

Mémorial A: 2018, n°681, page 1

## Centre de gestion du personnel et de l'organisation de l'État

**7180 - Projet de loi portant création du Centre de gestion du personnel et de l'organisation de l'État, portant modification**

**1) de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;**

**2) de la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois;**

**3) de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État;**

**4) de la loi modifiée du 20 avril 2009 portant création du Centre des technologies de l'information de l'État;**

**5) de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'État peut changer d'administration**

**et portant abrogation de la loi du 1<sup>er</sup> février 1984 portant création d'une administration du personnel de l'État**

L'objectif du projet de loi est la création d'une nouvelle administration dénommée «Centre de gestion du personnel et de l'organisation de l'État (CGPO)» destinée à remplacer l'actuelle Administration du personnel de l'État.

La future administration sera dotée de nouvelles missions, cela «dans une optique d'optimisation des processus de gestion internes des administrations publiques».

Le projet de loi vise à étendre la mission d'assistance aux administrations à l'organisation interne de celles-ci, au-delà du volet de la pure gestion du personnel de l'État.

Ainsi, les attributions du Centre de gestion du personnel et de l'organisation de l'État engloberont tant la gestion centralisée des ressources humaines de l'État (calcul des rémunérations, encadrement des procédures de recrutement, assistance concernant la mise en place de plans de travail, etc.) que des aspects organisationnels relatifs aux administrations et services de l'État (assistance dans l'établissement de programmes de travail et d'organigrammes par exemple).

À côté de cette réforme principale, le projet de loi apporte encore certaines adaptations ponctuelles à plusieurs lois actuellement en vigueur, cela afin de rendre ces dernières conformes aux textes relatifs aux réformes dans la fonction publique qui sont applicables depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2015.

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 07.09.2017

Rapporteur: M. Yves Cruchten

Travaux de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative

(Président: M. Yves Cruchten):

21.06.2018 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et des avis du Conseil d'État

05.07.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 12.07.2018

Loi du 25 juillet 2018

Mémorial A: 2018, n°620, page 1



## Services de paiement

### 7195 - Projet de loi portant:

**1<sup>er</sup> transposition de la directive (UE) 2015/2366 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 concernant les services de paiement dans le marché intérieur, modifiant les directives 2002/65/CE, 2009/110/CE et 2013/36/UE et le règlement (UE) n°1093/2010, et abrogeant la directive 2007/64/CE; et**

**2<sup>e</sup> modification de la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement**

Le projet de loi sous rubrique a pour objet la transposition en droit luxembourgeois de la directive (UE) 2015/2366 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 concernant les services de paiement dans le marché intérieur «PSD 2» (ci-après «directive 2015/2366»).

Au cours des dernières années, la digitalisation des services financiers a engendré l'apparition de nouvelles technologies («FinTech»), dont entre autres de nouveaux services de paiement et prestataires tiers agissant en qualité d'intermédiaire entre le client et l'établissement gestionnaire du compte de paiement. Plus précisément, le projet de loi fait, dans ce contexte, la distinction entre les nouveaux prestataires de services d'initiation de paiement (PSIP) et les nouveaux prestataires de services d'information sur les comptes (PSIC). Afin d'assurer la sécurité et les droits des utilisateurs de ces services et d'accorder une sécurité juridique à ces prestataires, une adaptation de la législation actuelle (la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement) conformément à la directive 2015/2366 s'est avérée nécessaire.

La présente loi en projet établit des critères clairs pour l'exercice des activités de ces nouveaux prestataires de services de paiement. Ainsi, tout prestataire tiers devra solliciter un agrément et s'enregistrer auprès de la CSSF afin de pouvoir prêter ses services. Ces prestataires seront soumis à la surveillance de la CSSF.

En ce qui concerne les activités transfrontalières, le régime et la procédure du passeport européen des établissements de paiement et de monnaie électronique sont précisés davantage. En matière de surveillance des entités agréées, le projet de loi instaure une procédure de coopération plus étroite et détaillée entre les autorités compétentes concernées et ren-

force les pouvoirs de l'autorité compétente de l'État membre d'accueil.

Pour assurer une meilleure sécurité des utilisateurs et de leurs données, les prestataires de services de paiement sont en principe tenus d'appliquer une authentification forte. Le projet de loi exige également de la part des prestataires de services de paiement des procédures efficaces de gestion et de signalement des incidents majeurs, qu'ils soient opérationnels ou de sécurité, ainsi qu'une communication sécurisée entre les banques gestionnaires de comptes et les prestataires de services de paiement. Pour ce qui est de l'accès des PSIP et PSIC aux comptes de leurs utilisateurs, le projet de loi prévoit une identification du prestataire tiers par un système d'accès direct, appelé API («application programming interfaces»), pour garantir un accès sûr et efficace à ces comptes. Les modalités de fonctionnement du système d'accès direct sont explicitées par des normes techniques de réglementation adoptées par la Commission européenne.

Par l'introduction et l'encadrement légal des prestataires tiers (PSIP et PSIC), une ouverture plus large du marché des services de paiement est réalisée. En effet, les prestataires de services gestionnaires de compte, en l'occurrence les banques traditionnelles, sont forcés d'autoriser les prestataires tiers à accéder aux comptes de leurs clients ainsi qu'aux données y afférentes si les clients y consentent. Les banques perdent par conséquent le monopole d'accès aux données des comptes de leurs clients, ce qui s'inscrit dans la stratégie de la Commission européenne d'intégrer davantage le marché européen des services de paiement et de renforcer la concurrence, et ainsi d'offrir un choix plus vaste de services de paiement aux utilisateurs, portés par les nouvelles technologies.

En ce qui concerne la protection des consommateurs, le projet de loi réduit également la responsabilité des utilisateurs de 150 à 50 euros en cas de paiement non autorisé suite à la perte ou au vol d'un instrument de paiement. En outre, les prestataires sont obligés de fournir des informations à leurs clients quant aux procédures de réclamation et de règlement extrajudiciaire des litiges.

Finalement, le projet de loi met en place certaines modifications ponctuelles de la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement dans le but d'aligner ladite loi au texte de la directive 2015/2366, ainsi que d'ajuster les dispositions sur les établissements de monnaie électronique.

Travaux de la Commission du Développement durable

(Présidente: Mme Josée Lorsché):

- 22.03.2018 Désignation d'un rapporteur  
Présentation du projet de loi  
Examen de l'avis du Conseil d'État
- 04.07.2018 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
- 12.07.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 17.07.2018

Loi du 7 septembre 2018

Mémorial A: 2018, n°791, page 1

## Avion de transport militaire A400M

**7239 - Projet de loi portant modification de la loi du 21 mars 2005 autorisant l'acquisition d'un avion de transport militaire A400M**

Le présent projet de loi vise à modifier la loi du 21 mars 2005 autorisant l'acquisition d'un avion de transport militaire A400M, laquelle n'a trait qu'aux coûts résultant de l'acquisition de l'avion A400M, afin d'y intégrer les dépenses occasionnées par l'exploitation, le fonctionnement et le soutien en service de l'avion.

Le terme de soutien en service [«In-Service Support» (ISS)] désigne toutes les activités de support logistique nécessaires à maintenir les avions en service durant le cycle de vie complet de l'avion, lequel est estimé à une durée d'environ 35 ans. Ces activités comprennent notamment la maintenance des avions, des moteurs, le soutien technique, la configuration de l'avion et des équipements de soutien, le réapprovisionnement des pièces A400M et de leurs moteurs, la navigabilité, l'infrastructure, la maintenance et la gestion des équipements de sol et du simulateur de vol, la formation du personnel en charge du soutien ainsi que le retrait d'emploi du système A400M et de l'équipement associé.

Dans l'esprit d'une exploitation commune de la flotte des avions A400M entre le Luxembourg et la Belgique dans le cadre d'une unité binationale et compte tenu du fait que la défense luxembourgeoise ne dispose pas de toutes les compétences techniques en la matière, la par-

tie belge effectuera certaines tâches liées à l'exploitation, au fonctionnement et au soutien en service pour toute la flotte.

Le Luxembourg contribue à hauteur d'un huitième aux coûts occasionnés par l'exploitation, le fonctionnement et le soutien en service de la flotte commune d'avions de transport A400M. Ces coûts se composent principalement des frais de gestion opérationnelle et logistique de l'équipement et du personnel de la flotte, des coûts de carburant, des frais de soutien aéroportuaire, des frais d'entretien des infrastructures de l'aéroport militaire, des frais d'entretien et de maintenance de l'avion et des frais des pièces de rechange.

L'impact budgétaire annuel résultant de l'exploitation, du fonctionnement et du soutien en service de l'avion est actuellement estimé entre 11 et 12 millions d'euros. Étant donné que certains contrats doivent être mis en place avant la livraison de l'avion même, des engagements financiers de moindre envergure pourraient déjà surgir en 2018.

Sur une durée de vie de 35 ans de l'avion, la dépense cumulée liée aux frais liés au soutien en service est estimée à un montant total prévisible de 420 millions d'euros. Ce prix sera adapté en fonction de l'évolution des conditions économiques telle que déterminée par l'évolution du déflateur PIB applicable à la zone euro.

Étant donné qu'il s'agit de dépenses résultant de services et non d'une acquisition, les dépenses ne sont pas imputées sur le fonds d'équipement militaire mais sur le budget des recettes et des dépenses de l'État.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 10.10.2017

Rapporteur: M. André Bauler

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Eugène Berger):

- 19.01.2018 Désignation d'un rapporteur  
Présentation du projet de loi
- 29.06.2018 Examen de l'avis du Conseil d'État
- 03.07.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 10.07.2018

Loi du 20 juillet 2018

Mémorial A: 2018, n°612, page 1

Dépôt par M. Etienne Schneider, Ministre de la Défense, le 29.01.2018

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Marc Angel):

- 16.04.2018 Désignation d'un rapporteur  
Présentation du projet de loi
- 25.06.2018 Examen de l'avis du Conseil d'État  
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 10.07.2018

Loi du 1<sup>er</sup> août 2018

Mémorial A: 2018, n°673, page 1

## Réglementation de la circulation sur voies publiques

**7198 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques**

L'objectif du présent projet de loi est de corriger une erreur matérielle. En effet, lors de l'élaboration de la loi du 26 janvier 2016 modifiant la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques, portant réforme du contrôle technique des véhicules routiers, il avait été oublié de reprendre les dispositions du paragraphe 6 de l'ancien article 4bis de la loi modifiée du 14 février 1955 qui concernent les contrôles en matière de tachygraphe et de temps de conduite et périodes de repos et la

sanction des infractions. Le présent projet de loi vise dès lors à réintroduire la disposition contenue auparavant dans l'ancien article 4bis, paragraphe 6, tel qu'il existait avant la loi du 26 janvier 2016, mais qui devient selon la nouvelle numérotation des articles, l'article 4sexies.

Étant donné qu'entretemps le règlement (UE) n°165/2014 relatif aux tachygraphes dans les transports routiers, abrogeant le règlement (CEE) n°3821/85 concernant l'appareil de contrôle dans le domaine des transports par route et modifiant le règlement (CE) n°561/2006 relatif à l'harmonisation de certaines dispositions de la législation sociale dans le domaine des transports par route a remplacé le règlement (CEE) n°3821/85 précité, il y a également lieu de mentionner le nouveau règlement (UE) n°165/2014 au lieu du règlement (CEE) n°3821/85 abrogé.

## Convention de sécurité sociale LU-Chine

**7242 - Projet de loi portant approbation de la Convention de sécurité sociale entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République populaire de Chine, fait à Pékin, le 27 novembre 2017**

Le projet de loi vise à approuver la Convention de sécurité sociale conclue entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République populaire de Chine. Il s'agit de la première convention en la matière entre les deux États contractants.

La convention vise à garantir les droits en matière de sécurité sociale des personnes qui sont ou ont été soumises successivement ou alternativement aux législations des États contractants. L'objectif principal de la convention vise le détachement de travailleurs.

La première partie de la convention intitulée «Dispositions générales» a pour objet de consacrer deux principes fondamentaux en matière

de coordination internationale des régimes de sécurité sociale: l'égalité de traitement des personnes résidant sur le territoire de l'un des États contractants et l'exportation des prestations acquises au titre de la législation d'un des États contractants.

La deuxième partie a trait à la détermination de la législation applicable. Le principe retenu est que le travailleur est soumis à la législation de l'État contractant sur le territoire duquel il exerce son activité professionnelle. À ce principe s'ajoutent certaines dérogations. Notamment une dérogation au principe du pays d'emploi au profit des travailleurs qui sont occupés normalement sur le territoire d'un État et qui sont détachés par leur employeur sur le territoire de l'autre État pour y effectuer un travail limité par son objet et dans le temps (détachement). Dans ce cas, le travailleur reste soumis à la législation à laquelle il est assujéti normalement.

Pour nos relations entre la Chine et le Luxembourg, il a été retenu que le détachement peut être accordé pour une durée maximale de 60 mois, renouvelable sous certaines conditions.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 20.10.2017

Rapporteuse: Mme Josée Lorsché



Une autre dérogation concerne les travailleurs des entreprises de transport aérien pour lesquels la législation applicable est celle de l'État contractant sur le territoire duquel l'entreprise a son siège. Une particularité concerne les marins où l'article 8 de la convention retient le cri-

rière de la résidence des marins, si celle-ci est en Chine ou au Luxembourg.

Les troisième et quatrième parties ont, quant à elles, trait aux dispositions diverses et aux dispositions transitoires et finales.

caserne durant la longue période des travaux;

- la possibilité d'accéder au futur hall des sports sans devoir pénétrer dans les enceintes sécurisées de la caserne;

- la possibilité d'une éventuelle extension ultérieure de la caserne.

#### b) Objet du projet de loi

Le projet de loi sous rubrique a pour objet d'autoriser le Gouvernement à faire procéder au réaménagement des bâtiments existants et à l'extension de la caserne Grand-Duc Jean au Herrenberg.

De manière plus détaillée, le programme de construction s'articule comme suit:

#### - Infrastructure sportive

La construction d'une nouvelle infrastructure sportive est priorisée. Étant donné que les infrastructures du préau sportif actuel sont considérées comme obsolètes, la construction d'un nouveau hall des sports à trois unités séparées permet à l'armée de disposer de l'infrastructure nécessaire à l'entraînement physique de son personnel dans les règles de l'art. L'actuel hall des sports reste maintenu comme préau couvert dans le patrimoine des bâtiments en tant que salle d'exercice pour exercices CAX (computer assisted exercises) nationaux et internationaux, salle d'entraînement pour l'instruction de tir, salle d'entraînement drill, salle de parade en cas d'intempéries, salle d'exposition pour journée d'information des écoles post-primaires et comme hébergement d'urgence dans le scénario d'un «plan nombreuses victimes».

#### - Infrastructure administrative

L'infrastructure administrative a été revue à la lumière des effectifs prévisibles à moyen et long terme. Avec une professionnalisation plus poussée et la création d'une unité de capacités spécialisées, le besoin en pavillons administratifs standards a augmenté. Suite à la restructuration de l'état-major de l'armée, une partie des services est relocalisée de Luxembourg-ville à Diekirch et regroupée avec l'état-major du centre militaire dans un grand bâtiment de commandement.

#### - Infrastructure d'instruction

L'armée prévoit un programme d'acquisition de moyens de simulation destinés à l'entraînement militaire. Le recours à ces moyens permet d'éviter une usure d'équipements majeurs coûteux, réduit les frais de déplacements vers les terrains d'exercices et permet de réaliser des économies substantielles en frais de fonctionnement. La construction du hall logistique a libéré un grand bâtiment qui permet de regrouper au sein d'un pavillon unique les salles d'instruction et les moyens de simulation actuels et futurs.

#### - Infrastructure de restauration et de loisirs

Au regard du fait que l'actuelle cuisine centrale, rénovée à la fin des années 80, n'est plus conforme aux normes de l'hygiène alimentaire et est agencée d'une façon non fonctionnelle, vu par ailleurs les effectifs croissants de l'armée, et par souci d'une utilisation rationnelle des infrastructures de restauration et des ressources humaines, un nouveau bâtiment regroupant toutes les infrastructures de restauration et de loisirs est construit sur le terrain adjacent du côté est de la caserne.

#### - Infrastructure médicale

L'infrastructure médicale existante du service de santé nécessite une rénovation complète et une valorisation de l'espace disponible sous les combles pour accueillir une partie administrative et une partie destinée à l'instruction et aux tests médico-sportifs. La zone destinée aux activités médicales et paramédicales est mise en conformité par rapport aux normes d'hygiène, de sécurité et de condition de travail en vigueur dans des établissements de santé publics.

#### - Infrastructure de sécurité

L'infrastructure du corps de garde et du poste d'entrée, dans sa conception et son emplacement actuels, ne permet pas de garantir une sécurité optimale et suffisante des installations

militaires. Ainsi l'actuel corps de garde est réhabilité et mis aux normes de sécurité adéquates et un nouveau poste d'entrée fonctionnel est construit à partir duquel il est possible de contrôler les entrées et sorties des piétons et véhicules 24h/24h et 7j/7j. Finalement, la sécurité passive de la caserne est renforcée par la mise en place d'une nouvelle clôture de sécurité et d'un système de surveillance électronique sur le périmètre intérieur de la caserne, ainsi que d'un chemin de patrouille, en partie carrossable, suivant le trajet de la nouvelle clôture.

#### - Infrastructure d'entreposage du charroi et de stockage du matériel individuel et collectif des unités opérationnelles

Le charroi tactique a également connu des modernisations importantes. La mise en service d'une nouvelle gamme de véhicules de reconnaissance, de véhicules de liaison blindés légers, de véhicules logistiques blindables ou blindés, de même que l'équipement connexe y intégré - systèmes de communications, de tir, d'observation et de gestion du champ de bataille - représente un investissement considérable. Dès lors, il n'est plus concevable de stationner ces véhicules à ciel ouvert, sous peine d'usure accélérée. Il est procédé à la construction d'un parking ouvert/couvert qui protège les véhicules contre les intempéries et qui garantit également la sécurité de cet équipement sensible.

Le matériel collectif des unités opérationnelles est centralisé au niveau d'un seul bâtiment, disposant d'un accès facile pour le chargement et le déchargement ainsi que de compartiments appropriés pour les différentes unités opérationnelles. Des compartiments sécurisés sont prévus dans ce bâtiment et dans les pavillons administratifs des unités opérationnelles pour stocker l'équipement sensible.

#### - Pavillon activités syndicales

La loi prévoit que toute grande administration met à disposition de ses représentations de personnel un lieu adapté pour y exercer ses activités. Un pavillon sera aménagé partiellement en pavillon d'activités syndicales qui offre aussi la possibilité d'y organiser une activité sociale en dehors des heures de service.

#### - Pavillons de réserve

Le programme prévoit six pavillons de réserve, à savoir cinq pavillons standards et le mess des officiers. Vu les effectifs actuels de l'armée, ces pavillons n'auront pas d'affectation immédiate.

#### - Hangars pour véhicules militaires, parkings et aires de stationnement

Avec la diversification du charroi militaire, un hangar supplémentaire pour le stationnement sécurisé et protégé des camions est nécessaire.

Les voitures privées des militaires et du personnel civil sont regroupées sur trois grandes aires de stationnement à ciel ouvert. Suite au rapatriement des services de l'état-major de Luxembourg-ville, des emplacements de parking supplémentaires sont aménagés dans les allées et autour des pavillons administratifs et les petites aires de stationnement actuelles sont élargies. En outre, un parking est aménagé à hauteur de l'ancien hangar de véhicules.

À l'extérieur de la caserne, le parking des soldats volontaires est étendu d'environ 70 places en vue d'une augmentation des effectifs à moyen et long terme. Des emplacements pour vélos (mobilité douce) sont prévus à des endroits stratégiques de la caserne.

#### Financement

Les dépenses relatives au projet de réaménagement des bâtiments existants et à l'extension de la caserne tiennent compte du coût de la construction, des coûts complémentaires, d'une réserve pour imprévus et des honoraires et s'élèvent au coût total arrondi TTC de 137.200.000 euros.

Les dépenses annuelles liées aux coûts de consommation et d'entretien comprennent les frais de consommation, les frais d'entretien courant et de maintenance ainsi que les provisions d'entretien préventif et se situent à un montant total arrondi TTC de 4.314.000 euros.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 05.02.2018

Rapporteur: M. Georges Engel

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale (Président: M. Georges Engel):

19.06.2018 Désignation d'un rapporteur  
Présentation du projet de loi  
Examen de l'avis du Conseil d'État

03.07.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.07.2018

Loi du 25 juillet 2018

Mémorial A: 2018, n°629, page 1

## Reclassements dans la fonction publique

### 7245 - Projet de loi portant reclassement de certaines carrières de fonctionnaires et employés de l'État

Le projet de loi 7245 a pour objet de régler les difficultés qui sont apparues en relation avec le reclassement de certaines carrières par les textes relatifs aux réformes dans la fonction publique sur base des accords conclus en juillet 2011 entre la CGFP et le Gouvernement alors en place.

En effet, le reclassement prévu par ces textes n'a pas permis de «tirer l'avantage espéré» de la revalorisation projetée des carrières.

De plus, il s'est avéré que lesdits textes ont entraîné des conséquences défavorables pour certains agents recrutés peu de temps avant la date d'entrée en vigueur des réformes (1<sup>er</sup> octobre 2015), dans la mesure où le classement de ces agents s'est révélé moins avantageux que pour celui des agents recrutés après cette date.

Le projet de loi sous avis vise à remédier à ces problèmes en remplaçant (rétroactivement) le système du reclassement prévu par les textes relatifs aux réformes - selon lequel les agents concernés ont été classés dans le grade de la nouvelle carrière correspondant à l'ancienneté de service acquise depuis leur première nomination, à la valeur de l'échelon barémique atteint la veille de l'entrée en vigueur des lois de 2015 ou, à défaut, à la valeur de l'échelon barémique immédiatement supérieur - par le régime de reclassement dont ont bénéficié les instituteurs lors de la réforme de l'enseignement fondamental en 2009 et selon lequel les agents concernés seront classés au même numéro d'échelon, diminué d'un échelon, dans le grade supérieur à celui atteint la veille de l'entrée en vigueur des lois de 2015.

Par le texte des amendements gouvernementaux du 6 avril 2018, il est par ailleurs introduit un mécanisme dérogatoire au nouveau régime de reclassement prémentionné pour certaines catégories d'agents (dont les éducateurs gradués) pour lesquels l'application de ce régime principal mènerait à des «situations iniques».

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 12.02.2018

Rapporteur: M. Yves Cruchten

Travaux de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative (Président: M. Yves Cruchten):

21.06.2018 Désignation d'un rapporteur  
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

05.07.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 12.07.2018

Loi du 25 juillet 2018

Mémorial A: 2018, n°680, page 1

## Extension de la caserne Grand-Duc Jean

### 7272 - Projet de loi relatif au réaménagement des bâtiments existants et à l'extension de la caserne Grand-Duc Jean au Herrenberg à Diekirch

#### a) Considérations générales

Le projet de loi sous rubrique prévoit la réhabilitation et la modernisation des infrastructures militaires de la caserne Grand-Duc Jean dont la majeure partie a été construite dans les années cinquante.

Ce projet de loi est la suite d'une première et deuxième phase de mise à niveau telles que prévues par la loi du 19 mai 2009 relative à la réhabilitation des infrastructures techniques primaires de la caserne Grand-Duc Jean au Herrenberg à Diekirch et par la loi du 23 novembre 2009 relative à la construction d'un hall logistique pour la caserne Grand-Duc Jean au Herrenberg à Diekirch.

En effet, le projet de loi sous rubrique prévoit, d'une part, le réaménagement et l'assainisse-

ment des bâtiments existants, et, d'autre part, la construction d'infrastructures sportives et d'une cuisine centrale sur une partie des terrains extérieurs au périmètre actuel de la caserne.

Alors que la réhabilitation et la modernisation des bâtiments de la caserne faisaient déjà l'objet d'une étude de faisabilité dans les années 2000, ce projet avait été mis en veille à partir de 2010 suite aux mesures de restrictions budgétaires du Gouvernement luxembourgeois. Repris en 2014, l'étude de faisabilité définit en conclusion les travaux à envisager ainsi que plusieurs variantes possibles quant à l'implantation des nouvelles infrastructures.

Le scénario finalement retenu par l'armée en été 2015 présente les avantages suivants:

- la possibilité d'implanter toutes les nouvelles infrastructures sur des terrains étatiques ou communaux, grâce aussi à l'acquisition des parcelles de terrains adjacentes du côté est de la caserne;

- l'adéquation aux besoins fonctionnels de l'armée;

- un phasage projeté des différents travaux qui garantit le maintien du fonctionnement de la

Dépôt par M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 27.03.2018

Rapporteur: M. Henri Kox

Travaux de la Commission du Développement durable (Présidente: Mme Josée Lorsché):

04.07.2018 Désignation d'un rapporteur



Présentation du projet de loi  
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

12.07.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 17.07.2018

Loi du 21 août 2018

Mémorial A: 2018, n°854, page 1

## Maison de soins à Differdange

**7280 - Projet de loi relatif à la construction d'une maison de soins à Differdange et portant modification de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création de deux établissements publics dénommés 1) Centres, Foyers et Services pour personnes âgées; 2) Centres de gériatrie**

Dans le but de répondre au vieillissement de la population, de garantir des conditions de vie optimales aux personnes âgées tout en veillant à une répartition territoriale équitable des infrastructures pour personnes âgées, le projet de loi 7280 propose donc de construire une maison de soins de 200 lits à Differdange.

Cette nouvelle maison de soins remplacera la maison de soins existante dans l'ancien hôpital de Differdange «Thillebiert» qui, bien que disposant actuellement de 86 lits, n'est néanmoins plus en mesure d'offrir le confort nécessaire à une clientèle de plus en plus dépendante.

La nouvelle maison de soins à Differdange aura, de par sa capacité d'accueil et conception, une vocation intégrale. L'éventail des aides et des assistances proposées ira du simple service à la prise en charge globale, voire même à une assistance intensive. Ces aides ne répondront pas à des normes établies, mais s'orienteront et s'adapteront aux besoins réels de chaque personne concernée.

Le concept d'encadrement est conçu de telle sorte qu'il puisse s'adapter, innover et pour-

suivre une approche combinée des concepts généraliste et spécialisé. Le nouveau centre pourra ainsi accueillir tout type de client avec la promesse de garantir les soins durant tout le séjour peu importe l'évolution de la dépendance ou de l'évolution de son état cognitif. Le concept spécialisé permettra également la prise en charge des clients atteints d'une forme de démence ou d'handicap. Ces soins se feront dans un environnement conçu spécialement pour leur permettre de vivre dans un cadre de normalité relative.

Pour ce qui est de la conception de l'immeuble, il est à souligner que celui-ci sera ouvert vers l'extérieur et que les différentes structures et divers services (magasins, salle polyvalente, salle des fêtes, cafétéria...) favoriseront la vie sociale et la communication entre générations. Cette conception respecte d'ailleurs les directives du programme national du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région.

Concernant le financement du projet, il est à souligner que l'État, suivant convention approuvée par le Conseil de Gouvernement dans sa séance du 30 mars 2018 et signée en date du 30 mars 2018 entre l'État et l'établissement public «Centres, Foyers et Services pour personnes âgées» au financement des 200 lits de la maison de soins pour personnes âgées, participe à l'ordre de 100% aux coûts de la réalisation du projet.

Le coût total maximum des travaux de construction de la maison de soins à Differdange est de 62.435.545,17 euros.

## Contournement de Bascharage

**7284 - Projet de loi relatif à l'aménagement du contournement routier de Bascharage et portant modification de la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes**

Le projet de loi a pour objet d'autoriser le Gouvernement à faire procéder à la réalisation du contournement routier de Bascharage et à financer ce projet d'infrastructure. D'autre part, il modifie la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes.

Le coût total du projet de contournement routier de Bascharage dépasse le montant de 40 millions d'euros, inscrit à l'article 80, paragraphe 1<sup>er</sup>, lettre c), de la loi modifiée du 9 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État. Sa réalisation doit dès lors être autorisée par le législateur.

Le projet comprend la construction d'une route en rase campagne d'une longueur de 4.200 mètres, à deux voies de circulation opposées en section courante, connectée à son origine à la route N5 et à sa fin à la Collectrice du Sud A13. Le contournement routier vise à délester la localité de Bascharage d'une partie du trafic d'automobiles et de poids lourds et à influencer ainsi favorablement sur la qualité de vie des habitants.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 18.04.2018

Rapporteuse: Mme Josée Lorsché

Travaux de la Commission du Développement durable  
(Présidente: Mme Josée Lorsché):

04.07.2018 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

12.07.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 17.07.2018

Loi du 21 août 2018

Mémorial A: 2018, n°830, page 1

## Pôle d'échange Howald

**7285 - Projet de loi relatif à la réalisation du pôle d'échange Howald et du réaménagement de la rue des Scillas**

Le projet de loi a pour objet d'autoriser le Gouvernement à faire procéder à la réalisation du pôle d'échange Howald et au réaménagement

de la rue des Scillas. Le projet comprend les volets infrastructures et mesures compensatoires. L'autorisation du législateur est nécessaire dans la mesure où l'engagement total de l'État s'élève à 130.000.000 euros et dépasse donc le montant prévu à l'article 80, c) de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 18.04.2018

Rapporteuse: Mme Josée Lorsché

Travaux de la Commission du Développement durable  
(Présidente: Mme Josée Lorsché):

29.06.2018 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

05.07.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.07.2018

Loi du 21 août 2018

Mémorial A: 2018, n°837, page 1

## Construction du «Südspidol»

**7286 - Projet de loi autorisant l'État à participer au financement des travaux de construction du «Südspidol»**

L'objet du projet de loi sous rubrique consiste à autoriser l'État à participer au financement des travaux de construction du futur «Südspidol» à Esch-sur-Alzette pour un montant ne pouvant dépasser 433.542.551 euros (valeur 779,82 de l'indice semestriel des prix de la construction).

Le CHEM fonctionne actuellement sur trois sites, son coût d'exploitation est de 180 millions d'euros par an, et d'ici 2020, sans nouvelle construction, les besoins en investissements pour la rénovation des trois sites s'élèveraient à 348 millions d'euros.

Voilà pourquoi en date du 21 décembre 2011

le Conseil de Gouvernement a donné son accord au CHEM pour lancer les travaux de planification d'un hôpital sur un site unique.

Le projet «Südspidol» prévoit la construction sur un site unique d'un hôpital novateur, axé sur des soins médicaux personnalisés, la sécurité du patient, le «healing environment» et l'économie d'énergie.

Le nouveau «Südspidol» regroupera dans plusieurs pavillons situés sur un seul site tous les services hospitaliers du CHEM et intégrera également architecturalement le Centre François Baclesse. L'intégration du CFB lui permettra d'assurer ses développements technologiques futurs par l'aménagement de deux bunkers supplémentaires et de bénéficier de l'appui du CHEM, essentiellement pour l'ensemble des aspects logistiques et de maintenance des bâtiments.

Dépôt par Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 17.04.2018

Rapporteur: M. Max Hahn

Travaux de la Commission de la Famille et de l'Intégration  
(Président: M. Gilles Baum):

18.06.2018 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

25.06.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.07.2018

Loi du 1<sup>er</sup> août 2018

Mémorial A: 2018, n°648, page 1

## Échangeur de Dudelange-Burange

**7282 - Projet de loi relatif au réaménagement de l'échangeur de Dudelange-Burange situé sur l'autoroute A13**

Le projet de loi a pour objet d'autoriser le Gouvernement à faire procéder au réaménagement de l'échangeur Dudelange-Burange situé sur l'autoroute A13 comprenant un giratoire au ni-

veau de la route nationale N31, quatre ouvrages d'art pour l'aménagement proprement dit, des bretelles d'accès et de sortie sur l'autoroute A13, un ouvrage à construire au-dessus des voies CFL de la ligne Bettembourg-Dudelange ainsi que des accès au Laboratoire national de santé et à la plateforme multimodale à Bettembourg-Dudelange. Le projet comprend en outre un écran anti-bruit sur le côté sud de l'autoroute A13. Les dépenses occasionnées par ces travaux ne peuvent pas dépasser le montant de 51.000.000 euros.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 18.04.2018

Rapporteuse: Mme Josée Lorsché

Travaux de la Commission du Développement durable  
(Présidente: Mme Josée Lorsché):

29.06.2018 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

05.07.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.07.2018

Loi du 21 août 2018

Mémorial A: 2018, n°832, page 1

Dépôt par Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé, le 18.04.2018

Rapporteuse: Mme Taina Bofferding

Travaux de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports  
(Présidente: Mme Cécile Hemmen):

19.06.2018 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État

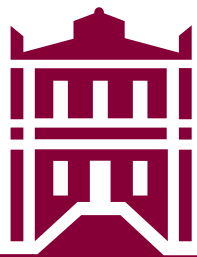
03.07.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 12.07.2018

Loi du 1<sup>er</sup> août 2018

Mémorial A: 2018, n°674, page 1





## Sommaire

### 1. Ouverture de la séance publique

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

### 2. Communications

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

### 3. Octroi d'un titre honorifique à M. Marcel Oberweis

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

### 4. Ordre du jour

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

### 5. Question élargie n°32 de M. Laurent Mosar relative aux restrictions territoriales de l'offre dans le commerce de détail

- M. Laurent Mosar - M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie

### 6. 7239 - Projet de loi portant modification de la loi du 21 mars 2005 autorisant l'acquisition d'un avion de transport militaire A400M

- Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Marc Angel

- Discussion générale: M. Jean-Marie Halsdorf, M. Gusty Graas, M. Henri Kox, M. Fernand Kartheiser (intervention de M. Henri Kox), M. Marc Baum

- Prise de position du Gouvernement: M. Etienne Schneider, Ministre de la Défense, M. Marc Baum (parole après ministre), M. le Ministre Etienne Schneider

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

### 7. 7113 - Projet de loi relatif au revenu d'inclusion sociale

et portant modification

1° du Code de la sécurité sociale;

2° du Code du travail;

3° de la loi modifiée du 26 juillet 1980 concernant l'avance et le recouvrement de pensions alimentaires par le Fonds national de solidarité;

4° de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

5° de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées;

6° de la loi modifiée du 30 avril 2004 autorisant le Fonds national de solidarité à participer aux prix des prestations fournies dans le cadre de l'accueil aux personnes admises dans un centre intégré pour personnes âgées, une maison de soins ou un autre établissement médico-social assurant un accueil de jour et de nuit;

7° de la loi modifiée du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale

et portant abrogation

de la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti

- Rapport de la Commission de la Famille et de l'Intégration: M. Claude Lambert

- Discussion générale: M. Marc Spautz (interventions de M. Mars Di Bartolomeo, Président, et M. Claude Wiseler) (dépôt d'une motion), M. Gilles Baum (dépôt d'une motion), Mme Taina Bofferding, Mme Sam Tanson, M. Gast Gibéryen (intervention de Mme Sylvie Andrich-Duval), M. Marc Baum, M. Gérard Anzia

- Prise de position du Gouvernement: Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration (intervention de M. Marc Spautz)

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

- Motions: M. Claude Wiseler

- Vote sur la motion 1 (rejetée)

- Vote sur la motion 2 (adoptée)

### 8. 6913 - Projet de loi sur l'archivage et portant modification

1° de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant réorganisation des instituts culturels de l'État;

2° de la loi électorale modifiée du 18 février 2003;

3° du décret modifié du 18 juin 1811 contenant règlement pour l'administration de la justice en matière criminelle, de police correctionnelle, et de simple police, et tarif général des frais

- Rapport de la Commission de la Culture: M. André Bauler

- Discussion générale: M. Serge Wilmes (intervention de M. Henri Kox), M. Franz Fayot

### 9. Ordre du jour (suite)

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

### 10. 6913 - Projet de loi sur l'archivage et portant modification

1° de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant réorganisation des instituts culturels de l'État;

2° de la loi électorale modifiée du 18 février 2003;

3° du décret modifié du 18 juin 1811 contenant règlement pour l'administration de la justice en matière criminelle, de police correctionnelle, et de simple police, et tarif général des frais (suite)

- Discussion générale (suite): Mme Sam Tanson, M. Fernand Kartheiser, M. Marc Baum (intervention de M. Fernand Kartheiser) (dépôt d'un amendement)

- Prise de position du Gouvernement: M. Guy Arendt, Secrétaire d'État à la Culture, M. Fernand Kartheiser (parole après ministre), M. le Secrétaire d'État Guy Arendt

- Amendement 1: M. Franz Fayot, Mme Sam Tanson, M. Marc Baum

- Vote sur l'amendement 1 (rejeté)

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

### 11. 7195 - Projet de loi portant:

1° transposition de la directive (UE) 2015/2366 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 concernant les services de paiement dans le marché intérieur, modifiant les directives 2002/65/CE, 2009/110/CE et 2013/36/UE et le règlement (UE) n°1093/2010, et abrogeant la directive 2007/64/CE; et

2° modification de la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement

- Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. André Bauler

- Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. Franz Fayot, M. Henri Kox

- Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

### 12. 7306 - Projet de loi portant:

1. transposition de la directive (UE) 2017/2399 du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2017 modifiant la directive 2014/59/UE en ce qui concerne le rang des instruments de dette non garantie dans la hiérarchie en cas d'insolvabilité et modification de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement; et

2. modification de diverses dispositions de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier

- Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. André Bauler

- Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; M. Pierre Gramegna et Mme Corinne Cahen, Ministres; M. Guy Arendt, Secrétaire d'État.

**(Début de la séance publique à 14.30 heures)**

## 1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Kolleegen, wann Der wéilt Plaz huelen, da kann ech d'Sézung direkt opmaachen. E schéine gudd Mëtteg. Ech froen direkt d'Regierung, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet.

► **M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre.** - Nee, Här President, dat ass net de Fall.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci.

## 2. Communications

Dann hunn ech lech déi üublech Kommunikatiounen ze maachen, wat d'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen an den Äntwerten ugeet grad ewéi d'Lëscht vun de Projeten, déi deponéiert gi sinn, an d'Lëscht vun de Petitiounen. Déi sinn entweder un d'Fraktiounen an d'Sensibilitéite verschéckt ginn oder leien hei um Büro. Dir kënnt se also jidderzäit konsultéieren.

## Communications du Président - séance publique du 10 juillet 2018

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

**7332** - Projet de loi portant création d'un Observatoire national de la santé

Dépôt: Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé, le 03.07.2018

**7333** - Projet de loi portant approbation de la Convention multilatérale pour la mise en œuvre des mesures relatives aux conventions fiscales pour prévenir l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices, signée à Paris, le 7 juin 2017

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 03.07.2018

**7334** - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux nécessaires à l'extension et à la modernisation de la station d'épuration biologique intercommunale du bassin hydrographique de la Syre supérieure à Uebersyren; au financement des infrastructures de traitement des eaux urbaines résiduaires en provenance du centre pénitentiaire de Schrassig

et au financement des infrastructures de raccordement et de traitement des eaux usées de la zone aéroportuaire à la station d'épuration biologique d'Uebersyren

Dépôt: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, le 04.07.2018

**7335** - Proposition de modification des annexes 4 et 5 du Règlement de la Chambre des Députés

Dépôt: M. Eugène Berger, Député, M. Alex Bodry, Député, M. Gast Gibéryen, Député, M. Henri Kox, Député, M. Claude Wiseler, Député, le 05.07.2018

**7336** - Projet de loi relatif à l'aménagement de la transversale de Clervaux

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 09.07.2018

**7337** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 09.07.2018

**7338** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 09.07.2018

**7339** - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 23 octobre 2011 relative à la concurrence

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 09.07.2018

**7340** - Projet de loi portant modification de l'article 410-2 du Code pénal pour sanctionner les agressions contre les services de secours

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 09.07.2018

3) Les demandes de pétition publique suivantes ont été déposées:

**1067** - Demande de pétition publique: Blocage d'un carrefour: Avertissement taxé de 145 € et retrait de 2 points

Dépôt: M. Serafim Pinho, le 02.07.2018

**1068** - Demande de pétition publique: Amélioration du système de collecte de déchets E-Trash - Improve the E-Trash waste collection system

Dépôt: M. Daniel Silva Fernandes, le 06.07.2018

**1069** - Demande de pétition publique: Interdiction de fumer aux terrasses des restaurants

Dépôt: M. Daniel Reding, le 06.07.2018

**1070** - Demande de pétition publique: Geblitzte Verkehrsteilnehmer belohnen mit „Check Cadeaux“

Dépôt: M. Gérard Philipp, le 08.07.2018

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

### 3. Octroi d'un titre honorifique à M. Marcel Oberweis

Da wollt ech d'Chamber froen, ob se domat d'accord ass, wéi de Bureau dat a senger Reunoun vum 29. Juni proposéiert huet, fir dem Här Marcel Oberweis den Éierentitel vu senger Fonctioun ze ginn.

#### (Assentiment)

Merci. Dann ass den Här Marcel Oberweis ab elo Éierendeputéierten.

### 4. Ordre du jour

Den Ordre du jour kennt Der, wéi e vun der Presidentekonferenz vum leschten Donneschdeg proposéiert ginn ass. Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour d'accord?

#### (Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert. A mir géifen dann direkt zum éischte Punkt vum Ordre du jour kommen, enger erweiderter Fro vum Här Laurent Mosar iwwert d'territorial Restriktionen, wat d'Offer am Commerce ugeet. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

### 5. Question élargie n°32 de M. Laurent Mosar relative aux restrictions territoriales de l'offre dans le commerce de détail

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Merci, Här President. Här President, Dir Dämmen an Dir Hären, Här Wirtschaftsminister: „Territorial Restriktionen schueden der Kompetitivitéit“, esou ass eng Etüd iwwerschrivven, déi d'Generalsekretariat vum Benelux an Opdrag ginn hat an déi bei 68 lëtzebuergesche Betriber hei am Land gemaach ginn ass. Datt Entrepreneuren hei am Land net fräi um europäesche Marché kënnen wärlen, wou se hir Produite siche ginn, mä nëmmen do, wou de Reseau vun der Mark et virschreift, huet enner anerem negativ Konsequenzen op de Präis, d'Marge, d'Gamme vu Produiten a Servicer souwéi den Delai vun der Liwwerung.

Alles dat geet aus där Etüd ervir, déi eigentlech dat bestätegt, wat vill Entrepreneuren, awer och Geschäftsleit ëmmer erëm kritiséieren.

Ech hunn, Här President, de Mëtten net d'Zäit, op den Detail vun dëser interessanter Etüd anzegoen, just awer nach vläicht eng Zuel, déi eigentlech alles ausseet, nämlech datt vun deenen enquêtéierten Entrepreneuren 39,1%, also bal 40%, deklaréieren, datt hir Fournisseuren territorial Restriktionen praktikéieren, déi hirer Kompetitivitéit schueden.

Här President, erlaabt mer, nach ganz kuerz eng Kéier op den Historique vun dëser Thematik anzegoen an notamment op eng éischt vu ville parlamentaresche Froen, déi heizou gestallt gi sinn, nämlech déi vum 16. Mee 2014, wou ech och an deemselwechte Kontext schonn eng Fro un de Wirtschaftsminister gestallt hat a wou ech mech deemools op Aussoe vun der Madamm Statssekretärin baséiert hat, déi si bei der Geleëenheet vun der Ouverture vun der Fréijoersfoire 2014 gemaach hat. An ech wëll vläicht awer ganz kuerz déi Aussoen hei nach eng Kéier zitieren.

D'Madamm Statssekretärin huet also deemools gesot: „Den Handel huet haut nach ëmmer e seriösen Nodeel, nämlech deen, datt vill vun eise Geschäfte net fräi sinn, do anzekafen, wou et fir si am bëllegste gëtt. Si gi gezwongen, iwwer Importateuren an Tëschenhändler ze fueren, mat der Konsequenz, datt vill Produiten zu Lëtzebuerg méi deier si wéi am Ausland. Elo endlech huet d'Europäesch Kommissioun dat agesinn, nodeems mer ëmmer nees op déi Problemer higewisen hunn. De Kommissär Michel Barnier huet an engem rezente Bréif versprochen, fir elo Remedur ze schafen. Ech hoffe staark“, seet also 2014 d'Madamm Statssekretärin, „datt dat nach virum Enn vun dësem Joer geschitt.“ Also 2014. „Op alle Fall wier dat e grouse Fortschritt fir den Handel an natierlech och fir de Client.“

Véier Joer méi spéit, Här President, muss mer feststellen, datt an där gesamter Thematik eigentlech wéineg, fir net ze soe guer näischt passéiert ass, och wa mer der Regierung zegutthalen, datt se sech ëmmer erëm beméit huet, bei der Europäescher Kommissioun hei unzeklappen.

Mir sinn natierlech frou, datt d'Benelux-Etüd nach eng Kéier expressis verbis de Problem vum Geoblocking thematiséiert. A mir géifen eis eigentlech och vun der Regierung erwaarden, datt elo endlech Neel mat Käpp géife gemaach ginn an datt et och zu konkrete Resultater am Interêt vun de lëtzebuergeschen Entrepreneuren a Geschäftsleit géif kommen.

An deem Sënn géif ech och op d'Kommunikatioun vun der EU-Kommissioun vum 19. Abrëll vun dësem Joer hiweisen. Well eng vun de Konklusiounen vun der Kommunikatioun ass, datt d'Kommissioun der Meenung ass, datt d'Vente en détail misst d'Méiglechkeet hunn, déi national Entitéit vum Fournisseur, bei deem ee sech wéilt provisionnéieren, fräi ze wärlen.

Dat ass och dann, Här President, de Kär vum Problem, well haut leider nach ëmmer vill lëtzebuergesch Entrepreneuren a Commerce gezwonge ginn, iwwer eng aner national Entitéit ze fueren wéi déi vun hirem éischte Choix.

Ech géif mir duerfir erlaben, folgend Froen un de Wirtschaftsminister ze stellen:

Éischtens, wat fir eng konkret Mesurë gedenkt de Wirtschaftsminister kuerzfristeg ze huelen, fir op déi Praktiken vun territoriale Restriktionen ze reagieren?

Zweetens, kéint de Minister sech virstellen, um Niveau vum Wirtschaftsministère eng Aart Taskforce en place ze setzen tëschen der Chambre de Commerce, der clc, der UEL an dem Wirtschaftsministère, fir iwwer konkret Mesuren ze diskutieren, wéi ee géint déi virgenannte Praktiken um Terrain kéint virgoen?

Drëtzens, wier de Minister eventuell d'accord, concernéierten Entrepreneuren a Geschäftsleit eng logistesche Hëllef zoukommen ze loossen, wat eventuell Reklamatiounen a Recourse vun dëse Betriber géint eenzelen Fournisseuren betrëfft, dëst souwuel um Niveau vun der EU-Kommissioun wéi och le cas échéant beim Europäesche Geriichtshaff?

Véiertens, wéi eng proaktiv Roll spillen, quitte datt ee le cas échéant d'Kompetenze vun dësem nach eng Kéier misst op de Leescht huelen?

A fënneft a lescht Fro: Kéint ee sech net virstellen, datt de Ministère genau géif Buch féieren vun allen territoriale Restriktionen, déi him géife vun Entrepreneuren gemellt ginn, an d'Lescht vun all deene Fournisseuren géif am Ufank vun all Joer publizéiert ginn? Dës Mesurë kéinten nämlech dann e gewëssenen Drock ausüben, och op d'Fournisseuren, déi sech net un d'europäescht Recht géifen halen.

Ech soen lech scho Merci fir d'Beantwortung vun deene Froen, Här Minister.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Mosar. An d'Wuert huet elo direkt de Wirtschaftsminister, den Här Etienne Schneider.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Merci, Här President. Ech soen dem honorablen Deputéierten Laurent Mosar Merci fir déi Fro. Dat ass e Sujet, dee mech scho laang rose mécht, e Sujet, dee mech rose mécht, zënter ech am Amt sinn, a wou mer wierklech villes probéiert hunn, fir d'Kommissioun dozou ze bewegen, dass se sech géif bougéieren.

Mir wëssen, dass de Problem net nëmme beim Commerce besteet, net nëmme bei de Grandesurfaces, déi sech net kënnen do mat Produiten andecken, wou se wëlle respektiv wou et fir si am bëllegsten ass, mä déi gezwonge ginn, bei deem engen oder anere Fournisseur anzekafen, wat an eisen Aen inakzeptabel ass. Mä datselwecht gëllt fir d'Handwerk, well och d'Handwerk ass an engem gewëssene Mooss limitéiert, seng Wuer do anzekafen, wou et dat gesot kritt vu senger Fournisseuren, an dann och zu deem Präis. A ganz oft féiert dat zu Problemer mat den Délai-de-livraisonen, déi net kënnen agehale ginn am Handwerk.

Dat ass also e Problem, dass eise Commerce an eist Handwerk net fräi sinn, do ze kafen, wou se wëllen. Mä et kënn nach méi schlëmm, se si souguer net fräi, dat ze kafen, wat se wëllen, well ganz oft Produiten hei zu Lëtzebuerg guer net ugebuede ginn an ee muss op alternativ Produiten ëmsteigen.

Mir hu ganz konkret déi Etüd gemaach - fir direkt op déi lescht vun Äre Froen ze äntweren -, mir hu mat deene Concernéierte schonn zënter Joren eng Lëscht gefouert, wou mer gesinn hunn, dass zum Beispill Supermarché franséisch Mineralwaasser mussen an der Belsch akafen, also iwwert d'Belsch akafen an et méi deier akafen, wéi de franséische Supermarché déi aner Säit vun der Grenz et verkeeft. An dat, mengen ech, ass eng Distorsion de concurrence, déi einfach nëmmen inakzeptabel ass!

Et ass eng Etüd gemaach ginn, déi ass och elo am Mee jo publizéiert ginn. An déi meescht vun all deenen, déi matgemaach hunn, hu sech beschwéiert iwwert déi dote Situatioun.

Wéi ech Minister gi sinn, hunn ech natierlech och direkt eng Rei Schrëtt ënnerholl, fir ze kucken, deen dote Problem geléist ze kréien. Mir haten am Joer 2014 laang Diskussiounen mam deemolegen zoustännegen Kommissär fir de

Bannemaart, dem Michel Barnier, deen eis och versprochen huet, dass en eppes géif maachen, well en och der Meenung wär, dass dat doten an engem fräien europäesche Marché inakzeptabel wär. Leider ass doropshin awer näischt geschitt. Mir hunn em och duerno nach geschriwwen. Et ass awer näischt geschitt.

Mir hunn 2015 an 2016 ëmmer erëm intervenéiert bei der Kommissärin Bińkowska, déi dunn zoustänneg war fir den Dossier. Och si war schockéiert ze héieren, wéi déi Praktike sinn. Si huet eis och verséichert, dass se géif eppes dogéint wëlle maachen. Leider ass awer och do alt erëm eng Kéier näischt geschitt.

Dunn hu mer als Benelux-Länner eng Etüd an Opdrag ginn, well mer geduecht hunn, mir probéieren dann emol zu dräi zesammen, méi Drock op d'Kommissioun ze maachen. A mir hunn déi Etüd gemaach. An et muss ee soen, elo zënter déi Resultater vun där Etüd do sinn, kënn Bewegung an déi Diskussioun. An d'Kommissioun huet eng Kommunikatioun erausgi mat dem Titel „Commerce de détail au XXI<sup>e</sup> siècle“, wou kloer gesot gëtt, dass déi dote Praktike mussen ophalen.

Bon, dat do ass elo emol gesot. Wat dann elo kënn, dat ass eng aner Fro. Am Juni huet dann elo rezent de Vizepresident vun der Kommissioun, den Här Katainen, och gesot, dass déi Praktiken inadmissibel sinn. A mir hunn an deem Kontext dunn och elo nach eng Kéier virum e puer Deeg erëm e Bréif un d'Madamm Bińkowska geschéckt, fir eben hir och nach eng Kéier, soe mer emol, ze rappeléieren, dass se dann endlech eppes soll an deem dote Beräich maachen.

Et schéngt mer, wéi wann déi verschidde Kommissären de Problem agesinn hunn, zemol wa se soen, dass et inadmissibel fir si ass. Mä iergendwéi kënn hanne kee richtegt Resultat dobäi eraus. An et ass leider esou, dass dat doten eng Aktioun muss sinn, déi vun der Kommissioun geholl gëtt, fir hei déi Concurrence déloyale erëm opzehiewen.

Dofir ass et och leider, muss ech soen, net zillührend, fir elo ze kucken, wéi mir de Betriber hei zu Lëtzebuerg kënnen hëllefen, well deen eenzege Wee, hinnen ze hëllefen, ass doriwuer, dass d'Kommissioun eppes mécht. Dofir vläicht och en Appell un lech, Här Mosar, fir dass Der vläicht och eng Kéier vun Ärer Partei hier mam Kommissionspräsident schwätzt, him vläicht de Problem och nach eng Kéier erkläert, fir dass hien de Secours och gëtt um Niveau vun der Kommissioun, fir hei endlech eppes ze maachen.

Ech mengen einfach, dass, wa mer wëllen e fräie Bannemarché hunn, all Mënsch, egal wou en ass, egal wéi kleng säi Land ass, muss fräi sinn, sech do ze provisionnéieren, wou e wëll, an dass en och muss fräi sinn, sech mat deene Produiten ze provisionnéieren, déi e wëll. Dofir hoffen ech elo, dass d'Kommissioun et verstanen huet. Wann Dir nach vläicht kéint de Kick ginn un de Kommissionspräsident selwer. Vläch krieie mer dann nach eng Reglementatioun, ier dës Kommissioun hir Pensioon hëlt am Joer 2019 a mer da vläicht erëm eng Kéier mussen bei Null ufänken, fir dann neie Kommissären erëm eng Kéier deen ale Problem vu vir un ze erklären.

Ech mengen, et wär un alleréischter Plaz am Interêt vum Konsument hei zu Lëtzebuerg, mä och am Interêt vun de Betriber, fir déi Distorsion de concurrence, déi se haut hu vis-à-vis vun hiren Noperen an den Nopeschlänner, opzehiewen.

Voilà. Merci villmools.

Dir hutt nach eng Fro?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Minister. An den Auteur vun der Fro huet d'Méiglechkeet, nach eng Kéier nozehaken.

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Jo, Merci. Och Merci dem Här Minister fir déi Äntwert, déi mer zum Deel Satisfaktioun gëtt, awer och nëmmen zum Deel, Här Minister. Well wat ech lech och gefrot hunn, an ech mengen, dat schéngt mer déi wesentlech Fro ze sinn: Dir hutt matkritt, aus der Etüd geet ervir, datt 40% vun deene befrotenen Betriber permanent esou Problemer hunn. Elo ass et awer esou, datt vill besonnesch méi kleng Betriber sech natierlech net kënnen mat der Europäescher Kommissioun uleeën, well dat einfach iwwer hir Possibilitäten erausgeet.

Eigentlech ass meng Fro, an ech hunn déi schonn e puermol hei opgeworf, ob do net kéint d'lëtzebuergesch Regierung - an do ass dann d'Regierung gefuerdert - deene Betriber eng logistesche Ennerstëtzung ginn, well do misst een et menger Meenung no vläch et emol eng Kéier op Prinzipienaffären ukomme loossen, well déi Fournisseuren si jo bekannt.

A wann do d'Regierung géif déi Betriber ënnerstëtzen, déi eben domadder Problemer

hunn, kéint een och zum Beispill emol eng Kéier e Recours virum Tribunal hei zu Lëtzebuerg an éischter Instanz an d'A faasse respektiv kéint och d'Kommissioun, an dat gesäit jo elo justement och déi Kommunikatioun vir, selwer géint esou Betriber virgoen.

An duerfir nach eng Kéier, Här Minister, do mäin Appell an och meng Demande, fir do de Betriber awer e bësselchen hei ënner d'Äerm ze gräifen och op eng logistesche Aart a Weis.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Här Mosar, nach eng Kéier, mir sinn zënter Jore mat de Betriber amgaangen, dat doten ze kucken. An ech mengen, Dir hutt recht: De Betriber selwer huet jo d'Méiglechkeet, Recours ze maachen um Europäesche Geriichtshaff, mä si maachen et awer aus diverse Grënn net.

Si maachen et aus diverse Grënn net: well se dee Fournisseur net wëlle verléieren, well se net wëlle riskéieren, dass deen op eemol seet: „Ma da kriss du elo iwwerhaupt kee Produit méi vu mir gelivvvert“, well esou wichteg ass de Lëtzebuergesche Marché fir déi grouss Fournisseuren net. An dat ass awer de Risiko, dee se wëllen evitéieren. Well elo stellt lech vir, Dir sidd e Supermarché, Dir hutt e Produit, deen de Lëtzebuergesche net emol gären huet, a muer kënn Der en net méi ubidden. Da geet de Konsument duer, wou en e kritt, nämlech an d'Ausland.

Dofir ass et esou, dass eben déi - an hei schwätzen ech haaptsächlech vum Commerce de détail, vun de Supermarchéen - et net wëllen dorop ukomme loossen. Dofir gëtt et nëmmen ee Wee, an zwar deen, dass d'Kommissioun endlech dat mécht, wat se ëmmer seet, wat se eis zënter Joren assuréiert, nämlech dass se mat deene Praktiken do wëllt Schluss maachen! Dofir géif ech net wëllen de Ball zréckschëssen, mä ech géif wierklech nach eng Kéier en Appell maachen un lech, fir och ebe mam Här Juncker ze schwätzen, dass dee sech däers Problem och bewosst gëtt an dass en dat doten a senger Kommissioun, déi awer elo iwwerzeegt ze si schéngt, dass dat e Problem ass, als eng Prioritéit deklaréiert an dass mer do nach eng Reglementatioun fannen, déi nach virum Enn vun dëser Kommissioun kéint a Kraaft treden.

Well alles anescht, soen ech lech, do fäerten ech wierklech, dass mer dann erëm eng Kéier bei Null ufänke mat neie Kommissären, déi mer dann erëm iwwer Jore mussen iwwerzeegen vun deem dote Prinzip. An dann ass eise Leit hei näischt gehollef. Et féiert leider kee Wee laanscht d'Kommissioun, fir hei eng Decisioun ze huelen, déi déi Distorsion de marché opléist, an dat am Interêt vum Konsument.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Domat ass dës Fro ofgeschloss. A mir géifen vun nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen, dem Projet de loi 7239, enger Modifikatioun vum Gesetz iwwert d'Acquisitioun vun engem Militärfliiger. An d'Wuert huet de Rapporteur, den Här Marc Angel.

### 6. 7239 - Projet de loi portant modification de la loi du 21 mars 2005 autorisant l'acquisition d'un avion de transport militaire A400M

#### Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

► **M. Marc Angel (LSAP), rapporteur.** - Jo, Merci, Här President, fir d'Wuert. Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, am November 1996 gouf vun enger Rei europäesche Länner d'OCCAR gegrënnt. Dat ass d'Organisation conjointe de coopération en matière d'armement. Saitdeem geréiert dës Organisation eng ganz Rei vu Programmer, wou europäesch State sech zesummendinn, fir gemeinsam militäresche Acquisitiounen ze maachen.

Uganks den 2000er Jore krut d'OCCAR dunn och en neie Programm ze geréieren, an zwar dee vum Militärfliiger A400M. Lëtzebuerg gouf deemools an dësem Programm duerch d'Belsch vertrueden. An ech rappeléieren, dass den deemolegen Defenseminister Charles Goerens am Kader vun engem Kooperationsaccord, deen am Juni 2001 mat der Belsch ënnerschrivwe ginn ass, Lëtzebuerg engagéiert huet, fir esou een A400M ze kafen. An d'Belsch hu sech deemools engagéiert, fir der siwen ze kafen. An et ass sech och engagéiert ginn, dass déi acht Fliigere solle gemeinsam exploitéiert ginn.

De Kaf vun engem A400M gouf schlussendlech dunn am Joer 2005 hei an der Chamber beschloss duerch de Vott vun engem Gesetzes-

projet vum deemolegen Defenseminister Luc Frieden. An et ass dee Projet, dee mer jo och haut hei modifizéieren.

Wéi mer deemools de Gesetzesprojekt diskutéiert hunn, ass et virun allem em de Kaf vun deem Fliger en tant que tel gaangen an em déi gemeinsam Acquisitioun mat der Belsch. An zu deem Zäitpunkt war et allerdéngs nach guer net méiglech, fir déi genau Modalitéite vun deem gemeinsame Projet festzeleeën. Esou war et zum Beispill 2005 net méiglech, d'Fraise vun der Exploitation, vum Fonctionnement oder vum Ennerhalt vum Fliger genau festzeleeën, deen eréischt vill Jore méi spéit sollt gebaut a geliwert ginn.

Den Datum vun der Livraison kënnt awer entre-temps esou lues a lues ëmmer méi no, trotz natierlech alle Problemer vun deene Verspéidungen, op déi mer jo och schonn ëfters hei am Haus agaange sinn, déi Problemer, déi d'Firma Airbus bei der Entwécklung vum A400M bis elo hat. De viraussiichtleche Liwwertermin läit anscheinend elo am Joer 2020.

Dofir ass et also elo néideg ginn, den Text vum Gesetz ze adaptéieren, fir d'Depensen, déi den A400M nom Kaf wäert erfuerderen, och ze erméiglechen. De Gesetzesprojekt, em deen et haut geet, schreift dofir d'Käschte fir den Ennerhalt vum Fliger vir, déi mussen da bezuelt ginn.

De Gesetzesprojekt geet dovun aus, dass déi Käschte sech pro Joer op 11 bis 12 Milliounen Euro wäerte belafen. Bei enger viraussiichtlecher Gesamtliewensdauer vu 35 Joer fir den A400M schreiw mer dofir eng maximal Zomm vu 420 Milliounen iwwert déi nächst 35 Joer fest. Vu dass Lëtzebuerg net selwer iwwert deen néidegen techneschen Know-how verfüegt, wäert de Fliger an der Belsch stationéiert ginn an och vun de Belsch ennerhale ginn.

Lëtzebuerg wäert sech also mat engem Aachtel un de Gesamtkäschte vum Ennerhalt beedelegen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dese Gesetzesprojekt gouf de 16. Abrëll an der zoustänneger Kommissioun presentéiert. Ech resuméieren lech gär hei déi wichtegst Punkte vun eiser Diskussioun.

An der Kommissioun hu mer selbstverständlech iwwert déi ëmmer nei Retarde vun Airbus geschwat, déi awer zum Deel och doduerch ze erkläre sinn, well d'Clients, also déi europäesch Staten, ëmmer nei Besoinen haten. Den Accord mat Airbus huet eng ganz Rei vu Revisiounsklauselen virgesinn, fir de Fliger eben un dës nei Besoinen unzepassen. Zum Beispill war et een neie Besoin, dass och Helikoptere kéinten transportéiert ginn. D'Staten hunn deen neie Livraisonskalenner allerdéngs dunn akzeptéiert. Dofir huet Airbus och keng Strofe misse bezuelen.

An der Kommissioun gouf awer och nach iwwert d'Fro vun der TVA diskutéiert. An an dëser Fro ginn et zwee Voleten:

Engersäits gëtt et d'TVA op der Acquisitioun vum Fliger selwer. Dat sinn insgesamt 28 Milliounen Euro, déi mer hei zu Lëtzebuerg wäerten un eis selwer bezuelen.

Anerersäits geet et em d'TVA op de Servicer, déi d'Belsch fir eis iwwerhuelen am Kader vun der Exploitation, vum Fonctionnement an och vum Soutien en service vum Fliger. Déi Fro konnt an der Kommissioun net direkt beäntwert ginn a mir hunn dunn op Récksprouch mat der Direction de la défense eng Prise de position vum Finanzministère ugefrot. A mir hunn dunn och direkt op déi Ufro eng Äntwert vum Finanzministère kritt. An zwar wäert et viraussiichtlech esou sinn, dass op ronn 55% vun der Gesamtzomm fir déi Servicer, déi d'Belsch fir eis iwwerhëlt, hei zu Lëtzebuerg d'TVA u Lëtzebuerg muss bezuelt ginn, an déi restlech 45% TVA muss mer un de Belsche Stat bezuelen.

De Statsrot huet a sengem Avis iwwerengs och déi Fro vun der TVA opgeworf, awer soss huet en an deem Avis vum 12. Juni keng weider Oppositioun oder Remarken zum Gesetzesprojekt formuléiert. Mäi schrëftleche Rapport gouf de 25. Juni an der Kommissioun dunn ugeholl.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, domat sinn ech un Enn vum mengem mëndleche Rapport ukomm. Bei deemem Projet geet et drëms, den Ennerhalt vun engem Fliger ze finanzéieren, vun deem ech et net verstopen, dass säi Kaf eng laang a kontrovers Diskussioun hei zu Lëtzebuerg sengerzäit opgeworf huet, an deen iwwer Joren och ëmmer erëm an de Medien opgetaucht ass. Lëtzebuerg huet sech

2001 engagéiert, dee Fliger ze kafen. 2005 huet dës Chamber dozou e Gesetz gestëmmt, fir dee Fliger ze kafen. An da muss mer och elo den Ennerhalt vum deem Fliger finanzéieren.

Dofir ginn ech och den Accord vu menger Fraktioun zum Projet de loi an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Rapporteur. An als éischte Riedner ass den Här Jean-Marie Halsdorf agedroen.

**Discussion générale**

► **M. Jean-Marie Halsdorf (CSV).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll dem Rapporteur direkt Merci soe fir säi gudde mëndlechen an och schrëftleche Rapport. An et ass effektiv esou, dass mer mat deem Finanzéierungsgesetz am Fong geholl eng politesch Decisioun aus dem Joer 2001, wéi de Memorandum of Understanding ennerschriww ginn ass, finaliséieren op Basis an vum engem Gesetz vum 2005.

Dëst ass am Fong geholl en typesche Projet fir d'Defense, well d'Engagement an der Defense si ganz oft ganz laang, déi ginn net a Jore gezielt, mä a Joerzëngten. Dat ass jo hei de Fall. A mir maachen och nees e Projet mat eise Belsche Frënn, e bilaterale Projet. Mir wëssen, dass am Fong dese Projet am Ufank sollt méi breit ginn, well déi däitsch Frënn haten och am Ufank versicht, eventuell hei matzemaachen. Déi sinn dann elo erausgekomm, soudass nach just elo Lëtzebuerg an d'Belsch eng Unitéit op Melsbroek setzen an dass de Projet dann do finaliséiert gëtt.

Et ass effektiv esou, dass déi Decisioun groussjäreg ass, a wann ee Jo seet beim Kaf, da muss een och Jo soe beim Ennerhalt, beim Fonctionnement an esou weider, soudass et am Fong geholl wierklech kee Sënn géif maachen, elo géint dese Projet ze stëmmen.

Zur Symbolik vum Projet: Effektiv, de Rapporteur huet et gesot, d'OCCAR, déi 1996 als Forum fir d'Zesummenaarbecht an der Defense gegrennt ginn ass, hat dese Projet am Programm. An ech gesinn dese Projet och e bëssen an den aktuellen Diskussiounen haut an den Trump-Zäiten, wou ee versicht, d'Defense an der EU e bëssen ze stäerken, sech eng Strategie ze ginn. Ech mengen, mat deemem Projet kréie mer en Instrument, wat et bis elo net an der EU gëtt, eben den Transportfliger, dee performant ass an dee ka konkurrenzfäeg si mat anere Fligere, déi et an dëser Welt ginn.

Mä wat mer awer och kréien, an dat ass fir mech ganz wichteg, dat ass nach net gesot ginn: Mir kréien duerch dese Projet am Fong geholl e Gesiicht an der Defense. Haut nenne mer dat jo „Nation Branding“. Et ass eng Form vun Nation Branding. Lëtzebuerg sëtzt um Dësch mat de Fransosen, mat den Däitschen, mat de Portugiesen, de Spuenier, den Türken an den Englänner. Dat ass also am Fong geholl och eng gutt Saach fir eis, dass mer e Gesiicht kréien an deemem Beräich.

De Käschtepunkt ass ugeschwat ginn: 11 bis 12 Milliounen. D'TVA-Fro ass geléist ginn. Wat dat wäert ass, dat wäerte mer gesinn. Mir hu jo gesinn, wéi et gaangen ass mat der Liwwerung. Ech ka mech erënnere, 2009 ass näamlech um Circuit Paul Ricard dee ganze Programm ennerschriww ginn, an dunn ass gesot ginn: „2017 gëtt e geliwert.“ Elo kréie mer en definitiv wahrscheinlech am Mee 2020 geliwert. Dat ass eben esou. An esou wäert et och mat de Finanze sinn, dass de Käschtepunkt och wäert wahrscheinlech variéieren.

Ech hat gesot, d'Projets à long terme wäeren eng Tradition am Beräich vun der Defense, well mer hunn nach en anere Projet, deen och bis 2032 geet, dat ass de WGS-Projet, de Wideband Global SATCOM System. An do schaffe mer jo och mat de Kanadier, den Neuseelänner, den Dänen an den Hollänner zesummen. Et ass also e weidere Projet, wou kee Retour économique do ass, mä wou mer eben no baussen existéieren op där grousser Bün, wou mer eis do kënne mat groussen Nationen zesummesetzen.

Doriwwer eraus bréngen esou laangfristeg Projeten och déi néideg Basis fir eben déi Liwwerleung, déi mer muss maachen, wou mer net dolaanscht kommen, fir eben en héijen Deel vun eise PIB - 0,6% strief jo dës Regierung un - ze garantéieren. An duerfir brauche mer déi néideg Basisdepensen. An déi hu mer mat esou laange Projeten, déi iwwer vill Jore ginn.

Ech si frou, dass mer mat deemem Projet am Fong geholl elo Egemëtzel kréien an der Verteidigungsstrategie an der EU. An ech sinn och frou, dass dee Projet éischter medezinnesch ausgeriicht wäert ginn, dat heescht also, dass en an de Katastrophen- an a Kriseregionen agesat ka ginn, wat am Sënn ass vun der Kooperatioun, wat jo eent vun de Standbeen ass

vun der moderner Verteidigungspolitik: Develloppement, Defense an Diplomatie.

Duerfir ass dat heiten e grouss Geste vu Solidaritéit an der EU am Beräich vun der Defense. An duerfir wäert d'CSV dese Projet och stëmmen.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Halsdorf. An nächste Riedner ass den Här Gusty Graas.

► **M. Gusty Graas (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, 1999 war en EU-Sommet zu Köln. An deemools ass decidéiert ginn, dass eng Rei vun Aufgabe vun der deemoleger WEU, also der Westeuropäescher Unioun, sollen an d'Kompetenz vun der Europäescher Unioun erafléissen. D'WEU, déi ass jo entre-temps opgeléist ginn. Just eng Klammer op: Hir Archive leien hei zu Lëtzebuerg; Klammer zou. Ech mengen, d'EU brauch och eng Panoplie vu Moyenen, fir eben ausserhalb vun de Grenzen aktiv ze ginn. An dozou gehéieren natierlech d'Assistance humanitaire, d'Secours d'urgence an - leider, muss een och vläicht soen - d'Defenseaufgaben.

Jiddefalls huet d'Europäesch Unioun och mat grousser Majoritéit decidéiert, a Krisegebidder aktiv ze ginn. Mir sollen net eweckucken als Europäer, wann et där Regione ginn, wou ebe ganz seriö Problemer bestinn. Allerdéngs mussen eis Asätz dann awer ëmmer a geregelte Bunne stattfannen. Si mussen ëmmer konform sinn zu internationalen Ofmaachungen. Ech denken do natierlech un d'UNO-Charta. Ech denken do awer och un den UNO-Sécherheetsrot.

Fir awer kënnen esou Asätz ze maachen, brauche mer och adequat Material. An duerfir ass enner anerem et dee Kaf vun deem Transportfliger hei vu ganz grousser Wichtigkeet gewiescht, fir dass mer kënne virun allem awer och Secours d'urgence garantéieren.

Deen Typ vu Konflikter, déi mer aus de 70er an 80er Jore kann hunn, déi sinn natierlech net méi vergläichbar mat deene vun haut. Haut si ganz aner Asätz an et geet net méi duer, dass ee mat der Schubkar op d'Plaz fiert, mä et muss een, wéi gesot, mat ganz performantem Material do operéieren.

An dass Lëtzebuerg do säi Bäitrag ze leeschten huet, dat dierft wuel kaum a Fro gestallt ginn. Ech mengen, mir betten eis haut a grousser Communautéiten an, sief dat d'Europäesch Unioun, sief dat natierlech virun allem och d'NATO. An dann ass et evident, dass och e klengt Land säi Bäitrag do soll leeschten.

Deemools wéi mer déi Konventioun mat der Belsch gemaach hunn, den 13. Juni 2001, war dat eng richtig Decisioun, well se eis d'Méiglechkeet ginn huet, och zesumme mat den - an et kann een dat hei roueg soen - Belsche Frënn eben esou en Akaf ze maachen, well si eben och e besseren Know-how hunn a well si virun allem awer och konnte besser Konditiounen dee Moment aushandelen.

Et muss een natierlech och Verständnis hunn, dass haut nei Elementer opgetaucht sinn an dass eben och d'Gesetz vum 21. März 2005 muss ugepasst ginn. Natierlech ass dat heiten en héije budgetären Impakt. Den Acquisitiounspräis läit entre-temps bei 168 Milliounen ouni TVA. Op dee Volet TVA ginn ech elo net méi hei an. De Rapporteur Marc Angel huet dat scho ganz gutt hei duergeluecht, deem ech och Merci soe fir seng verschidde Berichter. Do kommen natierlech nieft deem Acquisitiounspräis déi 420 Milliounen derbäi. 420 Milliounen klängt den éischte Moment no engem ganz héije Chiffer, mä dat muss een natierlech duerch 35 dividéieren, well dat jo u sech déi Ausgabsinn, déi während 35 Joer muss geleescht ginn, dat heescht tëschtent 11 an 12 Milliounen all Joers.

Mir sollen eis allerdéngs kengen Illusiounen hinginn. Och wa mer haut dee Projet hei mat deem dote Montant stëmmen, da kann awer keen ausschléissen, dass vläicht am Laf vun deenen nächste 35 Joer emol eng Kéier mussen nach Adaptatiounen gemaach ginn.

Ech wëll och drop hiweisen, dass Lëtzebuerg entre-temps jo sechs Piloten an der respektiver Ausbildung huet an dass dat och eng gewissen Eegestännegkeet vun eiser Defense soll duerstellen.

Vläicht e Wuert awer nach zur OCCAR, also der Organisation conjointe de coopération en matière d'armement. Do ass jo e Land dra wéi d'Türkei. D'Fro ass ze stellen, ob een haut nach mat engem Land, wou en Erdoğan-Regime virherrsch, esou Programmer géif mat ennerschreiven. Mä dat sief dann emol an de Raum gestallt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, iwwert d'Acquisitioun vun deem Fliger ass na-

tierlech scho ganz villes geschriww ginn. Et sinn och eng Onmass Question-parlementaire gestallt ginn. Ech selwer hu mech och alt dru bedeelegt, wat richtig war, well et awer eng ganz Rei Froe gi sinn am Laf vun deene Joren, déi hu misse beäntwert ginn. Ech denken zum Beispill un d'Problemer, wat d'Liwwerzäiten ubelaangt, wat jo dann elo spéitstens am Joer 2020 soll geschéien. Ech denken awer och un d'technesch Problemer a virun allem och dorun, dass d'däitsch Arméi eng Kéier gesot huet, dass et mam A400M eng Rei Problemer géif ginn.

De Choix awer, fir den Airbus ze huelen, war aus eiser Siicht gekuckt richtig. Mir mengen, dass eng Kompatibilitéit soll si mat där Technik, déi vum Airbus gebraucht gëtt, vis-à-vis vun der Technik, déi um Niveau vun der NATO applizéiert gëtt. An dann dierf een net vergiesse, dass et sech jo schlussendlech hei em eng europäesch Firma handelt an dass dat dee Moment e wichtige ekonomeschen Input wäert duerstellen.

Just zur liichter Belustegung: Et war emol e Kolleeg heibannen, deen hat gemengt, mir hätte sollen en Antonov kafen. Ech weess awer net, ob dat grad déi richtig Decisioun gewiescht wär.

Déi kruzial Fro, déi sech natierlech ëmmer erëm hei stellt an der Diskussioun iwwert den A400M, ass, ob et richtig ass, ob et iwwerhaupt noutwendeg ass, esou e Fliger ze kafen. Mir als DP gesinn dat schonn als noutwendeg un. Mir gesinn doran eng gewisse Koexistenz tëscht Kooperatioun, Aide d'urgence a militäreschen Asätz, wou natierlech d'militäreschen Asätz sollen den „ultime moyen“ duerstellen.

Vläicht nach e lescht Wuert iwwert d'Rentabilitéit. Wann de Fliger...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, Dir misst esou lues zur Konkursioun kommen, Här Graas.

► **M. Gusty Graas (DP).** - Ah, entschëllegt, Här President, da wäert ech mech och un Ären Uerder halen. Wéi gesot, vläicht ofschléissend nach, dass mer als Lëtzebuerg selbstverständlech sollen déi noutwendeg Moyenen hei zur Verfügung stellen. An d'Demokratesch Partei steet zu der Acquisitioun vun deem Fliger an och zu deenen zousätzleche Fraisen, déi hei entstinn, an dowéinst wäerte mir dann och de Projet stëmmen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An d'Wuert huet elo den Här Henri Kox.

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Merci, Här President. Fir d'Éischt wëll ech dem Rapporteur Merci soe fir säin ausféierleche Bericht virun. Hien ass och an d'Geschicht agaange vun deemem Projet. Effektiv huet dee schonn e laange Baart, an den Här Halsdorf vun der CSV huet och nach eng Kéier drop higewisen, dass esou Verdeedungsprojeten ganz opwendeg, awer och ganz deier kënne sinn.

Et ass gesot ginn, dass dat op eng Decisioun...

**(Coups de cloche de la présidence)**

...vun Enn der 90er Joren zrëckgeet. 2001 gouf den éischten Accord gi vun enger virviregter Regierung an 2005 gouf hei e Gesetz gestëmmt fir d'Acquisitioun vun deemem Fliger, wat och innerhalb vun eiser Partei zu enger ganz hefteger Diskussioun gefouert huet.

Haut komme mer dozou, dass mer dem Projet Kontinuitéit ginn, wat d'Exploitation, de Fonctionnement an och de Service dovun ubelaangt. De Chiffer ass genant ginn: em 12 bis 13 Milliounen (veuillez lire: 11 bis 12 Milliounen) d'Joer, wat a sech drobar ass. Mä et ass de Gesamtchiffer, deen hannen erauskent, deen hei am Gesetz drasteet, näamlech 420 Milliounen. Mir stinn dann och als Gréng dee Moment zu der Verantwortung, fir dat hei matzedroen, wëllen awer dervu profitéieren, nach eng Kéier dräi Prinzipien ze widderhuelen, wou mir stinn:

Dat Éischt, ganz kloer, wann et zu enger Acquisitioun kënnt, dat Éischt ass d'Konfliktpräventioun. Ech mengen, do si mer eis ganz eens hei am Haus, dass dat de wichtegste Punkt ass. Den zweete Punkt, an den Här Halsdorf ass drop agaangen, dass ass déi zivill Komponent, wann eng gewisse Capacitéit do ass, fir an zivill Missionen ennerwee ze sinn, an et ass hei maternimmt ginn, dass dese Fliger do kann agesat ginn. Den drëtten Punkt ass dee militäreschen Asatz, wou dach hei nei Zäiten ugebrach sinn. Et muss ee leider deploréieren, dass mat engem President Trump déi Zesummenaarbecht an NATO-Punkten net méi ganz glécklech ass.

An effektiv, well mir als Gréng zu enger gemeinsamer Sécherheets- a Verdeedungspolitik hei an Europa stinn - ech mengen, dat hu mer nach ëmmer vertrueden, just d'Hierarchie war eis net ëmmer esou kloer -, esou wëlle mer



dat awer zukünftig ennerstetzen. An dofir ass et vläicht e Moyen, wann et dann eben zum Kaf komm ass an och haut zu deem Gesetz kënn, dass déi Zesummenaarbecht dann awer optimal soll sinn, fir an effizienten Asätz de Maximum erauszeseien.

Souwäit zu eiser klenger Ausféierung zu deem Funktionengesetz, wat am Endeffekt a sech en deiere Chiffer duerstellt, a mir ginn dann den Accord vun der grénger Fraktioun fir d'Gesetz.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Jo, villmools Merci, Här Präsident. Wéi et sech gehéiert, wéll ech fir d'Éischt dem Här Angel felicitéiere fir déi Aarbecht, déi hien investéiert huet, fir eis de Projet ze erklären. Wann ech vläicht dës Interventioun méi lues ufänke wéi soss, dann huet dat domadder ze dinn, datt ech nach ënnert dem Androck sti vun deem, wat eise gréng Kolleeg eis hei gesot huet.

(Hilarité)

Ass et dann net wonnerschéin, wann eng Partei, déi als Friddenspartei ugetrueden ass virun esou ville Joren, heihinnerkennt an an der Zäit vun 120 Sekonnen 420 Milliounen Euro fir d'Defense ausgëtt?

► **M. Henri Kox (déi gréng).**- Iwwer 35 Joer!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Iwwer 35 Joer; mä och de Fliger selwer vun 168 Milliounen Engagement fir d'Veerdeedungspolitik iwwert déi nächst Joren. Ech wéll dat just ervirhiewen, wéi wichteg et ass, datt een dat, wat Dir jorelaang gesot hutt, elo am Licht vun der Realitéit préift. Et ass ganz interessant, dat ze gesinn, ëmsou méi, wou eppes lech ennerscheet vun aneren, an dat ass, datt mir ëmmer gesot hunn: „Mir si fir déi national Decisioun iwwert déi militäresch Mëttele!“ wärend déi gréng gesot hunn: „Mir maachen dat per Majoritéitsdecisioun an Europa!“ Dat heescht, dee Fliger, den Dir elo matgestëmmt hutt, do ass och nach eng aner Majoritéit, déi driwwer decidéiert, wou dee soll higoen.

Dat gesot, wéll ech awer soen, datt mir als ADR ni glécklech waren iwwert dëse Projet. Mir hatten den A400M och net matgedroen a mir sinn eigentlech confirméiert ginn an deenen Douten: déi ganz Ambitiounen, déi do dra ware vun neien Technologien, neie Materialien, déi europäesch Plaz. Mir hu gesinn, wivill Pannen a Pech eigentlech dee Projet iwwert déi lescht Jore begleet hunn, a leider och Doudeger, bei engem Testfluch si jo leider Leit gestuerwen. Et ass kee Projet, dee bis elo enner engem gléckleche Stäer stoung. Déi Delaien, déi komm sinn, all déi Diskussiounen ëm eventuell Strofen, déi mussen bezuelt ginn, sinn dofir Zeien.

Mir wëssen haut nach net, wat eigentlech d'Capacitéit vun deem Fliger sinn, ob e militäresch asazfäeg ass. D'Bundesverteidigungsministerium huet do Zweifel gehat. Mir wëssen net, ob déi Spezifikatiounen, déi virgesi waren - simultane Parachutage vun 58 Militär op deenen zwou Dieren, de Largage aérien, de Refueling vun Helikopteren am Vol-, iwwerhaapt kënnen geliwwert ginn. Mir kenne seng Capacitéiten haut nach net mat Sécherheet. Mir wëssen och net, ech hunn et op jidde Fall nach néierens gelies, ob deen humanitären a medezinneschen Equipement ka geliwwert ginn, vun deem mir hei ëmmer schwätzen an der Hoffnung, datt mer dee Fliger kënnen fir militäresch Missiounen asetzen.

Déi zweet Kategorie vun Iwwerleeungen, déi mir mussen hunn, ass: Wat fir eng Verdeeedungspolitik wëlle mir als Lëtzebuerg an deenen nächste Joren? Wëlle mer eis an esou grouss Projeten investéieren, wou mir déi technesch Capacitéiten net hunn? Wëlle mer déi opbauen? Wëlle mer ëmmer mat der Belsch oder mat aneren Organismen zesummeschaffen? Ass et fir eis dee beschte Wee, fir eng Verdeeedungspolitik opzebauen ënnert dem internationalen Drock?

Et ass gesot ginn, datt mer enner engem Drock stinn, fir déi Militärbudgeten ze erhéijen. Mä mir mussen eis an der Situatioun vun engem klengen Stat awer froen: Wat maache mer? Wat ass fir eis déi intelligentst Approche, fir Militärausgaben ze organiséieren? An deem Punkt si mer mat der Approche vun der Regierung d'accord, datt mer sollte probéieren, esou vill wéi méiglech Retombéee fir eis hei am Land ze hunn. Och dat ass eng Fro, déi mam Fliger net onbedéngt gekläert ass, well mer héieren, datt awer trotzdem vill Taxen a Steiere mussen un d'Belsch ofgeféiert ginn, eng Situatioun, déi net glécklech ass.

Mir mussen eis och froen, wa mer d'Militär ausbilden, ob mer net probéieren, awer en Avantage aus deem Fliger kënnen ze zéien an deem Sënn, datt mer en Know-how opbauen an

deem Beräich. D'Belsch haten eis jo offeréiert, eng Rei, bis zu 30 Aarbechtsplaze mat dem Stationnement vum Fliger ze verbannen. Och do mussen mer Know-how opbauen, well dat ass dann natierlech eng Méiglechkeet, iwwert de Wee vun Aarbechtsplazen eng sénnvoll militäresch Capacitéit fir eist Land opzebauen.

Wien zertifizéiert schlussendlech de Fliger, wann en hei ass? E gëtt zu Lëtzebuerg immatrikuléiert. Ass dat d'Direction de l'aviation civile, oder wéi muss sech dorëm këmmen? Alles dat si Froen, déi mer am Laf vun deenen nächste Méint a Jore mussen klären. Op jidde Fall ass et e Projet, deen eis nach ganz laang wäert begleeden, deen eis och nach laang Zousatzkäschte wäert bréngen a vun deem mer net wëssen, wéi asazbereet dee Fliger elo ass.

Mir gesi bei deenen, déi ausgeliewert goufen, an dat sinn der nach net esou vill, datt vill vun deene Fligere ëmmer erëm mussen zrëckgoen an d'Industrie, an d'Produktionsanlagen, fir d'Motoren oder aner Komponenten ze ersetzen.

Et ass vläicht eng méi generell Reflexioun, wéi wäit Europa sech iwwerhaapt an esou neie Projete wëllt investéieren. Dat mussen mer eis froen, wann et kompetitiv international Offere gëtt, wéi den C17, wéi den C130 an aner, déi een eventuell och hätt kënnen huelen a séier asazfäeg hunn.

Mir als ADR hunn, wéi gesot, dee Projet ni ganz gär gehat. Mir hunn en net matgedroen. Mir sinn haut voller Zweifel ënnert dem Androck vun deenen Zommen, déi mer fir eppes ausginn, wat eis och militäresch wahrscheinlech net ganz vill Notze bréngt. Dofir wäerte mir eis bei deemem Projet enthalen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- A leschte Riedner ass den Här Marc Baum.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).**- Här Präsident, d'Chamber schaaft mat deemem Text déi gesetzlech Grondlag, fir datt den Entretien vun deem emstriddene Militärtransporter A400M eis an deenen nächsten dräi Jorzéngten insgesamt 420 Milliounen Euro kaschten d'äerf, dat Ganzt indexéiert op den Oktober 2017. An derbäi kennt dann och nach e gudden Deal TVA.

De Kaf vun Militärfliager selwer huet schonns knapp 200 Milliounen Euro kascht, an elo gëtt kloer, wat seng Maintenance eis an den nächste Jore kaschte wäert, nämlech nach eng Kéier méi wéi dat Duebelt. Domadder kascht dee Fliger de Steierzueler, wann et da fäerdeg ass, insgesamt bal 700 Milliounen Euro.

Mir waren a mir sinn nach ëmmer géint de Kaf vun deem Fliger, a folglech si mer och géint dee Projet, dee säin Entretien regelt. 2005, wéi dat Gesetz gestëmmt gouf, wat de Kaf erlaabt huet, ware mir mat där doten Analys net eleng. Beim Vott an der Chamber waren déi Lénk net déi Eenzeg, déi dergéint waren, mä eelof Deputéiert waren dergéint an zwee hu sech enthalen. déi gréng waren dergéint an hire Sprächer vun deemools, de François Bausch, huet deklaréiert, datt grad den zivilen Charakter vun der europäescher Sécherheetspolitik veroléisseg gëf ginn an datt et e Projet wär, deen eleng den Interesse vun der europäescher Rüstungsindustrie dänge gëf.

Mä och d'ADR war 2005 dergéint. A vläicht awer am Géigesaz zu deem, wat den Här Kartheiser gesot huet, mat enger Begrënnung, déi héich interessant ass, an ech zitëiere gären aus deem Sitzungsbericht vun 2007 (veuillez lire: vun 2005): „Mir“- d'ADR - „gesi prioritär d'Aufgaben,“ - vun der Verdeeedungspolitik - „déi mer mussen maachen, an der Entwécklungshëllef, wat och e gudden Deal vun där Politik ass, déi fir méi Sécherheet soll d'ängen.“ Wann ech d'Debatten iwwert d'Entwécklungshëllefpolitik vun deene leschte Jore verfollegt hunn, muss ech feststellen, datt hei wierklech e Paradigmewissel stattfonnt huet an der Ausrichtung vun der ADR, a méi wéi e Paradigmewissel, einfach eng Pirouette ëm 180 Grad.

An och bei der LSAP ass et eng Deputéiert ginn, déi sech beim Vott enthalen hat.

Här Präsident, ech gesinn elo leider, datt mir als Lénk hei an der Chamber déi Eenzeg sinn, déi d'Argumenter an d'Argumentatioun vun der Friddensbewegung vun deemools a vun haut seriö huelen an och konsequenterweis géint den Entretien vum Fliger stëmmen. Dëse Projet, an dat, mengen ech, schéngt eis kloer, soll haut gestëmmt ginn, well d'Regierung muer an iwwermuer um NATO-Sommet zu Bréssel sech gäre mat deemem Invest weist bei hiren atlantesche Partner an och beim Här Trump, dee jo gär hätt, datt mer an Europa d'Militarisierung esou pousséiere wéi an den USA. Duerfir gëtt haut de Vott geholl, datt eis Regierung muer den NATO-Partner dëse milliouneschwéiere Gadget presentéiere kann.

Här Präsident, um virleschten NATO-Sommet zu Wales 2014 huet dës Regierung sech ver-

pflicht, d'Militärdepensé bis 2020 ëm iwwer 50% ze erhéijen, vun 0,4% vum PIB op 0,6%.

2014, dat war awer och déi Zäit, wéi hei am Land de fénnefte Spuerpak hannerteneen decidéiert gouf. Also wärenddeems d'Regierung de Leit am Land 258 Spuermesurë verschriwwen huet, fir de Budget erëm an den Equilibre ze kréien, huet se zu Wales hiren Accord ginn, fir d'Militärdepensé massiv an d'Luucht ze setzen.

Mä mir wëssen awer och, datt dës Regierung, a besonnesch hire Verdeeedungsminister, dës Acquisitioun zum Deal als eng Zort Allaascht gesäit, och wann d'LSAP an hiren Majoritéit 2005 de Militärtransporter matgestëmmt huet.

D'Zukunft vun der Verdeeedungspolitik an deenen entsprecheden héijen effentlechen Investitiounen a Budgete läit am Retour économique, am „return on invest“. Jo, déi ëmmer méi héich Militärdepensé sollen zur Diversification économique bäidroen, also zu engem wirtschaftleche Pilier vun eisem Land ginn. An dat hält 2020 net op, well d'Regierung et duerno konstant Erhéijung vun de Militärausgabe virgesäit. Dat kann een an de Lignes directrices noliesen. Do steet nämlech op Säit 34 a 35: «Au-delà de 2020, le gouvernement a décidé de planifier une hausse constante de l'effort de défense.» Wéi gesot, dat alles ass nozeliesen am Wäissbuch.

An dat bedeit dann och a féiert derzou, datt d'Militärdepensé deemnächst relativ méi héich wäerte si wéi d'Depensé fir d'Entwécklungshëllef. Duerfir widdersprechen dës Zuelen oder dës Aussoen an dës Verbindlechkeeten awer deem, wat Dir virun enger Woch hei an der Chamber gesot hutt, datt déi 2% als Zil op kee Fall ze erreeche wäeren, wann Dir lech och no 2020 weider fir konstant Erhéijungen asetzt.

Här Präsident, als Lénk si mer der Iwwerzeugung, datt et geckeg ass, bei där internationaler Oprüstungsspiral wëlle matzemaachen. An duerfir stëmme mir konsequenterweis och géint dëse Projet.

Merci.

► **M. David Wagner (déi Lénk).**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Domat ass déi allgemeng Diskussioun ofgeschloss. An d'Wuert huet de Verdeeedungsminister, den Här Etienne Schneider.

**Prise de position du Gouvernement**

► **M. Etienne Schneider, Ministre de la Défense.**- Här Präsident, Dir Dammen an Dir Hären, ech muss agestoen, dass haut fir mech e bëssen e komeschen Dag ass an deem heite Projet, well et déi éischte Kéier ass, dass ech mech esou no fillen zum Här Baum a sengen Aussoen. Par rapport zu all deene Jore virun, mengen ech, ware mer nach ni esou no beienee wéi hei.

Ech muss lech ganz éierlech soen, dass ech perséinlech och e Problem mat deem Fliger hei hunn, mat där Decisioun, déi deemools 2001 an dunn 2005 iwwer Gesetz geholl ginn ass, fir deen A400M do ze kafen, och wann et ganz vill Argumenter gëtt, fir dat ze maachen: fir eise Responsabilitéit vis-à-vis vun der NATO gerecht ze ginn, fir och mat eise belsche Partner eppes zesummen ze maachen. Mä ech hunn awer diverse Grënn ëmmer e Problem mat deem Fliger gehat, an den Här Baum huet recht domadder.

Fir mech ass et eng Allaascht, déi ech muss weiderdreiven aus deem einfache Grond, well et international Engagement gëtt, well et och net méi méiglech war, aus deem Kontrakt do ersetztriiden. Mä ech mengen, de Grond, fir wat ech et als problematesch ugesinn, ass trotz allem e bëssen en aneren ewéi Ären.

Fir mech ass et e problematesche Projet aus deem einfache Grond, well en net menger Doktrin entsprécht vu Verdeeedungsausgaben. Mir sinn an enger Situatioun, wou mer Drock kréie vun der NATO, vun eisen NATO-Partner, an zwar net nëmme vum Här Trump, fir eisen Effort de défense an d'Luucht ze setzen. Mir sinn dat räichste Land an der NATO an dat, wat am mannste fir déi gemeinsam Verdeeedung ausgëtt, an dofir, mengen ech, ass et net zu Onrecht, dass mer all déi Jore kritiséiert ginn. An dat huet derzou gefouert, dass dës Regierung 2014 um Sommet vu Wales sech engagéiert huet, hiren Effort de défense vun haut 0,4% vum Räichtum, also vum PIB, op 0,6% ze hiewen, wat bedeit, dass mer nach ëmmer déi Lescht wäerte bleiwen, mä ëmmerhin hu mer da bis 2020 gewisen, dass mer en Effort maachen.

Wou ech e Problem hunn, dat ass, wa mer eis Sue fir d'Defense ausginn a si keen direkte Méiwäert fir eist Land oder fir d'Leit an eisem Land hunn. All déi aner Länner maachen dat. All déi grouss Natiounen, déi Sue fir Equipementer an der Defense ausginn, hunn e Retour économique direct dovunner, well se natierlech d'Material an hirem eegene Land, bei hiren ee-

gener Industrie kafen, wat bei eis natierlech just extrem limitéiert méiglech ass.

Ech hunn, wéi ech Verdeeedungsminister gi sinn, ëmmer drop gehalen, dass déi grouss Projeten, déi mer maachen, esou wäit wéi méiglech mussen e Retour économique op d'Land hunn, op d'Lëtzebuurger Economie oder awer op d'Leit, déi hei zu Lëtzebuerg liewen a wunnen. Dofir hu mer och deen Effort de défense an d'Luucht gesat, andeem mer Projete gemaach hunn, wéi zum Beispill zu Dikrech den Häberberg ze renovéieren, e Projet vun 137 Milliounen Euro, wou dee ganzen Häberberg nei gemaach gëtt. Mä a wat investéiere mer déi 137 Milliounen Euro? A Gips an a Faarf an an Tapéiten, an dat kënn integral dem Lëtzebuurger Handwierk zegutt, well déi déi Haiser, déi Baracken alleguerter kënnen renovéieren an et gëtt fir eis ugerechent als Effort de défense.

Wa mer de Projet LuxGovSat lancéiert hunn, dann hu mer dat gemaach, well mer eng Kompetenz an Beräich vun der Satellitentechnologie hunn a well mer déi Firma LuxGovSat grënn hunn, zesumme mat der SES, an där mir als Stat jo och ee vun deene groussen Aktionäre sinn. A mir hunn duerch deen Invest, deen eis ugerechent gëtt als Effort de défense, e Retour économique, een „return on invest“, Här Baum, wéi Dir dat esou richtig sot, vun 12% bis 13%, also déi éischte Kéier an eiser Geschicht, dass mer Suen ausgi fir d'Defense an domadder nach Sue verdéngen.

Mir hunn e Projet lafen, fir e Militärspidol ze maachen, dat heescht, eng Infrastruktur ze schafen, déi dem Land zur Verfügung steet, wa mer eng Kéier an d'Situatioun vun enger Katastroph kommen, wa mer eng Kéier Infrastruktur brauche fir „nombreuses victimes“. Dat heescht, mir bauen dat hei zu Lëtzebuerg, et gëtt als Effort de défense, also als militäresch Ausgab, unerkannt an deklaréiert, an awer steet et de Lëtzebuurgerinnen an de Lëtzebuurger Bierger hei zur Verfügung am Fall, wou déi Infrastruktur gebraucht gëtt, zum Beispill am Katastrophfall.

Mir hunn decidéiert, dass mer d'Renovatioun vum Findel maachen, e Findel, dee jo awer vun eis alleguerter permanent am Ziville benotzt gëtt a wou mer elo eben d'Renovatioun zum Deal ugerechent kréien am Kader vun eiser Defense.

Mir hu viru Kuerzem decidéiert, dräi Helikopteren ze kafe fir d'Arméi, Helikopteren, déi mir awer och hei brauchen, nämlech erëm eng Kéier am Katastrophfall, well mir hu keng Enginen, fir Evakuatiounen ze maachen. Wa mer dat missten hei zu Lëtzebuerg maachen, a wann dat bis elo de Fall war, hu mer déi missten am Ausland lounen oder léine goen a se dann hei asetzen. An Zukunft hu mer se hei a mir hu se, zumindest zwee dovun, och direkt hei sur place, um Territoire.

Dat heescht, mir hunn elo an deene leschte Joren ëmmer probéiert, dass all déi Ausgaben, déi mer maachen, och an iergendenger Weis benefique fir d'Land a sech sinn. An dat, Dir Dammen an Dir Hären, ass leider bei deem A400M net de Fall, well en natierlech bezuelt gëtt, well den Entretien gemaach gëtt, mä alles dat geschitt net zu Lëtzebuerg, well en eben net zu Lëtzebuerg stationéiert ass.

Fir mech, an och fir mech als Wirtschaftsminister, ass et deemoo awer e bësse verréckt, dass mer et fäerdegbruecht hunn, eng Decisioun ze huelen, fir 420 Milliounen Euro auszeginn, ouni dass een eenzeg Euro dovunner zrëck an d'Lëtzebuurger Economie, zrëck an d'Lëtzebuurger Land fléisst respektiv de Lëtzebuurger Leit zeguttkënn. Dofir hunn ech meng Problemer mat deem Projet. Mä nach eng Kéier, wéi gesot, do ginn et international Engagementer, aus deene mer net méi erauskommen, an dofir wäerte mer dat maachen. Mä am Endeffekt, mengen ech, hu mer dofir an deene leschte Joren eis Politik, wat déi Investitiounen an der Defense ugeet, grondleeënd geännert.

An ech wéll, Här Baum, op eppes anescht zrëckkommen: Dir sot, ech hätt gesot, ech wär net der Meenung, dass mir d'Defenseausgabe weider missten an d'Luucht setzen. Vun 0,4% gi mer op 0,6% an d'Luucht, an ech stinn och dozou. A wann Der déi Ligne-directricen do kuckt, da geet do vu Montante rieds. An de Montant geet ganz einfach an d'Luucht, well 0,6% vun eisem PIB haut manner ass ewéi 0,6% vun eisem PIB a fénnef oder an zéng Joer, well ganz einfach eise PIB weider an d'Luucht geet. Alles anescht wäerte mer muer an iwwermuer op der NATO diskutéieren.

Ech sinn op alle Fall der Meenung, dass déi Demande, déi vun Amerika kënn - dass mer op 2% vun eisem PIB an d'Luucht ginn, wat eis

Defense ugeet -, fir mech perséinlech eng Fin de non-recevoir ass aus deem einfache Grond, well ech der Meinung sinn, dass, wann all déi aner Länner an der NATO esou vill Sue fir d'Entwécklungshëllef géifen ausginn, wéi Lëtzebuerg dat mécht, da géife mer ganz vill Konflikter evitéieren, déi d'NATO herno net misst léisen. Dofir wäert ech och do nach eng Kéier, wéi mer dat zu Lëtzebuerg esou oft gesot a gemaach hunn, en Appell maachen, dass mer vläicht nach méi - och déi aner Länner, déi an den Top-Dräi sinn, net just Lëtzebuerg - en Akzent leeën an d'Konfliktviteliere wéi herno an d'Konfliktléisen, an dat ebe just iwver méi héich Investitiounen an d'Entwécklungshëllef wéi onbedéngt an d'Defense.

Voilà, dat gesot, soen ech lech Merci an ech soen awer och dem Rapporteur villmools Merci fir säi schréfflechen a mündleche Rapport.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci. Den Här Baum.

► **M. Marc Baum** (*déi Lénk*).- Merci, Här President. Merci och dem Här Minister fir dës Explikatiounen. Déi „hausse constante“, déi an de Ligne-directrice vun der Defense drasteet, an deem sougenannte Wäissbuch, hunn ech zumindest esou an Erënnerung oder esou erkläert kritt, datt ab 2020 déi jo eng proportional Hausse zum PIB wier, dat heescht, datt d'Dependens pro Joer ëm jeeweils 0,05% géifen an d'Luucht goen, soudatt mer dann 2024 respektiv 2025 bei 0,8% respektiv 0,85% vum PIB wieren.

Hunn ech do eppes falsch verstanen? Oder wéi kënnt Dir dat do erklären, well et ass awer zumindest esou, wéi et an der Kommissioun duergestallt gouf?

► **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Défense*.- Här Baum, dat ass esou, dass eng Rei Projeten, déi de Moment un eis eruedroen gi vun der NATO, déi awer nach net decidéiert sinn, géif bewierken, dass dat dote géif geschéien. Mä déi Projete sinn net decidéiert vun dëser Regierung. A mir wäerten net méi spéit wéi dës Freiden an der Regierung nach iwwert déi Ligne-directrice diskutéieren an och iwwert de Budget, dee mer dee Moment wäerten zur Verfügung stellen, fir déi verschidde Projeten ze realiséieren.

Mä tëscht haut an nächste Freiden ass nach den NATO-Sommet. An ech huele jo un, dass do och nach eng Rei Aussoe wäerte gemaach ginn. Ech kommen awer gär dorobber zréck.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci. Da kënne mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet 7239 iwwergoen.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 7239 et dispense du second vote constitutionnel**

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwver.

55-mol Jo, 2-mol Nee an 3 Abstentiuonen, domat ass de Projet de loi ugeholl.

*Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Claude Wiseler), M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen) Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;*

*MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry (par Mme Taina Bofferding), Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par M. Marc Angel), Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;*

*MM. André Bauler, Gilles Baum (par M. Gusty Graas), Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydia Polfer (par M. André Bauler);*

*MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par Mme Josée Lorsché), Sam Tanson et M. Roberto Traversini.*

*Ont voté non: MM. Marc Baum et David Wagner.*

*Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.*

Ass d'Chamber d'accord, fir d'Dispens ze froen? Jo?

**(Assentiment)**

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir ginn zum nächste Projet vum Ordre du jour iwver, dem Projet 7113, der Ofännerung vum RMG-Gesetz an der Schafung vum REVIS-Gesetz. An de Rapporteur ass den honorabelen Här Claude Lamberty.

## **7. 7113 - Projet de loi relatif au revenu d'inclusion sociale**

**et portant modification**

**1° du Code de la sécurité sociale;**

**2° du Code du travail;**

**3° de la loi modifiée du 26 juillet 1980 concernant l'avance et le recouvrement de pensions alimentaires par le Fonds national de solidarité;**

**4° de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;**

**5° de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées;**

**6° de la loi modifiée du 30 avril 2004 autorisant le Fonds national de solidarité à participer aux prix des prestations fournies dans le cadre de l'accueil aux personnes admises dans un centre intégré pour personnes âgées, une maison de soins ou un autre établissement médico-social assurant un accueil de jour et de nuit;**

**7° de la loi modifiée du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale**

**et portant abrogation**

**de la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti**

**Rapport de la Commission de la Famille et de l'Intégration**

► **M. Claude Lamberty** (*DP*), *rapporteur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Härten, op Hëllef vu baussen ugewisen ze sinn, fir ze iwwerliewen, et net ze packen, sech erëm op déi eege Féiss ze stellen, säi Liewensënnerhalt net méi kënne selwer ze verdéngen, dat ass fir keen eng einfach Situatioun.

Mir hunn hei am Land ongeféier 10.000 Stéit, déi den RMG bezéien. Dat sinn am Ganze ronn 20.000 Persounen, dovunner ganz vill Kanner. Dat sinn 20.000 Eenzelschicksaler mat ënnerschiddleche Liewensgeschichten, wéi a firwat si an déi Situatioun gerode sinn.

All Gesellschaft muss hir Fortschrittlechkeet dorunner miesse loossen, wéi si mat den Äermsten ënnert sech ëmgeet. Fir d'Leit an eise Land ass et zum Gléck evident, datt de Stat an esou Situatiounen muss hëlfelefen an deene Betreffene muss finanziell ënnert d'Äerm gräifen. Dat ass eng Fro vu gesellschaftlecher Solidaritéit an deem gudden Zesummeliewen an deem Land.

Eng verantwortungsbewusst Politik séchert awer net nëmme de finanziellen Existenzminimum, si geréiert net nëmme Dossieren. Neen, eng verantwortungsvoll Politik férdert an ënnerstëtzt déi Betreffene. Si mécht hinnen de Wee fräi, fir hir perséinlech Situatioun erëm esou ze verbesseren, datt se am Idealfall erëm ganz op eegene Féiss kënne stoen.

Genee dat ass et, wourobber de Gesetzesprojet, dee mir haut hei diskutéieren, verstärkt den Accent setzt. Et geet dorëm, de Betreffenen de Wee an d'Beruffsliewen ze erméiglechen oder awer, falls dat net méiglech ass, si sozial ze aktivéieren. Dat kann och iwwert de Wee vun enger Therapie oder anere Mesuren de Fall sinn.

E besonneschen Accent gëtt awer op d'Famillje mat Kanner geluecht, an hei besonnesch bei den Elengerzéierenden, déi dem gréissten Aarmutrisiko an eiser Gesellschaft ënnerleien.

Här President, wat als Éischt an d'A spréngt bei deemem Projet de loi, ass den Numm. Aus dem RMG, also dem Revenu minimal garanti, gëtt de REVIS, de Revenu d'inclusion sociale. Eng Bezeichnung ze änneren ass vläicht op den éischte Bléck e kleng Schrëtt, mä en dréit derzou bäi, datt mir an der effentlecher Perception en neie Bléck op dës wichteg Sozialhëllef geheien.

Et muss eis als Gesellschaft näamlech dorëm goen, de Betreffenen ze hëlfelefen, erëm selwer hiert Liewen ze meeschteren, an net, de Leit eng minimal Existenzgrundlag ze accordéieren, vun där si riskéieren ni méi fortzekommen. Et geet dorëm, de Betreffenen eng Verantwortung fir sech selwer zoukommen ze loossen an

hinnen nei Opportunitéiten ze weisen. Dat, wat op deemem Projet dropsteet, ass och genee hei dran. Den neien Numm seet et: Et geet beim REVIS virun allem ëm d'Inklusioun, ob sozial oder berufflech. Donieft ginn awer och d'Prozedure vereinfacht an d'Sozialaarbecht gëtt daitlech besser koordinéiert.

Fir dese Gesetzesprojet auszeschaffen, huet de Familljeministère fir d'Éischt emol eng genee Analys vum aktuelle System gemaach, fir d'Schwaachstelle kloer opzedecken an dann och kënne Remedur ze schafen. Och vun de professionellen Akteuren an den Associatiounen aus dem soziale Secteur ass ganz vill Input komm, well si natierlech am beschte placéiert sinn, fir Verbesserungsverschléi kënnen ze maachen.

Éier ech op den Detail vum Projet aginn, erlaabt mer, zum bessere Verständnis nach eemol op d'Fonctiounsweis vum RMG anzugehen. De But vum RMG ass et op där enger Säit, eng finanziell Ennerstëtzung fir d'Leit ze ginn, déi e gewëssene Seuil vum Akommes net errechen. Dese Seuil hänkt vun der Zesummesetzung vum Stot of an engem Barème gesetzlech festgeluecht. Eng schaffend Persoun, där hiert Akommes ënner engem gewëssene Montant läit, kritt e Complement, dat heescht e finanziellen Zousaz, bis datt hire Revenu um fixéierte Montant ukënnt. Dobäi gëtt d'Akommes deelweis „immuniséiert“ oder „blockéiert“.

Op där anerer Säit soll den RMG awer och eng aktiv Hëllef sinn, fir de Wee nees zréck op den Aarbechtsmarché ze fannen. Dat geet vun der Hëllef bei der Sich no enger Aarbecht bis zu Orientatiouns- oder Aarbechtsbeschafungsmesuren. Wann eng Persoun an enger Aktivitéit fir eng Insertioun dran ass, huet se eng spezifesch Indemnitéit zegutt. D'Zil ass et hei, datt d'Persoun en autonomt Liewen ouni finanziell Hëllef vum Stat ka féieren.

Här President, den aktuelle System huet Schwaachstellen an ass net ëmmer gerecht. An engem Stot vun zwee Erwuessener, an deem eng Persoun schon an enger Mesure dran ass, do géif am Moment d'Aktivatioun vun enger zweeter Persoun mat sech bréngen, datt d'Akommes vum Stot iwwert dem festgeluechten RMG-Plaffong géif leien, mam Resultat, datt de Stot finanziell bestrooft géif ginn, wann déi zweet Persoun eng Mesure aktiv géif matmaachen. Also geschitt do natierlech näscht.

Et ass kee grousst Geheimnis, datt et grad d'Frae sinn, déi doduerch meeschtens de Kierzere gezunn hunn, an et da grad si sinn, déi de Wee op den Aarbechtsmarché net méi zréckfannen.

Mir hunn den Ament och verschidden Zeenarien, an deenen d'Méischaffe fir déi Betreffene um Enn vum Mount manner Sue bedeit. Dat ass net gesond. Mir brauchen hei e System, deen de Wëllen, fir méi Stonnen ze schaffen, kloer belount.

Ech hat aganks scho vum Aarmutrisiko geschwat, dee besonnesch héich ass fir Bezéier mat Kanner an elengerzéiend Elteren. Et ass e Fakt, datt Stéit mat Kanner, déi den RMG bezéien, e groussen Aarmutrisiko hunn. Dofir ass et och wichteg, bei der Reform hei unzesetzen, fir alle Kanner déi beschten Zukunftschancen ze bidden.

Schliisslech si mer da bei der Bürokratie. Hei ass Sputt no uewen, oder besser gesot no ënnen, dat heescht, Sputt fir manner Bürokratie. Am aktuelle System ass et esou, datt de Suivi vun RMG-Empfänger vun zwou verschiddene Verwaltung gemaach gëtt. Alle béid sinn och zoustänneg fir Insertiounsmesuren. Do hu mer op där enger Säit d'ADEM, déi beim Aarbechtsministère ënnerbreucht ass, an op där anerer Säit den SNAS, deen eng Verwaltung vum Familljeministère ass.

Am Kader vun dëser Reform hu sech Verrieder aus dem Aarbechtsministère mat deenen aus dem Familljeministère zesummegesat, fir dat Ganzt méi kohärent a méi logesch ze maachen, well e kohärenten, qualitativ héichwäertege Suivi vun de Betreffenen ass den Erfolgeschlüssel vun enger Aktivatioun. An déi ass jo eent vun den Haaptziler vun dëser Reform.

Här President, den RMG bezéien oft Leit, déi wäit ewech vum Aarbechtsmarché sinn. 1999 ass dofir fir dës Persounen e sougenannten „contrat d'insertion“ agefouert ginn, fir ebe méi wéi just e Minimum un Akommes ze garantéieren, mä si op dem Wee an eng Insertioun méi staark ze begleeden. Dat geet awer net duer. Dofir spillt an der Reform den Aspekt vun der Aktivatioun eng wesentlech méi grouss Roll.

Den neie REVIS wäert natierlech weider e Mëtzel géint d'Aarmutbekämpfung bleiwen, mä et soll méi Wäert op d'Bedeelung vun de Beneficiairen an der Gesellschaft an déi berufflech Aktivatioun geluecht ginn. Domadder wäert méi geziilt d'sozial Ausgrenzung kënnen be-

kämpft ginn. Dat entsprécht och deem, wat d'OCDE Lëtzebuerg recommandéiert huet, fir ebe méi Wäert op d'Aktivatioun an op d'Formatioun ze leeën.

Énnert dem REVIS wäert déi eenzel Persoun besser begleet ginn, an dat am Respekt vun hire Capacitéiten an hirer perséinlecher Situatioun. Well, maache mer eis näscht vir, net jiddweree befénnt sech do um näamlechten Niveau.

Verschidde Leit sinn an enger éischer Phas net prett fir op den Aarbechtsmarché a mussen fir unzeefänke mat geziilt Mesuren, déi hire Besoinen entsprechen, als Éischt emol stabiliséiert ginn, éier se dann un eng berufflech Aktivatioun kënnen denken. Den neie System gesäit hei sozial Stabilisatiounsmesur vir. Den neie System wäert méi op déi ënnerschiddlech Liewenssituatiounen vun de Leit agoen. Zum Beispill ka Stabilisatioun heeschen, eng Entzëiungskur ze maachen, e medezinnescht Traitement oder eng aner Zort vu Rehabilitatioun.

Eng Etapp duerno wär et dann, u Projeten deelzehuelen, fir eng temporär Aarbecht am Interessi vun der Allgemengheet ze maachen. Zäitgläich solle Coursen oder Formatiounen gemaach ginn, wéi beispillsweis Sproochecoursen, well een zum Beispill keng Aarbecht fénnt, well ee keng vun de Sprooch beherrscht, déi ee géif brauchen.

Esou eng individuell Prise en charge hëllef, d'Beschäftegungsfäegkeet vun der concernéierter Persoun ze verbesseren an domadder och d'Chance, um Aarbechtsmarché kënnen Fouss ze faassen. Mir dierfen näamlech net vergiesen, datt et net nëmme ëm Sue geet. Wann een déi Betraffe viru sozialer Ausgrenzung schütze wëllt, da geet et virun allem och ëm d'Integratioun an eng Gemeinschaft an an d'Aarbechtswelt.

Mä maache mer eis näscht vir: Et gi Leit, déi et nëmme ganz schwéier oder souguer guer net packen, de Wee an de Beruff zréckzefannen. Dofir erlaabt de REVIS et och, datt eng Persoun an enger Mesure ka bleiwen, wann hir Capacitéiten an hir Liewenssituatioun et net erméiglechen, enger regulärer Aarbecht kënnen nozegoen.

Am Sënn vun der sozialer Inklusioun wäert de REVIS dann och Persounen zeguttkommen, déi bis elo den RMG net zegutt haten. Dat sinn als Éischt Leit ouni feste Wunnsätz. Dann ass d'Situatioun vum „recueilli par pitié“ elo am Gesetz virgesinn, dat heescht, datt eng Persoun, déi fir näscht an engem Stot wunnt, während engem Joer als eenzel Persoun betruucht gëtt, also als Persoun, déi net zum Stot gehéiert. Domadder huet si dann och zwielef Méint d'Urecht op de REVIS. Dat neit Gesetz präziséiert kloer, wien ënnert déi nei Regelung fällt. Dat si beispillsweis Demandeurs de protection internationale oder och Fraen, déi aus Fraenhaiser kommen, also Leit, déi oft emol nees mussen erëm zréck an d'Gesellschaft fannen, éier se da selbststänneg kënnen wunne goen. De REVIS ass hei op zwielef Méint begrenzt.

Doriwwer eraus gëtt et eng gesetzlech Basis, déi gëtt geschafen, fir datt de Fonds national de solidarité, also den FNS, de Independanten eng Ennerstëtzung ka ginn. Den Independant wäert deemno de REVIS sechs Méint zegutt hunn, eng Period, déi och eemol erneierbar ass.

An deem Kontext sief och erwäant, datt mam virleiende Gesetzesprojet en Observatoire des politiques sociales geschaf gëtt.

Här President, e weidert Zil war et, méi Logik a Kohärenz an déi verschidden Insertiounsmesuren, déi haut schon existéieren, eranzekriegen an och d'Kompetenzen tëscht deene verschiddenen Akteure vill méi kloer ze maachen. Wéi gesäit dat dann elo an Zukunft aus?

Fir de REVIS ze kréien, muss een als Éischt bei der ADEM ageschriwwen sinn. Et ass dann d'ADEM, déi e Profil fir all Persoun opstellt. D'ADEM bleift dann och nëmme fir déi Leit den éischen Usprechpartner, déi wierklech prett sinn, fir kënnen eng Aarbecht ze sichen an ze fannen.

Am Fall, wou eng Persoun awer nach ze wäit sollt ewech si vum Aarbechtsmarché an e spezifesch Encadrement fir eng sozial a berufflech Aktivatioun brauch, gëtt si op Basis vun engem motivéierten Avis un den neien ONIS, den „Office national d'inclusion sociale“, orientéiert, dës virun allem am Interessi vum Betreffenen, well en domadder en individuellen, op seng Besoinen adaptéierte Parcours kann absolvéieren.

Spéitstens dräi Méint nom Avis vun der ADEM gëtt vum ONIS an engem sougenannten Aktivatiounsplang e perséinlechen Aktivatiounsprojet festgehalten. Et ass dese Plang, deen d'Basis fir eng Aktivatioun wäert leen. Eng effektiv Participatioun un de Mesur gëtt dann och d'Urecht op eng Aktivatiounsallocation.

An dësem ganze Prozess bleift den ONIS deen eenzeggen Uspriechpartner, bis den ONIS selwer proposéiert, de Beneficiaire op Aarbechtsbeschaffungsmesurë bei d'ADEM ze orientéieren, well d'Persoun prett ass, fir sech kënnen eng Plaz um Aarbechtsmarché ze sichen.

Wichtig ze soen ass nach, datt am Aktivationsplang der Entwécklung vun den eenzelne Leit Rechnung gedroe gëtt an datt et Passerellen tëscht de soziale Mesurë vum ONIS an deene vun der ADEM wäert ginn. De But kann näamlech net sinn, datt mir vu vieren ausschléissen, datt d'Leit erëm um Aarbechtsmarché kéinte Fouss faassen. Den neie System ass iwwerengs an dësem Punkt eng ganz wesentlech Verbesserung par rapport zu der aktueller Situatioun, well déi Betreffen an Zukunft weider kënnen d'Aktivationsallocatiounen kréien, och wann d'ADEM d'Prise en charge iwwerhëlt.

Den Aktivationsplang geet all Kéiers iwwer ee Joer, mä ass erneierbar a kann och zu all Moment duerch en neien Aktivationsplang ersat ginn, deen opgestallt ka ginn.

An nach eng Präzisioun: Persounen, déi duerch hire Statut, beispillsweis weinst enger Krankheit, net disponibel si fir den Aarbechtsmarché, falen direkt ënnert d'Kompetenz vum ONIS.

Här President, bei dëser Reform stinn d'Beneficiaire ganz staark am Vierdergrond. Dat ass och gutt an dat ass och richtig esou, mä d'Reform ass awer och wichtig fir d'Akteuren um Terrain. Dës Reform bréngt net nëmmen eng kloer Aarbechtsopdeeling tëscht ADEM an ONIS mat sech, si wäert och fir e besseren Encadrement duerch den ONIS suergen, andeems deesen zousätzlech duerch regional Agenten fir sozial Inklusioun assistéiert gëtt. Dës regional Agenten wäerten an den Offices sociaux hirer Aarbecht nogoen.

Firwat an den Offices sociaux? Ma eben, well et oft virun enger berufflecher Aktivatioun eng ganz Rei aner Problemer ze léise gëllt. Dat kann d'Organisatioun vun enger Betreuung fir d'Kanner sinn. Et kënnen méi déif gräifend Problemer sinn, wéi eng Verscheldungssituatioun oder Gesundheetsproblemer. Bis elo ass et am Familljeministère och kee konkrete Personalschlüssel fir den Encadrement ginn. An Zukunft wäert ee Betreier zoustänneg si fir aacht Leit, déi an enger Aktivationsmesurë sinn.

Doduerjer, datt et sech hei ëm d'Begleitung vu Leit handelt, déi wäit ewech vum Aarbechtsmarché sinn, ass eng qualitativ héichwäerteg an intensiv Begleitung noutwendeg. An dat wäert de Stat och eppes kaschten. Suen, wou mir eis awer, mengen ech, heibannen all eens sinn, déi gutt investéiert sinn.

D'Bekämpfung vun der Kannerarmut an der Aarmut vun Elengerzéier ass eng weider grouss Preoccupatioun. Hei huet misse méi geschéien, an hei geschitt méi. D'Kannerarmut muss een awer op verschidde Niveaue ugoen. De REVIS ziilt engersäits op eng Aktivatioun of, déi Elteren hëlleft, um Aarbechtsmarché erëm Fouss ze faassen. Donieft wäerten awer och d'Prestatiounen méi cibléiert ginn. D'Part fir d'Kand gëtt beim REVIS eropgesat.

Ech wëll awer och drun erënneren, datt de REVIS hei an engem gréisseren Kontext vu Prestatiounen ze gesinn ass, déi am Laf vun de leschte Jore fir déi Äermst an eiser Gesellschaft en place gesat gi sinn. Ech denken un eng Subvention de loyer, un déi kierzlech Adaptatiounen bei der Allocation de vie chère, mä awer och u Projekte wéi zum Beispill d'sozial Epicerie oder och de Kulturpass.

Här President, an der Vergaangene ass vill un initiale Gesetzestext vu '86 gepléischtert ginn. Et ass emol hei an do nobessert ginn, mam Resultat, datt d'Texte ëmmer méier verständlech gi sinn. Et ass aus deem Grond, firwat den Text elo komplett frësch geschriwwen ginn ass, wat zur Simplification administrative wäert bäidroen.

Vereinfacht gëtt de System awer och doduerjer, datt den FNS an Zukunft déi eenzeg Plaz ass, déi zoustänneg ass fir d'Demande de paiement vum REVIS. Domadder gëtt et an der Saach nëmmen nach een Uspriechpartner, an den ONIS ka sech virun allem op seng sozial Missioun konzentréieren.

Och datt déi sozial Prise en charge op regionalem Niveau stattfënn, vereinfacht ganz villes. Déi Concernéiert si jo schonns an der Regel mat hirem Office social a Kontakt a kënnen dann do direkt bei hiren Aktivationsmesuren encadréiert ginn.

E weidere Schrëtt fir eng Vereinfachung ass d'Digitaliséierung vun den Dossieren. Dat spuert Zäit an Aarbecht.

Här President, am Kader vun dëser Reform ass awer och de Berechnungssystem vum RMG op de Leescht geholl ginn. Hei ass et virun allem dorëm gaangen, Saachen, déi net kohärent waren, ze verbesseren.

Am Moment ass et effektiv esou, datt, wann ee méi schaffe geet, et zu enger Stagnatioun an deels souguer zu enger Baisse vum Liewensniveau kënn, soudatt d'Leit carrement encouragéiert gi sinn, ofhängeg ze bleiwen. Den neie REVIS ass esou konzipéiert, datt all Augmentatioun vu Schaffstonden och e finanzielle Virdeel mat sech bréngt.

Fir dat ze änneren, ass et op e puer Niveaue zu Changementer komm. De Mechanismus fir d'Immunisatioun vun de Revenuen ass eropgesat ginn. Dëst fir de Leit en Ureiz ze ginn, fir schaffen ze goe respektiv fir méi ze schaffen. Dofir ass de Mechanismus fir d'Immunisatioun bei 30% vum Barème vum RMG ganz ofgeschafft ginn.

Den neie Mechanismus gesäit eng direkt Immunisatioun vu 25% vun de Revenuen vir. Deemo ginn nëmme 75% vun de Revenuen an der Berechnung consideréiert. Mir schafen also hei e konkreten Ureiz, fir méi ze schaffen.

Eng aner Mesur, déi am Moment dozou encouragéiert, net méi ze schaffen, ass d'Majoratioun fir de Loyer ze kompenséieren, déi am Moment net méi accordéiert gëtt, wann een d'Recht op den RMG verléiert. Déi gëtt dofir ofgeännert an d'Beneficiaire vun der Allocation d'inclusion kënnen an Zukunft eng Demande fir eng Subvention de loyer maachen.

Och d'Zesummesetzung vum Montant fir de REVIS huet geännert. Ech ginn do net op déi verschidde Montanten an. Déi fannt Dir a mengem schrëftleche Rapport ganz iwwersichtlech an engem Tableau.

Wéi setzt sech de Montant vum REVIS an Zukunft zesammen?

Et gëtt eng Allocation d'inclusion, dat ass e Forfait de base pro Persoun plus en Deel fir d'Gemeinschaftsfrase vum Stot. Och eng zweet Persoun am Stot kritt e Basisforfait. Da kommen nach Forfaite pro Kand derbäi, an eng Majoratioun pro Kand an engem Stot, dee monoparental ass.

Den zweete Volet ass eng Allocation d'activation fir déi Leit, déi sech un Aktivationsmesurë bedeelegen. Dat sinn net nëmme Mesuren, fir d'Leit op den Aarbechtsmarché ze kréien, mä och Mesurë fir eng sozial Inklusioun.

E wichtige Volet ass iwwerdeems, datt de Verbuet fir eng zweet Insertionsmesurë pro Stot opgehuewe gëtt, soudatt méi Mesurë pro Stot kënnen duerchgefouert ginn.

Ännerunge ginn et dann awer och beim Sanktionssystem. Amplaz vun haut op muer d'Recht op den RMG ewechgeholl ze kréien, gëtt et an Zukunft e progressive Sanktionssystem. Et ass dann och méiglech, nëmmen en Deel vum REVIS als Sanktioun ewechzehuelen. An eréischt als lescht Mëttel gëtt dann de REVIS ganz gestrich, wann eng Persoun hiren Obligatiounen par rapport zum ONIS net géif nkommen.

Éier ech elo zum Schluss kommen, wëll ech awer och nach soen, datt sech zwou Erreurmateriellen am Projet ageschlach hunn, déi am Projet, dee gestëmmt gëtt, behuewe gi sinn. Mir hunn eng ganz Rei detailléiert Avisen erakritt. Ech verweise fir den Detail ganz gären hei op de schrëftleche Rapport.

Här President, ganz zum Schluss vu mengem Rapport wëllt ech vläicht nach just emol kuerz widerhuelen, wouërëm et an dësem Projet geet, näamlech dorëm, déi Betreffen ze stabiliséieren, ze aktivéieren a schliisslech och erëm an d'Berufswelt an an d'Gesellschaft ze integrieren. Ech sinn iwwerzeegt, datt mir mat dësem Projet d'Konditiounen schafen, fir de Beneficiairen e wesentlech besseren Encadrement ze bidden.

An als ganz leschte Saz vu mengem Sait: E grouse Merci un all déi Leit, och d'Leit an de Kommissiounen, wou mer vill diskutéiert hunn, vill mateneen diskutéiert hunn, an och d'Leit, déi ronderëm d'Kommissioun vill gehollef hunn, fir dëst Gesetz, fir dëse Projet haut hei kënnen an de Plenum ze kréien.

Ech soe Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Rapporteur. An den éischte Rieder ass den Här Marc Spautz fir d'CSV.

**Discussion générale**

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, den RMG, de REVIS, d'Aarmut ass eppes, wat eis scho laang begleet, scho laang beschäftegt. A wann een historisch kuckt, wou mer hierkommen, hate mer d'Aféierung vum Fonds national de solidarité, mir haten d'Aféierung vum Revenu minimum garanti a mir hunn eis hei an dësem héijen Haus - net mir, mä eis Vir- a Virvorigänger - vill mat dem Problem vun der Aarmutbekämpfung beschäftegt.

Mir haten och vill Leit, déi déi Saache begleet hunn, ob dat d'Caritas war, ob dat d'Croix-Rouge war, ob dat Initiative waren, déi geholl gi sinn an deene Joren, ier et den RMG ginn ass, ier mer vum Fonds national de solidarité geschwat hunn, déi sech ëm déi Leit bekümmert hunn. An ëmmer erëm huet et geheescht: Wat d'Entwécklung technesch, wat den Erfolg vun der Success Story vum Land Lëtzebuerg wäert virugoen, wat d'Aarmut wäert ofhuelen.

An Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, mir wëssen, dass dat net geschitt ass. Och wann d'Aarmut, wann een d'Definitionskritären hëlt, haut eng aner ass wéi déi Definitionskritären vun der Aarmut vu viru 40 oder 50 Joer, esou ass et awer real, dass d'Aarmut nach ëmmer e Problem hei zu Lëtzebuerg duerstellt. An dat ass och nach emol méi bewise gi vun deenen Analysen, déi gemaach gi si vun der Caritas, vun der Chambre des Salariés an och vum Stateg.

An erlaabt mer - vill Kollege wäerten elo soen: „Elo kënn et erëm mat där aler Leier“ -, dass ech nach eng Keier op den Artikel vom 31. Januar 2018 aginn, deen am „Le Quotidien“ war, wou et geheescht huet, dass 2008 deemools een, deen e Salaire social minimum an zwee Kanner hat, 47.918 Euro hat, an dass den OGB-L festgestallt huet, dass et fir d'Joer 2018 nach géif bedeiten, dass déi Leit 46.005 Euro hunn. Dann hätten déi Leit 2018 1.913 Euro manner wéi se virun 2008 haten.

Dat ass eng Statistik, déi net ech gemaach hunn, déi ass vum OGB-L komm a si war verëffentlicht am „Le Quotidien“, an enger Zeitung, déi jo och net grad menger Faarf nosteet, just fir awer ze ënnersträichen, wou déi Chifferen hierkommen.

Mir haten eis och mat der Analys vun der Maddamm Franziskus vum Stateg beschäftegt, wou de Stateg jo beoptragt war, esou eng Analys eng Keier ze maachen, wéi et mat der Aarmut hei zu Lëtzebuerg ass, a wou och Chifferen op den Dësch komm sinn am nationale Verglach, am internationale Verglach a wou mer jo allequerten, wéi mer heibanne setzen, wëssen, dass den Hauptproblem zu Lëtzebuerg, wat d'Aarmut ubelaangt, ënner anerem net wéi an anere Länner de Chômage ass - de Chômage spillt och mat eran -, mä virun allem de Präis vum Wunnen hei zu Lëtzebuerg ass, dass dat den Hauptproblem ass, dee sech stellt, wa mir hei zu Lëtzebuerg vun Aarmut schwätzen.

Wéi den RMG agefouert ginn ass, Dir Dammen an Hären, léif Frënn, do hunn em de 15. Juli 1986 hei an der Chamber dräi Chamberssitzunge stattfonnt. Ech weess, dass verschidde Leit e bëssen nervös gi sinn, well mer gesot hunn: „Mir hätte gären e Modell 2, fir dorriwwer ze schwätzen.“ 1986, wéi de REVIS (veuillez lire: wéi den RMG) agefouert ginn ass, ware ganzer dräi Chamberssitzungen, déi dofir dropgaange sinn, fir iwwert den RMG ze schwätzen. Dat war de 15. Juli 1986 mëttes, dat war déi 82. Seance, Här President. Et war de 16. Juli 1986 moies, dat war déi 83. Seance. An dat war de 16. Juli 1986 mëttes; dat war déi 84. Seance. Ofgestëmmt ass den RMG gi mat 57-mol Jo an 2 Abstentiuonen, well d'Chamber déizäit nach aneschtens zesummesat war.

Mir haten zwee Rapporteur deemools. Dat waren den Här Putzeys vun der CSV an de René Hengel vun der LSAP. An elo, Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, elo haalt lech gutt un: Et hu 27 Deputéierter zu deem Projet geschwat! 27 Deputéiert hunn zu deem Projet geschwat: vun der CSV, wéi gesot, ee Rapporteur plus néng, vun de Sozialisten de Rapporteur plus siwen, vun der Demokratescher Partei sechs, vun deene Gréngen zwee a vun der Kommunistescher Partei, déi déizäit nach heibanne vertruede war, huet een zu deem Projet geschwat an déi hu sech och dozou geäussert.

Haapteenement vun deemools war, dass sech dunn heibannen dermat beschäftegt ginn ass: Ass d'Mindestakommes eng Sozialhëllef oder huet et de Charakter vun enger Leeschtung iwwert d'Assurance sociale? Dat war näamlech eng vun deene wichtigste Froen déizäit. Do geet et näamlech och ëm en Thema, wat mer haut méi oft diskutéieren, mä déizäit war dat nach net de Fall: mat der Exportabilitéit oder Netexportabilitéit, déi dozou gefouert huet. Well dat war näamlech eng vun de Kärfroen. Déi Fro hat deemools den CSV-Deputéierten a Rapporteur René Putzeys opgeworf.

Eng aner, wann ee sech domat beschäftegt, an ech hu mech ganz intensiv domat beschäftegt... Ech hunn alles nogelies, wat säit 1986 an där Thematik gesot ginn ass.

An dofir, Här President, erlaben ech mer, ee fréieren Deputéierten ze zitieren: „Um soziale Gerechtigkeit in den verschiedenen Teilen der Welt, in den verschiedenen Ländern und in ihren Beziehungen untereinander zu verwirklichen, bedarf es immer neuer solidarischer

Anstrengungen der Werktätigen untereinander und mit ihnen. Diese Solidarität muss immer dort zur Stelle sein, wo die gesellschaftliche Herabwürdigung des Subjekts der Arbeit, die Ausbeutung der Arbeitnehmer und das wachsende Ausmaß von Elend und sogar Hunger sie herausfordern. (...) Die „Armen“ treten in verschiedenen Gewande auf, an verschiedenen Orten und zu verschiedenen Zeiten. Sie treten vielfach auf als Opfer der verletzten Würde der menschlichen Arbeit, sei es, dass es an Arbeitsgelegenheit mangelt mit der Folge zwangsweiser Arbeitslosigkeit, sei es, dass die Arbeit und die Rechte, die sich aus ihr ergeben, vor allem das Recht auf angemessene Entlohnung und auf die Sicherung der Person des Arbeitnehmers und seiner Familie, missachtet werden.“

Dat war en Zitat, dat hei en Deputéierten, ech soen lech och duerno wien, zitéiert huet. An en huet deemools hei ënnerstrach, och wann elo jiddweree géif mengen, dat wier en Auszuch aus dem „Kapital“ vum Karl Marx, esou wier dat falsch. Dat wier en Auszuch aus der Enzyklika „Laborem exercens“ vum Poopt Jean-Paul II.“ An deen, deen déi Zitatioun heibanne gemaach huet,...

► **Une voix.** - Deen huet eng Klassenanalys.

► **M. Marc Spautz (CSV).** - ...war keen anere wéi den Nic. Eickmann vun der LSAP, deemools Buergermeeschter och vun Déifferdeng, deen déi Zitatioun heibanne bei den Debatte gemaach huet. Och wann een déi Saachen dann noliest, gesäit een, wéi deemools d'Approche zum RMG heibanne war.

Här President, dann e lescht Beispill, wat deemools diskutéiert ginn ass: „Dëse Projet, deen d'Recht op e Mindestakommes bei eis soll aféieren, beréiert nieft der Sozialpolitik och aner Gebitter vun eiser Politik, wéi zum Beispill eis Alterspolitik, eis Aarbechtspolitik, an domat och eis Wirtschaftspolitik an eis Familljepolitik. Et ass deemo e wichteg Gesetz mat enger längerer Virgeschicht, op déi een net muss (veuillez lire: op déi ech nach wëll) agoen. D'Ofsacken ënnert den Existenzminimum ass ee Phenomeen, dee sech an der ganzer europäescher Gemeinschaft bemierkbar gemaach huet, mat zum Deel wirtschaftlechen, awer virun allem mat gesellschaftspoliteschen Ursachen (veuillez lire: awer och gesellschaftspoliteschen Ursachen).“ Dat war d'CSV-Deputéiert Erna Hennicot-Schoepges, déi dat heibannen am Juli 1986 gesot huet.

An där ganzer Debat, wéi ech gesot hunn, hu sech 27 Deputéierter dermat beschäftegt, fir Aussoen dozou ze maachen. A wann een déi noliest - dat kann een alles maachen an den Archive vun der Chamber, Här President -, da fënnt ee ganz interessant Äusserungen zréck. Ech wollt der just e puer zitieren, mä et sinn nach ganz aner, ganz flotter - „flott“ ass e schlecht Wuert, well et ass awer eppes, wat d'Leit betraff mécht - do mat dran.

Här President, erlaabt mer fir d'Alleréisch awer, wann ech an de Projet ginn, dem Rapporteur Merci ze soe fir säi schrëftleche Bericht an och seng mëndlech Duerstellung. Ech wëll awer ee besonnesch ervirsträichen, an dat ass de President vun der Familljekommissioun, fir déi Aart a Weis, wéi en déi Sitzung geleet huet, fir déi Debatten, déi stattfonnt hunn, well et ware munchmol ganz lieftaft Diskussiounen dobanen. An him dofir e grouse Merci fir déi Aart a Weis, wéi en dat gefouert huet a wou en och probéiert huet, wat em net ëmmer gelongen ass, ech mengen, méi manner gelongen ass wéi positiv gelongen ass, mä wou en op alle Fall och probéiert huet, Kompromisser ze fanen.

Ech wëll och ënnersträichen - an dat ass eppes, wat ech am Här Lamberty sengem Rapport vermësst hunn - déi Initiativ, déi de President geholl huet opgrond vun Artikel 33 vum Statsrotgesetz, wat mer heibannen de 16. Juni 2017 gestëmmt hunn, dass d'Chamber ka bei de Statsrot goen an dass d'Chamber ka mam Statsrot diskutieren. Den Här Lamberty hat et am Rapport virgeiss, mä den Här Baum huet dat gemaach opgrond vun engem Bréif, deen de Chamberspresident weiderginn huet.

Et ware scho sechs där Phenomeener virun an dräi duerno, soudass mer insgesamt de Moment néngmol mat där Prozedur scho beschäftegt waren. Mä do géif ech en Appell maachen, souwuel un de Chamberspresident wéi un de President vun der Reglementskommissioun, dass mer do vläicht eist internt Reglement missten upassen an emol definéieren, wien déi Leit sinn, déi bei de Statsrot ginn, wann eng Kommissioun bei de Statsrot geet, an dass mer dat net esou do hänke loosson.



De President vun der Familljekommissioun war zesumme mam Sekretär vun der Familljekommissioun a mat dräi Regierungsbeamten dohinner, fir dat ze erklären, wat d'Meenung ass vun der Kommissioun. Et wier och net schlecht, wann een do Majoritéit an Opposition géif mat defiléiere looslen.

Ech géif dofir d'Propos maachen, Här President, wann Der erlaabt, dass d'Reglementskommissioun oder de Chambersbureau sech domat beschäftegt, fir do vläicht eng Propos ze maachen, fir dat am Chambersreglement festzhalen, wéi déi Kompositioun soll sinn. Et schéngt fir mech och normal, dass d'Majoritéit an d'Opposition vertraue sinn an och de Rapporteur, wann ee bei de Statsrot geet, fir op déi Saachen drop hinzeweisen.

Dat ass eng Ureegung, Här President. An ech wier frou, ech weess elo net, ob Dir dat maacht oder ob Der se direkt weidergitt un den Här Gibéryen als President vun der Reglementskommissioun, mä dass een dat soll festhalen, dass een da fir d'Zukunft ëmmer genau weess a vu virera weess, wie wouhinner soll am Numm vun der Chamber goen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech hu gemengt, dat wier ëmmer kloer.

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Jo, ob et dann ëmmer kloer ass... Wa mer et an d'Reglement schreiwen, Här President, dann ass et sécher kloer!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Den Débat interinstitutionnel ass net esou evident am Detail ze klären. Ech fannen, dass dat - ouni lech elo ze widdersprieche, selbstverständlech féiere mer déi Diskussioun -, mä dat klappt an der Regel ganz gutt op engem méi informelle Plang. A wann d'Chamber dat freet, dann, mengen ech, kann dat och ganz problemlos klappen. Mä ech huelen dat selbstverständlech mat op de Wee, Här Spautz.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Mä hei huet d'Kompositioun vun der Kommissioun, déi dohinnergaangen ass, awer net geklappt.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dat sief dohigestallt. Ech muss och soen, dass de Bréif vum Chamberspräsident zimlech kloer war.

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, d'Reform vun RMG ass noutwendeg gewiescht an d'Reform vun RMG ass néideg. An ech wëll dozou soen, dass och schon 2013 d'Regierung en Avant-projet de loi ausgeschafft hat, an ech hunn deen och extra matbruecht fir déi Leit, déi e vläicht nach net gesinn hunn, well anscheinend ass e verluer gaangen. An do ass och schon d'Stellungnam dra gewiescht vun der Inspection générale de la sécurité sociale. Här President, do huet een ënnerschriwwen: Di Bartolomeo. Ech weess net, ob Der dee kennt?

Deen huet deemools d'Stellungnam eragi vum Ministère de la Sécurité sociale, wéi de Ministère de la Sécurité sociale dozou steet, an en huet och d'Chifferematerial zur Verfügung gestallt fir all déi Proposen, déi deemools gemaach gi waren, wat déi géife kaschten, dass een dat alles kann nokucken.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dat ka mäi Brudder gewiescht sinn.

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Ah, kann dat Äre Brudder gewiescht sinn?

Wat deemools den Hauptpunkt war, dat war, dass dat e Konsens war, dee mat de Sozialpartner schon ausgeschwat gi war: Et ass do drëm gaangen, wat mer géife maache mat de Leit ënner 25 Joer, dass do déi éischt Prioritéit wier, déi op den Aarbechtsmarché ze integréieren, mä dass een awer och d'Méiglechkeet misst hunn, ënner bestëmmte Konditiounen och Leit ënner 25 Joer kënnen den RMG ze ginn, dass den RMG géif an dräi Deeler gespléckt ginn - en individuellen Deel, en Deel fir de Stot an en Deel fir d'Loyerskaschten - an dass och sollt verhënnert ginn, dass de Stat géif duebel bezuelen.

De Kannerdeel soll, wéi et d'OECD virgesäit, de facto 0,3 hu vun deem éischten Erwuesseenen. D'Aarbechte sollten och gekuckt ginn, fir an d'Aktivatioun ze kommen. Do soll awer net méi den RMG gekuckt ginn, mä de Loun bei 25% respektiv 50% oder 75%. A wann ee géif ganz schaffe goen, misst een och de Mindestloun garantéiert kréien an et soll och méiglech sinn, dass an engem Stot déi zwee Leit kéinte schaffe goen an dass een dann en anere Schlëssel bei der Berechnung vun de Cumulbestëmmunge géif maachen.

Et ass och drëm gaangen, dass een d'Contrats

à la journée fir déi sougenannten „Doléiner“ misst iwwerschaffen, dass een do misst kucken zesumme mam SNAS an deenen Associatiounen, déi en Agreement vum Familljeministère hunn, dass déi och d'Méiglechkeet hunn, sech do an den Agglidderungsmoosname mat eranzebrennen, an dass dat alles muss geschéie bannent dräi Méint.

D'Immunisatioun soll net ausschliisslech um Betrag vum RMG geschéien, mä haaptsächlech um Akommes, der Pai, de Renten an der Pension. Et sinn Iwwergangsbestëmmungen deemools virgesi gewiescht, haaptsächlech fir déi Leit, déi méi al ware wéi 50 Joer, fir dass sollt verhënnert, dass, wann en neie System géife kommen, déi Leit ënner dem Stréch duerno méi schlecht géifen ewechkomme wéi virdrun.

An et ass och eng Diskussioun deemools doriwuer gefouert ginn, dass et jo heiansdo méi gönschteg wier, fir am RMG ze sinn, wéi fir de Mindestloun schaffen ze goen. Do ass och op déi Remarque reagéiert ginn, wou ënner anerem och op de gratis Transport, d'Mannerbezuere fir d'Chèque-servicen an och op d'Saisien deemools higewise ginn ass, dass dat wichteg wier, do Léisungen ze fannen. Och d'Offer vun den Office-sociale misst aneschtens gemaach ginn an et misst een och do wëssen, dass och do schon haut - oder net haut, mä dat war 2013, wann ech och elo soen „haut“ - d'Méiglechkeet misst bestoen, dass den Office social kéint reagieren.

Just esou wäit, dat waren näämlech d'Ausféierungen, déi gemaach gi si vun der deemoleger Regierung, vun deenen zwee Regierungsmemberen, déi sech deemools ëm dee Projet bekëmmert hunn. Ech mengen, si stinn elo hei een hannert deem aneren, soudass mer och do nach eng Kéier kënnen herno vläicht d'Diskussioun féieren, wéi et dann deemools dozou komm ass.

Wéi de Projet hei deposéiert ginn ass, deen neie Projet vun der Regierung, hunn ech och verschide Saachen - net nëmmen ech, mä mir - och dran erëmfondt, déi elo an d'Wëeër geleet ginn, ënner anerem mat deenen zwee Erwuesseene mat den Aktivatiounsmesuren, wat och gutt ass, dass esou eppes kënnert. Et ass och gutt, dass an Zukunft Cotisation-sociale bezuelt ginn, dass domadder och Rechter entsti fir déi Leit, déi am RMG sinn. Doduerch dass se Sécurité sociale bezuelen, kréie se och Rechter, wat virdrun net méi de Fall war.

An da fänkt et awer schon un, wou mer eis net méi esou ganz doranner erëmfannen. Et ass eis virgeworf ginn, mir hätten eis ni dozou geussert. Mir hunn de 24. Abrëll 2004 (veuillez lire: 2017) Stellung geholl zu dem Gesetzesprojet an der Kritik vun der CSV zum Projet 7113, wou mer eelef Haaptkriticke geussert hunn.

Dat Éischt war d'Base de données, wou mer iwwer déi Analys geschwat hunn - et war eng Analys an Opdrag gi gi vun der Regierung -, dat war d'Analys vun der Madamm Franziskus. A wann Der do den Inhalt liest an déi Montante kuckt, déi deemools an der Analys vum Statec drastoungen, déi och effentlech virgestallt ginn ass, an Der kuckt, wat herno an der Realitéit geschitt ass, esou hu mer dach awer nach ëmmer ganz grouss Ennerscheeder festgestallt. Dat war ee Kritikpunkt. Do huet sech och näischt dru geännert.

Mir haten en zweete Kritikpunkt, dat ass, dass de Basispauschalbetrag vun de Kanner misst aneschtens duergestallt ginn. Do ass duerno en Amendement komm vun der Regierung an do ass d'Majoration forfaitaire aneschtens berechent ginn.

Mir haten e Kritikpunkt bei de Familljenzoulagen, well jo och schon am Virfeld d'Familljenzoulage geännert gi waren, dass net méi d'Staffellung pro Kand mat berücksichtegt ginn ass, mä dass e Montant unique geholl ginn ass. Och dat war e Kritikpunkt, dee mer deemools gemaach hunn, wou mer gesot hunn, dass dat net gutt wier, dass do dat vum Kannergeld elo aneschtens géif mat berücksichtegt ginn, well am Basisprojet stoungen nach déi al Kannergeldmontanten dran, nach wéi et keng Montant-unique waren, mä wéi et Staffellunge waren nom Alter.

Deen anere Status quo war dee mat der Immunisierung. Do ass et och bei deem bliwwen, wéi et war. Beim Amendement ass awer eppes réckgängeg gemaach ginn, wat mer kritiséiert haten: Dat war d'Situatioun vum Aidant informel, déi deemools zréckgemaach ginn ass. De Status quo ass bliwwen bei deem, wat mer kritiséiert hu betreffend Stage en entreprise a Contrat subsidié.

An et ass och, wat mer eis deemools gefrot hunn, ob een net och misst de Gesetzesprojet 7086 do matabezéien. Dat ass dee vun der Aide à la formation, wou bei der ADEM sollten nei Moosname geschaffe ginn, fir de Leit ze hëllefen, déi am Chômage sinn, fir erëm eran-

zokommen, well - och de Rapporteur ass a sengen Ausféierungen nach eng Kéier dorop gegaangen - een d'Leit muss mat der Hand huelen an hinnen eng Formatioun muss ginn. Mä mir haten dat och am Projet 7086, deen an der Travail gemaach ginn ass, mat dran, an do sinn och finanziell Primmen agefouert ginn, souwuel fir d'Betribler wéi fir déi Betreffen. Dat hätt een och misse zesumme kucken.

Dat anert war en Amendement, dee komm ass, wou mer reklaméiert hu wéinst der Allocation d'inclusion réduite. Dat, wat mer net seriö fonnt hunn, ass, dass, wann s de an d'Spidol gees an du bass méi laang do, da sollt gekierzt ginn. Dat ass opgrond vun engem Amendement ewechgeholl ginn.

Mir hu gesot, dass mer et net gutt fannen, wéinst deem fir der Altersarmut entgéintzewierken, wat do bei den RMG-Bezéier gemaach gëtt. Dat war déi Diskussioun, wou mer virdu gesot hunn, et misst eng Iwwergangszäit kommen an et misst och garantéiert ginn, dass d'Leit ab engem gewësse Alter net méi mat ënnert déi nei Bestëmmunge falen.

Mir hate beim Observatoire des politiques sociales kritiséiert, deen elo geschaffe gëtt, dass do d'Sozialpartner an d'Zivilgesellschaft vergiess gi sinn. Also do ass och näischt geännert ginn. A mir hate gesot, dass mir där Meenung sinn, aneschtens wéi den Här Rapporteur dat hei duergestallt huet, dass den administrativen Opwand insgesamt vill méi grouss wäert ginn, wéi dat lo de Fall ass.

Ech wëll och dozou soen - an ech kommen duerno nach drop zréck, firwat mir alleguerten déi Punkten a Fro gestallt hunn, dass een dat och verstee -, mä ech wëll just eng Kéier an Zesammenhang soen, dass mir - net wéi gesot gëtt, mir hätten iwwerhaupt kee Wuert dozou gesot - dat do gesot hunn, eng Pressekonferenz gemaach hunn an och an der Kommissioun soulevéiert hunn, dass dat eis Kritikpunkten an deem ganze Punkt sinn.

Wa mer dann drop aginn, mir hunn am REVIS, de Rapporteur huet geschwat vun 20.000 Leit, mir hunn elo probéiert, nach eng Kéier mat de Menagen ze fueren, esou wéi et och am Avis vun der héijer Kierperschaft stoung, wou den Ennerscheed gemaach gëtt tëschent de betrafene Leit an de Stéit:

Et sinn 10.193 Menagen, déi hei zu Lëtzebuerg um Datum vum Depot vum RMG profitéiert hunn. A bei deene Stéit, wëll ech awer soen, sinn 9.257 Stéit - nach eng Kéier: 10.193 profitéieren dovun -, do sinn 9.257 Stéit, wou d'Leit aktiv sinn! Déi Familljen hunn eng Aarbecht. Déi Famillje ginn enger Aktivitéit no an déi kréien déi Hëllef, e Surplus, well opgrond vun dem Berechnungsmodus, wéi en ass, dat, wat se verdéngen, manner ass wéi dat, wat den RMG oder elo an Zukunft de REVIS virgesäit, an dofir kréie se e Complement.

Dat heescht, mir bliwwen nach bei 7,2% vun de Stéit, 735 Menagen, wou alles dat, wat den Här Lamberty eis elo esou laang erkläert huet, spillt. 735 Stéit, dat si 7,2% vun all deenen Haushalter hei zu Lëtzebuerg, si vun där Situatioun betraff, wat dat heescht, ob se schaffe ginn oder net.

An da muss ee sech d'Fro stellen, ob ee fir d'Éischt net eppes hätt misse maache fir déi 9.372 (veuillez lire: 9.257), déi aus anere Grënn do sinn, an deenen hir Dossiere kucken. An dat war eppes, wat mer an eisem Projet deemools virgesinn haten, fir och deene Leit ënner gegebenen Emstänn kënnen Hëllef ze ginn, wat mer an deemem Projet net erëmfannen. Dat ass ee vun de Kritikpunkten, firwat mer och soen, dass dat net gutt ass, wat hei geschitt ass.

Da wëll ech och soen, den Här Lamberty an och eng gréisser Dageszeitung haut an och am Exposé des motifs, si komme mat all deene Punkten, wou d'Leit elo esou vill géife bäikréien! Ech beruffe mech op d'CSA, ech beruffe mech op déi héich Kierperschaft, de Conseil d'État, wat een alles kann an der Documentation parlementaire nokucken, wann ech soen, dass et do och Fäll ginn, wou d'Leit méi schlecht ewechkommen. Mä ech hu mech net domat begnügt, dat an der Theorie ze maachen, mä ech hunn och hei richtig Beispiller matbruecht vu Situatiounen, déi et haut gëtt.

Eng Mamm, déi huet 56 Joer. Si ass als Immigrantin op Lëtzebuerg komm. Si huet geschafft. Si huet e Bouf vu 27 Joer a se huet e Meedche vun 22 Joer. Deen een ass amgaangen, an der Belsch ze studéieren, an d'Meedche schafft hei an et huet seng Première 2016 gemaach. Déi Fra huet bis elo, alles zesummen, de Montant fir zwee Adulté kritt, dat waren 2.101,80 Euro beim RMG, gëtt 2.103,55 beim REVIS. Dat si ganzer 1,75 Euro weider, déi se kritt vum RMG op de REVIS. Dann huet se eng Pension d'invalidité. Et ass eng Immunisatioun gewiescht beim RMG vu 630,54 Euro, beim REVIS ergëtt dat nach

423,48 Euro. D'Pension gëtt dann ugerechent mat 1.063 Euro beim RMG a mat 1.270,45 Euro beim REVIS. De Complement, deen ze bezuele war, war beim RMG 1.038,41 Euro an ass beim REVIS nach 833,10 Euro. Dat ass eng Differenz vun 205,31 Euro brutto.

(**Mme Simone Beissel prend la présidence.**)

Dat kann elo fir een net vill sinn. Mä ech kann lech soen, wann Der mat deem dote Montant muss liewen a schaffen, dann ass dat ganz vill.

En anere Fall: E Mann, deen 52 Wochen am Congé de maladie war an deen duerno opgrond vun engem Gesetz, wou mer jo nach sollen, wa meng Informatiounen stëmmen, eng Annerung virhuelen - mä do weess den Här Engel vläicht méi - virum 26. Juli... Mä dee Mann, deen huet elo dann den RMG kritt: 1.401,17 Euro. An Zukunft kritt en de REVIS: 1.402,37 Euro, also dee fantastesche Montant vun 1,20 Euro weider! En huet eng Indemnité de chômage vun 1.540 Euro, déi bleift. D'Immunisatioun war virdu 420 Euro, déi ass elo bei deenen neie Bestëmmungen 385 Euro. Da kënnert e Complement eraus: Et waren 281 Euro beim RMG an et sinn nach 247,37 Euro beim REVIS. Dat si 34 Euro manner, dat ass net alles, mä och dat ass de Beweis, dass et erofgeet.

Eng Madamm, 55 Joer, allengerzéierend (veuillez lire: allengstoend), huet zwielef Stonnen d'Woch geschafft, huet doriwuer eraus den RMG kritt. Well se awer, d'Madamm, deen Alter schon huet, dee se huet, war kee méi bereet, hir méi e grouse Vertrag wéi zwielef Stonnen ze ginn. Déi huet 1.401,17 Euro zegutt gehat. A si huet e Salaire kritt vun 1.141,13 Euro, immuniséiert ware 420 Euro. Domat huet déi e Complement vum RMG kritt vu 680 Euro. Si kritt an Zukunft beim REVIS nach 546,52 Euro. Déi Fra verléiert 133,88 Euro. Dat dann, fir vun deenen Allengstoenden ze schwätzen, well dat hei ass eng allengstoend Fra.

An dann als lescht Beispill: Eng jonk Koppel, de Mann, 27 Joer, geet schaffen, d'Fra huet der 29 a sicht no enger Aarbecht. Déi hu beim RMG 476,54 Euro bäikritt. Déi kréien elo nach 411,70 Euro bäi. Dat ass e Minus vu 64,84 Euro.

Dat si Modeller, déi der Realitéit entsprechen. An dat ass et, wat mir an där ganzer Reform net gutt fannen. Well et si Leit dobäi, och wa keen dat wëllt héieren, déi méi schlecht ewechkomme bei deenen neie Bestëmmungen, beim RMG, wéi dat virdu beim REVIS...

(**Interruption par M. Gast Gibéryen**)

...déi beim REVIS manner kréie wéi et virdu beim RMG de Fall war. Merci Här Gibéryen.

Da wëll ech och nach eng Kéier op dat agoen, wat an der Etüd steet, déi am Opdrag gemaach gi war, fir de Referenzbudget festzleeën. Dat ass dat déckert Dokument, wat de Statec erschafft huet a wou mer och d'Chance haten, an der Chamber dodriwwer ze schwätzen, a wou och déi eenzel Fraktiounen d'Méiglechkeet haten, mat der Madamm, déi déi Etüd erstallt huet, eng Kéier ze diskutieren. Och do stelle mer fest, dass aus där Etüd erausgeet, wat eng Famill misst hunn a wat d'Leit elo kréien, an dass dat eng grouss Differenz ass an dass et do och grouss Ennerscheeder gëtt fir déi betrafte Leit an dass dat och net duergeet, fir mat deene Suen, déi do elo zur Verfügung gestallt ginn, iwwert d'Ronnen ze kommen - wéi soll ech dat soen - an der Lëtzeburgerger Economie.

Och do muss ee sech Froe stellen, ob dat dann dee richtige Wee war. Wa mer eng Etüd an Opdrag ginn hunn, fir iergendeppes ze erstellen, dann hätte mer och vläicht misse deem Rechnung droen, wat herno bei där Etüd erauskomm ass.

Ech wëll dann och do soen, wa mer vun där Etüd schwätzen, do geet et ënner anerem och ëm d'Diskussioun vun der Majoration forfaitaire, déi fir d'Kanner ugerechent gëtt, déi an engem Stot sinn. Do muss een dann och nach eng Kéier driwwer diskutieren, iwwert dat vum Kannergeld.

An erlaabt mer och do, den Här President ass zwar elo eraus, mä ech wëll da beim Kannergeld och nach op eppes zréckgoen, woumat ech lech och alleguerten heibannen esou lues wäert nerven. Mä et ass mer awer egal, ech wäert et awer nach wie vor repetéieren: 2014 hunn d'Gewerkschaften en Accord fonnt mat der Regierung, dass d'Kannergeld an d'Familljenzoulage regelméisseg sollten ugepasst ginn. Dat sollt déi éischte Kéier de Fall sinn den 1.1.2018.

Säit 2016 huet déi héich Kierperschaft den Avis dozou ofginn, och wann deen Avis net grad deen allerfeinsten an allerléifsten ass, mä et muss een awer feststellen, dass säitdem „still ruht der See“ ass. Mir haten och e Bréif geschriwwen un d'Familljekommissioun, fir doriwuer ze schwätzen. Dat ass net geschitt.

Mir hunn duerno d'Ausso gemaach kritt, dass de Ministère nach ëmmer géif op d'Donnéeé

waarde vun der Inspection générale de la sécurité sociale. An déi meescht vun lech haten d'Chance, d'lescht Woch derbäi ze sinn, wéi ech de Sozialminister dat gefrot hunn. An do huet de Sozialminister geäntwert, d'IGSS hätt dat scho laang un de Ministère weiderginn. Dat hunn net ech gesot. Ech zitziere just de Minister, deen dat d'lescht Woch hei op dëser Tribün an der Froestonn geäntwert huet.

Dofir och do meng Fro: Vu dass dat jo och eng Roll spillt fir dat, wat beim RMG geschitt, well mer jo och do bei de Kanner a bei der Immunitatioun sinn, wéll ech wëssen, wéini de Projet de loi 7003 dann elo kënnt oder ob d'Regierung wëll esou huet, dee Projet zréckzeziehen, well de Conseil d'État enner anerem geschriwwen huet, dass dee Projet de loi superferatoire wier.

Mä da muss ee sech jo d'Fro stellen, ob d'Regierung net misst zréckgoe bei hire Partner, mat deem se 2014 déi Arrangementer fonnt huet. Et ass op alle Fall komesch, wann een en Arrangement trefft an do huet ee sech engagiert fir eppes an duerno mécht een dat net. Och dat gehéiert indirekt duerch d'Kannerbetreuung an dee ganze Projet vum RMG mat eran.

Ech hunn dat nach eng Kéier gesot vun der Diskrepanz. Dat kënnt Der och nach eng Kéier noliesen, net nëmme meng Beispiller, déi ech lech elo virdu gesot hunn, mä Dir kënnt dat do och alles noliesen am éischten Avis vum Statsrot respektiv bei deenen eenzelen Berufsgruppen, déi och eng Kéier opgrond vun hire Rechebeispiller ganz kloer beweisen, dass e Verloscht entsteet; mat engem Ennerscheid, an ech wëll do kengem ze no trieden, déi hunn dat just mathematesch gekuckt. Ech hu gekuckt opgrond vu besteënden Dossieren, déi et de Moment gëtt, wéi et mat deem ale Gesetz ass a wéi et mat deem neie Gesetz ass.

Madamm President, Dir Dammen an Dir Hären, duerch deen neien Immunisationssystem, wou virdu 30% immuniséiert gi si vum RMG, mä elo 25% vum Akommes, hu verschiddeener vun deene Leit d'Chance, méi kënne schaffen ze goen an dann och méi Geld ze kréien.

Mä do läit och an anere Problem: Da muss och déi Méiglechkeet gebuede sinn, dass déi Leit hir Aarbechtsvertrag kënne änneren, dass déi Leit kënne méi schaffe goen. An et ass ganz oft esou, dass et Deelzäitvertrag sinn. A wann déi Leit froen, si géife gären de Vertrag verlängert kréien, da stelle se fest, dass d'Offer net do ass, fir dat kënne ze maachen. Dofir ass et och vläicht einfach ze soen, et muss een alles direkt kënne änneren. Mä et ass och bei deene Leit oft e Problem, dass net genuch Stonnen an de Betriber respektiv bei Privatstéit do sinn, fir déi Leit kënne weider ze beschäftegen.

Mir sinn och där Meinung, dass déi Aktivationsmesurë vläicht am Ufank kënne en Effekt hunn. Mä gläichzäiteg wäert ee sech awer d'Fro stellen, ob et net illusoresch ass ze mengen, dass déi 7,2% vun de Stéit, déi de Moment kenger Beschäftigung noginn, déi Méiglechkeet kréien, och wa mer elo hei esou schéi vun där neier beruflecher Agliderung geschwat hunn, déi soll kommen, a gläichzäiteg vun de Moosnamen, déi geschaaft (veuillez lire: déi ofgeschaaft) gi sinn, wéi, ech hunn et scho virdu gesot, de Stage en entreprise oder de Contrat subsidié. Mer sinn dann och amgaangen, eng Konkurrenz ze maache fir d'Solidarwirtschaft, déi de Moment schonn do ass, déi jo och esou Leit beschäftegt an och probéiert, déi Leit ze integréieren.

An ech sinn dann och e bësse verwonnert, dass dat elo als Allheilmittel dohinnergestallt gëtt. Well et muss ee jo wëssen, ier een dann am RMG ass, muss ee jo schonn ziewelef Méint bei der ADEM agedroe gewiescht sinn. Wann d'ADEM et virdu ziewelef Méint laang net fäerdigbruecht hat, déi Leit an eng Beschäftigung ze kréien, ier se an den RMG gefall sinn, muss ech lech soen, dann ass awer och schonn e Problem do bei der ADEM. An da muss ee sech och d'Fro stellen, firwat et dann déi ziewelef Méint gedauert huet.

An am Rapport, dee mer d'nächst Woch, wann ech dat richtig am Kapp hunn, heibannen diskutéieren iwwert de Bericht vum Ombudsmann oder der Ombudsfra, pardon, do gëtt...

► **Une voix.** - Et ass ëmmer Ombudsmann.

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Et ass ëmmer Ombudsmann... Okay, Dir hutt mech verstanen!

Och do gëtt ennerstrach beim Kapitel vun der ADEM, dass bei der ADEM net genuch Leit sinn, fir d'Betreiung ze maachen, an dass de Koeffizient vun der Betreiung vun de Chômeuren ze héich wier. Hei soe mer elo, dass hei nach esou vill zousätzlech Saachen derbäikommen, a mir hunn awer elo schonn net déi Leit, fir där Situatioun beim RMG Rechnung ze droen.

En anere Problem, dee sech erauskristalliséiert, dat ass dee vun der Composition de ménage.

Och do haten déi héich Kierperschaft an och mir drop opmierksam gemaach - Dir musst dat jo wëssen -, dass, wann haut een den RMG kritt, et huet een zwee Kanner, déi an d'Schoul ginn, an op eemol huet eent d'Chance, et gëtt fäerdeg, et fänt u mat schaffen, no engem gewëssenen Delai dann dem Bouf oder dem Meedche säi Revenu mat agerechent gëtt fir de Revenu de ménage. An da kënnt et och alt emol vir, dass d'Mamm oder de Papp seet: „So, du hues besser, du gees net schaffen“, oder: „Sich der eng eege Wunneng“, an Dir wësst jo awer, um Wunnengsmaat ass et hei zu Lëtzebuerg net esou einfach, „well wann s du hei wunne bleifs, gëtt däi Revenu, deen s du elo kriss, matgerechent, fir den RMG ze kréien.“ An och do wier et wichteg gewiescht, eng Léisung ze fannen.

An do hu si jo net nëmme bei eis, mä och bei deenen anere Fraktiounen virgesprach, a virun allem och déi Institutionen, déi sech och ëm eis Immigrante bekëmmere, ëm eis Flüchtlinge bekëmmere, hunn drop hingewisen, dass dat e Problem fir si ass, dass dann op eemol, wa se esou een ophuelen, déi Leit hir Rechter verléieren, respektiv an deem anere Fall, wann een doheem wunne bleift iwwer eng länger Zäit, dass een och dann de Problem huet, dass d'Elteren dat dann do berücksichtegt kréien, wa se bis dohinner den RMG kritt hunn.

An et ass dat, wat mer awer och kritiséieren, dass mer do net zesumme gekuckt hunn, fir eng aner Léisung an en anere Moyer ze fannen, well et Touchen och do Proposen, méndlech op alle Fall, mat um Dësch.

A wa mer do vum Wunne schwätzen, wëll ech och soen, mir mussen jo och vun der Altersarmut schwätzen. Och wann d'Altersarmut net méi dee gréisste Problem ass, wéi dat nach bei der Aféierung vum Projet de Fall war, well d'Altersarmut opgrond vu verschiddeenen Ännerungen, déi am Pensionssystem komm sinn, aneschters ginn ass, an och well et zanter 1982 net méi méiglech ass, d'Suen ausbezuelt ze kréien, wat oft bei de Fraen zu Altersarmut gefouert huet. Si hunn d'Suen ausbezuelt kritt, fir d'Haus ze kafen am Stot. A wann et duerno schifgaangen ass, waren d'Sue fort an d'Haus mat. An dat ass mat deenen neien Dispositionen a fir all déi Leit, déi no 1984 ugefaangen hunn, net méi de Fall gewiescht. Op alle Fall sinn déi Suen dann nach do. Mä mir hunn och do nach ëmmer e Problem an dat läit och um Wunnen an och um Wunnengsmarché fir eis eeler Leit.

An do wëll ech och nach eng Kéier soen: Et geet eis jo net drëm, fir d'Mënschen ze bekämpfen - ech huele jo emol un, dass dat de Sënn vun der Politik ass -, mä fir d'Aarmut ze bekämpfen. An och do wier et wichteg, dass mer méi Better géife schafen. An dat huet näischt mat Wunnengen ze dinn, mä dat huet mat Better ze dinn an den Alters- a Fleegeheim. An och do sinn ech e bëssen iwwerrascht iwwer alles dat, wat elo am REVIS mat gesot ginn ass an och an den Debatten.

Dës Regierung huet vun 2013 bis 2017 - dat huet se an enger Question parlementaire u mech geäntwert - 600 Better geschaaft. Ech wëll do soen: Vun 2013 bis 2017 si wierklech 600 Better bäikomm, awer eleng 484 am Joer 2013. D'Joer 2013, ech sinn net méi ganz sécher, mä ech hat gemengt, bis de 5. Dezember 2013 wier nach eng CSV/LSAP-Regierung do gewiescht an et wier eréischt de 6. Dezember 2013 gewiescht, wou déi nei Regierung ugefaangen huet.

Wann also scho 484 Better eleng am Joer 2013 gemaach gi sinn, géif dat dozou féieren, no der Mathematik, esou wéi ech se emol nach an der Grondschoul oder an der Primärschoul geléiert hunn, dass duerno nach 116 Better geschafte gi sinn an de Joren 2014 bis 2017 nach mat.

An da muss ee sech awer do Froe stellen, wa mer do scho vum Alter schwätzen an dovun, dass mer och eppes maache fir déi Leit am Alter an deene Méiglechkeete ginn, da si mir der Meinung, a mir hunn dat ëmmer gesot an ech wäert dat och muer de Mëtten nach eng Kéier widerhuelen um fënnef vir sechs dorëmmer, wa mer beim Projet si fir d'Déifferdenger Altersheim, dass et wichteg ass, dass do eppes geschitt, an dass mer do elo während deene fënnef Joer also, wéi gesot, just 116 Better gemaach hunn.

A wann een dann och nach kuckt, wien déi Better geschaaft huet, da wäert een och nach feststellen, dass do och nach oft Privatleit derbäi sinn, Privatinstitutionen derbäi si wéi d'HPPA an och nach anerer, fir déi ze nennen, déi déi Better geschaaft hunn, an dass et do och wichteg wier - an dat géif och zu der Aarmutbekämpfung bäidroen -, wann déi Leit Wunnenge géife kréien zu anere Bedéngungen, wéi se de Moment hunn. A gläichzäiteg géifen aner Wunnenge fräi gi fir de Marché, och dat als Klammer, well och dat gehéiert mat an d'Diskussioun zu dem REVIS derbäi.

Madamm President, Dir Dammen an Dir Hären, des Weideren, an ech soen et nach eng Kéier, si mer der Meinung, dass déi nei Opdeelung, déi Koordinatioun tëschent ONIS, ADEM an all deenen aneren Administratiounen am Ufank ganz einfach a ganz gutt kléngt, mä dass mir der Meinung sinn, dass et, prozedural gesinn, vill méi e grouse Problem wäert ginn, well elo vill méi Administratioune matenee verbonne sinn.

An déi Gemengemammen an déi Gemengepappen, déi heibanne sinn, déi wësse jo schonn, wat se alles amgaange sinn an hiren Office-sociale mussen ze ännere fir déi nei Aufgaben, déi do op si - net direkt, mä indirekt - zoukommen, fir déi Büroen esou auszestafféieren, soudass nach méi Personal Plaz huet, fir dat do op där Plaz ze maachen. Et muss ee sech also och do d'Fro stellen, ob dat de richtige Wee ass, fir an déi Richtung ze goen, ob et net besser gewiescht wier, do e Guichet unique ze schafen. E Guichet unique, deen net nëmme an eiser Diskussioun mat dra war, mä wou och déi héich Kierperschaft ugedeit hat, dass et wichteg wier, fir och do ze kucken, fir e Guichet unique ze kréien, fir kënne all deene Mesurë Rechnung ze droen.

Dir Dammen an Dir Hären, Dir verstitt also, dass d'CSV dësem Projet d'Zoustëmmung net ka ginn, well mer eben net averstane si mat all deene Punkten, déi ech lech elo grad erkläert hunn. A wann Der nach méi Informatiounen wëllt, also wéi gesot, d'Dokumentatioun vun 1986 ass nach an den Archive vun der Chamber erëmfannen. Da wier et net schlecht, wann Der lech dat alles géift uliese goen, well do gesäit een déi interessantste Saachen an déi interessantste Virschléi.

A falls wierklech den Avant-projet de loi vun 2013 vun där aler Regierung - wat déi wëlls hat ze maache beim RMG -, wann dee wierklech komplett verschwonne ass an néierens méi opzedreiwene ass: Also ech hu kee Problem, ech hunn nach eng Kopie dovun, an och vun der Stellungnam vum Sozialministère. Wann Der déi an de Ministère net erëmfant, da kënnt Der mir uruffen, ech kann lech nach eng Kopie ginn.

An da kann een och do kucken, wat déi fréier Regierung wëlls hat an dass et net esou ass, dass déi fréier Regierung iwwerhaapt keng Idien hat, fir an där Matière do virzegoen, mä dass dat och schonn alles an der Prozedur war, dass mer ebe just net méi d'Geleeënheet kritt hunn, aus deenen Ursachen, déi mer all kennen, fir dat dann och duerno kënne an d'Tat ëmzesetzen.

Dat alles gesot, Dir Dammen an Dir Hären, wëll ech lech och soen, dass ech eng Motioun deposéieren. Ech hu se de Moment eleng ennerschriwwen. Mä Dir kënnt zouversichtlech sinn, dass ech bei deenen 23 CSV-Deputéierten der nach véier fannen. Mä et kéint jo emol vläicht sinn, dass och nach aner Fraktiounen heibannen déi Motioun mat deelen. Et geet drëm, dass mer no zwee Joer sollen eng Analys maachen an dass et dann och wichteg wier, Ännerunge virzehuelen um REVIS. An et geet awer gläichzäiteg drëm, dass mer sollen driwwer nodenken, e Guichet unique fir allegueren déi Leit an de Service unique ze kréieren.

Wann ech gelift, Madamm Presidentin.

#### Motion 1

La Chambre des Députés,

- notant que le projet de loi en question instaure un revenu d'inclusion sociale (ci-après REVIS);

- sachant que la structuration institutionnelle et administrative de la mise en œuvre du REVIS et du suivi des demandeurs est très complexe;

- considérant que le nouveau système initié par le projet de loi implique une multitude d'acteurs et interlocuteurs;

- notant que le Conseil d'État dans son avis en date du 20 mars 2018 fait souligner que «le dispositif, tel que prévu par le projet sous examen, présente une complexité certaine dans la mesure où le demandeur du REVIS, socialement et financièrement fragilisé, se retrouvera entre le Fonds, à qui il devra s'adresser pour faire sa demande, l'ADEM, qui sera chargée d'établir son profil socioprofessionnel, l'ONIS, qui coordonnera les mesures d'activation sociale, les agents régionaux d'inclusion sociale évoluant sous les offices sociaux qui assureront sur le terrain la mise en œuvre de ces mesures, ainsi que toutes les autres instances qui interviendront dans la détermination des paramètres du dossier de demande et de suivi des bénéficiaires du REVIS, et finalement, le Fonds pour le calcul des montants du REVIS et sa liquidation»;

- constatant que le Conseil d'État demande dans le même avis de prévoir la création d'un véritable «guichet unique» pour les demandes et le suivi des demandeurs du REVIS;

- convaincue qu'il faut établir un système cohérent entre les différents dispositifs mis en place

afin d'en assurer une meilleure compréhension pour les demandeurs concernés;

- soulignant que les nouveaux dispositifs devraient accomplir de façon efficiente leurs fonctions et missions;

invite le Gouvernement

- à présenter à la Chambre des Députés au plus tard deux ans après la mise en vigueur de la loi une évaluation du revenu d'inclusion sociale;

- à procéder, le cas échéant, à la création d'un guichet unique.

(s.) Marc Spautz.

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci, Här Spautz.

► **M. Marc Spautz (CSV).** - A wa keen anere méi do ass, sot Der mer Bescheid, da bréngen ech lech déi fënnef Leit, fir se ze ennerschriwwen.

Ech soen lech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

► **Une voix.** - Ee geet duer.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci, Här Spautz. Ech ginn lech Akt vun Ärem Depot. Als nächste Riedner hunn ech den Här Gilles Baum ageschriwwen. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Gilles Baum (DP).** - Madamm Presidentin, Kolleeginnen a Kolleegen, mat dësem Gesetz iwwerschreide mer haut de Mëtteg eng weider wichteg Etapp vun enger globaler Politik, déi et zum Zil huet, géint d'Aarmut a géint déi sozial Ausgrenzung virzegoen, déi de Leit ënnert d'Äerm gräift, deene Leit, déi Hëllef brauchen, mat geziilte Mesurë géint d'Aarmut an och ganz besonnesch géint d'Kanneraarmut.

Do niewendru ginn et cibléiert Sozialleeschungen, an dat besonnesch fir elengerzéiend Elteren an hir Kanner. Eppes virop: De REVIS ass keng Stigmatisatioun. De REVIS ass eng Hëllef a mir huelen d'Leit do of, wou se stinn. Mam REVIS gëtt gekuckt, wat d'Leit kënne, wat d'Leit brauchen, wat fir Kompetenz si hunn, awer och, wat fir eng Problemer dass d'Leit kënne hunn.

Mir wëlle kee lénks leie loossen a mir wëlle jiddwerengem Hëllef ubidden, deen Hëllef brauch. Mir mussen d'Leit ennerstëtzen, fir dass och si en Deel vun der Gesellschaft kënne bleiwen. Mir mussen d'Leit ennerstëtzen, sief dat duerch Formatiounen oder sozial an therapeutesch Mesuren.

Wann d'Leit bei der ADEM respektiv um Aarbechtsmaat net Fouss kënne faassen, dann ass et, well se Schwächen hunn, déi esou grouss sinn, dass se en Hindernis sinn, fir si op den Aarbechtsmaat ze integréieren. Duerfir ass et wichteg, dass déi Leit duerch vill méi sozial enkadriert an orientéiert Mesuren erëm sozial stabiliséiert ginn, fir dann erëm de Wee an d'Aarbechtswelt kënne zréckzefannen.

D'Mesurë vum REVIS kann ee vergläiche mat engem Haus mat verschidde Stack: Um éischte Stack géift Der den ONIS fannen, um zweete Stack d'ADEM an um drëtten Stack den Aarbechtsmaat. Um Rez-de-chaussée gëtt vun all Persoun de Profil gemaach, vun hire Kompetenzen, an et gëtt och gekuckt, wat fir eng Problemer dass d'Leit hunn, fir hinnen ze hëllefen. Dat kënne psychesch Problemer sinn, dat kënne Drogenproblemer oder Alkoholproblemer sinn. Duerno gëtt dann decidéiert, ob déi Persoun kann op den éischte Stack kommen, dat heescht bei den ONIS, oder op den zweete Stack bei d'ADEM.

Wann een um éischte Stack ass an et ass een en fin de mesure, wann een ofgeschloss huet mat deem, wat engem ugebuett ginn ass, dat heescht net onbedéngt, dass ee muss dann op den Aarbechtsmarché kommen. Neen, et kann duerchaus sinn, dass een och weider kann an enger Mesure betreit ginn. Et heescht also net onbedéngt, dass d'Enn vun enger Mesure beidit, dass ee muss op de Marché (veuillez lire: op den éischten Aarbechtsmarché) kommen.

Wann ee ka schaffen, wann d'Gesondheet et erlaabt, da sollt een op der ADEM an eng Mesure kommen, déi et erméiglecht, e Beruf ze léieren oder eng Formatioun ze maachen, fir dass een op den Aarbechtsmarché kënnt.

Mir wëllen net, dass d'Leit doheem bleiwen, dass se eleng bleiwen an d'Gefill hunn, net zu der Gesellschaft derzougeheieren. Den ONIS proposéiert duerfir eng Mesure d'activation, déi bei ee passt, well mer der Meinung sinn, dass jiddwereen eppes zu eiser Gesellschaft ka



bäidroen. Aktivéieren, dat heescht, owes eppes doheem ze erzielen hunn, dat heescht awer och, eppes erlieft ze hunn. An ech mengen, et ass einfach ganz valorisant, wann een eppes mécht.

D'Aktivatioun ass awer och, sech hëllef loos- sen, wann een Hëllef brauch, bei engem psychesche Problem, bei engem Drogeproblem, bei engem Alkoholproblem. D'Aktivatioun, dat kann awer och e Sproochecours sinn, zum Beispill fir e Refugié, deen nei am Land ass. An et ass d'Qualitéit vum Encadrement, déi ausschlaggebend ass fir d'Reussite vun enger Mesure.

D'Mesurë bei der ADEM sinn net sozial enca- dréiert. Do ass e Viraarbechter, deen de Leit d'Handwierk souzesoe bäibréngt. Beim ONIS sinn awer Psychologen, Educateuren, ARISE mat um Wierk, fir d'Leit ze stabiliséieren. A grad an déi dote Qualitéit wëlle mir massiv in- vestéieren.

Déi Jonk ënner 25 Joer si bewosst net am REVIS, well mir wëllen déi Jonk net incitéieren, mat der Schoul ofzebriechen. Mir wëllen deene Jonke keng falsch Incentive ginn. A mir hätte gären, dass déi Jonk alleguerten en Ofschloss maachen, fir herno kënnen an de Beruff eran- zegoen, an dass se kënnen eppes léieren.

Fir déi Jonk gëtt et eng ganz Rei aner Encadre- mentsmesuren:

Fir d'Éischt emol d'Garantie pour la jeunesse. D'Garantie pour la jeunesse, dat ass en Zesum- mespill tëschent der ADEM an dem SNJ, déi probéieren, deene Jonken, déi am Chômage sinn, ze hëllefen, hire Wee ze fannen. An déi Partner, déi engagéiere sech, soubal wéi ee sech ageschriwwen huet, an Zäit vu véier Méint deene Jonken eng richtig Perspektiv ze bidde fir hir Zukunft. Och wann d'Garantie pour la jeunesse net onbedéngt eng Aarbecht verspricht, esou verspricht se awer eng indivi- duell Betreuung, eng individuell Prise en charge, déi op Mesure an op d'Perséinlechkeet vun deem Jonke sur mesure adaptéiert ass.

Da gëtt et nach de Contrat d'initiation à l'em- ploi vun der ADEM. Deen huet zum Objektiv, deene Jonke während der Aarbeitszäit eng praktesch Formatioun ze ginn, fir se kënnen um Aarbeitsmarché ze integréieren.

Da gëtt et d'Maison de l'orientation. Do sinn eng ganz Rei Spezialisten, déi zesummeschaf- fen. Déi Servicer sinn alleguerten an engem Haus regroupéiert, kënne sech also deemno beschtens austauschen, fir no dem Interêt vun der Persoun, hire Capacitéiten, hire Kompetenz se ze informéieren iwwer déi Formatiounen, déi se kéint maachen, déi Formatiounen, déi op si zougeschnidde wäeren.

Ee Wuert och zu de Montante vum RMG. Schaffe muss sech nees lounen, mä och déi Leit, déi net op den éischten Aarbeitsmarché kënnen kommen, mussen gehollef kréien. De REVIS schaaft reell Incentiven. Den aktuelle Sys- tem motivéiert d'Leit net wierklech, fir vum RMG lasszekommen. Am Moment ass et esou, dass eng Aktivatioun vun 10 Stonnen am RMG quasi datselwech bréngt wéi eng Aktivatioun vun 20 Stonnen.

De Sënn vum REVIS dierf et net sinn, déi Be- traffen dauerhaft ofhängeg ze maachen, mä hinne reell Optiounen unzëbiden, wéi si erëm Fouss faassen um Aarbeitsmarché a wéi si hiert Liewe kënnen selbstänneg erëm an de Grapp huelen. Duerfir gi positiv Incentive ge- schaaft, fir dass d'Leit och erëm motivéiert ginn, fir ze schaffen. Och fir déi sozial Inklusioun ass et wichteg, dass d'Leit eng Beschäfte- gung hunn. Schaffen heescht näamlech net nëmmen, Suen ze verdéngen, mä schaffen ass och, en Deel vun eppes ze sinn, sozial Kontak- ter ze fleggen an och eppes zu der Gesellschaft kënnen bäiziedroen.

Huele mer elo zum Beispill de Fall vun enger elengerzéierender Persoun, also engem Stot vun engem Erwuessene mat zwee Kanner zum Bei- spill. Mam REVIS wäert déi Persoun bal 420 Euro méi zegutt hu wéi virdrun, wa si 40 Stonne schafft respektiv aktivéiert gëtt.

Ausserdeem wäert et och esou sinn, an dat ass mer immens wichteg, dass deen zweeten Erwuessenen am Stot wäert kënnen schaffen goen. Mam RMG war et jo esou, dass d'Aktiva- tioun vun der zweeter Persoun mat sech bruecht huet, dass se de Plaffong vum Barème erreicht oder iwwerschritt huet. Domadder sinn zu engem ganz groussen Deel Fraen an der Ofhängegkeet an an der Aarmut gehale ginn. Dat gëtt elo ofgeschaaft. Domat ass elo Schluss!

An deem Kontext muss een awer och vun engem Budget de référence schwätzen. Eng

Etüd vum Statec huet d'Grondbesoinen identi- fizéiert, déi eng Persoun oder e Stot brauch, fir kënnen aktiv un der Gesellschaft deelzehuelen. D'Etüd ass der Fro och nogaangen, wat eng Persoun oder e Stot brauch, fir kënnen en ein- facht, mä e sozial aktiivt Liewen zu Lëtzebuerg ze féieren.

An deem Kontext ass et ganz wichteg ze ën- nersträichen, dass een de REVIS net dierf iso- léiert kucken, mä et muss een de REVIS kucken am Package mat enger ganzer Rei vun aneren Transferleeschungen: d'Allocation de vie chère zum Beispill, déi reforméiert ginn ass a wou elo vill méi Leit dierfen drop zrëckgräifen, d'Sub- vention de loyer och, déi lassgekoppelt ginn ass vum REVIS, wann eng Persoun e Loyer be- zitt.

Ech denken och un déi gratis Kannerbetreuung fir d'Kanner vun engem bis véier Joer. Dat sinn 20 Stonnen d'Woch, wa se d'Formation pluri- lingue matmaachen, an déi Leit, déi finanziell net esou gutt gestallt sinn, déi kënnen souguer bis zu 30 Stonnen d'Woch vun dëser Mesure profitéieren. Dann hu mer natierlech och nach déi gratis Schoulbicher fir déi méi Grouss, an d'Méiglechkeet fir d'Persoun, fir och vum öffentlechen Transport ze profitéieren, an zwar gratis.

Ee besonneschen Akzent gëtt awer och op Fa- millje mat Kanner geluecht, an hei besonnesch déi Elengerzéierend, déi deem gréissten Aar- mutsrisiko an eiser Gesellschaft ënnerleien. D'Part enfant vum REVIS gëtt ganz daitlech eropgesat.

Madamm Presidentin, déi heite Majoritéit an der Chamber an an der Regierung huet vum Ufank vun der Legislatur un dräi grouss Ziler verfollegt: eng familiëfrëndlech Politik, ge- kennzeechent duerch eng ausgepräagte Sozial- politik, méi Steiergerechtkeet duerch déi duerchgefouert Steuerreform, an: Dës Majoritéit an der Chamber gëtt elo och de Leit, déi am RMG wäeren, d'Méiglechkeet, méi Suen ze ver- déngen. Dat nennt ee Leeschtungsgerech- tegkeet!

Sozial Gerechtegkeet, Steiergerechtkeet, Leeschtungsgerechtkeet: Ech mengen, dës DP-LSAP-Gréng-Koalitioun huet hir Hausaufga- ben um Niveau vun der Sozialpolitik gemaach an dat méi wéi erreicht.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Gilles Baum (DP).** - Just ee Wuert, fir dem Kolleg Marc Spautz Merci ze soe fir dee Luuf, deen e mer ginn huet: Dat deet natier- lech ëmmer gutt, Här Spautz. Et war awer net esou, dass ech d'Impressioun hat, dass mer an der Kommission esou geraibert hätten. Et war heiansdo animéiert, mä ech sinn net esou em- pfindlech. Do kënn Der berouegt sinn!

Ee Wuert och nach just zum Statsrot: De Fait, dass ech beim Statsrot war, huet eis einfach er- laabt, fir méi séier Kloeerheet ze kréien, fir méi séier mat deem Gesetzestext weiderzekom- men, duerchzekommen. Dir kënn lech erënne- ren: Ee streidege Punkt war zum Beispill d'Commission nationale pour la protection des données, wou mer net genau woussten, a wat fir eng Richtung dass mer do géife goen. Ech géif awer vun dëser Plaz aus den Hären an Dammen aus dem Statsrot, déi derbäi ware bei där Sëtzung, ee ganz, ganz grouse Merci soen.

E ganz grouse Merci wéilt ech awer och alle Kommissiounsmembere soen, déi ganz aktiv an op eng ganz fair Aart a Weis un deem Projet matgeschafft hunn. E ganz grouse Merci och un d'Madamm Weinand, un den Här Bissener an un d'Madamm Heuertz vum Familljeminis- tère, déi a quasi alle Sëtzungen derbäi waren a mat hirer Kompetenz an hirem Wëssen eis awer an deenen engen oder anere Situatiounen konnte ganz wichteg Erklärungen ginn.

Zu gudder Lescht och e Merci un den Här Jean- Paul Bever, dee wéi ëmmer ganz, ganz fläisseg geschafft huet, fir dës Rapport fäerdeg ze kréien, well, ech mengen, mir wëssen alleguer- ten, dass mer an alleguerten de Kommissioun- en um Enn vun der Legislaturperiod awer trotzdem ënner Zäitdruck sinn.

Domadder géif ech lech alleguerten heibanne Merci soen an ech géif och dann den Accord vun der Demokratescher Partei zum REVIS ginn.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Une voix.** - An d'Motioun nach vläicht.

► **M. Gilles Baum (DP).** - An eier ech fortginn - im Eifer des Gefechts -, géif ech gären der Ma- damm Presidentin eng Motioun hannerleeën, déi sech bal grefféiert op déi, déi hannerluecht ginn ass vun de Kollege vun der CSV. Mir pro- poséieren, no dräi Joer den Dispositif vum REVIS ze analyséieren an dann eventuell Amendemen- ter ze maachen. Ech mengen,...

► **Une voix.** - Mir sinn eis eens.

► **M. Gilles Baum (DP).** - Ech mengen, Här Spautz, mir ginn eis mat deenen zwou Mo- tiounen hei eens. Voilà, wann ech gelift.

**Motion 2**

*La Chambre des Députés,*

*considérant*

- que le projet de loi n°7113 relatif au Revenu d'inclusion sociale (REVIS) vise à redynamiser le dispositif du Revenu minimum garanti (RMG),

- que le REVIS tient compte de certaines difficultés d'application nécessitant davantage de précisions, respectivement une simplification de la structuration des prestations,

- que le REVIS entend lutter contre l'exclusion sociale en assurant des moyens suffisants d'existence et des mesures d'activation professionnelle et sociale,

- que le REVIS vise à soutenir de manière ciblée les groupes socio-économiques les plus vulnérables, notamment les familles avec enfants et les familles monoparentales qui connaissent un risque de pauvreté grandissant,

- que le REVIS améliore la cohérence entre les poli- tiques d'activation sociale et d'insertion au mar- ché de travail,

- que le REVIS vise la pleine participation des bé- néficiaires à tous les aspects de la vie en société,

- que l'accompagnement des bénéficiaires du REVIS dans le respect de leurs compétences et de leur situation personnelle nécessite des mesures d'activation ciblées et adaptées aux besoins des bénéficiaires,

- que la réussite des mesures d'activation repo- sera sur la qualité de l'encadrement des bénéfi- ciaires,

- que les objectifs du REVIS ne peuvent être at- teints que si le dispositif est régulièrement adapté aux réalités économiques et sociales,

invite le Gouvernement

- à dresser une évaluation du nouveau dispositif REVIS après une période de trois années,

- à présenter, le cas échéant, des propositions d'adaptation.

(s.) Gilles Baum, Taina Bofferding, Claude Lamberty, Sam Tanson.

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci.

► **M. Gilles Baum (DP).** - Den Här Halsdorf huet just proposéiert: dräi plus zwee. Ass et esou? Et ass gutt! Et ass an der Rei. Merci.

**(Brouhaha)**

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci dem Här Baum. Ech ginn Akt vun dem Depot vun Ärer Motioun. An als nächst Riednerin hunn ech d'Madamm Taina Boffer- ding ageschriwwen. Madamm Bofferding, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Taina Bofferding (LSAP).** - Merci. Dir Dammen an Dir Hären, eng effikass Aar- mutsbekämpfung, méi Sue fir d'Familljen, zousätzlech Ënnerstützung fir elengerzéierend Fa- milljen a geziilt Mesurë fir eng besser Integra- tioun an d'Gesellschaft an an den Aarbeits- marché, dat verspricht d'Reform vum RMG.

De Kampf géint den Aarmutsrisiko an d'Ongläichheeten, dat ass e permanenten, och fir e Land wéi Lëtzebuerg mat engem héije Wuelstand, well vill Leit befanne sech a prekäre Situatiounen, sief dat, well se keng Aarbecht hunn, se weéng verdéngen, nom Ofzëie vum Loyer Enn des Mounts näischt méi iwwreg ass, oder denke mer nach un déi Leit, déi iwwer- haapt guer keen Daach iwwert dem Kapp hunn.

Dat bréngt mat sech, dass et ëmmer eng Rei Leit gëtt, a leider och ëmmer méi, déi zrëck- bleiwen an op Hëllef vun der Gesellschaft zäitweilig oder dauerhaft ugewise sinn. Esou villfältig wéi och d'Facettë vun der Aarmut an der Prekaritéit sinn, esou verschidde mussen och hir Léisunge sinn.

Den RMG ass fir eis Sozialisten e wichtege Moyen zur Aarmutsbekämpfung. D'Zil dovun- ner ass et eben, deene Leit ënnert d'Äerm ze gräifen, deenen hiert Akommes ënner engem bestëmmten Existenzminimum läit. Den RMG ass eng Ergänzung vun engem dach schonns ganz knappen Haushaltsbudget. D'Caritas weist ëmmer erëm, an dat zu Recht, an hire Publikatiounen drop hin, dass et „een RMG- Empfänger“ oder souzesoen „deene RMG- Empfänger“ iwwerhaapt net gëtt. Villméi geet et ëm d'Notzëisser vun enger Allocation com- plémentaire oder enger Indemnité d'insertion.

Den RMG bezeechent de Montant, de Seuil, ënnert dee kee fale soll. Et ass dat lescht so- ziaalt Netz, wat verhënnere soll, dass Leit mat engem niddregen Akommes an d'Aarmut fal- len, well aarm trotz Aarbecht ass fir vill Leit lei- der eng Realitéit. Mir schwätzen haut iwwer

Leit a ganz besonnesch iwwer hir Situatioun, déi wuel kaum ee vun eis heibanne kennt, sécherlech awer deen een oder anere Concer- néierten.

Wat bedeit et eigentlech, mam RMG mussen ze liewen? Där Fro ass d'„Stëmm vun der Strooss“ d'lescht Joer an hirer Juli-Ausgab no- gaangen. An ech wëll elo gären en Extrait aus där Ausgab zitéieren, fir dass jiddweree sech e Bild kann driwwer maachen, iwwer wat mer iwwerhaapt hei schwätzen, a well ech och gär mat de Prejugéë wëll opraumen, deenen dach leider allze oft déi Concernéiert eben ausgesat sinn.

Ech zitieren hei aus engem Temoignage vun engem, deen hei eben en Artikel aus där Aus- gab geschriwwen huet: „Eigentlech ass d'Liewe mam RMG en éiwege Kampf. Fir d'Éischt kämpft een ëm d'Iwwerliewen, well de soziale Minimum geet net duer, fir ze iwwerliewen. All Dag muss ee sech upassen. Bei sengen Ausga- ben dierf een d'Grenzen net iwwerschreiden. All Dag muss een derfir suergen, dass ee ge- sond bleift, well onnéideg Ausgabe wéi zum Beispill Dokterrechnungen dierf een op kee Fall hunn. All Kéiers, wann dann eben d'Jores- ofrechnung fir Heizung, Strom an esou weider kennt, muss ee sech de Kapp zerbréchen, wéi een et soll maachen, fir eben net a Verzug ze kommen.“

E weideren Temoignage seet, dass eng Majoritéit sech dach beméit, esou weénege wéi néideg vum System kënnen ofhängeg ze sinn an esou schnell, wéi et nëmme méiglech ass, och erëm en normalt Liewen, Aarbeitsliewe kënnen ze féieren. An aus eegener Erfahrung bestätegt hei den Auteur vun deemem Artikel, kann e bestäte- gen, dass vill Diere sech verschléissen, déi vläicht fir déi soi-disant „normal Leit“ éischerter eng Selbstverständlechkeet sinn a fir déi méi breet op sinn.

En zitéiert hei d'Beispill vum Logement, dass et dach eng Schan wär, wann een d'Annoncé kuckt, dass oft do ze liese wär «RMG s'abstenir s'il vous plaît». E weidert Beispill gëtt och den Auteur vun deemem Artikel, dat bei der Sich no der Aarbecht, dee seet, dass et extrem schwie- reg wär, eben um regulären Aarbeitsmarché eng fest Aarbeitsplaz ze fannen, well souguer wann een d'Chance hätt, emol an en Entretien geruff ze ginn, spéitstens dann, wann ee géif soen, dass een eng Zäit am RMG war oder et nach ass, da ganz séier erëm d'Dier zouge- maach géif ginn.

Kolleeginnen a Kollegen, fir eis Sozialisten ass den RMG net als Almosen ze betruechten, mä als eng Aide a sozialer Nout, en noutwendegen Outil, fir d'Cohésion sociale an och déi sozial Inklusioun ze garantéieren. Oder fir et mat de Wieder auszedrécke vun engem ehemolege Fraktiounssprecher bei der Debatt, wou déi leschte Kéier Modifikatiounen um RMGs-Gesetz gemaach gi sinn - an, Här Spautz, Dir sidd net deen Eenzege, deen an den Archive gewullt huet; vläicht wann ech elo d'Zäit bréngen, wësst Der, wien dermat gemengt ass -:

„D'Gesetz schützt eigentlech d'Minoritéit viru gewëssener Arroganz oder krassem Egoismus vun deenen, déi vläicht net déi Sensibilitéit vis-à-vis vu Leit an Nout hunn.“ Et war kee Gerén- gere wéi den deemolege Fraktiounssprecher Mars Di Bartolomeo, aktuelle Chamberspre- sident.

► **Plusieurs voix.** - Aah!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - En héiert douds'écher. Fuert virun!

► **Mme Taina Bofferding (LSAP).** - Fir all deene soziale Situatiounen Rechnung ze droen, an dat gouf och scho virdrun e puermol erwänt, ass d'Gesetz vu '86 ëmmer erëm uge- passt ginn. An och haut ass et Zäit fir eng wei- der Reform. Fir eis ass et wichteg, dass net ein- fach d'Verpackung, also den Numm, chan- géiert, mä dass et zu grondleeënd Change- menter kënn.

Och wa mer bedauern, dass bei der Nei- benennung déi géigewäerteg Logik transfor- méiert gouf, insofern déi nei Bezeechnung sech net méi op d'Vepflichtung vum Stat beriff, deem Schwächsten eng minimal Existenz- grundlag zouzesécheren, esou begrëisse mir al- les an allem awer d'Reform, virun allem well de Fokus vun der Sozialleeschung op der Inklusioun steet.

D'Reform beinhalt, wéi gesot, eng Rei vu grondleeënd Verbesserungge géigeniwwer der aktueller Legislatioun. An dofir hat jo och d'LSAP Nobesserunge gefuerdert.

Op d'Schwaachstelle vum aktuelle System wäert ech elo net méi wëllen agoen. Ech mengen, d'Virriedner hunn dat schonn aus- féierlech gemaach. Dat erlaabt et mer, op déi Punkten anzegoen, déi fir meng Fraktioun wichteg sinn a wou mer gesinn, dass dat wierk- lech grondleeënd Verbesserungge sinn, déi sé- cherlech de Leit an deene spezifesche Fall wäerten hëllefen.



Eng grousse Verbesserung ass fir eis sécherlech déi, dass d'Kanner nach méi wäerten am Stot consideréiert ginn. Et gëtt e Forfait pro Kand baséierend op 30% vum Basismontant, deen eng Persoun kritt. Dat sinn ëmgeréicht 217,70 Euro. Fir e Kand an engem Elengerzéierstot sinn dat 40%, an dat sinn ëmgeréicht 282,62 Euro. Derbäi kënn dann nach dee méi héije Montant fir d'Fraise vum Menage, wa Kanner am Stot sinn.

Eis ass et wichteg, dass d'Familljen, also déi Menagé mat Kanner, a ganz besonnesch déi Elengerzéierend nach méi spezifesch Ënnerstützung kréien, well grad besonnesch des engem méi groussem Aarmutsrisiko ausgesat ginn.

#### (M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Här President, eng weider wichteg Ännerung ass den neie Berechnungsmechanismus. D'Beneficiairen, déi hir beruflech Aktivitéit wëhlen eropsetzen, ginn an Zukunft fir des Méiaarbecht belouert respektiv weider entlout. Bis elo ass et esou, dass den RMGist, also een, dee schafft, keng wirklech finanziell Virdeeler dovunner hat, fir kënne seng Stonnen eropzeschrauwen, well en ëmmer nëmme op de Montant vum RMG an op 30% konnt kommen. All Euro, deen en op där enger Säit méi verdéngt huet, ass em op där anerer Säit beim Complement erëm ewechgeholl ginn. Dir gesitt also: D'Motivatioun, fir méi schaffen ze goen, war deemno zimlech geréng.

Mä genau hei louch och de Schwaachpunkt vun der Reform, well net all Menage géif méi Leeschtungen erhalen. Leit, déi schaffen an de Complement kréien, awer net kënne Vollzäit schaffen, aus wéi engem Grund och ëmmer, sief dat elo aus familiären oder gesondheetleche Grënn oder well de Patron einfach kee Fulltime-Job fir si huet, wäeren d'Verléierer vun dëser Reform gewiescht. D'Leeddrend wäeren zum Beispill Elengerzéier, also en Erwuessene mat engem Kand, deen en hallwe Mindestloun verdéngt. Dat wäeren ongeféier 50 Euro de Mount manner gewiescht.

Wéi den éischten Entwurf vum Projet de loi um Dësch louch, hunn ech drop opmierksam gemaach an Nobesserunge gefuerdert. An ech si frou, dass de Projet de loi deemno nach eng Kéier nogebessert gouf. Et ass also keng Schan, fir e Projet en cours de route nach eemol ze amendéieren, besonnesch dann, wa sech konkret Schwaachstellen erausschielen.

Elo ginn - an ech mengen, dat ass wirklech positiv - d'Famillje mat Kanner nach méi geziilt ënnerstëtzt. Genau schwätze mer hei vun 105 Euro, déi e Menage mat engem - also mindestens engem - Kand zousätzlech ka kréien. Doduerch sinn d'Montanten ausgeglach. Dat heescht, déi Menagé verléieren am Verglach zu haut näischt a kréie souguer nach en Deel méi bäi.

Dofir, wéi gesot: E ganz wichtegen Aspekt vun dëser Reform ass fir eis eben, dass d'Kanner nach méi staark berücksichtegt ginn.

Eng weider wichteg Verbesserung ass, dass an Zukunft an engem Stot mat méi engem RMG-Bezéier méi wéi eng erwuesse Persoun eng Mesure kann notzen. A virdrun huet den Här Baum, mengen ech, et schon ugeschwat, dass des Neiregelung ganz besonnesch de Frae wäert zeguttkommen, déi bis elo oft zur Inaktivitéit verdonnert goufen, well hire Liewenspartner, hire Mann, wéi och ëmmer, oft an de Genoss vun esou enger zilorientierter Ënnerstützung komm war a si da leider net déi Méiglechkeet haten.

Dofir ass et absolut noutwendeg, an dat ass fir eis Sozialisten e ganz wesentleche Punkt, dass mer och genuch géiegent sozial a beruflech Begleedungsmesur fir all déi Betraffe bereet hunn, well domadder steet oder fällt d'Reform. Mir hoffen natierlech, dass mer genuch där Mesuren hunn. An dofir spillen och hei déi jeeweileg Verwaltungen eng ganz wichteg Roll, déi jo och mat der Reform nei Oplagen nach kréien.

D'Reform strieft eng besser Kohärenz tëschent der ADEM an dem SNAS, also respektiv dem neien ONIS, un, an eisen Aen eng absolut noutwendegkeet fir eng administrativ Vereinfachung an och fir méi Transparenz.

D'Zesummenaarbecht tëscht der ADEM an dem SNAS ass e grouse Kritikpunkt am aktuelle System. Dat ass och ee Punkt, op deen a ganz villen Aven vum de Beruffskummeren ëmmer erëm higewise ginn ass. An och d'Auteurs, déi ech virdrun hei zitíiert hunn an där Publikatioun vun der „Stémm vun der Strooss“, weisen drop hin, dass aus hirer Erfahrung se oft vun engem Service bei deen nächste geschéckt ginn, dass se oft Gäng musse maachen, déi eigentlech onnütz sinn, dass et oft zu Double emploi a Mëssverständnisse kënn, déi definitiv ze evitéiere wäeren.

Eng besser Zesummenaarbecht wäert Erliichtering mat sech bréngen, mä trotzdem, ech mengen, däers musse mer eis och alleguerte bewosst sinn, bleift et nach ëmmer keng einfach Situatioun fir déi Leit, déi eben an esou engem Fall sinn, fir déi betraffe Leit.

An och hei, erlaabt mer, lech nach en Extrait virzeliesen, well en am Fong geholl genau dat e bëssen op de Punkt bréngt a weist, wéi schwieereg et dach eigentlech ass an dass et net esou roseg ass, wéi d'Leit sech dat dobausse virstellen. Ech zitíieren: „Engersäits gëtt vun engem verlaangt, dass de dech wéi en Erwuessene muss behuelen an all néideg Dokumenter muss besuergen, grad an deem Moment, wou s de panesch Angscht hues, fir an eng Administratioun ze goen. Anerersäits gëss de entmündegt an all eenzelne Schrëtt vun dir gëtt kontrolléiert.“

E weideren Auteur schreift - an domadder wëll ech dann och mam leschten Zitat ophalen - awer och ganz interessant, well en et och an engem Saz eigentlech op de Punkt bréngt, wann e seet: „Zum Schluss stees de souzeseo plakeg am Reen. Fir den hëllefende Beamte jiddefalls bass de komplett transparent, duerchsiichteg. An dat ass fir keen eng agreabel Situatioun.“

Dofir, Dir Dammen an Dir Hären, och dëst weist, dass d'REVIS-Bezéier eben och an Zukunft nach méi genee betreit musse ginn, entsprechend hirer perséinlecher Situatioun, hire Besoinen an hire Kompetenzen. Virgesinn ass e breede Spektrum un Offeren zur Stabiliséierung vun der gesondheetlecher, psychescher a familiärer Situatioun, iwwer gemengnetzeg Aarbechte bis zur Schouling a Formation continue als lescht Stuf virun der Integratioun an de regulären Aarbechtmarché.

E weidere grouse Punkt an der Reform, Här President, ass d'Aktivéierung vun de Beneficiairen. Woubäi, mengen ech, de Choix vun de Wieder liicht den Androck vermittelt, dass d'RMG- respektiv d'REVIS-Bezéier aktivéiert misste ginn, wëllt heeschen, dass se inaktiv respektiv vläicht liddereg wäeren oder just vum System géife profitéieren. „Responsabiliséieren“, dat kléngt e bëssen esou, wéi wa si selwer un hirer Aarmut Schold wäeren. De Sproochgebrauch riskéiert, d'Virueteeler géigeniwwer den RMG- an de REVIS-Bezéier nach méi ze verstärken.

Dobäi, an dat ass awer de wesentleche Punkt, schwätzen d'Zuelen, ouni d'schwarz Schof elo auszeschleissen, eng eendeiteg Sprooch: Iwwer 90% vun den haitegen RMG-Bezéier schaffen, awer hiert Akomesse geet net duer, fir ze liewen. D'Zil vun der Reform ass awer richtig, de Mënschen net nëmme wéi bis elo finanziell ënnert d'Aerm ze gräifen, mä et hinnen ze erméiglechen, an der Gesellschaft nees Fouss ze faassen.

D'Fro, déi sech awer stellt, ass, an do kommen ech op dee Punkt vu virdrun zréck, ob mer genuch Méiglechkeeten hunn, fir dass och déi Leit kënne méi schaffen, well net jiddwieren huet, wéi virdrun och scho gesot, d'Méiglechkeet, eng voll Tâche auszeüben.

Déi dote Situatioun, an och däers musse mer eis bewosst sinn, wäert ganz besonnesch Elengerzéier betreffen, Elengerzéier vläicht mat engem klenge Kand, wat nach eng Behënnung huet, oder Leit mat gesondheetleche Problemer oder vläicht och mat enger Behënnung, fir déi et eben net esou einfach ass, fir kënne vun enger klenger Tâche op eng 40-Stonnen-Tâche eropzegoen.

Ee Punkt, ier ech zum Ofschloss kommen, deen ech awer nach wëll uschwätzen, well e sech weiderhi relativ schwieereg gestalt, dat ass dee vun der Definitioun vun der „communauté domestique“, well déi Betraffe kréie keng Sozialhëllef, wa si mat enger anerer erwuessener Persoun an enger Wunneng wunnen/liewen.

Grad opgrond vun den héije Wunnengspräisser an och der dowéinst grousser Demande vun ëmmer méi Leit, fir kënnen an enger WG ze liewen, wär et wichteg, eben hei kloer an transparent Kritäre festzeleeën, wéini een als gemeinsame Stot zielt a wéini een als WG zielt, wou da jiddwieren onofhängeg vunenee leeft.

Et ass esou, an dat krute mer och an der Kommissioun verséichert, dass effektiv den FNS sech bei esou Demanden ëmmer déi eenzel Fäll ganz genau wäert ukucken, ob et sech dann heibäi wierklech ëm eng WG handelt, a se dann och net als Communauté domestique consideréiert. Trotzdem wär et an eisen Aen awer gutt, an deem Beräich, wéi gesot, kloer Kritäre festzeleeën, déi ee muss erfüllen. Esou wär et fir jiddwieren wesentlech méi kloer a jiddwieren wéisst och, wou en dru wär.

Här President, ofschléissend wëll ech just nach betounen, dass bal all zweeten Euro, dat sinn 11,7 Milliarden, an d'Sozialpolitik fléisst, sief dat fir Sozialleeschungen oder fir d'Sécurité sociale. Fir eis Sozialisten ass dat eng enorm

wichtig Investitioun. Trotzdem geet et awer nach net jiddwierenem gutt hei am Land. Wéi gesot, et sinn nach leider vill ze vill Leit, déi sech a prekäre Situatiounen erëmfinden. Fir mech steet dofir de Stat an der Flicht, d'Bierger beschtméiglech virun Aarmut ze schützen. An et ass och d'Aufgab vun eis Politiker, eben d'Ursaache vun der Aarmut konsequent ze bekämpfen.

Fir eis Sozialistinnen a Sozialiste muss e staarke Sozialstat e Garant sinn, fir gläichermooose fir d'Gemengwuel a fir héich Liewensqualität ze suergen. An dofir wäerte mir alles drusetzen, fir de Sozialstat ofzesécheren a weiderhin auszubauen, ze stäerken. An ee wichtegen Deel dovunner ass haut d'Reform vum RMG respektiv d'Aféierung vum REVIS, déi mer wäerte stëmmen.

Dëst gesot, ginn ech den Accord vun der sozialistescher Fraktioun.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An déi nächst ageschriwwen Riednerin ass d'Madamm Sam Tanson fir déi gréng.

► **Mme Sam Tanson (déi gréng).** - Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir schwätzen haut iwwer Leit, déi sech déi Situatioun, an där se sech befannen, net erausgesicht hunn, sief et aus gesondheetleche Grënn, sief et aus psychologische Grënn, sief et, well se kee Schoulofschloss hunn. Dat ganz dacks verbonne mat ganz vill Pech, befanne si sech an enger Situatioun, wou se op d'Hëllef vum Stat ugewise sinn: op den haitegen RMG, den zukünftige REVIS. Déi allermeescht vun hinne wiere ganz sécher frou, wann dat net esou wier.

Dëse Projet gëtt als Paradigmewissel duergeluecht: Et géif vun elo u virun allem drëms goen, d'Leit an d'Aarbecht ze kréien, se ze aktivéieren - dat ass en Term, dee mer jo haut schon dacks héieren hunn -, an net méi, hinne fir d'Eischt emol e minimale Revenu ze garantéieren.

Eng Aarbecht ze hunn, ass mat Sécherheet op villen Niveaue wichteg: fir d'Selbstvertrauen an d'Selbstbild, fir de soziale Kontakt, och fir d'Roll, déi een an der Famill huet. A verschiddene Fäll ass et ebe leider awer keng Optioun. Ganz vill vun de Menagen, déi den RMG haut kréien, hu Kanner, Kanner, déi engem méi groussem Aarmutsrisiko ausgesat sinn, Kanner, déi dacks scho mat méi schlechte Startchancen an d'Liewen erakommen.

Et muss also eng Prioritéit sinn, wann een all déi Donnéeë kuckt, d'Kanner ze ënnerstëtzen a folglech och d'Menagé mat Kanner ze ënnerstëtzen. Dofir ass et och esou wichteg, dat de REVIS eng Differenz mécht an d'Kanner am Stot bei der Héicht vun der Ënnerstützung besonnesch berücksichtegt. Dat ass eng Neierung an deemem Projet, déi wichteg ass an déi mir als Gréng och ganz wichteg fannen. An ech wäert souwiso och elo virun allem op déi Punkten agoen - et ass scho ganz vill gesot ginn -, déi ons speziell wichteg sinn.

Den Deel REVIS, d'Madamm Bofferding huet et och elo grad scho gesot, dee fir d'Kanner virgesinn ass, geet an d'Luucht. D'Part pro Kand beleeft sech elo op 217 Euro, een Dréttel vun engem Erwuessenendeel. Bei monoparentalle Famillje kënn nach eng Kéier e Montant vu 64 Euro derbäi, wat dann 39% vun enger ganzer Part ausmécht. Do derbäi kommen d'Montante fir d'Frais du ménage, wou pro Kand 105,20 Euro bäikommen.

Et gi Situatiounen, och déi sinn haut schon ugeschwat ginn, wou bei Familljen, déi nieft dem REVIS e Véierels- oder en hallwe Loun hunn, ënnert dem Stréch manner erauskënn wéi haut mam RMG. De Rapporteur huet et a sengem Rapport duergeluecht. Den Här Spautz huet nach méi detailléiert Rechnung virgeluecht. Mir sinn der Meenung, dass déi Situatiounen mussen am A behale ginn. Mir verstinn de Grundgedanken hannendrun, dat et drëms geet, dat Leit, déi zum Beispill just e Véierelsaarbechtskontrakt hunn, méi an d'Aarbechtliewen erakommen.

Beim Mi-temps vu Monoparentallen ass jo nogebessert ginn, wat absolut begréissenswäert ass. Mä et ginn och nach aner Situatiounen, wou et vläicht net onbedéngt Erklärungen gëtt oder vläicht net onbedéngt d'Méiglechkeet do ass, fir déi Aarbechtsstonnen eropzesetzen. Och dat ass haut schon e puermol ugedeit ginn. An hei mussen d'Ursaachen eventuell an Zukunft och consideréiert ginn.

Bei all verständlech Aktivationsgedanken dierf een net aus den Ae verléieren, dat d'Kanner um Enn déi sinn, déi drënner leiden, wann am Stot manner Suen disponibel sinn.

Dofir, mir mussen dat heiten am A behalen. Mir ënnerstëtzen dowéinst och déi Motioun, déi d'Majoritéitsparteien eraginn. An et geet jo och an déiselwecht Richtung wéi dat, wat den

Här Spautz virdrue virgeluecht huet, dat dat Ganzt an engem zwoe oder dräi Joer, wivill et der dann och elo sinn, evaluéiert gëtt, well mir och musse kucken: Wivill Famillje sinn dat dann in concreto? Wéi evoluéiert och dese Familljen hir Situatioun, och duerch déi nei Moosnam? Kommen der elo méi an d'Aarbecht, wat natierlech fir jiddwieren déi beschte Solutioun ass? Oder si wierklech reell nach Verloschter vu Suen do, déi mussen eventuell da kompenséiert ginn, well et einfach net méiglech ass, dat déi Leit méi schaffen?

Et geet awer och aus deene verschiddene parlamentareschen Dokumenter ervir, dat a ganz ville Situatiounen Famillje mat Kanner besser do sinn. Zum Beispill bei engem Elterendeel ouni zousätzleche Revenu an engem Kand komme laut Berechnungen notament, sou steet et am Avis vum Statsrot, 261,07 Euro méi dobäi eraus, an darselwechter Situatioun mat zweem Kanner 415,77 Euro, voire mat engem Mindestloun, wat jo och wierklech eng wichteg Situatioun awer ass, een Erwuessenen, zweem Kanner, 418,65 Euro. Dat si fir vill Leit ganz vill Suen! An déi kommen op déi richtig Plaz, bei elengerzéierend Famillje mat Kanner.

Fir d'monoparentall Familljen, déi dem gréissen Aarmutsrisiko ausgesat sinn, verbessert sech also d'Situatioun. Fir déi aner Famillje muss och an den nächste Jore genee gekuckt ginn, ob den Text den Ufuerderunge gerecht gëtt, fir se och aus der Aarmut erauszehalen a gläichzäitig eben och déi Leit, wou et méiglech ass, op den Aarbechtmarché ze bréngen.

Aus dem Rapport vum SNAS vum 2016 geet ervir, dat vun den 20.669 Leit, déi an engem Menage sinn, deen den RMG kritt, der just 2.529 vun enger Insertionsmesure dispenséiert sinn. Dat sinn ongeféier 12% vun de Beneficiairen. Vill sinn der entweder nach net am Alter, fir schaffen ze goen, oder net méi am Alter, fir schaffen ze goen, hunn eng Incapacité permanente oder temporaire bescheinigt kritt, voire hunn eng Aarbecht. Och dat ass schon dacks gesot ginn.

Wa mer also vun „Aktivéierung“ schwätzen, sou sinn, Stand haut, nëmme weineg Leit betraff, déi iwwerhaapt kënnen aktivéiert ginn. Dat wäert sech an Zukunft änneren, ech kommen nach dorobber zréck, an och dat ass gutt.

Laut SNAS huet sech d'Zuel vun den Affektiounen op „travaux d'utilité collective“ bannent zéng Joer verduebelt. Hei si mer gefuerdert, alles ze maachen, dat d'Leit kënnen, wann et nëmme geet, an e klasseschen Aarbechtsvertrag erakommen, dat sech net d'effentlech Hand a Parastat, Asble mat där vläicht komfortabeler Situatioun zefridde ginn, wou ee Mataarbechter quasi eng vollstänneg Aarbecht mécht, ouni awer dat en esou bezuelt gëtt.

Fir deen, deen der Aarbecht noheet, ass et näamlech e richtige Ennerscheed, ob en an enger Mesure ass oder ob en an engem Aarbechtsvertrag ass. Mir kennen alleguerte Leit, déi jorelang a sougenannte Mesuren aktiv waren an déi awer enger relativ normaler Aarbecht nogaange sinn.

E weidere Fortschritt vum REVIS ass d'Incitatioun fir déi zweet Persoun aus dem Menage, fir vun enger Aarbechtsmoosnam kënnen ze profitéieren, wat virun allem de Fraen zeguttkënn. Do sinn d'Zuelen eendeiteg. An des Reform war batter néideg. An dat ass wierklech e ganz grouse Fortschritt.

Laut RMGs-Gesetz sinn nëmme 40 Stonnen Insertionsaktivitéite pro Menage méiglech an d'Zuele weisen, dass dëst zulaaschte vun de Frae goung. 2016 sinn 177 Männer doduerch net an eng Mesure erakomm an 1.088 Fraen. Eng Absurditéit, wann ee bedenkt, wéi wichteg et ass, eben zu enger Aarbecht ze kommen!

Absolutt positiv ass et och, dass ee kann als Persoun eleng gekuckt ginn, och wann ee bei anere wunnt. Dëst erlaabt zum Beispill Persounen, déi aus dem Prisong kommen oder aus engem Foyer, dee vun der OLAI geréiert gëtt, an enger Famill ze wunnen an nawell de REVIS ze kréien, och wann dat Ganzt op eng Dauer vun zwielef Méint limitéiert ass.

Eng Remark nach a puncto Alterslimit vum 25 Joer. Mir versti jo de Grundgedanken dohanert. D'Zil dierf et net sinn, dat e Jonke sech drop astellt, de REVIS ze kréien. Dat kléngt vläicht a jonkem Alter verlackend, mä et begëtt ee sech domadder an eng zimlech Offhängegkeet, déi laang kéint undauern. Mir mengen awer, dat et Fäll ginn, déi vu kenger anerer Mesure couvriert sinn.

De Verweis op d'Offices sociaux en dernier resort ass an deem Sënn net ganz optimal, well

et hei vun den Office-socialen ofhänkt, wat e Jonken dann, deen enner guer keng aner richteg Mesure fällt, vun Ennerstëtzung kritt. Jee no Gemeng kann dat, wann ee mat den Associatione schwätzt, immens variéieren. An do muss ee vläicht kucken, dat ze homogeniséieren, vläicht eng Kéier d'Gesetz vun den Office-socialen op de Leescht ze huelen, well et dierf net sinn, datt wéinst Prinzipie Jonker duerch eist Netz falen.

Et gëtt e puer Ausnamen zu der 25-Joer-Regelung an et kënnt elo eng derbäi, déi awer och ganz wesentlech ass, an zwar, datt Fraen enner 25 Joer de REVIS kënne kréien aacht Woche virun der Gebuert vum Kand an net eréischt ab der Gebuert vum Kand. Déi Zäit virun der Gebuert ass eng ganz intensiv a wichteg Zäit. Doktesch rendez-vousen an Akeef an Erwaardung vum Kand stinn un, soudatt et gutt ass, datt déi zukünfteg Mamm sech net nach muss Suerge maachen, wa si kee Revenu huet.

Et sinn also ganz vill positiv Elementer an deem Projet dran. Ons Suerge ass virun allem déi, datt net just gekuckt gëtt: Wéi kënne mer d'Leit aktivéieren?, mä fir d'Éischt: Wéi kënne mer de Leit hëllefen? Dowéinst muss d'Applikation vun deem Text och suivéiert ginn. Dowéinst ennerstëtze mer och déi Motiouen.

Ech ginn heimat den Accord vun der grénger Fraktion souwuel fir den Text wéi och fir d'Motioun, mä mäi Fraktionskolleeg, de Gérard Anzia, wäert herno nach op deen organisationelle Volet agoen.

Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An nächste Riedner ass den Här Gast Gibéryen fir d'ADR.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här Président. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'Éischt e Wuert vu Merci un de Kolleeg Claude Lamberty fir säi gudde mëndlechen a schrëftleche Rapport zu deem Gesetz, wat eis am Fong aus dem RMG de REVIS mécht, aus dem Revenu minimum garanti de Revenu d'inclusion sociale. An et ass am Fong och am Numm, wou d'Ursach an de Prinzip vun deser Reform leien.

Ech mengen, meng Virriedner si vill op den Historique zréckgaangen. Den Här Spautz war ganz wäit zréckgaangen. En huet vill an der Vergaangenheet gelies, vun 1986 un, 1999 war eng Reform, 2004, an haut nun emol eben erëm dese Projet. Dat beweist, datt déi Chamber virdu quasi, kann een elo scho soen, dréseg Joer un deem RMG, haut REVIS, schaffen an ëmmer erëm versichen, en der Situatioun unzupassen an en ze verbesseren.

Ech mengen, déi Haaptziler vun deem Projet sinn d'Erëmagladderung an d'Beruffswelt, et schéngt mer dat den Haaptziler ze sinn, an de Kampf géint d'Aarmut.

D'Aarmut zu Lëtzebuerg, mengen ech, hu mer heibannen x-mol diskutéiert. Mir wëssen, trotzdeem et e Land ass, wat ee räicht Land ass - et gëtt gesot no baussen, eent vun de räichste vun der Welt -, ass d'Aarmut hei zu Lëtzebuerg awer souwuel an effektiven Zifferen wéi och prozentual permanent geklommen. A wa mer haut dobäi leien, datt bal 100.000 Leit hei am Land ënnert déi Aarmutsgrenz falen, dat ass schonn e puermol heibanne gesot ginn, da beweist dat, wéi grouss dee Problem an eiser Gesellschaft ass an datt mer an deene vergaangene Joren et ni fäerdegbruecht hunn, datt dee Räichtum, dee mer zesumme geschafene hunn oder schafen hei am Land, och sozial gerecht téschent deenen eenzelne Biergerschichte verdeelt gëtt, mä de Risiko, datt de Gruef téschent Aarm a Räich ëmmer méi grouss gëtt, ass och hei zu Lëtzebuerg eng Realitéit ginn.

Elengerzéiend Fraen oder Pappen, mä an der Regel sinn et Fraen, sinn am meeschte betraff. Praktesch 44% vun hinne falen ënnert déi Aarmutsgrenz an ech wäert herno nach eng Kéier dorop kommen.

Wéi wichteg et ass, datt mer hei zu Lëtzebuerg en RMG oder haut REVIS hunn, bewiesen d'Zifferen. Wa mer kucken: 1986, wéi mer ugefaangen hunn, hate mer 1.600 Stéit, déi dovunner profitéiert hunn. 2015, dat sinn déi lescht Chifferen, déi am Rapport stinn, schwätze mer vun 10.000 Stéit oder vun 21 Persounen (veuillez lire: bal 21.000 Persounen) Dat ass am Fong eng Progressioun an de Stéit vu 625% bannent 30 Joer, wou d'Zuel vun de Stéit zougeholl huet, déi vun deem REVIS haut profitéieren.

A wa mer dat am Verglach mat der Awunnerzuel kucken, da war d'Awunnerzuel 1986

ronn 370.000 Awunner an haut 2015 - net haut, also 2015 - waren dat der 576.000. Mir hunn also an der Populatioun eng Progressioun vu 64%. An an der Zuel vun deene Leit, déi vum REVIS (veuillez lire: vum RMG) profitéieren oder muss profitéieren, hu mer eng Progressioun vu 625%, wat also beweist, datt déi Zuel, deen Zousaz vun der Populatioun och e groussen Deel Leit mat sech bruecht huet, déi ënnert den RMG falen. Dat gesäit een och, an dat steet och am Rapport, wann ee gesäit, wéi den RMG agefouert ginn ass 1986, datt et am Fong zwee Drëttel Lëtzebuerger waren, déi vum RMG profitéiert hunn, an haut, wou mer also iwwer 10.000 Stéit hunn, sinn et dräi Véierel Netlëtzebuerger, déi vum RMG profitéieren. Et ass also haut bei Wäitem méi wéi ëmgedréit.

Dëst Gesetz bréngt eng Rei vu punktueller Modifikatiounen eran, op déi ech net brauch alleguer anzegoen. Meng Virriedner hu schonn eng Partie dovunner gesot. Mä eng vun deene wichtegsten ass, fir erëm ze kucken, d'Aarbecht fir d'Leit, déi schaffe ginn, d'Aarbecht fir déi attraktiv ze maachen.

Ech géif mengen, dat wier och den Hauptpunkt. De Kolleeg Spautz huet virdu heit mat Recht gesot, datt mer am Fong vu 7% schwätzen, net vun deenen 93%, déi schaffe ginn, mä datt, ech mengen, d'Zil muss sinn, datt mer eis méi geziilt op déi 7% konzentréieren, quitte datt mer wëssen, datt mer déi ni wäerten alleguer un d'Aarbecht kréien. Mä fir een Deel muss mer dat versichen, iwwert déi Moosnamen, déi ech elo och hei am Gesetz als positiv gesinn, näamlech datt déi Leit och kënne schaffe goen zum Deel an dat se dann net, wéi dat an der Vergaangenheet war, quasi op där anerer Säit verléieren.

Et ass also eng positiv Entwécklung, déi mer eis hei erwaarden, quitte datt mer eis och net do alles kënne dovun versprechen. Mä all kleng Aktioun, déi eis hëllef, d'Leit erëm op den Aarbechtsmaart ze kréien an domadder an d'Selbstständigkeit an domadder an d'soziaalt Liewe kënne ze integréieren, ass derwäert, datt mer dat heibannen... (veuillez lire: heibannen ennerstëtzen.)

Ech mengen, déi Mechanismen, déi mer elo mat deem Gesetz agefouert hunn, dierfen eng Verbesserung sinn, och, wéi gesot, wa mer net wäerten domat Honnerten oder Dausende Leit zousätzlech an d'Aarbecht kréien.

Mir gesinn als ADR och an där neier Prozedur eng administrativ Vereinfachung. Ech mengen, wann an d'Zukunft just d'ADEM an den ONIS dofir responsabel sinn, schéngt dat eis awer eng gutt Prozedur ze sinn, well mer engersäits nëmme d'ADEM hunn, déi dann am Fong eng Evaluatioun mécht, e Profil vun där Persoun, an dann doranner e Resultat erauskënnt, ob déi Persoun apte ass, fir an den normalen Aarbechtsmaart ze goen, a wann net, da geet se bei den ONIS eriwuer. Si gëtt speziell encadréiert an et gëtt dann ebe gekuckt, och iwwert déi regional Strukturen, d'Office-socialen vun deenen eenzelne Gemengen an d'Agents régionaux, datt déi Leit dann encadréiert ginn an datt versicht gëtt, fir déi Leit dann eben déi Moosnamen, sief et schoulescher, sief et, datt se a Coursé ginn, oder Entzëiungskuren, datt se iergendwéi kënne eng Aarbecht maachen,...

(**Sonnerie du téléphone portable de M. Gast Gibéryen**)

► **Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV).** - Soll ech drugoen?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Den Här Gibéryen rufft lech un.

(**Hilarité**)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Et ass gutt, datt een eng fein Nopesch huet, déi engem dee Lapsus do korrigéiert huet. Merci!

(**Hilarité**)

Ech mengen, fir nach eng Kéier op de Risiko vun der Aarmut zréckzekommen, mir gesinn hei, wéi wichteg esou e Gesetz wéi dat heiten ass, fir d'Aarmut ze bekämpfen. 1983 war et am Fong e Rapport vum Conseil économique et social, deen deemools gesot huet, datt 8% vun de Stéit an enger Prekaritéit wieren an 18% un der Grenz vun der Aarmut. An et war am Fong dee Rapport, deen Ausgangspunkt war, fir deemools d'RMGs-Gesetz 1986 anzeféieren.

2016 huet de Statec en neie Rapport erausginn an en hat do am Fong dunn déi Chiffere publizéiert, déi ech virdu scho genannt hunn, datt vun den Elengerzéiende 44,9% ënnert d'Aarmutsgrenz falen, awer och 20% vun den RMG-Bezëier, dat heescht eng Koppel mat engem oder méi Kanner, falen drënner, oder 13% vun den RMG-Bezëier, déi elengerzéiend sinn, falen och drënner.

D'Situatioun vun 1983 huet sech bis haut also net verbessert. D'Zukunft muss also sinn, datt mer alles maachen, fir géint d'Aarmut un-

zekämpfen. A mir wësse jo, datt een net mat engem Moosnam kann hëllefen. Et kann een hei um RMG eppes maachen an en enger ganzer Palett vu Moosnamen muss ee spillen, well et keen Allheilmittel gëtt. Et gëtt net eng Léiung, fir d'Aarmut hei am Land ofzeschaffen, mä mir mussen op deene verschiddene Punkte virgoen. A mir mussen selektiv virgoen, net mat enger Géisskan, mä mir mussen op där anerer Säit kucken, datt mer déi Leit punktuell ennerstëtzen, déi eppes brauchen.

Och fir d'Sans-abrie gëtt eppes an deem Gesetz gemaach. Wann déi ebe kënne nowiesen, datt se an engem Zäitraum vun zwielef Méint sechs Méint an enger Gemeng sinn, da gi se an de Registre général - oder wéi heescht en? - ageschriwwen, ech mengen, fir datt déi Leit dann och am Fong e soi-disant „festen Domicile“ hunn an dann ënnert des Bestëmmunge kënne falen. Wat dann och Bestëmmunge si fir Leit, déi aus Spideeler oder aus dem Centre pénitentiaire kommen, oder fir Demandeurs de protection internationale, déi alleguerten ënnert des Bestëmmunge falen.

De Käschtel vum deem Gesetz ass quasi neutral, wat also och domadder direkt beweist, datt et keng lineär oder generell Augmentatioun vum REVIS ass, mä datt et eng punktuell Moosnam ass, déi engersäits de Kanner, de Famillje mat Kanner zeguttkënnt, déi anerersäits de Familljen zeguttkënnt, de Fraen zeguttkënnt, a wou anerersäits déi, déi enger Beschäftegung noginn, kënne en zousätzleche Revenu kréien. Et sinn also punktuell Moosnamen an et ass keng generell Moosnam heira virgesinn, fir eng allgemeng Augmentatioun vum garantierte Revenu ze maachen.

Ech mengen, mir hunn an de leschte Woche relativ vill iwwert de soziale Mindestloun geschwat. Mir hunn zwar an deser Legislaturperiode keng Augmentatioun vum soziale Mindestloun gemaach, bis elo - kuerz virun de Wahlen - den Aarbechtsminister vun der sozialistescher Partei am Fong proposéiert huet, fir de Mindestloun ze erhéien.

► **Une voix.** - Ze spéit!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Vill ze spéit! Et hätt een am Fong erwaart, datt eng Partei wéi d'Sozialistescher Aarbechterpartei an deenen zéng Joer profitéiert hätt, fir de soziale Mindestloun massiv ze erhéien, amplaz eréischt e puer Méint virun de Wahlen ze kommen an dann eng Debatt ze lancéieren, fir am Fong domadder kloer enner Beweis ze stellen, datt se an deenen zéng Joer dat net gemaach huet, wat een am Fong vun esou enger Sozialistescher Aarbechterpartei hätt kënne verlaangen.

Well hätte mer de soziale Mindestloun och gehuewen an deser Legislaturperiode, wier et am Fong geholl eng logesch Konsequenz gewiescht, datt een den RMG hätt kënne erhéien, well jo ëmmer gekuckt gëtt, datt awer téscht dem RMG an dem soziale Mindestloun eng gewëssen Differenz bleift. Mä wann een net de Mindestloun hieft, da kënnt eben dat hei als Konsequenz eraus: Da gëtt och den RMG net gehéicht.

Also, dofir brauche virun allem eis sozialistesche Kolleeg sech net op d'Schëller ze klappen, well si hu während deenen zéng Joer de Mindestloun net gehuewen, an doduerch, well de Mindestloun net gehuewe gouf, gëtt eben och elo net generell dann hei den RMG oder de REVIS gehéicht.

Si hu sech awer elo - meng Virriednerin vun de Sozialisten - onwahrscheinlech gefreet heifir, mä si hu sech och schonn deemools onwahrscheinlech bei der Steierreform gefreet, wéi déi Kleng e puer Euro bäikritt hunn an déi Déck e puer Honnert bäikritt hunn. Mä si sinn eben haut anescht, d'Sozialisten, wéi dat, wat mer freier vun hinne kann hunn.

(**Interruption**)

Si feieren haut alles; all Grimmel, déi ee Kleng bäikritt, ass fir si e groussen Erfolg. A wann déi Déck bäikreien, da rechne se a Prozenter, da mécht dat net gradesou vill optesch no baussen aus.

(**Interruptions par MM. Franz Fayot et Claude Haagen**)

Här Präsident, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, mir hunn alleguerten Interêt, fir no baussen de REVIS ze verdeedegen, well ganz dacks an den Diskussiounen dobaussen de REVIS falsch duergestallt gëtt: wéi wann dat Leit wieren, déi net wëllte schaffe goen, wat Profiteure wieren an esou weider. Dat stëmmt net!

Ech mengen, de REVIS ass net nëmme fir déi Leit, déi net schaffe ginn, mä en ass och fir déi Leit, déi schaffe ginn. A vun deenen Zuelen, déi mer hei nennen, muss ee wëssen, datt 93% vun deene Leit, déi den RMG kréien oder elo muer de REVIS kréien, Leit sinn, déi schaffe ginn. Dat heescht, déi kréien opgrond vun hirer Aarbecht, déi se leeschten, net genuch Ge-

halt, fir un den Niveau vum RMG erunzekommen, a kréien dann eben d'Differenz ausbezuelen.

Et ass also och eng generell Diskussioun iwwert déi kleng Léin, déi mer da kënne féieren. An ech hunn elo grad de soziale Mindestloun ugeschwat. An et sinn am Fong nëmme 7%, déi guer net schaffe ginn, déi den RMG kréien. Ech mengen, et muss een de Leit och soen, wien heivunner profitéiere kann, an datt mer fir d'Akzeptanz bei de Leit dobaussen déi Diskussioun mussen féieren, well och vill Leit et emol net wëssen, datt se kënne e Complement zu hirem Salaire kréien, wa se net un d'Montante vum REVIS erukommen.

Dofir, wéi gesot, hu mer och alleguer eng Responsabilitéit, fir eis net do deene Gespréicher unzeschleissen, mä fir datt mer kloerstellen, datt et wichteg ass, datt mer esou en Instrument hunn.

A mir hoffen, Här Präsident, Dir Dammen an Dir Hären, datt mer dann elo awer wäerten an der nächster Legislaturperiode, mat oder ouni Sozialisten an der Regierung, eng Augmentatioun vum Mindestloun kréien an datt dann och automatesch de REVIS ëm deeselwechte Prozentsaz no uewen ugepasst kéint ginn. Dat wier eng vun deenen Iddien, déi mir géife soen, well mir mussen wëssen, datt alleguer déi Leit, déi am RMG sinn, keng grouss Spréng maachen. Déi mussen wierklech hiren Euro zweemol ronderëmdreien, ier se en ausginn.

A mir hunn och..., an et dierf een net mengen, wann ech och virdu gesot hunn, datt dräi Véierel vun deene Bezëier net méi Lëtzebuerger sinn, mä och deen ee Véierel Lëtzebuerger, oder d'Netlëtzebuerger, déi Leit alleguer hu Riseproblemer, fir hei an eiser Gesellschaft mat engem Mindestloun kënne ze liewen. A mir hu vill Leit, déi da mat 1.000, 1.200, 1.300 Euro de Mount mussen iwwert d'Ronne kommen. A wann déi mussen hire Loyer bezuelen an esou virun an déi normal Käschten, da bleift fir déi Leit praktesch glat a guer näischt méi. An dofir, wa mer hei an der Chamber diskutéieren iwwer spueren oder net spueren: Hei ass op jidde Fall déi Plaz, wou mer net dierfe spueren.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Och wann dat heiten elo net - wéi soll ech soen? - dee ganz grouse Worf ass, mä et huet eng Rei vu punktueller Verbesserungen. A mir als ADR waren an alle Legislaturperioden an och an deser Legislaturperiode fir all Gesetzer, déi Verbesserungen bruecht hunn, ob se kleng oder grouss waren, mä eng Verbesserung ass eng Verbesserung a si ass derwäert, ennerstëtzt ze ginn. An dofir ennerstëtze mer och dëst Gesetz mat eiser Jo-Stëmm.

Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An nächste Riedner ass den Här Marc Baum fir déi Lénk.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Merci, Här Président. „Zum Schluss stees de plakeg am Reen.“ Ech hunn och, äänlech wéi d'Madamm Bofferdig, deen Temoinage gelies am Heft vun der „Stëmm vun der Strooss“, dee ganz beandrockend ass an iwwert d'Realitéit vu Leit bericht, déi selwer am Fall sinn, a virun allem och bericht, wéi ee Spießrutenlauf déi Leit deelweis mussen duerchmaachen.

Här Präsident, den RMG ass 1986 agefouert ginn, an datt dëst an den 80er Jore geschitt ass, kéint een op den éischte Bléck verwonneeren, well et ware jo d'80er Joren, déi den Duerchbroch vun enger anerer, enger neoliberaler, maartbasierter Approche a Saache Wirtschaftspolitik bedeit hunn, wou eng Opfaassung vum Stat, dee wéi eng Entreprise gemanagt misst ginn, sech lues a lues duerchgesat huet, an déi e schrëttweise Réckbau iwwerall an Europa an och zu Lëtzebuerg vum Sozialstat agelaut huet.

An deene Jore virun der Aféierung vum RMG ass och zu Lëtzebuerg d'Vollbeschäftegung verluer gaangen, wouduerch d'Sécurité sociale net méi fir jiddwieren déi néideg Ofsécherung ausserhalb vun der Aarbecht bidde konnt. Et ass also an deem wirtschaftspolitesche Kontext, an deem d'Bezuelung vun an den Accès zu enger bezuelter Aarbecht erofgaange sinn, wou d'Necessitéit vun engem Instrument, fir géint d'Aarmut unzékämpfen, iwwerhaapt eréischt richteg aktuell ginn ass.

Am Exposé des motifs vum Gesetz vum 1986 - an ech hunn äänlech wéi den Här Spautz och ganz vill Debatte vun deemools nach eng Kéier suivéiert - steet dann och dran, datt 8% vun de Menagen deemools a prekärer Situatioun liewe missten. An do heescht et dann och: «Difficile à admettre en effet qu'un produit intérieur de 470.000 francs par habitant ne dégage pas assez de valeur pour permettre à chacun de vivre décemment des fruits de son travail.»

D'Problematik vun de Working Poor, also vun deene Leit, déi trotz enger bezuelter Aarbecht an Aarmut liewe mussen oder zumindest knapp virdru stinn, fir an d'Aarmut ze rëtschen, war also deemools e ganz wichtegt Element bei der Ausaarbechtung vum RMG-Gesetz a gouf och daitlech ugeschwat, vläicht och méi daitlech wéi an den Diskussiounen haut.

D'Problematik ass awer leider 30 Joer méi spéit ganz aktuell bliwwen a stellt sech an engem neie Mooss: Nach ni virdrun hunn esou vill Leit zu Lëtzebuerg geschafft a gläichzäitig awer rëskéiert, an d'Aarmut ze rëtschen, wéi haut.

Derbäi kënn, datt d'Aarmut zu Lëtzebuerg a verschidde sozioökonomesche Milieuen zu engem Massephenomeen ginn ass. Ech denken do un elengerzéierend Familljen oder u Leit, déi musse loune goen.

An dat ass déi zentral Fro vun dëser Reform: Bréngt se et fäerdeg, wierksam virun Aarmut ze schützen? A mir mengen: Neen!

An em dëse Constat dréie sech dann och déi Haaptkritikpunkte vun eis un dëser Reform. Éischtens ass dem Haaptausléiser vun der Aarmut zu Lëtzebuerg guer net Rechnung gedroen, an dat ass déi ze déif Entlounung vun der Aarbecht respektiv déi allgemeng Problematik ronderëm prekär Beschäftegung, onfräiwëlleg Deelzäitbeschäftegung, befristet Plazen, CDDen, schlecht oder guer net bezuelte Stagen. An déi Lëscht kéint een nach laang weiderféieren.

Datt de Problem bei der Aarbecht läit, weist sech jo schonn eleng doduerch, datt iwwer 90% vun de Leit mam RMG en eegene Revenu hunn an also schaffe ginn. An et geet ebe just net duer mat de Friichte vun deem Revenu, fir iwwert d'Ronnen ze kommen.

Zweetens ass de REVIS, wéi och den RMG virdrun, keng universell Sozialeeschtung. Net jiddweree ka se kréien, verschidde Leit sinn d'office per Gesetz ausgeschloss. Soumat ass de REVIS an der Theorie scho keng lescht Of-sécherung, fir virun Aarmut ze schützen.

An drëttens ass de REVIS trotz enger Rei ajustierter Montanten ëmmer nach keng wierksam Aarmutbekämpfung. All d'Montanten, ob fir elengstoend Leit, Leit mat Kanner an och ëmmer nach d'Familles monoparentales, leien ënnert der Aarmutsgrenz, egal ob een déi elo par rapport zum mediane Revenu oder zum Budget de référence definéiert, dee Referenzbudget, deen d'Regierung jo beim Statec an Optrag ginn huet an dee ganz kloer Montanten definéiert huet, ee Rapport, mat deem awer guer näischt duerno méi geschitt ass.

Ech ginn, oder ech versichen, e bëssen an den Detail ze goe vun dësen dräi Haaptkriticken:

Éischtens, déi meescht Leit mat RMG hunn eege Source-de-revenuen, gi schaffen, si kréien also de Complement RMG, well dat, wat se vun hirer Aarbecht kréien, net duergeet, fir iwwert d'Ronnen ze kommen, fir iwwert dee Seuil ze kommen, deen am Gesetz virgesinn ass fir den RMG.

De Statsrot huet a sengem Avis ausgerechent, datt nëmme 7,2% vun de Leit just, ausschliisslech vum RMG liewen. Vun deenen 10.193 Stéit am Joer 2015 waren dat also just 735 Stéit, déi ausschliisslech vum RMG gelieft hunn. Ech mengen, dat zeechent och e vill méi realistesch Bild iwwert d'Situatioun vun deene Leit, déi op den RMG ugewise sinn. Dat bedeit emgekéiert, datt bei bal 93% vun de Stéit, déi op Hëllef ugewise sinn, eege Revenuen do sinn aus enger bezuelter Aarbecht. A wann een d'Situatioun vun deene Stéit verstoen a verbessere wëllt, da muss een natierlech och d'Aarbechtssituatioun mat analyséieren. An déi ass komplex.

Do ass an éischer Linn natierlech emol den ze déiwe Mindestloun. Mir hunn hei als déi Lénk schonn e puermol an der Chamber d'Initiativ ergraff, fir de Problem vun der wuessender Zuel vun de Working Poor unzegoen. Mir hatten och eng eegen Interpellatioun dozou gemaach a mir hunn dozou och eng Motioun eraginn, déi net ugeholl ginn ass, och net ugeholl ginn ass vun deenen, déi haut elo sech esou staark fir d'Erhéijung vum Mindestloun asetzen.

Dat ass schued! An et bestätegt eis doranner, datt mer mengen, datt vill méi oft misst gewielt ginn. Well vläicht hätte mer da scho längst e vill méi héije Mindestloun, soudatt manner Leit op den RMG ugewise wäeren.

A verschidde Fäll, zum Beispill bei Stéit mat Kanner, féiert de Mindestloun plus d'Kannergeld nëmmelech deelweis zu Situatiounen, wou haut de Complement RMG an an Zukunft dann d'Allocation d'inclusion muss ausbezuelen ginn. Dat heescht, obwuel ee Vollzäit schafft, geet d'Situatioun vum Menage net duer, fir iwwert d'Ronnen ze kommen.

Mat dëser Reform wäerten déi Montanten zwar deelweis eropgoen, besonnesch eben och, wa Kanner am Stot liewen, mä si bleiwen awer weiderhin ënnert deem, wat néideg wär, fir en anstännegt Liewe kënnen ze féieren, a wat an eisen Aen och den Haaptusproch vun Aarbechts- a Sozialpolitik misst sinn.

Derbäi kënn, datt déi Modifikatiounen bei der Immunisatioun vun de Revenuen fir de Calcul vun der Allocation d'inclusion net an alle Fäll déi vun der Regierung gewünschte Wirkung hunn. Net an alle Fäll wäert et nëmmelech esou sinn, datt méi schaffe sech lount, esou wéi de Statsrot an d'Salariatskummer eis et an hire jeeeweilgen Avisa virgerechent hunn. Domat ass eigentlech dat Haaptzil, nëmmelech datt duerch méi schaffen, duerch Aktivierung d'Leit eng besser Situatioun kréien, zumindest fir verschidde Kategoriën vu Leit net erreecht.

An do si mer dann och bei engem vun den zentralen Elementer vun dëser Reform, zumindest wann een dat gleewe soll, wat d'Auteurs vum Projet ëmmer erëm widderhuelen, nëmmelech datt et drëm geet, d'Leit ze „aktivéieren“, esou wéi wann déi haut alleguer dee ganzen Dag doheem géife mat den Zéiwe spilen! Dat ass net esou. D'Zuele vum Statsrot beweisen et jo. Mä wéi dat an der Praxis fonctionnéiere soll, dat Aktivéieren, do stelle sech an eisen Aen awer och nach eng ganz Rëtsch Froen.

Well fir dëse Forcing bei den Aktivationsmesuren duerchzusetzen, soll d'ADEM eng méi staark Roll kréien an donieft soll dann och den Ersatz fir de SNAS, den ONIS, sech em déi këmmen, déi vun der ADEM als net prett fir den Aarbechtsmaart agestuuft ginn.

Mir gesinn hei verschidde Problemer: Déi betraffe Leit, déi zum Beispill schonn Deelzäit schaffen, mussen sech an Zukunft och op der ADEM aschreiwen, fir de REVIS kënnen ze kréien. Et muss een awer dovun ausgoen, datt déi allermeescht vun dëse Leit guer net kënnen méi schaffen, deelweis aus familiäre Grënn oder och aneren.

A mir mengen, datt dobäi och eng ganz Rëtsch aner Problemer derbäikommen, Mobilitéitsproblemer, déi domadder zesammenhängen, firwat d'Leit..., net nëmme, well de Patron hinnen net wëllt eng méi héich Stonnenzuel ginn, mä well et och aner objektiv Problemer do ginn.

Zweetens - an dat hu mer ganz bedenklech fonnt an deem éischer Worf vum Ministère - war et e ganz koerzitive Charakter, datt een nëmmelech, wann een e Rendez-vous verpasst oder als een, deen op der ADEM ageschriwwen ass, enger Obligatioun net nokënn, dann direkt ouni Virwarnung 20% vun dem Montant géif gestrach kréien, wat schrecklech war a wat glécklecherweis op Initiativ vu ganz villen Akteuren an och vun den Deputéierten an der Kommissioun dunn zrëckgezu ginn ass.

Doriwwer eras stellt sech dann awer och d'Fro, ob hei net e Pingpong tëschent zwou Organisatiounen entsteet. Et stellt sech d'Fro, ob d'ADEM iwwerhaapt opgestallt ass, fir déi Leit anstänneg ze encadréieren. Wa mer eis ukucken, wéi d'Garantie pour la jeunesse op der ADEM gehandhabt gëtt, da muss ee sech, mengen ech, do Froe stellen. Do gi Jonker vun enger Formatioun oder engem Benevolat an deen nächste weidergereecht. An an dësem Fall riskéiere mer eng äänlech Entwécklung ze kréien, wann et net eng richtig Strategie fir dësen Encadrement gëtt an dann och dat néidegt a qualifizéiert Personal duerfir agestallt gëtt.

Här President, eisen zweeten Haaptkritikpunkt betrafft de selektive Charakter vum REVIS. Dat war zwar vun Ufank an esou, och beim RMG, an dat huet sech awer iwwert d'Jore liicht verbessert. Beim RMG war am Ufank d'Limitt bei 30 Liewensjoer, déi awer dunn erofgeschrauft ginn ass op 25. A mir bedauern am Fong, datt d'Limitt vu 25 bei dësem Fall och weider bliwwen ass.

Mir kënnen natierlech d'Argument novollzéien, datt net de Schoulofbroch mat engem direkten Usproch op de REVIS soll incitéiert ginn. Mä mir gesinn awer hei éischer Handlungsbedarf an der Schoulopolitik, déi den Échec scolaire bekämpfe muss, an och bei der Formation continue a bei der ADEM, déi méi Mëttele brauchen, fir deene Jonke wierklech weiderzehliefen.

Mä wann et esou emgesat gëtt, wéi elo hei am Gesetz proposéiert, da bleiwe ganz vill Jonker och weiderhin a prekäre Situatiounen, sief et, wëll se net Vollzäit schaffen kënnen oder och net d'Méiglechkeet hunn, Vollzäit ze schaffen. Dëst bedauere mir.

Mir bedauern och, datt de Charakter vum REVIS eigentlech nach ëmmer dee vun enger Schold ass. Et ginn zwar Fortschreter par rapport zu deem aktuellen RMGs-Text, mä et implizéiert nach ëmmer, datt een déi Montanten - wann een dann zu enger Fortune kënn -, déi

een do kritt huet, zrëckbezilt. Bei aneren Elementer vu sozialstaatlechen Transferten, wéi beim Kannergeld, hu mer dat jo awer och net.

A mir bedauern och, datt et weiderhi kee wierklechen individuellen Usproch op de REVIS gëtt, wat virun allem Leit penaliséiert, déi bei anere Leit mat engem gewëssene Revenu am Stot liewen, a wat zum Beispill oft am Fall vu WGen zoutrëfft. D'Allocation d'activation kann zwar an esou Fäll zum Droe kommen, mä de Montant, deen eng Persoun duerfir ka kréien, hântk dann awer och vum Revenu vum Stot of.

An net méi spéit wéi den nächste Freideg wäerte mer zu Esch de Sozialbericht virgestallt kréien, an do ass een interessante Chiffer, nëmmelech, datt d'Unzuel vu Stéit zu Esch, déi an enger WG gelieft hunn, innerhalb vun deene leschte 15 Joer vun 0,8% op bal 5% eropgaangen ass. Dat heescht, de Phenomeen vun de Wohngemeinschaften ass ee wierklech aktuellen; deen och net verwonnert, wann ee sech d'Situatioun um Wunnensmaart ukuckt.

Kuerz gesot, d'Sozialpolitik an d'Aarmutbekämpfung an deem heiten Text droen de soziale Realitéiten an der Gesellschaft nach ëmmer net Rechnung, wouduerch prekär Situatiounen oprechterhalen a souguer verschäerft ginn.

Eisen drëtt Haaptkritikpunkt betrafft dann d'Zilsetzung vun engem Instrument wéi fréier dem RMG an elo an Zukunft dem REVIS, an dat misst an eisen Aen eigentlech d'Verhënnung vun Aarmut sinn. Et muss ee sech just d'Entwécklung vun den Aarmutszuelen iwwert déi lescht Joren ukucken, fir feststellen, datt eis Gesetz net duerginn, fir d'Aarmut ze bekämpfen. Am Géigendeel, si hält stänneg zou. A mir mengen net, datt de REVIS iergendepes dorunner ännert.

Mir hu vill Institutiounen, déi virgerechent hunn, alt erëm eng Kéier d'Salariatskummer an och de Statsrot, datt et och mat dem neie REVIS Stéit ginn, déi ganz, ganz wäit ewech sinn, fir och nëmme usazweise kënnen dem Aarmutrisiko ze entkommen. Et ass d'Beispill genannt gi vun enger Famill, engem Stot mat zwee Erwuessenen, zwee Kanner, déi leie mat deem neie Modell vum REVIS nach ëmmer 690 Euro vun deem Budget de référence ewech, deen de Statec ausgerechent huet, fir en dezent Liewe kënnen ze maachen. A 690 Euro, dat ass keng Klenggekeet, mä dat ass scho wierklech e fundamentalen Ennerscheid.

Mir bedauern och, datt de REVIS, esou wéi en agencéiert ass, och net weider wäert do hëllef, fir virun Altersaarmut ze schützen, well och dorobher keng Cotisatioun bezuelt gi respektiv just da Cotisatioun bezuelt ginn, wann déi Leit schonn iwwer 50 Joer al sinn.

Här President, ech mengen, datt et bei dësem Projet eenzel punktuell Verbesserung ginn. Dat muss ee soen. Et ass dat, wat Elengerzeiender ugeet mat Kanner. De Faktor Kanner ass méi staark an dësem Gesetz. A mir begrëssen och, datt elo zwee Leit an engem Stot kënnen u Mesuren deelhuelen. Mä mir mengen, datt dat eleng awer net duergeet, fir déi negativ Punkten, déi ech probéiert hunn opzezielen, opzeweien. An duerfir mengen ech och - oder ech mengen et net nëmme, ech weess et esouguer -, datt mir dësem Projet eis Zoustëmmung och net kënnen ginn.

Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Gérard Anzia.

► **M. Gérard Anzia (déi gréng).** - Merci, Här President. Dass déi gréng dësem Projet wäerten d'Zoustëmmung ginn, huet meng Partei-kolleege Sam Tanson scho virdru gesot. An e Merci um de Rapporteur, de Claude Lamberty, wat dem Sam awer virdrun entswuscht war, fir et ze soen, wat awer absolutt ubreucht ass!

Ech wëll an dësem Projet, dem Projet REVIS, hei ganz kuerz eppes ervirhiewen, wat mir um Häerz läit, an zwar d'Inclusion sociale. Ech mengen, e grouse Fortschritt vun dëser Reform, dat ass dat Zesummespill, wat elo kënn vun der ADEM an dem Office national d'inclusion sociale, dem ONIS, dass dat hei formaliséiert gëtt, wat virdrun u sech gefeelt huet. En Zesummespill, wat de Sënn an Zweck huet, Fraen a Männer hei ënnert d'Äerm ze gräifen, fir et ze erméiglechen, dass se an eng Aarbecht kommen, wat, wéi mer alleguerte wëssen, ganz schwierig ass.

Mä trotzdem definéiert de Mënsch sech, an och zu Lëtzebuerg, ganz staark an der Gesellschaft doduerch, dass en eng Aarbecht huet an enger Aarbecht noget, dass e kann dezent wunnen an och dezent liewen. A kengem ass gehollef, wa mer en ofstempelen an en als Empfänger vu sozialen Hëllef duerstellen. An duerfir geet deene Gréngen no eng reell Inclusion sociale ganz kloer iwwert de Wee vun enger regulärer Aarbecht.

Et ass och gutt a wichteg, dass an dësem Projet de loi, a meng Kolleege huet dat schonn ënnestrich, méi wéi eng Persoun an engem Stot ka vun deenen Hëllef profitéieren. Och do muss een drun denken, dass d'Wunnungsgemeinschaft sech wäerten an Zukunft ganz anescht definéieren, an duerfir ass dat hei e Schrëtt an déi richteg Richtung.

Fir déi gréng ass et och wichteg, dass déi Persounen, déi an de Genoss vum REVIS wëlle kommen, eng kloer Ulafstell virfannen. Mir ënnestsetzen awer och ausdrécklech déi Iwwerleeung vun der Madamm Ministesch Corinne Cahen, fir dass dës Usprichpersoun, den Agent régional, dass deen ugesidelt gëtt, ugedockt gëtt bei dem Office social. En Office social ass eng wichteg Ulafstell an enger Gemeng, an enger Regioun, fir grad déi Persounen, déi an eiser Gesellschaft duerch de Raster falen, déi dacks ouni Aarbecht sinn - awer net ëmmer ouni Aarbecht sinn -, fir déi ze ënnestsetzen.

An da si mer erëm an der Diskussioun, déi mer hunn, ob Leit, déi enger regulärer Aarbecht zu Lëtzebuerg noginn, ob et normal ass, dass déi zu de Working Poor gehéieren, oder ob do aner Mesur missten ergraff ginn.

Vun der Virgoensweis ass et jo esou, ganz kloer, dass als Éischt eben d'ADEM en Dossier erstellt, den Avis motivé weidergëtt (veuillez lire: ausschafft), wou gekuckt gëtt, ob et méiglech ass, eng Activation professionnelle ze maachen, also déi Persoun esou ze ënnestsetzen, dass se iwwer Mesur vläicht an eng Aarbecht ka kommen.

Dass déi Mesuren dann och kënnen direkt vun der ADEM ageleet ginn, dat ass gutt esou. Wichteg ass et eis awer och, an dat hu Virriedner och scho gesot, dass déi Mesuren net op eemol eng normal Aarbecht ersetzen an dass laangfristeg oder mëttelfristeg déi Mesuren dozou mussen féieren, dass déi Leit an e ganz normal Aarbechtsverhältnis kënnen kommen.

Deen Avis, deen do erschafft gëtt vun der ADEM, geet da weider un den ONIS, wann et eben noutwendeg ass, fir u sech aner Mesuren anzeleeden. An do spillt dann dëse regionalen Agent, déi Ulafstell, déi an der Gemeng sëtzt, déi am Office social sëtzt, an der Regioun sëtzt, hir wichteg Roll, fir zesumme mat där Persoun e Plang auszuschaffen: e Plang, deen op sozialen Aspekter baséiert, deen och personalstärkend Moosname soll erschaffen, fir d'Liewenssituatioun vun deene Leit ze verbesseren a se och laangfristeg ze stabiliséieren. Duerfir ass et och - nach eng Kéier! - gutt, dass dësen Agent, dës Persoun ugesidelt ass am Office social, well ganz dacks Mesuren eben do iwwergräifend wäerte mussen geholl ginn, Office social zesumme mat deem Agent, dem ARIS.

Hei kënn awer elo eng Roll, déi den Office national d'inclusion sociale muss spillen, u sech den Iwwerbau, deen all déi eenzel regional Agente muss matenee vernetzen, dee se muss an engem Reseau koordinéieren. An de Gréngen no wäert dës Koordinatiounsaarbecht och eng vun de groussen Erausforderunge sinn an dësem neie Projet de loi fir déi Emsetzung vun dësem Gesetz.

Dat wäert eng Erausforderung ginn, fir ze garantéieren, dass een, egal wou een zu Lëtzebuerg wunnt, bedéngt duerch déi regional Verdeelung vun dësen Agenten en Usprichpartner fënnst a gläichbleiwender Qualitéit, an enger äänlecher Berodung mat enger personaliséierter Begleitung, an dat, wéi scho gesot, um ganzen Territoire zu Lëtzebuerg.

Wichteg ass et och an eisen Aen, dass dee Plan d'activation sociale keng Einbahnstrooss, keng Sakgaass gëtt fir déi Leit, fir dass méiglechst, no deem Stärke vun deem, wat alles feelt, probéiert gëtt, awer erëm eng Kéier de Wee zrëckzefannen an eng Aarbecht. Well nach eng Kéier: Fir eis ass d'Inclusion sociale geschitt, wann een zu Lëtzebuerg déi Leit erëm eng Kéier an eng regulär Aarbecht ka bréngen, fir dass se eben och eng Plaz an eiser Gesellschaft fannen, wat bis elo ganz kloer net ëmmer de Fall ass a war.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Domat si mer um Enn vun der allgemenger Diskussioun ukomm. An d'Wuert huet elo direkt d'Madamm Familljeministesch, d'Corinne Cahen.

**Prise de position du Gouvernement**

► **Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer, dem

Rapporteur fir d'Éischt emol Merci ze soe fir säin exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport. Merci och alleguerten de Riedner haut de Mëtteg. Ech wäert natierlech e bësselchen do-rober agoen.

Ech géif awer och gären direkt de Memberen aus der Familljekommissioun Merci soe fir déi ganz flott Gespräicher an Diskussiounen, déi mer iwwert déi ganz Wochen a Méint haten, wat dëst Gesetz ugeet. E Merci och un all d'Mataarbechter aus dem Familljeministère, aus dem SNAS, aus dem FNS fir déi formidabel Mataarbecht, awer och de Mataarbechter aus dem Aarbechtsministère an der ADEM, well och si hu mat ganz vill Energie un dësem Gesetz geschafft.

An da géif ech awer, fir dat nëmme net ze vergiessen, och gären de Leit um Terrain Merci soe fir déi Aarbecht, déi se all Dag maachen an dësem Beräich, fir de Leit ze hëllefen, op d'Been ze kommen, d'sozial Inklusioun ze fërdere fir eben e bësselchen de Leit ze hëllefen, fir zu der Gesellschaft ze gehéieren. Et gëtt jo am Fong geholl näischt méi Schlëmme, wéi net dozougeheieren zu der Gesellschaft, ausgeschloss ze sinn. Et gëtt näischt Schlëmmeres, wéi net ze wëssen, dass een och eppes ka maachen.

Ech war, ier mer dëst Gesetz ugefaangen hunn auszuschaffen, ganz vill op den Terrain. An do gesäit ee Leit, déi ganz wäit wech si vum éischten Aarbechtsmaart, déi awer encadréiert ginn a wou Associatiounen engem soen: „Ma mir si scho frou, wann deen doten zwee- oder dräimol d'Woch iwwerhaapt moies opsteet a sech undeet a wäscht an och nach bei ons da kënn, fir iergendwéi eng Aarbecht ze maachen, fir eppes ze maachen, fir aktivéiert ze sinn, fir e soziale Kontakt och ze hunn.“

Ech sinn engem Mann begéint am Éislek bei enger Associatioun, deen huet mer voller Houfert seng Blumme gewisen, d'Uebst, wat e geplanzt hat am Gaart, an dat ass een, dee wäert ni enger regulärer Aarbecht kënnen noغو aus verschiddene Grënn. An awer huet dee Mann deen Houfert, deen en huet, fir all déi Aarbecht ze maachen, déi e mécht. Dat hätt en net, wann en net „aktivéiert“ wär, wéi mir dat nennen, wann en net dat bei der Associatioun kéint maachen. An dofir sinn déi Associatiounen, all déi, déi um Terrain schaffen, dat sinn ons wichtegst Partner! Well et si si, déi d'Leit motivéieren, fir ze kommen. Et si si, déi d'Leit motivéieren, fir et besser ze maachen an, wie weess, deen een oder anere vläicht och motivéiert kréien, fir vläicht eng Kéier kënnen op den éischten Aarbechtsmaart iwwerzegoen.

Hei mat dësem Gesetz gëtt e Meilestee gesat an enger Politik fir méi sozial Inklusioun. An dat ass genau dat, wat mer brauchen. Et ass e Paradigmewissel. No bal 20 Joer RMG war et un der Zäit, d'Politik zu der Aarmutskämpfung an der sozialer Ausgrenzung ze iwwerdenken.

Et ass villes gesot ginn hei de Mëtteg. Ech mengen, déi zwou allerwichtigst Saachen an dësem Gesetz, dat ass éischtens emol - a souwuel d'Taina Bofferding huet et gesot wéi och d'Sam Tanson, de Gilles Baum, et ass vu ville Leit gesot ginn -, dass deen zweeten Erwuesenen am Stot och kann aktivéiert ginn.

Mir mussen ophalen, just nëmme ze soen, mir géife géint d'Fraenaarmut kämpfen a géint d'Kanneraarmut kämpfen. Mir mussen och wirklech konkret eppes maachen, fir dergéint ze kämpfen. A mat dësem Gesetz maache mer dat, well deen zweeten Erwuesenen am Stot och endlech kann eng Aktivitéit unhuelen, sief dat ebe vläicht en Travail d'utilité publique oder awer e Sproochecours oder egal, iergendwéi eng Aktivatioun. Dat war bis haut net méiglech.

Dann, et ass och gesot ginn, dass mer d'Part vun de Kanner eropsetze bei de Familljen am Allgemengen, mä bei de Monoparentallen en particulier. An ech mengen, dass dat méi wéi gutt ass. Well wa mer wëlle konkret géint d'Kanneraarmut kämpfen, da muss mer dat iwwert dëse Wee ganz, ganz kloer maachen.

Dann ass et esou, wann ech vun där Associatioun schwätzen, wou ech dann zum Beispill war, wou ech deen Här gesinn hunn, deen am Gaart do geschafft huet, déi hunn ons erzielt, dass déi Leit, déi bei hinnen aktivéiert sinn, dass déi all zwou Woche bei D'ADEM mussen, dass se extra eng Camionette kauft hunn, esou e kleng Minibus, an dass déi dann all zwou Woche mussen all zesammen op d'ADEM fueren, fir dohinner stempelen ze goen.

Bon, et war evident, wéi mer ugefaangen hunn, un deem Gesetz hei ze schaffen, dass mir dat net eleng géife maachen, mä dass mer

dat zesumme mam Aarbechtsministère, mam Aarbechtsminister a mat der ADEM géife maachen.

An ech mengen, do ass emol schon deen alleréischte risegroussen Énnerscheid vun dësem Gesetz par rapport zu deem, wou den Här Spautz driwwer geschwat huet. Dir hutt selwer gesot, d'Reform vum RMG wär noutwendeg an néideg. Et stoung schon 2008, oder 2009 besser gesot, am Regierungsprogramm. 2013, hutt Der selwer gesot, hat Der alt emol eppes ausgeschafft, mä dat war awer net dat nämlech wéi dat heiten. Dat muss een awer eng Kéier ganz kloer soen!

An deem Modell hätten d'Leit vill manner bäikritt. Do war keng Iwwerleeung, fir d'Aktivatioun besser ze maachen. Do war keng speziell Mesure fir Kanner a Monoparentallen dran. Do war keng graduell Sanktioun dran. An ech mengen, dass grad déi graduell Sanktioun... Am Moment am RMGs-Text ass et jo esou, dass een iwwerhaapt net verwarnt gëtt. Et kritt een einfach, wann een iergendwéi sech un eppes net gehalen huet, deen RMG ewechgeholl.

Mir hunn an deem neie Gesetz hei eng graduell Sanktioun virgesinn, fir de Leit net einfach den Teppich ënner de Féiss ewechzehuelen, mä fir se ze warnen an ze soen: „Hei, setz dech en règle, fir dass de dat kanns weider kréien.“

Et war och keng Kollaboratioun virgesinn tëschen dem FNS, dem SNAS, der ADEM, an d'Gewënner fir d'Leit, déi ware wirklech vill, vill méi kleng respektiv et waren iwwerhaapt keng do.

Ech hunn awer interessant fonnt, dass Der och dat vu fréier kucke waart, e bëssen d'Geschicht kucke waart. Ech hunn dat natierlech och e bësselchen gemaach, well et jo awer ëmmer interessant ass, e bëssen ze kucken, wat déi eng an déi aner gesot hunn. Ech hunn do zwou Saache fonnt, déi ech ganz interessant fonnt hunn.

Ech géif nawell gären ee Saz oder zwee Sätz liesen aus dem CSV-Wahlprogramm vun 2013 - dee vun 2018, deen hunn ech jo nach net gesinn -: „Wir werden die RMG-Gesetzgebung überarbeiten. Einerseits werden wir der Kinderlast verstärkt Rechnung tragen, andererseits werden wir verschiedenen arbeitsverhindernden Regelungen entgegenwirken.“

Do stellt sech fir mech natierlech d'Fro mat esou engem Wahlprogramm, firwat dat Gesetz haut vun der CSV net gestëmmt gëtt. Dat ka sech just ëm e politesche Statement handeln an ëm soss näischt anescht, well mir hu genau dat gemaach, wat Dir an Ärem Wahlprogramm stoen hat!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - E Saz zum Budget de référence, d'Etüd vum Statec: Déi muss een och bis zum Schluss natierlech liesen, well wann een d'sozial Transferten do matrechten, da kënt een dacks iwwert de Montant vun deem Budget de référence eraus.

An dës Regierung, well ech just nach eng Kéier drun erënneren, a verschiddener vun de Riedner hunn et och scho gemaach, déi huet extrem vill gemaach an allem, wat Transfert-socialen ass, an allem, wat Investitiounen an d'Kanner an an d'Familljen ass. Ech ziele se net nach eng Kéier alleguer op, mä wéi just nach eng Kéier soen: 20 Stonne gratis Kannerbetreuung, gratis Schoulbicher, d'Subvention de loyer, de Pappcongé an an an! Do ass ganz vill geschitt an dëser Regierung.

A mir hunn och bei der Allocation de vie chère alleguer d'Prestatiounen, d'Prestations familiales erausgeholl, fir ebe justement nach méi d'Famillje mat Kanner, déi et schwierig hunn, d'Enn vum Mount ze boucléieren, fir déi nach eng Kéier méi ze ënnerstetzen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Madamm Minister, erlaabt Der eng Zwëschebemierkung vum Här Spautz?

► **Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Dajee alt!

(Hilarité)

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Ooh! Merci, Madamm Minister. Ech wollt elo just froen, Dir hutt elo dat alles vun den Transferts sociaux gesot. Ech hat lech och d'Fro gestallt mam Projet 7003 iwwert d'Kannergeld: „Wou si mer do drun? Gëtt do nach eng Decisioun geholl an dëser Legislaturperiode?“ Oder loosst Der deen Accord, deen Der 2014 mat de Gewerkschafte fonnt hutt a wou säit 2016 den Avis vum Conseil d'État virläit, loosst Der dat elo einfach sinn an Dir maacht guer näischt méi?

Merci.

► **Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Merci fir d'Fro. Mir hunn d'Rechnunge gemaach, déi hu mer och kritt elo an Tëschenzäit. An do muss ee soen,

dass dat, wat mer gemaach hunn, däitlech - däitlech, bal 3-mol! - iwwert deem läit, wat d'Evolution vum Salaire médian ubelaangt.

Do si mer elo amgaangen ze kucken, wéi mer elo mat deem Gesetz wëllen ëmgoen. Well Dir hutt et jo richtig gesot, dass de Statsrot jo och geschriwwen huet a sengem Avis, dass dat Gesetz net onbedéngt néideg ass. Mä mir wäerten an der Regierung awer nach eng Kéier do-riwwer schwätzen, fir lech ganz konkret op Är Fro ze äntwerten.

De Gilles Baum huet gesot, et misst Schluss si mat der...

(Interruptions diverses)

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Nee, et ass gutt.

► **Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Vu wéi engem Gesetz wollt Der elo schwätzen hei? Ech war am Fong amgaangen, iwwert de REVIS ze schwätzen, Här President.

(Interruptions)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, Madamm Minister. Dir hutt jo awer op d'Fro geäntwert.

► **Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Richtig!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - An ech géif elo mengen, d'Madamm Minister huet d'Wuert zum REVIS a mir ënnerbrieche se net méi.

► **Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Merci.

De Gilles Baum huet gesot, et misst Schluss si mat de Fraen an der Ofhängegkeet, dass mer déi an der Ofhängegkeet an an der Aarmut halen. Dat hei ass e Bekenntnis dofir, fir wirklech opzehalen, d'Fraen an der Ofhängegkeet an an der Aarmut ze halen!

Wann ee schafft, wann ee méi aktivéiert ass, wann ee méi Stonnen aktivéiert ass, da soll een dat och am Portmonni um Enn vum Mount spieren. Dat huet d'Madamm Bofferding och nach eng Kéier ganz däitlech gesot. A mat deem neien Immunisationsmechanismus ass et esou, dass een endlech, wann ee méi schafft, och méi um Enn vum Mount huet. An dat ass jo awer dat Mindest, wat ee muss hunn!

Am RMGs-Text huet dat leider net geklappt. Do huet een net méi kritt, wann ee méi aktivéiert war. Dat konnt net sinn. An dofir war et esou wichtig, dass mer dat Gesetz hei elo haut stëmme, justement fir déi Leit, déi e Wëllen hunn, fir méi aktivéiert ze sinn.

An ech wéi just nach eng Kéier soen, wat dat heescht: „aktivéiert“. Aktivéiert heescht net onbedéngt schaffen, wann een dat net kann. Aktivéiert heescht zur Gesellschaft ze gehéieren, eppes ze maachen. Dat kann zum Beispill sinn, wann ee keng vun eise gängige Sprooch schwätzt, e Sproochecours ze maachen. Aktivéiert ka sinn, wann een drogenofhängeg ass, dass een dann zum Beispill eng Kur mécht, fir vläicht där Drogenofhängegkeet ebe lasszeginn.

Ech wollt awer och nach e Saz soen zu de Mesuren, well d'Madamm Bofferding och gefrot huet, ob mer genuch Mesuren hätten. Mir investéieren an en zousätzleche sozialen Encadrement vun de vulnerabele Leit an den ONGen, an dat mat engem Encadrementsschlüssel vu mindestens engem zu acht. Dat ass e gutt Stéck méi wéi bis elo. An der Fiche financière vum Gesetz sinn do 16 Milliounen Euro ageschriwwen.

Well den Encadrement, wa mer iwwer sozial Inklusioun schwätzen, dann ass den Encadrement den A an den O. Dofir war et mer och esou wichtig, direkt am Ufank elo schon deene Leit um Terrain Merci ze soen, well deen Encadrement, dee sozialen Encadrement, dat ass dat, wat mer brauchen, fir déi Leit ze begleeden, fir dass déi Leit ebe sech och dozougeheiereg fillen, a fir deenen och d'Méiglechkeet ze ginn, vläicht och eng Kéier de Sprong ze packe vum ONIS eriwir bei d'ADEM, fir da kënnen eng professionell Aktivatioun ze kréien.

E Wuert zu de Colocatiounen, zu de Wohngemeinschaften, well souwuel den Här Spautz wéi och, mengen ech, den Här Baum an d'Madamm Bofferding hunn dat ugeschwat. Et ass dem FNS ganz kloer, dass et nei Zorte vu wunne gëtt. Dat gëtt et nun emol haut. A mir hunn och mat den Associatiounen - mir hunn iwweregeng alleguer d'Associatiounen, déi um Terrain aktiv sinn, gesinn, ier mer dat Gesetz hei geschriwwen hunn an och nodeems mer deen éischte Worf haten, fir mat hinnen ze kucken, ob dat dat ass, wat si brauchen -, mir hunn mat hinnen ausgemaach, dass dat natierlech méiglech ass, a Wohngemeinschaften ze liewen. Wann eng Associatioun dat chapeautéiert, ass et kee Problem. Fir de Rescht wäert den FNS awer natierlech och Kontrolle maa-

chen, fir ze kucken, a wéi enger Form dann d'Leit effektiv zesummeliewen, wann ee vun enger Wohngemeinschaft schwätzt.

An Zukunft wäerte méi Leit kënnen aktivéiert ginn, well eben deen Zweeten am Stot och kann aktivéiert ginn. Do wäerte mer natierlech dann och vill méi Leit hunn, déi an déi Aktivatiounsmesurë kënnen kommen. An de Gast Gibéryen huet gesot: „Mir wäerten déi 7% ni alleguerten an d'Aarbecht kënnen kréien.“ Dofir war et mir esou wichtig, nach eng Kéier ze soen, wat dat heescht: „Aarbecht“, well effektiv, mir wäerte se net alleguer op den éischten Aarbechtsmaart kréien. Mä wichtig ass, dass och déi, déi net op den éischten Aarbechtsmaart kommen, awer zur Gesellschaft gehéieren, dass déi awer och eng Beschäftigung hunn, dass déi eng sozial Inklusioun hunn. A genee dat wäerte mer mat dësem Gesetz maachen.

Net d'accord kann ech sinn, wann de Marc Baum seet, dass, wann een „à meilleure fortune“ kënt, dat heescht, wann een ierft, dass een dann net muss de REVIS zrëckbezuelen oder och elo den RMG.

Ech wéi awer just hei vun der Geleehheet profitéieren - och wann et net haut de Mëtteg heibanne gesot ginn ass, mä ganz dacks ass dat awer nach an de Käpp vun de Leit -, fir ze soen: Et muss keen, deen aus dem RMG elo oder aus dem REVIS spéiderhin eng Aarbecht unhëlt, ufänken, dat zrëckbezuelen. Dat ass net de Fall.

Ech soen et nach eng Kéier däitlech: Dat ass haut net gesot ginn! Ech sinn dat awer dacks vun der Press gefrot ginn. Et ass just, wann een „à meilleure fortune“ kënt, wann een zum Beispill ierft oder am Lotto gewënnt, dee Moment muss een dann dat zrëckbezuelen.

Wichtig a gutt ass, dass elo jiddwereen um Terrain zesummeschafft, dass d'Leit net méi musse pointéiere goe bei deen een, an awer bei deem aneren och encadréiert ginn. Richtig a gutt ass och elo, dass nach ëmmer d'Aarbecht d'Aktivatioun priméiert, dass, wann ee méi mécht, dass een dann och méi kritt.

An ech géif och gären aus dem Rapport vun der Commission de la Santé et de la Sécurité sociale vum 4. März '99, wou e gewëssene Mars Di Bartolomeo President war, zitéieren:...

(Interruption et hilarité)

...«Dès le début de sa démarche, le requérant est placé dans une logique de réinsertion par l'emploi plutôt que de bénéficiaire passif d'une prestation pécuniaire. Par ce changement d'approche, le projet se positionne dans l'optique des nouvelles conceptions qui se dessinent dans le cadre de la protection sociale européenne.»

Just fir dat eng Kéier ze zitieren. D'Leit sollen aktivéiert ginn. Si solle kënnen dozougeheieren. Déi sozial Inklusioun ass ons ganz, ganz, ganz wichtig, dass d'Fraen, dass déi Zweet am Stot och kënnen eng Aktivatiounsmesure maachen. Och dat ass e ganz, ganz wichtige Deal vun dëser Reform, dass d'Kanner méi berücksichtegt ginn, dass ee méi Sue fir d'Kanner kritt, a bei de Monoparentallen nach méi.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wär ganz frou, wann dat Gesetz hei haut géif gestëmmt ginn. An ech ka wirklech awer nach ëmmer net verstoen, firwat déi gréisst Oppositionspartei dat net ka matdroen.

Ech soen lech villmools Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech mengen, da wäre mer prett, fir iwwert de Projet de loi 7113 ofzestëmme.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 7113 et dispense du second vote constitutionnel**

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss.

D'Resultat ass 35-mol Jo a 25-mol Nee.

Jo?

(Interruption)

► **Une voix.** - Et geet op.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, et geet op. Et geet op. Domat ass de Projet adop-téiert.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude

Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par Mme Josée Lorsché), Sam Tanson et M. Roberto Traversini (par M. Henri Kox);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Marc Spautz) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Baum et David Wagner.

An ech géif da froen, ob Der da bereet sidd, fir op den zweete Vott ze verzichten.

#### (Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

#### Motions

Mir sinn da mat zwou Motiounen konfrontéiert, déi äänlech Visééen hunn, awer net identesch sinn.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Wie geet am wäitsten?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Nee, ech géif mengen, dass mer hei, wann ee sech net op eng gemeinsam kann eenegen, dass mer da chronologesch solle virgoen. Ech mengen, d'Diskussiounen...

Här Wiseler.

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Ech mengen, mir sollten dat maachen, chronologesch virgoen, well d'Viséé sinn zwar nëmmen zu engem Deel d'selwecht. Déi, déi d'CSV deposéiert huet, geet licht méi wäit wéi déi aner, respektiv haaptsächlech d'Considerante sinn awer fundamental anescht, soudatt mer net kënnen op déi eng iwwersprangen. Mir sollen also iwwert déi zwou ofstëmmen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Ech sinn absolutt mat lech d'accord. Mir géifen da fir d'Éischt iwwert d'Motioun ofstëmmen, déi vun de Kollege vun der CSV abruecht ginn ass. Den Här Spautz hat als Éischten d'Motioun abruecht. An ech géif dann d'Ofstëmmung lancéieren. Déi, déi also mat der Motioun vun der CSV d'accord sinn, stëmme mat Jo, an déi, déi net domat d'accord sinn, stëmme mat Nee.

#### Vote sur la motion 1

Voilà, d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss.

28-mol Jo, 32-mol Nee, keng Abstentiounen, an domat ass d'Motioun ofgeleent.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Marc Spautz) et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par Mme Cécile Hemmen), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par Mme Josée Lorsché), Sam Tanson et M. Roberto Traversini (par M. Gérard Anzia).

A mir géifen dann zu där zweeter Motioun iwwergoen, déi en äänlechen Objet huet, awer net grad esou wäit geet. Da géif ech déi zur Ofstëmmung bréngen. Et ass déi Motioun, déi vun der Majoritéit abruecht ginn ass. A wie mat dëser Motioun d'accord ass, stëmmt mat Jo. An deen, deen net d'accord ass, stëmmt mat Nee.

#### Vote sur la motion 2

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss.

#### (Interruptions)

Jo, en ass esou schmuelt ginn, dass een en net méi gesäit.

#### (Hilarité)

An den Här Angel, dee gëtt dann erëm vum Virtuellen zum Reelle gebeamed.

Also, 35-mol Jo, 25-mol Nee, domat ass déi Motioun ugeholl.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry (par Mme Taina Bofferding), Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par M. Henri Kox), Sam Tanson et M. Roberto Traversini (par M. Gérard Anzia);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Baum et David Wagner.

A mir sinn dann um Enn vun eisen Debatten iwwert de REVIS ukomm. Mir géifen elo zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen, dem Projet de loi 6913 iwwert den Archimage. Eise Rapporteur stécht an engem Stau.

Här Rapporteur, ech géif mengen, mir waarden nach zwou Sekonnen, bis dass d'Rou erëm am Sall agekéiert ass.

Sou, ech mengen, d'Rou ass erëm do. De Rapporteur, den Här Bauler, huet elo direkt d'Wuert.

### 8. 6913 - Projet de loi sur l'archimage et portant modification

#### 1° de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant réorganisation des instituts culturels de l'État;

#### 2° de la loi électorale modifiée du 18 février 2003;

#### 3° du décret modifié du 18 juin 1811 contenant règlement pour l'administration de la justice en matière criminelle, de police correctionnelle, et de simple police, et tarif général des frais

#### Rapport de la Commission de la Culture

► **M. André Bauler (DP), rapporteur.**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, haut ass e groussen Dag fir déi national Archiven, well de Vott vum Gesetzesprojet 6913 erlaabt eis, eng gesetzlech Basis ze schafen, fir datt eng vun den zentralen Aufgabe vun engem Stat erfëllt ka ginn, an zwar déi vun der Erhaltung an der Iwwerliewerung vun eisem schréffleche Patrimoine.

Eis national Archive sinn ouni Zweifel e wesentlechen Deel vun dëser Ierfschaft, deen et ze erhalen an zougängelech ze maache gëllt. Mir kréien elo endlech e komplette legale Kader, dee fir d'Alleréischt an der Geschicht vum Lëtzebuerg definéiert, wat Archive sinn, an deen déi ganz Bandbreit vun der archivistescher Aarbecht, vun der Selektioun iwwert d'Kollekt an der Erhaltung bis hin zur Kommunikatioun, ofdeckt.

Zu Lëtzebuerg goufen et bis ewell just vereenzelt an a verschidden Texter verstreut Dispositiounen, déi punktuell Aspekter vum Archimage geregelt hunn. Beispiller vun Texter an deem Kontext sinn de kinneklech-groussherzoglechen Arrêté vun 1878, de groussherzogleche Règlement vun 2001 iwwert d'Consultatioun vun den Archiven am Nationalarchiv oder nach d'Gesetz iwwert d'Organisatioun vum Notariat aus dem Joer 1976.

Wa mer eis mat aneren europäesche Länner vergläichen, si mir effektiv an där Hisiicht e gutt Stéck hannendran. Just fir der zwee erauszepicken: d'Bundesarchivgesetz an Däitschland staamt aus dem Joer 1988, dat aus Eisträich gouf ëmmerhin 1999 gestëmmt. Bei eise fran-

séischen Nopere ginn déi éischt Gesetzer a Circulaires op d'Zäit vun der Revolutioun zrëck.

Bis ewell huet den Archimage virun allem op enger fräiwëlleger Approche baséiert. D'Gesetz vun 2004 iwwert d'Kulturinstituter definéiert dem Nationalarchiv seng Missiounen, déi virun allem am Sammelen, am Klasement, am Tri an an der Conservatioun vun deenen Dokumenter, déi si kréien, bestinn.

An anere Wieder: D'Nationalarchive ware bis elo ëmmer vum gudden Wëlle vun den éffentlechen Institutiounen ofhängeg. Dat ännert sech mam neie Gesetz. Et gëtt näamlech eng Verflüchtung agefouert, déi Dokumenter, déi als Archives publiques definéiert sinn an déi als historesch wäertvoll agestuift goufen, dem Nationalarchiv ze iwwerginn, wann hiren administrativen Notzen net méi ginn ass. Déi onerlaabt Zerstückelung vun dësen Archive gëtt dann och ënner Strof gestallt.

Här President, ier ech e bësse méi an den Detail vum neie Gesetz ginn, erlaabt mer vläicht, nach kuerz iwwert d'Wichtigkeet vun den éffentlechen Archive fir eis Gesellschaft ze schwätzen! Firwat soll eng allgemeng Archivkultur geförderet ginn? A firwat brauche mer präzis Regelen a Kritären an deem Beräich?

Déi national Archive sinn dat kollektiiv Gediechtes vun engem Land, déi Plaz, wou - am Idealfall - all déi relevant historesch Dokumenter aus eiser Geschicht gesammelt ginn. Si sinn domadder net manner wéi eng Fënster, déi een opmaache kann, fir an d'Vergangenheet ze kucken. Ech denken do un déi sëllege Notairesakten, mat Hëllef vun deenen een am Nationalarchiv op d'Sich no Familljemembere ka goen, virun allem dann, wann d'Akten aus dem État civil vun de Gemengen net méi weiderhellen kënnen an d'Porregësteren och näischt méi hierginn, beziéungsweis duerch den Zweete Weltkrich oder aner Emstänn zerstückelt goufen.

Ech denken och un historesch Dokumenter, wéi zum Beispill déi éischt Vollekszielung an der eisträichescher Zäit ënnert dem Maria Theresia am Joer 1766 oder un d'Feuerstättenverzeichnis vu 1611, dat vu 1624 an dat vu 1653, déi et erlaben, den deelweis drastesche Réckgang vun de Stéit no der Katastroph vum Drëssegjäregem Krich heizuland ze retracéieren. Oder u Liassen, déi dokumentéieren, wat mat eise Kléischer geschitt ass, déi ënnert dem Jousef II. an an der Franséischer Revolutioun opgeléist goufen.

Et gëtt eng Abberzuel u wäertvollen, jo onersetzlechen Dokumenter, déi eis Geschicht hëllef opzeschaffen an déi eis e Bild vun der deemoleger Gesellschaft hëllef ze rekonstruieren. Dat gëllt natierlech och fir Dokumenter aus de Weltkricher an aus den Nokrichsjoren, déi et erlaben, e méi treit Bild vum 20. Jorhonnert ze zeichnen.

All dës schréffleche Tracen hëllef ze verstoen, vu wou mer als Land, als Natioun hierkommen a firwat mer haut do stinn, wou mer sinn. Si sinn dowéinst e wäertvolle Schatz fir Fuerscher an Historiker, engersäits, mä och fir den interesséierte Laien, deen no senge Familljewuerzele sicht oder eng Lokalchronik schreift. Alles an allem si se indispensabel, fir eis kollektiv Memoire ze bilden.

Do dernieft ass de fräien Zougang zu den éffentlechen Archiven essenziell an enger demokratescher Gesellschaft, fir d'Transparenz vun den éffentlechen Institutiounen ze garantéieren. D'Archiven ënnerstëtzen an alimentéieren den éffentlechen Debat a si féerden a gewëssener Hisiicht d'Kontroll vum Stat duerch d'Zivillgesellschaft.

Da spillen d'Archiven awer och fir de Stat selwer eng wichteg Roll, an zwar an deem Sënn, dass nëmmen eng korrekt Gestiou vun alle wichtegen Dokumenter, déi vun den eenzelne Verwaltungen produziéiert ginn, respektiv déi se vun d'obausse kréien, eng effikass Governance vum Statsapparat an e gutt Fonctionnéiere vun de staatleche Strukturen erméiglecht. Well dës Dokumenter donieft och dacks eng juristesche Beweiskraaft hunn, muss de Stat se gutt konservéieren, fir spéiderhin eventuell verschidden Aktiounen kënnen ze legitiméieren.

Dir gesitt also, léif Kolleeginnen a Kolleegen, den Archimage huet eng fundamental Bedeutung.

Gläichzäiteg sinn d'Erausforderunge vun enger adequater Konservatioun net ze ënnerschätzen. Déi eenzel Dokumenter solle jo, sou wäit et geet, an engem gudden Zoustand erhale bleiwen an och nach zukünfte Generatiounen zougängelech sinn. Dofir muss vun Ufank un de jeeweilige spezifeschen Ufuerderunge vum Material a vum Format Rechnung gedroe ginn. E Blat Pabeier muss selbstverständlech anescht behandelt gi wéi eng Landkaart oder de Plang vun engem Gebai. Hautdesdaags komme jo och nach déi digital Formater derbäi, déi all Kéier eng ganz speziell Behandlung verlaangen.

Et ass dowéinst nëmme richteg an noutwendeg, d'Nationalarchiven, déi eng laang Traditioun, Erfahrung an déi néideg Kompetenzen an deem Beräich hunn, per Gesetz net nëmmen an den Archimage anzubannen, mä se zu engem zentralen Element an der gesetzlecher Architektur vum neien Dispositif ze maachen.

Mam neie gesetzleche Kader mussen all déi be Traffenen éffentlech Institutiounen déi Dokumenter, déi gehale solle ginn, nodeems se keen administrativen Notze méi hunn, dem Nationalarchiv iwwerginn.

Konkret gëtt also, nieft enger offizieller Definitioun vum Begrëff Archivdokument, och endlech festgeluecht, wéi eng Institutiounen „archives publiques“ produziéieren: Et sinn d'est d'staatlech Administratiounen a Servicer, d'Gemengen, d'Chamber, de Statsrot, d'Justiz, de groussherzoglechen Haff, wann et de Statschef a senger Funktioun betrëfft, de Rechnungshaff an esou weider. All dës Institutiounen hunn elo mam Archimage eng Rei vu Verantwortungen am Kontext vun den éffentlechen Archiven, déi si produziéieren. Si mussen awer net all den Nationalarchiven hir Archiven ubidden, et ass e Régime dérogatoire festgehale ginn, dee virgesäit, dass ënner anerem d'Gemengen, d'Chamber, de Statsrot, d'Cour grand-ducale, d'Justiz an déi reliés Gemeinschaften sech selwer em d'Gestioun vun hiren Archive këmmen. Och kann de Minister ënner bestëmmte Konditiounen enger staatlecher Institutioun, déi dat freet, eng Ausnam erlaben, fir en autonomen Archimage ze kréien.

All dës Institutiounen, mat Ausnam vun de Gemengen an de Culden, hunn nom Gesetz siwe Joer Zäit, en Tableau de tri opstellen, deen definéiert, wéi eng Dokumenter derwäert sinn, gehalen ze ginn, a wéi eng net a wéi laang de jeeweiligen Archivproduzent seng Archiven hale muss. D'Gemenge kënnen awer, wa se dat wëllen, e Contrat de coopération mam Stat ofschléissen, a wa se net wëllen, musse se bei den Nationalarchiven ufroen, ier se Archiven zerstückelen.

Den Nationalarchiv hëlt, wéi gesot, eng zentral Roll an dësem Gesetz an. Nieft deenen Aufgaben, déi am Gesetz vun 2004 festgehale sinn, ass en an Zukunft d'Hauptspriechpartner fir alles, wat mam Archimage zesammenhängt. All Institutioun, déi sech selwer em hir Archive këmmert, kann zu all Moment bei den Nationalarchiven em Rot an Hëllef froen.

Donieft hunn d'Nationalarchiven awer och d'Aufgab ze iwwerpräiwen, dass all déi Archiven, déi entweder vun Entitéite verwalt ginn, déi vum Minister erlaabt kruten, sech selwer em hir Archiven ze këmmen, oder déi Archiven, deenen hiren administrativen Notzen nach net ofgelaf ass, op d'richteg Manéier verwalt a konservéiert ginn. Si hunn also an där Hisiicht eng Kontrollfunktions.

Mam Conseil des archives gëtt och en neit Organ geschaaft. Verrieder aus ënnerschiddlechen Domänen, wéi zum Beispill den Administratiounen, der Zivillgesellschaft, den Archivisten, den Historiker an esou weider, kënnen sech an deem Gremium begéien, fir iwwer Froen an Decisiounen am Beräich vun den Archiven ze diskutéieren. De Conseil schreift Avisen a Propositionen, sief et op Ufro vum Minister oder och op Eegeninitiative. Op dës Manéier ginn déi betreffen Akteuren an den Entscheedungsprozess matagebonnen, wat d'Archiven ugeet.

Esou e konsultativt Organ gëtt et a villen anere Länner. Mir orientéieren eis domadder effektiv un enger internationaler wäit verbreeter Praxis.

E weidere wichtegen Aspekt betrëfft d'Kommunikatioun vun den Archiven. Den Delai, ab wéini een där d'Archive konsultéieren, hängt vun der Zort vum Dokument of. Prinzipiell ka jiddwereen Accès zu den Dokumenter an den Archive kréien, an dat am Fond vum éischten Dag un, wou déi betreffen Dokumenter verséiert gi sinn. Allerdéngs ass et bei sensibelen Informatiounen noutwendeg, eng länger Frist ze respektéieren.

Esou sinn zum Beispill déi Archiven, déi mat der nationaler Sécherheet ze dinn hunn, fir 50 Joer gespaart. Op den Dokumenter, déi ënnert d'Steiergeheimnis falen, ass den Delai vun 100 Joer festgeschriwwen. Am Ufank war do iwwerhaapt keen Delai virgesinn. Op Interventioun vun der Chamberskommissioun an no Récksprouch mat der Regierung ass dunn en Delai vun 100 Joer festgehale ginn, deen et erméiglecht, datt elo keen Dokument, dat mat Steieren ze dinn huet an als relevant ageschat gouf, dierf zerstückelt ginn.

Och déi Archiven, déi perséinlech Donnéeën enthalen, sinn aus Dateschutzgrënn gespaart.

D'Dauer variéiert jee no der Situatioun. Wann der beträffender Persoun hiren Doude bekannt ass, sinn et 25 Joer, déi ee muss waarden. Wann awer net gewosst ass, ob d'Persoun nach leeft respektiv wéini si gestuerwen ass, da sinn et 75 Joer, nodeems dat lescht Dokument iwwert dës Persoun verséiert gouf. Mat enger Erlaabnis vun der beträffender Persoun entfällt dësen Delai natierlech, grad wéi wann de Partner oder d'Kanner vun enger verstuerwener Persoun hiren Accord ginn.

E lescht Element, dat ech bei dësem Projet erhiewe wëll, betrëfft déi privat Archiven. Quitte, dass d'Gesetz dës net onbedéngt direkt viséiert, well et sech jo prinzipiell op déi öffentlech Archive bezitt, ginn et awer eng Rei Dispositiounen zu de privaten Archiven. Dës kënnen nämlech an de Besëtz vum Stat iwwergoen, andeems dass de Stat se keeft, se geschenkt oder se verierft kritt huet.

E besonneschen Aspekt ass dee vum Virkafrecht, deen de Stat am Fall vun öffentleche Verkaf vu privaten Archiven huet. Wann also Archiven zum Verkaf stinn, muss d'ëst, 15 Deegier d'Vente publique gemaach gëtt, den Direktere vun de staatleche Kulturinstituter signaliséiert ginn. Wa se den historeschen Interêt vun den Archiven an d'Noutwendegkeet, se ze erhalen, unerkennen, hunn déi jeeeweileg Direktere bis zu zwou Wochen no der Vente Zäit, fir Gebrauch vun hirem Droit de préemption, also dem Virkafrecht ze maachen.

D'Direktere vun de staatleche Kulturinstituter kënnen och Privatarchive, déi net fir ze verkafe sinn an déi awer e groussen historeschen, kulturellen oder wëssenschaftlechen Interêt duerstellen, dem Minister virschloen, fir se ze klasséieren. Duerch de Klassement ginn dës Archiven enner Schutz gestallt. Se dierfen dann net méi zerstiéiert oder och net ouni Geneemung an d'Ausland exportéiert ginn.

De Klassement bedeit awer net, dass de Stat déi Archive kritt. Dës bleiwen an der Hand vun Besëtzer. De Besëtzer kritt donieft och Ennerstëtzung vum jeeeweileg Kulturinstitut, fir ze kucken, dass d'Archiven adequat konservéiert kënnen ginn.

Här President, dat ass de Gesetzesprojet iwwert den Archiving a senger grousser Linnen. Fir den Detail verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport.

Nach zum Statsrot sengen Avisen. A sengem éischten Avis hat déi héich Kierperschaft eng 13 Oppositionen formelles artikuléiert. Besonnesch d'Definitioune vu grondleeënden Notioune, op deenen den Text opgebaut ass, sollt méi kloer formuléiert ginn. Aner Dispositiounen waren aus juristescher Siicht net korrekt, zum Beispill, dass den Nationalarchiven hir Recommendationen op ee Pied d'égalité mat de Virschreften am Gesetz gestallt sollte ginn.

No enger éischer Serie vun Amendementer huet de Statsrot a sengem éischten Avis complémentaire begréisst, dass den Text insgesamt u Kohärenz an u Kloerheet gewonnen huet. Verschidden Oppositionen formelles konnten dowéinst opgehewe ginn, während anerer bliwwen respektiv neier derbäikomm sinn. Ech zitieren hei nëmmen den Droit de préemption, d'Virkafsrecht also, deen de Statsrot gären zäitlech begrenzt gehat hätt.

A sengem zweeten Avis complémentaire konnt déi héich Kierperschaft dunn d'Majoritéit vun der zweeten Serie un Amendementer guttheeschen. Et blouf virun allem nach een Artikel, en l'occurrence den Artikel 12, deen an enger drëtter Serie vun Amendementer ëmformuléiert huet misse ginn, soudass de Statsrot a sengem drëtten Avis complémentaire schlussendlech gréng Luucht fir de Gesetzesprojet konnt ginn.

Zum Schluss wëll ech nach opmierksam maachen op eng Rei Aweise un ënnerschiddlechen interesséierten Akteuren an dësem Kontext, déi ech a mengem schrëftleche Rapport opgegraff hunn.

Här President, ech kommen elo wierklech zum Schluss. Ech wëll awer nach präzisieren, dass am Texte coordonné, am schrëftleche Rapport Wieder stinn, déi duerchgestrach waren, awer duerch e mechanesche Feeler am Text ze gesi waren. Am Text soumis au vote ass dat awer elo redresséiert ginn. A sengem Bréif vum 5. Juli un de President vum Statsrot huet den Här Chamberpräsident déi puer Feeler, déi nach nom Vott vun Rapport an der Kommissioun bloufen, matgedeelet.

Ech wëll dann op dëser Plaz awer och nach der Madamm Josée Kirps an der Madamm Nadine Zeien aus den Nationalarchiven souwéi dem Här Romain Schroeder e ganz grousser Merci aus-

schwätze fir déi kompetent a frëndlech Ennerstëtzung bei den Aarbechten zu dësem Rapport. Gradesou wëll ech mech bei de Beamte vum Kulturministère fir hir Hëllef bedanken a bei menge Kolleegen aus der Kulturkommissioun fir déi konstruktiv Begleedung.

#### (Interruptions)

Här President, léif Kolleegen, ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn domadder den Accord vun der DP-Fraktioun zu dësem Projet.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Hmm, hmm!

#### (Hilarité)

Sou! No deene ville Mercie géife mer dann zum Serge Wilmes kommen, deen, mengen ech, a Gedanken och jiddwerengem Merci seet.

#### Discussion générale

► **M. Serge Wilmes (CSV).** - Selbstverständlech! Merci, Här President.

#### (Hilarité)

Ech schlësse mech effektiv deene Mercien och un. A fir d'Éischt Merci dem Rapporteur awer, wéi sech dat gehéiert, fir dee schrëftlechen a mëndleche Rapport, deen en, wéi gewinnt, hei ganz kloer a präzis gemaach huet, wat mer natierlech dann och erspuert, fir am Detail nach eng Kéier mussen op déi eenzel Detailer vum Gesetzesprojet anzegoen.

Déi eenzel Bestëmmungen, déi grouss Linnen huet en elo hei gesot. Mir, dat soen ech Iech direkt, wäerten dee Gesetzesprojet hei stëmmen, och wa mer eis an der Kommissioun zwar nach beim Rapport enthalen hunn. Mä ech hat dat deemools och erkläert, d'lescht Woch.

Et war, well mer awer nach eng Kéier wollten an eiser Fraktioun diskutieren, besonnesch eben iwwert déi Fro, wat den Här Bauler jo och hei schonn als Rapporteur bemierkt huet, vum Secret fiscal. Net fir a Fro ze stellen, dass solle Steierdokumenter kënnen archivéiert ginn an dat déi eng Kéier kënnen opgeschafft ginn, fir dat eng Kéier kann d'Geschicht geschriwwen gi vun enger Finanzplaz oder soss och Recherchen doriwwer kënnen gemaach ginn, mä einfach nëmmen, well mer och nach juristeschen Bedenken haten, well jo an den Abgabenordnungen, der Loi générale des impôts, de Paragraf 22 awer kloer seet, dass eben d'Steiergeheimnis onverletzlich ass, an an deene Paragrafen drënner, dass d'Steierbeamten net befuugt sinn, fir Contenus vu Steiersaachen u sech weiterzeginn, an ob een dann net hätt missen an deem heite Gesetzesprojet déi Befugnis draschreiwene, dass se dat därfe maachen.

Dat ass u sech déi Reserv, déi mer mat deem heite Punkt awer hunn. Mä ech stellen net a Fro, dass och Dokumenter, déi an der Steierverwaltung sinn, fir historesch Zwecker och solle kënnen opgeschafft ginn. Loin de là, soss géife mer dat Gesetz hei net ennerstëtzen!

Also, mer mussen nach eng Kéier kucken, ob dat wierklech net hei kontradiktöresch dann ass. Net, dass mer herno d'Situatioun kréien, mer hunn dat net Gesetz elo gestëmmt, mä da kommen éischer herno Kloe vläicht do dergéint an da riskéiere mer, dat hei mussen erëm unzepassen.

Dofir nach eng Kéier d'Fro: Ass dat wierklech kloer nach eng Kéier esou gekuckt ginn, dass mer do net déi Kontradiktionen hunn? Hätte mer net missen déi Befugnis vläicht hei dodra bréngen?

Mä, wéi gesot, am wichtigsten ass, mir ennerstëtzen dat Gesetz hei, well fir eis et kloer ass, dass mer hei e grousser Schrott no vir ginn. Do si jo scho Virarbechten enner der viregter Regierung gemaach ginn. An et ass, wéi de Rapporteur jo gesot huet, wat wichtig ass, wat déi grouss Annerung ass an deem heite Gesetzesprojet ass, dass elo mussen allegueren déi staatlech Instanzen hir Archiven, déi si hunn, enges Daags dann, wann d'Utilité administrative ofgelaf ass, an d'Nationalarchiven iwwerginn, wou se da kënnen an deem Moment richteg opgeschafft ginn, adequat och kënnen erhalte ginn, soudatt dann duerno, deen, deen dorunner interesséiert ass, deen da wëllt gäre Recherchen driwwer maachen, dat och da ka maachen.

Ech wëll mech also net méi an d'Detailer do verléieren, mä vläicht einfach eng Kéier eng allgemeng Iwwerleeung féieren iwwert d'Archiven, wat dat iwwerhaupt bedeit. Well, mir huelen dat elo als einfach esou geleefegen Term un, mä: Wou kënnt dat iwwerhaupt hier? Firwat ass iergendwann eng Kéier empfonnt ginn, dass een huet missen Dokumenter lagere an halen, an net einfach esou zerstiéieren?

An do, wann ee sech domadder auserneesetzt, mengen ech, da gesäit een, dass u sech d'No-

tation vum Archiv zwou Notioune beinhaltet: eng éischt Notioune, déi déi ass, déi op d'Originn vum Wuert, d'Étymologie vum Wuert Archiv zréckgeet, wat souwuel aus dem Laténgeschen Archivum kënnt, mä dat geet awer erëm zréck op dat aalt griichescht „arkhèion“, an dat huet bedeit an der Zäit, dass et u sech déi Saache sinn, déi vun den Tribunaler produzéiert gi sinn, dass et Titres waren, dass et administrativ Dokumenter waren. Wat net verwonnerlech ass, well et nämlech vun deene gemaach ginn ass, déi d'Archonte waren, dat war am ale Griichenland, besonnesch an der Polis, an der Stad, waren dat u sech déi héchste Magistraten. Dat waren u sech déi, déi de Pouvoir hatten, well se souwuel administrativen, politeschen a judiciairé Pouvoir haten. An et heescht, dat, wat déi ebe geschriwwen hunn, wat déi verfaasst hunn, ass gehale ginn. An dovu kënnt d'Originn dovunner.

1751, also vill méi spéit, gëtt dann an der Encyclopédie vum Diderot a vum d'Alembert d'Wuert Archiv definéiert als „d'anciens titres ou chartes qui contiennent les droits, prétentions, privilèges et prérogatives d'une maison, d'une ville, d'un royaume“.

Et gesäit een also, dass et en administratiivt ofiziell Dokument ass iwwert d'Rechter, de Pouvoir, d'Obligatioun, awer och d'Propriétéite vun enger Persoun, an de meeschte Fall war dat de Souverain, oder awer och vun enger Stad. Denke mer un d'Fräiheitsbréiwer, déi eng Stad am Mëttelalter jo u sech krute vun dem jeeeweilegen Herrscher, dass se da verschidde Rechter doduerjer haten, oder herno spéider natierlech och vun engem Land a ganz spéider natierlech och vu weidere regionalen Administratiounen, Instanze wéi Regiounen, Departementer oder bei eis jo och d'Gemeengen, oder awer och natierlech vu Persounen, Eenzelpersounen.

Dat heescht, dass sinn u sech Dokumenter, déi produzéiert gi sinn, déi mat eppes bewisen, dass eng Preuve do ass, fir ze soen: Majo, dat heite Recht hunn ech. Ech sinn eben de Souverain vun dësem Land a mir stinn déi Rechter domadder zou oder mir stinn als Stad déi hei Rechter zou oder als eenzelne Bierger hunn ech déi heite Propriétéit, et ass mäin Haus, et ass mäin Terrain.

Ech mengen, dass ass et jo, firwat dat gehale ginn ass, well soss hätt ee kënnen contestéiert ginn. Et ass jo net verwonnerlech, dass, wann zum Beispill Regimenter, Länner Kriecher géintenee féieren an ee gewénnt iwwert deen aneren, et dacks esou ass, dass probéiert gëtt, dem Verléierer seng Tracen, déi deen hannerloos huet, ze zerstiéieren oder ze verstoppen, fir dass deen net kann herno nach eng Kéier en Usproch stellen: Majo, mä dat war awer mäin Terrain, dat waren awer meng Propriétéiten hei.

Dat heescht, dass do jo Preuve ware vun der Existenz virun, dass do versicht gëtt, ëmmer alles auszeläschene. Ech mengen, et gi jo och do an der Filmgeschicht Beispiller, oder besser an der Literatur, ee Buch, wat och verfilmt ginn ass, vum George Orwell, 1984, wou ee jo ganz genau gesäit, wéi dat an d'Absurd gedriwwen gëtt, wou ëmmer erëm een ass, deen dann herrscht, an da gëtt dat alles ëmgeschriwwen, d'Geschicht, esou wéi deen dat gesäit. An da gëtt et herno erëm en aneren an da gëtt alles zerstiéiert.

Ech mengen, dass ass also wichtig, dass een déi Saachen ebe gehalen huet a se geschützt huet, fir kënnen déi Uspréich och dann ze stellen. Dat ass u sech d'Originn dovunner. An dat spigelt sech och ëmmer erëm an der Geschicht vun europäeschen Archiven erëm, wéi gesot, vun der Antiquitéit bis an d'Mëttelalter eran, sinn dat dann haaptsächlech ëmmer Dokumenter, déi fir de Pouvoir stinn, déi eben offiziell eppes kënnen bewisen.

An dofir gi se dann och meeschtens do op deene Plaze gehalen, wou de Pouvoir säi Sëtz huet, dat heescht, dass war dann dacks de Palais oder d'Buerg vun deemjéineg Souverain oder Seigneur, deen déi Dokumenter produzéiert huet, deem dat gehéiert huet. An et ass eréischt am 16. Jorhonnert, wéi lues a lues u sech déi grouss europäesch Länner, Monarchien, och ugefaangen hunn, hire Pouvoir méi auszubreeden an och Verwaltungen opzebauen, déi ëmmer méi u modern Verwaltungen erukommen, an op déi ons modern Verwaltung sech jo och gréisstendeels mat stäipen, dass dat eréischt ugefaangen huet, dass och du gesot ginn ass: Mir mussen déi Dokumenter zentraliséieren.

Do sinn éischt zentral Archiven eben och geschafft ginn. Bekannte Beispiller dovunner sinn zum Beispill d'Zentralarchive vum spuenesche Räich ënnert dem Charles Quint, dee 1545 seng Charten a seng administrativ Fongen allegueren zu Simancas zentraliséiert huet, respektiv och nach dem Vatikan seng Archiven, deen ugefaangen huet, och am 16. Jorhonnert, alles

zu Roum am Castello Sant'Angelo zesummenzedroen. Méi rezent dann am 18. Jorhonnert, de Rapporteur huet och schonn drop verwisen mat de Vollekszielungen, ass een och beim Maria Theresia, wou dann d'Statsarchiven zu Wien geschafft gi waren.

An da komme mer a Frankräich, wou jo och de Rapporteur richteg op déi Archiver verwisen huet, déi do geschafft gi sinn, och duerch d'Franséisch Revolutioun, éischters, d'Nationalarchiven a Frankräich, an zweetens, déi awer och dann dozou gefouert hunn, dass och an den Departementer hu missen Archiven entsto.

An dovunner huet och an deem Moment - entre Guillemeten - Lëtzebuerg profitéiert. Dat war jo dunn zwar net méi den Duché Lëtzebuerg, mä et war d'Département des Forêts, wou jo och dunn en Archiv huet misse geschafft ginn an dem Chef-lieu vun deem Département, wat d'Stad Lëtzebuerg jo war, a wou dann allegueren déi Dokumenter zesummedroen gi sinn, déi ebe virun awer schonn existéiert hunn. Well et muss ee soen, virun ass et jo schonn e Conseil provincial gi vum Souverain. Et si Stände ginn. Et sinn Abteie jo ginn, déi Saachen haten. An dat ass do alles zesummedroen ginn. An dee Chef-lieu, de Sëtz dovunner war hei niewendrun am Palais.

Dat heescht, dass war also och do schonn een éischt, souzosen zentraalt Archiv. Dat kann een och alles schéi propper noliesen um Internetsite vun den Nationalarchiven. Ech hu mer dat elo net selwer alles aus de Fanger gezunn, mä dat ass ganz gutt do opgeschafft. Natierlech hunn ech et selwer nogekuckt, absolutt.

#### (Hilarité)

Mä Dir kënnt awer selwer alles do noliese goen. An dofir ass et heiansdo wichtig...

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Dat steet alles am Gesetz.

#### (Brouhaha)

► **M. Serge Wilmes (CSV).** - Neen, dat steet net am Gesetz. Wann Der et gelies hätt, géift Der wëssen, dass dat net am Gesetz steet, Här Kox. Dat steet um Internetsite vun den Nationalarchiven, déi ganz interessant sinn, éischters, fir d'Nationalarchiven ze kucken, mä zweetens och, fir eng Kéier dohinnerzogen, fir sech och eng Kéier e Bild ze maachen, wéi déi Nationalarchive sinn.

Déi si jo an der fréierer preisescher Kasär. Bon, mir wësse jo all, dass et net déi optimalsten Émstänn sinn. Dofir gëtt jo och da versicht vu successive Regierungen, fir kënnen en neit Nationalarchiv ze maachen. An dat Nationalarchiv, ech mengen, dass ass déi nächsten Etapp, muss natierlech och en adequat Gebai eng Kéier duerno kënnen kréien. Mä op jidde Fall ass et interessant, den Historique vun onsem Nationalarchiv eng Kéier nozeverfollegen, wat een entre autres op deem dote Site kann novollzéien. An esou gëtt een da ganz interessant Saache gewuer, wéi zum Beispill, dass de franséische Regimenter dann deemools déi doten Aktiounen gemaach huet, fir dat Archiv an deem Département hei ze grënnen.

An dat waren awer nach deemools alles ëmmer nëmmen administrativ Dokumenter. Datt déi Dokumenter, déi sollen zesummedroen ginn, och eng historesch Valeur hunn, an dat ass eben déi zweet Notioune vun Archiven, op déi ech och wollt ze schwätze kommen, ass méi spéit entstanen. Eréischt am 19. Jorhonnert ass op eemol och eng gewëssen Erkenntnis dofir komm, dass net nëmme sollen administrativ Dokumenter zesummedroen ginn, mä och Dokumenter, déi en nationalen Interêt hu fir d'Geschicht, fir d'Vergaangenheet vun där Regioun, vun där Stad, vun deem Land.

An dat sinn natierlech och administrativ Dokumenter. Dat eent schléist dat anert net aus, och wann dacks zwar déi Separatioun gemaach ginn ass an der Gesetzgebung. Mä et ass eréischt do am 19. Jorhonnert, wou lues a lues déi modern Geschichtsschreiwung jo och usetzt a wou du mat dem Entstoe vun den Nationalstate selbstverständlech do och versicht ginn ass, sech eng national Geschichtsschreiwung ze ginn.

An da muss een natierlech och op Sourcë kënnen zréckgräifen. Ech mengen, dass ass jo den „core business“ vun engem Historiker. De Kolleeg David Wagner gëtt mer do sécherlech jo recht, engem Historiker seng Aufgab ass et, fir jo primär Sourcen ze consultéieren an net secondaire Sourcen. An déi leien awer an den Archiven, wou een da muss eng kritesch Analys dovunner maachen. Dofir sinn déi da fir d'Geschichtsschreiwung einfach essenziell. Den Här Bauler huet dat jo och schonn a sengem Exposé hei gesot. An dat ass am 19. Jorhonnert entstanen, dass eben d'Nationalarchiven och Dokumenter solle konservéieren, déi en nationalen Interêt hu fir d'Geschichtsschreiwung.

1829 da gëtt ënnert dem hollännesche Regimenter den Accès zu de Provänzarchiven, si

hunn entre-temps en aneren Titel gehat, effentlech, well bis dohinner ware se just reservéiert fir d'Administratioun. Elo gi se awer effentlech gemaach, an zwar stoung do: «À toute personne connue et méritant confiance, qui voudra faire des recherches dans l'intérêt général de l'histoire.» Do hu mer also déi Notion, fir am Intérêt général vun der Geschicht kënnen déi Archiven ze consultéieren an och Dokumenter do zesammenzedoen.

Vill méi spéit am 20. Jorhonnert, 1958, kréien dann d'Archiven hir éischt gesetzlech Basis an heeschen elo Statsarchiven, Archives de l'État. An och hei gëtt am Artikel 8 vun deem Gesetz definéiert, datt de Stat seng historesch Archiven an administrativ Archiven huet. Do huet een also nach déi Trennung zwar vun deenen zwou Notionnen, quitte datt dat eent dat anert u sech net ausschléisst.

An dann 1988 ginn aus de Statsarchiven dann déi Nationalarchiven an da kréie se och de Statut vun engem Kulturinstitut. 2001 gëtt et dann e Règlement grand-ducal, deen dann d'Konsultatioun vun den Archivfongen an Nationalarchive regelt, 2004 dann e Gesetz iwwert d'Reorganisatioun vun de Kulturinstitute, also och vun den Nationalarchiven, wou dran definéiert gëtt, wat d'Missiou ass vun Nationalarchiven.

An do steet och kloer dran als éischt Missioun: «Les Archives nationales ont pour mission de réunir tous les documents d'intérêt historique national leur soumis. Elles classent, inventorient et conservent les archives publiques en vue de leur utilisation à des fins historiques et administratives.»

Do gesäit een an där doten Definitioun, datt awer déi historesch Bedeitung, d'Valeur vun Dokumenter u sech e bësse méi, ech wëll net soen dominéiert, mä trotzdem méi ervirgehuewe gëtt wéi déi administrativ Bedeitung.

An dann an deem Gesetzesprojet, dee mer elo amgaange sinn ze diskutéieren, ze debattéieren an dann herno och ze stëmmen, do ass u sech an deem éischten Artikel festgehale, datt elo den Archivage soll regléiert ginn am effentlechen Interêt, an dat, fir datt d'Rechter vu physischen a moralesche Persoune kënnen gereiert a gerechtfertigt ginn an awer och fir datt den Accès zu Dokumenter garantéiert gëtt, déi fir onst Land net eleng en historeschen, mä och wëssenschaftlechen - quitte datt ech mengen, datt historesch, d'Geschicht och eng Wëssenschaft ass, et ass also net kontradiktorsch, mä datt awer aner Wëssenschafte sech fir Dokumenter, déi an den Archive leien, selbstverständlech interesséieren -, kulturellen, wirtschaftlechen a gesellschaftlechen Interêt hunn.

Voilà, elo kann ee sech dann d'Fro stellen, firwat ech esou e laangen Exkurs iwwert d'Bedeitung vun den Archive gehalen hunn. Mä ech mengen, et ass awer essenziell, well mer trotzdem mussen wëssen, wou dat jo hierkënn. Hei gëtt jo gesot: Mir maachen dat heiten, fir datt mer wëssen, wou mer sollen higoen. Mä mir mussen fir d'Éischt wëssen, wou mer hierkommen, well ganz genau ass et ëmmer och, wa mer ons mat deenen heite Saachen ausersetzen. Et ass interessant ze wëssen: Firwat schwätze mir haut iwwert d'Archiven? Wou kommen d'Archiven hier? Wéi ass de Besoin gewiescht, fir eng Kéier Archiven ze maachen?

Ech mengen, datt den Här Bauler jo och schonn d'Bedeitung erkläert huet, déi dat fir e Land, awer net nëmme, wéi gesot, mä och fir all aner Kollektivitéit huet, och fir déi eenzel Persoun. Et ginn och vill Kolleegen an onse Reien, déi jo och ganz passionéiert selwer Anefuerschung maachen. Och et ass nëmme méiglech, gewuer ze ginn, wou seng Famill hierkënn - an do sinn der dobäi, déi dat bis, mengen ech, ganz wäit zrëck konnte verfolgegen -, wa selbstverständlech d'Archiven déi Dokumenter och hunn.

Elo kann een awer soen, bis elo sinn et keng contraignant Mesurë ginn, fir datt effentlech Instanze mussen hir Dokumenter eng Kéier den Nationalarchive ginn. Dat heescht awer net, datt et virdu keng Archivkultur trotzdem ginn ass. Et si jo awer ëmmer schonn Instanze ginn, déi hir Saachen trotzdeem gehalen hunn. Mä elo gëtt natierlech domadder assuréiert, datt och wierklech keng Lacunne méi kënnen entstoen, dat heescht, datt och wierklech alles, wat vun effentlecher Hand produzéiert gëtt, muss erhale ginn a muss konservéiert ginn.

Bis elo hu mer awer net de Fall gehat, datt näischt an den Archive géif leien. Déi sinn net eidel. Ech mengen, datt mer entre-temps, ech weess net, tëschent 40 a 50 Kilometer Dokumenter an den Archive leien hunn, déi sech hannerneenen do reien, an et ginn der elo nach wäitass méi mat deem heite Gesetz. Dat versteet sech, dofir nach eng Kéier, ech mengen, et gëtt trotzdem ëmmer méi wichteg, datt mer och dann den Nationalarchiven dat Gebai ginn, wat se brauchen, fir datt se kënnen dann

och ënnert deenen optimaalste Konditiounen alleguerten déi Dokumenter do lagere.

Mä mir sinn hei mat engem Gesetz konfrontéiert, dat ons mat ons selwer ebe konfrontéiert, well et geet hei ëm näischt aneres wéi ëm d'menschlech Existenz, well dat heite si jo d'Spuren, déi mer hannerloossen, déi an deenen Archiven herno wäerte verwalt a konservéiert ginn.

Dacks ass jo d'Geschicht e Fach, wat net ëmmer vläicht dee Stellwäert huet, wéi vläicht mir, déi Geschicht studéiert hunn, ons et géife wënschen, wat och e bëssen domat zesammenhängt, wéi et vläicht heiansdo an der Vergaangenheet enseignéiert ginn ass. Dobäi mengen ech, ass et awer grad eent vun deene wichtegste Fächer, datt, wann een déi Bildung awer huet och an der Geschicht, et engem awer ganz villes mat op de Wee gëtt. Och wann dat esou pauschal a banal Aussoe sinn: Da wësse mer besser, wie mer sinn. Mä effektiv ass et esou. An et ass nach ganz villes, wat unbekannt ass, wat muss belicht ginn.

Mä d'Vergaangenheet ass näischt, wat dout ass. Et ass keng doudeg Matière, et ass u sech eng extrem lieweg Matière, well mer jo grad déi Spuren nach ëmmer do leien hunn. Et muss ee se just fannen. Dat heescht, se mussen also disponibel sinn. An da muss een natierlech nach wëssen, och mat hinne kënnen ze kommunizéieren, well et ass jo net all Dokument, wat een direkt ka vläicht gutt liesen. Wat ee méi zrëckgeet, wat et méi schwéier gëtt. Dofir ginn et jo Experten, déi all Schréfte kënnen identifizéieren. Mä d'Geschicht schwätzt awer zu ons, si ass lieweg. An dat Liewen, dat muss mer ons einfach och kënnen erhalen.

An dat, mengen ech, si mer och schëlleg, net nëmme den nächste Generatiounen, wéi dacks gesot gëtt, mä einfach emol un éischer Stell ons selwer, well et geet jo och ëm ons Existenz vun haut, och mir hannerloossen ons Spuren. Dat, wat mer hei soen oder ech amgaange sinn ze soen, wat Dir gesot hutt, dat gëtt jo och eng Kéier archivéiert. An ech mengen, ech weess net, ob eng Kéier ee wäert interesséiert sinn, dat nozeliesen. Mä wann dat awer eng Kéier sollt de Fall sinn, wollt ech awer soen, da wäert en awer och mierken, datt - och wann dat an deem Moment deenen hir Aufgab ass, net ons - et och e Mythos ass, datt ëmmer gesot ginn ass, d'CSV hätt an dëser Legislaturperiode géint all Gesetz gestëmmt.

Hei ass de beschte Beweis, datt mer derfir gestëmmt hunn. An dat ass dann un hinnen, dat ze beweisen. Dofir, mir stëmmen dat aus Iwwerzeugung, aus all deene Grënn, déi ech lech elo gesot hunn.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Nächste Riedner ass den Här Franz Fayot.

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Merci, Här Präsident. No deem historeschen Exkurs gëtt et elo e bësse méi prosaesch. Elo kënn de Jurist un d'Riednerpult.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Macht eis keng Angscht!

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Ech wëll awer ufänke mat e bëssen enger Anekdote. 1998 koum de Film „Stol“ vum Claude Lahr eraus. Dat ass en Documentaire iwwert déi industriell a sozial Geschicht vun der Stolproduktioun bei ons am Land. An déi vun lech, déi dee Film gesinn hunn, déi kënnen sech un déi beandrockend Biller aus de Schmelzen erënneren, déi an den 20er Joren am Optrag vun der Columeta gedréit goufen a wou een d'Stolarbechter bei der Aarbecht gesäit, wat zimlech exceptionell ass fir Lëtzebuerg, mä awer och mengen ech, an der ganzer Welt als Zäitdokument.

Dëst ganz seelent Filmmaterial, wat elo zu de Schätz vum CNA gehéiert, war awer op een Hoer um Tipp gelang. Et ass nëmme engem Zoufall ze verdanken, dass deen Aarbechter vun der ARBED, deen Employé, deen an der Neier Avenue de Keller sollt raumen, fir Plaz ze maache fir nei Büroen, déi Filmer do net op den Tipp gehäit huet, mä dass e sech erënnert huet un dee Kolleeg, deen zu Déifferdeng op der Léierbud geschafft huet an deen eng Sensibilitéit fir Film hat. An et ass och e weideren Zoufall, dass dee Kolleeg dunn deen ale Broll do siche komm ass an engem Schaf zu Déifferdeng opbewahrt huet. An engem weideren Zoufall ass et ze verdanken, dass de Claude Lahr, den Zeenarist vun deem Film, des Filmer zoufällig an engem blechene Schaf stoe gesinn huet a se un den CNA weiderginn huet, deen dunn déi Filmer restauréiert huet a se verväertbar gemaach huet.

Eng aner esou Anekdote ass déi vun den Aarbechte vun der Commission d'étude sur les spoliations des biens juifs (veuillez lire: Commission spéciale pour l'étude des spoliations des biens juifs au Luxembourg pendant les an-

nées de guerre 1940-1945), déi 2001 ugefaangen hunn. Do ass festgestallt ginn, dass d'Archiven iwwert d'Krichsschied an esou engem schlechten Zoustand waren, well se louchen an engem iwwerschwemmte Keller am Kolléisch, dass et dunn dräi Joer gedauert huet, bis se gebotzt waren a bis se iwwerhaapt erëm lieserlech waren.

Här Präsident, där Anekdoten do, där gëtt et der eng munnech. An ech si sécher, dass jiddwereen heibannen der e puer kennt. A si weisen alleguer, jo, wéi schlampege mer am Fong hei zu Land bis elo mat onsen Archiven emgaange sinn. An dat dierf am Fong net méi sinn.

A wann de Serge Wilmes elo d'Fro stellt, wou mer hierkommen, an ouni elo esou wäit zrëckzegoe wéi hien, dann ass et sécher richtig, dass Saache gesammelt gi sinn an erhale gi sinn. Mä et ass awer och sécher esou, dass ganz vill zerstéiert ginn ass a ganz vill wäertvoll Saachen zerstéiert gi sinn, déi elo einfach net méi do sinn, déi d'Geschichtsschreiwung net méi huet, déi d'Fuerscher net méi hunn, déi net méi do sinn, fir eng objektiv Recherche ze maachen iwwer ons Geschicht.

Här Präsident, 1988, virun 30 Joer ongeféier, huet de Robert Krieps d'Nationalarchiv zu enger Kulturinstitution gemaach, also em eigentlech e legale Kader gi mat engem Budget an engem neie Gebai, mä ouni nei Regele fir den Archivage virzugesinn.

Mir hunn ons als LSAP ëmmer dofir agesat, dass d'Archivierung e juristesche Kader sollt kréien, mä och, dass d'Nationalarchiv méi Moyenen an e Gebai sollt kréien. Dofir begréisse mir als LSAP ausdrécklech dëst Gesetz, dat mer haut stëmmen.

Här Präsident, et ass scho munches gesot ginn an ech wëll dem Rapporteur, dem André Bauler, Merci soe fir säi gudden Rapport. Mä ech géif awer gær op e puer Punkte vun deem neie Gesetz agoen.

Deen éischte Punkt ass, wann een d'Wichtigkeet gesäit, déi d'Nationalarchiv elo kritt an deem neien Dispositif, wat d'Kollekt, den Inventaire vun effentlechen Archiven ugeet, mä awer och d'Hëllef bei den Derogatiounen, zum Beispill de Gemengen géintwuer, da muss ee soen, dass dëst Gesetz just e Succès ka ginn, wa verschidde Bedéngungen erfüllt ginn. Déi éischt Bedéngung ass, dass dat néidegt spezialiséiert Personal agestallt gëtt.

Am Projet de loi ass dozou u sech näischt ze fannen, just dass déi verschidden Arichtungen, déi Archiven hunn, eben iwwer qualifizéiert Personal mussen verfügen, woubäi och op d'Sous-traitance kann zrëckgegraff ginn.

2015 gouf de Service de collecte, conseil et encadrement an d'Liewe geruff. An 2017 goufen d'Formatiounen an der Archivistique lancéiert, wou een am Rapport annuel vum Kulturministère ka liesen, dass 41 Persoune forméiert goufen, dovu sinn der 34 beim Stat a siwe bei de Gemengen.

Nieft dem Personal ass och d'Gebai ganz wichteg. Et ass wichteg, dass d'Nationalarchiv en neit Gebai kritt mat Stockagecapacitéiten, déi dem massive Versement vun neien Dokumenter ënner pabeier- an elektronischer Form Rechnung droen. Mir wënschen ons, dass d'Aarbechten un deem Gebai schnell ufänken. Et ass jo e Projet, dee bekannterweis op d'Joer 2000 zrëckgeet an ëmmer erëm och budgetäre Krisen zum Affer gefall ass.

2004 gouf d'Philharmonie gebaut an et waren net méi genuch Suen do, fir och nach dat neit Nationalarchivgebai ze bauen. Dunn 2009, no der grousser Finanzkris, waren och keng Sue méi do. An elo a senger Reunioen vum 27. Mee 2016 huet de Ministerot d'Konstruktioun fir dat neit Gebai op d'Lëscht vun de groussen Infrastrukturprojete setze gelooss. Entstoe soll dat Gebai, wéi Der all wësst, um südwestlechen Deel vun der Héichuewenterrass um Belval, do wou am Kader vum Architekturconcours vun 2003 eng éischte Kéier en Nationalarchiv virgesi war.

Momentan ass de Projet au stade d'études, wéi de Kultur- an den Infrastrukturminister der CSV-Deputéierten Octavie Modert geäntwert hunn am Kader vun enger parlamentarescher Ufro. Den Dossier fir den Avant-projet sommaire sollt bis Enn Mee 2018 fäerdeg sinn. An den Avant-projet définitif soll fir Enn Oktober 2018 da virgesi sinn. De Projet de loi da soll bis Enn des Joers deposéiert ginn an dann hoffentlech schnell réaliséiert ginn. Dat ass onse Wunsch, dass och dat mat deem Gebai elo virugeet, dass d'Nationalarchiv eben och déi néideg Infrastruktur huet an deen néidege Stockageraum, fir eben a gudden Konditiounen hei kënnen ze schaffen.

Här Präsident, d'Gesetz huet een zimlech komplexe System op d'Been gestallt, fir alle verschiddenen Desiderata vun Institutionen a

verschiddenen effentlechen Haiser nozokommen. Et gëtt och nach wichteg Archive bei effentlechen Instituter wéi dem Centre national de littérature oder dem CNA. An dofir ass et onser Meenung no wichteg, dass en zentrale Fichier vun allen disponibelen Archiven opgestallt gëtt, fir et alle Fuerscher, Lëtzebuurger mä och auslännesche Fuerscher, ze erméiglechen, hir Recherchen ze maachen, wéi d'BrL et gemaach huet mam BIB-Netz, fir all Bibliothéiken ze vernetzen, an och mat präzisen Indikatiounen, wat den Accès ugeet.

Här Präsident, e weidere Punkt ass deen, dass dat Gesetz hei natierlech net all Situatioune kann ofdecken. Et muss also gekuckt ginn, wat mat verschiddene besteeënde Situatioune gemaach gëtt.

D'Chamber huet zum Beispill eng Derogatioun, fir hiert eegent Archiv ze halen an och ze verwalten, wat se och capabel ass ze maachen, mä et sollt een awer nodenken driwwer, ob een all déi Archive vun der Chamber net sollt zesummebréngen zu engem gewëssenen Zäitpunkt op enger Plaz. Fir den Ament läit een Deel hei bei der Chamber an een Deel läit beim Nationalarchiv. An datselwecht gëllt iwwerens fir de Statsrot.

D'Gesetz gesäit och vir, dass Archive kënnen klasséiert gi wéinst hirer Wichtigkeet fir d'Geschicht vum Land. D'Archive vun der ARBED sollten zum Beispill eiser Meenung no klasséiert ginn, fir all weider Destruktioun oder Disparitioun ze vermeiden, zum Beispill, wéi virdu gesot, wa geplënnert gëtt. Och hei muss een dem Nationalarchiv d'Moyene ginn, fir sengem Devoir d'inspection nozokommen.

Här Präsident, mir wäerten dëst Gesetz natierlech matstëmmen. A mir fannen, dass dat hei eng gutt Saach ass, dass de Kulturministère hei eng gutt Aarbecht geleescht huet, mä mir hunn awer e puer Kritikpunkten trotzdem zu deem Gesetz.

Den éischte klenge Wermutstropfen ass deen, dass d'Gemengen natierlech duerch d'Gemengesgesetz vum 13. Dezember 1988 gehale sinn, hir effentlech Archive selwer ze erhalen. Dat neit Archivgesetz gesäit allerdéngs d'Méiglechkeet vun engem Kooperationsvertrag vir mam Stat. A wann et keen esou e Kooperationsvertrag gëtt, sinn d'Gemengen awer gehalen, den Direkter vun den Nationalarchiven ze informéieren, wa si effentlech Archive wëllen zerstéieren.

Et wär eis léiwer gewiescht, wann d'Gemenge carrement encadréiert gi wäeren hei an deem Gesetz, dat heescht, wann eng Flicht bestanen hätt, fir hiren Archiv och beim Nationalarchiv ze hannerleeën oder op d'mannst op alle Fall eng Kollaboratioun do virzugesinn. Dofir bedauere mer dat, dese Punkt, wat d'Gemengen ugeet.

Deen anere Regret, dee mer hu bei deem Gesetz, betrëfft d'Steierdokumenter. Am éischte Projet de loi war jo näischt virgesinn iwwert d'Steierdokumenter. Dat heescht, d'Steierdokumenter ënnerlouchen dem Secret fiscal a se waren total u sech hei hors champ bei deem Archivgesetz. Dat heescht, dass u sech d'Steierverwaltungen se hätte kënnen zerstéieren à leur discrétion, wat vu verschiddene Säite bedauert ginn ass, och vun der Säit vu menger Partei. An ech mengen, doropshin, op déi verschidde Kriticken hin, déi do komm sinn, ass dunn nogebessert ginn. An d'Gesetz gesäit elo vir, dass Steierdokumenter kënnen disponibel gemaach ginn, allerdéngs eréischt no engem Delay vun 100 Joer.

Dat ass an eisen A regrettable. Mir sinn an enger Zäit elo u sech... An deene leschte véier Joer ass do vill geschitt. Mir hate LuxLeaks. Mir hatten eng Rei Affären am Beräich vun de Steieren. Mir wëssen och alleguerten, dass eist Land eng wichteg Finanzplaz huet. Mir wëssen, dass mer eng gewësse Vergaangenheet hunn, wat Steierpolitik ugeet, och wat eng gewëssen opportunistesch Steierpolitik ugeet.

An dofir fanne mir et regrettable, dass mer elo u sech esou e laangen Delay hu vun 100 Joer, wat déi Dokumenter ugeet. Dat heescht am Kloertext, dass mer u sech eréischt um Enn vum 21. Jorhonnert kënnen ufänken, d'Geschicht vun de Steierurlingen ze schreiwen. Bon, Dir sot mer dann: „Dat ass e schlecht Beispill, well déi si souwisou schonn all disponibel. Den Här Deltour huet sech dorëm bekëmmert“, mä aner Dokumenter sinn dat net.

A mir fannen et net glécklech, och als Signal no bausen, dass mer do u sech esou eng Chape de plomb maachen op déi Dokumenter. A mir sinn och net iwwerzeegt vum Argumentaire vum Finanzministère, deen do u sech op eng



relativ strikt Auslegung vum Secret fiscal zrëckgräift, fir dat doten ze justifiéieren, an deen och a sengem drëtte Punkt vu senger Argumentatioun - an dat grenzt da schon e bëssen un Zynismus - dee Mangel un Transparenz probéiert ze justifiéieren mat Referenz op déi international Obligatiounen, déi mer hunn am Echange vu Steierinformatiounen, dass Lëtzebuerg do net konform wär zu sengen internationale Flichten, wa mer dat dote géife méi breet opmaachen.

Bon, dat ass e Regret. Et wäert eis awer net drun hënneren, dat hei matzestëmme, well et ass besser wéi näischt. Et ass effektiv och gesot ginn, dass soss déi Steierdokumenter kéinte carrement zerstéiert ginn. Dat heescht, dat hei ass, wéi gesot, besser wéi näischt.

Här President, als Konklusioun géif ech gäre mat engem Zitat ophalen. Dat ass fir eng Kéier emol net vum Robert Krieps, mä et ass vum Ben Fayot.

**(Hilarité)**

► **Une voix.** - Dat ass e Kënnegen!

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Dat ass e Kënnegen, dee sech ëmmer vill fir d'Archivéierung agasat huet an och fir den Nationalarchiv. An dofir fannen ech, dass eng gewësse Justice ass, fir en elo hei ze zitieren an enger vu menges leschte Rieden an der Chamber an dëser Legislatur oder vläicht och iwwerhaapt.

**(Hilarité)**

Et weess ee jo net, wat geschitt am Oktober. Soit.

Bon, ech bréngen elo mäin Zitat. Hie sot an engem Artikel am „Land“ 2011, wou en u sech nach eng Kéier probéiert huet, déi ganz Archivéierungsdiskussioun do ze relancieren, well näischt geschitt ass, sot en: «(...) les ANL, les Archives nationales, n'ont pas de lobby, comme d'ailleurs la BnL. Ce sont des instituts culturels qui n'ameutent pas les foules, mais qui sont indispensables comme fondements d'une société moderne, ouverte sur l'avenir comme sur son passé. La façon dont une société traite de tels instituts fondateurs révèle sa capacité à se construire elle-même. C'est pour cela qu'il faut remettre les ANL sur l'agenda politique.»

An, Här President, et ass net de mannste Verdéngscht vun dëser Regierung, dass se dëst Gesetz duerch d'Chamber bruecht huet, dass se der Archivéierung déi Wichtigkeet ginn huet, déi se verdéngt. An dofir wäerte mer, wéi gesot, dat Gesetz hei mat Freed matzestëmme.

An ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och.

## 9. Ordre du jour (suite)

ler ech der Madamm Sam Tanson d'Wuert ginn, wollt ech lech just eng praktesch Informatioun ginn. An Ofsprooch mat deene verschiddene Fraktiounen wollt ech lech proposéieren, fir dee leschte Punkt vum Ordre du jour, déi Sécurité-sociales-Konventioun mat China, op muer ze verleeën. Et ass och mam Rapporteur a mam Minister ofgeschwat.

Ass d'Chamber do dermat d'accord?

**(Assentiment)**

Merci.

Da soen ech lech Merci.

**(Hilarité)**

Et ass an der Tëschenzäit schon ustiechend.

Madamm Tanson, Dir hutt d'Wuert.

## 10. 6913 - Projet de loi sur l'archivage et portant modification

**1° de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant réorganisation des instituts culturels de l'État;**

**2° de la loi électorale modifiée du 18 février 2003;**

**3° du décret modifié du 18 juin 1811 contenant règlement pour l'administration de la justice en matière criminelle, de police correctionnelle, et de simple police, et tarif général des frais (suite)**

**Discussion générale (suite)**

► **Mme Sam Tanson (déi gréng).** - Majo Merci, Här President.

**(Hilarité)**

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat der Grënnung vum Lëtzebuerg Stat krute mer den éischten Archivist. Ech maachen elo net nach eng Kéier den historesche Réckbléck. Ech mengen, deen hu mer de fond en comble haut scho gesinn, mä zanterdeem dass mer deen éischten Archivist hei haten, eng Informatioun, déi ech d'ailleurs am Avis vun de Bibliothekären an Archivisten zu dësem Projet gelies hunn, ass et nëmme lues weidergaangen am Archivwiesen.

Stand haut hu mer kee Gesetz, wat wirklech verhénnert, dass wichteg Dokumenter zu Lëtzebuerg zerstéiert ginn. Dobäi war d'Wichtigkeet vun den Archiven ni wirklech a Fro gestallt. Et muss ee sech allerdéngs d'Mëttel och ginn, fir dës Wichtigkeet an Taten ëmzesetzen.

Net nëmme aus historesche Grënn a weinst der Recherche ass d'Erhale vun öffentlechen Dokumenter an aneren eng Noutwendegkeet. Si retracieren Decisiounen, déi geholl goufen, droen also och bäi zum demokratesche Fonctionnement vun onser Gesellschaft. Laut Unesco-Deklaratioun iwwert d'Archive séchere se dat individuell a kollektiv Gediechtnes a schützen d'Biergerrechter.

Am KEP, dee mer jo déi lescht Woch hei debatéiert hunn, sinn am Deel „Patrimoine culturel“ gläich zwou Recommendationen den Archive gewidmet. Déi eng setze mer mam Vott zum Gesetz haut ëm. Déi aner ass déi, déi den Här Fayot och grad ugeschwat huet vun der Constructioun vun den Nationalarchiven.

Bei dësem zweete Volet schéngt jo dann och elo endlech Bewegung an den Dossier ze kommen. Ech hunn de Rapporteur nach de Moien um Radio héieren, dee gesot huet, den Avant-projet sommaire wier Enn Mee, wéi dat ugekënnegt gi wär, ugehall, soudass dee Projet also och weidergeet an hoffentlech dann och geschwënn an där nächster Legislaturperiod, d'Gesetz, ka gestëmmt ginn, well hei schwätze mer scho ganz laang dovunner. An een Deel vun deem Gesetz hei ass awer ganz noutwendeg, dass och déi néideg materiell Moyenen do sinn, fir herno dat Gesetz ëmzesetzen. An en uerdentlech Archivgebai gehéiert absolutt do derzou.

► **M. André Bauler (DP).** - Très bien!

► **Mme Sam Tanson (déi gréng).** - Dat Gesetz hei war jiddefalls laang iwwerfällg. Kee weess genee, wivill historesch relevant Dokumenter an de leschte Jorzéngten ongewollt, weinst Onwëssen oder - méi schlëmm - vläicht gewollt zerstéiert goufen. E Beispill, wat ech an deemselwechten Avis vun den Archivisten a Bibliothekären gelies hunn, ass dat vum Zerstéieren an den 1960er Jore vun den Inventairen vun de Privatbibliothéike vu spoliéierte Juden. Dës Inventairen hu gefeelt, wéi d'Spoliatioun vun de Juden etudéiert gouf.

Esou Zerstéierunge sollen elo net méi méiglech sinn. An d'öffentlech Hand gëtt elo responsabiliséiert, mä och d'Privatarchive kréien e Kader. De Rapporteur ass schon a sengem ausféierleche mëndlechen a schrëftleche Rapport op déi wichtegst Punkten gaangen. Ech soen him Merci dofir a wäert mech also op e puer aner Punkte beschränken.

Wéi scho gesot, déi gréng Fraktioun begréisst absolutt dat heite Gesetz. Ech wollt allerdéngs op e puer Punkte méi speziell agoen, fir d'Éischt emol och dee vun de Gemengen.

Et gouf jo eng sëllegen Diskussiounen an deem Punkt. An déi Léisung, déi hei zrëckbehale gouf, ass jiddefalls besser, wéi wa guer keng Léisung do wier, mä et ass net komplett zefriddestellend. Ënnert dem Deckmantel vun der faméisier Autonomie communale, déi mer jo gären zu Lëtzebuerg zéien, ginn d'Gemengen aus der Verantwortung geholl, déiselwecht archivaresch Aarbecht ze leeschte wéi de Rescht vun der öffentlecher Hand.

**(Mme Simone Beissel prend la présidence.)**

Jo, et kann e Contrat de coopération ënnerschriwwen ginn an, jo, et muss gemellt ginn, wann eppes soll zerstéiert ginn, mä letztendlech gëtt et keng Flicht, och net am Gemengegesetz, fachgerecht mat den Archiven ëmzuegoen. Dobäi sinn déi net manner wichtig, fir d'Geschicht vun onsem Land an déi demokratesch Prozesser nozevollzéien.

D'Stad Lëtzebuerg huet zum Beispill e ganz gutt funktionnéierend eegent Archiv mat interner Richtlinnen. An ech si mer absolutt bewusst, dass esou e Service net fir kleng Gemenge machbar ass, mä de Risiko, dass wäertvoll kommunal Dokumenter enzwousch op Späicherer oder a Kellere verkommen, voire enger Plënnerei zum Affer falen, deen hu mer mat dësem Projet net ganz geléist. A wann een tëscht den Zeile liest, da geet et och manner ëm déi ominéis Autonomie communale, mä vill méi ëm d'Suerg, net genuch Moyenen,

finanzieller oder materieller Natur, ze hunn an eben deene méi kleng Gemengen, fir dës Aarbecht kënnen uerdentlech ze maachen.

Ech kann dës Suerg verstoen, mä um Enn, wann duerno de Bierg vun Archive just un d'Nationalarchive weidergeleet gëtt, da muss d'Aarbecht nawell vun engem gemaach ginn. Et muss awer gekuckt ginn: Wat muss klasséiert ginn? Wat muss zrëckbehale ginn? Wat kann zerstéiert ginn? An also mussen déi personell a finanziell Moyenen iergendzousch trotzdem existéieren. Dat ass d'ailleurs eng Fro, den Här Fayot huet se virdrun och nach opgeworf, déi dacks an dësem Kontext gestallt gëtt, an e Problem, op deen higewise gëtt, dass d'Nationalarchive wirklech déi néideg Moyene kréien, fir d'Aufgaben aus dësem Gesetz ze meeschteren.

Dohier si mer der Meenung, dass, wann de System elo emol bis leeft an et besser ze iwwerblécken ass, wéi eng Moyene genee fir déi ganz Aarbecht néideg sinn, nach eng Kéier muss iwwer eng méi verlichtend Haltung fir all d'Gemengen nogeduecht ginn, quitta dass een dann och do virgesäit, dass d'Gemengen déi néideg Moyenen och kréien, well all déi Argumenter, wisou d'Archivgesetz néideg ass, déi sinn och richtig bei de Gemengen. Do ännert a mengen Aen d'Gemengenautonomie och näischt drun.

Och d'politesch Parteie gehéieren allerdéngs zum demokratesche Prozess derzou. Och si missten eigentlech vun dësem Text couvéiert sinn. Si sinn net an der Definitioun virgesinn, mä ech maachen dann en Appell un lech alleguerten, e bësse responsabel domadder ëmzuegoen.

déi gréng hunn zum Beispill virun e puer Joer extern eis hëllef gelooss, fir an eisen Archiven den Tri ze maachen. Déi sinn och un d'Nationalarchive weidergaangen, dat, wat sënnavoll ass. An ech mengen, dass och d'parteiliches Aarbecht absolutt zum demokratesche Prozess, zu der Geschicht derzougehéiert. Et ginn och Beispiller vu Politiker, déi perséinlech Archiven esou eragin hunn. An et wär wichtig, wann och d'Parteien hei déi Verantwortung géifen iwwerhuelen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Sam Tanson (déi gréng).** - Dann och de Punkt vun der Steierverwaltung. Och hei ass et par rapport zum initialen Text e grouse Fortschritt, dass d'Dokumenter vun der Steierverwaltung net aus dem Champ d'application eraus sinn, dat heescht, dass déi Dokumenter net zerstéiert ginn. E Bemoll ass allerdéngs, dass eng Ausnameregulung virgesinn ass, ab wéini dës Dokumenter kënnen consultéiert ginn.

Am Prinzip huet een Zougrieff op d'Dokumenter, wann dës bis an den Archive sinn. Ausname gëtt et verständlecherweis fir alles, wat mat der Sécherheet vum Land ze dinn huet oder den externe Relatiounen. Hei sinn et 50 Joer. Idem fir Gerichtsaffären an Dokumenter, wou de confidentielle Charakter vu kommerziellen an industriellen Informatiounen a Gefor wier. Fir alles, wat ënnert de Secret fiscal awer fält, do sinn et 100 Joer. Dat heescht, zu Lëtzebuerg ass nach ëmmer näischt méi geheim wéi de Secret fiscal.

Op meng Nofro hin an och well de Statsrot a sengem leschten Avis d'Fro opgeworf hat, wat dann elo déi Différence de traitement géif justifiéieren, krute mer eben eng Äntwert vum Ministère, wou dann erkläert gëtt, ënner anerem: «(...) les archives publiques couvertes par le secret fiscal nécessitent une protection accrue par rapport à d'autres renseignements individuels relatifs à la vie privée. En particulier, le délai de cent ans se justifie par le fait que les informations en question se rapportent non seulement à la personne directement concernée, mais par ricochet à un groupe élargi de personnes, dont notamment les parents ainsi que les enfants et petits-enfants.»

An dann dee leschten, déi lescht Erklärung - den Här Fayot hat dat och scho virdrun ugeschwat -, dat ass déi, dass an internationale Konventiounen dat eigentlech e bësse gefuerdert wier: «Les sujétions internationales et européennes découlent des règles applicables à l'échange de renseignements sur demande et automatique en matière fiscale, qui imposent une stricte confidentialité des procédures et échanges entre autorités, s'opposent en principe à rendre les documents correspondants accessibles au public.»

Wann een dëst alles liest, kéint ee mengen, et géif hei nëmme ëm Privatpersoune goen. Dat ass jo awer net de Fall. Och Entreprisë falen dorënner. Do ass et also net d'Ve intime, déi concernéiert ass, an och net d'Enfants an d'Petits-enfants. Dobäi d'äerf een och net vergiesen: Och d'Informatiounen - de Rapporteur hat dat am Detail erkläert - iwwer Privatpersoune sinn eng länger Zäit net öffentlech. Wat d'Finanzsituatioun vu Persoune ubelaangt, esou

ass schon am Gesetz en Delai vu 25 Joer virgesinn, nom Dout vun der Persoun, iert dës Donnéeë kënnen öffentlech gemaach ginn. Och hei gëtt keng Rücksicht op d'lerwe geholl.

Wat d'international Relatiounen ugeet, do hunn ech mech gefrot: Okay, mä wéi ass et dann am Ausland geregelt? Am franséische Gesetz gëtt et keng Ausnam zu dësem Punkt, an am däitsche Gesetz fält d'Steiergeheimnis ënner eng generell Schutzbestëmmung vu 60 Joer. Dat Argument ass also a mengen Aen och e bësse schwéier nozevollzéien. An onsen Ae kéint op dësem Punkt eng Harmoniséierung vun den Delaien iergendwann virgesi ginn.

Dat verhénnert awer net, dass mer absolutt averstane si mat de Grondiddie vun dësem Text, deen d'Opaarbechtung vun onser Geschicht an d'Transparenz vun onsen Decisiounen stäerkt. An ech gi ganz gären den Accord vun der grénger Fraktioun.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci der Madamm Tanson. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Villmools Merci, Madamm President. Och e grouse Merci un den Här Bauler fir eng héichinteressant an akribesche Recherche, mat där e säi Rapport eigentlech ageleet huet, fir eis an dës Matière anzeféieren.

Mir begrëssen ausdrécklech, dass mer elo en Archivgesetz hei zu Lëtzebuerg hunn. Ech mengen, d'Virriedner hunn alleguer erkläert, firwat dat wichtig ass. An ech wëll dat elo net nach eng Kéier widderhuelen. Och schlësse mir als ADR eis ganz gär deenen un, déi soen: „Et gëtt héich Zäit, dass de Projet vun engem Gebai fir d'Archiven och realiséiert gëtt.“ Ech mengen, och do ass jiddwereen heibannen domadder d'accord. Et geet drëm, eist kollektiv Gediechtnes vun dësem Land, vun eisen Institutionen, Administratiounen an esou weider ze fleegen a fir d'Nowelt ze sécheren an och ze verschaffen.

Mir haten eis awer eng ganz Rei Froe gestallt, wou mer dësen Text gelies hunn, wéi och aner, mä mir komme vläicht och zum Deel zu anere Konklusiounen.

Dat Éischt ass déi Notioun vun „Archiv“ selwer. Am Gesetz steet eigentlech, et ass en „Ensemble de documents“, mä ech mengen, déi éischt Phas, fir en Tri ze maachen, deen éischten, deen en Tri mécht: „Wat ass eigentlech derwärt, fir gehalen ze ginn, oder net derwärt, fir gehalen ze ginn?“, dat ass deen, deen dermat schafft.

Et misst also eigentlech gesot ginn: En Archiv, dat ass en „Ensemble de documents“, awer déi mat der Intentioun ugeluecht ginn, fir och gehalen ze ginn, fir conservéiert ze ginn. Net all Dokument ass derwärt conservéiert ze ginn. An deen éischten Tri gëtt gemaach vun deem, dee mat engem Dokument schafft. Ech mengen, dat ass einfach d'Realitéit vun der Verwaltungsarbecht.

Dann hu mer eis och gewonnert, dass Kierch a Stat hei e bëssen an een Dëppe gehäit goufe vun enger Regierung, déi sech awer elo brett mat Broschüren iwwerall, dass se d'Trennung vu Kierch a Stat realiséiert huet. Hei gi global d'Relioungsgemeinschaften, d'Archive ginn als „Archives publiques“ tituliert an duerno gëtt gesot: „Se hunn awer all Derogatiounen.“ Ass dat eng Demande gewiescht vun de Culden hei am Land? Firwat gëtt dat esou gemaach? Et wier interessant, fir dat ze wëssen.

Natierlech soll de Stat eng Hand bidden a soen: „Wann Dir Hëllef braucht, fir Är Archiven ze stockéieren, wann Der eng Hëllef braucht, fir se opzereeden, fir den Etat civil an och nach aner wichteg Dokumenter ze fleegen, da si mir do, fir lech ze hëllefen.“

Mä déi Demarche hei ass awer u sech als Éischt eng vun der Appropriatioun an dann eng vun der Derogatioun, wou de Stat praktesch souverainement decidéiert, wat mat den Archive vun de Culté soll geschéien. Ass dat op Demande vun de Culté geschitt? Oder wéi definéiert dann do de Stat säi Verhältnis zu de Culden?

Dann e bëssen en onglécklechen Ausdruck ass dat, wat soll mat den Archive geschéien oder mat där Kollektioun vun Dokumenter, wa se um Enn vun hirer Nützlechkeet, hirem Verwaltungsprozess ukomm sinn. Hei steet den „Sort final“. En anere Begrëff wär vläicht besser gewiescht. Mä op jidde Fall geet et ëm eng Decisioun, ob dann en Ensembl vun Dokumenter soll gehalen oder deeselwechten Ensembl komplett soll zerstéiert ginn.

Et gëtt och do e Mëttelwee. Et gëtt och do eng Méiglechkeet, fir ze differenzéieren a fir ze soen: Deeler hale mer an Deeler hale mer net.

Natierlech stellt dat Gesetz hei enorm Erausforderungen un d'Verwaltungen, fir sech och mat qualifiziertem Personal ze dotieren an den nächste Joren. Dat där en net ennerschätzen. Mä och technesch. Ech mengen, kuckt eleng, wat an deene leschte puer Joer geschitt ass! Virun 30 Joer gouf et nach Magnéitbänner a risege Këschten, mat deene mer geschafft hunn. Alles dat muss jo och iergendwéi op aner, méi modern elektronesch Mëttele iwwerschriwwen ginn, et kann ee jo net all déi Maschinnen halen. Do muss een och e Wëssen hunn, fir domadder ëmzegoen.

Dat heescht, dee Konzept vum Archiv, dee kritt eng ganz technesch Dimension nient deem reng Dokumentareschen, fir alles dat kënne weider opzereeden, wat mer un Daten an deene leschte Jorzéngte gesammelt hunn. An och dat ass en Aspekt, deen een net därfer veroléisseg nient deem dokumentareschen, archivareschen oder deem museal-technesch, dee muss mat beduecht ginn.

Mir hunn eis och e bësse gewonnen iwwer den Ëmgang mat de klassierten Dokumenter. Et gëtt zwar wuel Garantien hei an deem Gesetz, déi awer nëmmen de SREL betreffen. Och d'Armée, och d'Police hunn emol esou Dokumenter. D'Police ass zum Beispill hei och fir d'Lutte antiterroriste mat zoustänneg. Et ass alt erëm eng Kéier an deem Text ze liesen, wat mer och a villen aneren Texter vun dieser Regierung gesinn hunn: Et ass e bëssen e laschen Ëmgang mat deem, wat d'national Sécherheet ugeet, a mat eiser Sécherheet. Mir hätten eis do gewënscht, dass méi e seriösen, méi e fundierten Ëmgang domadder gefleegt gi wär.

Derogatione gëtt et eng Partie. Mä hunn all déi, déi vun Derogationen hei profitieren mat deene verschiddenen Argumenter, och déi Moyenen, fir wierklech domat ëmzegoen, den Institut grand-ducal an anerer? Solle mer deenen hëllef? Si se Demandeur dofir? Et kann ee sech froen, wéi wäit dat an der Praxis ëmgesat ka ginn.

Grouss Suerge maachen eis d'Perséinlechkeetsrechter. Mir sinn an enger Zäit, wou mer ëmmer erëm konfrontéiert si mat deem Wunsch vun enger totaler Transparenz. Jiddweree wëllt alles wëssen iwwer jiddwereen, iwwer alles, wat an der Verwaltung geschitt. An dat ass e Problem. Et ass e Problem, net nëmme fir den Ëmgang domadder ze definieren, mä och fir déi Konfliktfelder ofzestiechen tëschent dem Wunsch no Transparenz a Wëssen, deen zum Deel natierlech och justifiéiert ass, an deem genausou justifiéierten Interessi vun der Leit, fir hir Privatsphäre därfer ze schützen.

A wa mer elo hei vun Archive schwätzen, da muss mer och un déi Diskussioun iwwer den Internet denken en Abléck. Do ass ganz laang gestridde ginn iwwer den Droit à l'oubli zum Beispill. Ee Mënsch, dee fir sech dat Recht beusprocht, dach därfer aus dem Internet ze verschwannen, ass dann net en Droit à l'oubli iergendwéini och eng Kéier e Sujet fir Archiven?

Wa mer engem Mënsch d'Recht ginn, net méi consideréiert ze ginn, wéi wäit geet dat? Ass dat just fir den elektronesch Deel vum Archiv, vun deem, wat mer haut als sozial Medien oder esou betruechten? Oder gëtt et net och eng dokumentaresch, archivaresch Dimension, wa mer dat Recht dann engem Mënsch ginn, dass et och do ka vergiess ginn? Dat ass eng oppe Fro. An dat wäert och eng Diskussioun ginn, déi wahrscheinlech eng Kéier geféiert gëtt.

Awer méi schlëm ass hei an deem Gesetz och den Ëmgang (veuillez lire: de Prinzip), wéi mer mat deene Leit ëmginn, déi am öffentleche Liewe stinn. Hei gëtt et Ausnamen zum Schutz vun der Privatsphäre. Sinn déi justifiéiert?

Am Text steet, den Direkter vun den Archive kann déi Decisioun huelen, wann een eng Demande mécht, fir eng Recherche oder en Travail scientifique ze maachen iwwer eng bestëmmte Persoun, déi am öffentleche Liewe steet, dass dat scho kann zu senger Liefzäite geschéien. Woubäi ee muss feststellen, dass bei Recherche ou travail scientifique den „scientifique“ keen S huet, dat heescht, dass kann eng Recherche sinn, même non scientifique d'après le terme de la loi.

Dofir muss een och kucken: Wat gëtt hei gefrot? Am Rapport gëtt zum Beispill eng Biografie zitéiert. Wann ech also elo wëll eng Biografie iwwer e Mënsch, e liewege Mënsch, deen am öffentleche Liewe steet, schreiwen, dann hunn ech d'Méiglechkeet, un deem seng privat Dossier erunzekommen, am Gesetz steet, wann dat keng exzessiv Verletzung vu senger Privatsphäre ass.

Wien decidéiert dat? Wie seet, wat eng exzessiv Verletzung vu mengem Privatliwien ass? Dat kann dach nëmmen dee Betreffene selwer maachen. Mä dee Betreffene selwer muss dat

hei net maachen. Et geet duer, wann deen, deen déi Demande mécht, kann den Intérêt public erklären.

Mir hunn also hei eng liewege Persoun, déi an der Öffentlichkeit steet, där hiert Privatliwien kann öffentlich ausgepaakt ginn, wann iergendeen, deen eng Recherche oder eng Biografie wëllt schreiwen, wéi et am Rapport heescht, en Intérêt public justifiéiert. Dat geet ze wäit! Ech mengen, och eng Persoun, déi am öffentleche Liewe steet, huet e Recht op eng Privatsphäre, an déi solle mer schützen.

Et ass eng Décision administrative, also misst e Recours méiglech sinn d'après le droit commun. Iwwer eng Recoursméiglechkeet géint déi Decisioun vum Direkter vun den Archive steet näischt am Gesetz. Si muss awer do sinn. Selbstverständlech muss eng Persoun sech kënnen dergéint wieren, dass seng Privatsachen an d'Öffentlichkeet gedroe ginn, well dann iergendeen mengt, dass wär néideg.

Eng aner Lacune an deem Gesetz, dass ass déi diplomatesch Dimension, déi mer an der leschter Zäit méi dacks hei an der Chamber diskutéiert hunn. Mir hunn eng Rei diplomatesch Archiven zu Lëtzebuerg, déi net eis national sinn. Mir hunn déi vun der Westeuropäescher Union, mir hunn der vum europäesche Patentamt, mir hunn der vun Estland. Et wär sécher net schlecht gewiescht, fir ze iwwerleeën och am Kader vun engem Archivgesetz, ob net extra Dispositione sollten dat begleeden, wat mer an internationale Konventionen mat deene Länner oder mat deenen Institutionen ofgemaach hunn.

Eng lescht Kategorie vun Zweifel a Froen, déi mer eis stellen, ass déi vun den Delaien. Et ass an eisen Aen net normal an net normal fir eis - fir dës Regierung ass et et anscheinend awer -, dass mer déi Delaie vun der Publikation vu geheimen Dokumenter, déi déi national Sécherheet betreffen, op deeselwechten Niveau stelle wéi d'Publikation vu kommerziellen an industriellen Donnéeën. Dat weist alt nees eng Kéier dee ganz laschen, irresponsablen Ëmgang mat sensibelen Informatiounen, deen dës Regierung huet.

Wann ech sollt zesumme faassen, da soen ech nach eng Kéier, dass mir et als ADR därelech begrëssen, dass mer dës Gesetz hunn. Mir hätten et gär gestëmmt. Awer wéi kënne mer e Gesetz stëmmen, wat op wichtige Punkte wéi eiser nationaler Sécherheet a virun allem och dem Schutz vun der Privatsphäre vun der Bierger esou schwéier Verletzungen, esou schwéier Lacunen huet? An dofir wäerte mir eis bei deem Gesetz enthalen an et gär esou séier wéi méiglech eng Kéier erëm op de Leescht huelen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci dem Här Kartheiser. Als leschten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Merci, Madamm Presidentin. „Wien net weess, wou en hierkënt, dee weess och net, wou en higeet.“ Dat ass schonn e puermol virdru gesot ginn. Dat ass, mengen ech, e ganz wichtige Prinzip, firwat mir och mengen, dass dese Projet, desen Text vun enger enormer Wichtigkeet fir eist Land ass an dass mer mat engem gewëssene Retard als eent vun deenen éischter leschte Länner an Europa eis een eegent Archivgesetz ginn.

A mir mengen awer, dass dat, ouni Iwwerdreiwung, fir e Land, wat dat mécht, en definitiv historisches Moment ass, well et ass och eng wesentlech Etapp an deem, wat ee kann en Nation-Building-Prozess nennen, well et sinn d'Ierwen an d'Iwwerliwwerung vun enger Gesellschaft, déi sech an hiren Archiven erëmfannen. D'Archive sinn an engem gewëssene Sënn de Krou, an deem sech d'Mémoire collective vun engem Land befënt. Ouni Archive keng Geschichtsfuerschung an also och keng Geschichtsschreiwung.

Elo ass et awer net esou, dass et hei am Land keng Archive géife ginn, ganz am Géigendeel. Mä haut stëmme mer fir d'Éischt an der Geschichte vun eistem Land e Gesetz, wat verbindlech Regele festleet, wéi archivéiert gëtt, wat et ze archivéiere géllt, wien ze archivéieren huet, a virun allem, wéi dës Archive kënne consultéiert a benotzt ginn, well dorunner huet et eis an der Vergaangenheet gefeelt, en Archivgesetz an domat verbonnen och eng Archivkultur, besonnesch do, wat d'Kärstéck vun deem Text ass, beim Stat a sengen ënnerschiddlechen öffentlechen Institutionen.

An der Vergaangenheet ass et ëmmer nees erëm virkomm, dass wichtig öffentlich Dokumenter verschwonnen sinn oder, schlëmmer nach, zerstéiert goufen. A souwuel den Här Fayot wéi d'Madamm Tanson hunn dovun och ganz andrécklech Beispiller genannt.

All Kéiers an der Vergaangenheet, wann eng Staatsverwaltung geplënnert ass, huet ee misse féierten, dass Dokumenter ewechgehait ginn, zum Deel aus praktesche Grënn wéi Plazmangel, zum Deel aus Kommoditéitsgrënn. D'Kritäre waren dacks ganz arbiträr. Dës ännert elo. Mat den Tableaux de tri, déi all Verwaltung an deenen nächste siwe Joer opstelle muss, gëtt eng Logik an dem Gebrauch vun Dokumenter agefouert, déi se virun der willkürlecher Handhabung schützt. D'Dokumenter vun der Staatsverwaltung ginn no hirem administrative Gebrauch, deem Tableau de tri entsprechend an d'Nationalarchiven iwwerféiert a repertoriéiert.

Domat héiert och eng aner Praxis aus der Vergaangenheet op, nämlech dass Beamten oder Responsablen Dokumenter einfach mat heem geholl hunn, aus wéi enge Grënn och ëmmer. Heimadder gëtt dat enner Strof gestallt, grad esou wéi onzoulasség Zerstéierung vun Dokumenter. A wie weess, vläicht tauche jo no Akraafttriede vun deem Gesetz och nees verlore gegleefte öffentlich Dokumenter op, déi Privatpersone matgeholl hunn, fir se just virun der muttwëlleger Zerstéierung ze schützen.

Vun deem Transfer an d'Nationalarchiven ausgeholl sinn awer Institutione wéi d'Chamber, d'Gerichter, den Haff, awer och d'Établissement-publicken an d'Culturen, déi jo Établissement-publicke sinn, déi alleguer hir eegen Archive féieren, entsprechend den Dispositione vun dem Gesetz. Eng Ausnam heizou maachen d'Gemengen, eppes, wat mir ausdrécklech bedauern. Ennert dem Virwand vun der kommunaler Autonomie fale si net ënnert déi meeschten Obligatione vun dem Gesetz. Si kënnen hir Archive weider no Gutmätker verwalten, dass heescht mat méi oder manner grousser Suergfalt. Si si just un déi vag Bestëmmungen aus dem Gemeengesetz gebonnen. Si kënnen zwar Kooperatioun mam Nationalarchiv agoen, mä och dat ass just fakultativ.

Deen eenzege Garde-fou, an dat ass awer ze begrëssen, an deem Text ass, dass d'Gemenge keng Dokumenter einfach esou zerstéieren därferen, ouni den Accord vun der Direktion vun den Nationalarchiven ze hunn. Ech denken awer, dass an deenen nächste Joren d'Archivgesetz an deem Punkt muss nogebessert ginn an och bei der Gemenge verbindlech Regele gëlle mussen, well och an der Gemengenarchive befanne sech ganz wesentlech Informatiounen a si stellen eng wichtig Informationsquell fir d'wëssenschaftlech Recherche duer.

Här President, ech kommen awer elo op dee Punkt, deen och verschidder vu menge Virriedner ugeschwat hunn an deen an der vergaangene Woche fir vill Diskussioun gesuergt huet, nämlech dee vum Zougang zu den Dokumenter.

De Prinzip ass deen, dass all Dokument, dat an d'Nationalarchiv transferéiert an do repertoriéiert gëtt, prinzipiell consultéierbar ass. Wann dat den Haaptprinzip ass, esou géifen dozou awer verschidden Ausname vu bestëmmte Verjærungsfristen oder Verjærungsregele gëllen. Dat ass engersäits 25 Joer nom Doud vun enger Persoun, wann an deenen Dokumenter sensibel Informatiounen sinn iwwer säi Privatliwien, iwwer seng finanziell Situatioun oder och iwwer seng politesch oder gewerkschaftlech Appartenance, awer och iwwer - wat weess ech? - seng sexuell Orientéierung. Do géllt de Prinzip, dass dat eréischt 25 Joer nom Doud vun enger Persoun öffentlich gëtt. Dat ass also eng Verjærungsfrist.

An eng zweet, déi läit bei 50 Joer fir Dokumenter, bei deenen et ëm d'national Sécherheet geet, ëm d'Prävention vu Crimen oder vertraulich kommerziell oder industriell Informatiounen.

An och dem Här Kartheiser kann een do vläicht äntwerten: Wat d'national Sécherheet ugeet, gëtt et eng zweet Konditioun, nämlech dass déi Dokumenter mussen virdru deklassifizéiert sinn, soss kënne se och net public gemaach ginn.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Dat weess ech!

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Dir hutt awer eng Fro gestallt, wou ech geduecht hunn, Der hätt vläicht deen Absatz iwwersprongen, duerfir hunn ech lech schonn emol drop geäntwert.

Bon, dass si Verjærungsfristen, déi sënnvoll sinn, déi Dispositionen duerstellen, déi een och an anere Länner op déi doten oder op vergläichbar Aart a Weisen huet. Speziell hei ass awer, dass Dokumenter, déi d'Steiergeheimnis betreffen, an där éischer Fassung vun dem Gesetz op Drock vum Finanzministère net sollten ënnert d'Dispositione vun deem Gesetz falen, dass heescht, net sollten transferéiert ginn an d'Nationalarchiven an domat verbonnen och eigentlech net sollte consultéiert ginn, also och net zougänglech sollte sinn.

An der Chamberskommissioun ass et eng ganz, ganz breet Majoritéit gi vun Deputierten, déi sech eens waren, dass dës Dispositionen awer ganz extraordinär wieren, voire souguer am Fong geholl onméiglech. An och de Verrieder vun der CSV huet an där Kommissiounssëtzung gesot, dass dat eigentlech esou net hinzehuele wier, dass déi Dokumenter net sollten transferéiert ginn. An et hätt eigentlech bedéit, dass d'Steiergeheimnis quasi op all Éiwegkeet a fir all Zukunft zementéiert gewiescht wier, an domat d'wëssenschaftlech Fuerschung iwwer eis Wirtschaft a Sozialgeschichte quasi onméiglech gemaach gi wier.

Doropshin huet de Finanzministère op déi éischt grouss Reaktioun vun de Memberen aus der Chamberskommissioun reagiert an en Argumentaire entwéckelt, deen och virdru ugeklongen ass, deen eigentlech doranner besteet, dass d'Steiergeheimnis no der Abgabenerdnung onverletzlech wier an dass Beamten, déi dat géifen an d'Nationalarchiv weiderginn, sech entsprechend der Abgabenerdnung quasi géife strofbar maachen, wa se dës maachen.

**(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)**

Bon, doropshin ass et an der Öffentlichkeit zu engem kuerzen awer duerchaus heftege Kreesch komm, notament enner Historiker, Archivisten, awer och an der Press. An doropshin huet de Ministère en neien Delai erfondt, wat d'Dokumenter ugeet, déi ënnert d'Steiergeheimnis falen, an dat ass deen Delai vun 100 Joer. An och do waren an der Kommissioun erëm Diskussiounen, well eng ganz Retsch Verrieder gesot hunn: „Mä dat ass dach abusiv, ze soen, dass d'Steiergeheimnis iwwer der nationaler Sécherheet steet, wat den Delai ugeet, dass dee souguer duebel esou laang géif gëlle wéi fir d'Dokumenter vun der nationaler Sécherheet.“

An hirer Haltung hunn déi Deputéiert de Sukkurs kritt vum Statsrot, vun der héijer Kierperschaft, déi och gesot huet, dass dat absolut net nozevollzéie wier, déi doten exzessiv, abusiv Verlängerung, an deen huet och derfir plädéiert, fir eng Harmonisierung vun den Delaien anzeféieren op 50 Joer.

An deementspriedend wëlle mir mat deenen néidegen Ennerschrëften en Amendement zum Gesetz eraginn, Här President, wat genee dat dote fuerdert, wat d'Position vum Statsrot erëmhält, nämlech eng Harmonisierung vun deenen Delaie vu 50 Joer.

**Amendement 1**

*Amendement concernant le projet de loi sur l'archivage*

*Amendement 1*

*L'article 16 paragraphe 2 est amendé comme suit:*

«(2) Par dérogation au paragraphe précédent, le délai de communication est de cinquante ans à partir de la date du document le plus récent inclus dans le dossier pour les archives publiques:

1. dont la communication porterait atteinte aux relations extérieures, à la sécurité du Grand-Duché de Luxembourg ou à l'ordre public;
2. ayant trait aux affaires portées devant les instances juridictionnelles, extrajudiciaires ou disciplinaires;
3. ayant trait à la prévention, à la recherche ou à la poursuite de faits punissables;
4. dont la communication porterait atteinte au caractère confidentiel des informations commerciales et industrielles.
5. qui sont couvertes par le secret fiscal.

*Le délai de communication est de cent ans à partir de la date du document le plus récent inclus dans le dossier pour les archives publiques qui sont couvertes par le secret fiscal.»*

*Commentaire:*

*Concernant l'article 16 du projet en question, la Chambre des Députés se rallie à l'avis du Conseil d'État du 12 juin 2018 qui «propose d'harmoniser, du moins jusqu'à un certain degré, les délais de communication. Le délai de communication pour les archives publiques qui sont couvertes par le secret fiscal pourrait dès lors être fixé à cinquante ans.»*

*(s.) Marc Baum, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser, Roy Reding, David Wagner.*

Well et ass jo effektiv, wann ee sech dat jo an der Praxis virstellt, ondenkbar, dass mer elo quasi misste waarde bis 2028, 2029, bis mer kënne wëssenschaftlech Recherche maachen iwwer d'Weltwirtschaftskris vum 1928. Do

misste mer elo nach zéng Joer drop waarden, fir dat iwwerhaupt kënnen wëssenschaftlech opzeschaffen, d'Fro, wéi ee Steieropkomm an deene Joren do war, wéi eng Kategorie vu Populatioun, wéi eng Gesellschaftsschichten.

Dat ass alles an eisen Ae bei Wäitem abusiv. An duerfir hu mer dat doten Amendement eraginn. Mir gesinn eis do zesumme mam Statsrot a mer mengen, datt et wichteg wier, wann et ugeholl géif ginn, well et en Amendement wier, wat och net alt erëm eng Kéier dobausse géif den Androck maachen, wéi wann hei zu Lëtzebuerg d'Steierparadäis iwwer alles géif priméieren.

Ech soen lech Merci.

► **M. David Wagner** (*déi Lénk*).- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci. An d'Wuert huet elo de Statssekretär am Kulturministère, den Här Guy Arendt.

#### **Prise de position du Gouvernement**

► **M. Guy Arendt**, *Secrétaire d'État à la Culture*.- Här President, ech fueren dann och viru mat de Mercien. Decidement hu mer eis mat deenen haut!

Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen aus der Chamber, ech begréissen natierlech déi quasi unanime Zoustëmmung zu dem Gesetz, wat wirklech e wichtegt Gesetz ass an eiser Lëtzebuergeser Gesellschaft. Et ass schonn e puermol ugeklongen, an ech wäert och nach kuerz dorobber agoen.

Mä erlaabt mer fir d'Alleréisch, mat engem Zitat vum Philippe Bélaval, dat ass den Directeur honoraire vun den Archives nationales aus Frankräich, unzefänken! An dee seet: «L'archive est un trésor dont la détention ou la consultation recouvre des enjeux déterminants pour le fonctionnement de la société. L'archive est avant tout le reflet direct de l'activité, sur une période déterminée, d'un groupe humain, d'une institution, d'une société, d'une entreprise: elle tend en permanence un miroir, qui permet de lire, sans le travestissement de la création littéraire ou artistique, même s'il faut toujours l'interpréter avec précaution, l'évolution des mentalités (...) et des structures sociales. Elle se trouve investie, de ce fait, d'une forte dimension identitaire.» Enn vun der Citatioun.

Ech soen lech näischt Neits, wann ech soen, dass de Projet de loi, deen eis haut beschäftegt, eis Archive betrëfft, eng Matière, déi bis elo, an dat ass schonn e puermol ugeklongen an de verschiddeenen Interventiounen... An iwwereng, Klammer op, ech géif all den Intervenanten och e ganz, ganz grouse Merci soe fir déi sachlech a flott Diskussioun, déi mer elo haut de Mëtteg hei haten.

Mä, wéi gesot, et ass eng Matière, déi hei zu Lëtzebuerg net déi Beuechtung kritt huet, déi se eigentlech verdéngt. Mir hunn et e puermol schonn héieren, d'Archive bilden näamlech d'Memoire fir e Land, an et sinn och nëmme gutt geréiert Archiven, déi eng onofhängeg Geschichtsschreiwung erlaben.

An deem Sënn ass dese Projet de loi iwwert den Archivalage immens wichteg, wann net souguer batter néideg, well Lëtzebuerg, am Géigesaz zu aneren europäesche Länner, a wéi wéineg aner europäesch Länner, kee komplette legislativ Kader an deem Domän bis elo hat.

Dofir sinn ech och frou, dass des Regierung dee Projet konnt deposéieren an och, wéi gesot, nach matzäit zum Schluss konnt iwwert d'Bün kréien hei an der Chamber. An deem Sënn ass de Projet de loi also och e grouse Schrëtt an d'Richtung vun engem méi modernen an transparente Stat, esou wéi des Regierung dat virgesinn huet an hirem Regierungsprogramm. Den éischte Steen soll mam Vott vum Archivalgesetz geluecht ginn an deen nächste Schrëtt a Richtung méi Transparenz ass de Vott deemnächst, ech menge souguer déi nächst Woch, vum Projet de loi iwwer eng Administration transparente et ouverte.

De Projet de loi iwwert den Archivalage geet och Hand an Hand mat deem Gesetz fir eng Administration transparente et ouverte, well gutt geféiert Archiven an enger Verwaltung et erlaben, dass si méi séier an einfach dem Bierger d'Dokumenten, déi en ufreet, kann aushänegen. Ausserdeem wëllt Lëtzebuerg Virreider sinn, wat den Archivalage électronique ugeet, an huet duerfir e legale Kader adoptéiert. Et géif also net passen, wa mer engersäits de Secteur vum Archivalage électronique an der Privatwirtschaft wëilten developpéieren an anerersäits de Stat sech keng Archivalage geif ginn.

En anere ganz wichteg Volet, deen haut eigentlech nach net zur Debatt war, ass, dass

dese Projet de loi déi néideg Mesurë virgesäit fir d'Mise en œuvre vun dem europäeschen Dateschutzreglement fir den Archivberäich. Den Dateschutzreglement gesäit effektiv vir, datt op verschidde Rechter vun enger betraffener Persoun d'Archivalage fir d'Archivalage-institutionen an nationalem Recht festgeluecht ginn.

E Beispill, wat een doraus erhiewe kann, ass d'Recht, datt eng Persoun d'Archivalage, fir hir perséinlech Daten ze verbesseren. Dëst kann ee sécher awer net bei Archivalagedokumenten, déi wéinst hirem authentische Charakter net kënnen modifizéiert ginn, soudatt d'Archivalagegesetz virgesäit, datt, wann eng betraffte Persoun ka beweisen, datt an engem Archivalagedokument falsch Saache stinn, si eng Déclaration contradictoire am Archiv kann ofginn, déi dann no Ofafe vun de Schutzfristen de Chercheuren och kann zougängelech gemaach ginn.

Do wéilt ech vläicht och op verschidde Remarque sprangen, wat den Internet betrëfft, Droit à l'oubli. Ech mengen, dat ass hei am Archiv definitiv net op der richteger Plaz. Ech wëll awer och soen, dass de Projet de loi, deen hei virläit, och vun der CNPD voll gedroe gëtt. Dat heescht, dem Volet vun de perséinleche Rechter, dem Privatliwen, an dem Respekt vun deene Rechter, deem ass hei zur Genüge Rechnung gedroen, well d'CNPD wirklech dee Projet guttgeheescht huet.

Ech wëilt awer och nach gären drop hiweisen, dass duerch d'Obligation de versement vun effentlechen Archiven, déi an deem Gesetz virgesi sinn, en Zoufluss vun Dokumenter kënn an dofir den Nationalarchiv en neit Gebai brauch. Et ass schonn e puermol ugeklongen an deene verschiddeenen Interventiounen, dass d'Gebai wirklech en nächste Schrëtt an deem Gesetz hei ass.

Ech hunn och scho gesot an ech mengen, d'Datumme sinn och scho genannt ginn, d'Regierung huet am Mee 2016 festgehale, en neit Gebai fir den Nationalarchiv op Esch-Belval ze baue fir e Budget vun ongeféier 40 Milliounen Euro. Zënterhier ass, wéi gesot, de Fonds Belval amgaangen, un deem Projet ze schaffen, zesumme mat de Responsable vum Nationalarchiv.

Den Architekt huet de 15. Mee, also viru bal zwee Méint, en Avant-projet sommaire ofginn a schafft elo um Avant-projet définitif, dee fir Mëtt November soll fäerdeg sinn. An da kéint den Nationalarchiv an ongeféier sechs Joer - et kann ee sech ni festleeën - op Esch-Belval plëneren.

Et ass natierlech keen einfacht Gebai. Et waren e puer Iwwerleeungen, déi nach matagefloss sinn. An dofir huet u sech dee Projet e beselche méi laang gedauert wéi geplangt.

Kuerz, de Secret fiscal - ech mengen, de Finanzministère huet do en Argumentaire ginn. Et geet hei ëm d'Rechter vu Privatpersounen, an net nëmme vun enger Persoun, mä vun Eltere respektiv vu Kanner, an dofir vun dem Contribuable. Dofir ass awer... de Secret fiscal huet jo awer eng gewësse Stärkt, am Sënn, dass en d'ordre public ass an dass dofir déi Frist vun 100 Joer u sech awer ugepasst ass. An ech wäert sécherlech net agoen op deen Amendement, dee vum Här Baum presentéiert ginn ass. Mir bleiwe bei deem Text, dee mer hei elo virleien hunn.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Här Statssekretär, erlaabt Der eng kuerz...

#### **(Interruption et hilarité)**

► **M. Guy Arendt**, *Secrétaire d'État à la Culture*.- Jo, ech ralliéiere mech just net. Also, voll!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Den Här Kartheiser wollt eng Fro stellen.

► **M. Guy Arendt**, *Secrétaire d'État à la Culture*.- Jo.

► **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*).- Jo, villmools Merci, Här President. An och Merci, Här Statssekretär, dass ech lech déi Fro d'Archivalage stellen. Et geet ëm déi Archiven, déi Der wëllt bauen, ëm d'Gebai.

Archiven, Dir sot et selwer, si ganz komplizéiert. An de Volumen, iwwert dee mer schwätzen, dee wüsst dauernd. Elo sot Der 40 Milliounen, dat, wat lech erlaabt eigentlech, e Projet ze maachen, ouni duerch dëst héicht Haus ze goen, ouni Gesetz.

Ech froe mech, an dat kënn Der eis vläicht erklären: Wat ass dann d'Ambitioun, fir e Statsarchiv fir 40 Milliounen ze bauen? Wat soll dat bréngen? A geet dat Gebai dann Ärer Meeung no duer, fir all deenen Aufgabe gerecht ze ginn, déi sech elo am archivaresche Beräich wäerte stellen?

Ech soen lech Merci.

► **M. Guy Arendt**, *Secrétaire d'État à la Culture*.- Ech kann lech dorobber ganz kuerz äntwerten. D'Archivalage, déi Planifikatioun

gëtt ganz, ganz enk mat de Responsablen, mat der Direktesch vun den Archives nationales duerchgefëert. Si huet ganz genau opgestallt, wat gebraucht gëtt, an och - evidentement - eng Projektioun an d'Zukunft gemaach, an den Avant-projet sommaire gëtt op alle Fall dat eraus, dass déi Zomm vu 40 Milliounen duergeet, fir fachgerecht en Archivalage bauen kënnen ze bauen.

Wann ech nach kéint vläicht op déi eng oder déi aner Commentairen agoen, déi gemaach gi sinn, oder Kriticken, déi gemaach gi sinn.

D'Gemengen: Bon, ech mengen, dat ass déi berüumten Autonomie communale, wou mer wirklech eis dru gestouss hunn, wou mer awer och, dofir hu mer jo och déi Méiglechkeet gi fir d'Gemengen, dee Contrat de collaboration ze schlëssen. An awer och, wat wichteg ass, dat ass, dass mir och, also d'Archiven - net mir, mä d'Archiven - sinn op alle Fall och bereet, eng Assistance de Gemengen ze ginn. Mir sinn eis bewosst, dass kleng Gemengen net onbedéngt dat Potenzial hunn, fir do kënnen e fachgerechten Archivalage ze maachen. Dofir ass d'Ernerstëtzung vun den Archives nationales op alle Fall och do a garantéiert.

Bei de Culen, fir elo nach op déi Fro och ze äntwerten, dat war eng Demande eigentlech vun dem Culen, vum kathoulesche Kultus, mä déi kënn jo natierlech och eng Assistance ufroen.

De Corps diplomatique: Diplomatesch Dokumenter am Allgemengen, Konventiounen an anerer, do kann ech soen, dass de Ministère des Affaires étrangères, dass déi systematesch déi Dokumenter archivéieren, dass also do keng Gefor ass, dass do e Konflikt kënn.

Wat elo de SREL betrëfft, wat déi al Dokumenter betrëfft, do ass jo per Gesetz den Archivalage regléiert ginn. An déi nei Dokumenter, déi elo kommen, do ënnersteet natierlech de SREL oder de SRE dem Text. E muss also en Tableau de tri maachen an e muss d'Dokumenter verséieren. Also, ech mengen, dat si Kriticken, dorobber wollt ech awer nach kuerz äntwerten.

An dann, fir ofzeschlëssen, sinn ech der Meeung, datt mer mat dem Vott vun deemem Projet de loi en historesche Schrëtt maachen - dat ass vu verschiddeenen Intervenanten och scho gesot ginn -, well mer domadder e Kader schafen, fir e kompetent a performant Archivalage wiesen, op dat e moderne Stat sech muss kënn verlossen. Nëmme esou bleiwen d'Rechter vum Bierger geséichert an nëmme esou bleift och dem Bierger säi Recht op en demokrateschen an transparenten Zougank zur Informatioun garantéiert.

Fir e klengt Land wéi Lëtzebuerg ass et wichteg, seng Memoire a säin historesche Räichtum um Liewen ze halen, fir seng Geschicht a seng Souveränitéit an de Vierdergrond ze stellen. Eng Conservatioun, esou wéi et sech gehéiert, ass noutwendeg, wa mir en demokrateschen an transparente Stat wëlle sinn a wa mer wëllen, dass dee Räichtum och nach deenen zukünftege Generatiounen zur Verfügung steet.

Ech géif lech Merci soen.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci. Domat si mer um Enn vun eisen Debatten iwwert de Projet ukomm.

#### **Amendement 1**

Mir si saisiéiert mat engem Amendement vun der Sensibilitéit déi Lénk. Ech mengen, den Amendement ass en long et en large virgestallt ginn. Et geet drëm, am Artikel 16 Paragraf 2 e Punkt 5 bäizesetzen an de leschte Saz ze strächen. Ech géif dann den Amendement direkt zur Ofstëmmung bréngen, wann net nach Bemierkungen dozou ze maache sinn.

#### **(Interruption)**

Ma dann den Här Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Franz Fayot** (*LSAP*).- Jo. Merci, Här President. Ech géif elo léien hei, wann ech géif soen, dass deen Amendement do mer net um Fong sympathesch ass. Mä bon, et ass esou, dass mer elo, wéi gesot, um Enn vun deser Prozedur ukomm sinn, dass mer dee Choix regretéiert hunn, fir déi 100 Joer elo an d'Gesetz do anzuschreiwene, dass mer awer, mengen ech, am Sënn vun der Saach deen Text elo tel quel matstëmmen.

Mä dat hënnert eis awer net drun, fir nach weider doriwwer nozedenken an och nach eng Kéier en Echange ze siche mat der Steierverwaltung quant à l'interprétation vum Secret fiscal.

Mä mir wäerten, pour l'heure, deen Amendement hei net matstëmmen.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci. D'Madamm Tanson huet d'Wuert.

► **Mme Sam Tanson** (*déi gréng*).- Jo, ech rejoinéieren dat, wat den Här Fayot seet.

Also, nodeems wat mer gesot hunn, ass et jo absolutt evident, dass mer um Fong dat dote ganz sympathesch fannen. Et ass elo awer esou, mir sinn...

#### **(Interruptions)**

Däerf ech mäi Saz fäerdegmaachen? Merci.

Et ass awer esou, mir kruten op Nofro hi jo vun der Steierverwaltung eng Rëtsch Erklärungen, firwat dass si der Meenung sinn, dass dat net geet. Meng éischt superficiell Recherche lafen drop eraus, datt, op d'mannst wat deen drëtten Punkt ugeet, déi Argumentatioun vläicht discutabel ass.

Ech sinn awer der Meenung, dass een dat muss am Fong mat hinne kucken, genau wéi ech dat virdru gesot hunn, dass een an enger nächster Etapp muss iwwer eng Harmoniséierung vun deenen Delaien nodenken.

Mä dat kann een elo net iwwerstieren, vu déi juristeschen Bedenken, déi si virbruecht hunn. Da fannen ech, da soll een dat och klären. Si hunn och nach en zweete Punkt virbruecht, deen och en anere Riedner nach evoquéiert hat.

Dat schlësst awer fir mech guer net aus, datt mer op där Harmoniséierung vun deenen Delaien nach ëmmer fannen, datt dat dee richteg Wee wär, wann déi Bedenken aus dem Wee absolutt geraumt sinn. Voilà!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Den Här Baum huet d'Wuert.

► **M. Marc Baum** (*déi Lénk*).- Jo, ech wollt nach eng Kéier kuerz Stellung huelen.

Also, d'Diskussioun leeft jo elo zënter annerhallwem Joer. Déi juristeschen Bedenken, déi si formuléiert. Et gëtt virun allem eng aner Instanz hei am Land, déi sech och domadder ausenanergesat huet, an dat ass de Statsrot, dee jo awer soss, mengen ech, eng gewësse juristesche Expertise an och e juristesche Poids huet, soudatt ech mengen, datt een duerchaus dat hei stëmme kann, besonnesch dann, wann ee seet, et wier engem sympathesch.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci. Ech mengen elo ass alles oder bal alles gesot...

#### **(Interruptions)**

...a mir géifen dann iwwert den Amendement ofstëmmen.

#### **Vote sur l'amendement 1**

Wie mam Amendement d'accord ass, stëmmt mat Jo, a wie fir den aktuellen Text ass, stëmmt mat Neen.

Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

2-mol Jo, 58-mol Neen. Dat ass e knappt Resultat.

#### **(Hilarité)**

Den Amendement 1 ass ofgeleent.

Ont voté oui: MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Marco Schank), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Claude Wiseler), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par Mme Taina Bofferding), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Georges Engel) et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum (par M. Gusty Graas), Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par Mme Josée Lorsché), Sam Tanson et M. Roberto Traversini (par M. Gérard Anzia);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

#### **Vote sur l'ensemble du projet de loi 6913 et dispense du second vote constitutionnel**

Da géife mer iwwert den Ensemble vum Projet ofstëmmen. D'Ofstëmmung fänkt un.

Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

57-mol Jo, 1-mol Neen an 2 Abstentiounen.

**(Interruption)**

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Entschëllegt, Här President!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Ire ka jiddweree sech.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Jo, souguer ech.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Voilà. Dann ass et 57-mol Jo an 3 Abstentiounen. Merci. Domat ass de Projet 6913 adoptéiert.

*Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Marco Schank), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Claude Wiseler), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Laurent Zeimet;*

*MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry (par Mme Taina Boffering), Mmes Taina Boffering, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par Mme Simone Asselborn-Bintz) et Mme Cécile Hemmen;*

*MM. André Bauler, Gilles Baum (par M. Gusty Graas), Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);*

*MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par Mme Josée Lorsché), Sam Tanson et M. Roberto Traversini (par M. Gérard Anzia);*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

*Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.*

Sidd Der d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

**(Assentiment)**

Merci. Dann ass och dat esou decidéiert.

Mir géifen zum nächste Projet iwwergoen, wou de Rapporteur scho prett ass. Dat ass de Projet de loi 7195. Den Här Bauler huet d'Wuert.

**11. 7195 - Projet de loi portant:**

**1° transposition de la directive (UE) 2015/2366 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 concernant les services de paiement dans le marché intérieur, modifiant les directives 2002/65/CE, 2009/110/CE et 2013/36/UE et le règlement (UE) n°1093/2010, et abrogeant la directive 2007/64/CE; et**

**2° modification de la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement**

**Rapport de la Commission des Finances et du Budget**

► **M. André Bauler** (DP), *rapporteur*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Digitalisierung vum Finanzsektor huet sech an de leschte Jore staark entwéckelt. Déi nei technologesch Méiglechkeeten hu mat sech bruecht, datt eng Rétsch nei Servicer, besonnesch am Beräich vun de sougenannte Services de paiement, entstanen sinn.

Et gëtt heibäi tëschent zwou Zorte vu Servicen ënnerscheet, déi duerch Drëttbidder, also net nëmme duerch déi klassesch Banken, offréiert ginn. Op där enger Säit gëtt et d'Services d'initiation de paiement, also Servicer, wou Ubidder fir de Client Sue vu sengem Kont iwwerweisen. Dat geschitt meeschtens iwwer eng App, déi een eroflueft a mat där de Client ebe Saache bezuelen oder Suen iwwerweisen kann. Mä och am E-Commerce gëtt d'Bezuelen doduerch méi einfach a méi séier fir de Client.

Op där anerer Säit ginn et d'Services d'information sur les comptes. An deem Fall kritt de Prestataire Abléck an d'Bewegung vum Client sengem Konto an dem Client säi Kaf-an Investitionsverhalten, awer och iwwer säi Kontostand, fir de Client esou entweder ze beroden oder him just en Iwwerbléck iwwer seng Finanzsituation ze ginn.

Fir béid Servicen an Usproch ze huelen, muss de Client selbstverständlech säin Accord ginn.

Dës Ubidder stinn also méi konkret als drëtt Entitéit tëschent dem Client an der Bank, déi de Konto geréiert. Fir éischtens de Schutz vum

Konsument ze garantéieren an zweetens d'Regelen, d'Sécherheetsmesuren an d'Exigenzen un déi implizéiert Akteure kloer ze definéieren, ass et noutwendeg, fir den aktuelle gesetzleche Kader ze moderniséieren an un d'Entwécklung vum Sektore unzepassen.

Ausserdeem huet e kloer definéierte Kader de weidere Virdeel, dass de Maart an deem Beräich opgemaach gëtt. D'Banke verléieren hire Monopol, wat d'Informatiounen iwwer de Clienten hir Konte betrëfft. Doduerch soll eng nei Dynamik an de Sektore kommen an den europäesche Maart verdéift ginn.

Fir deem Rechnung ze droen, gouf déi europäesch Direktiv 2015/23/66, och nach PSD 2 genannt, ugeholl. Mam Gesetzesprojet 7195 gëtt dës Direktiv haut an nationaalt Recht ëmgesat.

Et gi verschidde Kritäre festgeluecht, fir dass déi nei Prestataire hir Servicen zu Lëtzebuerg an awer och an der ganzer Europäescher Union duerch dee sougenannte Passeport européen ubidden däerfen. Si mussen zum Beispill en Agreement ufroen a bei der CSSF ageschriwwen sinn. Der CSSF hir Kompetenze ginn, wat d'Iwwerwachung vun dësen nei Prestatairen ubelaangt, och verstärkt an hir Zesummenaarbecht mat de jeeweilegen Autoritéiten am Ausland verdéift.

A puncto Sécherheet an Dateschutz gesäit de Gesetzesprojet och eng Rei vun Neierunge vir. Et gëtt vun all Prestataire verlaangt, eng sougenannt staark Authentificatioun ze applizéieren, wann de Client op säi Kont wëllt zréckgräifen. Dat bedeit, dass de Client op d'mannst zwee verschidden Elementer muss benotzen, fir sech beim Prestataire anzeloggen. Zum Beispill gëtt e Passwuert an en Token verlaangt, fir sech ze identifizéieren; eng Saach eleng geet do net duer. Doduerch gëtt d'Wahrscheinlechkeet, dass een onerlaabt Zougrieff op de Kont kritt, natierlech däitlech méi kleng. Dës staark Authentificatioun spillt och dann, wann de Client online oder mam Handy bezilt.

Déi nei Prestatairen hirersäits mussen sech bei der Bank, déi dem Client säi Compte courant geréiert, och identifizéieren, fir dass d'Bank noverfolle kann, wat geschitt. Et ginn nämlech zwou Methoden, fir esou Prestatairen Accès op de Konto a soumat och zu de Kontosdonnéee vum Client ze ginn: engersäits de sougenannten „screen scraping“, wou de Prestataire sech mam Client sengem Passwuert bei der Bank aloggt, also quasi sech als den Titulaire vum Kont ausgëtt. D'Bank weess an deem Fall net, dass et sech ëm eng drëtt Entitéit handelt an net ëm de Client selwer.

D'Nodeeler vun dëser Method sinn offensichtlech: De Prestataire gëtt zum Beispill dann eventuell Saache gewuer, déi iwwer dat erausginn, wat hien ugeet. Do ass et dann duerch aus méiglech, dass de Prestataire Informatiounen sammelt, ouni dass de Client et weess. Dernieft, wann Abuse geschéien, si se schwéier zréckzeverfolgen an de Schëllegen zur Rechenschaft ze zéien.

Déi zweet Method, „application programming interfaces“ genannt, kuerz API, gëtt dem Prestataire e geziilt Accès zum Bankkonto vum Client, soudass éischtens d'Bank weess, wien tatsächlech op de Kont an d'Donnéeën zougriift, an zweetens de Prestataire och nëmme genee dat gesäit a maachen däerf, wouzou en och eng Erlaabnis vum Client huet.

Déi genee technesch Kritäre fir eng séier Kommunikatioun tëschent den Drëttbidder an der Bank, déi de Konto geréiert, ginn aktuell vun der Kommissioun an der Europäescher Bankenautoritéit ausgeschafft a wäerte Mëtt 2019 a Kraaft kënnen trieden.

Här President, et ginn nach verschidden aner Elementer, déi mat deem Gesetzesprojet ëmgesat ginn. Ech wëll awer elo net ze vill an den Detail goen. Erlaabt mer, hei op mäi schrëfleche Rapport ze verweisen!

Just nach esou vill: De Konsumenteschutz gëtt och nach an där Hisiicht gestärkt, dass d'Verantwortung vum Client am Fall, wou onerlaabt Sue vu sengem Konto duerch eng Bancomatskaart opgehuewe ginn, vun 150 Euro op 50 Euro erofgesat gëtt. An anere Wieder, de Client verléiert maximal 50 Euro. Alles, wat driwwer ass, kritt en erëm.

Am Statsrot sengem Avis vum 26. Juni waren zwou Oppositionen formelles. Déi héich Kierperschaft huet verlaangt, dass an de Gesetzestext zousätzlech Detailler zu den Informatiounen drastoe kommen, déi d'CSSF am Kader vun hiren Aufgaben, wat d'Kontroll vum Aktionariat vun de Prestatairë betrëfft, definéiere muss.

D'Finanzkommissioun ass där Opfuerderung och direkt nokomm, soudass déi zwou formell Oppositionen aus der Welt geschafft konnte ginn.

Dat gesot, Här President, soen ech lech Merci fir d'Nolauschteren a ginn heimat am Numm vun der DP-Fraktioun den Accord zu deem

Gesetzesprojet.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci. Den Här Mosar huet d'Wuert.

**Discussion générale**

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Merci. Wéi ëmmer en exzellente schrëfflechen a mëndleche Rapport vun eiem Spezialist, dem André Bauler. Mir bleift u sech just nach den Accord ze bréngen vu menger Fraktioun. Et ass alles hei gesot ginn. Et ass eng Konsequenz vun der Digitalisierung vun de Finanzservicer. Duerfir sinn dës Direktive wichteg. Déi ginn dem Konsument méi Rechter a schützen e besser. An duerfir bréngen mir och mat Begeeschterung den Accord zu deemem Projet.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci. Den Här Fayot huet d'Wuert.

► **M. Franz Fayot** (LSAP).- Jo, Merci, Här President. Och vun eis Merci gesot dem Rapporteur fir säi gudden Rapport.

► **M. André Bauler** (DP), *rapporteur*.- Merci!

► **M. Franz Fayot** (LSAP).- Do ass en, voilà! Jo, voilà, mir begréissen och dësse Projet. Et ass effektiv e gudden Gesetz, wat an engem Creneau ass, dee wichteg ass fir Lëtzebuerg. Et ass eng Nisch, en neie Sektore, dee sech gutt developéiert huet iwwer déi lescht Joren, souwuel bei de Services de paiement wéi och bei de Services de monnaie électronique, wou eng ganz Rei Akteuren heihinnerkomm sinn, och well mer déi éischt Direktive schnell ëmgesat hunn a mat der CSSF en Ursprichpartner do ass, deen och proaktiv un déi Dossieren do erugeet.

An dofir ass et gudd, dass mer och elo d'PSD 2 ëmsetzen an eist nationaalt Gesetz. An dat ass sécher e weidere Facteur fir d'Kompetitivitéit vun eiem Finanzsektor.

Ech ginn den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu deemem Projet.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci. Den Här Kox huet d'Wuert.

► **M. Henri Kox** (déi gréng).- Merci, Här President. Ech mengen, et ass alles gesot. Ech ginn den Accord vu menger Fraktioun.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci. Ech ginn dovun aus, dass déi aner Kolleegen darselwechter Meinung sinn?

**(Assentiment)**

A mir ginn dann d'Wuert un de Finanzminister.

**Prise de position du Gouvernement**

► **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*.- Merci, Här President. Ech si frou iwwer déi Begeeschterung, déi mer hei an der Chamber hunn iwwer dësse Projet de loi. Et ass wouer, dass mer an deem Beräich vun de Paiementer hei zu Lëtzebuerg ee vun de Virreider waren, ee vun de Pionéier schonn an de leschten zéng Joer.

Mat dëser zweeter Direktiv iwwer d'Paiementer gëtt de Consommateur besser protegéiert. D'Kontrolle vun der CSSF gi méi grouss. An ech kann lech soen: Mir hu schonn haut ongeféier 15 Gesellschaften an deem Domän, déi täteg sinn. Mir verstärken domat d'Attraktivitéit vu Lëtzebuerg a mir kënnen esou eis Finanzplaz diversifizéieren.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci. Da kënnen mer ofstëmmen iwwer de Projet de loi 7195.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 7195 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

Mir hunn Eestëmmegkeet mat 58 Jo-Stëmmen. Domat ass de Projet de loi 7195 ugeholl.

*Résultat définitif après redressement: le projet de loi 7195 est adopté à l'unanimité des 60 votants.*

*Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Félix Eischen), M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Marco Schank), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Claude Wiseler), Serge Wilmes (par M. Jean-Marie Halsdorf), Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Diane Aehm) et Laurent Zeimet;*

*MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry (par M. Georges Engel), Mmes Taina Boffering, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par Mme Taina Boffering), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo,*

*Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par Mme Claudia Dall'Agnol) et Mme Cécile Hemmen (par M. Marc Angel);*

*MM. André Bauler, Gilles Baum (par M. André Bauler), Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);*

*MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par M. Henri Kox), Sam Tanson (par Mme Josée Lorsché) et M. Roberto Traversini (par M. Gérard Anzia);*

*MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

**(Assentiment)**

Merci. An deem nächste Projet waart schonn op eis, de Projet 7306. De Rapporteur ass dees selwechten, den Här André Bauler.

**12. 7306 - Projet de loi portant:**

**1. transposition de la directive (UE) 2017/2399 du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2017 modifiant la directive 2014/59/UE en ce qui concerne le rang des instruments de dette non garantie dans la hiérarchie en cas d'insolvabilité et modification de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement; et**

**2. modification de diverses dispositions de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier**

**Rapport de la Commission des Finances et du Budget**

► **M. André Bauler** (DP), *rapporteur*.- Här President, Dir Damm an Dir Hären, bei deem Gesetzesprojet 7306 geet et ëm d'Ëmsetzung vun enger EU-Direktiv an eist nationaalt Recht. Graff gesot, féiert dës Direktiv nei Dispositiounen zur Hierarchie vun de sougenannten Instruments de dette non garantie am Fall vun der Insolvenz vun enger Bank an. Domadder sollen d'Regelen an deem Beräich an der Europäescher Union weider harmoniséiert ginn an zur Stabilitéit vum Finanzsystem bäidroen.

Am November 2015 huet de G20 en neie Plang fir d'Applikatioun vun der sougenannte TLAC-Norm adoptéiert. TLAC steet fir „total loss-absorbing capacity“...

**(Brouhaha)**

...also op gudd Lëtzebuergesch: Capacitéit vun enger Bank, fir Verloschter ze absorbéieren, also opzefänken an ze verschaffen. Dës Norm soll hëllefen, ze vermeiden, dass bei Existenzproblemer vun enger grousser Bank de ganze Finanzsystem matgerappt gëtt, wéi dat an der Vergaangenheet emol de Fall war.

An deem Sënn mussen all déi Etablissementer, déi eng global systemesch Relevanz hunn, an der Lag sinn, hir Verloschter selwer opzefänken a sech kënnen ze rekapitaliséieren, ouni dass déi effentlech Hand muss asprangen an ouni dass d'Realwirtschaft dovunner betrëfft gëtt. Op dës Manéier gëtt probéiert, eng Léisung fir déi reell Problematik vun den Too-big-to-fail-Banken ze fannen.

D'Europäesch Union hat sech aus deem Grond och 2015 engagéiert, dës Norm bis 2019 an EU-Recht ëmzesetzen. Um europäeschen Niveau gëtt et schonn zënter 2014 déi sougenannten MREL-Exigenzen. MREL steet fir „minimum requirement for own funds and eligible liabilities“.

**(Brouhaha)**

Dat sinn op gudd Lëtzebuergesch déi minimal Exigenzen un Eegefongen an eligibele Scholdeninstrumenter fir Finanzinstitute, also äänlech wéi bei der TLAC-Norm, deemno d'Ufuerderungen, fir d'Stabilitéit vun Finanzinstitute ze garantéieren.

D'TLAC-Norm ass complementaire zu der MREL. Déi zwee normativ Kadere sinn net grad identesch an hirer Applikatioun, mä si ergänzen sech éischter.

**(Interruption par M. Gast Gibéryen)**



Ech gesinn, Här Gibéryen, Dir sidd ganz déif an där Matière do dran.

**(Hilarité)**

De Gesetzesprojet 7306 behandelt e ganz spezifischen Aspekt vun där Problematik. Esou wéi d'Direktiv 2017/2399, déi hei ëmgesat gëtt, et och virgesäit, schaaft de Gesetzesprojet 7306 en neit Instrument, an zwar déi sougenannten Instruments de dette subordonnée. Dëst sinn nei Instrumenter, déi d'Banke wäerte kennen emettéieren, fir sech den TLAC- an den MREL-Exigenzen unzepassen, ze conforméieren.

Dovunner ofgesinn, ginn nach verschidde punktuell Ännerungen ëmgesat, wéi zum Beispill déi vum Rectificatif vum 25. Januar 2017 zur Direktiv 2013/36/UE zur Surveillance prudentielle vun de Banken an den Entreprises d'investissement. Fir den Detail vun dësem séier technesche Projet verweisen ech wierklech gären op mäi schrëftleche Rapport.

► **Plusieurs voix.** - Aah!

► **M. André Bauler (DP), rapporteur.** - De Statsrot huet awer a sengem Avis vum 26. Juni just verlaangt, dass een Artikel gestrach gëtt, well en net konform mam aktuell reglementaresche Kader vun der Europäescher Unioun war. Fir de Rescht huet de Statsrot awer gréng Luucht fir dëse Projet ginn.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. André Bauler (DP), rapporteur.** - Här President, ech soen lech Merci fir d'No-lauchteren a ginn och am Numm vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei den Accord fir dëse Projet.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

**(Interruptions et hilarité)**

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Soll ech déi Fro, déi ech schonn eng Kéier gestallt hat, nach eng Kéier stellen?

**(Brouhaha général)**

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ass et esou, dass déi Häre Mosar, Fayot a Kox an déi Häre Gibéryen a Wagner hiren Accord och wéilte ginn?

**(Assentiment)**

Da ginn ech och dovun aus, dass de Finanzminister sech doriwwer freet.

**(Brouhaha et hilarité générale)****Prise de position du Gouvernement**

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Ech freeë mech an ech soen dem De-

putéierte Bauler Merci fir säi Rapport, dësen an dee vu virdrun.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och am Numm vun all deenen anere Kollegen. Dat ass dann esou registréiert.

A mir géifen dann iwwert den Ensembl vum Projet de loi 7306 ofstëmmen.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 7306 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

**(Brouhaha)**

D'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

51-mol Jo, 2-mol Neen. Domat ass de Projet de loi 7306 adoptéiert.

Ont voté oui: Mmes Diane Aedem, Sylvie Andrich-Duval, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, MM. Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par M. Gilles Roth), MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marc Spautz (par M. Claude Wiseler), Serge Wilmes, Claude Wiseler et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt (par M. Georges Engel), Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry (par Mme Taina Bofferding), Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par

Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Franz Fayot) et Mme Cécile Hemmen (par Mme Simone Asselborn-Bintz);

MM. André Bauler, Gilles Baum (par M. Gusty Graas), Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter (par Mme Josée Lorsché), Sam Tanson (par M. Henri Kox) et M. Roberto Traversini (par M. Gérard Anzia);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ont voté non: MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

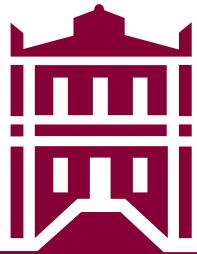
Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

**(Assentiment)**

Merci.

Da si mer um Enn vun eisem Ordre du jour ukomm a Rendez-vous ass muer de Mëtten um zwou Auer.

**(Fin de la séance publique à 20.03 heures)**



## SÉANCE 50

MERCREDI,  
11 JUILLET 2018

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

**Sommaire****1. Ouverture de la séance publique**

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

**2. 7301 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 mai 2009 portant création d'une École de la 2<sup>e</sup> Chance**

- Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse: M. Lex Delles  
- Discussion générale: Mme Françoise Hetto-Gaasch, M. Georges Engel, Mme Josée Lorsché, M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner  
- Prise de position du Gouvernement: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse  
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

**3. 6895 - Projet de loi portant modification de 1) la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant création de l'Administration de la navigation aérienne; 2) la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne**

- Rapport de la Commission du Développement durable: M. Henri Kox  
- Discussion générale: M. Marco Schank, M. Yves Cruchten, M. Gusty Graas, M. David Wagner  
- Prise de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures  
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

**4. 7282 - Projet de loi relatif au réaménagement de l'échangeur de Dudelange-Burange situé sur l'autoroute A13**

- Rapport de la Commission du Développement durable: Mme Josée Lorsché  
- Discussion générale: Mme Sylvie Andrich-Duval, M. Georges Engel, M. Gusty Graas, M. Gast Gibéryen, M. David Wagner, Mme Claudia Dall'Agnol  
- Prise de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures  
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

**5. 7285 - Projet de loi relatif à la réalisation du pôle d'échange Howald et du réaménagement de la rue des Scillas**

- Rapport de la Commission du Développement durable: Mme Josée Lorsché  
- Discussion générale: M. Marc Lies, M. Yves Cruchten, M. Claude Lamberty, M. Gast Gibéryen  
- Prise de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures (interventions de M. Gast Gibéryen et M. Marc Lies)  
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

**6. 7152 - Projet de loi portant**

1<sup>o</sup> transposition de la directive 2014/41/UE du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 concernant la décision d'enquête européenne en matière pénale;

2<sup>o</sup> modification du Code de procédure pénale;

3<sup>o</sup> modification de la loi modifiée du 8 août 2000 sur l'entraide judiciaire internationale en matière pénale

- Rapport de la Commission juridique: Mme Sam Tanson

- Discussion générale: M. Léon Gloden, M. Alex Bodry, Mme Simone Beissel, M. Marc Baum

- Prise de position du Gouvernement: M. Félix Braz, Ministre de la Justice

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

**7. 7280 - Projet de loi relatif à la construction d'une maison de soins à Differdange et portant modification de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création de deux établissements publics dénommés 1) Centres, Foyers et Services pour personnes âgées; 2) Centres de gériatrie**

- Rapport de la Commission de la Famille et de l'Intégration: M. Max Hahn

- Discussion générale: M. Marc Spautz (dépôt d'une motion), Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Roberto Traversini, M. Fernand Kartheiser, M. Marc Baum

- Prise de position du Gouvernement: Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration (interventions de M. Marc Spautz, Mme Octavie Modert et M. Fernand Kartheiser)

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

- Motion 1: Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration

- Vote sur la motion 1 (rejetée)

**8. 7242 - Projet de loi portant approbation de la Convention de sécurité sociale entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République populaire de Chine, fait à Pékin, le 27 novembre 2017**

- Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale: M. Georges Engel

- Prise de position du Gouvernement: M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Félix Braz, M. Romain Schneider, M. François Bausch, M. Claude Meisch et Mme Corinne Cahen, Ministres.

**(Début de la séance publique à 14.02 heures)**

**1. Ouverture de la séance publique**

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Kolleeginnen, Kollegen, wann Der Plaz wéilt huelen, da kann ech d'Sëtzung opmaachen. Ee schéine guddé Mëtteg! An ech froen d'Regierung direkt, ob se eng Matdeelung ze maachen huet.

Keng Reaktioun. Also keng Matdeelung.

► **Une voix.** - D'Regierung lauschtert net no.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dir waart ofgelenkt, hunn ech gesinn.

Kolleeginnen a Kollegen, ech wollt vun der Geleeënheet profitéieren, fir e léiwe Gaascht op der Tribün ze begrëssen.

Lieber Stephan Toscani, Landtagspräsident des Saarlandes, begleitet vom deutschen Botschafter Heinrich Kreft, herzlich willkommen im Luxemburger Parlament! Vielen Dank für die ausgezeichnete Zusammenarbeit und den sehr konstruktiven und fruchtbaren Austausch von

heute Morgen, Beginn einer exzellenten Zusammenarbeit. Und ich glaube, wir werden das tun, was wir uns versprochen haben, wir werden gemeinsame Projekte entwickeln und uns regelmäßig treffen.

Vielen, vielen Dank!

**(Applaudissements)**

An da géif ech zu eiser Dagesuerdnung vun de Mëtten iwwergoen, dem Projet de loi 7301, engem Projet, deen déi bishereg École de la 2<sup>e</sup> Chance betrëfft. An de Rapporteur, den Här Lex Delles, ass prett.

**2. 7301 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 mai 2009 portant création d'une École de la 2<sup>e</sup> Chance****Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse**

► **M. Lex Delles (DP), rapporteur.** - Merci vilmools, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'Aarbechtswelt huet zanter 2009 bis 2018 op ganz ville Punkte changéiert. Dobäi ass awer ee wesentleche Punkt nach ëmmer d'nämlecht bliwwen, an ech mengen, dee



wäert och nach eng ganz Zäit d'nämlecht bleiwen, dat ass deen, dass et ëmmer méi schwéier gëtt, ouni Diplom iwwerhaupt adequat an d'Aarbechtswelt eranzekommen.

Dëst ass e kleng Projéit de loi, mä awer e ganz wichtegen. Dat initiaalt Gesetz vun der École de la 2<sup>e</sup> Chance war deemools wichteg an innovativ, 2009. Mä awer 2018 ass et net maner wichteg, tout au contraire.

Bis elo, säit der Grënnung vun der Schoul, also am Joer 2009, hunn 1.200 Apprentien, Apprenant, pardon, déi Schoul hei zu Enn bruecht. Dës Schoul huet net nëmme als But „de donner une seconde chance“ fir Erwuessener, mä och Formatiounen am Kader vun der Éducation des adultes wéi och an de Formation-continuen.

2014 ass dëst Gesetz schonn eng Kéier ugepasst ginn, mä haut geet et ëm zwou méi kleng Annerungen an dësem Projéit de loi. Déi éischt ass den Numm. D'École de la 2<sup>e</sup> Chance wäert mat dësem Gesetz en aneren Numm kréien a wäert dann École nationale pour adultes heeschen. Deen zweete Punkt ass: Den Text gëtt ugepasst un de Gesetzestext iwwert d'Lyceesreform, deen 2017 hei gestëmmt ginn ass, dat heescht also, den Enseignement secondaire classique an den Enseignement secondaire général.

Et geet also hei drëm, eng Panoplie vu pädagogeschen Aktivitéiten ënner engem Daach bei enger selwechter Philosophie oder Approche fonctionnelles ze loosse. Dir Dammen an Dir Hären, fir de Rapport iwwert d'Avise géif ech lech op mäi schréffleche Rapport verweisen. An ech si schonn um Enn vum Rapport vun dësem Projéit de loi ukomm a ginn och direkt den Accord vun der Demokratescher Partei.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **(Brouhaha)**

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An d'Wuert huet elo d'Madamm Françoise Hetto-Gaasch.

**Discussion générale**

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir unzefänken dem Rapporteur e grouse Merci fir säi relativ rapiden, awer ganz gudden mëndlechen an och schréffleche Rapport.

De Projéit de loi 7301, dee mer jo haut solle stëmmen, ass e Gesetz, mat deem eigentlech just en Numm vun enger Schoul geännert gëtt. Aus der École de la 2<sup>e</sup> Chance soll eng École nationale pour adultes ginn. Do stelle sech awer fir eis als CSV eng ganz Partie Froen, well déi nei Denominatioun kengesfalls dat zréckspigelt, wäer där Schoul hiren Ursprénglechen an och nach aktuellen Objet ass.

Ech erkläre mech. D'École de la 2<sup>e</sup> Chance soll elo École nationale pour adultes heeschen. Da froe mir eis: Wéi sou „nationale“? Et ass jo net déi eenzeg Plaz, wou Coursé fir Erwuessener ugebueden ginn. Do gëtt et dach och nach eng Hällewull vun aneren Instituter, déi och Coursen a Formatiounen fir Erwuessener ubidden, wéi zum Beispill d'House of Training, den Institut supérieur de l'économie, de Lifelong Learning Center, fir nëmme dës ze nennen. Et gëtt also eng ganz vast Offer. An eis Fro ass einfach un den Här Minister: Wou positionéiert sech dann do eng École nationale?

„Nationale“ ass an eisen Aen also e falschen Term, well mer domadder suggeréieren, dass dës Schoul quasi den nationalen Haaptbildungszentrum ass.

Zweetens: Pour adultes, dat ass carrement falsch, well et kënne jo och Mannerjäregere dohinner goen. An duerfir si mir der Meenung, dass esou en Term näischt am Numm vun enger Schoul ze sichen huet. Am Gesetz steet et jo och ganz kloer dran: „une école à l'attention des adultes et des mineurs d'âge qui ne sont plus soumis à l'obligation scolaire“. En plus dierfe se net méi al wéi 30 Joer sinn. Also wéi sou soll se École nationale pour adultes heeschen, wa se och scho fir Mineuren ass a wann d'Adulté maximal dierfen 30 Joer hunn?

Den initialen Objektiv, déi Ursprénglech Iddi vum 2009er Gesetz war jo, fir Jonker, déi d'Schoul ofgebrach haten, nees ze motivéieren, fir en neie Versuch mat der Schoul ze starten. No schlechten Erfahrungen an och vläicht der falscher Astellung vum Schüler par rapport zur Schoul kéint et jo e bësse méi spéit, an engem neien Ëmfeld, fir de Schüler besser klappen. Dat war d'Zilgrupp vun der École de la 2<sup>e</sup> Chance.

Wéi soll wann ech gelift séchergestallt ginn, dass déi wierklech fragiliséiert Schouloffbriecher dann an Zukunft och als Éischt zerwéiert ginn? De Risiko besteet nämlech, dass, wann den Numm elo geännert gëtt, dat Ursprénglech Zil aus den Ae verluert geet, einfach doduerch bedéngt, dass d'Denominatioun carrement irfëierend ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, esou wéi de Rapporteur et och gesot huet, sollen dann nieft dem Changement vum Numm nach e puer aner Adaptatiounen gemaach ginn, fir d'Schoul eben un déi nei Gegebenheeten unzepassen, an anere Wieder, déi ganz Terminologien, déi sech duerch d'Gesetz vum 29. August 2017 erginn, der Reform vum Secondaire.

Mir sollen also elo hei e Gesetz stëmmen, dat enger Schoul en neien Numm gëtt, mä deen Numm, deen ass net gutt. D'Erklärungen hutt Dir elo grad kritt.

Mir haten an der Kommissioun aner Propose fir den Numm vun dëser Schoul gemaach, esou wéi et och am Ausland zum Beispill där Nimm gëtt. Et kéint ee sech do Nimm wéi École de la nouvelle chance virstellen oder awer och nach École de l'avenir. Och dëst hätt eng positiv Connotatioun, an déi zwee Nimm géifen zumindest keng falsch Versprieche maachen.

Dernieft géife mir als CSV et begrëissen, wann de Bau vum neie Gebai vun der École de la 2<sup>e</sup> Chance aktiv géif virgedriwwen ginn. Dëst wier definitiv méi sënnavoll wéi eng Nummännerung, well anscheinend leeft de Bail fir déi Schoul do um aktuelle Site dat nächst Joer aus. An esou, wéi ech aus der Antwort op eng parlamentaresch Fro, déi ech gestallt hat, kann erauslesen, sollen d'Aarbechte fir déi nei Schoul awer eréischt fréistens - fréistens! - 2019 ulafen.

Dëst gesot, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wäerte mir als CSV eis op alle Fall bei dësem Projéit de loi enthalen.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Nächste Riedner ass den Här Georges Engel.

► **M. Georges Engel (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech maachen et ganz kuerz. D'École de la 2<sup>e</sup> Chance gëtt elo d'École nationale pour adultes, well eis deen Numm u sech méi richteg erschénkt a well e virun allem der Demande Rechnung dréit, déi d'Leit an der Schoul selwer haten. D'Leit aus der Schoul goufe gefrot, wéi si sech kéinte virstellen, wéi déi Schoul soll heeschen, a si hu proposéiert - wann ech dat richteg an Erënnung hunn, huet de Minister eis dat an der Kommissioun och gesot -, dass et soll d'École nationale pour adultes sinn, an duerfir ass et och deen Numm, deen hei soll proposéiert ginn.

Iwwert de Sënn an den Zweck vun der Schoul, mengen ech, do si mer eis awer alleguerten eens, dass et eng sënnavoll Moosnam ass an dass och eng ganz Partie Leit - 1.200, huet de Rapporteur gesot, säit 2009 - do konnten eng zweet Chance kréien, eng nei Ausbildung, eng Formatioun, eng Éducation pour adultes. Ech mengen, dass dat e gudden Wee ass, deen ee soll weiderdriewen an duerfir déi Schoul och weider soll ënnerstëtzen.

Iwwert de Sënn même vun der Schoul si mer eis, wéi gesot, heibannen eens. An et ass jo och dorëms, wou et geet.

Hei gëtt elo eng kleng Upassung gemaach un d'Gesetz vum August 2017, a mat där si mir als LSAP voll d'accord. An duerfir ginn ech hei den Accord vun der Sozialistescher Partei.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An nächst Riednerin ass d'Madamm Josée Lorsché.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Merci, Här President. Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, och déi gréng Fraktioun begréisst d'Ëmännerung vum Numm. Mir fannen et gutt, dass d'École de la 2<sup>e</sup> Chance an École nationale pour adultes ëmberannt gëtt. Éischtens ass deen Term méi valorisant a stigmatiséiert d'Schüler vun dëser Schoul net méi par rapport zu deene vun anere Schoulen. Zweetens dréit dës Modifikatioun souwuel de Missiounen vun der Schoul an awer och hirer bemierkenswäert Entwécklung Rechnung. An dréttens entsprécht dësen Numm dem Wonsch vun der Responsabele vun der Schoul.

Ech wéilt ervirhiewen, dass dës Schoul wierklech eng bemierkenswäert Entwécklung hanner sech huet. Se huet 2011-2012 mat 35 Jonken ugefaangen an ass haut op 440 Schüler, déi dëst Joer do ageschriwwen sinn, wat wierklech bemierkenswäert ass. An déi Leit sinn och kuerz virum Erwuessenenalter. Et sinn also keng Kanner, déi do an d'Schoul ginn, an duerfir gesi mir och kee Problem dodran, dass „Adultes“ dosteet, vu dass déi Jonk, déi dohinkommen, 16 oder besser gesot 17 Joer hunn an dass an deem Fall och en expliziten Accord vun der Schoul kënnt.

Ech wéilt och drop hiweisen, dass déi Schoul eng ganz Rei Fächer agefouert huet, nei Fächer, déi et am Ufank net gi sinn, beispillsweis d'Berufsausbildung fir Kach, Landschaftsgärtner,

Elektriker an Auxiliaire de vie, an dass ëmmer erëm déi Klassen esou séier besat ginn, wéi se geschafe ginn. Alles dat ass positiv.

An nach ee Beispill, wat mer wierklech wichteg ass ervizestrichen, fir d'Qualitéit vun der Schoul ze beweisen. Et war ee Schüler an d'Schoul orientéiert ginn. E koom aus der Grondschoul. Do ass en an de Modulaire kumm. A véier Joer drop huet hie seng Première gepackt mat der Motioun „bien“. Do gesäit een, wat do gelescht gëtt, a mir fannen dat natierlech begrëssenswäert. Et werft awer och d'Fro op, wat an eise Grondschoule falschleef, wa Kanner mat esou engem héije Bildungspotenzial am Modulaire landen. Ech denken, doriwwer misst nogeduecht ginn.

Op där anerer Säit muss ee sech och froen, wéi eng Perspektiven déi vill Schouloffbriecher hunn, déi net dee richteg Profill hunn, fir en zweete Bildungswee an enger Schoul wéi dëser anzuschloen an ofzeschlëssen. Dës jonk Leit verpasse jo den Uschloss un de Schoulsystem, meeschtens am Alter vu 16, 17 Joer, a riskéieren, hiert Liewe laang op der Strooss ze setzen.

An domat kommen ech da grad bei dee Punkt, deen och d'Madamm Hetto ervirgestrach huet. Et ass deen, deen och vun der Chambre de Commerce erwäant ginn ass. Natierlech kann ee soen, d'Remark wier berechtigt, dass d'Aktivitéit vun der zukünftiger École nationale pour adultes sech ëmmer méi disperséieren a riskéieren, op d'Käschte vum initiale Public cible ze goen. Deem entgéint wéilt ech awer betounen, dass d'École de la 2<sup>e</sup> Chance zanter dem Schouljoer 2012-2013 mindestens sechs Klassen am drëtten Joer vum Cycle inférieur ubitt. Dat heescht, zu engem Deel bitt se schonn deene fragillste Schüler d'Chance, am Bildungssystem viruzekommen, an dat wäert sech och mat dësem Projéit de loi net änneren.

Ob et allerdéngs sënnavoll ass, dass d'Klassen op dësem Niveau nach ausgebaut ginn, woe mir ze bezweifelen, well et zu Lëtzebuerg schonn entspreche Struktüre gëtt. An et mécht an eisen Ae kee Sënn, duebel Strukturen ze schafen, déi sech géigesäitig konkurréieren. Ech schwätze vum CNFPC, dem Centre national de formation professionnelle continue, a vun de Cours d'orientation et d'initiation professionnelles. Dës Strukturen hunn déi wichteg Missioun, d'Schouloffbriecher do opzefänken, wou se sinn a se duerch geziilt Formatiounen op den Aarbechtsmaart ze orientéieren.

An hei wéilt ech eben elo d'Fro opwerfen, ob dës Strukturen hirer Missioun wierklech ëmmer gerecht ginn an ob et net derwäert wär, eng Analys doriwwer duerchzuführen. Zum Beispill, ob dës Strukturen déi néideg Ressourcen hunn, ob se territorial gutt verdeelt sinn an ob se iwwerall bekannt sinn. Op jidde Fall begrësse mir, dass Dir d'Direktioun vun de Schoulen drop higewisen hutt, eng Nott dohi geschéckt hutt, fir déi Leit drop hinzewiesen, dass hei en alternative Bildungswee fir Schouloffbriecher ugebueden gëtt.

Dat gesot, ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun a soen lech Merci fir d'No-lauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An d'Wuert huet den Här Fernand Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Jo, villmools Merci, Här President. Ech fänken och u mat engem ganz déif empfonnte Merci un den Här Delles fir eng ganz flott Presentatioun. Ech mengen, an der Tëschenzäit ass dës kleng Projéit wierklech in extenso diskutéiert ginn. Ech wéilt also just an zwee Sätz soen, dass mir déi Bedenken, déi d'Madamm Hetto hei am Numm vun der CSV virgedroen huet, am grouse Ganzen deelen, dass mer awer trotzdem der Meenung sinn, dass mer hei e wichtige symbolesche Geste maachen, a méi wéi e symbolesche Geste, am Interessi vun deene Leit, déi vun där Schoul do profitéieren. Dofir stëmmt d'ADR dës Projéit mat.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Leschte Riedner ass den Här David Wagner.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci, Här President. Bon, d'École de la 2<sup>e</sup> Chance bewäert sech als immens effikass. D'Reussite bei den Ofschlëss läit ëmmerhi bei 90%. Natierlech muss ee soen, dass déi, déi sech do aschreien, op eng gewëssen Aart a Weis e bësse méi motivéiert si wéi „normal“ - entre guillemets - Schüler, déi iergendwéi gezwonge sinn, an d'Schoul ze goen an net ëmmer onbedéngt esou motivéiert sinn. Wéi mir dat warscheinlech all eng Kéier emol waren.

Déi lescht Joren awer gouf d'Offer an d'Qualitéit vun den Ausbildunge staark erweidert, sou datt den Usproch vum ganz alleréischten Ufank, dat heescht, eng Schoul nëmme fir De-

crocheuren ab Neuvième opzefänken, eendeiteg méi eng grouss Bandbreit krut. Esou hu sech also d'Aktivitéiten iwwert d'schoulesch Ausbildung fir Schouloffbriecher a Jonker, déi net méi schoufflichteg sinn, ewechbeweegt, fir och Formatiounen fir Erwuessener unzibidden an allgemeng fir Leit, déi hir schoulesch Ausbildung weiderféieren oder nohuele wëllen, onofhängeg vun hirem Alter.

Dofir gëtt an dësem Projéit de loi och proposéiert, d'École de la 2<sup>e</sup> Chance ëmzedeeften.

Dës Heterogenitéit vun de Schüler an engem gemeinsame System verstärkt net nëmme den Apprentissage, mä och d'Selbstvertrauen an d'Méiglechkeet, sech der Fatalitéit vun engem ofgebrachten oder verfeeltene Schoulparcours ze widdersetzen a mat engem gréisseren Bewosstsinn séng schoulesch Destinée erëm an d'Hand ze huelen.

Här President, d'École de la 2<sup>e</sup> Chance ass e Miniaturfordrock vum eigentleche Schoulsystem, wat d'Offer betrëfft. Mä si ass interessanterweis bäi Wäitem méi effikass wéi de generelle System, well hei wierklech bei all Schüler gekuckt gëtt, wou d'Stärkte leien a wéi een iwwer eng adequat Begleedung de Schüler eng Zukunft an der Aarbechtswelt kann ubidden.

Ëmmer méi Schüler packen et hei vun enger Neuvième erop an eng Première a kréien erëm Accès zu universitäre Studien. De Wee op d'Uni kann och iwwert den Diplôme d'accès des études secondaires opgemaach ginn, deen deemnächst och an Owescoursen an Zesummenaarbecht mam Kolléisch ugebueden gëtt. Aner Neuvièmesklasse verfollegen den Apprentissage adultes, wou sech ëmmer méi Formatiounen am Kader vun der Formation professionnelle ubidden. D'nächst Joer gëtt souguer déi ganz Ausbildung vum Elektriker ugebueden, an déi éischt Jore vun Gäertner, Kach an Auxiliaire de vie sinn och iwwert de Wee vun dëser Schoul errechbar. D'Dixième an d'Onzième générale fir d'Professions de la santé an de Parcours vum Enseignement général vu Cinqüième bis Première ginn ebenfals an der École de la 2<sup>e</sup> Chance ugebueden.

Op all deenen Niveaue steet d'Zil vun der Selbststännegkeet an dem kritesche Léieren am Vierdergrond. Op allen Niveaue schreien a presentéieren d'Schüler Travail-personellen. Op eng gewëssen Aart a Weis muss ee soen, dat erënnert scho quasi un eng Aart „Proto“-Tronc commun, wou mer jo all wëssen, wou mer och ëmmer der Meenung waren, dass sech esou eppes kéint generaliséieren, dat heescht, dass ee vill méi Offere kann innerhalb vun engem eenheetlechen, sech lues a lues distinguéierende secondairen Enseignement ubidden.

Bon, an dëser Schoul gëtt gekuckt, dass d'Programmer an d'Qualitéit vum Enseignement permanent verbessert ginn. An dobäi ass och d'Zesummenaarbecht mat ënnerschiddlechen Instituter an Héichschoule wäertvoll. Dës Zesummenaarbecht geet iwwert d'Lëtzebuurger Grenzen ewech a bitt sech mat bekannten Instituter, wéi dem Conservatoire national des arts et métiers zu Paräis oder der Kantonale Maturitätsschule für Erwachsene zu Zürich, den Unien zu Lëtzebuerg, Zürich a Paräis 8 un.

D'École de la 2<sup>e</sup> Chance baut op wichteg Messuren, déi d'gesellschaftlech Inklusioun vu jiddwerengem fërderen iwwert de Wee vun engem Apprentissage, deen nei Bildungsméiglechkeete bitt amplaz auszeschlëssen. An esou zum Beispill och d'Offer fir jonk Erwuessener, Primo-arrivanten, déi an dësem Kader d'Sproche léieren a fit gemaach ginn, fir hiren individuelle Wee kënnen anzuschloen, ob Berufsausbildung oder weider a Schoul an Uni. An ech mengen, dat huet och vill Succès, well mer jo wëssen, entgéint deem, wat oft ka behaupt ginn, dass och d'Primo-arrivanté wierklech immens vill Efforte maachen hei zu Lëtzebuerg, wa se d'Méiglechkeet kréien, fir kënnen heizbleiwen.

Mä da gëtt et natierlech nach d'Ateliere vu Learn for Success, wou ee kann higoen, fir punktuell an no individuellen Ziler ënnerstëtzt ze ginn. An dat heescht zum Beispill och, sech fir de Statsexame virzubereeden. An ech wollt nach soen, dass et, genau wéi meng Virriednerin sot, un der Zäit wier an eendeiteg néideg, fir eben en neie Site ze kréien, well actuellement ass d'Situatioun net gutt. Mä wéi gesot, et ass jo geplangt, dass fréistens 2019 soll eppes geschéien. Mä mir kréie warscheinlech dann nach e puer Erklärungen vum Här Minister.

Ech soen lech Merci, a mir wäerten dee Projéit natierlech och ënnerstëtzen.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci. Domat ass déi allgemeng Diskussioun ofgeschloss. An den Educatiounsminister, den Här Claude Meisch, huet d'Wuert.

#### **Prise de position du Gouvernement**

► **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, e Merci och un de Lex Delles als Rapporteur. Merci un all d'Intervenanten.

Mir hate virun dräi Joer e Gesetz hei iwwert d'École de la 2<sup>e</sup> Chance gestëmmt. An eng Rei vun Deputéierten hunn eigentlech och ugeeregt gehat deemools, datt een iwwert den Numm eng Kéier sollt nodenken. Ech hunn och deemools a menger Stellungnam dat mat opgehooll a gesot: „Jo, well wann ech herno a mengem CV stoen hunn, ech hunn en Deel vu mengem Parcours scolaire an der École de la 2<sup>e</sup> Chance gemaach, dann heescht dat jo, datt ech bei der éischter Chance schon net reuséiert hunn. An ech denken, datt jiddwereen d'Recht op eng zweet a vläicht souguer op méi Chancé soll hunn, mä datt dat awer näischt ass, wat een iwwer e Liewe laang herno nach soll begleeden an zum Deel stigmatiséieren.“

Elo kënnen mer alleguer soen, dat wär net esou, mä mer wëssen awer, datt et wahrscheinlech Leit am Land gëtt, déi awer datt esou géif interpretéieren, wa se dann e CV esou, mat där doter Bezechnung, um Dësch leien hunn.

An duerfir hu mer mat der Schoul och Récksprouch gehalen. An et ass deen doten Numm „Ecole nationale pour adultes“, deen zréckbehale ginn ass. Woubäi un där schoulescher Offer, déi den David Wagner hei elo ganz explizit och nach eng Kéier opgezielt huet, an hirer ganzer Bandbreit näischt wäert änneren an et sécherlech och keng Schoul wäert ginn, déi sech elo ganz exklusiv un Erwuessener wäert rüchten. Woubäi mer wëssen, datt wann d'Iddi vun der 2<sup>e</sup> Chance jo awer spillt, een dann e gewëssenen Alter huet, ier een dann iwwerhaapt an déi dote Schoul kënnt an de Gros vun de Schüler och haut schon Erwuessener sinn.

A mat där Bandbreit vun Offeren, och Leit, déi no enger Berufserfahrung sech emol erëm eng Kéier wëlle weider forméieren, an dat wierklech vun der Formation professionnelle bis hin zu enger Première respektiv engem Diplom, deen zu Héichschulstudien dann och herno autoriséiert, do gesäit een, datt dat eigentlech haut schon d'Käzilgrupp vun der École de la 2<sup>e</sup> Chance ass.

Ech wëll och un eng Kritik erënneren, déi och deemools an der Debatt hei awer formuléiert gouf, an ech mengen, et war och deemools vun der CSV, well gesot ginn ass: „Mir mussen oppassen, datt d'École de la 2<sup>e</sup> Chance net eise Lycée Konkurrenz mécht. A wa se elo eng Première ubitt, datt et dann eben net esou ass, datt de Schüler, deen an engem Lycée op der Deuxième ass, op der Troisième ass, iergendwann eng Kéier seet: „Elo halen ech emol hei op, aus iergendengem Grond, well ech mam Professer net eens ginn oder well ech mam Direkter net kloer kommen oder well et mer einfach an der Schoul emol hei net méi gefält, well ech ka jo niewendrun an déi aner Schoul goen, déi École de la 2<sup>e</sup> Chance heescht, an einfach do ufänken.““

Duerfir hu mer jo schon eng ganz Rei vun Zougangskritären esou gemaach, datt ech eigentlech aus dem Alter, wou ech normalerweis an e Lycée erakommen, och erausgewuess sinn, fir iwwerhaapt kënnen an d'École de la 2<sup>e</sup> Chance eranzekommen. Wann also déi Kritik do richteg ass respektiv net ganz falsch war, dann, denken ech, kann een awer och hei absolut domadder d'accord sinn, datt mer d'École de la 2<sup>e</sup> Chance elo ëmbenennen an „École nationale pour adultes“.

„Nationale“, well et déi vum Stat ass. Hei si Formationszentren a Schoule genannt ginn, déi vun aneren Akteuren, privatrechtlechen Akteuren gedroe ginn. Dat ass ganz kloer. Do ka jiddweree sech natierlech weider engagéieren am Beräich vun der Erwuessenebildung, am Beräich vun der Weiterbildung. Do brauche mer ganz vill Akteuren.

Am Ministère hu mer och nach e Service de la formation des adultes, dee jo an der Regel net selwer Prestataire ass, deen net selwer Formatiounen ubitt, mä deen iwwer Gemengen, iwwer Asblen, also iwwer extern Prestataire kuckt, datt ganz vill Erwuessenebildung queesch uechtert d'Land an deenen ënnerschiddlechsten Domänen, vun de Sproche bis an aner Beräicher eran, dann och assuréiert gëtt. Mä hei ass et déi Schoul, wou de Stat de

Prestataire selwer ass, an duerfir École „nationale“ pour adultes.

D'Madamm Lorsché huet zu Recht ugeschnidden: Wéi grenze mer eis of par rapport zu anere Schoulen, wéi dem Centre national de formation professionnelle continue, zum Beispill? Nun, ech si frou, datt mer erëm e gewëssene Recentrage konnten hierstellen am Laf vun deene leschten zwee, dräi Joer, wat d'Aktivitéit vun de CNFPCen ubelaangt, an erëm a Richtung goen, fir déi se eigentlech geduecht sinn an och den Numm et ausdréckt, well aus Plazmangel eigentlech am Laf vun deene leschte fënnf bis zéng Joer oft gekuckt ginn ass: Wa mer am Lycée keng Plaz hunn, fir Initialformatioun ze maachen, fir eng Rei vu Schüler weider do an der Schoul kënnen ze halen, da maache mer Klassen an der Initialausbildung an de CNFPCen op.

An d'CNFPCe sinn eigentlech do an eng Richtung gedréckt ginn, vläicht aus der Nout eraus, wou se eigentlech net derfir geduecht waren. A mir hunn, well mer méi Capacitéiten erëm an de Lycéeën hunn, och elo erëm gekuckt, datt mer, wat Initialausbildung ass, dat esou wäit wéi méiglech an de Lycéeën maachen, fir och Plaz ze kréie wierklech, fir Formation continue fir Jonker oder fir Erwuessener kënnen an de CNFPCen ze assuréieren.

A mir wäerten och ronderëm d'Rentrée do, denken ech, e ganz neie flotte Projet an Zesummenaarbecht mat engem CNFPC kënnen presentéieren, ënner anerem och fir deene Jonken, déi theoretisch Zougang an d'Formation professionnelle hunn, op de CCP hunn, awer keng Léierplaz fonnt hunn, fir deenen d'Bréck an d'Léier do nach eng Kéier kënnen ze bauen. Soudatt mer och do d'Aktivitéit vum CNFPC rezentriert hunn, awer absolut complémentaire och hunn zu deem, wat herno d'École nationale pour adultes soll maachen.

Et ass absolutt berechtigt, datt sech hei d'Fro gestallt gëtt, wou dann d'École nationale pour adultes herno wäert sinn, well, an dat ass awer elo net déi éischte Kéier, datt och deen Delai ofleeft, dee Contrat de bail ofleeft vun deem Site, wou se haut ass - do besteet och nach d'Méiglechkeet, datt dat eng Kéier prolongéiert gëtt; déi Diskussiounen sinn amgaunge gefouert ze ginn -, mä d'Regierung sicht an huet och en neie Site fonnt fir d'École nationale pour adultes.

A well dee Site och net nëmme Plaz gëtt fir eng Schoul, hu mer och decidéiert, an ech schwätzen hei ënner dem Contrôle vum Infrastrukturminister Fränz Bausch, fir och gläich zwou nei Schoulen dohinner ze implantéieren: nieft der École nationale pour adultes och de Sportslycée, näamlech op Mamer, bei déi besteeënd Struktur vun der Europaschoul, bei déi besteeënd Struktur vum Lycée Josy Barthel zu Mamer.

An duerfir ass dat e Site, dee gutt ugebonnen ass un den öffentliche Transport. Duerfir ass dat e Site, dee weider kann developéiert ginn. Duerfir ass dat e Site, wou Synergien tëschent all deenen dote Schoule kënnen realiséiert ginn, notament och Synergien tëschent dem Sportslycée an deenen anere Lycéeën, wat d'Sportinfrastruktur ubelaangt, wat awer gläichzäitig och nach eng Kéier d'Proffon ubelaangt, wat awer och do nach eng Kéier d'Méiglechkeet ubelaangt, fir all Ordre-d'enseignement, déi herno do wäerte vertrauede sinn, och souguer Erwuessener, déi dann do wäerten an d'Schoul goen, d'Méiglechkeet ze bidden, am Sportslycée hire Parcours kënnen ze maachen.

Duerfir sinn ech frou, datt sech déi Méiglechkeet do erginn huet. An ech denken, datt dat elo déi Äntwert ass, déi d'Strooss wäert halen a wou elo gezielt drop geplangt gëtt, an datt mer och méiglechst schnell do ukommen, fir dat ze realiséieren.

Ech soen Iech Merci fir déi, déi dann hei wëlle mat d'Zoustëmmung ginn, fir datt mer dat dote kënnen realiséieren. Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci. Da kënnen mer zur Ofstëmmung iwwer goen.

#### **Vote sur l'ensemble du projet de loi 7301 et dispense du second vote constitutionnel**

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. An dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

37-mol Jo, 23 Enthaltungen. Domat ass de Projet de loi 7301 ugehooll.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Gérard Anzica, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet.

D'accord mat der Dispens?

(**Assentiment**)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir ginn zum nächste Projet iwwer, dem Projet de loi 6895 iwwert d'Administratioun fir de Fluchverkéier. An d'Wuert huet elo de Rapporteur, den Här Henri Kox.

### **3. 6895 - Projet de loi portant modification de 1) la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant création de l'Administration de la navigation aérienne; 2) la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne**

#### **Rapport de la Commission du Développement durable**

► **M. Henri Kox** (*déi gréng*), *rapporteur*.- Merci, Här President. Effektiv geet et hei ëm d'Administration de la navigation aérienne. Et ass eng Iwwerschaffung vum Gesetz, éischters, well d'europäesch Gesetzgebung de Kader geännert huet, näamlech nei Exigenzen erausgeschéit ginn, déi u sech musse vun de jeeuwelege Prestataire op de Fluchhäfen ausgefouert ginn, wëssend, dass d'ANA, wéi se an der Ofkierzung och heescht, säit 2004 och de Prestataire ass, fir de Service de navigation aérienne um Fluchhafen auszeüben. En ass certifiéiert. E gëtt awer och all Joer dann entspreche kontrolléiert. An dat gëtt gemaach duerch d'Autorité de surveillance nationale, wat u sech duerch d'Direction de l'aviation civile gemaach gëtt.

2009 ass dat Reglement um europäesche Plang reviséiert ginn, soudass nei Exigenzen op den Operateur zukomm sinn, fir sech eben den nei sécherheetstechneschen Normen unzepassen. Och gouf hei am Gesetz d'Loi organique, also d'Organisatioun vun der ANA, nach eng Kéier strukturéiert, wat d'Aufgabe sinn a wat dann um Terrain ëmzesetzen ass.

(**Mme Simone Beissel prend la présidence.**)

Den zweete Punkt war natierlech och den Exploitant vum Fluchhafen, wien da schlussendlech vum Fluchhafen kann d'Gestioun maache respektiv och dee ganzen Alldag dervun organiséieren. Do hu mer eis am Gesetz op d'europäescht Reglement och baséiert, dass e Prestataire dat och ka maachen; soudass dat als zweete Punkt eragefloss ass.

An als drëtten Punkt ass ebe gekuckt ginn, dass d'ANA och besser strukturéiert gëtt.

Ech wëll dann awer op ee Punkt agoen. Näamlech dat war dee Punkt, deen natierlech och an der Diskussioun ëmmer war, d'lescht Joer insbesondere, tëschent deem, deen den Exploitant vum Fluchhafen ass - an dat wësst Der: Dat ass lux-Airport -, an e bëssen d'Gestioun, e bëssen d'Sécherheet dervun, wat natierlech och zu villen Negociatiounen gefouert huet, wou schlussendlech awer, an dat muss een hei soen, e gutt Enn fonnt ginn ass.

An dofir: D'Resultat vun deem Gesetz ass jo och d'Resultat vun deenen Negociatiounen. An dofir kann ech nëmme all den Intervenante Merci soe fir déi gutt Zesummenaarbecht, déi se do haten, och deels, dass et kontrovers do geet, se sech awer schlussendlech op en Text geeenegt hunn, fir dass jiddweree Säint och ka maachen.

Dofir, déi Opdeelung, déi haaptsächlech am Vierdergrond stoung, war: De Gesamtoperateur ass lux-Airport, wéi Der wësst, um Fluchhafen. Awer doduerch, dass d'Reglement vun der Europäescher Kommissioun virgesäit, dass en engem Drëtten eppes kann als Service oftrieden, bleift weiderhin d'ANA responsabel fir déi sougenannt Fluchsécherheet, déi dat dann, wou se déi néideg Kompetenzen hunn, och

nach an der Zukunft wäerte maachen. An dat ass och dat, wat dëst Gesetz dann och festhale soll.

Ech mengen, dat sinn déi wichtegst Ännerungen oder Feststellungen vum deem Gesetz. Natierlech sinn och Upassungen, wéi zum Beispill, dass natierlech d'ANA net responsabel ass vum Tarmac, also vun der Fluchbunn, well déi ass gedeckt duerch en anert Gesetz vun de Ponts et chaussées. Et sinn d'Ponts et chaussées, déi responsabel si fir den Entretien vum Fluchfeld; wéi an der Vergaangenheet oder viru Kuerzem jo och eng Rei Verbesserungsarbeiten duerchgefouert gi sinn. Och dat ass nach eng Kéier festgeschriwwen ginn an deem Gesetz.

Ech mengen, da géif ech och direkt eriwwer goen op den Avis vum Statsrot. Do war net vill dran. Et war jo am Ufank geduecht, d'Administration e bëssen ëmzënnere, näamlech an Administration de l'aérodrome et de la navigation aérienne. Vu dass den Aerodrom erausgefall ass duerch eng Rei Ännerungen, déi och d'Regierung gemaach huet mat Amendementen, ass dee Punkt erausgefall, well soss hätt ee missen „Aérodrome“ e bësse méi am Detail explizéieren, wat dann drënner ze verstoen ass. Dat betrëfft jo dat ganzt Fluchfeld mat den Accessoiren, déi u sech och do sinn.

Den zweete Punkt, dat war déi Personnalité juridique, déi d'ANA u sech net esou huet, an dass et net un hinnen ass, dann entspreche Konventiounen mat Drëtten auszuféieren. An dofir ass am Gesetz ebe bäikomm, dass dat net d'ANA selwer mécht, mä de Minister u sech a senger Kompetenz ass, fir dat auszuféieren.

Ech mengen, dat ware schonn déi wichtegst Argumenter vun dem Statsrot, déi all agefloss sinn hei an dëst Gesetz, soudass ech Iech elo just nach brauch d'Date matzedeelen, wéini d'Gesetz deposéiert gouf. Dat war de 27. Oktober 2015. De Statsrot hat de 15. Juli 2016 säin éischten Avis gemaach.

Et gouf och nach en Avis vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, déi sech och mat där Problematik ausenanergesat hunn. Da goufen eben Amendementen vun der Regierung eraginn, de 17. Mee 2018. An de 26. Juni 2018 koum dunn den Avis (veuillez lire: Avis complémentaire) vum Statsrot. An den 29. Juni gouf ech als Rapporteur bestëmmt, wou mer och sämtlech Avisen nach eng Kéier analyséiert hunn. An de 5. Juli gouf de Rapport zu deemem Gesetz ugehooll.

An haut géif ech Iech da bidden, deemem Gesetz dann och d'Zoustëmmung ze ginn. An ech bréngen och gläichzäitig d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun.

Merci.

► **Une voix**.- Très bien!

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Merci dem Här Rapporteur Henri Kox. Als ageschriwwene Riedner hunn ech elo de Vertrieeder vun der CSV. Deen huet awer leider e kleng Retard. Da géif ech direkt dem Här Yves Cruchten d'Wuert ginn, an da changéiere mer.

(**Interruption**)

Ah! Et ass gutt!

► **Plusieurs voix**.- Den Här Schank.

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Okay. Entschëllegt. Ech hunn den Här Wilmes hei. Entschëllegt, Här Schank. Et ass kee Problem, mä tant mieux. Et ass un Iech.

#### **Discussion générale**

► **M. Marco Schank** (CSV).- Ech mengen, d'Resultat ass datselwecht.

(**Hilarité**)

Madamm Presidentin, ech wollt fir d'Éischt emol dem Kolleeg Henri Kox Merci soe fir säin exzellente schrëftlechen a mündleche Rapport vun haut de Mëtten. En huet, mengen ech, déi wesentlech Ännerunge virgedroen.

An ech wollt nach emol drop hiweisen, datt d'EU-Legislatioun do zoustänneg ass, ënner anerem, fir den Domän vun der Exploitatioun vum Fluchhafen oder vun de Fluchhäfen insgesamt. An ech wollt ënnersträichen, datt de Projet, dee mer haut stëmmen, jo eben och als Objektiv huet, déi legal Basen ze definéieren fir d'Exploitatioun vum Fluchhafen, den Exploitant ze designéieren, awer och de Prestataire vu verschiddene Services, wéi zum Beispill d'Meteo-Service, an dann och de Prestataire vum Fluchverkéier op nationalem Niveau, an eben och do déi entspreche Responsabilitäten a Kompetenzberäicher ze fixéieren.

(**M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.**)

An ech wollt am Numm vu menger Fraktioun och den Accord zu deemem Projet bréngen.

Merci.



► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Dann huet elo den Här Yves Cruchten d'Wuert.

► **M. Yves Cruchten (LSAP).** - Jo, villmools Merci, Här President. Villmools Merci awer och, Här Kox, fir Ären exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport, deem absolutt näischt bäizeflecken ass. Dofir géif ech just gären den Accord vu menger Fraktioun ginn.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Den Här Gusty Graas.

► **M. Gusty Graas (DP).** - Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat dësem Gesetz gi jo verschidden Turbulenzen elo zu Enn gefouert um Niveau vun der ANA. Ech wëll net méi zrëckgoen, mä et war jo virun e puer Joer do awer zu enger Rei Diskussiounen, komm. Duerfir ass et gutt, datt mer elo déi Ännerungen hei virgeholl hunn, wat jo och mat sech bréngt, datt d'Personal op deemselwechten Niveau ka gehale ginn, dass se keng Acquisse verléieren.

Ech wëll och drop hiweisen, datt de Fluchhafen jo nach ëmmer an enger immenser Entwécklung ass, soudatt et wichteg ass, datt mer awer esou eng Administratioun hunn, déi fir eng ganz Rei vu Voleten zoustänneg ass. Den Här Kox, deem ech Merci soe fir säi Rapport, huet dat jo ganz extensiv hei virgeluecht.

Ech wëll vläicht kuerz op den Artikel 4 awer nach eng Kéier ze schwätze kommen, wat dem Minister jo d'Méiglechkeet gétt, verschidden Aufgaben - „peut“, steet jo am Gesetz - un aner Sociétés ze delegéieren. Ech denken zum Beispill do un dat, wat d'Fluglotsen ubelaangt. Mir wëssen, datt et immens schweier ass hei zu Lëtzebuerg, fir Fluglotsen ze rekrutéieren. Mir sollten, mengen ech, bis d'Joer 2023 der an déi 36 rekrutéieren. Et ass awer schwierig, déi hei um Marché ze fannen.

Datt do d'DFS och eng Rei Aufgaben iwwerhëlt, dat fënnt eis Zoustëmmung. Mir waren eis dat jo deemools selwer ukucken. Ech géif soen, dat dréit och zur Sécherheet vum Fluchhafenbetriebe ouni Zweifel bäi. Duerfir ass dat hei e gutt Gesetz, wat mir als Demokratesch Partei och kenne selbstverständlech ënnerstëtzen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Den Här Wagner.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci, Här President. Bon, mir wäerten eis bei dësem Projet de loi enthalen. An ech wollt d'Enthaltung awer och begrënnen.

Et ass scho villes gesot ginn. Den Här Kox huet och e gudden Rapport gemaach, wou en och erkläert huet, wéi déi verschidden Attributione solle festgeluecht ginn. An ech mengen, en huet jo och gesot, dee Projet de loi ass 2015 deponéiert ginn. Dat ass schonn eng laang Zäit hanner eis. Et huet laang gedauert.

Et ware jo och eng Partie Konflikter an der Tëschenzäit. Ech wollt just nach dorun erënneren. Engersäits gouf et natierlech de Konflikt iwwert d'Radaren, wou et awer zu engem Happy End koom op eng gewëssen Aart a Weis. Et war e bëssen hefteg, mä mir sinn eis do och eens ginn.

Et war awer och en anere Konflikt. An ech erklären dat, well dat erkläert och e bëssen eis puer Problemer: de Sozialkonflikt och, deen nach am Dezember, also Enn 2016, stattfonnt huet beim Personal vu lux-Airport, wou et wierklech haart ass, wou trotz enger Augmentatioun vu 40% vum Trafic d'Personal net erhéicht gouf. D'Salairé goufen och net erhéicht. D'Direktioun hat souguer decidéiert, déi ze geléieren. Den Interim ass geklommen op bis 50%. Et si souguer Uschëllegunge kumm vum Personal géintwuerder der Direktioun, datt Spionage géif bedriwwen ginn an esou weider an esou virun.

Et koom zu engem Konflikt. Et koom och zu enger Léisung an deem Konflikt, wat jo och eng gutt Saach ass, mä et därf een net vergiessen: Dat ass och alles eng Konsequenz vun der Liberaliséierungspolitik vum Himmel a vun deem, wat um Buedem ass, also vun de Fluchhäfen an der EU.

A mir si wahrscheinlech eng vun de rare Plazen op der Welt, déi dat ad absurdum dreift, schonn nëmmen, wat d'Fluchlinien ugeet, wou natierlech eng Limitt do besteet vun effentlechem Finanzement - ech mengen, et ass bei 35% vum Kapital, ech si mer net méi sécher - a wou ee selbstverständlech duerno de Kierzeren zitt, well anere Kompaniën vun anere Länner op anere Kontinenter, déi sinn net esou domm. An do si Fonds-souverainen derhannert oder esou.

An déi geostrategesch wichteg Linnen, déi kënnen och meeschtens gutt gefouert gi vu Regierungen. Hei gétt dat blockéiert. Hei muss een ëmmer Aktionäre fannen an esou weider an esou virun.

Mä, och wat den Aeroport ugeet, dat ass eng privat Sociéitéit, wou natierlech de Stat kompletten Aktionär ass, selbstverständlech, mä do gesi mer trotzdem: Och wann s de eng Société anonyme hues an och wann de Stat oder d'effentlech Hand majoritär ass - dee Problem hu mer och bei LuxTram; doriwwer schwätzen ech elo net, ech hu keng Zäit, mä et ass e bëssen äänlech -, da kann et zu groussen Derapagen an zu Sozialofbau féieren.

Ausser vläicht, mir hunn och eng Regierung, déi sech net scheidt, fir ze soen: „Mir sinn Aktionär a mir intervenéiere strategesch an den Diskussiounen“, wat dës Regierung ni wëllt maachen; och bei LuxTram net. Wat e Feeler ass, well am Prinzip dierft et guer net esou wäit kommen, datt et zu engem Sozialkonflikt kënn. Et dierft net esou wäit kommen, wann eng Regierung hir Aarbecht seriö mécht! A si misst kucken, wat d'Vertreieder vun der Regierung an deem Verwaltungsrot decidéieren an ob se eng gutt Aarbecht maachen. Wat an deem Fall net de Fall war!

Bon! Dofir, mir hunn e Problem prinzipiell. Deen heite Projet de loi ass awer - mir soen, ech hunn elo vill kritiséiert - eng gutt Ëmsetzung. Ech mengen, mir ënnerstëtzen... Mir kënnen net dergéint sinn, mä mir sinn awer prinzipiell géint de Prinzip vun der Liberaliséierung. Et ass zwar elo eng Ëmsetzung dovunner, déi gutt gelongen ass, mä mir si prinzipiell... Mir kënnen dat net cautionnéieren, datt mer eis an engem liberaliséierten Ëmfeld bewegen, och wat lux-Airport ugeet. An dofir wäerte mer eis an deem Sënn enthalen.

Voilà! Ech mengen, ech hunn alles gesot. An elo kann deen Nächsten drukommen. Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Dann huet den Nohaltegkeetsminister, den Här François Bausch, elo d'Wuert.

#### Prise de position du Gouvernement

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Merci, Här President. Merci och virun allem dem Rapporteur, dem Här Kox, fir säi gudden schrëftlechen a mëndleche Rapport, an allen Deputéierte fir hir Stellungnamen.

Grouss Reformen, déi brauchen Zäit. Dat ass esou. Grouss Reforme ginn och meeschtens kontrovers diskutéiert. Dat ass och normal, dat ass och guer kee Problem. An dat heiten ass zwar nëmmen e klengt Gesetz, mä et ass awer am Fong ee Puzzlestück vun enger grousser Reform, déi mer gemaach hunn, näämlech fir de Fluchhafen mat senger Gesellschaft, als Haaptgesellschaft, sengen Administratiounen ze restrukturéieren, ëmzebauen an e fit ze maachen, fir datt en, éischtens, der europäescher Gesetzgebung entsprecht, mä zweetens awer och, datt en esou opgestallt ass, datt en als Fluchhafen, well mir hunn nëmmen een, ka bescht oder gutt Viraussetzungen hunn, fir kënnen ze iwwerliewen.

Ech muss och soen, den Här Wagner huet elo just gesot, et wär e Sozialkonflikt gewiescht um Fluchhafen. Et waren der méi do. Et war ee bei lux-Airport an ee bei der ANA. Dee bei der ANA hat méi mat deem heite Gesetz ze ginn. Dee bei lux-Airport, deen hat villfältegrënn.

Ech wëll lech awer soen, datt et net richtig ass, datt d'Salairé net gehéicht gi sinn, well de Kollektivvertrag bei lux-Airport, deen herno ofgeschloss ginn ass, ass e ganz gudden gewiescht mat Augmentatiounen tëschent 3% a 4% vun de Salairé. An de Fait, datt Personalmangel herrscht bei lux-Airport, dat ass och net, well lux-Airport kee wëllt stellen, mä dat ass, well de Fluchhafen effektiv déi lescht Joren eng Wahnsinnsdynamik hat.

Ech wëll awer nach eng Kéier drun erënneren, datt mer an deene leschte fënnef Joer vun zwou Milliounen Passagéier op dës Joer wäerten no un d'Veier-Milliounen-Grenz kommen. Also, mir hunn eng Verdueblung vun de Passagéier bannent fënnef Joer erlieft um Fluchhafen, mat villen neie Gesellschaften, déi komm sinn.

A lux-Airport geet et de Moment net anescht wéi ville privaten oder och effentleche Verwaltungen, Gesellschaften, Etablissement-publicken: Et ass schwierig, Leit ze rekrutéieren. A phaseweis bei lux-Airport, dann ass et, fir datt een de Betrib konnt oprechterhalen, well mer einfach d'Leit net fonnt hunn, déi gesicht gi si bei lux-Airport. Ech mengen, dat ass den Hannergrond.

Elo kéinte mer laang diskutéieren iwwer Sënn an Onsënn vu verschiddene Saachen am Kontext vun der Liberaliséierung vum europäesche Fluchraum. Do sinn ech gär bereet, dat eng Kéier ze maachen. Et géif awer haut, mengen ech, ze wäit féieren.

Op alle Fall, dat Gesetz vun haut huet net direkt eppes domat ze dinn; indirekt sécherlech schonn. Zum Beispill de Fait, datt mer hu misen eng Decisioun huelen, wien den Airport Operator gétt, an datt mer do ee mussen nennen, dee responsabel ass fir de Gesamtfluchhafen. Mir hunn eis decidéiert, fir lux-Airport dat maachen ze loossen, well dat einfach och méi Sënn mécht a well dat op där anerer Säit och déi staatlech Verwaltung ANA protegéiert, well déi dann net ënner kommerziell Recht fällt an hirem Fonctionnement an esou weider an esou virun. Dat heescht, do hu mer méi Spillraum oder méi Flexibilitéit bei der ANA.

Also, wéi gesot, mir hunn natierlech laang diskutéiert, haaptsächlech wéi mer och d'Decisioun geholl hunn, fir lux-Airport als Airport Operator ze nennen a well dat natierlech en Impakt hat, wéi een dat herno géif organiséieren, mä do hu mer awer eng Formule fonnt, déi och konform ass zu der europäescher Gesetzgebung, déi ons awer, mengen ech, all Flexibilitéit léisst, engersäits, an op där anerer Säit awer derfir suergt - an dat war meng Haaptsuerg ëmmer -, datt dee ganze Fluchverkéier vun enger staatlecher Verwaltung geregelt gétt. Dat heescht, déi ganz Froe vu Sécherheet am Fluchberäich, datt dat bei enger staatlecher Verwaltung bleift.

Dat heescht, lux-Airport ass den Operator ginn. An iwwer sougenannten „service-level agreements“ - déi sinn awer virgesinn an der Direktiv - kann den Operator verschidde Fonctiounen vum Fluchhafen einfach sous-traitéieren.

A mir hunn am Fong hei eppes gemaach, wat e bëssen ontypesch ass, zumindest wann een d'Erfahrungswäerter an deene leschte Jore kuckt. Meeschtens war et ëmgedréit, ass et ëmgedréit gemaach ginn, dann ass sous-traitéiert ginn u Privatgesellschaften. Hei hu mir e Sous-traitement gemaach un eng effentlech Verwaltung. Ech mengen, dat misst lech jo erfreen, datt mer dat gemaach hunn, zumindest an Ärer Philosophie. Mä mir hunn dat awer hei gemaach, well et mir wichteg war, well et an deem dote Beräich, sécherheetsméisseg gesinn, mengen ech, wichteg ass, datt deen ënner effentlecher Hand bleift.

An, wéi gesot, dat heiten, déi Dispositionen, déi hei am Gesetz sinn, déi droen deem Ganze Rechnung a waren och en Deel vum Accord a Versprieche, wat ech gemaach hunn am Kader vun der Conciliatioun un d'Gewerkschaften, déi bei der ANA sinn - dat ass d'Personalvertriedung -, datt mer dat géife maachen. An ech sinn och duerfir frou, datt dat Gesetz haut eng breet Zoustëmmung kritt.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Ech géif soen, dass mer prett sinn, fir ofzestëmmen.

#### Vote sur l'ensemble du projet de loi 6895 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6895 fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

58-mol Jo, 2 Abstentionen. Domat ass de Projet de loi 6895 adoptéiert.

*Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;*

*MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;*

*MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);*

*MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;*

*MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).*

*Se sont abstenus: MM. Marc Baum et David Wagner.*

Ass d'Chamber mat der Dispens d'accord?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mer géifen zum nächste Projet iwwergoen, dem Projet 7282, wou et ëm den Echangeur Diddeleng-Biereng op der A13 geet a wou de Plaffong gesprengt ginn ass, wou mer e Gesetz brauchen. An dat maache mer elo.

#### 4. 7282 - Projet de loi relatif au réaménagement de l'échangeur de Du-delange-Burange situé sur l'auto-route A13

##### Rapport de la Commission du Développement durable

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng), rapportrice.** - Ganz richtig, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi 7282 bezitt sech op de Finanzement vum neien Echangeur Diddeleng-Biereng, deen d'Collectrice du Sud, d'A13, mat den uleienden Uertschaften an Aktivitéitszone verbënt a schonn zu engem gudden Deel realiséiert ass. D'Decisioun, dësen Echangeur ze bauen, geet zrëck op e regionaalt Verkéierskonzept, dat vun de Gemengen Diddeleng a Beetebuerg zesumme mat de staatlechen Instanzen ausgeschafft ginn ass, dëst am Kader vun de Projete Multimodal an Eurohub, déi e grouse Camionstrafic an der ganzer Géigend generéieren.

Wat de Finanzement vun den Aarbechten ugeet, esou waren am Statsbudget vun 2010 schonn 38,6 Milliounen Euro fir de Projet virgesinn. Dëse Montant gouf dunn am Budget vun 2016 op 39,5 Milliounen Euro eropgesat, fir der Evoluitioun vun de Käschte Rechnung ze droen. Wéi Dir wësst, huet dee Moment kee Gesetz missen ausgeschafft ginn, well de Budget nach ëmmer ënner 40 Milliounen louch.

Mëttlerweil huet sech awer erausgestallt, datt et och mat deenen 39,5 Milliounen net duergéet, well zousätzlech Aarbechten iwwert de Fonds des routes musse finanzéiert ginn. An zwar d'Entsuergung vun Asbest, deen um Site fonnt ginn ass, de Bau vun enger Bréttel op d'A13 an Direktioun Schengen, déi sech als ganz sénnvoll erweist, d'Installatioun vu Lärmschutzwäll laanscht d'Autobunn an de Bau vun enger Vélospist, der PC8, déi ursprénglech net am Projet virgesi war. Alles an allem begräift dëst Finanzéierungsgesetz elo de kompletten Amenagement vun der Voirie, de Bau vu véier Brécken a vun enger Vélospist, den Assainissement um Niveau vun der Waassergestioun a vum Asbest, de Lärmschutz an d'Kompenséierungsmoosnamen. Ugefaangen hunn d'Aarbechten am Mee 2014 a se gi virauszuechtlech Enn 2020 ofgeschloss.

De Montant, dee mir mat dësem Projet de loi accordéieren, läit elo opgeronnt bei 51 Milliounen Euro.

Dir Dammen an Dir Hären, deposéiert gouf dëse Projet de loi den 18. Abrëll 2018 vum Nohaltegkeetsminister François Bausch. Den Avis vum Statsrot staamt um 26. Juni 2018 an huet keng gréisser Problemer geschaaft. Den 29. Juni 2018 huet d'Nohaltegkeetskommissioun sech mam Projet de loi befaasst, natierlech mat der Presentatioun vun allen Aarbechten. An de 5. Juli 2018 huet d'Kommissioun mä Rapport eestëmmeg ugeholl.

Domat sinn ech schonn um Schluss ukomm a ginn den Accord vun der grénger Fraktioun mat engem Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An d'Wuert huet elo d'Madamm Sylvie Andrich-Duval.

#### Discussion générale

► **Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV).** - Merci, Här President. Et ass e sechsäermegen, risegen Tëntefesch-Rond-point zu Diddeleng-Biereng, dee mer haut stëmmen, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen. D'Josée Lorsché ass och elo grad am Detail drop agang. Dofir Merci hir fir hire gudden schrëftlechen a mëndleche Rapport.

Dësen Turbo-Rond-point gétt effektiv dréngend gebraucht, vu den enormen Trafic, deen an de leschte Joren an deem Eck opkoom. D'Logistiksaktivitéite vun CFL Multimodal an dem Eurohub si wuel wichteg fir eis Wirtschaft, mä si bréngen och intensive Camionsverkéier mat sech. Déi hunn zwar wuel eegen Zoufaart, parallel zur A13, der Collectrice du Sud, mä d'Opfaart op d'A13 fir nees eraus aus dem Site muss iwwert deen neie Rond-point goen. Den Accés zum nationale Gesondheetslabo mat der IBBL, der Integrated BioBank of Luxembourg, kritt och elo glécklecherweis eng eege Bréttel.





Zu de Spëttestonnen ass et awer besonnesch schlëmm, an dat trotz Ubannung un den effentlechen Transport, well et sinn och vill franséisch Grenzgänger, déi duerch Diddeleng respektiv Beetebuerg fueren. Emol nach net agerechent bei där Verkéiersetüd fir de Raum Beetebuerg/Diddeleng gouf deen zousätzleche Verkéier bei enger eventueller Nidderloossung vun där vill diskutierter Juggurtsfabrik Fage. Do kéim beim Rond-point Hela eng ronn 15%-a beim Rond-point Diddeleng-Biereng nach eng Kéier eng 7%-Méibelaaschtung derbäi.

E besonneschen Challenge ass dofir natierlech d'Liewensqualitéit vun de Bierenger Awunner. Si sinn net nëmme mat der Luuchtverschmutzung a mat dem Rangéierkaméidi vun dem Site CFL Multimodal geplot, mä och mam Verkéierskaméidi. Dofir begrëssen ech, dass d'Installatioun vun der 2,3 km laanger Schallschutzmauer am Kader vun deemem Projet op der Säit vun de Wunnquartieren elo virgezu gëtt. Dat ass wierklech eng gutt Saach. An an deem Kontext ass jo och un d'Velosfuerer geduecht ginn, déi elo eng Art Iwwerführung do kréien.

Leider hu mer awer och de Problem vun dem Camionsverkéier ronderëm eng Tankstell zu Biereng nach net geléist, déi och den Här President relativ gutt kennt. An dofir wollt ech vum Här Minister wëssen, ob nach keng Léisung en vue wier vläicht hei um Site vun CFL Multimodal, wann en da meng Fro héieren huet, soss muss mer herno nach eng Kéier drop zrëckkommen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Den Här Minister gëtt just ofgelenkt.

► **Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV).** - Jo. Ech weess net, ob den Här Minister meng Fro héieren hat. Ech hat just gefrot wéinst där Tankstell an der Entrée vun Diddeleng-Biereng, ob do eventuell schonn eng Léisung ugeduecht wär op dem CFL-Multimodal-Site, ob mer do iergendeppes en vue hunn.

E kleng Bemoll sinn déi zousätzlech onerwaart, mä néideg Käschten an dee finanziellen Zickzack, dee mer hei hunn. Bon, d'Aarbechten hunn effektiv schonn 2014 ugefaangen. A wa mer de Projet elo net haut géife stëmmen, risquéiert de Chantier, misse gestoppt ze ginn.

Ze hoffe bleift awer, dass den Timing elo kann agehale ginn, ouni och ze vill Verkéiersbehinderungen. An, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, domat ginn ech gréng Luucht fir de Projet am Numm vun der CSV-Fraktioun, net ouni drun ze erënneren, dass de viregter Minister Claude Wiseler d'Viraarbechten heizou gelescht huet. An och net ouni der Verwaltung vun de Ponts et chaussées e Merci auszedrécke fir déi vill exzellent Aarbecht, déi se net nëmme hei, mä och an hirer 175-järeger Geschicht fir Lëtzebuerg gelescht hunn.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Nächst Riedner ass den Här Georges Engel.

► **M. Georges Engel (LSAP).** - Jo, Merci, Här President. Et ass dat e ganz wichtege Projet, dee mer haut hei stëmmen. Och wann ech dem Här Wiseler de Meritt ginn, dass en d'Viraarbecht gelescht huet, esou huet den Här Bausch de Projet ëmgesat a weidergedriwwen. Also de Meritt gëtt da gedeelt.

Déi Leit, déi eng Kéier do gefuer sinn, déi wëssen, dass et eng ganz geféierlech Situatioun ass. An d'fir ass et och wichtege, dass déi hei remediéiert gëtt. Et ass e ganz wichtege Projet, en dréit zur Fluiditéit vum Trafic bāi. An ech si frou, dass och un d'Velosfuerer geduecht gouf mat der PC8. An domadder ginn ech dann den Accord hei vun der LSAP.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Den Här Gusty Graas ass un der Rei.

► **M. Gusty Graas (DP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wann et ee Raum gëtt, wou de Verkéier an deene leschte Joren extrem zougeholl huet, dann ass et ouni Zweifel am Raum Beetebuerg-Diddeleng. Dat huet och seng Ursachen. Wann een de Moment den Echangeur Biereng kuckt, dann ass et praktesch zu verschidde Zäiten onméiglech, fir do erfroezueren, wann een aus Richtung Käl kennt an et wëllt een herno a Richtung Beetebuerg fueren. Derbāi kennt natierlech, dass ganz vill nei Industrië sech do niddergelooss hunn - et ass virdu schonn hei gesot ginn: den CFL Multimodal, den Eurohub an esou weider -, soudatt onbedéngt huet misse eppes do geschéien op deem Echangeur.

Haut muss mer elo e Gesetz stëmmen, well mer eben iwwert déi Schwell vu 40 Milliounen kommen. Dat Gesetz ass selbstverständlech

vun eiser Säit aus ganz positiv ze gesinn. Et sinn e puer wichtege Aspekter dran. Ech wëll virun allem och op deen Écran antibrut hiweisen, deen elo virgesinn ass. Ech maachen awer da gläichzäiteg eng Parallell zu enger anerer Plaz, déi net wäit ewech ass, wou mer hei als Chamber eng Motioun gestëmmt hunn, Här Minister, ech wëll lech nach eng Kéier kuerz drun erënneren, wat den Ausbau vun der Autobunn A3 ugeet, dass do net soll vergiess ginn, deen Écran antibrut ze verlängere bis op de Krakelshaff, well mer dat, wéi gesot, deemools och hei als Chamber esou zrëckbehale haten, obwuel et jo net am Projet dra war.

Dann ass och hei virgesinn, fir Kompensatiounsmoosnamen ze maachen, wat eben d'Zerstéierung vun engem gewëssene Gréngs ubelaangt. Och do muss een awer soen, dass mer eng schéin Allee hunn a Richtung Diddeleng eran. Hoffentlech bleiwen déi Beem och an Zukunft erhalen.

Dann d'Velospist ass schonn hei ugeschwat ginn. Et ass effektiv wichtege, dass déi do mat uegobne gëtt. Ech muss och soen, dass deen een Deel vun der Velospist, deen elo realiséiert ginn ass vu Beetebuerg op Diddeleng, flott gemaach ginn ass, sech gutt integréiert, am Fong geholl e Modellbeispill ass, wéi eng Velospist soll laascht eng Strooss gebaut ginn.

Vläicht dann nach eng lescht Remark, et ass virdu an och schonn hei gesot ginn: Déi Verkéiersetüd do aus de Gemenge Beetebuerg an Diddeleng, déi jo elo och schonn e puer Joer fäerdeg ass, do sinn éischt kleng Moosname scho geholl ginn. Elo kann een net onbedéngt soen, dass een do scho grouss Repercussiounen ze spiere kritt. Ech mengen, och hei soll ee realistesche sinn. Déi Realisatioun vun deem Rondpoint hei wäert mat Sécherheet och net onbedéngt zu enger Verbesserung vun dem Verkéiersfloss an deem ganzen Eck do bäidroen.

Muer wäerte mer hei e Projet stëmmen, wat d'Emgeung vun der Gemeng Käerjeng ubelaangt. Ech wëll just drop hiweisen, dass et awer och nach aner Gemenge gëtt am Land, wou eng Emgeungsstrooss net vu Muttwëll wär. An dowéinst soll dat vläicht och net vergiess ginn. Dee Projet, dee mer muer stëmmen oder d'nächst Woch, ech wëll deen zwar elo net anticipéieren, mä do wäerte jo awer mat Sécherheet och gewëssen Agréffer an d'Natur virgeholl ginn. Wann ech dann awer op eng Gemeng ze schwätze kommen, déi mer ganz no steet, do kéint eng Emgeungsstrooss gemaach ginn, ouni dass vill Agréff an d'Gréngt, an d'Natur misste gemaach ginn.

Ofgesinn, wéi gesot, vun deene puer Remarken do, ass dat hei awer e gudder Projet, dee mer als Demokratesch Partei selbstverständlech ënnerstëtzen.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Dann ass et um Här Gibéryen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och wann de Kolleg Claude Wiseler eng gutt Viraarbecht fir dese Projet gemaach huet, mengen ech, huet een awer scho gemierkt, dass ee gréng Minister kennt, well et e Stroosseprojet ass, fir dass deen dann awer ka realiséiert ginn.

Dat hei ass awer e wichtege Projet, deen hei tëschent Beetebuerg an Diddeleng gemaach gëtt. Ech mengen, dat hu scho Virriedner gesot, mer wësse vun deem permanente Stau, dee mer tëschent Beetebuerg an Diddeleng hunn, deen ëmmer méi grouss gëtt. En ass elo praktesch bal iwwert de ganzen Dag.

Déi Verkéierssituatioun wäert nach vergréissert (veuillez lire: verschlëmmert) ginn eleng duerch den allgemenge Wuesstum, dee mer hunn, an och nach zousätzlech Entrepreneuren, déi sech wäerten do an deem Eck nidderloossen, ob dat elo d'Juggurtsfabrik ass oder, wann déi net kennt, dann eben eng aner Fabrik oder Firma, déi dohinnerkennt. Op jidde Fall wäert do nach zousätzleche Verkéier och ugezu ginn, soudatt de Problem, wat de Verkéier ubelaangt, ëmmer méi grouss wäert ginn.

Mat deemem Projet, mengen ech, realiséiere mer virun allem d'Op- an d'Offaarten, d'Zirkulatioun tëschent der Nationalstrooss Beetebuerg-Diddeleng an der Autobunn, well mer jo och wëssen, dass haut praktesch keen erop- oder erfokkënt mat där Verkéierssituatioun, déi do herrscht.

Et ass een onwahrscheinlech komplizéierte Projet. A wann een elo scho méintelaang gesäit, wann een derlaanschtuert, wivill Aarbecht scho vu Ponts et chaussées do gemaach gëtt, a wann een de Plang kuckt, dass et am Fong e Rondpoint ass mat sechs Accèsen - vu véier Stroossen, déi do sinn, an dann d'Accès fir op de Multimodal vun de CFL a fir an de Gesondheitslaboratoire eriwwezfueren -, esou gëtt dat keng einfach Situatioun. Mä et ass e riseg

Projet, deen do entsteet, wou mer et nëmme kënnen begrëssen, dass deen esou séier wéi méiglech gebaut gëtt.

Och wann en elo e bësse méi deier kascht, solle mer kengem e Virwurf maachen. Ech mengen, et sinn nei Wënsch komm, et sinn och Wënsch komm, wat d'Velospisten ubelaangt, déi mat realiséiert ginn. Et si Wënsch komm vun de Leit vu Biereng, déi jo och, wat de Kaméidi a wat d'Belichtung ubelaangt vum CFL Multimodal, belästegt ginn. Datt mer do eppes fir d'Liewensqualitéit vun deene Leit investéieren, schéngt mer nëmme eng normal Saach ze sinn, wann och doduerch de Projet méi deier gëtt.

Mir dierfen awer net mengen, dass duerch dese Projet de Stau Richtung Diddeleng géif ofhuelen, well hannert dem Rondpoint ass nach ëmmer déiselwech Situatioun. A mä Virriedner huet et elo grad ugeschwat, ech hoffen, an ech mengen mir alleguer, dass déi schéi Bamallee, déi vum Rondpoint Richtung Diddeleng geet, bestoe bleift. Well och do, wa mer géifen d'Strooss méi nei maachen an der Entrée vun Diddeleng, si mer erëm op enger zweespureger Strooss, déi an Diddeleng erageet. Da maache mer iwwerhaupt näischt, wa mer do géifen déi Bamallee ewechmaachen. Duerfir muss déi Bamallee doudsécher do erhale ginn.

Dat gesot, Här President, wëll ech d'Zoustëmmung vun eiem Grupp zu deemem wichtege Projet bréngen.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Dann huet den Här David Wagner d'Wuert.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci, Här President. Mir wäerten dee Projet och matdroen. Ee mini Bemoll: Ech wollt nach drun erënneren, dass trotzdem de Statsrot net ganz frou war iwwert den Découpage procédural. Bon, mir kennen dat. Dat wollt ech awer nach eng Kéier soen, dass dat suboptimal ass, mä trotzdem ënnerstëtze mer dee Projet, well mer en och fir richtig halen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Här Nohaltegkeetsminister, et ass nach net un lech. Ech hunn nach eng Wuertmeldung vun der Madamm Dall'Agnol.

► **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP).** - Jo, Merci, Här President. Ech wëll awer hei op e puer Saache reagéieren.

Ech mengen, hei ass dauernd vu Bierenger Awunner geschwat ginn. Diddeleng besteet net nëmme aus Biereng. Hei sëtze genuch Diddelenger. Ech mengen, jiddwereen ass erlichtert, wann dee Projet do endlech fäerdeg ass. Och wann de Stau, wéi den Här Gibéryen richtig sot, sech net wäert opléisen, wann deen dote Projet fäerdeg ass, esou wäert et doch awer eng Erlichterung gi fir jiddwereen, deen déi dote Streck muss huelen, ob e Bierenger ass, ob en Diddelenger ass oder egal vu wéi enger Plaz aus dem Land e kennt. Wann dee Projet do fäerdeg ass, wäerte mer alleguerte sécherlech opootmen. An dofir ass en nëmme ze begrëssen.

Da gouf vun der Tankstell geschwat. Natierlech ass, mengen ech, all Mënsch hei Demandeur, dass déi Tankstell an deem Multimodal endlech Realitéit gëtt. Mä allegueren déi Leit, déi déi Streck kennen, déi wëssen, dass et op der Lëtzebuenger Strooss zu Diddeleng méi wéi eng Tankstell gëtt. An ech mengen, Dir hutt richtig drop higewisen, dass net nëmme den Här President déi Situatioun gutt kennt, mä d'Verkéiserschaffin vun Diddeleng kennt se och gutt! A mir sollen och net...

► **Plusieurs voix.** - Wien ass dat?

► **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP).** - A mir sollen och net maachen...

(Brouhaha)

Momentan hu just ech d'Wuert, géif ech emol mengen. Mir sollen och net maachen, dass wann déi Tankstell an deem Multimodal muer Realitéit ass, dann domat och all Problem geléist wär vun enger Tankstell - an ech betounen et, vun „enger“ Tankstell -, déi Misär mécht. Dat sinn d'Camionen, déi verloossen d'Transitstreck. An do kann de Minister eis elo soen: Déi Tankstell an deem Multimodal, déi ass muer Realitéit. Dat si meeschtens keng Camionen, déi aus deem Multimodal kommen. Dat sinn, wéi gesot, Camionen, déi gezielt heihinner tanke ginn. An ech mengen, wann ech soen, si verloossen d'Transitstreck, da sinn déi Eenzeg, déi hei iwwerhaupt kënnen eppes maachen, d'Police.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Elo huet den Nohaltegkeetsminister d'Wuert.

**Prise de position du Gouvernement**

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Merci, Här President. Merci hei och der Rapportrice an allen Deputéierte fir hir Stellungnahmen.

Natierlech léisen d'Staue weder zu Beetebuerg nach am ganzen Eck nach am Land sech op duerch deen heiten Echangeur. An natierlech wäerte mer och an deenen nächste Joren nach misse déi eng oder aner Stroosseninfrastruktur bauen. Et hânt natierlech just dovun of, wéi mer déi Stroosseninfrastruktur wäerten notzen, wat mer wëllen do dropleeën, ob et eis drëms geet, méiglechst vill Autoen dropzeleeën oder méiglechst vill Leit hin an hier ze deplacéieren. Dat ass déi grouss Fro, déi mer eis misse stellen: Wéi notzen ech meng Capacitéiten, déi ech schafen?, ob et d'Strooss ass oder d'Schinn ass oder wat och ëmmer.

Mä dat hei ass awer, muss ech soen, e wichtege Projet. An et ass och net esou, dass hei Saucissonnage gemaach gëtt, dass wéll ech och soen. Da kéint ee mengen, wann een effektiv den Ursprungspräis kuckt vun 38,6 Milliounen, deen hei veranschlagt gi war zu der Zäit vu mengem Virgänger. Mä ech muss soen, dass huet een of. Da sëtzt een do als Minister, wann e Projet no bei 40 Milliounen kennt. Wann en ze vill no drukënt, hunn ech och schonn d'Tendenz, ze soen: Kommt, mir maachen awer e Projet, well een natierlech ganz séier duerch iergenden Imprevu iwwer 40 Milliounen ass.

Bon, hei war den Imprevu den Desamiantage vun enger Bréck. Dat ass e groussen Deel vun engem Käschtpunkt. Elo ass et eleng dowéinst schonn iwwer 40 Milliounen gaangen. A well déi Bréck hei huet misse desamiantéiert ginn an dunn de Präis iwwer 40 Milliounen gaangen ass, hu mer dunn natierlech gesot, okay, vu dass eng Rei aner Projekte wéi déi Velospist respektiv och nach eng zousätzlech Opfaart an der Pipeline waren, hu mer dunn déi direkt hei mat dragesat a méi e komplette Projet gemaach. Esou wéi Der en och elo hei virleien hutt. An ech mengen, et war och richtig, dass esou ze decidéieren.

Ech wëll och direkt soen, dass keng Verspéidung kennt am Chantier doduer. Ech mengen, ech war jo och heimadder an d'Budgetkontrollkommissioun komm. An ech war och frou, dass an der Budgetkontrollkommissioun unanimement decidéiert ginn ass, dass mer solle weiderfuere mat der Aarbecht, well ech hu gläichzäiteg parallel de Gesetzesprojet deposéiert, an haut, wann ech dat hei richtig verstanen hunn elo un den Aussoen, gëtt e jo unanime ugeholl.

Zu der Fro mat der A3: Wat geschitt mat der A3? Dir hutt déi Motioun gestëmmt. Den Här Graas huet dat gefrot mat dem Schallschutz. Dat maache mer. Dat hunn ech deemools jo och gesot. Dat muss mer kucken. Dat huele mer wahrscheinlech dann iwwer en anere Wee, vläicht geet et och mam Budget vum Projet selwer duer. Dat muss mer gesinn. Dat ass nach e bëssen ze fréi, fir dat anzuschätzen. Mä et ass richtig, dass dat wichtege ass, dass dat gemaach gëtt, well et kennt jo nach eng zousätzlech Belaaschtung op deem Tronçon derbāi. Dat ass déi nei Beetebuenger Eisebunnstreck. Alles dréit zum Kaméidi bāi. Och en Zuch mécht Kaméidi. An d'fir ass et wichtege, dass de Schallschutz op engem groussen Deel vun deem Tronçon tëschent Beetebuerg a Lëtzebuerg do gemaach gëtt.

Dann ass och ze soen, déi Tankstell, déi gëtt gebaut; dat ganz sécher. Mä d'CFL hat Schwierigkeiten am Kader vun der europäescher Ausschreibung. Mir hu leider misse eng europäesch Ausschreibung maachen. Mir hate gemengt, mir géifen derlaanscht komme wéinst der Spezifisitéit vum Projet hei, an dat ass awer net de Fall. An d'fir ass Verspéidung komm beim Projet. Mä se gëtt gebaut.

Et ass allerdéngs richtig: Déi Tankstell um Site ass fir d'Camionen um Site. Dat léist eis net de generelle Problem vun de Camionen, déi tanke ginn an der Region. Ech mengen, do gëtt et wahrscheinlech aner Weeër, déi mer eng Kéier misse aschloen zu Lëtzebuerg, wéi un den Tanktourismus zum Beispill erunzegoen. Mä ech mengen, dass ass jo eng aner Diskussioun. An do geet eis meeschtens séier de Courage aus, wa mer doriwwer misse diskutéieren.

Mir bekloen eis op där enger Säit ëmmer iwwerall iwwert de Camionsverkéier, dee mer hunn, dee vill duerch Tanktourismus kennt. Mä op där anerer Säit, wann et dann awer drëm geet, dass waarmt Eisen unzepaken, dass gëtt de politesche Courage manner grouss, fir dat unzegoen, well mer jo och wëssen, wat dat heescht fir de Statsbudget. Duerfir, et ass jo eng Etüd vun der Madamm Dieschbourg an deser Legislaturperiode elo ofgeschloss ginn. Do stinn d'Zeenarioen dra beschriwwen. Do muss mer da kucken an der nächster Legislaturperiode, wat fir ee vun deenen Zeenarioen do



unzuzuwenden ass. Mä dat gesi mer dann no de Wahlen.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An da si mer prett, fir iwwert de Projet 7282 ofzestëmmen.

#### **Vote sur l'ensemble du projet de loi 7282 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss.

60-mol Jo: Domat ass de Projet de loi 7282 mat Unanimitéit ugeholl.

*Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Asselborn-Bintz, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;*

*MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofering, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;*

*MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusti Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. André Bauler), Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusti Graas);*

*MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;*

*MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott unzefroen?

#### **(Assentiment)**

Merci. Dann ass dat och esou decidéiert.

An da komme mer zum nächste Projet, dem Projet 7285 iwwert de Reamenagement vun der Rue des Scillas. An d'Madam Lorsché huet d'Wuert als Rapportrice.

### **5. 7285 - Projet de loi relatif à la réalisation du pôle d'échange Howald et du réaménagement de la rue des Scillas**

#### **Rapport de la Commission du Développement durable**

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng), rapportrice.** - Villmools Merci. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir komme vum Süden an den Zentrum. De Projet de loi, deen ech heimat virstellen, ass geduecht, fir d'Mobilitéit an a ronderëm d'Quartiere vu Bouneweg, Houwald, Midfield a Ban de Gasperich nohaltege ze verbesseren. Wéi néideg dat ass, dat weess jiddwereen, deen eemol do ënnerwee war.

Kuerz gesot, geet et bei dësem Finanzéierungsgesetz ëm de Bau vum Pôle d'échange Houwald an ëm de Reamenagement vun der Rue des Scillas, déi zum Pôle d'échange féiert. Fir datt den Tram an enger nächster Phas vu Bouneweg a Richtung Cloche d'Or a Kockelscheier ka fueren, gëtt vun den Aarbechte profitéiert, fir d'Rue des Scillas mat der Assise vum Tram auszustatten.

Derbäi kommen déi néideg Spure fir d'Autoen an d'Bussen an déi néideg Weeër fir d'Veloen an d'Foussgänger. De Fait, datt d'Assise vum Tram an d'Strooss integréiert gëtt, féiert iwwerengs net dozou, datt d'Strooss méi breet muss ginn, ganz einfach well d'Assise vum Tram eng Busspur kann ersetzen.

Ënner anerem enthält dëse Projet de loi och de Finanzement vun engem neien Tunnel mam Numm Rangwee, deen een zentraalt Element duerstellt am Hibleck op eng besser Gestioum vum Trafic op der Kräizung tëschent dem Boulevard Kockelscheier an der A3/B3 an der Rue des Scillas.

Ervirhiewe wëllt ech och de Bau vum enger ganz origineller Bréck, déi d'Form vum engem Y huet an d'A3 iwwerquert. Dës Bréck schafft net nëmme Plaz fir d'Assise vum Tram, mä och fir d'Mobilitéit douce a stellt eng Verbindung hier zum Ban de Gasperich an zum Quartier Midfield. No der Fäerdegstellung vun dëser Bréck gëtt déi bestoend Bréck um Echangeur Gasperich dann demontéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Realisatioun vun deem ganze Projet ass natierlech un déi verschiddé Phase vum der Mise en service vum

Tram gebonnen a bezitt sech méi speziell op d'Phas 3. Dës Phas enthält insgesamt eelef baulech Moosnamen, déi am Document parlementaire mat allen Detailer an technesche Finessen ze fanne sinn. Ech ginn a mengem mëndleche Rapport net méi wäit drop an, well et wierklech méi einfach ass, sech d'Biller unzuekucken.

E wichtege Bestanddeel vun deem Ganzen ass natierlech och de Pôle d'échange Houwald mat enger Gare routièr vum aacht Quaien, déi eng guët Kombinatioun vu Bus, Tram an Zuch wäert erlaben. Mat der Fäerdegstellung vun der Beetebuerger CFL-Streck wäert dës Site nach optimiséiert ginn, an zwar doduerch, datt op der Gare Houwald e weidere Quai fir d'Zich wäert entstoen.

Wat de Finanzement vun deem ganze Projet ugeet, esou gi mat dësem Projet de loi insgesamt 130 Milliounen Euro zur Verfügung gestallt. Dee gréissten Deel dovun bezitt sech op de Bau vun de sougenannten Ouvrages d'art, mam Bau vum neien Tunnel Rangwee a mam Bau vun neie Brécken an Ënnerquerungen, déi insgesamt mat bal 60 Milliounen Euro chiffréiert sinn.

Fir méi Detailer a puncto Finanze verweisen ech op d'Fiche financière, an där sämtlech Depensen am Detail opgeléicht sinn, inklusiv den Exploitationskäschten, déi net Bestanddeel vun dësem Finanzéierungsgesetz sinn.

Deposéiert gouf dës Projet de loi den 18. Abrëll 2018 vum Minister François Bausch. A sengem Avis vum 26. Juni 2018 huet de Staatsrot sech positiv dozou geäussert. Den 29. Juni 2018 hu mer eis an der Nohaltegeektskommissioun mam Projet befaasst an de 5. Juli 2018 huet d'Kommissioun mäi Rapport eestëmmege ugeholl.

Wéi ëmmer wëllt ech de Responsabele vu Ponts et chaussées an den CFL zum Schluss e grouse Merci ausdrécken an lech alleguer fir d'Nolauschteren, mam Accord vun der grénger Fraktioun.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An éischte Riedner ass den Här Marc Lies.

#### **Discussion générale**

► **M. Marc Lies (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, virop wëll ech der Rapportrice, dem Josée Lorsché, Merci soe fir hiren ausféierleche Rapport iwwert dës Projet de loi 7285.

Dir Dammen an Dir Hären, viru sechs Méint hu mer hei d'Verlängerung vun der Tramsstreck vun der Gare centrale bis op d'Cloche d'Or gestëmmt gehat. Fir datt awer den Tram iwwerhaapt an deenen nächste Joren eng Kéier ka bis bei deen neie Stadion respektiv bis op d'Cloche d'Or fueren, muss och dësen Tronçon an der Rue des Scillas gebaut ginn. De Module „Nord“, dee gouf virun zwee Joer praktesch op den Dag genau och hei an der Chamber gestëmmt. Mä de Module „Central“, also den Ëm- an den Ausbau vun der Rue des Scillas ass erfuenderlech, fir datt och an Zukunft den Tram an déi Richtung ka fueren.

Ech mengen, dëst ass een extrem komplizéierten Deel, wat de Bau an den Ëmbau ugeet vun der besteeënder Strooss, well eng ganz Partie Propriétéite ronderëm sinn, well effektiv och nach Betriber do sinn, déi fonctionnéieren, an do ass de Problem notament deen, datt eng Rei vun Emprisen do muss geholl ginn. Dat sinn net manner wéi 1 Hektar an 59 Ar, déi a Privatbesëtz sinn. An do wollt ech de Minister eng Kéier froen, wéi wäit datt de Stat ebe mat den Negociatiounen, wat dës Emprisen ugeet, ass.

Wéi d'Rapportrice scho gesot huet, sinn et eng ganz Partie Aarbechten, déi hei wäerte gemaach ginn. Ech wëllt hei vläicht ergänzend soen, datt och en zweeten Tüb, dat heescht eng zweet Zoufaart a Richtung vum Rond-point Gluck nach hei matgebaut wäert ginn. Dat heescht, een zweeten Tüb duerch den Tunnel Rangwee. Verluucht wäert och d'Drosbech ginn, de Baachlaf, dee momentan nach ënner enger privater Propriétéit duerchleef. Am Kader vun den Aarbechte soll dann och d'Drosbech an een anert Bett geluecht ginn, soudatt an Zukunft do dës Baachlaf net méi duerch privat Propriétéite wäert lafen.

Wat wichteg ass, wat virun och scho gesot ginn ass, ass déi Konnexioun vun der Strooss, dat heescht deen Y iwwert d'Autobunn, wou notament dann och fir déi duuss Mobilitéit eng Infrastruktur geschaf gëtt, wou een an Zukunft kann a Richtung vun dem CNIS an awer och vum Lycée Vauban fueren an natierlech awer och dann direkt a Richtung vun deem neie Park, dee vusäite vun der Stad Lëtzebuerg zu Gaasperech wäert gebaut ginn.

Do hätt ech eng aner Fro, och un de Minister, ob et net eventuell unzedenke wär, fir d'A3

zousätzlech ze iwwerdeckelen. Domat kéint ee vläicht an Zukunft och nach aner Infrastrukturen dohinnerbauen. Beispillsweis kéint een undenken, do ee Parkhaus eng Kéier ze bauen, vu datt dat relativ no beim Lycée Vauban läit an awer och beim CNIS, a fir eventuell do direkt eng Opfaart vun der A3 ze maachen, fir vun dësem Parkhaus kënnen ze profitéieren.

Dese Secteur, de Ban de Gasperich an awer och d'Zone d'activité um Houwald, dee wäert an Zukunft iwwer ee Modal Split 40/60 ugeduecht sinn. Dat heescht, datt déi duuss Mobilitéit soll extrem an dësem Baugebitt geförderet ginn. Hei hätt ech och nach eng Fro respektiv Suggestioun, wat déi duuss Mobilitéit ugeet: Wann eben deen zweeten Tüb gebaut gëtt fir a Richtung vum Rond-point Gluck, datt och do gekuckt gëtt, datt déi Zoufaartsméiglechkeeten, ob elo fir e Cyclist respektiv fir ee Foussgänger, a Richtung vun deem neie Park op Starter Säit, also zu Gaasperech, dann och fir déi Houwalder Leit vum Plateau Houwald natierlech méiglech soll sinn.

D'Assise vum Tram wäert an Zukunft relativ no laanscht verschidde Privatpropriétéiten an der Rue Auguste Scholer féieren. An hei och, ech mengen, dat wor awer och schonn oder ass am Projet mat virgesinn, datt een adequate Schallschutz soll ronderëmgebaut ginn. Och ass et wichteg, a Kontakt ze bleiwe mat der Noperschaft, mat de Leit, déi ronderëm wunnen, fir hinnen déi Angscht virun dësem Ouvrage ze huelen.

Zum Schluss wëllt ech nach froen, vu datt mer virun zwee Joer de Module „Nord“ vun der neier N3 hei gestëmmt haten, wéini dës Aarbechte sollen ugoen, wéi laang datt se wäerten daueren an dann awer och, wéini gegebenensfalls elo d'Aarbechte vum Module „Central“, also hei vum Ëm- an Ausbau vun der Rue des Scillas, kënnen ugoen. A last but not least och nach eng Kéier d'Wichtigkeet vun dem Module „Sud“, dat heescht de Contournement d'Alzingen, hei ervirhiewen. Vu datt dës Strooss vital ass fir d'Awunner aus der Gemeng Hesper an och fir d'Awunner aus der Gemeng ronderëm, duerfir kann de Minister eis vläicht och do soen, wou d'Avisen dru sinn a wéini beschtefalls mat der Consultation publique ze rechnen wär.

An dësem Sënn wëllt ech och all deene Leit, déi hei un dësen Aarbechte matbedeelegt sinn, ee ganz grouse Merci soen a ginn heimat och d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An dann huet d'Wuert den Här Yves Cruchten.

► **M. Yves Cruchten (LSAP).** - Merci, Här President. Ech géif dann och ufänken an der Madamm Lorsché villmools Merci soe fir hire Bericht.

Ech mengen, dass et sech hei net ëm eng Klengegeeket handelt, dat gesi mer alleguerten direkt am Ufank vum Text. Wa mer gesinn, dass et sech awer ëm e Projet handelt, deen 130 Milliounen grous ass, da wësse mer, dass vill do geschaff gëtt. A mir mussen wëssen, dass et och néideg ass, dass vill do geschaff gëtt, an d'Mobilitéit investéiert gëtt am Süde vun der Stad Lëtzebuerg, déi an engem grouse Wandel ass.

Wa mer wëssen, dass an deenen nächste Jore 25.000 weider Aarbechtsplaze wäerten entstoen, esou vill Dausend nei Logementer, esou vill nei Awunner, dann ass et wichteg, dass mer eis matzäite Gedanke maachen, wéi mer do d'Gestioun vum Trafic, awer och vun alle méigleche Forme vun der Mobilitéit kënnen maachen. An duerfir ass et gudd. An de Minister gradesou wéi d'Regierung ass fir dee Projet hei ze felicitéieren.

An ech ginn den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Da kritt den Här Lamberty d'Wuert.

► **M. Claude Lamberty (DP).** - Här President, de Projet, dee mer haut stëmme, ass e weidert Element, ech géif souguer soen en immens wichteg Element am Gesamtkonzept wat d'Mobilitéit fir d'Leit, déi aus südlicher Richtung an d'Stad Lëtzebuerg erakommen, ubelaangt. Dat wichteg Puzzlestück huet souwuel Auswirkungen op déi verschidden Infrastrukture wéi awer och op d'Gewunnechte vun de Leit a wäert d'Basis si fir gréisser Verännerungen, och optescher Natur, vun dësem Houwalder Quartier.

An de leschte Méint konnt een hannert dem Houwald déi wuel gréisste Verännerung vun engem Quartier hei am Land mat eegenen Ae quasi beobachten. D'Eropwuesse vum Ban de Gasperich mat den neien Infrastrukturen ze erliewen, ass net just spektakulär, mä bréngt och immens Neierungen an Aerausfuenderunge mat sech.

Dass also d'Rue des Scillas elo quasi eng Neiausrichtung brauch, fir deenen Erausfuenderunge gerecht ze ginn, ass nëmme logesch a liicht, mengen ech, och total an.

Ganz besonnesch d'Awunner aus der Gemeng Hesper, méi präzis déi vum Houwald, déi dës Strooss, also d'Rue des Scillas, bis dato als vill befuereen an awer éischter kleng bis mittelgrouss Strooss erlieft hunn, mat Entreprene, Supermarchéen, Geschäfte, Sportsinfrastrukturen a Parkingsméiglechkeeten, wäerten an den nächste Joren Zeie gi vun enger regelrechter Neigestaltung, jo, enger anerer Opdeelung mat neiem optesche Look an awer och mat neie Méiglechkeeten a Chancé vum Wunraum, vun Akafsméiglechkeeten a besonnesch Mobilitéitsvirdeeler, déi dës Projet mat sech bréngt.

Mat der Arrivée vum Tram an d'Gemeng Hesper, präzis op den Houwald, mam Ausbau vum Park & Ride, mam Fäerdegstelle vun der Gare Houwald, mam Fördere vun der Mobilitéit douce gëtt mat dësem Deel e wichteg a richteg Ausrufezeeche gesat.

Hei sief och déi Bréck erwänt, deen Y, deen do opgeriicht gëtt, fir quasi den duusse Verkéier, d'Mobilitéit, déi duuss Mobilitéit an d'Quartieren eranzekriegen, esou wéi och de Marc Lies et elo scho gesot huet, fir bei de CNIS ze kommen, fir bei de Lycée ze kommen, fir bei de Park ze kommen, wou och d'Houwalder Awunner hoffentlech an Zukunft gudd ugeboune kënnen dervu profitéieren.

Aus dem bekannte Rond-point Gluck gëtt mat dësem Projet eng gréisser Kräizung geschafen. Och dat wäert fir Neierungen a Verbesserung suergen a schreift sech an an d'Gesamtkonzeptioun vun der Neigestaltung vun der südlicher Entréesdier an d'Stad Lëtzebuerg.

Nodeems mir virun zwee Joer op dëser Plaz schonn en éischte wichtige Deel vum Reamenagement vun der Süddier gestëmmt hunn, mam Pôle d'échange Bouneweg, geet et dann haut, wéi gesot, ëm de Pôle d'échange Houwald. Wann e bis operativ fäerdeggestallt gouf, kann de Passagéier hei quasi op all denkbare Verkéiersmëttelen zréckgräifen. Op dës Pôle d'échange komme beispillsweis effektiv net manner wéi aacht Busquaien.

Säit Enn 2017 fuere jo och schonn Zich vun der Gare Houwald. A wann alles do fäerdeggestallt ass, wäert den Houwald ee vun deene wichtigste Punkten am Zuchplang vum Land sinn. D'Zuchgare ass also e Kärelement vum Gesamtkonzept. Den Tram wäert fir schnell a fir vill Mouvementer suergen. D'Autobunn verleeft quasi niendrun, fir net ze soe matten derduerch, an de Park & Ride gëtt ëm méi wéi 600 Plazen ausgebaut. Aus der Rue des Scillas gëtt e Boulevard mat zweemol zwou Bunn.

Dir gesitt, et ass méi wéi just en neie Look par rapport zu haut; éischter eng komplett Neigestaltung mat engem neie Konzept.

All dës Mesuren droen näamlech derzou bäi, Alternativen - gudd Alternativen! - zum individuellen Autosverkéier eran an de Stadkär vun eiser Hauptstadt unzubeiden an de Leit d'Méiglechkeet ze ginn, sech besser a méi bequem fortzebewegen, an dat op verschiddenst Weeër, mat ënnerschiddleche Verkéiersmëttel, wéi Bus, wéi Tram, wéi Zuch, wéi Vélo, awer natierlech och net den Auto komplett ze vergiessen.

Dës Mesuren droen och derzou bäi, de Verkéier aus de Wunnquartieren eraus bei dës peripheren Strukturen ze kanaliséieren. Besonnesch den Amenagement vun der Rue des Scillas, mat allen Neierungen, déi ech elo beschriwwen hunn, mécht et méiglech, och en Deel Verkéier aus der Route de Thionville erauszekriegen a Richtung Park & Ride respektiv Pôle d'échange Houwald.

Esou frou ech sinn iwwert d'Weiderkommen an dësem Projet, dee jo a verschidde Phasen opgedeelet ass, haut si mer bei der Phas 3, wéll ech awer déi Phas net vergiessen, déi fir mech essenziell wichteg ass a bleift, dat ass déi Phas, fir dass Hesper net total am Verkéier stoe bleift an hänke bleift. Hesper brauch de Contournement. Nëmme dann ass dat, wat haut hei gestëmmt gëtt, och a senger Gesamtheit als Erfolge ze gesinn.

Dovun ofgesinn, wëllt ech nach eng Kéier ënnersträichen, dass dës Projet eng wichteg Etapp an e wichteg Element an der Entwécklung vum Süde vun der Stad an de Gemenge ronderëm duerstellt. Wann e bis Realitéit ass, wäert sech viles vun dem Gudd verännert an d'Liewensqualität, d'Gewunnechten an d'Mobilitéitsoffere vun de Bierger verbessert hunn.

Och wann een esou e grouse Projet net iwwer Nuecht realiséiert kritt, ass et fir eis als Demokratesch Partei awer essenziell, dass alles druge-



sat gëtt, dass séier kënnen déi éischt Baggere rullen.

Dat gesot, ginn ech den Accord am Numm vun der DP-Fraktioun, net ouni awer der Rapportrice, der Madamm Lorsché, e ganz grouse Merci ze soe fir hire gudden a frëndleche Rapport.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Den nächste Riedner ass den Här Gast Gibéryen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President, ech wëll och der Kolléigin Lorsché Merci soe fir déi zwee Rapporten. Ech hat et virdu vergiess.

Dat hei ass, jee nodeem, wéi een et kuckt, och e ganz wichtege Projet. Ech mengen, alleguer déi, déi den Houwalder Plateau do kennen, d'Rue des Scillas, wëssen, wat fir eng Situatioun mer haut do virfannen, datt dat enk Stroosse sinn, den Tunnel, fir op de Rond-point Gluck ze kommen, datt mer do permanent och Stau hunn, wéi mer en op anere Plazen hunn. Datt duerfir deen Deel do weider ausgebaut gëtt an un déi modern Verkéierssituatiounen ugepasst gëtt, kann een nëmme begrëissen.

Et muss een awer wëssen, wa mer de Ban de Gasperich bis fäerdeg hunn, egal wat fir eng Infrastrukture mer am éffentlechen Transport oder an de Stroossen do maachen, datt mer zu Hesper wäerten ëmmer méi ee grouse Problem kréien, an déi permanent Stauen, déi moies zu Hesper sinn, déi wäerten och duerch dës Projeten net méi kleng ginn. Ech géif éischer soen, datt se méi grouss ginn, well eleng op de Ban de Gasperich, wat do vu Leit schaffe kënn, egal ob se mam Zuch, iwwert d'Autobunn kommen, et kënn och en Deel iwwert d'Nationalstroosse weider, soudatt Hesper nach wäert weider zousätzleche Verkéier kréien. An do kann ech mech nëmme mengem Virriedner uschlëssen: Soulaang wéi mer net de Contournement vun Hesper kréien, wäert Hesper ëmmer méi an dem Autosverkéier erstécken.

Zu deem Deel vum Projet also ass et positiv vun eiser Säit. Mä Dir kennt eis Positioun zum Tram. A well deen heite Projet gréisstendeels - de finanziellen Deel - wäert och wat den Tram ubelaangt maachen, deem mir ni wäerten zoustëmmen, a wann en emol bis eng Kéier fäerdeg ass, wäerten d'Leit och eréischt gesinn, och an deem Eck, wat dat fir zousätzleche Problemer wäert bréngen, duerfir wäert mir eis bei dësem Projet enthalten.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Domat si mer um Enn vum allgemengen Debat ukomm. D'Wuert huet den Nohaltegkeitsminister.

#### Prise de position du Gouvernement

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Merci, Här President. Merci der Madamm Rapportrice fir hire schrëftelechen a mündleche Rapport an allen Deputéierte fir hire Bäitrag.

An ech wëll hannen ufänken an dem Här Gibéryen soen: E ka mat rouegem Gewëssen oder si kënnen mat rouegem Gewëssen dëst Gesetz stëmmen, well an dësem Gesetz ass kee Centime dra fir den Tram! All déi Infrastrukturen, déi hei gemaach ginn,...

#### (Interruption par M. Gast Gibéryen)

...déi muss souwisou gemaach ginn. A géint den Tram konnt Der schonn eng Kéier stëmmen, well dat war dat Gesetz, wat mer am Dezember hei gestëmmt hunn d'lescht Joer. Dat war näamlech d'Extenssioun vum Tram op d'Cloche d'Or.

An duerfir, wéi gesot,...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - ...huet mam Tram ugefaange bei dësem Projet.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Jo, neen. D'Madamm Lorsché huet just gesot, datt si natierlech frou ass, datt den Tram dohinner kënn.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Nee, nee. Nee, nee!

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Dat verstinn ech. Dat ass total nozevollzéien.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Si huet mam Tram ugefaangen!

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Ech wollt lech just soen, datt hei op alle Fall déi Stroosseninfrastruktur, wéi se gebaut ginn ass - wann den Tram net komm wär, da wär eng

duebel Busspur dropkomm. Dat heescht, d'Breet vun der Strooss hätt kee Meter geännert. Si wär souguer éischer e bësse méi breet ginn, well eng Busspur brauch méi Plaz wéi eng Tramspur. Mä bon, enfin, dat ass awer elo egal.

Dat Wichtigst ass gesot gi vun den einzelner Riedner hei. Ech wëll hei nach eng Kéier betounen, datt dat heiten een extrem wichtege Projet ass fir déi ganz Entwécklung am Südwesten a ronderëm de Südweste vun der Haaptstad.

An et ass en extrem wichtege Projet, net nëmme fir d'Liewensqualitéit vun de Leit, déi do wunnen, mä och fir eise Wirtschaftsstanduert. Dee ganze Südweste vun der Stad - dat geet iwwert den Houwald, wat d'Gemeng Hesper ass, de Ban de Gasperich, d'Cloche d'Or, mä och souguer, déi aner Säit eriwir gekuckt, Richtung Leideleng, well hei kommen nach eng Kéier d'Zesammenhäng a Richtung Leideleng, déi heimadder ze dinn hunn -, do sinn haut schonn immens vill Aarbechtsplazen, do wäerten der nach vill bäikommen, an duerfir ass dat heiten ee ganz bedeitende Projet.

Et ass am Fong d'Suite vun der Aarbecht, déi mer am Laf vun dëser Legislaturperiod an déi Richtung gemaach hunn. Dir wësst, datt Der déi nei N3 gestëmmt hutt, virun annerhallwem Joer, wa meng Erinnerung gutt ass. Do geet et drëms, eben eng ganz nei Strooss ze bauen, déi vun der Gare iwwert den neie Pont Buchler - dee komplett nei gebaut gëtt - hanne laansch d'Eisebunn eropgeet bis bei d'Rue des Scillas. An dann ass dat heiten deen zweeten Deel, et ass am Fong d'Vergreisserung vun der Rue des Scillas mat der Schafung vun deem Pôle d'échange mat all deenen Infrastrukturen, Vëlospisten, alles dat, wat opgezielt ginn ass vun der Madamm Rapportrice, wat hei soll derbäikommen.

An da kënn am Prinzip nach eng Kéier den drëtten Deel, dat ass natierlech de Module „Sud“, dat ass de Contournement.

Ech wëll soen, well d'Froe stellt gi sinn: Wou si mer dru mam éischen Deel? Déi nei N3, do sinn d'Ausschreiwungen am Lafen. Do geet et virun allem ëm de Pont Buchler, dat ass dee komplizéiertsten Deel, fir deen nei ze bauen. Wa mer um Pont Buchler kéinte schaffen am Stil „ouni Eisebunn ënnendrenner“, datt mer déi Bréck kéinten einfach relativ séier komplett erneieren, wär dat manner komplizéiert. Allerdéings schaffe mer do iwwert dem Häerz vum Eisebunnreseau vu Lëtzebuerg. An Dir kënn lech virstellen, datt een do natierlech net kann egal wéi schaffen.

Do si mer ugewisen u gewësse Sloten, well d'Zich ënnendrenner fieren, et si bestëmmt speziell Sécherheetsbedéngunge virgeschriwwen. Duerfir ass dat e ganz opwendegen, komplizierten, komplexe Projet. Dat ass och deen Deel, deen am längste wäert daueren. Et ass virgesinn, datt deen Enn 2022 soll fäerdeg sinn. Parallell gëtt natierlech och um Rescht vun deem ganzen Tracé gebaut. Dat heescht, de Chantier fir déi nei N3 geet am Prinzip elo Enn des Joers un, mat éischer Preparativen, d'Bréck an och doriwwer eraus. An doriwwer eraus soll au fur et à mesure am Laf vum Joer 2019 natierlech och an der Rue des Scillas ugefaange ginn. Et ass virgesinn, datt am Fong dee ganzen Tronçon, déi ganz Streck, bis erop op déi aner Säit an de Ban de Gasperich, soll Enn 2022 fäerdeg sinn.

Mir mussen awer wëssen, an dat ass och ganz opwendeg: Hei an der Rue des Scillas muss eng Baach verluecht ginn, déi gëtt och an engem erëm renaturéiert. Et muss Leitunge verluecht ginn. Also, et ass schonn e ganz komplexe Projet, deen hei gemaach gëtt. Duerfir dauert dat och laang. Enfin, kann ee soen, dat ass laang, wann dat dräi Joer dauert? Ech soen emol: Wa mer dat hei an dräi Joer hikiréien, dann hu mer exzellent geschafft! Vu datt mer jo awer och nach an enger Situatioun schaffen, wou Verkéier ass an deem Eck.

Mä wéi gesot, mir hunn haaptsächlech vill un den Detailstudie geschafft. An do gëtt et ze soen, datt méi Leit sech muss koordinéieren, d'Eisebunn mat Ponts et chaussées, mat Lux-Tram, well déi schaffen do jo alleguer zimlech zesummen a parallell un deenen einzelner Chantieren. Mä ech sinn awer gudder Déng, esou wéi déi Planung organiséiert ginn ass déi lescht Joren, datt dat wäert klappen.

Dann ass et och esou, fir de Module „Sud“ - dat war gefrot ginn -, dat heescht, deen eigentleche Contournement vun Hesper/Alzeng, do si mer an der Schlussphas, fir d'ELIS-Prozedur an d'effentlech Prozedur ze ginn. Do sinn nach lescht Etüden, déi wäerte bis am Hierscht virleien. Am Fong ass virgesinn, datt bis Enn des Joers mer an déi effentlech Prozedur ginn, dat heescht, d'Bierger kréien dann alles virgestallt. Da kënnen d'Gemengen an natierlech och d'Bierger hir Aspréich maachen an esou weider. Dat ass natierlech e ganz komplizéiert Projet.

Do ass et manner, well mer duerch urban Gebitt fieren, mä well natierlech bei all de Varianten, déi gekuckt gi sinn, et keng gëtt, déi net duerch d'Natura 2000 geet. Dat ass natierlech net einfach, an do muss mer wierklech gutt oppassen, wat mer maachen: datt mer éischens genau d'Prozeduren anhalen, datt mer am Fong och nowiesen, datt dat hei fir den éffentlechen Notzen onerlässlech ass, et also keng aner Méiglechkeet gëtt, wéi dat doten ze bauen.

Et ass awer och e weidere Bewäis, datt dat net stëmmt, wann nach ëmmer gär dobaussen d'Meenung vertruede gëtt, datt een an den Natura 2000-Gebidder näischt dierft maachen. Dat ass net esou. Et kann een duerchaus och an esou engem Gebitt eppes bauen, mä da sinn natierlech besonnesch Virsichtsmaassname virgesi respektiv da muss ee wierklech genee beleeden, datt et keng aner Méiglechkeet ginn ass. Mä och déi Aarbechten, wéi gesot, déi lafen. Do ass vill dru geschafft ginn. An ech ginn dervun aus, datt mer do den Timing kënnen anhalen, fir Enn des Joers an déi effentlech Prozedur ze goen.

Ech si mer sécher, datt am Südweste vun der Haaptstad, wa mer déi Infrastrukturen hei all net bauen, de Verkéier net méi fonctionnéiert. An ech sinn awer och gradesou sécher, datt fir déi Leit, déi do wunnen a schaffen, wann eng Kéier alles bis fäerdeg ass, d'Liewensqualitéit sech immens wäert verbessere par rapport zu haut, och wann et natierlech an der Chantiersphas méi komplizéiert ass a mat Nodeeler verbonnen. Mä fir eppes ze verbesseren, muss mer fir d'Éischt bauen, an ech géif mengen, et misst een dat kënnen mat a Kaf huelen, well duerno gëtt et wesentlech besser. Wann Der lech ukuckt, wéi herno den éffentleche Raum do ausgesäit, da kann een dat absolutt feststellen. An ech mengen op alle Fall, datt et gutt ass, datt dëst Gesetz hei mat grousser Majoritéit, fir net ze soe bal Unanimitéit, vun der Chamber gestëmmt gëtt.

Merci.

Här President, den Här Lies wëllt, mengen ech, eppes froen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Den Här Lies wëllt eppes froen.

► **M. Marc Lies (CSV).** - Just nach eng kleng Ergänzung. Merci, Här President, fir d'Wuert, ech hat et virdu och gefrot gehat. Also ech mengen, datt de Bau vun dëser Strooss extrêmelement wichtege ass, souwuel fir den éffentlechen Transport wéi och fir d'Mobilitéé douce an den Individualverkéier. De Problem läit natierlech hei bei den Emprisen. Här Minister, vläicht...

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Ah jo.

► **M. Marc Lies (CSV).** - ...kënn Der eis nach ee Wuert iwwert d'Emprisé soen?

Merci.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Här President, ech hat dat vergiess.

Also, mat engem Propriétaire si mer eens, do ass och eng Konventioun do. Ech mengen, dat ass dee Projet, deen den Här Lies och kennt. Da bleiwen nach zwee aner Propriétaires, mat deene si mer awer an der Diskussioun, an enger ganz konstruktiver Diskussioun. Dat eent ass d'Firma Feidt an der Rue des Scillas selwer, an dat anert ass een anere Grupp, wann een eriwirgeet just vis-à-vis vun deem, wou mer eens sinn. Dee gesinn ech awer och elo gläich nach eng Kéier. Also, de Wellen ass do, bei alle Propriétaires, fir matzehliefen, datt et eppes gëtt.

Et muss ee jo och soen, datt de Fait, datt de Stat hei esou vill investéiert, jo eng immens Opwärtung ass vun deenen Terrainen, déi do sinn. Et ass jo net, wéi wann déi Terrainen do manner wäert ginn duerch de Fait, datt mir hei héich performant Infrastrukturen bauen.

Et gëtt natierlech Detailer ze kucken. Virun allem zum Beispill bei der Firma Feidt verstinn ech natierlech, datt hire Betrib muss funktionéieren. Déi hu jo och virgesinn, mëttelfristeg op eng aner Plaz ze goen zu Zéisseng, déi och, mengen ech, besser géif leien. Mir hëlfechen, alles ze maachen, datt dat klappert. Déi läit näamlech un der Autobunn, wou se da vill méi séier mat hire Camionen op der Autobunn sinn an net méi mussen duerch d'Uertschaft, also duerch den Houwald fieren. Och dat wär also éischer, géif ech mengen, eng Erliichterung. Also mir sinn a ganz positive Gespréicher, an ech sinn och ganz gudder Déng, datt mer mat deenen zwee anere Propriétaires wäerte kënnen eens ginn an datt mer d'Utilité publique, déi hei jo elo virgesinn ass duerch d'Gesetz, net muss spille loossen, dat heescht, an d'Expropriatioun ze goen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Dann, mengen ech, kënnen mer zum Vott iwwergoen.

#### Vote sur l'ensemble du projet de loi 7285 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwir.

57-mol Jo, 3 Enthaltungen. Domat ass de Projet de loi 7285 ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Laurent Mosar) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

D'Dispens vum zweete Vott, ass d'Chamber d'accord?

#### (Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mer géifen zum nächste Punkt kommen, dem Projet 7152, der Ëmsetzung vun enger Direktiv iwwert d'Enquête européenne am Strofrecht. D'Madamm Sam Tanson huet d'Wuert.

#### 6. 7152 - Projet de loi portant

**1° transposition de la directive 2014/41/UE du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 concernant la décision d'enquête européenne en matière pénale;**

**2° modification du Code de procédure pénale;**

**3° modification de la loi modifiée du 8 août 2000 sur l'entraide judiciaire internationale en matière pénale**

#### Rapport de la Commission juridique

► **Mme Sam Tanson (déi gréng), rapportrice.** - Merci, Här President. No all deene Bauprojekte gi mer dann elo e bësse méi theoretisch mat der Transpositioun vun enger Direktiv. Wéi Der et richtig gesot hutt, et ass d'Direktiv Nummer 2014/41 iwwert d'Décision d'enquête européenne en matière pénale. Et geet hei ëm d'Uniformiséierung vum Droit à l'entraide en matière judiciaire pénale an der Europäescher Unioun. An dësem Text ersetzt eng sëllege besteeënd Texter, virun allem an deene Situatiounen, wou d'Länner d'Direktiv transposéieren. Zum Beispill ass do concernéiert eist Gesetz vum 8. August 2000 iwwert d'Entraide judiciaire internationale en matière pénale.

D'Gesetz huet sechs Kapiteln. Ech ginn elo just op déi wichtege Elementer an.

D'Éischt Kapitel traitéiert d'Principes généraux vun der Décision d'enquête européenne a regelt och, a wéi engen Zorte vu Prozeduren esou eng Decisioun ka geholl ginn.

D'zweet Kapitel leet d'Décisions d'enquête européenne fest, déi vun de Lëtzebuurger Autoritéte geholl ginn. Wien hält se? De Procureur, den Untersuchungsrichter oder d'Jurisdiction de jugement. D'Lëtzebuurger Autoritéit kann och froen, fir bei der Exekutioun vun där Mesure, déi se gefrot huet am auslännesche Stat, mat derbäi ze sinn, also am État d'exécution ze assistéieren.

An d'Kapitel 3 traitéiert déi Decisiounen, déi hei zu Lëtzebuerg mussen exekutéiert ginn, déi also an engem anere Memberstat geholl goufen. Do ginn d'Formalitéte geregelt. Mä do geet et virun allem och - an dat ass, mengen ech, dat, wat eis am meeschte wäert beschäftegen haut - ëm déi Fall, wou et ka refuséiert ginn, fir eng Décision d'enquête européenne auszuféieren, zum Beispill bei enger Immunitéit oder bei engem Fall vun „non bis in idem“, dat heescht, wa schonn eng Kéier eng



Poursuite oder eng Condamnatioun fir déi selwecht Infraktioun gemaach ginn ass.

Dann ass awer och kloer geregelt, a wéi enge Fäll esou eng Decisioun net ka refuséiert ginn, hei zu Lëtzebuerg exekutéiert ze ginn. Dat sinn Infraktiounen, déi am Artikel 16 opgefouert sinn a wou eng Peine vun dräi Joer drop steet. Ech soen lech elo net déi ganz Lëscht, dat ass eng Hällewull vun Infraktiounen. Dat geet vum Viol iwwert d'Escroquerie, et sinn e ganzen Deel vun Infraktiounen do couvériert.

An da gëtt et och Moosnamen, wou een net ka refuséieren ze exekutéieren, dat heescht, dat ass dat, wat dann hei zu Lëtzebuerg muss realiséiert ginn. Dat ass den Artikel 17. Dat sinn alles Mesuren, déi net agräifen an d'Fräiheete vun deene Beträffenen. Et geet em d'Beweiser, déi zum Beispill schonn zu Lëtzebuerg bei den Autoritéite sinn, et geet em Auditioenen, also alles, wéi gesot, wat d'Rechter an d'Fräiheeten net aschränkt.

An dat Kapitel gesäit och nach vir, dass esou séier wéi méiglech mussen Decisiounen geholl ginn, ob eng Décision d'enquête européenne zu Lëtzebuerg kann exekutéiert ginn. Et ass en Delai vun 30 Deeg virgesinn an dann nach eng Kéier en Delai vun 90 Deeg, bannent deem dann d'Mesure muss exekutéiert ginn. Natierlech gëtt et ëmmer Ausnamen.

Eng speziell Sektioen regelt déi coercitiv Moosnamen, dat sinn d'Saisien, d'Perquisitionen. Hei gesäit den Artikel 25 notament vir, dass en Etablissement de crédit sengem Client oder enger Tierce personne net kann d'Informatioun weiderginn iwwer eng Saisie, déi an deem Etablissement de crédit realiséiert gëtt, ausser et läit eng express Autorisatioun vir vun den Autoritéiten, déi d'Moosnam ugeuerdnet hunn.

Dann ass och d'Prozedur geregelt vun den Iwwerpräiwunge vun dese Moosnamen. Dat ass d'Chambre du conseil, déi d'office déi formal Regularitéit vun der Prozedur iwwerpréift an och muss den Okay ginn, fir datt saiséiert Dokumenter an Objeten an d'Ausland transfereiert ginn.

Et ass och eng Prozedur virgesinn, wéi déi concernéiert Persounen oder Tierces intéressés kënnen e Memoire bei der Chambre du conseil ofginn. A géint d'Ordonnance vun der Chambre du conseil ass kee Recours virgesinn.

Dann ass nach eng speziell Prozedur virgesi bei der Chambre du conseil, wann aner Bienë wéi Objeten an Dokumenter saiséiert goufen, zum Beispill Immobilien oder Avoir-financieren.

D'Kapitel 4 concernéiert eng Rëtsch méi speziell Moosnamen, zum Beispill den Transfèremment vun enger Persoun, d'Interception vun Telekommunikatiounen, Informatiounen iwwer Bankkonten an d'Videokonferenzen. An dat ass e Punkt, dee betrëfft elo net just d'Mesures européennes, déi hei agefouert ginn, mä dee betrëfft generell eis Procédure pénale, dass elo an Zukunft d'Méiglechkeet agefouert gëtt an eise Code de procédure pénale, fir iwwer Videokonferenz Temoinen, Affèr oder Experten ze héieren. Dat ass zum Beispill wichteg, wann ee wëllt evitéieren, dass d'Leit konfrontéiert gi mam potenziellen Täter, oder wann een an engem Prisong incarceréiert ass, fir dann op eng einfach Aart a Weis kënnen déi Auditioenen ze maachen.

Nach e leschte Punkt zu de Käschten. Dat ass d'Kapitel 5 vum Gesetz, dat gesäit vir, wéi d'Froe vun de Käschte geregelt sinn. Am Prinzip ass et de Lëtzebuerg Stat, deen d'Käschten iwwerhëlt fir d'Moosnamen, déi hei zu Lëtzebuerg exekutéiert ginn, es sei denn, et wären elo exceptionnell Fraisen. Da muss mam État membre d'émission gekuckt ginn, awéifern déi Fraisen opgedeelt ginn.

Just kuerz zu den Daten. De Projet ass deposéiert ginn den 21. Juni 2017. De Statsrot huet säin Avis ofginn de 15. Dezember 2017. D'Commission juridique huet de 16. Mee 2018 d'Amendement adoptéiert. Dertëschent war ech Rapportrice genannt ginn. De Conseil d'État huet e complementairen Avis ofginn de 26. Juni, an de Rapport ass de 4. Juli ugeholl ginn.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An eischte Riedner ass den Här Léon Gloden.

#### Discussion générale

► **M. Léon Gloden (CSV).** - Merci, Här President. Fir d'Éischt der Rapportrice Merci fir hire schréftlechen a mündleche Rapport. Et ass en technescheprojet, deen net anodin ass. Mir maachen e weidere Renforcement am Kader vun der Entraide judiciaire européenne. Mir hate schonn eng Rei Prozeduren hei am Plenum, wou mer jo iwwert d'Exequatur och vun de Jugementer eng Harmonisatioun gestëmmt hunn. Hei gi

mer am Fong am penale Beräich deeselwechte Wee en matière d'enquête.

De Prinzip bleift, dass et eng double Incrimination muss si fir déi Infraktiounen, fir déi eng Enquête gefrot gëtt, dat heescht souwuel am État d'origine wéi dann an eise Fall hei zu Lëtzebuerg, ausser fir déi berüümt Lëscht, déi d'Madamm Rapportrice invoquéiert huet. Do muss ee just wëssen: Déi Lëscht ass ganz etofféiert, do sti ganz vill Infraktiounen drop.

Da wëll ech just zum Schluss nach bemierken, dass och hei erm e Projet de loi ass, dee leider eréischt no dem Délai d'expiration vun der Direktiv agereecht ginn ass. Ech hat et schonn eng Kéier hei monéiert, oder schonn e puermol monéiert à l'égard vum Justizminister: Et wier wierklech gutt, wa mer bei esou wichtege Projekte kéinten d'Delaie respektéieren. Ech mengen, dat géif och gutt ugesi ginn zu Bréissel.

Zum Schluss ginn ech dann den Accord vu menger Fraktioun.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Den Här Alex Bodry.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, och vun eiser Säit dem Sam Tanson Merci fir säi schréftlechen a mündleche Rapport.

Et geet hei schonn em e wichtege Text. Och wann et en Text ass, deen net alles op d'Kopp werft, wat et haut scho vu Regele gëtt, wat d'Rechtshëllef a Strofaffären an der Europäescher Unioun ugeet, ass et awer, mengen ech, e wichtege Element, wa mer vu Sécherheet schwätzen, och wa mer vun Europapolitik schwätzen. Wa mer d'Europäesch Unioun kucken, déi huet sech jo am Beräich vun der Justiz an der Sécherheet en zousätzleche Piller gi virun enger Rei vu Joren, an hei ass eng praktesch Emsetzung, eng Weiderentwécklung vun där dote Spart vun der Politik an der Europäescher Unioun.

D'Zil vun deenen heiten Texter ass et eigentlech, fir eng nach méi staark Uniformiséierung ze kréie vun deem ganze System vun der Rechtshëllef a Strofaffären an der Europäescher Unioun, mat äänlechen, eenheetleche Formularen ze schaffen, fir méi schnell, och méi wierksam Prozeduren ze kréien. Dat kann een nëmme begrëissen.

An dach, mengen ech, daërf ee besonnesch an der aktueller Situatioun drop hiweisen, wéi wichteg dass et ass, wa mer eng enk Zesummenaarbecht hunn am Strofrecht, an der Strojjustiz, dass all EU-Staten héchsten Normen entsprechen, wat d'Onofhängegkeet vun hirer Strojjustiz ugeet a wat de Prinzip vun der Rechtsstaatlechkeet ugeet. An do muss ee sech Gedanke maachen. Ech denken do nëmme an déi lescht Evenementer a Rumänien, wou jo d'Statsanwältin, déi fir d'Korruptioun zoustänneg ass, elo vun hirem Amt enthuewe ginn ass, wou gewerkelt gëtt un neie Strofgesetze, déi enner gewëssene Konditiounen d'Korruptioun net méi solle strofbar maachen.

Alles dat muss engem Angscht maachen. An alles dat mécht et eigentlech och schwéier, esou eenheetlech Regeln zu 100% unzewenden. Dat kann nëmme fonctionnéieren, wa wierklech och eenheetlech Standarde vum Rechtsstat a vun der Strojjustiz a sämtlechen EU-State bestinn. Soss gëtt et ganz, ganz schwéier, déi doten Dispositionne korrekt ze applizéieren, oder si féieren zu Schiflagen.

An duerfir ass et och gutt, mengen ech, dass net nëmme de Prinzip vun der duebler Incrimination hei nach eng Kéier festgehal ginn ass, dass eng Strofdot, also e bestëmmtent Verhalten, an deem Land, vun deem d'Demande ausgeet, enner Strof muss stoen, wéi och an deem Land, wou d'Enquête herno dann exekutéiert gëtt. Dat ass e wichtege Prinzip. Mä et ginn och nach eng Rei vun aneren Hypotheesen opgezielt. Wann et em de Respekt vu Mënscherechter geet, wann et em de Respekt vu Grundfräiheete geet, och an deene Beräicher ka refuséiert ginn, esou eng Demande fir eng Enquête durchzuführen, ze maachen.

An duerfir ass et also an eisen Ae wichteg, nieft den Texter och fir Uerdnung ze suergen, géif ech soen, wat d'Rechtsstaatlechkeet a sämtliche Länner vun der Europäescher Unioun ugeet.

Et bleift beim aktuelle Prinzip, dass fir d'Kontroll vun der Regularitéit haaptsächlech de Parquet général zoustänneg ass, deen also och weider eng wichteg Fonctioun an deem ganze Beräich vun der Entraide judiciaire ze erfüllen huet.

Eng zweet Bemierkung, déi ech nach wollt maachen, dat ass vläicht e bëssen ze kuerz komm. An deemem Projet mat erageholl ass jo och elo d'Ofännerung vun eisen nationale Bestëmmungen, wat d'Áféierung vun Audio- a Videokonferenzen ugeet an eise Justizsystem. Dat ass eng Fro, déi an der Vergaangenheet re-

lativ hefteg diskutéiert ginn ass. Ech ka mech erënneren, dass hei e viregte Justizminister e Projet de loi an deem dote Sënn eragereecht hat an dass do relativ vive iwwert déi dote Froen diskutéiert ginn ass. Dee Projet de loi ass entre-temps zrëckgezu ginn. Wéi gesot, d'Iddi, fir Audio- a Videokonferenzen kënnen praktesch an alle Phase vun der Prozedur hei zu Lëtzebuerg anzesetzen, ass an deem heiten Text elo verankert ginn.

Ech hunn net onbedéngt erausfonnt, ob de Barreau oder d'Associatioun vun den Avocats pénalistes zu deem doten awer net onwensleche Punkt en Avis ginn hunn. Ech mengen net. Op jidde Fall ass et eppes, wou ee muss wëssen, dass et a ville Länner agesat gëtt, dass et sécherlech och a gewëssene Situatiounen d'Prozedur vereinfacht a besonnesch wichteg ass, wann et drëms geet, zum Beispill en Affèr ze schützen an him dee Calvaire vun der direkter Konfrontatioun mam Täter ze erspueren iwwert de Wee zum Beispill vun enger Videokonferenz.

Och nach muss gewäerleescht ginn, dass all d'Rechter vun der Defense respektéiert ginn. De Regierungsprojet ass en anere wéi deen, deen eng viregt Regierung eng Kéier deposéiert hat. Et gëtt probéiert, deem Rechnung ze droen. Ech wëll awer och hei soen, dass menger Usiicht no awer d'Videoconférence, d'Audioconférence ëmmer d'Ausnam bleiwe muss, an dass den direkten Austausch, déi direkter Konfrontatioun vun den Argumenter muss d'Regel bleiwen an eiser Strojjustiz.

Merci.

Dat gesot, wäert natierlech d'LSAP desen Text stëmmen.

#### (Interruption)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Nächst Riednerin ass d'Madamm Simone Beissel.

► **Mme Simone Beissel (DP).** - Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, och ech wëll am Numm vun der DP der Madamm Rapporteur Sam Tanson Merci soe fir hire schréftlechen a mündleche Rapport.

Wéi meng Virriedner et gesot hunn, ass d'extrem wichteg Projet, fir de Rechtsraum a ganz Europa ze stäerken. Mä wéi gesot, en huet seng Tücken an ech wäert net weider dorop agoen, well dat ass schonn ervirgehewe ginn. Mir mussen oppassen, dass, och wa mer den europäesche Rechtsraum wëlle stäerken, awer den État de droit zu Lëtzebuerg à tout moment gewäerleescht bleift. Dofir ass de Prinzip vun der duebler Incriminatioun extrem wichteg, an et ass och extrem wichteg, dass esou Notiounen, déi elo leider a verschiddegen EU-Memberstaaten net méi déiselwecht Valeur hunn, wéi d'Pressefräiheet oder d'Mënscherechter, awer zu Lëtzebuerg ëmmer Virrang hunn.

Déi technesch Ofännerunge si scho vun de Virriedner beliicht ginn. Mech fret et, wann ech dat richtig verstanen hunn, dass déi extrem komplizéiert Commission-rogatoire, mat deene mer elo ganz, ganz laang geplot waren, wa mer als Affekoten domat ze dinn haten, elo duerch dese System ofgeännert ginn. Dat hei gëtt am Prinzip, wa mer et richtig op d'Bee kréien, méi einfach, méi effikass a vill méi transparent. An opgrond vun där Bestëmmung schonn eleng ass dee Projet hei extrem positiv.

D'Videokonferenzen, d'Audiokonferenzen, mir hunn eis wierklech schonn oft doriwwer ennerhalen. Ech sinn och derfir, dass dat soll ganz sensibel gehandelt ginn, dat heescht, dass am Prinzip d'Confrontation directe, d'Présence physique vun de Leit, déi musse gehéiert ginn an aussoen, soll d'Regel bleiwen an eben an enger bestëmmter Serie vu Situatiounen awer d'Videokonferenz an d'Audiokonferenz kënnen agesat ginn.

Dat gesot, bréngen ech heimat den Accord vun der DP.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Dann huet d'Wuert den Här Baum.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Merci, Här President. Mir wäerten deen heite Projet och mat ennerstëtzen an och matstëmmen.

E spezielle Merci vläicht un d'Madamm Tanson an deemem Fall, well wann ee selwer net Member vun enger Kommissioun ass an et huet een dann de Rapport, wou et och Resumé gëtt vu verschiddegen Avisen, muss ech hir nach eng Kéier Merci soen, dass se och markéiert huet, wat net ëmmer d'gängig Praxis ass, wéi eng Elementer vun den Avisen dann och emgesat gi sinn am Gesetz via Foussnoten, wat d'Lektür vun deene Rapporte wesentlech vereinfacht.

Mir sinn, wann ech dat richtig verstanen hunn, dat lescht Land, wat elo déi Direktiv emsetzt, nieft Dänemark an Irland, déi jo dovunner net

beträff sinn. Mir begrëissen, dass dat elo geschitt. Mir begrëissen och, dass op Interventioun vun Statsrot hin awer Elementer, déi an der ursprénglecher Fassung net virgesi waren, notament den Artikel 36, wat Informatiounen ugeet zu Bankkonten oder soss Finanzkonten, elo dra sinn. An der ursprénglecher Fassung waren déi net dran, aus wéi enge Grënn och ëmmer. Duerfir begrëisse mer dat do natierlech.

A mir mengen, dass dat hei e gudder Projet ass, deen eis Zoustëmmung féint.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Dann huet d'Wuert den Här Justizminister.

#### Prise de position du Gouvernement

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Merci, Här President. An der leschter Zäit gëtt jo an Europa vill iwwer Grenze geschwat, déi missten opgebaut ginn, fir Europa - soen déi Leit - besser ze schützen. Abee, ech si frou, dass mer haut e Projet zur Ofstëmmung bréngen, dee Grenzen ofbaut, well et net richtig wier, wann an Europa d'Bekämpfung vum Onrecht un de Grenze géif stoe bleiwen. Dat hei ass ee weidere Projet de loi, deen europäesch Texter emsetzt, deen derfir suergt, dass an eise Relatiounen, besonnesch am Opbau vun engem gemeinsame Rechtsraum an der Europäescher Unioun, d'Bedeutung vun de Grenze méi kleng gëtt an dass d'Bekämpfung vum Onrecht duerch och elo erlichtert gëtt iwwert d'Grenzen ewech.

D'Madamm Tanson, an ech soen hir Merci fir hire schréftlechen an och fir hire mündleche Rapport, souwéi och deenen anere Membere vun der Commission juridique, huet eigentlech am Detail déi eenzel Aspekter vum Projet de loi erwänt. Och den Alex Bodry ass schonn op eng Rei Punkten a senger Interventioun agaangen. Ech wëll dofir just an zwee kuerze Sätz awer nach eng Kéier de Kontext rappeléieren, an deem mer hei schaffen.

An Europa ass den Trend, an dat ass gutt a richtig esou, ëmmer méi a Richtung vu Reconnaissance mutuelle vun de Gerichtsdecisiounen an och ëmmer méi Rapprochement am Niveau vun den Enquêtes. Dat ass fundamental wichteg.

Gläichzäiteg ass et dann awer och wichteg, dass mer an all de Länner gemeinsam Standarden hunn, déi garantéieren, dass déi Uerteiler, déi mer eis bannent den EU-Länner géigesäiteg unerkennen, och deene Standarden entsprechen, déi mer gären hätten, déi mir hei zu Lëtzebuerg an aller Regel och kennen.

Doriwwer gëtt et eng Rei Direktiven. Mir hunn de Moien nach an der Commission juridique geschwat iwwert d'Directive Présomption d'innocence, déi enner Lëtzebuergesche Présidence negociéiert ginn ass. Et ass eng vun deene vilen, déi elo geschwënn an d'Plenièr vun der Chamber wäerte kommen, wou mer dann un deene gemeinsame Standarde schaffen, déi mer gären hätten an all de Länner, fir dass iwwert d'Reconnaissance mutuelle vun de Gerichtsdecisiounen net Problemer entstinn, mä dass mer ausschliesslech doduerjer Problemer léisen an d'Leit an eise Länner, an de Memberslänner, méi séier zu hirer Satisfaktioun kënnen kommen.

Dee Punkt ass awer sensibel. Ech hat nach virun zéng Deeg d'Geleechenheet, mat menger däitscher Justizkolleegin, der Madamm Barley, genee doriwwer ze schwätzen, iwwert déi Noutwendegkeet vun héije Standarden am Kontext vun der Reconnaissance mutuelle. Gläichzäiteg och de Besoin, fir dann déi Reconnaissance mutuelle net ëmmer zu 100% ze hunn, mä dass awer och d'Länner nach kënnen iergendwou an Extremfäll, enner Émstänn, esou eng Reconnaissance refuséieren, wann et begrënneten Zweifel gëtt. Dat ass awer och eng utile Precaution, fir justement dem System vun der Reconnaissance mutuelle weiderzehliefen. Fir dass se sech duerchsetzt, muss och iergendwou kënnen an enger Iwwergangssituatioun iwwer restriktiv definéiert Limitten diskutéiert ginn, an dat ass an Europa méi wéi eemol och en Thema.

E lescht Wuert zu de Videokonferenzen, déi den Här Bodry e bësse méi developéiert huet. D'Affekoten hu wuel keen Avis geschriwwen, Här Bodry, mä si waren awer am Aarbechtsgrupp mat derbäi.

Ech wëll soen, dass den Émgang mat der Videokonferenz an den nächste Joren awer e Wäert ass, deen tendenziell an d'Luucht wäert goen. Ech sinn am Moment amgaangen ze diskutéieren, och mat den Affekoten, notament

mat de Penalisten, iwwer eng Reform vum Plu- mitif, dass an Zukunft och bei eis an de Sëtzunge géifen Enregistrementer gemaach ginn, Audio an och Video. Mir sinn eis do scho Saachen ukucke gaangen a Länner, wou dat dote gutt a scho relativ laang funktionéiert. Och hei wäerte mer an déi dote Richtung goen. Dat gëtt ausdrécklech gefrot an ënnerstëtzt vun den Avocats pénalistes, dass mer an de Sëtzungen - an de Sëtzungen! - och op Videowäerten zréckgräifen.

Dir wësst, dass mer am Uechterhaff Raimlecheete virgesinn hunn, dass och d'Prevenuë kënnen ënner Emstänn iwwer Videokonferenz gehéiert ginn. Dat huet och eng Rei Avantage, mä ech ginn awer grondsätzlech dem Alex Bodry recht: D'Videokonferenz ass e ganz nützlechen Outil, e ganz nützlechen zousätzlechen Outil, mä d'Regel soll awer den direkte Kontakt tëschent den Akteure vun der Justiz an de Prevenuen oder den Detenuen bleiwen.

Mä ech mengen, et dierf een hei kee Manicheisme hunn, keng Schwaarz- oder Wäissmolerei. Déi zwee passe beieene. Wann ee se richtig artikuliert, ass et e sënnavollen Outil, deen hëlleft, Problemer ze léisen an deen eigentlech keng dierft schafen, wa mer déi richtig Gewichtung hikerien. Dorunner schaffe mer. Dofir wäerte mer och beim Plumitif op de Wee goe vun den Enregistrementer, Audio, awer am Besonneschen och Video, well deen huet déi meeschte Qualitéiten.

Mat deene puer Remarque soen ech lech Merci fir d'Ennerstëtzung vum Projet de loi.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och. A mer kënnen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet 7152 iwwergoen.

#### **Vote sur l'ensemble du projet de loi 7152 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

60-mol Jo: Domat ass de Projet de loi 7152 mat Unanimitéit ugeholl.

*Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Marc Spautz), Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Laurent Zeimet;*

*MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofforing, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;*

*MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);*

*MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;*

*MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

Ass d'Chamber bereet, wat d'Dispens ugeet?

#### **(Assentiment)**

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Mir kommen dann elo zum Projet 7280, deen de Bau vum engem Fleegeheim zu Déifferdeng erméiglecht. An d'Wuert huet de Rapporteur, den Här Max Hahn.

### **7. 7280 - Projet de loi relatif à la construction d'une maison de soins à Differdange et portant modification de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création de deux établissements publics dénommés 1) Centres, Foyers et Services pour personnes âgées; 2) Centres de gériatrie**

#### **Rapport de la Commission de la Famille et de l'Intégration**

► **M. Max Hahn** (DP), *rapporteur*.- Här President, hautdesdaags kann een an der Regel hei am Land gutt al ginn. D'Leit kënnen ëmmer méi laang doheem bleiwen a sinn ëmmer

méi dacks och am héijen Alter nach aktiv. Op där anerer Säit kënt, deemno wéi, awer iergendwann de Moment, wou et net méi geet. Et geschitt eppes, d'Leit di sech wéi. Bref, si kënnen net méi doheem bleiwen a mussen an eng Arichtung kommen, wou no hinne gekuckt gëtt. An dann ass et wichteg fir eis als Land, als solidaresch Gesellschaft, deene Leit, déi hiert ganz Liewe geschafft hunn, déi eise Rächtum mat opgebaut hunn, en éierbaren Encadrement ze garantéieren an e wierdege Liewenswend ze erméiglechen.

Virun allem virum Hannergrond, dass d'Besoinen u Strukture sech veränneren, dass d'Leit méi spéit an en Heem kommen an och méi dacks flegebedürftig sinn, brauche mer eng Infrastruktur, déi heirunner ugepasst ass.

Ech war mer virun dräi Wochen am Kader vu mengem Rapport mat Vertrieeder vu Servior d'Fleegeheim Thillebiereg zu Déifferdeng uku- cken, fir mer e Bild vum der aktueller Situatioun ze maachen. D'Residenten hunn do, krut ech gesot, an der Moyenne 85 Joer. Ronn 90% vun hinnen hunn déi eng oder aner Form vun Demenz. D'Halschent vun de Leit, déi do wunnen, kommen aus dem Spidol. Dat heescht, den Dokter huet se an d'Fleegeheim gesché- ckt, well et net méi eleng doheem geet, well déi Leit zum Beispill en Accident doheem ha- ten.

Am Duerchschnitt sinn d'Leit ronn dräi an en halleft Joer do an een Drëttel manner wéi ee Joer laang. D'Gebai vum Fleegeheim Thille- biereg ass par contre, a fir et fein auszedrécken, nawell e bëssen an d'Jore komm. Den neien Deel ass näamlech aus de 60er Joren. Deen alen Deel ass nach vill méi al a geet zréck op e Gebai vun 1235. Och wann déi Gebaier am Laf vun de Joren natierlech renovéiert a moderni- séiert gi sinn, gi se den haitegen Ufuerderun- gen un e Fleegeheim net méi gerecht, virun allem wann ee sech de Profill vun de Residenté virun Ae féiert.

Ech ginn lech e Beispill: Déi meescht Zëmme- ren hu keng eegen Dusch oder Toilette. Déi ass um Gank. Um ieweschte Stack, ënnert dem Daach, sinn d'Duschen an der Schréi, mat der Konsequenz, dass een net iwwerall riicht stoe kann.

Här President, stellt lech emol vir, Dir musst do eng demenzkrank Persoun wäshen! Ech ka mer nawell gutt virstellen, dass dat guer net esou einfach ass. D'Beispiller kéint ech lech nach ganz vill zielen. Dowéinst wëll ech op dë- ser Plaz deene Leit Merci soen, déi dagdeeg- lech ënner esou Konditiounen schaffen.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Max Hahn** (DP), *rapporteur*.- Et ass also méi wéi evident, dass déi nei Maison de soins iwwerfällig ass. Dës Erkenntnis ass iwwregens och net nei. Déi éischt Iwwerleeungen zu deem Thema ginn op d'Joer 2001 zréck. Ouni elo am Detail op d'Geschicht vum Projet anzegoen, wëll ech just soen, dass ech frou sinn, dass mer elo endlech, no esou ville Joren, dëse Projet stëmme kënnen an déi Leit an e modernt Gebai kënnen kommen, an deem optimal no hinne ka gekuckt ginn.

Dat neit Gebai kënt an de Quartier Woierer um Foubann direkt nieft eng Schoul an e Fuss- ballsterrain. Och e Park ass geplangt, an deem sech d'Leit aus dem Quartier kënnen treffen. Duerch déi favorabel Lag vum Fleegeheim ginn déi eeler Leit also optimal an de Quartier integréiert.

Och an der Konzeption vum Gebai ass pro- bëiert ginn, eng integral Approche ëmzeset- zen. Am Idealfall kënt de Resident a säin Zëm- mer, wann hien an d'Fleegeheim kënt, a bleift déi ganzen Zäit do, ouni vill mussen ze plënneren. D'Zëmmer sinn dowéinst esou agericht, dass déi ënnerschiddlech Soine vun einfach bis intensiv an all Zëmmer kënnen ge- leescht ginn an de Resident, och wa säin Zou- stand méi schlecht gëtt, awer a senger Kum- mer ka bleiwen.

D'Zëmmeren hunn allegueren hir eegen Toi- lett an Dusch a si sinn och d'office fir Leit am Rollstull adaptéiert. Déi eenzel Stack sinn der- nieft esou organiséiert, dass d'Residenten alles um Stack hunn an net wäit musse lafen. Op all Stack si Gemeinschaftsraum virgesinn, an deenen d'lessen zerwéiert gëtt an an deenen Aktivitéiten organiséiert kënnen ginn. Doduerch, dass zum Beispill an der Mëttesstonn net all d'Residenté mateneen a vun iwwerall an dee- selwechten lessraum kommen, mä dat Ganzt e bëssen opgedeelt ass, kënt och vill méi Rou an dee ganze Betrib.

(**Mme Simone Beissel prend la présidence.**)

Déi dräi Zonen - privat, hallef öffentlech an öffentlech - erméiglechen et de Residenten aus- serdeem, sech ganz no hirem Besoin entweder zréckzeziehen oder ënnert d'Leit ze goen. An deem Sënn gëtt effektiv probéiert, mat engem moderne Konzept déi Flexibilität an Upas- sungsfäegkeet vun de Strukturen ze schafen, déi d'Leit brauchen.

D'Gäng sinn esou ugeluecht, dass se e Quadrat duerstellen. Dat heescht, d'Leit hunn d'Méig- lechkeet, um Stack ronderëm ze goen. Et ass besonnesch bei Patienten, déi un enger De- menzkrankung leiden, immens wichteg, hunn ech mer soe gelooss, dass se hire Bewe- gungsdrang, deen deemno wéi mat der Krank- heet kënt, ongehemmt ausliewe kënnen an net op eemol virun enger Mauer stinn.

Eng weider Iwwerleeung, déi ech perséinlech ganz interessant fannen an déi mat an d'Ausschaffe vum Plang vum neie Gebai gefloss ass, ass d'Ausrichtung vun den Zëmmeren. Fir dass och jiddweree genuch Luucht a seng Kummer kritt, sinn d'Zëmmeren esou uge- luecht, dass keent no Norde läit.

Vum energetesche Standpunkt gesinn, gëtt d'Gebai eng Klass B. Eng Heizungsanlag ass net virgesinn, d'Gebai gëtt näamlech duerch e Fernwärmenetz gehézt. Wat déi erneierbar Energie betrëfft, esou ass den Daach konzipéiert, fir eng Solaranlag drop ze stellen. Per- séinlech kéint ech mer zum Beispill gutt virstel- len, dass esou eng Anlag zesumme mat den Awunner aus der Émgegend am Kader vun enger Kooperativ installéiert an exploitéiert gëtt. Esou eng öffentlech-privat Kooperatioun wier, mengen ech, eng gutt Iddi an e gutt Bei- spill, wéi een erneierbar Energien op eng flexi- bel an innovativ Manéier ënnerstëtze kann.

Madamm Presidentin, no dësen Ausféierunge wéilt ech awer och nach op e puer wichteg Zuelen agoen. Am neie Gebai ass Plaz fir 200 Better. Dat sinn der 114 méi wéi aktuell um Thillebiereg. Laut enger Analys ass effektiv am Moment am Kanton Esch d'Demande fir Better mat am gréissten. Mat dësem Projet gëtt do- robber reagéiert.

Derbäi kënt, dass duerch dës Steigerung vun de Better-Capacitéiten och eng 100 bis 150 nei Aarbechtsplazen an den nächste Jore geschafft ginn.

De Käschtepunkt wäert sech op ronn 62,5 Milliounen Euro belafen. Dëse Montant gëtt iwwregens integral vum Familljeministère be- zueelt.

D'Aarbechte sollen esou séier wéi méiglech ufänken. Virun 2022 wäert dat Gebai aller- déngs net fäerdeg sinn.

Fir zousätzlech Detailler verweisen ech op dëser Plaz op mäi schrëftleche Rapport.

Madamm Presidentin, e grouse Merci geet awer vun dëser Plaz un d'Personal vum Flee- geheem um Thillebiereg, den Här Welter vum Familljeministère an d'Hären Dichter, Jhari an Hensel vu Servior, déi sech Zäit geholl hunn, fir mer d'Fleegeheim Thillebiereg vum Keller bis ënnert de Späicher bal bis an dee leschten De- tail ze weisen an och op meng vill Froen ze änt- werten.

Dëst gesot, soen ech lech Merci fir d'No- lauschteren a ginn am Numm vun der DP-Frak- tioun den Accord zum virleiende Gesetzestext.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Merci dem Här Rapporteur Max Hahn. Als éischte Riedner hunn ech den Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

#### **Discussion générale**

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Madamm Pre- sident, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi de Max Hahn elo gesot huet vun der Visitt vum Fleegeheim: Bei mir läit d'Visitt schon e bësse méi laang zréck, wéi ech dat Fleegeheim kucke war, an et war net grad dat attraktivst Flee- geheim, wat mer kann hunn. A wann ech et nach richtig am Kapp hunn, war deemools den haitege Buergermeeschter...

(**Interruption par M. Roberto Traversini**)

...nach Schaffen. Dee war do och derbäi, wéi mer eis d'Gebai am Detail ukucke gaange sinn.

E grouse Merci dem Rapporteur fir säin aus- féierlechen an detailléierte Bericht.

Effektiv geet déi Geschicht ëm d'Maison de soins vun Déifferdeng op d'Joer 2001 zréck, mä net nëmme bei deem vun Déifferdeng, och nach bei deem vu Rëmeleng an och nach ane- ren hu mer Schwieregkeeten, fir se esou séier an de Grëff ze kréien an esou séier nei ge- maach ze kréien, wéi d'Leit dat och géife ver- dengen.

Et muss ee jo wëssen, dass déi ganz Politik vun de Fleegeheimer oder vun de CIPAen, de Centres intégrés, am Ufank déi eng Haiser dem Familljeministère ënnerstoungen, dat waren d'Altersheimer, an déi aner, dat waren d'Mai- son-de-soinen, dat waren déi Haiser, déi dem Gesondheitsministerium ënnerstanen hunn. Dat ass eréischt méi spéit zesummegefuert ginn, wéi alles ënner eng Kompetenz gefouert ginn ass. An haut kenne mer jo ausser de CIPAen, wat am Fong déi al Altersheimer sinn, nach d'Maison-de-soinen, mir kennen nach d'Logement-encadréen a mir kennen nach d'Better psycho-gériatriques.

An et ass och wichteg, dass mer deene Leit, déi fir de Rächtum vum Land responsabel sinn, och duerno déi Fleg am dat Liewen an där Qualitéit zoukomme loossen. Déi Leit, déi de Rächtum vum Lëtzeburger Land geschafft a matgeschafft hunn.

Zu Déifferdeng ass fir d'Éischt driwwer disku- téiert ginn: „Mir maachen nei op deem besteeënde Spidol, wou et haut ass.“ Duerno huet et geheescht: „Neen, mir maachen et net nei. Mir kucken, ob mer eng aner Plaz fannen.“

An dat war sécherlech och eng vun den Ursa- chen, dass et, wéi de Max Hahn richtig gesot huet, relativ laang gedauert huet, bis déi Leit och elo... An et dauert nach, dat ass awer elo méi de prozedurale Problem. Et wäert elo nach 2022 ginn, bis en neit Haus do ass, bis dann och do déi Leit an e bësse bessere Konditiounen kënnen wunnen.

Wann een déi Fleegeheimer allegueren kuckt an allegueren déi kuckt, déi am Reseau vum CIPA sinn, do huet een heiansdo terribel Differenze vun deenen enge bis bei déi aner, wat eben doduerch kënt, wéi ech virdu gesot hunn: Dat eent ware virdu reng Maison-de-soinen an dat aner waren der, déi direkt als Centre inté- gré oder als Maison de retraite gebaut gi sinn.

D'CSV ënnerstëtzt dee Projet, ouni Diskussioun! Mir sinn awer der Meenung, wa mer eis och elo hei eens gi bei dem Projet vun Déifferdeng, dass elo endlech - an ech soen dat genauou, wéi de Max Hahn dat gesot huet, an déi Leit, déi den Historique kennen, déi versti mech ganz gutt, wann ech dat soe mam „endlech“ - och déi Leit, déi zu Déifferdeng sinn, déi am Déifferdenger Raum wunnen, d'Méiglechkeet kréien, duerno op en tiptoppt a performant Alters- a Fleegeheim kënnen zréckzeziehen.

Mir hunn awer, an de Max Hahn huet et och a senger Virstellung gesot, an där Etüd iwwert de Kanton Esch och festgestallt, dass et nach aner Problemer gëtt am Kanton Esch. An ech géif do gäre bei dëser Geleeënheet och nach un en anert Haus erënneren, an dat ass d'Fleegeheim vu Rëmeleng. Beim Fleegeheim vu Rëmeleng lafen d'Diskussiounen och säit 2001. A beim Fleegeheim vu Rëmeleng waren awer aner Pro- blemer, déi sech virdu gestallt hunn.

Do waren nach Streidereien tëschent Sites et monuments, déi am Ufank Schwieregkeeten haten, ob do Haiser, déi gebraucht gi sinn, fir eng Vergréisserung ze maachen, dierften ofge- rappet ginn, transforméiert ginn - oder wéi een dat och a schéiner Diplomatesprooch géif aus- drécken; bei mir, ech nennen dat méi einfach: „mam Bagger dra rennen“ oder och net -, dass dat laang Diskussiounen waren, déi sech laang higezunn hunn. A wéi dunn endlech 2012 oder 2013 eng Decisioun fonnt gi war, ass et erëm vu vir ugaangen. Do ware Schwieregkeete mam Architekt. An duerno waren och nach Schwieregkeete mam Programm u sech, sou- dass de Projet 2015 gestoppt ginn ass.

Ech mengen, dass et wichteg wier, an ech géif dofir och en Appell maachen un d'Famillje- ministesch an un d'ganz Regierung, dass ee géif kucken, fir déi Situatioun deblockéiert ze kréien, well de Moment setzen déi Leit och an engem Haus, wat nach net de moderne Stan- darden entsprécht. Gläichzäitig hu se och e Chantier virun der Dier, well d'Chantiers- ariichtunge ware schonn do. Et si scho ver- schidde Viraarbechte gemaach ginn. An ech weess, dass et do am Projet de Moment och net virugeet.

An ech géif dofir hei vun der Geleeënheet pro- fitéieren, en Appell ze maachen un de Minis- tère, u Servior, wou ech jo weess, dass et net de Ministère direkt ass, mä dass et d'Servior ass, deen de Bauhär ass, an dass et och mat d'Rëmelenger Gemeng ass. An dofir géif ech mer och erlaben, eng Motioun eranzegegin an en Appell ze maachen, dass och déi Rëmelen- ger Leit déi Chance solle kréien, wéi déi Déif- ferdenger Leit a wéi dee ganze Süden, fir nach eng zousätzlech Altersstruktur ze kréien, déi deem Numm och wierdeg ass a wou do alles ka gemaach ginn, fir datt och déi Leit déi Liewensqualitéit kréien, déi se brauchen.

Villmools Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

#### **Motion**

*La Chambre des Députés,*

- sachant que le projet en vue d'une maison de soins à Differdange a été lancé en 2001;

- rappelant que la même année a été lancé le projet en vue de la construction d'un centre intégré pour personnes âgées à Rumelange;

- notant que le PL 7280 en question autorise le Gouvernement à participer au financement de la construction de la maison de soins à Differdange;

- constatant que le projet en vue de la construc- tion d'un centre intégré pour personnes âgées à Rumelange est suspendu depuis 2015 du fait qu'il existe des situations litigieuses avec le bureau d'architectes;



- considérant que le vieillissement de la population, l'augmentation de l'espérance de vie, l'amélioration des conditions de vie, tout comme le progrès médical, constituent des facteurs décisifs pour évaluer entre autres les besoins futurs en infrastructures;

- notant que d'après les données du Ministère de la Famille, de l'intégration et à la Grande Région, le nombre de demandes d'admission en institution de long séjour pour personnes âgées n'a cessé d'augmenter;

- ajoutant encore que les demandes de placement en milieu stationnaire deviennent de plus en plus urgentes;

- soulignant que selon l'exposé des motifs du projet de loi 7280 «Une analyse par canton des structures existantes pour personnes âgées montre que le besoin en lits stationnaires est important dans le canton d'Esch-sur-Alzette»;

- regrettant que le Gouvernement a retenu dans le programme gouvernemental que «Le nombre actuel de lits en milieu stationnaire sera globalement maintenu (...)»;

- constatant une augmentation de 116 lits pour la période 2014-2017 par rapport à une augmentation de 747 lits pour la période 2009-2013;

invite le Gouvernement

- à travailler activement sur l'élaboration d'une stratégie pour construire le plus rapidement possible le centre intégré pour personnes âgées à Rumelange.

(s.) Marc Spautz.

► **Mme Simone Beissel**, Présidente de séance.- Merci dem Här Spautz. Akt ass lech gi vum Depot vun der Motioun. Als nächst Riednerin hunn ech d'Madamm Simone Asselborn-Bintz. Madamm Asselborn, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Simone Asselborn-Bintz** (LSAP).- Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, no de ville Projet-de-loien iwwert d'Kanner an d'Jugendleche sinn ech och frou, dass mer elo e Gesetz iwwert de Senioreberäich kënnen decidieren.

Et ass jo gewosst, duerch d'Progrès an der Medezinn an och duerch den héije Liewensstandard bei eis am Land liewen d'Mënschen ëmmer méi laang. D'Zil ass jo och, dass d'Leit och am Alter esou laang wéi méiglech wëllen an och sollen doheem kënnen bleiwen, wat jo och u sech an der Assurance dependance esou ënnerstëtzt gëtt.

Natierlech klamme parallell awer och d'Besoin fir Strukture fir eeler Leit. Dës Strukturen hunn eng Partie Virdeeler, well d'Ariichtung s'inn op d'Bedierfnisser vun den eelere Mënschen zouschnidden an et kann een eng optimal Hëllefstellung ginn an dese Strukturen, fir dass se hinnen esou laang wéi méiglech en agreabelt Liewen erméigleche kënnen.

Mir als LSAP kënnen dat nëmme guttheeschen an ënnerstëtzen och, dass zousätzlech Strukture fir eeler Leit, notamment d'Fleegeheim zu Déifferdeng, geschafte ginn; och wann et dann ebe 17 Joer laang gedauert huet.

Et ass awer och wichteg fir eis, genuch Strukturen an de verschiddene Regionen ze hunn, an den Här Spautz huet dat jo och scho gesot, fir et de Leit ze erlaben, an hire Géigenden, an hire Gemengen an en Altersheim oder an e Fleegeheim kënnen ze goen an och do hir sozial Kontakter kënnen weider ze fleegen.

Kuerz gesot, wëll ech awer dofir net méi laang alles ophalen. Am Numm vun der LSAP géif ech dann awer mäin Accord hei ginn an dem Max Hahn Merci soe fir säin exzellente mëndlechen a schrëftleche Rapport.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **Mme Simone Beissel**, Présidente de séance.- Merci der Madamm Asselborn. Als nächste Riedner hunn ech den Här Roberto Traversini.

► **M. Roberto Traversini** (déi gréng).- Merci, Madamm Presidentin. Och Merci dem Max Hahn. D'nächste Kéier, wann en op Déifferdeng kënnt, kann ech mat d'Visitit maachen. Dann hätt ech lech nach kënnen och verschidde Raim am Nidderkuerer Altersheim weisen, wou och do am Moment verschidde Raim iwwer 40°C hunn.

Et ass natierlech wichteg, dass dat Altersheim zu Déifferdeng kënnt. Et ass och wichteg a richtig, dass et verschidde Grënn huet, firwat et esou laang gedauert huet. Ënner anerem sollt et och am Ufank renoviert ginn op der Plaz, bis awer do ee gemengt huet, et wier vläicht besser, mir géifen et ganz nei bauen. An du war d'Fro natierlech, wou een dat nei baut, well wann een nei baut, brauch ee jo och nach Terrainen. An et war och net esou evident, fir dat ze fannen.

Mir hate ganz gutt Gesprécher och mat Servior, heiansdo manner gutt, heiansdo méi gutt,

mä am Endeffekt ass am Fong geholl e flotte Projet erauskomm. Deen éischte Projet sollt och manner Better hunn. Et ass gutt, dass déi elo och op 200 eropgesat ginn. De Park wier dann och gedeelt ginn. Et wäert en effentleche Park sinn, wou d'Gemeng sech och wäert dru bedeelegen.

An net méi spéit wéi de Moien huet de Gemengerot vun Déifferdeng och ugefaangen an decidéiert, dass déi Strooss do ze maachen, well et kann ee jo net en Altersheim bauen, wann ee keng Strooss huet fir derbäi. Da gëtt et méi schweier, d'Leit hin- an hierzeféieren. Dat misst dann och an der Rei sinn.

An dann, deen eenzege Bemoll, mengen ech awer, ass nach ëmmer déi Energieklass. Mir wieren op alle Fall frou, mir als Gréng, an ech muss och soen, ech als Buergermeeschter vun der Stad Déifferdeng, wann een do nach eng Kéier kéint driwwer kucken. Am Moment ass et eng B-Klass. An ech fannen, mir bauen eppes hei fir déi nächst 40, 50 Joer, wann net nach méi. An et wier och flott, wann een do nach eng Kéier kéint matenee schwätzen, vu dass déi Heizzentral och nach an e Gebai kënnt, wat der Gemeng gehéiert. Dofir wiere mer op alle Fall frou, wann een dat nach eng Kéier kéint kucken.

Dofir och nach eng Kéier Merci, dass et elo endlech wäert weidergoen. An d'Leit wäerte sech extrem freeën, wann dat heiten zu Déifferdeng wäert opgoen.

► **Une voix**.- Très bien!

► **Mme Simone Beissel**, Présidente de séance.- Merci dem Här Traversini. Als nächste Riedner hunn ech den Här Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Jo. Villmools Merci, Madamm President. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt och dem Här Max Hahn Merci, dee sech déi Méi gemaach huet, net nëmme e mëndlechen a schrëftleche Rapport hei ze presentieren, mä och nach op d'Plaz ze goen, fir sech dat unzékucken.

Ech mengen, et ass schéin, dass mer hei, wa mer esou Projeten an dëser Chamber diskutieren, ëmmer e Konsens hunn doriwuer. Ech mengen, mir sinn eis alleguer bewosst, wéi wichteg et ass, dass mer fir déi Leit astinn, zesammen, déi eeler sinn, déi och dacks an enger méi schwieeger Liewensphas sinn, an dass mer eis solidaresch weisen an déi dote Projete gewéinlech hei eestëmme iwwert d'Bün bréngen. Dat ass da wahrscheinlech och haut de Fall. An dat ass och gutt a richtig esou.

(**M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.**)

A gär schlësse mer eis och de Wieder vun deenen un, déi gesot hunn: „Et gëtt nach Problemer op anere Plazen.“ Ech mengen, och do sollt mer zesummeschaffen, fir dass mer méiglechst séier déi beschtméiglech Konditione fir déi betraffe Leit och zu Schëfflung an op anere Plaze kënnen schafen.

Mir hunn awer als ADR, wat elo dee spezifesche Problem hei ugeet, nach zwou Froen.

Déi éischt ass iwwert de Käschtpunkt. Et ass esou, dass mer e Käschtpunkt, mengen ech, normalerweis usetzen an deenen Haiser vun 210.000 Euro pro Bett, indexéiert. Wann een déi Rechnung hei fir 200 Better mécht, läit de Käschtpunkt driwwer. Kann d'Regierung eis vläicht soen, ob dat stëmmt oder wéi déi Berechnung vun deem Käschtpunkt vun deem Heem ass?

Déi zweet Fro, et ass gesot ginn, ech mengen, den Här Hahn hat et och a sengem Rapport gemaach, dass sech Méi gemaach ginn ass, fir ze kucken, dass déi Zëmmeren all solle Luucht hunn - ech mengen, dass ass jo eng Selbstverständlechkeet - an dass dofir keen Zëmmer soll no Norden ausgeriicht sinn, fir dass et erméiglecht gëtt, dass all Zëmmer Luucht huet.

Elo ass awer anscheinend dee Plan d'ensoleillement, deen normalerweis virgeluecht gëtt, der Regierung net virgeluecht ginn, soudatt, no deenen Informatiounen, déi eis zougedroe gi sinn, do kann e Problem sinn. Et gëtt dervu geschwat, dass bis zu engem Véirel vun den Zëmmeren an deem dote geplangten Heem elo iwwerhaapt keng Luucht kënnen iwwert d'ganz Joer kréien, dass also do Zëmmerer sinn, déi däischter sinn.

An och do wollt ech also d'Regierung froen: Huet d'Regierung dee Plan d'ensoleillement kritt an der Form, esou wéi et virgeschriwwen ass, fir de Projet kënnen ofzehuelen an der Planungsphas? Läit dat alles vir? An ass et richtig, esou wéi den Här Hahn et och gesot huet a sengem Rapport, dass et séchergestallt ass, dass all Zëmmerer iwwert dat ganz Joer och hell Luucht huet, Sonneluucht an net kënschtlech Luucht?

Dat sinn zwou Froen, déi eis nach um Häerz leien an déi mer nawell gär och gekläert hätt. Dofir awer ofgesinn, gi mer natierlech och gär den Accord fir dese Projet, well mer eis mat

alle Kolleegen heibanne freeën, dass mer elo 200 Better op engem héijen Niveau kréien.

Villmools Merci.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci och. Dee leschte Riedner ass den Här Marc Baum.

► **M. Marc Baum** (déi Lénk).- Jo. Merci, Här President. Mir ginn natierlech och eisen Accord zu deemem Projet.

Et ass virdu scho gesot ginn: Et huet laang gedauert, vill ze laang. Zu Recht ass dat gesot ginn. Et gëtt eng effentlech Struktur, effentlech bedriwwen, vun engem effentlechen institutionellen Akteur. Et gëtt mat effentleche Sue gebaut. Dat ass déi Demarche, wéi mir och mengen, wéi een an deem dote Fall sollt virgoen.

A mer mengen och, Verschiddener vu menge Virriedner sinn och schonn drop agangeng, dass mer eis eigentlech nach méi performant Outile misste ginn, fir eng Evaluatioun ze maachen, wat vu Besoinen am Land besteet, besonnesch wa mer wëssen, dass jo och engersäits d'Populatioun méi al gëtt, an op där anerer Säit, dass d'Populatioun och wiisst. Soudatt mer eng méi cibléiert Planungssecherheet kréien, wat de Bau vun esou Infrastrukturen ugeet.

Wéi gesot, dese Projet als Ganzt begrëisse mer.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci. Dann huet d'Familljeministesch, d'Madamm Corinne Cahen, d'Wuert.

**Prise de position du Gouvernement**

► **Mme Corinne Cahen**, Ministre de la Famille et de l'Intégration.- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt emol géif ech gären dem Rapporteur villmools Merci soe fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport. Ech sinn och ganz frou, dass der op d'Plaz kucke wart. Da gesitt der, dass hei ganz vill Zäit leider verluer gaangen ass an dass et effektiv ëmmer brauch, bis een eppes baut. Dofir Merci fir den Interessi, fir op den Terrain kucken ze goen.

Ech mengen, et ass gewosst, dass d'Leit ëmmer méi spéit an d'Altersheim ginn. D'Leit bleiwen ëmmer méi laang doheem, esou laang wéi et nëmme geet. An dofir komme se dann ëmmer méi spéit. Dofir ass d'Altersmoyenne am long éjour 83,72 Joer fir d'Männer an 81,46 fir d'Fraen. An et ass virun allem an der Urgence, well d'Leit eben esou laang doheem bleiwen, wa se dann emol eng Kéier an d'Klinik kommen an net méi kënnen zréck heemgoen, wou eng extrem Urgence ass a wou se da wierklech Schwieeregkeeten hunn, vläicht séier e Bett ze fannen oder virun allem och e Bett ze fanne geografesch do, wou se et am léifste gären hätten.

Mir hunn hei en anert Konzept, en neit Konzept. Mir hu ganz grouss Sejouren. D'Leit, déi ginn net an den Zëmmerer gelooss. Dat war fréier emol, dass ass awer haut net méi esou! An dofir ass et nach émsou méi wichteg, dass mer hei elo séier weiderkommen. Mir hu quasi 17 Joer verluer. A wéi den Här Spautz et richtig gesot huet: Et brauch een och nach eng Kéier eng Zäit, bis een eppes baut. Dat ass och net vun engem Dag op deen anere gemaach.

An, bon, et ass haut esou, dass d'Leit net an hire Kummere gelooss ginn. D'Leit, déi sinn am Sejour, déi hunn Openthaltsraim. Zu Déifferdeng am Moment ass et esou, dass ganz vill Leit eng Demenz och hunn. Dat heescht, et brauch een och Plaz, wou déi Leit sech kënnen bewegen, wou se à l'infini Couloiren hunn. An an deem Fall sinn et net nëmme Couloiren, mä et sinn och Terrassen. Et ass e ganz grouse Bannenhaff virgesinn. An dat ass och dat, wou den Här Kartheiser driwwer geschwat huet. Dee Bannenhaff, deen awer ganz grouss ass a wou den Ensoleillement besser ass wéi op villen anere Plazen a Gebaier, déi an de leschte Jore gebaut gi sinn.

Den Här Traversini huet vun der Energieklass geschwat. Et ass virgesinn... Also, et gëtt verlang, dass en dräimol C ass. Hei ass d'Energieklass dräimol B virgesinn. Servior kuckt awer am Moment nach, wat nach do weider machbar ass. Si wäerte sech och un de Chauffage urbain uschlëssen. Dat ass eng ganz gutt Nouvelle.

De Käschtpunkt: Do ass alles mat dran! Dat heescht, do ass och de Parking mat dran. Do sinn, wéi gesot, d'Zëmmerer mat dran. Dat heescht, mir rechnen haut net méi pro Zëmmer oder pro Bett; mir kucken dee ganze Projet. Dat heescht, et ass e funktionnell an e moderent Gebai. Et sinn 200 Einzelzëmmerer mat individueller Buedzëmmer op véier Niveauen, mat engem Bannenhaff, hat ech scho gesot.

Et ass e Bloc fonctionnel op all Stack fir d'Fleeg, fir den therapeutischen Engagement. Et ass eng Unité de vie op all Stack mat lesssäll, Sejouren, mat enger extraer Kichen op all Stack. Et ass e Groupe socio-gérontologique virgesinn

um Rez-de-chaussée fir Leit mat enger Perte d'autonomie. An dann eben och dee ganzen Accueil, de Restaurant, d'Salle polyvalente, d'Cafeteria, d'Kichen, d'Épicerie, wéi gesot, plus nach 90 Parkplazen. Dat ass alles mat an deem Präis virgesinn, soudass dat net méi pro Bett an deem Sënn gerechent gëtt.

Den Här Spautz huet et gesot, Här President: Et wäert bis 2022 ginn, bis dass d'Gebai iwwerhaapt emol do ass. Ech géif awer do gären op dat zréckkommen, wat der gëschter gesot hutt, dass elo an dëser Legislaturperiod nach net vill Better ageweit gi wieren. Jo, do ass de Feeler natierlech virdu geschitt. Et kann een nëmme dat opmaachen, wat och geplangt gëtt a wat gebaut gëtt, well dat kënnen mer jo net aus dem Aarm rëselen!

(**Brouhaha général**)

A mir hunn natierlech de Problem erkannt an dëser Regierung, Här President. An ech géif lech dann och dat heite ginn. Dat sinn zwou Säiten.

(**Dépôt d'un document**)

Ech géif awer och eng Kéier driwwer schwätzen, fir emol ze weisen - dat fannt der och am Rapport d'activité iwwregens am Familljeministère -, wat mer elo alles an der Pipeline hunn. Dir wäert gesinn, do wäert ech lech elo nach e bëssen iwwerraschen, awer eréischt op der zweeter Säit. Déi éischt Säit, bon, wéi gesot, dat steet am Rapport d'activité.

Et sinn 8 Lit-supplémentaire am CIPA Gréngewald geplangt.

Et sinn 140 Better geplangt zu Rammerech mat HPPA.

Zu Stengefort, dat ass eng ganz nei Konstruktioun, déi mer elo plangen. Dat heescht, mir maachen net frësch, mir bauen eng nei Konstruktioun. Do kommen 68 Better bäi.

Et ass geschwat gi vun Esch a vum Süden. Elysis baut 130 Better.

De CIPA Berbuerg: 21 Better supplémentaires.

De St Jean de la Croix: 17 supplémentaire Better.

Heeschdref, de Maredoc: 3 supplémentaire Better.

Dann déi vun haut: 114 supplémentaire Better, déi mer hoffentlech dann haut gestëmmt kréien.

Da Rëmeleng: 120 supplémentaire Better.

Da géif ech gären awer just soen, wéi gutt een awer och plange kann a wéi gutt een awer och zesummeschaffe kann, mat Käerjeng. Dat hu mir geplangt, zesumme mam Buergermeeschter vu Käerjeng. Do war eng Volontéit do, souwuel vun der Gemeng wéi och vun der Regierung, fir dat ze maachen. Ech hoffen, dass de Projet elo nach virum Summer ka gestëmmt ginn. Dat ass e Projet vu Bâtiments publics, wat d'Regierung ugeet. Dat heescht, zu Käerjeng kommen och 201 Better bäi. Dat ass an dëser Regierung esou geplangt ginn.

Dann zu Consdref: 44 Better.

Zu lechternach am Hospice civil: 52 Better.

Dat ass en Total vun 918 Better, déi elo vun dëser Regierung geplangt gi sinn, déi am Budget stinn an déi och gebaut ginn.

Dann hu mer awer och nach déi zweet Säit.

Ech maachen awer elo hei eng Kéier kuerz fäerdeg a voller Transparenz. An do wäerten och nach verschidde Leit dann haut eppes gewuer ginn, déi vläicht elo net heibanne sinn. Dat ass nach net gestëmmt, wat der op der zweeter Säit wäert gesinn. Dat heescht, Dir hutt de Budget jo nach net gestëmmt fir 2019, mä dat ass op jidde Fall emol dat, wat mer nach virgesinn hunn, wat mer nach drageschriwwen hunn.

Zu Habscht/Äischen: 194 Better. De Buergermeeschter do wäert sech freeën, wann en dat haut héiert, well e weess dat wahrscheinlech nach net.

Dann zu Heeschdref: 32 supplémentaire Better.

Bei der ALA um Goldknapp lerpeldeng: 24 supplémentaire Better.

Boufer: 68 Better supplémentaire.

An dann ass zu Mondorf och virgesinn, en neit Haus ze baue mat 200 Better, wou d'Gemeng och elo amgange ass, fir Terrainen an deem Sënn ze reklassieren. Dat sinn nach eng Kéier 518 Better, wann der de Budget esou stëmmt, wéi en lech proposéiert wäert ginn, déi mer dann eben nach eng Kéier bäikréien.

Ech wollt dat awer och eng Kéier matbréngen, well mer hunn de Problem erkannt. An dat

heescht, an den nächste Jore wäert vill gebaut ginn, mat ville verschiddenen Träger, mat ville verschiddenen Akteuren, mat ville verschiddene Gemengen. An et ass jo genau dat, wat mer mussen maachen: net nëmmen al Gebaier ersetzen, mä och nei Better bauen, fir justement där Demande, déi do ass, och gerecht ze ginn.

Villmools Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci. Den Här Spautz huet d'Wuert gefrot.

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Merci, Här President. Fir d'Alleréischte Felicitatioun, Madamm Minister, fir allegueren déi Projeten, déi Der do bréngt. Ech muss lech just soen, Dir hutt do ganz vill Privater opgezielt, déi amgaange sinn ze investéieren an déi amgaange sinn eppes ze maachen. Privatinitiativen, déi geholl gi sinn, déi och subventionéiert ginn...

► **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Absolutt.

► **M. Marc Spautz** (CSV).- ...vum Stat zu 80%. Mä dat sinn awer...

► **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- 70%!

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Dat sinn awer Privatinitiativen, déi do geholl gi sinn. An ech sinn awer dann e bësse paff, wat Der elo gesot hutt, ech muss mech do un Aussoe vun deene leschten Deeg erënneren. An der Familljekommission hunn ech dräimol gefeelt an deene leschte véier Joer.

► **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Ech net.

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Ech huele jo un, dass Der déi Projeten do, déi Der elo allegueren hei esou ugitt, an deene leschte véier Joer och eng kéier an der Familljekommission presentéiert hutt, dass mer doriwwer geschwat hunn an der Familljekommission, wat alles an der Seniorepolitik géif kommen, well falls dat net sollt de Fall gewiescht sinn, da wier et do net schlecht, wann Der d'Familljekommission, allegueren déi Leit, déi sech dorëm bekëmmere, ënner anerem och ëm den drëtten Alter, déi herno sollen e Budget stëmmen, déi herno solle Projete stëmmen, och am Virfeld géift informéieren, dass déi och wëssen, wat de Plang ass vun der Regierung.

Just dat als Erënnerung: Véier Joer ass nâischt geschitt. An elo kommt Der da mat zeg Projeten, déi Der elo wëllt maachen, an da stellt Der lech elo gären dohinner, wéi wann alles an der Rei wier. Frot d'Leit, déi betraff sinn, d'Leit, déi waarden, déi soen lech, wéi et ass!

► **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Wäerten Här Deputéierten, Dir hutt mir gëschter eng Fro gestallt,...

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Jo, ech hunn lech eng Fro gestallt!

► **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- ...firwat mir keng Better ageweit hätten. Ech hunn lech geäntwert: Mir konnte keng aweien, well Dir keng geplangt a keng gebaut hutt. Dat war d'Antwort!

**(Hilarité et exclamations)**

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Et ass gutt. Kommt!

► **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Dee Projet, deen hoffentlech haut gestëmmt gétt,...

**(Brouhaha)**

► **Mme Octavie Modert** (CSV).- Also ass d'CSV déi, ouni déi hei am Land nâischt leeft. Dat ass gutt ze wëssen.

► **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- ...dee Projet vun Déiferdeng, dee gétt och net muer ageweit, wann dat elo d'Fro war. Ech wollt just,...

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Neen. Mä wann Der virun dräi Joer...

► **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- ...fir komplett ze sinn...

► **M. Marc Spautz** (CSV).- ...de Projet bruecht hätt, da wier en ageweit ginn. Et sinn dräi Joer Bauzäit. Mä Klammer zou. D'Legislaturperiode huet der fënnf.

► **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Also 2001 huet de Projet ugefaangen. Da muss een awer den Historique nach eng kéier eraushuelen. An ech mengen, Dir sidd jo hei deen, deen den Historique ëmmer gäre presentéiert, souwuel gëschter wéi haut. Dir hutt et jo gemaach. Dofir hunn ech geduecht, ech misst et net nach

eng kéier maachen. Dee Projet do huet 2001 ugefaangen.

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Jo.

► **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Dee Projet mat Käerjeng huet no 2013 ugefaangen.

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Neen, 2013 hunn déi éischt Gesprécher stattfonnt. Liest dat no an Ären Dokumenter am Ministère!

**(Coups de cloche de la présidence)**

► **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Majo, dat ass net 2001, Här Spautz.

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Dat ass 2013.

► **Mme Octavie Modert** (CSV).- Do war ee gudder Buergermeeschter!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Ech hunn eng weider Wuertmeldung vum Här Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Jo, villmools Merci, Här President. Et ass eng, am Verglach zu der Envergure vun deem, wat den Här Spautz opgeworf huet mat all deene Projeten, ganz kleng Fro. Ech wollt zrëckkommen op dee Projet, iwwert dee mer haut diskutéieren, Déiferdeng, an nach eng kéier op déi Fro vun der Belichtung vun den Zëmmeren. D'Madamm Minister huet selwer gesot, datt de Problem jo och zum Deel mam Bannenhaff zesummenhängt, deen elo geplangt ass.

No deenen Informatiounen, déi mir kruten, ass eigentlech just séchergestallt, datt vun Abrëll bis September duerch d'Belichtung ebe séchergestallt ass, datt an all Zëmmer Luucht ass. Dowéinst nach eng kéier konkret d'Fro un d'Madamm Minister: Huet si, d'Regierung, de Plan d'ensoleillement matzäit gesinn? An huet si en accordéiert? Ka si garantéieren, datt d'Belichtung an all Zëmmer präsent ass iwwert dat ganz Joer, esou wéi et soll sinn?

Villmools Merci.

► **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Merci fir d'Fro. Den Architekt huet ons garantéiert, dass déi Zëmmer konform sinn an dass den Ensoleillement absolutt konform ass fir dat, wou en do gebraucht gétt. An ech hunn lech nach eng kéier dee ganze Konzept vum Haus och erkläert. Voilà.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci. Mir sinn um Enn vun der Diskussioun ukomm a mir stëmmen elo iwwert de Projet de loi 7280 of.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 7280 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass eriwwer.

60-mol Jo: Domat ass de Projet de loi 7280 uegoholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Marc Spautz), Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

**(Assentiment)**

Merci.

Dann hu mer nach eng Motioun vum Här Spautz virleien. Wëllt d'Regierung oder d'Chamber dozou Stellung huelen? Madamm Minister!

**Motion 1**

► **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Jo. Ech mengen, ech géif der Chamber proposéieren, déi Motioun

net unzehuelen, well dat ass e Litige, deen tëschent Servior an dem Architekt ass. An ech mengen, dass do d'Regierung am Moment net gefuedert ass.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Ginn et keng weider Wuertmeldungen? Da géife mer iwwert d'Motioun ofstëmmen.

**Vote sur la motion 1**

Déi, déi mat der Motioun d'accord sinn, stëmme mat Jo. Déi, déi net domat d'accord sinn, stëmme mat Neen.

An d'Ofstëmmung fänkt un. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss.

28-mol Jo, 32-mol Neen: Domat ass d'Motioun 1 ofgeleent.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Octavie Modert), Michel Wolter (par Mme Martine Mergen) et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini.

A mer géifen zum leschte Punkt vum Ordre du jour iwwergehen, eng Konventioun, wat d'Sécurité sociale ueget, mat China. De Rapporteur, den Här Georges Engel, huet d'Wuert.

## 8. 7242 - Projet de loi portant approbation de la Convention de sécurité sociale entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République populaire de Chine, fait à Pékin, le 27 novembre 2017

**Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale**

► **M. Georges Engel** (LSAP), *rapporteur*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et ass déi éischt Konventioun an dëser Matière, déi mer mat China hei maachen. Déi eng, déi maachen Handelskriecher, mir maache Konventiounen. Ech hu léiwer, mir maache Konventiounen.

Si ass verhandelt ginn op Franséisch, Chineesch an Englesch. Et ass deen engleschen Text, deen awer Virrang huet, wann et Interpretatiounsdivergenze sollte ginn.

Et geet drëms, d'Rechter a Saache sozialer Sécherheet ze garantéieren fir Persounen, déi noeneen oder ofwiessend de Gesetzer vun deenen zwee Länner dann ënnerlouchen.

Et ass eng bilateral Konventioun, esou wéi mer der och schon hei an der Chamber haten. An deen éischten Objektiv viséiert den Detachement vun den Aarbechter. Et ass e manner breede Champ d'application a couvriert net de komplette Beräich vun der Vieillesse, der Invaliditéit an der Survie. Fir d'Lëtzebuurger ass et esou, dass do déi normal Assurance pension applizéiert gétt, also d'Veillesse, d'Invaliditéit an d'Survie. Op der chinesescher Säit ass et awer esou, do gétt just eng Assurance vieillesse de base fir d'Salariéen applizéiert. Si ass fir alleguer déi Persounen ouni Distinction vun der Nationalitéit, hir Famill an och hir Survivanten.

Zwee Prinzipie gëllen: eng kéier de Principe de l'égalité de traitement tëschent Persounen, déi um Territoire vun deem engen oder deem anere Land wunnen, an zweetens d'Exportatioun vun de Prestatiounen.

Am Prinzip ass et d'Legislatioun vun deem Land, wou d'Persoun schafft, déi gëllt. Et ginn awer och Derogatiounen wéi zum Beispill beim Detachement. Do bleift d'Persoun ënner der Legislatioun vun deem Land, wou se normalerweis schafft a verséichert ass. Am Fall vun dëser Konventioun mat China ass den Detachement op 60 Méint hei limitéiert a kann, ënner gewëssene Konditiounen, dann och verlängert ginn.

Weider Derogatiounen gëlle fir déi Leit, déi am Transport aérien schaffen. Do ass et d'Legislatioun vun deem Land, wou d'Entreprise hire Sëtz huet. An et gétt och eng Derogatioun fir déi Leit, déi um Schëff schaffen. Do ass et d'Land, wou déi Leit, déi um Schëff schaffen, och wunnen.

Gradesou wéi bei fréieren Avisen huet de Statsrot gesot, dass u sech fir déi Konventiounen eng Publikatioun vun deenen Arrangements am Memorial duergeet, ausser se géif Lëtzebuerg international engagéieren.

Vläicht ass et och interessant, ze wëssen, dass mer 2017 dräi Leit hei haten, déi chinesescher Nationalitéit sinn an déi am Detachement hei zu Lëtzebuerg geschafft hunn, 28 Lëtzebuurger, déi am Detachement a China geschafft hunn, an am Ganzen hate mer 1.370 Salariés chinois hei zu Lëtzebuerg.

Dat gesot, géif ech heimadder den Accord gi vun der LSAP an lech Merci soe fir d'No-lauschteren.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och dem Här Rapporteur. Kann ech dovun ausgoen, dass bei dëser Konventioun jiddweree just wëllt den Accord ginn? Ass dat esou?

**(Assentiment)**

Da soen ech lech Merci a géif dem Minister direkt d'Wuert ginn, wahrscheinlech och fir Merci ze soen.

**Prise de position du Gouvernement**

► **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale*.- Merci, Här President, fir d'Wuert.

**(Hilarité)**

Fir d'Éischt emol... Neen, ech wollt effektiv Merci soen, engersäits dem Rapporteur fir dee schrëfftlechen an och mëndleche Rapport, dee ganz detailléiert agaangen ass op dës bilateral Konventioun. Et sollt een awer wëssen, datt dat hei déi 38. bilateral Konventioun ass en matière vun der Sécurité sociale, déi mer elo kënnen ofschléissen. Ganz vill asiatesch Länner hu mer mat erageholl.

An ech mengen, d'Zuele si scho genannt ginn, wéi vill Leit de Moment am Detachement sinn, och wéi vill Leit de Moment hei zu Lëtzebuerg schaffen. Et waren dat och Froen, déi an der Chamberskommission nach eng kéier gestallt goufen. Ech mengen, mir si relativ séier an der Kommission duerch dëse Projet komm. An d'fir soen ech Merci fir déi grouss Ënnerstützung, fir dës Konventioun dann och ofzeschléissen.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci. Da kéinte mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet 7242 iwwergehen.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 7242 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

60-mol Jo: Domat ass de Projet de loi 7242 mat Unanimitéit uegoholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Marc Spautz), Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Georges Engel), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par Mme Simone Asselborn-Bintz), Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini (par M. Gérard Anzia);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Marc Baum et David Wagner.

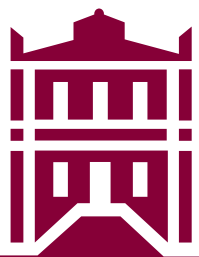
Sidd Der mat der Dispens d'accord?

**(Assentiment)**

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir sinn um Enn vun eisen Aarbechten ukomm. Ech schléissen d'Sëtzung of a ginn lech Rendez-vous muer um zwou Auer.

**(Fin de la séance publique à 16.43 heures)**



Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président

## Sommaire

### 1. Ouverture de la séance publique

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

### 2. 7180 - Projet de loi portant création du Centre de gestion du personnel et de l'organisation de l'État, portant modification

- 1) de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;
- 2) de la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois;
- 3) de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État;
- 4) de la loi modifiée du 20 avril 2009 portant création du Centre des technologies de l'information de l'État;
- 5) de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'État peut changer d'administration et portant abrogation de la loi du 1<sup>er</sup> février 1984 portant création d'une Administration du personnel de l'État

- Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative: M. Yves Cruchten

- Discussion générale: Mme Octavie Modert, M. Gusty Graas, Mme Sam Tanson, M. Fernand Kartheiser, M. Marc Baum

- Prise de position du Gouvernement: M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative (intervention de Mme Octavie Modert)

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

### 3. 7245 - Projet de loi portant reclassement de certaines carrières de fonctionnaires et employés de l'État

- Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative: M. Yves Cruchten

- Discussion générale: Mme Octavie Modert, M. Gusty Graas, Mme Sam Tanson, M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner

- Prise de position du Gouvernement: M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

### 4. 7160 - Projet de loi sur la déclaration obligatoire de certaines maladies dans le cadre de la protection de la santé publique et modifiant:

1. la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire;
2. la loi modifiée du 16 juillet 1984 relative aux laboratoires d'analyses médicales;
3. la loi modifiée du 16 janvier 1990 relative aux dispositifs médicaux;
4. la loi modifiée du 8 juin 1999 relative au Collège médical;
5. la loi du jj/mm/aaaa sur les conditions d'hygiène et de salubrité relatives à la pratique des techniques de tatouage par effraction cutanée, du perçage, du branding, cutting, ainsi que du bronzage UV

- Rapport de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports: Mme Cécile Hemmen

- Discussion générale: Mme Martine Mergen, M. Edy Mertens, Mme Josée Lorsché, M. Marc Baum

- Prise de position du Gouvernement: Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

### 5. 7286 - Projet de loi autorisant l'État à participer au financement des travaux de construction du «Südspidol»

- Rapport de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports: Mme Taina Bofferding

- Discussion générale: M. Jean-Marie Halsdorf, M. Gusty Graas, Mme Josée Lorsché, M. Fernand Kartheiser, M. Marc Baum

- Prise de position du Gouvernement: Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Lydia Mutsch et M. Dan Kersch, Ministres.

**(Début de la séance publique à 14.02 heures)**

## 1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - D'Sézung ass op an ech mengen, mir kënnen direkt zum normalen Ordre du jour iwwergeroen, well ech kréie keen Zeichen. Voilà!

Da géife mer mam Projet de loi 7180 ufänken, dem Projet iwwert d'Schafung vun engem Centre de gestion du personnel an iwwert d'Organisation vum Stat. An d'Wuert huet de Rapporteur, den Här Yves Cruchten.

## 2. 7180 - Projet de loi portant création du Centre de gestion du personnel et de l'organisation de l'État, portant modification

### 1) de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

### 2) de la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois;

### 3) de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État;

### 4) de la loi modifiée du 20 avril 2009 portant création du Centre des technologies de l'information de l'État;

### 5) de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'État peut changer d'administration et portant abrogation de la loi du 1<sup>er</sup> février 1984 portant création d'une Administration du personnel de l'État

**Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative**

► **M. Yves Cruchten (LSAP), rapporteur.** - Merci, Här President. Fir déi, déi et net wësse sollten: Et sinn nach zwou Kommissiounssitzungen de Moment amgaangen. Ech huelen un, dass déi elo wäerte kuerzfristeg ofschléissen. Duerfir probéieren ech, lues ze schwätzen, dass

awer d'Kollegen allegueren nach Zäit kréien, fir bis an d'Sézung ze kommen, an dass se de Vott net verpassen.

De 7. September zejoert huet de Minister vun der Fonction publique, den Här Kersch, e Projet de loi deposiert, mat deem aus där haiteger Administration du personnel de l'État soll eng nei Verwaltung ginn, an zwar den „Centre de gestion du personnel et de l'organisation de l'État“, kuerz de CGPO. Et geet awer net dréms, just den Numm vun der Verwaltung ze änneren, mä enner anerem huet jo d'Reform vun der Fonction publique, déi mer am Joer 2015 gestëmmt hunn, och eng Partie nei Obligatiounen matbruecht fir all d'Verwaltungen beim Stat. Ech erënneren do zum Beispill un den Organigramm oder nach de Programme de travail, déi mussen opgestallt ginn.

Den neie CGPO soll an Zukunft net méi reng an eleng d'Personalgestioun vum Stat iwwerhuelen, mä soll och Hëllefstellung gi fir d'Verwaltungen an hirer interner Organisation. Am Artikel 3 vum Projet de loi ginn déi Missiounen all opgezielt; hei just e puer dovunner:

De CGPO kritt enner anerem als Missiounen: d'Berechnen an d'Ausbezuule vun de Paien, Indemnitéiten an Traitementen - ech mengen, dat wier selbstverständlech -, der Regierung hëllef bei de Previsiounen fir d'Personal, awer och fir hir Astellungen an esou weider, den zentraliséierte Rekrutement grad ewéi d'Zentraliséierung vun den Donnéeën, a wéi gesot, d'Hëllefstellung fir d'Verwaltungen bei allem, wat mat hirer interner Gestioune ze dinn huet.

Als Kommissioun hu mir d'Avise vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics grad ewéi vum Statsrot gepreift an diskutiert. Zwee Regierungsamendementen hu gehollef, déi eng oder aner Kritik an och eng Opposition formelle vum Statsrot aus der Welt ze schafen, soudass mer de 5. Juli konnten de Rapport an der Kommissioun unhuelen.

An ech wéilt do gären de Kollegen aus der Kommissioun Merci soe fir hir Diligence. Mir hunn an deene leschte Sézunge misse séier schaffen, et ass alles relativ kuerzfristeg gewiescht. An ech wéilt hinne villmools Merci soe fir hiert Versteesdemech.

An lech soen ech Merci fir d'Nolauschteren a ginn heimadder dann och den Accord vun der LSAP.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An d'Wuert huet d'Madamm Octavie Modert.

### Discussion générale

► **Mme Octavie Modert (CSV).** - Merci, Här President. Ech muss dann e bësse méi laang

schwätzen, fir et de Memberen aus der Kommissioun ze erméiglechen, heihinnerzekommen.

► **Une voix.** - Si sinn all hei.

► **Mme Octavie Modert (CSV).** - Si sinn alleguer do! Wéi eng? Aus wéi enger Kommissioun?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an der Kommissioun vun der Fonction publique huet d'lescht Woch d'CSV sech zu dem Gesetzesprojekt enthalen, well effektiv kann ee sech e gudden Deel Froe stellen. Zum Beispill: Hätt een iwwerhaupt en neie Gesetzestext fir d'APE gebraucht? Firwat? Fir Divisiounen ofzeschaffen? Fir Missiounen ze präziséieren? Jo, d'accord! Mä wéi eng Missiounen dann? Dat war weder präzis an och nach derbäi e bëssen duerjerneen, wat ech do gelies hunn, net präzis vis-à-vis vun de groussen Ukënnegungen am Exposé des motifs.

De Statsrot huet dat och geschriwwen an esou gesinn. Liest seng Considérations générales no, déi si gutt geschriwwen! Ech hiewe just ee Saz eraus, fir et ze resuméieren: «à condition (...) qu'un contenu concret soit donné aux missions en question», schreift e beim Artikel 3. Dat ass awer net de Fall, an zwar sinn d'Formuléierung vag, bal inkohärent. Et weess een net, ob den neie Centre d'Verwaltungen assistéiert oder selwer den «processus de gestion des ressources humaines dans la Fonction publique» iwwerhëlt.

D'Froe muss ee sech stellen: Wéi gëtt d'Zusammenarbeit mat der CER organiséiert? Oder gëtt déi an deen neie Centre hei integréiert? Deen neie Centre, dee jo soll de Personalbedarf vun de Verwaltungen determinéieren: Dat nennt sech «assister le Gouvernement dans la gestion prévisionnelle des besoins en personnel de l'État», wat och ëmmer dat elo nees bedeit, mä do kann ech elo net och nach drop agoen.

Firwat gëtt iwwerhaupt déi nei Verwaltung „Centre“ genannt an net méi „Administration“? Si kritt jo awer en Direkter an eventuell e Soudirekter. Gëtt de Service Recrutement vum Fonction-publiques-Ministère elo an déi nei Verwaltung hei integréiert? Wéi ass et mat der Division réforme administrative? Gëtt déi och hei integréiert? Sou liese sech jo déi eng oder aner vun deenen neie Missiounen. Allerdéngs ass grad déi do Missioun vu Réforme administrative, déi am VirgängerGesetz vun 1984 stoung, grad déi ass jo gestrach ginn am Projet, deen eis haut hei virläit.

Ech muss soen, et ass net einfach, sech erëmze-fannen! Wat soll dat neit Haus maachen? An et ass net einfach ze wëssen, wou eng Kaz hir Jon-

ker an dem Text soll fannen. Da kënn derbäi, datt nach en Artikel derbäikomm ass, deen e Fourre-tout ass, dat ass deen neien Artikel 6. Dat soll een am Fong geholl guer net maachen an esou engem Gesetz wéi dem he, scho guer net, wann dat Gesetz selwer nëmme just e puer Artikelen huet.

Da kann en Directeur adjoint agesat ginn. Wann d'ëst och eng Kann-Bestëmmung ass, sou ass et awer eng nei Fonctioun, déi geschaaft gëtt, well bei den allerbeschten Nofuerschungen hunn ech déi Fonctioun net an engem Text fonnt bis haut, och net an der Reform vum GehälterGesetz vun 2015. Mir hunn awer de Géigendeel an der Kommissioun gesot kritt! Firwat? Dat froen ech mech. Ech hunn och net fonnt, wéi déi nei Fonctioun géif agestuut ginn, net an alen Texter, souwisou net an dem.

Wat sinn also d'Argumenter, fir esou en neie Posten aféieren ze „kënnen“, well trotz der Kann-Bestëmmung „peut“ muss et jo awer eng Erklärung oder Rechtfertigung do derfir ginn. Oder ass dat Gesetz hei nëmme e Virwand, fir eng nei Fonctioun an en neie Poste fir een ze schafen? Dat wär jo eppes, wat nawell schon emol de Fall war.

Dann ass natierlech eng ganz wichteg Fro: Wéi soll deen neie Centre seng effektiv wichteg Missiounen ausüben? Wéi eng Mëttele stinn him zur Verfügung? Assistéiert en oder guidéiert en? Hëllef en, d'Fonction publique weiterzuentwéckelen? De Statsrot huet dat och ervirgehuewen. E bemängelt, datt een net erausfënnt, ob déi nei Verwaltung eng technesch oder eng strategesch Roll ze spille kritt.

D'Regierung huet net heirobber geäntwert, och net an hirem Amendement, fir den Artikel 3 herno besser ze strukturéieren an ze formuléieren. D'Regierung huet och leider en Deel besser Textproposen vum Statsrot a vun der Staatsbeamtekummer einfach ignoréiert an net emol eppes dozou gesot. Et huet ee bal den Androck, si hätt dem Statsrot säin éischten Avis net gelies, a wann, dann net richtig, selektiv eben.

Alles an allem ass dat hei keng gutt logistesche a fundamental Aarbecht. Mä déi nei Verwaltung hei soll awer herno deenen aneren hëlfe. Ech froe mech, wéi se dat dann hikritt.

Dir gesitt, Här President, d'CSV hat e ganze Koup gutt Ursachen, fir sech beim Rapport ze



enthalten. Allerdéngs muss ee soen, et wär gutt, wann deen neie Centre, déi nei Verwaltung, hir Missioun vun Ennerstëtzung vun deenen anere Verwaltung gutt ausüben géif kënnen: an hiren interne Prozesser an an hiren Gestiou, am Rekrutement, an der Personalgestiou, an der Gestion par objectifs an esou weider. Dat ass sécherlech wichteg fir déi ëmmerzou néideg Viruentwécklung vun der Fonction publique a fir e qualitative Service public, deen eist Land virubréngt.

Dofir wëlle mir där nei definierter Verwaltung mat hiren nei definéierte Missiounen eng Chance ginn a stëmmen dëst Gesetz mat.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

(**Interruptions et hilarité**)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Den Här Gusty Graas, a just hien, huet d'Wuert.

► **M. Gusty Graas (DP).** - Merci, Här President. Ech kann direkt emol virausschécken, datt d'DP-Kaz hir Jonker ermëfent an deem Text.

(**Exclamations**)

Mä trotzdem awer e puer Wuert zu deem Gesetz, wat eiser Meenung no awer ganz wichteg ass a wat och zum richtegen Zäitpunkt kënn.

Et däerf een net vergiessen, datt de Statsapparat jo an deene leschte Jore sech immens entwéckelt huet. 2003 ware knapps 20.000 Leit an der Fonction publique, also beim Stat, an elo si mer scho bal bei 28.000. Do stelle sech natierlech ganz nei Erausforderungen, ganz nei Aufgaben. Et ass also wichteg, datt ee schonn eng zentral Stell schafft, déi dee ganzen Apparat gutt geréiert an och gutt Conseile weidergëtt.

Ech mengen, et ass och ee vun deene wesentleche Punkte vun deem Gesetz, datt hei virun allem och d'Beamte conseilléiert ginn, ech denke virun allem och um Niveau vun de Carrièren, um Niveau vun de Pensiounen, wat jo eppes ganz Komplexes ass. An et soll kee behaupten, oder déi weinegst solle behaupten, si géif sech an där Matière ganz gutt auskennen! Duerfir ass et wichteg, datt och de Beamte weess: Wou kann ech mech hi riichten?

Dann ass et awer och wichteg, datt ënnert deenen eenzelne Ministären a Verwaltungen eng besser Zesummenaarbecht ugestriift gëtt, well ee jo heiansdo awer e bësselchen d'Géfill huet, wéi wann net ëmmer um selwechte Strang gezu géif ginn. Duerch esou e Gesetz kann dat awer ouni Zweifel och verbessert ginn.

Ech wëll dann awer och kuerz iwwert de Punkt vum Directeur adjoint hei ze schwätze kommen. Mir hunn do manner Problemer mat där Fonction. Ganz au contraire! Wann ee schonn esou eng grouss Verwaltung huet, a mir schwätze jo awer nach ëmmer vun enger Verwaltung, och wa se „Centre“ genannt gëtt, dann ass et awer wichteg, datt nieft dem Direkter nach zumindest theoretisch eng Person ass - well et steet effektiv am Gesetz „peut“. Mä et ass awer wichteg, datt esou eng Fonction geschafte gëtt, well déi et erlaabt, fir a gewëssene Situatiounen och kënnen den Direkter ze ënnerstëtze respektiv en och ze ersetzen, soudatt ënnert dem Stréch jiddefalls dat hei e Gesetz ass, wat eis Zoustëmmung féint.

An dowéinst, wéi gesot, ginn ech den Accord vun der DP a soen awer dem Yves Cruchten och nach Merci fir seng verschidde Rapporten.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Dann huet d'Madamm Sam Tanson d'Wuert.

► **Mme Sam Tanson (déi gréng).** - Jo, Merci, Här President. Och déi gréng Fraktioun ënnerstëtzt dese Projet. Mir soen dem Yves Cruchten Merci fir säi mëndlechen a schréffleche Rapport. Dat hei ass e Fortschritt fir d'Fonction publique. Et ass eng Modernisatioun och vun der Organisatioun. An duerfir begrësse mir ausdrécklech dese Projet.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Den Här Kartheiser huet d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Jo, villmools Merci, Här President. Och Merci un den Här Cruchten fir de Rapport, deen en eis lues virgedroen huet, wat och gehollef huet, well ech mengen, mir sinn an der Tëschenzäit all hei.

Fir d'ADR ass dat hei e ganz interessante Projet, fir mech perséinlech och als „ale Beamten“, wann ech dat esou däerf soen, well et ass d'Fro: Wat soll e bréngen?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Fréieren!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Fréieren a schonn eeleren.

(**Hilarité**)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Frot emol, op wat en d'Betonung geluecht huet!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Op fréieren Beamten!

Op jidde Fall ass et eng Reform, wann een dat liest, och mat den Ae vum Beamten, wou ee sech wierklech freet: Wat soll d'Plus-value elo vun deem Projet sinn? Wat bréngt dat do am Alldag vun den Administratiounen? Et si ganz vill relativ groussspureg Begrëffer heidran, wou d'„stratégie“ - ech hat der e puer hei erausgeschriwwen -, den „référentiel qualité“ solle verbessert ginn, den „inventaire des fonctions“ soll viragedriwwen ginn, d'„gestion stratégique“ vum Stat soll verbessert ginn.

Wat soll dat am Konkreten heeschen? Wat soll dat wierklech de Beamten an deenen eenzelne Verwaltungen bréngen? Well et däerf een net vergiessen, datt u sech déi zoustänneg Ministären heifir d'Verantwortung hunn a sech och wahrscheinlech net vun iergendenger koordinéierter Verwaltung oder där, déi esou eng Fonction wëllt wouerhuelen, draschwätze loosse.

Och ass et esou, datt hei soll déi Verwaltung mathëlfen, d'Personalplangung vun deene verschidde Ministären an Administratiounen ze maachen. Mä wéi wär dat méiglech gewiescht? Ech wëll nëmme Beispiller aus dëser Legislaturperiode zitieren:

Wann zum Beispill den Educationsminister op eemol e Besoin realiséiert am Beräich vun deene Kanner mat Behënnerung a seet: „Ech engagéieren elo esou vill Leit méi“, dat ass eppes, wat natierlech och eng Verwaltung net hätt kënnen am Viraus gesinn oder am Viraus plangen, mä et ass eng politesch Äntwert op eng Situatioun, déi e Minister an enger Situatioun wëllt fir sech als prioritär erkennen an dann duerschéien.

Et muss een also wëssen, wou d'Grenze sinn an esou engem Beräich. Eng Verwaltung ka wuel hëllefen, awer nëmme an deem Kader, wat Routine ass, wat laangfristeg ka virausgesi ginn, wat laangfristeg Prozesser sinn. Mä mir wëssen alleguer, datt Politik net esou funktionéiert. A wann d'Politik net esou funktionéiert, funktionéiert de Stat och net esou! Also muss ee sech froen: Wat ass d'Plus-value?

Op där anerer Säit gëtt et awer Domänen, wou fir esou eng Verwaltung, déi ee koordinéiere wëllt, déi deenen anere kann hëllefen oder wëllt hëllefen, do Méiglechkeete wäeren. An et hätt een zum Beispill kënnen drun denken an deem Kontext, fir d'Direction du contrôle financier nei ze organisieren. Amplaz, wéi am Abléck déi schwéierfällg Struktur ass, datt an all Ministère e sezt, dee soll do kontrolléieren, ob déi Engagements richteg geholl gi sinn, hätt ee kënnen eng Fonction conseil dorauer maachen a se op esou enger Plaz konzentréieren, fir datt déi Ministären, déi ebe mat budgetären oder Engagementsproblemer oder anere Problemer konfrontéiert sinn, do hätte kënnen den Know-how, de Rot siche goen, dee se vläicht an enger bestëmmter Situatioun brauchen. Eng méi llicht Prozedur, eng manner konfliktuell Prozedur an eng méi effikass Prozedur hätt kënnen dorauer ofgeleert ginn.

Also ass et u sech net falsch, esou e Gedanken ze féieren, fir eng berodend Struktur beim Stat auszubauen, wann ee weess, wou d'Prioritéite leien, wann ee weess, wou d'Limite vun esou engem Exercice leien, a wann ee realiséiert, wou déi effektiv Besoine vun deenen eenzelne Ministère leien. Et ass net esou eng Verwaltung wéi déi hei, déi kann de Ministären oder den Administratiounen soen, wéi de Profill vun deene Leit soll sinn, déi si solle rekrutéieren, wéi et hei ugeduecht ass. Och dat ass schlussendlech eppes, wat all Verwaltung fir sech selwer am beschte weess.

Mir sinn als ADR bereet, op dee Wee hei matzegen, fir esou eppes ze kreieren, well mer e gudden Usaz dra gesinn, awer en Usaz, deen an deem Text net ausgeduecht, net zu Enn geduecht ass, net esou ass, datt en net verbesserungsbedürftig wär oder net kéint weider dru geschafft ginn. Mä d'Iddi u sech, fir dem Stat eng Struktur ze ginn, déi am Déngscht vun engem ganze Statsapparat steet, dee jo weider wüsst, ass richteg. Dofir stëmmen mer dat hei och mat. Awer et ass eent vun deene Gesetzter, wou mer eis géife wënschen, datt mer et kéinten iwwerschaffen, fir aus deem Text en nach besseren Text ze maachen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Ganz gutt!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Dann huet d'Wuert elo den Här Marc Baum.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Merci, Här President. Net gradesou laangootmeg a méi direkt wäerte mir soen, datt mer dësen Text ënnerstëtze wäerten.

(**Brouhaha**)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech héieren den Här Baum guer net!

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Et ass eng Moderniséierung vun der Fonction publique an eng Moderniséierung, déi an d'Richtung geet vun enger Stärkung vun der Fonction publique. Dëst begrësse mir a stëmmen de Projet mat.

► **Une voix.** - Voilà!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Domat ass déi allgemeng Diskussioun ofgeschloss. An d'Wuert huet de Fonctionnaires-Minister, den Här Dan Kersch.

(**Prise de position du Gouvernement**)

► **M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.** - Merci, Här President. Merci och dem Rapporteur fir en exzellente Rapport. Ech mengen, et ass alles gesot. Mir maache mat deem Gesetz de Schratt vun enger gutt funktionéierender Paieverwaltung an eng modern Verwaltung vun der Gestion des ressources humaines. Dat ass eppes, wat vun eis erwaart ginn ass, net zulescht vun eise Verhandlungspartner, wann et ëm d'Vertiedung vun dem Personal geet.

Ech wëllt awer nach vläicht derbäisoen, dass et effektiv net einfach war, fir alleguerten déi nei Erausforderungen, déi un d'Fonction publique gestallt ginn opgrond vun de Reformen vun 2015, wou oft Onkloerheeten nach bestanen hunn, elo a konkret Musek ëmzesetzen. Dofir brauche mer dat heite moderniséiert Instrument. An ech si frou, dass mer dëst Gesetz konnten an Zesummenaarbecht mat ganz villen Akteure finaliséieren, net zulescht mat deene Leit aus der Chamberskommissioun, mä selbstverständlech och deene Leit vum Terrain aus der Fonction publique, de Verwaltungschefen, déi méi wéi frou sinn iwwert dat Instrument, wat mer hei kriegen.

Vläicht fir op d'Fro ze äntwerten, ob dat heiten éischer eng technesch oder eng strategesch Ausrichtung hätt, géif ech soen: souwuel als och. Et sinn also ouni Zweifel déi zwou Komponenten, déi hei wäerte matspillen. An ech géif souguer soen, nach eng drëtt, dat ass déi vun der Kooperatioun, déi vun der participativer Approche, déi extrem wichteg ass, wa mer hei wëllen zu konkrete Resultater kommen.

Den Directeur adjoint, do ass eng Fro gestallt ginn, wou mer dat géifen ermëfannen. Dee steet an eise Gehältergesetz dran, an zwar ënnert deem Punkt „directeur adjoint de différentes administrations“, Artikel 12 Paragraf 1 Alinea 7 Punkt 8. Méi konkret kann ech et wierklech net soen. Do steet deen also dran. Déi Fro ass also domadder och beäntwert.

► **Mme Octavie Modert (CSV).** - ...all déi aner sinn eenzel opgezielt.

► **M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.** - Madamm Modert, huet zur Kenntnis, dass dat am Gehältergesetz steet an der d'Fait, dass et am Gehältergesetz steet, mir dat net nach eng Kéier brauchen extra ze präzisieren!

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.** - Da wollt ech nach eng Kéier ganz kloer soen, dass et effektiv esou ass, dass hei keng Verwaltung geschafte gëtt, déi soll iwwer anere Verwaltungen respektiv Ministären hir Käpp ewech decidéieren. Dat, wat mer bis elo als Verantwortung an den eenzelne Verwaltungen a Ministären hatten, dat wäert an där Form bäibehale ginn. D'Verwaltungen decidéieren also nach ëmmer selwer, mä déi nei Administratioun wäert se, wann dat gewünscht ass, an hiren Aarbecht dann ënnerstëtzen; wéi gesot, wann et gewünscht ass. Wann et net gewünscht ass, da verzichte mir och ganz gären dorop.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Da kënne mer zur Ofstëmmung iwwergoen iwwert den Ensembl vum Projet 7180.

(**Vote sur l'ensemble du projet de loi 7180 et dispense du second vote constitutionnel**)

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass ofgeschloss.

59-mol Jo. Hat ech héieren, dass et bei engem net gaangen ass? Alles an der Rei? Also Unanimitéit. An domat ass de Projet de loi 7180 mat Unanimitéit ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 7180 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Claude Wiseler), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet (par Mme Martine Hansen);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Gast Gibéryen);

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens ze froen?

(**Assentiment**)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir géifen zum nächste Projet iwwergoen, dem Projet 7245 iwwert de Reklassement an der Fonction publique. An den Här Yves Cruchten ass erëm um Tour.

### 3. 7245 - Projet de loi portant reclassement de certaines carrières de fonctionnaires et employés de l'État

(**Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative**)

► **M. Yves Cruchten (LSAP), rapporteur.** - Jo, Merci, Här President. Ech probéieren, et gradesou séier ze maache wéi virun. Dir kënnt lech all drun erënneren, dass, wéi mer d'Reform an der Fonction publique am Joer 2015 gestëmmt haten, mer hei an der Chamber, awer och de Minister vum effentlechen Déngscht, den Här Kersch, versprach haten, dass no enger gewëssener Zäit, no zwee Joer, en éische Bilan ze zéie wär an ze kucke wär, wou eventuell nach Problemer bestinn, wou et nach Härtefall gëtt a wou een eventuell och nach misst nobesseren. De Projet de loi 7245 ass een Deel vun enger Äntwert dorobber.

Et war vun Ufank u kloer, dass bei esou enger voluminöser a komplexer Reform eenzel Problemer zum Deel och érischt optauche géifen no der Ëmsetzung. Ee vun deene Problemer, dee mer haut wëlle léisen, ass dee vum Reklassement. Mir hu jo - endlech, kann ee soen - eng Partie Ongerechtegkeeten tëschen verschidde Carrièren beim Stat aus der Welt geschafte.

Beim Reklassement a méi en héije Grad ass awer festgestallt ginn, dass eenzel Beamten, déi virun Oktober 2015 agestallt goufen, méi schlecht géifen ewechkomme wéi verschidde vum hire Kolleegen, déi no der Reform ugefaangen hunn.

Fir des nei Ongerechtegkeet aus der Welt ze schafen, gouf sech dunn inspiréiert um Gesetz vun der Reform vun Enseignement fondamental aus dem Joer 2009, wou och d'Léierpersonal reklasséiert gouf. Fir et genee ze soen, sollen elo d'Reklassementer an en neie Grad um selwechten Numéro d'échelon, minus 1 geschéien. Dat Ganzt soll réckwierkend geschéien, also och fir déi Reklassementer, déi zanter Oktober 2015 gemaach goufen.

Derbäi kënnt och nach, dass vill Beamten, déi scho méi laang am Déngscht vum Stat sinn an déi sech laang Jore fir eng Opwärtung vun hirer Carrièren agesat haten a fir eng Unerkennung vun hire Studien agetruede sinn, onzefridde waren, well si kaum nach vun dëser Revaloriséierung profitéieren konnten.

An Dir kënnt lech bestëmmt erënneren un d'Manifestatioun hei virun der Chamber, wou ënner anerem d'Chargés de cours hir Revendicatiounen nach eemol virbruecht hunn. Mat deem Gesetz komme mer hinnen entgéint a léisen domat eenzel Schwieregkeeten an och Ongerechtegkeeten, déi nach beim Reklassement bestinn.

Mir hunn an der Kommissioun den Avis vum Statsrot analyséiert a senge Remarque Rechnung gedroen. Och den Avis vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics hu mir gepréift. An do wéilt ech virun allem ennersträichen, dass d'Beruffskummer verlaangt, an ech fannen och zu Recht, dass dës Annerungen, déi mer elo beim Stat virhuelen, och esou séier wéi méiglech am Gemengesecteur sollen ëmgesat ginn.

Et sief och nach gesot, dass dës Ännerungen eng 3.000 Leit betreffen an e Käschtepunkt vun ongeféier 23 Milliounen Euro hunn.

De Rapport gouf an der Kommissioun eestëm-meg uegholl. Als Vertrieeder vun der LSAP wéll ech dann och nach emol heibannen eisen Accord ginn an an engems de Minister Kersch felicitéiere fir dëst Gesetz, wat eng Rëtsch vu Problemer an Ongerechtegkeete léist, déi nach am Statsdéngscht bestinn.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Nächst Riednerin ass d'Madamm Octavie Modert.

#### Discussion générale

► **Mme Octavie Modert (CSV).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'CSV-Fraktioun gëtt hiren Accord zum Gesetz, andeems se de Minister freet, op Basis vum Statsrot senge fundamentalen Umierkungen, ob keen anere System, an Zwëschesystem méiglech gewiescht wär, a mat der Umierkung, datt et 2009 bei de Schoulmeeschteren a bei de Léierinnen eng Contrepartie gi war.

A well ech virun e bëssen iwwerzunn hat, wéll ech dat elo guttmaachen. Merci.

#### (Hilarité)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An d'Wuert huet elo den Här Gusty Graas.

► **M. Gusty Graas (DP).** - Här President, am Prinzip, wann een eng nei Reform aféiert, da soll se net esou ausfalen, datt déi Leit, déi schon am System dra sinn, solle Verschlechterunge kréien. An dowéinst ass et och gutt, datt dat Gesetz vun 2015 nach eng Kéier genee op de Leescht geholl ginn ass. Et ass awer evident, wann een esou e komplext Gesetz mécht, datt dat net kann direkt perfekt sinn. Datt en cours de route natierlech eng Rei Problemer nach optauchen, ass ganz normal. Duerfir fanne mer et och gutt, datt eben elo hei, wéi gesot, eng Revisioun gemaach ginn ass...

#### (Pleurichement infantile à la tribune)

...am Interêt vun...

#### (Hilarité générale et brouhaha)

Ass dat d'Kaz?

#### (Brouhaha et hilarité)

► **M. Eugène Berger (DP).** - E kënt übe fir an 10 oder 20 Joer!

► **M. Gusty Graas (DP).** - Et ass vläicht d'Kaz vu virun.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Also ech mengen, et ass ni ze fréi.

#### (Hilarité)

► **M. Gusty Graas (DP).** - A wéi gesot, well et sech jo awer hei och ëm 3.000 Leit handelt, fanne mer et also richtig, datt dat Gesetz hei gemaach gëtt. Mir hoffen, datt mer och dee Moment elo all déi sougenannten Ongerechtegkeeten aus der Welt geraumt hunn. An an deem Sënn bréngen ech selbstverständlech d'Zoustëmmung vun der Demokratescher Partei a soen dem Yves Cruchten awer och nach Merci fir seng verschidde Rapporten.

Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An d'Wuert huet elo d'Madamm Sam Tanson.

► **Mme Sam Tanson (déi gréng).** - Jo, Merci, Här President. Dësen Text schaaft, wéi gesot, eng Rëtsch Ongerechtegkeeten aus der Welt. Dat ass eng gutt Saach. Mir soen dem Rapporteur villmools Merci fir säi Rapport an ech ginn den Accord vun der grénger Fraktioun.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Den Här Kartheiser huet d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Jo, villmools Merci, Här President. Ech mengen, de Rapporteur war esou komplett a sengem wonnerbare Rapport, datt mir als ADR nëmme kënnen soen, datt mer domadder d'accord sinn an dëst Gesetz matstëmmen. Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Den Här Wagner ass drun.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci, Här President. Jo, mir wäerten eis natierlech och uschlëssen. Et si wichteg Verbesserungen. Et dierf een net vergiessen, datt mer awer hei zu Lëtzebuerg an engem Stat sinn, wou iwwer Joren a Jore Leit eng Aarbecht maachen, déi net deementspreechend traitéiert ginn an och Rechter hunn, déi net onbedéngt unerkannt goufen iwwer d'Joren, well de Stat eng onméiglech Astellungspolitik huet. An dat mussen dann ebe Leit bezuelen, déi awer ganz wichteg sinn an eiser Gesellschaft.

Voilà. Mä ëmmerhin hu mer haut awer e Fortschritt gemaach. Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. D'Wuert huet de Minister fir d'Fonction publique, den Här Dan Kersch.

#### Prise de position du Gouvernement

► **M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.** - Merci nach eng Kéier, Här President. Merci och nach eng Kéier un de Rapporteur. Effektiv ass et esou, dass mer hei e politescht Engagement ëmgesat hunn, dass mer eng Rei vun Härtefäll elo wäerten ausschalten, dass mer Sourcë vun Onzefriddenheet, jo souguer vu Posteflucht heimadder kënnen evitéieren, wat u sech fir d'Fonction publique als Ganzt eng ganz gutt Saach ass.

Ech kommen och erëm zrëck op de Prinzip vun der Gläichbehandlung. Déi eng Leit am Stat ginn d'nämlech behandelt wéi déi, déi virun enger gewëssener Zäit schon déi nämlech Behandlung kritt hunn. Dat ass eppes, wat eis och wäert virubringen.

An da vläicht zur Frostellung. Selbstverständlech hätt ee kënnen no Tëschelëisung sichen. Mir waren awer der Meenung, dass, wa mer eppes maachen, da maache mer d'Saach direkt richtig.

An op där anerer Säit wéll ech awer och soen, dass ech mech net wéll lancéieren an d'Thematik oder an d'Polemik tëschent der Be-laaschtung vun deenen enge Berufssparte par rapport zu deenen anere Berufssparten. Mir brauche se beim Stat alleguerten. An et ass gutt, wann ee wéi deen anere behandelt gëtt. Dat kréie mer heimadder realiséiert.

A wann een iwwer Contrepartie schwätzt, da kéint ee jo déi laang Joren, wou déi Leit, déi elo eréischt reklasséiert gi sinn, op hire Reklassement hu misse waarden, als een Deel vun der Contrepartie da bezeichnen.

Merci.

#### (Interruptions sonores depuis la tribune)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wat war dat? Hu mer e Spiecht op der Tribün?

► **Une voix.** - An eng Kaz.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Déi sinn net zougeloo.

#### (Hilarité)

Merci. Da kënnen mer zur Ofstëmmung iwwer-goen iwwer de Projet 7245.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7245 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

60-mol Jo. Domat ass de Projet de loi 7245 mat Unanimité ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet (par M. Claude Wiseler); MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber d'accord mat der Dispens?

#### (Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir géifen zum nächste Projet iwwer-goen, dem Projet 7160 betreffend d'Meldeflicht vun eenzelne Krankheeten an d'Reglementéierung vun den Tattooen an de Piercingen. D'Rapportrice ass d'Madamm Cécile Hemmen.

#### 4. 7160 - Projet de loi sur la déclaration obligatoire de certaines maladies dans le cadre de la protection de la santé publique et modifiant:

1. la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire;

2. la loi modifiée du 16 juillet 1984 relative aux laboratoires d'analyses médicales;

3. la loi modifiée du 16 janvier 1990 relative aux dispositifs médicaux;

4. la loi modifiée du 8 juin 1999 relative au Collège médical;

5. la loi du jj/mm/aaaa sur les conditions d'hygiène et de salubrité relatives à la pratique des techniques de tatouage par effraction cutanée, du perçage, du branding, cutting, ainsi que du bronzage UV

#### Rapport de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports

► **Mme Cécile Hemmen (LSAP), rapportrice.** - Merci, Här President. An deem Gesetzesprojet geet et drëms, fir de System vun der Iwwer-waachung vun den infektiöse Krankheeten zu Lëtzebuerg ze verbessern an d'Donnéen zentral ze regroupéieren.

Et muss ee wëssen, dass an aneren europäesche Länner e spezifescht a ganz spezialiséiert Institut déi Aufgaben iwwerhëlt. Hei zu Lëtzebuerg sinn et der bis elo dräi, déi dat maachen: den LNS, den nationale Laboratoire mat sengem Departement vun der Mikrobiologie, d'Direktioun vun der Santé fir de Volet vun den obligatoreschen Deklaratiounen an de freieren CRP Santé mam Departement vun der Retrovirologie vum LIH, also dem Luxembourg Institute of Health, deen d'HIV-, d'Riselen- an d'Riedeleninfektiounen recenséiert.

Et muss een och wëssen, dass et heifir bis dato keng legal Basis gouf an dass dës Aarbechten eigentlech op engem Arrangement berout hunn. Zanter 2004 ass Lëtzebuerg och gehalen, fir d'Donnéen un den European Centre for Disease Prevention and Control weiderze-ginn, an dat opgrond vun engem europäesche Reglement.

D'Gesetz vun 1983 iwwer den Dokteschberuff zesumme mam spezifesche Reglement, wat déi infektiös an ustiechend Krankheete festgehalten huet, ware bis elo déi legal Basis, opgrond vun där d'Dokteren hir Fäll sollten deklaréieren. Et geet och net méi duer, dass just d'Analyse vun engem Laboratoire de microbiologie considé-riert ginn, mä d'Spidolslabo an och soss Privatlaboer hu wäertvoll Donnéen, déi och zum Gesamtbild vun der nationaler Situatioun bäi-droen.

An deem Sënn ass d'Gesetz 7160 de 25. Juli 2017 deposéiert ginn, zesumme mat den Avisa vum Collège médical, vun der Commission consultative des laboratoires a vun der Commission nationale pour la protection des don-nées.

Den éischten Avis vum Statsrot, dee kourm nom Depot am September d'lescht Joer an d'Santés-kommissioun, an am Oktober ass dunn uge-faange ginn, um Text ze schaffen. Mir hunn an eelef Sëtzungen zweemol eng Serie vun Amen-dementer un de Statsrot virugereecht an nom zweeten Avis complémentaire ass de Rapport dunn den 3. Juli eestëm-meg an der Kommissioun ugeholl ginn.

Wéi scho gesot, geet et hei virun allem drëms, fir d'Populatioun beschtméiglech géint d'Ver-breedde vun ustiechenden a soss infektiöse Krankheeten ze schützen. An dat geet och nëmmen, wann déi Krankheete schnellst-méiglech deklaréiert ginn.

Eng national definéiert Ulafstell, an deem Fall d'Gesondheitsdirektioun, soll dann och d'Iwwer-waachungsfonction iwwerhuelen. Och solle Referenzlaboer designéiert ginn, fir net nëmmen déi Krankheetserreger ze analyséieren an zesummenzedroen, mä si sollen och d'Direktioun vun der Santé assistéiere fir alles, wat ufält u wëssenschaftlechen Expertisen am Hibleck op déi international Ufuorderungen u Lëtzebuerg.

De Statsrot hat e puer Oppositions formelles ausgedréckt, esou zum Beispill, wat déi felend Base légal vum Conseil supérieur des maladies infectieuses ugeet. Deem ass Rechnung gedroe ginn an den Artikel 1 verankert deemno de Conseil supérieur fest am Gesetz mat senge Missiounen, zum Beispill fir en Avis ze ginn zu alle Froe ronderëm déi ustiechend Krankheeten a fir op eegen Initiativ Moosnamen a Verbes-serunge virzeschloen, fir präventiv oder awer am Kampf géint dës Krankheete virzegoen. Och gëtt d'Opstellung vun deem Gremium festgehalten, grad ewéi den Hiwäis, dass e Re-glement wäert de Funktionement definéieren.

Wat d'Delaien elo ugeet vun den Deklaratiounen vun den infektiöse Krankheeten, esou sinn dës ënnerschiddlech a si ginn och deementspree-chend esou am groussherzogleche Reglement festgehalten.

Wat elo d'Modalitéite vun der Deklaratioun ugeet, esou steet am Gesetzestext, dass sämt-lech individuell Donnéeën müssen op der Dekla-ratioun drop sinn, déi un d'Autorité sanitaire weidergereicht gëtt, wéi zum Beispill den Numm, de Virumm, d'Adress grad ewéi de Sexe vum Patient an natierlech och déi mede-zinnesch Diagnos, den Datum vun den éischte Symptomen, den Datum vun der Diagnos an, wa se bekannt ass, natierlech och d'Quell vun der Ustiechung.

A groussem Zich gëllen dës Modalitéiten och fir sämtlech Laboratoiren, wou nieft der Identitéit vum Patient och d'Detailer iwwer de Prélève-ment muss weidergereicht ginn. Am Fall, wou eng ustiechend Krankheet eng imminent Gefor géif duerstelle fir d'Bevëlkerung, seet d'Gesetz, dass d'Deklaratioun direkt an ouni Delai misst gemaach ginn, ob Dag oder Nuecht, iwwer Telefon oder iwwer all méig-leche Kommunikatiounswee.

Wat d'Laboratoiren ugeet, esou sollen déi alle-guerte ganz enk mat den nationale Referenz-laboratoiren zesummeschaffen. Wéi séier wéi eng infektiös Souchen u de Referenzlabo solle weidergereicht ginn, ass och am Reglement fest-gehalten.

D'Referenzlaboer, déi fir déi spezifesch Souchen zoustänneg sinn, gi vum Gesond-heitsministère designéiert an op eng Zäitdauer vu siwe Joer festgeluecht. D'Unzuel vun de ver-schiddene Fäll vun ustiechenden Krankheete gëtt och public gemaach, sief et op den Inter-netsitten oder awer an de Statistiken. Am Mé-morial wäert een dës Informatiounen awer net méi erëm-fannen.

Wie sech net un d'Obligatioun vun der Dekla-ratioun hält, muss mat Sanktiounen rechnen. An déi finanziell Strofe verduebele sech souguer, wann et bannent zwee Joer eng Recidive sollt ginn.

An deem Gesetz gëtt dann och eng legal Basis geschaaft, fir d'Schnelltester fir déi sexuell iwwerdrobar Krankheeten an och den Aids ze kommerzialiséieren.

Fir ganz komplett ze sinn, wéilt ech nach kuerz drop hiweisen, dass vun deem Gesetzestext profitéiert gëtt, fir eng kleng Annerung virze-huelen, wat d'Gesetz vun dem Beruff vun den Dokteren ugeet. Et gëtt nogeholl, dass d'Psy-chotherapeuten och direkt un den nächste Wahle vum Collège médical kënnen deelhue-len, wa se bannent sechs Joer nom Gesetz vun 2015 hir Autorisation d'exercice kritt hunn.

Och ginn e puer kleng materiell Feeler a puncto Referenze verbessert, wat d'Gesetz iwwer den Tattoouage ugeet, wat och am Kader vun deem neie Gesetz modifizéiert gëtt, souwéi och d'Gesetz iwwer d'Dispositifs médi-caux, fir d'Base légal ze schafen, déi et er-méiglecht, d'Benotze vun engem Dispositif médical un eng Formatioun ze bannen.

Voilà, Här President, Dir Dammen an Dir Hä-ren, dat ass dat Wichtigst, wat ech elo zu dë-sem Gesetz ka soen. Et ass e gutt an e wichtegt Gesetz am Sënn vum Schutz vun eiser Bevël-kerung, an ech gi mat Freed den Accord vu menger Fraktioun a soe Merci fir d'Opmierk-samkeet.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An d'Wuert huet elo d'Madamm Martine Mergen.

#### Discussion générale

► **Mme Martine Mergen (CSV).** - Merci, Här President. Ech huelen d'Wuert dann och mat Freed un, andeem ech och direkt der Madamm Rapportrice Merci soe fir hire ganz ausféier-leche schrëftlechen a mëndleche Rapport.

Wéi se scho sot, hëlt dëst Gesetz eppes no, wat eigentlech iwwer 15 Joer schrecklech vernoléis-



segt ginn ass, näamlech d'Adaptatioun vun de meldeflichtege Krankheeten, an et definiéiert dann och, wann och mat engem Règlement grand-ducal, wie wéini wat wou ze mellen huet, well d'Meldeflicht, déi hu mer jo eigentlech schonn ëmmer.

Wéi ech ugefaangen hunn, hei zu Lëtzebuerg als Dokter ze schaffen, dunn hunn ech an engem Tirang a mengem Service e verstëbtest Bichelche fonnt mat Souchen, mat deenen den Dokter bestëmmte Krankheete sollt mellen. Dat louch schonn do säit der Grënnung vum CHL, 15 Joer virdrun! An et waren awer keng 500 Souchen, et waren der just eng 100, an et war awer net vill ausgefëllt ginn.

Ech hunn dann och emol hei an do eng Gonorrhée oder eng Syphilis gemellt. Mä wat mat deenen Date geschitt ass, dat wousste mer net, dat wousst eigentlech keen.

Ënner ons Dokteren ass et och ëmmer méi kloer ginn, dass eigentlech kee sech esou richtig vun déi Meldeflicht gehalen huet. Ons war an ass et eben ëmmer méi wichteg, onse Patient ze behandelen.

Elo hält d'Madamm Minister en neien Ulaf an et ass ze hoffen, dass mer elo e kohärenten, zentraliséierte Meldesystem kréien, dass mer och hei am Land endlech eng kloer Vue iwwert dat kréien, wat et hei esou vun ustiechende Krankheete gëtt.

Ech hu schonn oft op dëser oder op aneren Tribüne gesot, dass et einfach e Wahnsinn ass, dass mir hei am Land Gesondheetspolitik maachen, ouni de Gesondheitszustand vun onser Bevëlkerung ze kennen. Dat lescht Wäissbuch, wann ech mech richtig erënneren, dat war ënner dem Johnny Lahure erauskomm. Dat hat deemools awer mat deenen Donnéeën, déi zur Verfügung stoungen - an et war virun der digitaliséierter, informatiséierter Zäit - eng zimlech gutt Vue globale iwwert de Gesondheitszustand vun onser Populatioun ginn.

Säithier si fragmentaire lues a lues verschidden Domänen opgetaucht. Sou hu mer haut zum Beispill eng gutt Iwwersicht iwwer all d'Kriibserkrankungen am Land, fir dat hei als Beispill ze ginn. Mä et sinn awer trotzdem ëmmer nach Puzzlestécker an eng Vue globale feelt.

Elo ass et dann haut un den iwwerdrobare Krankheeten. Déi eenzeg, wou mer schonn en zimlech gudden Iwwerbléck hunn, dat si SIDA, d'Hepatiiten an d'Maladies sexuellement transmissibles, dat net zulescht dank dem Asaz vun enger Rei ONGen, déi um Terrain tätég ware scho säit laange Joren an déi haut am Comité de surveillance vum Ministère d'Donnéen zusemmendroen a se och all Joer publizéieren.

Säit der Zäit vu mengem Carnet à souches si bei de meldeflichtege Krankheeten der eng Rei derbäikomm. Dat sinn déi, déi mer alleguete fäerten: d'Vullegripp, de SARS, Ebola an esou virun, déi mat iergendengem Fliger zu iergendenger Zäit, an enger Zäit, wou mer grenzelos mobill sinn, an d'Land kënnen erabruecht ginn. Hei brauche mer déi schnell Reaktivitéit. Duerfir dierf een dann och - an dëse Fäll nëmme - Dag an Nuecht sech iwwer Telefon mellen. Ech weess just nach net esou präzis, wien dann eigentlech elo den Telefon ophieft, an ech huelen un, dass mer dat awer nach gewuer ginn. Deen, deen den Telefon unhëlt, dee ka souwisou dann och net méi weiderschlofen.

Fir déi Krankheeten, déi net mussen iwwer Telefon gemellt ginn: Also entweder no engem Dag oder no fënneg Deeg muss d'Meldung eraus sinn. Wat ons awer nach feelt, dat ass de Règlement grand-ducal mat deem Formulaire, deen den Dokteren an de Laboen zur Verfügung wäert stoen. Mir hoffen, dass dat ënner enger informatiséierter Form kennt, also esou, dass een en direkt kann ausfüllen a fortschicken. Da vergësst een et net, och wann d'Sanktiounen, déi ee strofen, wann een et vergësst, zu 25.000 op 250 Euro erofgesat gi sinn am Verlaf vun den Debatten an onser Kommission.

Mir hoffen awer och, dass d'Informatiounen iwwert déi nei Form vu Meldeflicht grëndlech an esou séier wéi méiglech an den Dokteren hirer Praxis landen. Well de Mangel un Informatioun an der Vergaangenheet huet sécher dozou bäigedroen, dass de Meldefläiss dee war, deen e war. Mir wiere frou, wann d'Ministesch ons géif do opklären. Mir begrëssen och, dass de Conseil supérieur des maladies infectieuses, dee säit laange Joren eng wichteg an eng gutt Aarbecht an dësem Zesammenhang leescht, eng legal Basis kritt.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll nach ganz kuerz op d'Veschwanne vum Asterisk agoen. Do hu mer och laang an der

Kommission d'wiewer diskutéiert. Et war jo esou virgesinn, dass d'Maladies sexuellement transmissibles, nodeem de Statsrot d'Lëscht kritt hat, sollte mat engem Asterisk anescht behandelt gi wéi aner Krankheeten. Dat ass an der Vergaangenheet och de Fall gewiescht, näamlech nëmme mat den Initiale vum Patient.

Mä mir stellen ons awer hannert d'Veschwanne vun deem Asterisk, fir dass all meldeflichteg Krankheete gläichbehandelt ginn. Well d'Zentraliséierung vun deenen Donnéeën ass jo keen Training an et gëtt net nëmme gemaach, fir dass mer besser Statistiken hunn oder dass mer besser mat der europäescher Agence fir Disease Control kënnen zesummeschaffen. Et muss och a virun allem eng positiv Konsequenz fir den eenzelne Patient hunn. Duerfir schéngt et mir immens wichteg, dass déi Donnéeën nominell sinn, net nëmme fir dass keng Doublonen an d'Statistike kommen, mä och fir als Labo oder souguer Labo de référence déi eenzel Fäll an hir Ofleef kënnen ze iwwerwaachen, zesumme mat der Direktioun vun der Santé an den Dokteren.

Ech soen lech e Beispill: Ech hat eemol nuets e Patient, vun deem mer klinesch ugeholl haten, dass en eng uerg ustiechend Krankheet hätt, vun deem mer awer woussten, dass en der Prostitutioun géif no. Deemools sinn et nach keng Schnellteste ginn. A wéi mer ons Resultater haten, dunn hat de Patient sech aus dem Stëbs gemaach, soudass mer net nëmme hien net konnte behandelen, mä dass mer och hu mussen dovunner ausgoen, dass e mat senger beruflecher Tätigkeet nach eng jett Clienté konnt ustiechen.

De Sënn vun den Testen, déi mir mat onse Patiente maachen, ass éischens, fir eng eventuell existéierend behandelbar Krankheet kënnen ze behandelen, ma awer och fir d'Ëmfeld vum Patient ze schützen, andeem mer dem Patient matdeelen, wéi e sech muss verhalte mat senger Krankheet, fir dass e se net weidervbreit.

Mir kënnen elo an Zukunft eng akut Gefor erkennen - hoffentlech zur Zäit - a mir kënnen reagieren. Ech hu mech allerdéngs gefrot, firwat déi latent Tuberkulos op der Lëscht ass. Ech huelen un aus reng epidemiologeschen Ursachen, well et huet keng direkt Konsequenz fir de Patient. Si ass net ustiechend an et wäert eng ganz grouss Quantitéit vu Meldungen ze maache ginn.

A mengem Service, wou ech schaffen a mengem anere Liewen, wou mer bei all neiem Patient eng Serologie, eng Rei Teste maachen, hu mer entre-temps drop verzicht, latent Tuberkulose ze rezensieren, well et kee prakteschen Nierwert huet. Mä ech huelen un, dass d'Gesondheitsministesch mer do kann eng Erklärung ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'CSV-Fraktioun begrësst dëst Gesetz als wichtige Baustee vun enger besserer Approche fir eng richtig Santé publique hei an onsem Land. An duerfir ginn ech gären den Accord vun onser Fraktioun.

Merci, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An nächste Riedner ass den Här Edy Mertens.

► **M. Edy Mertens (DP).** - Merci, Här President. Här President, fir d'Éischt wëll ech emol der Kolleegin vu virdu Merci soen, dem Martine Mergen. Ech hat geduecht, ech wier deen Eenzege, deen déi Krankheeten net méi gemellt hätt. Mä virun 32 Joer hunn ech och esou e Bichelche bestallt an ech weess net méi, wou et läit. Et waren net allze vill Blieder dran. Mä wéi ech dunn awer op eemol en Hiwwel Kanner mat Riselen hat an dunn och nach eng Epidemie zu Clärréf mat Riedelen, dunn hunn ech et oppinn, well déi Souchen, déi ware ganz einfach zu Enn an et huet do och a sech kee sech méi gemellt. An ech hat Kolleeg gefrot: „Mells de dat regelméisseg?“ Mea culpa, ech war och dobäi, ech hu se och net gemellt a si frou, dass mer haut iwwert dat heite Gesetz schwätzen.

Et gëtt jo dacks gesot, wann am Ausland d'Niesche bis ufänke géif mat lafen, da géif et net méi allze laang daueren, bis hei am Land gehuscht géif ginn. Dat ass och esou, well wann am Ausland zum Beispill eng Grippewell ausbrécht, dann dauert et net méi laang, bis se och hei op Lëtzebuerg kennt. D'Grënn dofir, déi kennt Der alleguerten. Mir sinn eng Gesellschaft, déi vill dorëmmer wandert, déi vill méi mobill gouf. D'Leit gi vill an d'Vekantz. Si schleefen allméiglech Erreger mat.

Da vergiesse mer dat, wou awer eise Ministère ëmmer erëm drop pocht a ganz vill Plakater opgehaange ginn: dass mer eis d'Fangere solle wäschen, wat vill Leit natierlech och net maachen. Da begrësst een deen aneren a schonn huet een et. Am Supermarché sti mer beieneen a mir kucken, wat fir eng Banann déi mëllst ass, an et houscht een deem aneren an d'Gesicht,

do kënnen mer dann eng Meningite afänken, an esou virun.

An d'Kanner an de Schoulen, dat si Poole ginn, wou bis zu 400, 500 Kanner beienee sinn, wat fréier net esou war. Do war een op sengem Duerf an all Duerf hat esou seng Unitéit. An do war et selten, dass ee mam Rad emol eng Kéier e Bësse méi wäit am Kanton gefuer ass. Nujee, déi ganz Geschichten hu sech net esou séier ausgebreit. Mä wann et lassgeet, da kann et awer ganz, ganz séier goen. A wann et op der Wemperhaart den Duerchfall gëtt, dann ass e geschwënn och zu Rodange, Péiteng an esou virun.

**(Hilarité)**

Dëst Joer war et jo erëm besonnesch schlëmm mat der Grippewell. Quasi ganz West- a Süd-europa war vun där Grippenepidemie betraff. D'Wartesäll ware voll. D'Doktere si bal net méi nokomm mat Verschreiwungen a mat Krankmeldungen. A wann esou eng Grippewell op een duerkënn, dann ass et wichteg, dass ee sech och kann drop verbereeden. Ouni fiabel Donnéeën, an dat gouf virdu vun der Madamm Mergen och schéi geschildert, geet dat net. D'Unzuel vu Kontaminatiounen muss anstänneg erfaasst ginn. Et muss ee wëssen, mat wat een et ze dinn huet, fir duerno kënnen anstänneg drop ze reagieren.

Dat ass net nëmme fir de Grippevirus de Fall, mä och fir all anert ustiechend Geschir. Ech denken dobäi zum Beispill un d'Tuberkulos, déi ëmmer erëm vergësst gëtt, awer guer net esou selten ass an erëm opblit, awer och zum Beispill un déi Geschicht vun de Salmonellen. Dat wësse vill Leit net, dass een d'Salmonellen net nëmme kritt, wann een iergendepes Faules ësst - eng Mayonnaise, déi an der Sonn stoung, Eeër, déi ofgelaf sinn oder waarm goufen, oder soss iergendepes -, neen, si sinn och iwwerdrobar vu Mënsch zu Mënsch.

Ech ka mech do erënneren un en Déngsch, deen ech hat, dat sinn och ewell bal 30 Joer hier, am Kanton Clärréf, do hat eng Gemeng gefeiert. An ech hat do sonndes Déngsch. An dunn op eemol sinn ech mëttes geruff ginn, an dat war guer net esou einfach, bei eng Famill, wou zwee Kanner krank waren. Deen ee Bouf, deen hat zéng Joer, deen hat ewell zimlech esou gefuebelt, wousst net richtig, wou e wier, hat eng steif Nuque. Ech hat allméigleche Verdacht, mä déizäit, wéi gesot, do war een „allein auf weiter Flur“. Deen zweeten, deen hat Bauchkrämp derbäi a schrecklechen Duerchfall an huet sech och iwwerginn. Si hu gefrot: „A wat soll dat dote sinn?“ Bis dunn op eemol no laangem Froen: „Wat kann dat sinn? Waart Der dann néierens?“, d'Mamm gesot huet: „Ma mir hate just gëschter dat Fest hei vun der Gemeng, wou mer waren.“

An du gong et lass. Dunn hat den Telefon geschellf. Dat war deemools esou, dass déi Leit, déi der doheem den Telefon gemaach hunn, der hu mussen notelefonieren. Dat war fir geckeg ze ginn: „Du muss och nach dohin! Dee kennt net méi vun der Toilette, deen iwwergëtt sech déi ganzen Zäit.“ Deen anere war schwaachgefall. „A wat ass dann hei nëmme lass? Soll dat da wierklech dovunner sinn?“

Et war och esou. A relativ rapid hat ech dunn erausfonnt, wat et war. Et war näamlech een aus der Gemeng, deen hat et gutt gemengt, dee gong op Éttelbréck an den Abattoir dat Schwéngchen do siche fir op de Spiess. Mä en hat awer bei engem, deen och eng Kéier hei am Haus Deputéierte war, eng Paus gemaach, fir e Patt drénken ze goen, an do hat en den Auto an der praller Sonn stoe gelooss, wou d'Schwéngchen hannen an der Mall war. An d'Resultat hat ech lech jo elo erzielt. Et war katastrofal. Do waren der derbäi, déi louche wierklech bis zu 14 Deeg doheem an hate sech net méi op d'Aarbecht getraut.

Ech hat ëm Hëllef gefrot. Ech hat selbstverständlech iwwerallhin telefonéiert. An ech krut awer no zéng Deeg - ech hunn et ni vergiess, ech hunn et nach doheem - de Bescheid aus dem Veterinärlaboratoire, well ech de Rescht vun deem Schwéngchen dohinnergeschéckt hat: „Edy, elo weess ech, wat et war, et war eng Salmonella Typhimurium Stamm 63.“ D'Spezialiste sätzen hei, ech weess et net genee. An du war ech getrëischt. An an deen anere Laboratoire hunn ech ëmmer erëm telefonéiert: „Wat soll ech da maachen? Wat kann ech dann nach maachen? Ech ka se jo net alleguerten elo hospitaliséieren.“ An do krut ech ëmmer gesot: „Ma si mussen esou laang sch...“, bis et eriwuer ass. Da kuck, dass se genuch drénken!“

**(Hilarité)**

Dat hei ass eng ganz wichteg Saach, déi mer haut stëmmen. An ëmsou méi wichteg ass et, dass mer éischens fiabel Donnéeën, wa se aus dem Ausland kommen, kréien, wann erëm eppes am Anzug ass, an dass mer zweetens

dann och hei am Land e Kader schafen, fir d'Infektionskrankheete systematesch ze deklaréieren an, wéi virdu gesot gouf, ze dokumentéieren. Dorëms geet et bei dësem Gesetz.

ler ech et awer vergiessen, wëll ech dann elo direkt der Madamm Rapportrice, der Madamm Cécile Hemmen, Merci soe fir hire ganz ausféierleche mëndlechen a schrëftleche Rapport. Esou wéi mer et vun hir gewinnt sinn, ass si ewell ganz gutt op déi eenzel Dispositiounen vun deem Gesetzesprojet agaangen. Ech wëll elo net méi alles widderhuelen, wat meng Virriedner gesot hunn. Ech erlabe mer dowéinst, just op e puer Punkten zrëckzekommen, déi awer an eisen Aen net onwichtig sinn.

Bei dem Gesetzesprojet 7160 geet et, wéi gesot, ëm d'Schafe vun engem legale Kader fir obligatoresch Deklaratiounen vu verschiddene Krankheeten. Mat dem Prinzip vun esou engem Gesetz kann ee méi wéi averstane sinn. Et gouf Zäit, dass d'Gesetzter vun 1983 iwwert d'Praktizéiere vun den Doktere respektiv 1984 iwwert d'Laboen nach eng Kéier an deem Sënn op de Leescht geholl goufen.

Et ass net esou, wéi wann an de Jore virdrun, wéi gesot, näischt an deem Beräich geschitt wier. D'Aufgab, fir Infektionskrankheeten ze mellen, war hei am Land, wéi virdu gesot gouf, op dräi ënnerschiddlech Institutur verdeelt. Jee no Infektioun a Krankheet war et entweder den LNS, de Laboratoire national de santé, d'Direktioun vun der Santé oder de Labo vum Luxembourg Institute of Health, deen zoustänneg war. Dës Opdeelung hat allerdéngs just op engem Arrangement tëschent den Akteure berout. Et gouf also kee gesetleche Kader oder eng ministeriell Decisioun, fir dat esou ze maachen. Déi ënnerschiddlech Servicer hunn dat ënner sech opgedeelt.

Mat dësem Gesetz geet et elo an Zukunft anescht. Esou wéi vill aner europäesch Länner kritt elo och Lëtzebuerg en zentraliséiert Iwwerwaachungsorgan fir infektiéis Krankheeten. D'Direktioun vun der Santé kritt elo de Rôle, fir déi disponibel Donnéeën iwwer ustiechend Krankheeten ze regroupéieren an derfir ze suergen, dass d'Dokteren an d'Laboen hirer Flicht nokommen, fir déi Donnéeën dann och weiderzeginn.

Den Artikel 2 vum Gesetz hält d'Beschreibung vun de Krankheeten, déi een an Zukunft muss mellen, relativ vag. Dat ass awer wahrscheinlech esou gewollt, well déi genee Lëscht vun de Krankheete soll jo eréischt an engem Règlement grand-ducal festgehalte ginn. Wéi esou dacks maachen d'Règlement-grand-ducalle d'Musek. Mir hunn awer do vollst Vertrauen an de Ministère.

D'DP begrëisst och ausdrécklech, dass dat Règlement net nëmme en Delai virgesäit, wéini ee muss eng Deklaratioun maachen, mä virun allem, dass den Delai, fir déi obligatoresch Deklaratioun ze maachen, och vu Krankheet zu Krankheet ënnerschiddlech ass. Et ass nun eemol net alles d'selwecht dréngend, wéi virdrun d'Madamm Mergen gesot huet. Et gi Fäll, déi si ganz dréngend, déi een direkt muss mellen - Hirnhautentzündungen oder aner schwéier Krankheeten -, mä fir déi aner ass et awer net esou dréngend.

Den Text gesäit och vir, wéi eng Donnéeë genau den Dokter oder de Labo da muss virginn. Dat geet vum medezineschen Diagnostik iwwert den Datum vun den éischte Symptomer, d'Land, wou ee sech infizéiert huet, an esou virun. Mä och den Numm, d'Adress an d'Geschlecht vun der Persoun gëtt un den Direkter vun der Santé geschéckt. Dat sinn natierlech ganz sensibel Donnéeën. Den Datechutz muss do groussgeschriwwen ginn. Et dierf net sinn, dass d'Identitéit vu Persounen an der Effentlechkeet breetgetréppelt gëtt. Et muss ee ganz delikat mat deene sensibelen Donnéeën ëmgoen. Dat ass menger Fraktioun ganz besonnesch wichteg an dat versteet och all Mënsch.

Ech mengen, wa meng Nues drëpst an ech gi virun d'Dier, da gesäit all Mënsch, dass ech de Schnapp hunn. Mä et sinn awer Organer, déi verstoppt sinn, wann déi ufänke mat drëpsen, da wëll ech net onbedéngt, dass den Noper an ech weess net wie weess, mat wat ech dorëmmer ginn a mat wat ech geplot sinn.

Et geet och rieds iwwert d'Aart a Weis, wéi déi Donnéeë sollen un déi zoustänneg Autoritéit iwwermittelt ginn. Gewéinlech geet dat jo iwwert deen elektronische Wee, iwwer Fax oder iwwer Post. Falls et awer, an dat ass och ewell gesot ginn, ganz dréngend an noutwendeg ass, da muss een d'Deklaratioun direkt ouni Delai iwwer Telefon maachen, sief dat während dem Dag oder während der Nuecht. Dat ass de Fall, wann et sech wierklech ëm eng Gefor fir d'Santé publique handelt.

Mir hunn eis awer genau wéi d'Madamm Mergen elo gefrot, wien do an der Direktioun vun der Santé den Telefon an der Nuecht mécht.



Ass do een, dee siwen Deeg op siwen Deeg, 24 Stonnen op 24 eng Garde mécht? Kann een dat net eventuell och an der Nuecht iwwert den 112 lafe looschen?

D'Madamm Ministesch wäert vläicht eppes dozou soen. Dat ass awer just eng kleng Randnotiz. Vläicht stinn och weider Detailler an dem Règlement grand-ducal.

Här President, alles an allem ass dat heiten e gutt Gesetz. Mir schafen e Kader, fir an Zukunft méi systematesch a méi koordinéiert un déi Matière erunzegoen. D'Madamm Rapportrice hat et gesot: D'Präventioun, de Screening, d'Iwwerwaachung an de Suivi vu Kontaminatiounen gi mat dësem Projet de loi verbessert. An aus all dese Gréng stëmmt d'DP fir dëst Gesetz.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An nächst Riednerin ass d'Madamm Josée Lorsché.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, am Joer 2018, wat jo nach net eriwuer ass, hunn d'Riedeler a Frankräich schonn dräi Doudesafere gefuerdert. Dat drétt Affere war eng jonk Fra vu 17 Joer, déi d'lescht Woch un de Suitee vun den neurologesche Komplikatiounen vun där Infektioun gestuerwen ass. Dës Noricht koum virun e puer Deeg vun der Agence de santé régionale vun der Nouvelle-Aquitaine.

Dir Dammen an Dir Hären, dass verschidden Infektiounskrankheete liewensgefäerlech sinn an niift de sozialen an ekonomesche Konsequenze virun allem vill mënschlech Leid an Doudesfäll mat sech zéien, wësse mer am Fong alleguer. Mä richtig bewosst gëtt engem de Problem eréischt, wann ee mat konkrete Fäll wéi deem vun deser jonker Fra konfrontéiert gëtt.

Konkret Fäll vu liewensgefäerlechen Infektiounen an domat verbonnene Stierfäll ginn et der Dausenden, dëst och an der Europäescher Unioun, obschonn ee kéint mengen, eis héich spezialiséiert Medezinen wier esou entwéckelt, dass Infektiounen verhënnert oder zumindest op e Minimum reduzéiert kënnen ginn.

Wéi wäit mir dovun ewech sinn, weisen d'Zuelen, déi kierzlech vun der Weltgesundheitsorganisation publizéiert goufen. Eleng an der EU waren am Joer 2016 méi wéi 160.000 nei Fäll vun HIV-Infektiounen ze verzechnen. 15 Milliounen Mënsche si mat chronischer Hepatit B a 14 Milliounen Mënsche mat Hepatit C infizéiert. An all Joer stierwen ongeféier 10.000 Kanner ënner véier Joer un enger Infektioun mam extrem gefäerleche Rotavirus. Derbäi kommen ëmmer nach nei Fäll vu Riedelen a Riselen, esou zum Beispill an Däitschland, wou am Joer 2017 dräimol méi Fäll vu Riedelen ze verzechne ware wéi nach am Joer virdrun.

All dës Zuele sinn alarmant a féieren zu enger wichteger Konklusioun. Et ass notament déi, dass d'Präventioun muss verstärkt ginn an dass se esou fréi wéi méiglech muss ufänken, am klengsten Alter, jiddfalls un Niveau vun deenen Infektiounen, déi duerch Eegeschutz verhënnert kënnen ginn, wéi ebe grad Aids, Hepatit an d'Infektiounen mat Salmonellen, fir nëmmen déi ze nennen.

Relevant ass eiser Meenung no, dass d'Kanner scho fréi mussen léieren, Verantwortung fir sech a fir hire Kierper ze iwwerhuelen an domat och Verantwortung fir de Kierper vun hire Matmënschen. Si mussen am klengen Alter léieren, dass d'Medezinn keen Apparat ass, deen all Krankheet vun hinnen ewechhält, mä dass si selwer mussen dozou bäidroen an hir Gesondheet zu engem gudden Deel selwer an d'Hand mussen huelen.

Domat kommen ech bei d'Gesondheetserzéiung an de Schoulen, déi eiser Meenung no massiv verstärkt muss ginn, net nëmmen zu Lëtzebuerg, mä generell. An deem Sënn plädéiere mir derfir, dass de Service vun der Médecine scolaire ausgebaut gëtt a méi Ressourcen zur Verfügung gestallt kritt, well nëmmen da kann dee Service mat héich kompetente Leit an d'Schoule kommen, oft präsent sinn an eng aktiv Roll an der Gesondheetserzéiung spillen an domat och an der Präventioun.

Esou wichtig et ass, Dir Dammen an Dir Hären, d'Schoulenkanner all zwee Joer op eng Wo oder bei e Meter ze stellen an ze kontrolléieren, ob se keng Plattféis oder Skolios hunn, esou geet et mat deser passiver Kontroll awer längst net duer. D'Kanner si méi wéi en Auto, deen all puer Joer duerch de Contrôle technique muss geschleift ginn. Si si léierfäeg a mussen léieren, wéi se sech an anerem am beschte virun Infektiounen kënnen schützen. A firwat net driwwer nodenken, de Schoulen Infirmières pédiatriques oder Infirmières pédiatriques zur Verfügung ze stellen, fir eng educativ Missioun an deem Beräich ze iwwerhuelen an de Schoulen

an an de Betreuungsstrukturen, net nëmmen fir d'Kanner ze eduquéieren, mä och d'Personal, wat do schafft?

Enk mat der Präventioun verbonnen ass natierlech och d'Gesetzgebung - déi hei gutt erkläert ginn ass vun der Madamm Hemmen an derfir wéilt ech hir och Merci soen! - a si muss derfir suergen, dass d'Evolutioun vun de gefäerlechen Infektiounskrankheete konsequent iwwerwaacht gëtt an dass all Informatiounen, déi néideg sinn, gesammelt an zentraliséiert ginn, wat momentan zu Lëtzebuerg am Géigesaz zu anere Länner nach net de Fall ass. Momentan ass et jo esou, dass dräi Institutiounen derfir zoustänneg sinn, och dat ass scho gesot ginn - den LNS, den LIH an d'Direktioun vun der Santé -, während d'Dokteren obligéiert sinn, verschidden Infektiounskrankheeten ze mellen.

Allerdéngs ass dese System net perfekt an huet, wéi gesot, och keng legal Basis. Et gëtt also e gudder Grond, fir e Gesetz ze maachen an nozbesseren.

Wat och feelt zu Lëtzebuerg, ass déi wëssenschaftlech Analys vun den Infektiounen. An eisen Ae geet et wierklech net duer, statistesch Material opzustellen, wann dëst Material net analyséiert an interpretéiert gëtt, fir déi néideg Konklusiounen doraus ze zéien a Konsequenzen ze zéien, op wéi ee Wee ee soll goen, fir d'Situatioun ze verbesseren.

Mat dësem Projet de loi wäert dat sech dann zum Positiven hin änneren. E féiert souwuel zu enger zentraliséierter Iwwerwaachung wéi och zu der Kontroll, ob déi obligatoresch Deklaratioun effektiv stattfënnt, mat der strenger Penalisierung vun deenen, déi dat ënnerloossen. Donieft gëtt och endlech Kloerheet geschafen um Niveau vun den zoustännege Laboen, de Laboratoires de référence, déi d'Pathogenees analyséieren an der Gesondheitsdirektioun mat wëssenschaftlecher Expertise zur Säit stinn. Och dat ass e wichtige Volet vun dësem Gesetz.

A schlussendlech begrëisse mir als Gréng ganz staark, dass de Conseil supérieur des maladies infectieuses am Gesetz verankert gëtt. Dëst ass en onofhängege wëssenschaftleche Gremium, deen zoustänneg gëtt, fir Avisen ofzeginn, mä net nëmmen. E kritt och d'Kompetenz, präventiv Moosnamen auszeschaffen, also ganz genee dat, wat mir als Gréng als extrem wichtig fannen, well d'Präventioun den A an O vun all Gesondheitspolitik muss sinn.

En anere wichtige Volet, deen ech nach wéilt ervirstärken, betrëfft de Schutz vun de perséinlechen Daten. D'Deklaratioun vun Infektiounen däerf net dozou féieren, dass Betreffener stigmatiséiert ginn. Hir Nimm mussen an der Anonymitéit bleiwen. Et muss alles derfir gemaach ginn, dass et an eisem System dozou kënn, dass d'Infektiounen verhënnert ginn, ouni dass ee stigmatiséiert gëtt.

Domat ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun a soe Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Dann huet den Här Marc Baum d'Wuert.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Merci, Här President. Och mir stëmmen dat heite Gesetz mat. Et ass e Gesetz, wat absolutt Sënn mécht a vläicht och schonn iwwerfällig ass. Et geet ëm d'obligatoresch Deklaratioun vun infektiöse Krankheeten. Et geet drëm, dass déi Donnéeën, déi do zustane kommen, gesammelt ginn an dass virun allem doduerch och Mëttele geschaffe ginn, fir präventiv kënnen ze schaffen.

Eis, mengen ech, allegueren an der Missioun war och dee Volet vum Dateschutz relativ wichtig, dass et drëm geet, Leit eben net ze stigmatiséieren. Dat ass eng ganz wichtig Erausforderung an deem Ganzen, gradesou wéi mer et och als Lénk ganz staark begrëissen, dass dee Conseil supérieur des maladies infectieuses elo zustane kënn an eng gesetzlech Basis kritt. Do war ee Moment nom éischten Avis vum Statsrot eng Diskussioun opkomm, wéi een do am beschte sollt virgoen. Déi Solutioun, déi elo fonnt ginn ass, ass och an eisen Aen, mengen ech, déi richtig.

Et ass, mengen ech, e ganz gutt a ganz wäertvollt Gesetz, wat mer hei stëmmen. Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Domat si mer un Enn vun der allgemenger Diskussioun an d'Wuert huet d'Gesondheitsministesch, d'Madamm Lydia Mutsch.

**Prise de position du Gouvernement**

► **Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, an de 70er Joren ass ugekënnegt ginn, dass opgrond vun deene villen Erkenntnisser, déi et deemools gouf am Beräich vun der Hygiène, a mat allen Efforten, déi gemaach gi sinn am Beräich vun der Ëmweltsanéierung wéi och wat d'Existenz vun den Antiinfektiva ueget,

oder och mat deenen neien Impfstoffer, déi op de Maart kommen sinn, ee geschwënn iwwerhaapt keng infektiöse Krankheete méi hätt an dass déi esou gutt wéi ausgestuerwe wieren.

Majo haut muss een de Constat maachen, dass dat net agetratt ass an dass de Contraire sech entwéckelt huet. Ech brauch lech hei nëmmen e puer Stéchwierder ze nennen, da wësst Der all, vu wat ech schwätzen: Ebola, HIV, Antibiotikaresistenz, EHEC, alles wat am Zesammenhang mat Liewensmittelsécherheet ass, Salmonellen - den Edy Mertens huet scho Beispiller dovunner ginn -, déi pandemesch Gripp, de Lien tëschent infektiösen Erreger a bestëmmte Kriibsorten, Hepatit, HPV. Dat sinn alles infektiöse Krankheeten, déi erëm un der Spëtzt vun de Surge vun de Länner op deser Welt stinn, an dat hätt deemools kee geduecht. An dass mer eis haut an deem Mooss mussen domadder beschäftegen, hat kee virausgesinn.

Et ass natierlech evident, dass déi infektiöse Krankheeten eng ganz besonnesch Roll spillen am Verglach zu anere Krankheeten, eleng scho wéinst der Iwwerdroungsméiglechkeet op aner Mënschen. Ech wéll elo emol hei d'Méiglechkeet vun der Ëmweltkontaminatioun ausschléissen, obwuel dëst och en Thema ass. Mä eis geet et jo virrangeg elo hei ëm de Gesondheitsrisiko fir de Mënsch a fir d'ganz Gesellschaft.

An dofir si mir och dozou verflucht - an ech wéll do virun allem d'Gesondheitsautoritéiten an d'Responsabilitéit huelen -, fir eis Gesellschaft duerch konsequent Informatiounen a virun allem duerch Präventioun, zum Beispill duerch Impfungen - dat kann een net oft genuch widerhuelen! - ze protegéieren. An natierlech hu mer och eng Obligatioun, fir déi Persounen, déi diagnostizéiert sinn, déi infizéiert sinn, esou schnell wéi méiglech ze behandelen an domadder och ze verhënnern, dass aner Persounen mat concernéiert ginn.

Dowéinst hu mir wierklech d'Obligatioun, fir e komplette System vu Präventioun, vun Iwwerwaachung, vu Kontroll ze assuréieren, ze organiséieren, fir de Bierger maximal ze schützen. Dat ass eng Obligatioun, déi mir och hunn als Land, an et ass eng Obligatioun, déi mir ganz eescht ze huelen hunn.

Elo gi mer also op de Wee, fir d'Dokteren, d'Zännokteren an och déi Responsabel vun engem Laboratoire dozou ze obligéieren, se responsabel dofir ze maachen, fir am Kader vun hirer Aktivitéit eng Diagnos ze stellen a fir am Kader vun hirer Aktivitéit, wa si eng Diagnos stelle vun enger infektiöser Krankheet, des der Direktioun vun der Gesondheet imperativ matzedeele. Dat ass och wichtig. An et ass och wichtig, dass mer do mobiliséieren an och soen, firwat mer dat onbedéngt exigéieren: well et eben esou wichtig fir d'Gesondheet vun eiser ganzer Gesellschaft ass.

Et ass e richtige Wee, dee mer hei aschloen. An ech mengen och, dass dat heite Gesetz dat Instrument ass, wat eis gefeelt huet, fir op deen dote Wee kënnen ze goen.

Mir hunn hei vun der Rapportrice exceptionnel vill a gutt Detailler zu dësem Gesetz kritt an ech wäert se net alleguerer widerhuelen. Ech wéll hir och e grouse Merci dofir soen. Ech wéll vläicht e puer Elementer hei erausgräifen, déi mir besonnesch un Häer leien, oder fir eng Äntwert op déi Froen ze ginn, déi hei opgegraff goufen.

Den Här Baum huet hei mat Recht drop higewisen - an d'ganz Kommissioun ass mat op dee Wee gaangen -, wéi wichtig et ass, dass mer hei keng Stigmatisatioun virhuelen. Dofir war et och wichtig, dass keen Ënnerschied soll gemaach ginn tëschent de verschiddenen infektiöse Krankheeten am Kader vun der Transmissioun vun den d'Donnéeën. Donnéeë vu sexueller iwwerdrobare Krankheete sollen esou behandelt gi wéi déi vun aneren infektiöse Krankheeten. All Krankheet soll d'selwecht deklaréiert ginn an d'Donnéeën, déi matgedeelt ginn, sollen och déiselwecht sinn, wat d'Prozedur ueget. Dëst ass wierklech eng Basisobligatioun, fir keng esou eng Stigmatisatioun ze kréien. Dat ass wichtig.

A mir sinn och e Land, eng Gesellschaft, bei déi déi doten Oplag, déi dote Reflexioun, déi doten Exigenz gutt passt, déi och bei déi Gesellschaftspolitik passt, déi d'Regierung an deene leschte Joren decidéiert huet ze maachen.

Mir ginn also mat deem heite Gesetz op de Wee vun engem neien, ganz effizienten Iwwerwaachungssystem. An zwar gëtt d'Iwwerwaachung vun den infektiöse Krankheeten zentraliséiert. Hei wäert d'Direktioun vun der Gesondheet natierlech eng ganz wichteg Roll spillen, och doduerch, dass se d'Donnéeë regroupéiert an eng besser Iwwerwaachung assuréiert, an domadder kënnen mer eisen europäesche Verflechtungen integral nokommen.

Firwat elo déi latent Tuberkulos an net just d'Tuberkulos als schonn diagnostizéiert Krank-

heet heirënnen géif fält, dat war eng Fro, déi d'Madamm Mergen gestallt huet. Ma éischstens, muss een emol soen, gëtt dat am Règlement festgeluecht - domadder si mer amgaangen - an net am Gesetz. Da gëtt déi Lëscht och etabléiert op Avis vum Conseil supérieur des maladies infectieuses. Et läit schonn esou eng Lëscht vir, mä do maache mer elo nach lescht Adaptatiounen, well mer gären um leschte Stand si vun deene Recommendatiounen, déi mer vun den europäeschen Instanzen kréien.

Dann ass et och esou, dass eng latent Tuberkulos eis ganz gutt Indikatioun gëtt, wéi den Degré d'infektion vun eiser Populatioun mat deem Bazillus ass. Dat sinn natierlech wichteg Erkenntnisser, déi mer kréien, well dat erméiglecht eis et och, fir ganz cibléiert virzegoe bei bestëmmte Kategoriën vun eiser Populatioun, bei deene mer wëssen, dass, wann eng latent Tuberkulos do ass, da méi eng grouss Probabilitéit do ass, dass et och tatsächlech zu engem Ausbroch vun der Krankheet kënn. An da wëlle mir natierlech direkt op der Plaz sinn, fir mat Medikamenter deen Ausbroch kënnen ze verhënnern an domat och virun allem d'Ausbreedung vun enger Infektioun am direkten Ëmfeld vun där Persoun ze verhënnern.

Ech wéll elo hei net behaupten, dass all europäescht Land dat esou handhabt, mä et sinn der ëmmer méi, déi et och esou handhaben. An dat ass effektiv d'Erklärung, firwat mer op deen dote Wee ginn.

Da war och hei eng Fro ronderëm d'Meldung iwwer Téléfon. Déi geet iwwert den 112, dat ass och elo schonn esou. An déi geet dann direkt vum 112 aus un de Médecin de garde vun der Inspection sanitaire vun der Direction de la santé. Esou eng Gard gëtt schonn zënter 30 Joer an der Direction de la santé assuréiert. Dat ass vläicht och eng wichteg Informatioun, fir lech haut mat op de Wee ze ginn.

Fir de Rescht, Dir Dammen an Dir Hären, sinn ech immens frou, dass sech hei erausschilt, dass mer eng ganz, ganz grouss Majoritéit hei wäerte kréie fir dat Gesetz, an ech hoffe souguer op Unanimitéit. Et ass wierklech e ganz wichteg Gesetz, fir eis Gesondheitsautoritéite beschtméiglech opzustellen, fir eis et och ze erméiglechen, fir optimal Donnéeën ze hunn iwwert d'Epidemien an domat kënnen Dispositiounen ze huelen, déi fir de Schutz vun eiser Populatioun essenziell sinn. An dowéinst kënnen mer och hei ouni mat der Wimper ze zucke behaupten, dass mir fir Lëtzebuerg elo en optimale Kader hunn, fir eis den infektiöse Krankheeten entgéintzestellen an eis Populatioun optimal ze protegéieren.

An ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An da kënnen mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7160 iwwergoen.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 7160 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss.

60-mol Jo, mir hunn also Unanimitéit.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Kongsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Gérard Anzia, Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser (par M. Roy Reding) et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber d'accord mat der Dispens?

**(Assentiment)**

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Da géife mer zum nächste Projet iwwerzegoen, dem Projet de loi 7286, dem Finanzéierungs-gesetz fir de Bau vum Südspidol. An d'Wuert huet d'Rapportrice, d'Madamm Taina Bofferding.

## 5. 7286 - Projet de loi autorisant l'État à participer au financement des travaux de construction du «Südspidol»

**Rapport de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports**

► **Mme Taina Bofferding (LSAP)**, rapportrice.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass mer eng grouss Freed, lech haut de Rapport vum Projet de loi 7286 iwwert d'Südspidol ze maachen. An et ass mer eng ganz besonnesch Freed, dat als Escherin däerfen ze maachen.

Streng geholl ass et e klenge Gesetz. Et ass eng Formsaach, well d'Gesetz iwwert d'Établissements hospitaliers et à la planification hospitalière schreift nämlech vir, dass all nei Realisatioun, wou d'Käschten iwwer 40 Milliounen fir de Fonds hospitalier erausginn, ebe muss iwwer e Finanzéierungsgesetz autoriséiert ginn.

D'Gesetz, wat mer elo stëmmen, huet dofir och nëmmen dräi Artikelen. Et ass awer, an ech mengen, do si mer eis alleguerten eens, trotzdeem e Projet vun enger ganz grousser Enver-gure. Et ass e Mammutprojet:

D'Südspidol wäert nei Standarden an der Klinicklandschaft setzen, dat iwwer eis Grenzen eraus, eng modern Spidolinfrastruktur an engem ganze wäite Radius. Dat neit Spidol ass en innovativ Projekt um Niveau vun der Organisatioun, Konzeptioun an Zukunftsvisioun, baséierend op enger Visioun vun enger laangfristeger Prise en charge a vun der Santé publique.

Firwat iwwerhaupt en Neibau? Am Virfeld vun der Planung huet eng Zenarioanalys d'Renovatioun vun deenen dräi besteende Klinicken, also Esch, Diddeleng an Nidderkuer, am Verglach zu engem Neibau op enger eenzeger Plaz ënnersicht. Dës Analys huet erginn, dass en Neibau op engem Standuert, bedéngt engersäits duerch déi héich Betrëbskäschte vun deenen dräi Spideeler an anersäits de ganz héije Besoin an zukünftigen Investitiounen an dës, ebe laangfristeg déi manner käschtenopwendeg Variant duerstellt. Mat anere Wieder: Et gëtt am Endeffekt méi bëlleg, en neit Spidol opzerrichten, wéi an déi besteend ze investéieren respektiv dës ze renovéieren.

Zousätzlech ze consideréieren ass awer och déi duerchschnëttlech Wuesstumsquot vun der Lëtzebuurger Bevëlkerung vun 2% d'Joer souwéi déi klammend Notzung vun de medezinesche Servicer duerch d'Frontalieren.

2011 ass d'Decisioun fir den Neibau gefall, dës virun allem duerch déi Bündelung vun den Aktivitéiten, déi 15% vun de Fonctionnements-käschte pro Joer aspuere wäert. Ganz wichteg an deem Kontext ass och d'Ausso vum Generaldirekter vum CHEM, dem Dokter Hansjörg Reimer, dass et keng Entloosung wäert ginn. Dës géif duerch natierlech Ofgang an eventuell duerch berufflech Neiorientéierung vu Beschäftegten am Südspidol selwer geregelt ginn.

Dee ganzen Historique, wéi de Projet zustane komm ass, mat all deenen eenzelnen Etappen, déi hannendrunnerhänken, dat ass alles am Exposé des motifs vum Projet de loi nozeliese souwéi och a mengem schrëftleche Rapport.

Dir Dammen an Dir Hären, wat zeechent dese Projet aus? Dozou ziele sécherlech d'Architektur, d'Konzentratioun op engem eenzege Standuert, d'Gebaier, d'Raimlechkeeten an dat alles. Ech mengen, dat ass och ganz wichteg an am Sënn vum Patient fir eng besser Behandlung an eng modern medezinesch Versuergung.

Zur Architektur ass ze soen, dass et eng opfallend nei a modern Architektur ass, fir déi et d'lescht Joer am Juli souguer en International Design and Health Award zu Wien gouf. Iwwer-gens gouf de Gewinner vum europäeschen Architekturconcours eestëmmeg vum Verwaltungsrot zréckbehalen, fir, Zitat: „e Spidol vu muer, e Spidol mat enger Séil ze bauen“.

All d'Departementer vum CHEM, déi zurzäit op deenen dräi Sitte verdeelt sinn, ginn also op enger eenzeger Plaz vereent. D'Südspidol wäert aus véier Entitéite bestoen. An eppes, wat méi speziell ass, ass d'Form, déi dräieckeg Gebaistruktur. Déi besteet am Ënneren, also

bannen, nees aus dräi Dräiecker, déi wéi em e Krees erëm versat sinn. A genau dat mécht aus deem Projet e Spidol vun de kuerze Weeër.

An deem enge Gebai ass dat eigentlech Spidol, dat sougenannt „Kärspidol“, ënnerbruecht. An dat mëttelt kommen d'Administratioun an d'Weiderbildung. Hei wäert och de Centre François Baclesse, den nationale Radiotherapiezentrum, anzéien. An dat drëtt Gebai ass fir d'Geriatric, d'Psychiatrie an och d'Rehabilitatioun reservéiert.

Doniewent wäerten nach en Dokteschhaus an e Parking niewendrun entsto. Sollt sech spéider emol eng Kéier erausstellen, dass d'Südspidol ze kleng ginn ass, kéint duerch déi separat Gebaierplanung nach en neit Gebai erriicht ginn.

Eng Besonneschheet wëll ech awer och nach gären hei opzielen, ier ech op d'Raimlechkeeten ze schwätze kommen: Am Südspidol ass nämlech e securiséierte Service de soins fir d'Untersuchungshäftlinge vum zukünftigen Uerschterhaff vu Suessem virgesinn.

Dann zu de Raimlechkeeten: Déi konzipéiert Raimlechkeete sinn net nëmmen energetesch op deem leschte Stand vun der Technik, mä och flexibel, mat optimaler Fonctionnalitéit, a virun allem sollt si e patienten- a maaarbechterfrëndlech Ëmfeld offréieren.

An déi kleng Eenzelzëmmer mat Sanitäranlagen soll vill natierlech Luucht erakommen, wat en „healing environment“, also en heelend Ëmfeld, schafe soll. Wéi schonns virduer drop higewisen, wäert déi Bündelung, dee Regroupement dozou féieren, dass méi rational geschafft wäert ginn. Dat ass ouni Zweifel och am Sënn vum Patient. D'Konzentratioun vun alle Fonctionnen op engem Standuert erméiglecht eng optimal Versuergung vun de Patienten, eng optimal Fonctionnalitéit, e patientefrëndlech Ëmfeld an aarbechterfrëndlechen Entourage.

Erwäre wëll ech awer och nach, dass viru Joren de Standuert, fir d'Südspidol eben zu Esch ze errichten, eestëmmeg am Verwaltungsrot vum CHEM decidéiert gouf. Entscheedend fir dese Choix vum Standuert schwätzt sécherlech dee kuerze Wee zur Uni an déi gutt Verkéiersubannung, sief dat un den ëffentlechen Transport, un d'Autobunn A4 oder un d'Liaison Michéville.

Här President, e groussen Novum sinn d'Eebettzëmmer mat individueller Sanitär-anlage. Am Südspidol wäert et wesentlech méi Eebettzëmmeren am Akutberäich gi wéi elo am CHEM. De viregte Generaldirekter an aktuell Conseiller vum CHEM, den Dokter Michel Nathan, huet hei vun enger Win-win-Situatioun geschwat. Effektiv, et mécht Sënn, d'Zweebettstruktur opzeléien. D'Chimiotherapiepatienten oder Patienten, déi schwéier krank sinn, kënnen net mat frësch Operéierten an engem Zëmmer leien. Beispiller fir d'Netkompatibilitéit ginn et genuch. D'Resultat ass awer ëmmer datselwecht: dass ëmmer nees Better fräi bliwen.

Net d'Zuel u Better ass entscheidend, mä d'Okkupatioun dovunner. D'Tatsaach, dass ee méi Eebettzëmmeren huet, bréngt virun allem dem Patient méi Confort an erliichtert zum Beispill och esou d'Planung, fir d'Zëmmeren ze botzen a fir se och nees direkt duerno kënnen ze beleeden.

E grouse Virdeel ass awer och, dass déi individuell Kummeren et erlaben, dass Familljemembere vu Patienten do schlofe kënnen. Dat wäert och an Zukunft méiglech sinn. An de Patient, an dat wäert e sécherlech och freeën, wäert fir en Eebettzëmmer net méi musse bezuelen.

583 Better stinn zur Verfügung. 80% dovunner wäerte sech an Eebettzëmmeren befinnen. Aktuell läit den Taux bei 20%. Et si manner Better, wéi der am Moment op deenen dräi Sitte verdeelt sinn, ee Punkt, deen och de Statsrot a sengem Avis opgeworf huet a wou mer och an der zoustänneger Kommissioun driwwer diskutéiert hate mat der Fro, ob d'Unzuel vun de Better duergeet fir déi stänneg steigend Demande an och opgrond vun dem Wuesstum vun der Bevëlkerung an och vun der Alterung vun de Leit.

Fir déi genau Opléschung vun de Better verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport. Wichtig ass, an dorobber huet och déi sozialistesche Gesondheesministesch higewisen, dass d'Patienten am Mëttelpunkt stinn, wann haapt-sächlech op Eebettzëmmeren géif opgebaut ginn. Wéi gesot, dës Planifikatioun schafft méi Flexibilitéit an et kann ee besser op d'Besoinen vun de Leit agoen.

Ee Punkt, dee sécherlech vill Leit wäert interesséieren, ass d'Planifikatioun vun der Urgence. Am Sënn vun de Besoinen vum Patienten an enger optimaler Aarbechtsoepdelung gëtt d'Maison médicale an d'Spidolgebai integréiert. D'Ambulanz mat Noutfall sinn an Zu-

kunft vollkomm vum den anere Patient getrennt a krank Kanner ginn an der Urgence vun den Erwuessene getrennt en charge geholl.

D'Urgence gi méi séier un déi jeeweileg Spezialisten orientéiert, well d'Medezinner méi no beiene sinn a besser zesummeschaffe kënnen. Et wäert eng besser a virun allem eng méi séier Prise en charge garantéiert ginn. Ech mengen, dat ass och e Punkt, deen ëmmer erëm zu Diskussiounen gefouert huet, net zulescht och mat där Analys, déi vun dem Urgencewiese gemaach ginn ass.

Dës neit Spidol am avantgardisteschen Esprit bréngt net nëmmen Positives fir d'Patienten an d'Personal, et gëtt och op e geréngen Energiebedarf opgepasst, op geréng CO<sub>2</sub>-Emissiounen, nohalteg Materialien an net ze vergiessen den Accès zum ëffentlechen Transport. Dofir schwätze mer beim Südspidol och vun engem „green hospital“.

Dann elo zum wesentleche Punkt vum Projet de loi, dem Budget: 542 Milliounen, dat sinn d'Gesamtkäschten. 80%, dat sinn ongeféier 433,5 Milliounen, gi vum Stat bezuelt an de Rescht, 20%, vun der CNS. Net abegraff sinn de Parking an d'Gebai fir d'Dokteren. Déi Käschte wäert de CHEM selwer iwwerhuelen. An där staatlecher Subventioun ass iwwer-gens och eng Reserv vun 10% virgesi fir Imprevuen an eng Reserv vun 10 Milliounen fir Equipements médicaux immobiliers.

Dann déi nächst spannend Fro: Wéini rullen d'Bagger? Et ass geplangt, dass d'Bauarbeiten am Fréjoer oder spéitstens am Hierscht 2019 ufänken, fir dass dann d'Südspidol seng Dieren hoffentlech 2023 kann opmaachen. Esou ass et zumindest emol geplangt.

Wat geschitt mat deenen anere Sitten? Eng Fro, déi de Statsrot och a sengem Avis opgeworf huet. Ben effektiv, hei wäert ganz vill Espace fräi ginn. Wann ech schonn eleng meng Gemeng kucken, Esch, do bitt sech eng eemoleg Geleeënheet matzen am Zentrum. An de Statsrot schreift hei zu Recht, dass d'Strukturen op deenen dräi Sitten net ongenotzt respektiv net verkomme gelooss solle ginn.

Wat de Site vun Diddeleng betrëfft, gouf scho Gespréicher mat der Associatioun Alzheimer opgeholl, well déi interesséiert sinn, d'Struktur ze reafektéieren. De Verwaltungsrot vum CHEM huet zougeséiert, de Kontakt mat de jeeweilege Schafferéit opzehuelen, soubal dës Gesetz dann haut gestëmmt ass.

Här President, wat déi legislativ Prozedur vum Projet de loi betrëfft, verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport. Niewent dem Statsrot gouf de Projet de loi nach vum Collège médical aviséiert, an den Avant-projet détaillé, dat heescht de Bauprojet selwer, gouf vun der Commission permanente pour le secteur hospitalier och nach eng Kéier aviséiert.

Ech fir mäin Deel wëll alleguerten de Maaarbechter hei aus dem Haus, aus der Fraktioun an och vum Ministère Merci soen, déi mer bei mengem Rapport gehollef hunn.

Ofschléissend wëll ech just nach drop hiweisen, dass hei wierklech massiv an d'Gesondheesversuergung am Süden, also an d'Bierger vum Süden investéiert gëtt. A wéi heescht et ëmmer esou schéin: Et ass e Spidol vun de Leit fir d'Leit. An dat Wichtigst ass, dass och d'Patienten sech, souwäit et ebe méiglech ass, do kënnen wuelsen!

Ech hunn ufanks gesot, dass ech mech haut iwwert de Vott vum Südspidol freeën. A nach méi freet et mech, dass mer dat haut och nach wäerten unanime maachen, esou huet et sech emol zumindest an der Kommissioun erauskristalliséiert. An ech soen lech elo scho Merci fir de Support a ginn domadder dann och den Accord vun der sozialistescher Fraktioun.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Dann huet den Här Jean-Marie Halsdorf d'Wuert.

### Discussion générale

► **M. Jean-Marie Halsdorf (CSV).** - Merci, Här President. Duerch dës Finanzéierungsgesetz stëmme mer eng Enveloppe vu méi wéi enger hallwer Milliard Euro, fir d'Südspidol ze bauen. De schrëftlechen a mëndleche Rapport vun der Rapportrice - hir wëll ech Merci soen - waren extensiv an ech wëll och net an d'Detailer vun dem Projet als solchem agoen.

Et wollt awer generell verschidde Feststellungen maachen. Déi éischt ass déi: D'Decisioun, fir dat Südspidol ze bauen, ass vun der leschter Regierung geholl ginn...

► **Une voix.** - Aah!

► **M. Jean-Marie Halsdorf (CSV).** - ...an déi ass dunn eben dee Wee gaangen. An haut kréie mer dann enfin d'Moyenen, fir dës Spidol konkret ze bauen.

Domat ass och d'Iddi, déi emol am Raum stoung, fir eventuell hei zu Lëtzebuerg ee grousst Spidol ze bauen, dat vläicht en universitäre Charakter hätt, och vum Dësch.

Mir hunn also elo, a mir sinn eis däers vläicht nach net esou bewosst, wa mer dat Südspidol hunn, just nach eng Plaz an der Südregioun, wou Spidolsleeschunge gemaach ginn, an net méi, wéi mer et haut nach hunn a fréier nach vill méi haten, dräi Standbeen. Fréier hate mer am Diddelenger Raum, am Escher Raum an am Kordall Spidolsstrukturen.

D'Fusioun gëtt heimat definitiv. Effektiv, et ass déi lescht Etapp vun enger Fusioun. Dese Schrëtt ass also och konform mam Spidolsplang, dee mer hei gestëmmt hunn, dee jo seet, eist Land bräicht véier Centre-hospitaliers: een am Norden, zwee am Zentrum an een am Süden.

Esou e Prozess ass natierlech gewönungsbedürfteg, op där enger Säit fir d'Patienten, well mir hunn Diskussiounen dobaussen, well mer elo bei der Ëmsetzung vum Spidolsplang effektiv nuets keng Garde méi hunn, sief dat zu Diddeleng oder zu Nidderkuer. Dat ass net evident. An an Zukunft wäert da wierklech nach just eng Plaz sinn, wou eng ass. An et ass och gewönungsbedürfteg fir d'Personal, wat och net weess, ob et zu Esch, zu Diddeleng oder zu Nidderkuer schafft.

Mir hunn also definitiv ee Site. An ech weess, mir hunn et jo och elo héieren am Rapport vun der Rapportrice, dass fir déi zwee aner Sitten, Diddeleng an Nidderkuer, onbedéngt mussen elo direkt Gespréicher geféiert gi mat de Leit, mat den Träger. Ech mengen, do kéint roueg d'Regierung respektiv de Gesondheesminister sech „aklinken“, wann ech dat dierf esou soen, matschaffen, fir do zesumme proaktiv eng Af-fektatioun fir déi Gebailechkeeten ze sichen am Interêt och vun eiser Spidolslandschaft, wou mir jo un e Gesondheetsplang gleewen, an deen ee vläicht Elementer vun deenen heite Gebailechkeete ka matabauen.

Dës Spidol kritt eng nei Approach, d'Rapportrice huet dat gesot, als „avantgardistesche“ huet se dat souguer beschriwwen. An ee Fakt, deen ech als eng Aart Paradigmewissel géif duerstellen, ass d'Tatsaach, dass an dësem Spidol d'Eebettzëmmer eng Regel gëtt, wou haut éischer d'Eebettzëmmer eng Ausnam ass, oder anescht ausgedréckt, d'Eebettzëmmer kritt een haut am Fong geholl nëmmen iwwert de Wee vun der éischer Klass. An der haiteger Gesellschaft, wann s de haut gären en Eebettzëmmer häss, hëls de eng éischt Klass, da kriss de dat normalerweis. Hei wäert dat net méi de Fall sinn an ech si gespaant, wat fir eng Antworten d'Zukunft eis do wäert ginn. Do wäerte sécherlech Annerunge kommen. An dat ass also eng fundamental Annerung, déi mer hei kréien duerch dës Spidol.

E Spidol, dat sinn awer och Maueren. A wat an déi Mauere kënn, dat muss een elo kucken. Wéi dat ka goen, dat hu mer dës Deeg gesinn, Madamm Minister, wéi mer bei de 15 Joer Hôpital Kirchberg waren, déi, mengen ech, hiert Spidol effektiv mat anstännegem Lieue geféllt hunn. An et muss een och hei kucken, wéi et hei weidergeet. Well dës Gesetz regléiert jo net am Detail, wat an deem Spidol geschitt, mä et setzt just e Kader.

A mengen Ae wäert dat Spidol sech an Zukunft och un deenen „3 Pen“, wéi se och dës Deeg genannt gi sinn, orientéieren:

Mir wäerten eng „precision medicine“ kréien, eng Präzisiounsmedezinn iwwer eng Robotiséierung an de Spideeler, déi am Fong geholl déi grouss Erfahrung vun de Medezinner mat eben der Präzisioun vun der Apparatur wäert koppelen. An esou kënnen mer nach méi präzis a qualitativ besser schaffen.

Mir wäerten eng „personalized medicine“ kréien, wat Dir jo och e wichtige Wee fannt. Dir hutt net fir näischt ënnert der Lëtzebuurger Presidentschaft hei zu Lëtzebuerg eng Konferenz ageruff, wou mer iwwer „personalized medicine“ geschwat hunn, wou also de Patient individuell betreit gëtt. Mir hu jo scho Beispiller vun esou enger Aart „personalized medicine“ bei der Parkinsonkrankheet hei zu Lëtzebuerg, wou mer méi wéi eng Dose Forme vun der Parkinsonkrankheet hunn. An en fonction vun der Form vun der Parkinsonkrankheet gëtt een anert Traitement gemaach. Dat ass also eng wichtige Saach.

A last but not least wäert dat Spidol sech och duerch déi sougenannt „predictive medicine“ charakteriséieren. Dat heescht am Fong geholl, d'Aktivitéit vun de Spideeler viraussoen. Dat gëtt et an den USA. Do gëtt gekuckt en fonction vum Wieder, vun der Meteo, vu Grippe-epidemien, vu Schnéifäll an esou weider, wéi



eng Krankheitsbilder können opkommen. An esou ginn d'Aktivitäten da virusgeekuckt, fir eben Enkpass bei de Better a bei den Open ze verhënnere. An domat wäerten dann och d'Waardezäiten an de Spideeler zrëckgoen, wann dat gutt wäert fonctionnéieren.

Ech hunn et gesot: D'Maure bliwen ëmmer déiselwecht, mä d'Aktivitéit an de Spideeler wäert sech an deenen nächste Jore vill änneren. An eppes däerf awer net änneren an dat muss bliwen: Dat ass d'Menschlechkeet! Déi muss an däerf net bei aller Technik op der Streck bliwen, déi däerf net verluer goen.

Mir hunn hei e Finanzierungs-gesetz, eng Enveloppe budgétaire. An Iwwerraschung sinn ëmmer méiglech. Dat Eenzegt, wat ech mer wënschen, ass, dass mer net déi Situatioun kréien, vun där mer dës Deeg an der Press gelies hunn, wou den Architekt, dee mer och hei fir dese Projet hunn, an Eisträich e Projet gemaach huet, wou vill Méikäschtel komm sinn. Ech wënsche mer also, dass mer keng esou eng Situatioun kréien, dass also déi Enveloppe, déi mer haut stëmmen, duergeet, fir am Fong geholl dës Spidol ze bauen.

An zum Schluss wëll ech dann nach den Accord vun der CSV bréngen.

Villmools Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Nächste Riedner ass den Här Gusty Graas.

► **M. Gusty Graas (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, wéineg Länner kënnen op esou en effikasse Gesondheetsystem kucke wéi mir hei zu Lëtzebuerg, woubäi natierlech och net alles perfekt ass, besonnesch wat d'Noutversuergung duerch Dokteren an dem ländleche Raum ubelaangt. A mäi Fraktiounskolleeg, den Dokter Eddy Mertens, kéint dat vill méi kompetent hei erklären. Mä insgesamt solle mer eis awer glécklech schätzen, dass mer hei an esou engem System kënnen liewen.

Och eis Infrastrukture sinn duerch d'Bank gutt. Si sinn natierlech verbesserungsfäeg, dass ass ganz kloer. Déi besteeënd Spideeler vum CHEM sinn natierlech de Moment net méi um leschte Stand, dass ass gewosst. D'Ennerhaltsarbechte géifen dozou bäidroen, dass am Fong geholl d'Käschtel géifen ab dem Joer 2020 drasteg an d'Luucht goen, soudatt et u sech also scho gerechtfertigt ass, dass hei elo en Neibau geplangt gëtt.

Dat ass natierlech ëmmer eng wichteg Decisioun, dass ass eng laangfristeg Decisioun, wann een en neit Spidol wëllt bauen. Dat muss gutt geplangt ginn. Et muss dee beschtméiglechen Equipement virgesi sinn. A mir begrëssen awer, dass déi Planung esou an där Form hei iwwert d'Bün gaangen ass. Dass elo also en neit Spidol an de Süde kënn, freet eis natierlech besonnesch, onofhängeg dovun, dass jo och d'Zuel vun der Populatioun virun allem an där Regioun nach ëmmer um Wuessen ass. De Moment schwätze mer jo vun 142.000 Patiente pro Joer am Süden.

D'Liewensdauer vun engem Spidol huet plus ou moins 30 Joer. Och wann, wéi gesot, scho gewëssen Deeler vum CHEM frëschgemaach goufen, ënner anerem de Centre Baclesse, esou ass et awer ouni Zweifel un der Zäit, fir elo e fonkneit Spidol ze bauen. Dat Gebai ass ouni Zweifel noutwendeg. A mir kënnen et och net erwaarden, dass d'Baggeren esou schnell wéi méiglech kënnen dohinner op d'Plaz kommen.

Ech wëll och drun erënneren, dass d'Demokratesch Partei sech bei den Diskussiounen iwwert dat neit Spidolsgesetz kloer derfir agesat huet, dass et net zu enger Reduzéierung vu Better dierft kommen. De moduläre System, dee jo elo am neie Spidol virgesinn ass, wäert deem och da Rechnung droen. Ech mengen, mir krute jo och verséichert, dass d'Méiglechkeet besteet, d'Zuel vun de Better gegebenfalls eropzesetzen. D'DP ralliiert sech u sech och der Meenung, déi an der Kommissioun zrëckbehale ginn ass, dass eng gewësse Flexibilitéit bei der Opdeelung vun de Better bestoe muss.

An à propos Better, et ass hei scho vu menge Virriedner ënnerstrach ginn an och mir fannen dat immens flott, dass elo 81% vun de Better an Eebettzëmmer sinn. Ech wëll drun erënneren, dass d'Demokratesch Partei dat scho viru 15 Joer gefuerdert huet an duerfir och elo frou ass, dass dat hei esou realiséiert gëtt. Et wäert ouni Zweifel zu enger méi héijer Qualitéit vun der Fleeg bäidroen, virun allem natierlech och fir de Patient.

Ech wëll drop hiweisen, dass et awer och vläicht wichteg wär, an ech beruffe mech hei op eng Recommendation vun der franséischer Inspection générale des affaires sociales, dass och vläicht en adequate Raum géif virgesi ginn an den Urgencen, wou dann d'Famill zum Beispill kann am Fall vun engem Stierfall an där richteger Atmosphär Abschied huelen.

Wat och ganz positiv ass, ass, dass eben elo hei oppe Raim geschaf ginn, wou eben och Familljemembere sech dee Moment kënnen an enger, loosse mer soen, méi agreabeler Situatioun zrëckzéien, wat och da fir méi Intimitéit wäert suergen.

Datt elo och virgesinn ass, dass d'Membere vun de Familljen am Spidol selwer an dem Zëmmer kënnen iwwernuechten, dass ass ouni Zweifel e Plus fir d'Qualitéit vun der Fleeg, virun allem awer och fir de Patient. Ech wëll drun erënneren, dass et dat iwwregens schonn an anere Spideeler am Ausland gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et gouf jo eng gewëssen Opreegung bei der Nominatioun respektiv bei der Bezeichnung vum Architekt; ech wëll net méi dorop zrëckkommen, d'Madamm Minister hat dat jo och am Detail alles erkläert.

De Site u sech ass aus eiser Siicht gekuckt gutt gewielt, quitte dass en a Proximitéit vun der Autobunn ass. Dowéinst muss natierlech deem Aspekt vun dem Kaméidi och Rechnung gedroe ginn. Mir kruten awer do déi néideg Erklärungen och an der Kommissioun.

Positiv ass och d'Schafe vun engem Parking an der Proximitéit vum Rond-point Raemerech. Datt och eng Extensiou nach méiglech ass, och dass ass natierlech ganz wichteg. Wann een esou eng Planung vun esou engem grouse Spidol virhëlt, da muss een natierlech och wëssen, ob een nach eng zousätzlech Ausweitung virhuele kann, well mer, wéi gesot, nach ëmmer an engem Raum sinn, deen an enger grousser Expansioun ass.

Wat d'Architektur ubelaangt, kënnen mir déi Konzeptioun do nëmme begrëssen. Et sinn och eng Rei Elementer, déi am Fong geholl versichen, d'Atmosphär am Spidol ze verbessern. An hei muss een natierlech an éischter Linn ëmmer un de Patient denken, natierlech och un déi Leit, déi do schaffen. Ech wëll op een Aspekt do hiweisen, d'Beispill vun den „healing colours“. Och dat dréit natierlech dozou bäi, well wann een an engem Spidol läit, dass scho keng agreabel Zäit. A wann een dann och nach en trist Émfeld huet, dann dréit dat ouni Zweifel net zur Verbesserung bäi.

Gewësse Synergië si jo virgesinn, ënner anerem mat der Universitét hei vu Lëtzebuerg. Och dass gutt fir d'Image de marque vun deem Spidol.

Natierlech muss ee sech och Froe stellen iwwert d'Zukunft vun deenen anere Standuerten. Diddeleng ass hei schonn ugeschwat ginn. Do soll jo en Therapiezentrum fir Alzheimer-kranker hikommen, u sech eng gutt Saach. Mä mir wollten natierlech och gäre wëssen: Wat geschitt definitiv mat Nidderkuer? Nidderkuer, wat u sech eigentlech e flotte Site ass. Natierlech mussen do och gewëssen Adaptatiounen virgeholl ginn. Bleift et do bei enger Poliklinik, jiddefalls iwwer e gewëssenen Zäitraum eraus nach vläicht? Ech mengen, d'Madamm Minister kann eis do déi eng oder déi aner Äntwert nach ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, opgrond vun neie Spidolsgesetz sinn et jo 80% vun de Käschten, déi da vum Stat iwwerholl ginn. Vlächicht eng lescht Remark dann och: Mir fannen et gutt, dass eng Klausel dran ass, dass eng 10%eg Reserv nach virgesinn ass, mä dass déi nëmme kann u sech deblockéiert ginn, wann do natierlech eng Rei Kritären erfëllt sinn. Dat ass och gutt esou, dass ass och richtig esou.

Ofschléissend: Mir als Demokratesch Partei kënnen dese Projet nëmme begrëssen. Et ass e wichtige Maillon, kann ee soen, an der Gesondheetsversuergung, an der Gesondheetsstruktur hei zu Lëtzebuerg. An dowéinst ginn ech selbstverständlech d'Zoustëmmung a soen awer der Madamm Rapportrice, der Madamm Taina Bofferding, och nach villmools Merci fir hire ganz engagéierte Rapport.

Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Déi nächst Riednerin ass d'Madamm Josée Lorsche.

► **Mme Josée Lorsche (déi gréng).** - Léif Kolleginnen a Kollegen, dem CHEM geet et wéi alle Spideeler, déi an den Alter kommen. Trotz verschiddene Schéinheitsoperatiounen um Gebai an zousätzleche Wunnhaiser, déi benotzt gi sinn, ginn d'Raimlechkeeten den Uspréich vun enger zäitgeméisser Spidolinfrastruktur net méi gerecht a si sinn och nach ëmmer Zäitzeie vun de 60er a 70er Joren, wou uniform Betten-tiirm a kal Statiounen als Beweis fir eng effikass Organisatioun ugesi goufen.

Mir sinn eis eens, d'Plangen an d'Baue vun engem neie Spidol dauert vill méi laang an ass vill méi opwendeg wéi Deelerenatiounen vu besteende Gebaier oder wéi d'Notzung vu Wunnhaiser fir Spidolzwecker an der Géigend.

Mir sinn eis awer och eens, dass de Bau vun enger neier Infrastruktur fir de CHEM bluttnoutwendeg ass, scho laang, an dass vill Fangerspëtzegefill, Courage an Ausdauer gefrot sinn, fir en neie Spidolprojet op d'Schinn ze setzen. D'Architekten, déi des Chance kréien, verdénge sech zwar eng gëllen Nues, si stinn awer och viru groussen Érausforderungen.

Si mussen frëndlech an accueillant Raumstrukture mat Séil schafen, déi zum Deel flexibel notzbar sinn, zugläich eng gutt Energieeffizienz opweisen an ausbaubar sinn. Si mussen de Patient scho bei der Konzeptioun vum Gebai an de Mëttelpunkt stellen, an domat och seng Famill, ugefaange bei der Akutversuergung vun engem Patient, deen an der Urgence dohikënn, bis hin zu längerem Openthalter.

D'Architekten mussen och derfir suergen, dass d'Medezinner, d'Fleegpersonal an all aner Salariaiéen, déi am Gebai schaffen, sech op hirer Aarbechtsplaz wuelfillen. Se mussen sécherstellen, dass d'Gebai der medezinnescher an technescher Entwécklung ka standhalen, mat alle raimlechen an techneschen Upassungen, déi dat am Laf vun der Zäit wäert mat sech bréngen.

A schlussendlech mussen se och d'Bausseflächen esou gestalten, dass se vun de Patiente genotzt kënnen ginn an hinnen d'Sécherheet vermëttelen, dass e Spidolspenthalter näischt mat engem Prisongspenthalter gemaach huet.

An anere Wieder: Wann een en neit Spidol plant, geet et net just ëm d'Fro vun der gudder Erreechbarkeet oder vu genuch Parkplazen, an et geet och net just drëms, genuch Plaz ze schafe fir Better, Servicer a Geräter. Villméi geet et bei der Planung drëms, al Denkschemen iwwer Bord ze geheien a sech bewosst ze ginn, dass d'Heelungschancë vun de Patienten an hiert Wuelfefanne sech schonn eleng duerch d'Architektur daitlech kënnen verbessern.

D'Zäiten, wou schonn eleng den Antrëtt an en düüster Spidol engem den Otem verschléit an d'Gefill vermëttelt, dass ee sech besser direkt opgëtt, wéi am Spidol ze leien, mussen also definitiv eriwwer sinn.

Dir Dammen an Dir Hären, e Sprachwuert seet: „Et soll een den Dag net virum Owend luewen.“ D'Südspidol steet nach net an et vergeet och nach eng gutt Zäit, bis den éischte Grundstee geluecht gëtt. An awer steet déi gréng Fraktioun deem schonn haut positiv vis-à-vis, well all deene Voleten, déi ech elo opgezählt hunn, Rechnung gedroe gëtt.

Am Fong stellt de Projet Südspidol eng Zort Befreiungsschlag an der Architektur duer, deen et erlaabt, vun der aler Spidolideologie lasszekommen an nei Weeër am Spidolswiesen anzeschloen.

Well et aus Zäitgrënn onméiglech ass, op sämtlech Pluspunkte vun deem Projet anzegoen, strächen ech der just zwee ervir. Deen een ass scho genannt ginn. Et ass d'Tatsaach, dass 81% vun den Zëmmeren als Eebettzëmmer wäerte fonctionnéieren, ëmmer mat „Naasszell“, wéi en dat ausdréckt, ouni dass des Zëmmeren en Eischtstariff berechent kréien.

Dës Approche ass an eisen Aen absolutt begrëssenswäert. Net nëmmen, well eng Zweeklassemedezinn domat verhënnert ka ginn, begrëssenswäert ass et och, dass Eebettzëmmeren d'Intimsphär vum Patient besser schützen an d'Viraussetzung schafen, dass seng Erholung sech beschleunegt, während d'Ustiechungsgéfor an deenen Zëmmeren massiv reduzéiert gëtt. Positiv ass och donieft, dass d'Auslaaschtung vun de Better duerch Eebettzëmmeren erhéicht ka ginn am Spidol.

E remarkable Fortschritt gesi mir zweetens awer och um Niveau vun der Prise en charge vun eelere Leit, der Geriatrie, déi duerch déi intelligent Raumopdeelung mat de Servicer vun der Psychiatrie an der Rehabilitatioun vernetzt ka ginn. Dës Approche ass méi wéi sënnavoll, Dir Dammen an Dir Hären, well vill eelere Leit souwuel kierperlech wéi och psychesch an emotional Bedierfnesser hunn, déi net vuneneen ze trenne sinn, och net am Spidol.

Madamm Minister, Dir Dammen an Dir Hären, ee Punkt, deen eis e wéineg méi um Häerz läit, betrëfft déi zukünfteg Notzung vun den dräi grouse Gebaier, wou et jo schonn eng Rei sënnavoll Piste ginn. Guer net kloer ass eis awer, wat mat deene sechs bis siwe Wunnhaiser geschitt, déi de CHEM zu Esch an engem schéine Quartier opkaaft huet an déi e grouse Patrimoine immobilier duerstellen.

Och wann dës Fro haut net beäntwert ka ginn, esou wëlle mer awer de Message lassginn als Gréng, dass des Haiser eng gutt Geleeënheet kéinte bidden, fir der Wunnengsnout zu Esch entgéintzesteieren, dës als positiv Randerscheinung vun engem ganz positive Projet.

Ofschléissend wëllt ech och der Madamm Rapportrice Taina Bofferding villmools Merci soe fir hiren ausféierlechen a gudden Rapport. An ech

ginn den Accord vun der grénger Fraktioun natierlech.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, e grouse Merci un d'Madamm Bofferding. Ech mengen, si huet de Projet esou detailléiert virgestallt an déi Detailler sinn nach vun esou ville Leit widerholl ginn, dass ech se net nach eng Kéier wëll widerhuelen, mä vlächicht just aus der Perspektiv vun der ADR e puer Punkte maachen (veuillez lire: op e puer Punkten opmierksam maachen).

Natierlech freeë mir eis iwwert dat neit, groust Spidol, wat elo soll zu Esch entstoen. Ech mengen, et ass hei in extenso erkläert ginn, wat et alles vu Virdeeler huet, souwuel am medezinnesche Beräich wéi och an anere Beräicher. Mä een Aspekt wëll ech ënnersträchen: Déi Tatsaach, dass mer elo am Süden eng modern Infrastruktur kréien, wou och den Aspekt vun den Urgencë besonnesch betount gëtt, entbënt eis net aus der Verantwortung, fir ze kucken, dass d'Urgencen och an anere Géigende vum Land, och am Osten, och am Norden, méi systematesch, méi grousszüeg ugepasst ginn an ausgebaut ginn, wéi dat bis elo de Fall war.

Mir hunn eng gutt Infrastruktur am Zentrum. Elo kréie mer eng gutt Infrastruktur am Süden. Mir mussen och kucken, dass op anere Plazen dat weider verbessert gëtt.

En zweete Punkt ass d'Finanzplangung. Mir hunn hei eng Firma vu Wien, déi Problemer hat, déi awer och weider Spidolprojete mécht - och an Däitschland, net nëmmen hei zu Esch -, mä mir mussen vun Ufank un dee Projet finanztechnesch seriö begleeden. Et wär net akzeptabel, dass mer higinn - wou mer wëssen, dass e Problem op enger Plaz war - an dann net alles maachen, fir de Projet vun Ufank un och esou hei am Land ze kontrolléieren, dass derfir gesuergt ass, dass déi öffentlech Finanze wuel sënnavoll genotzt ginn, awer net kënnen missbraucht ginn oder net richtig agesat ginn.

Déi Problematik vun den Eebettzëmmeren, dass ass eigentlech keng Problematik. Mä déi Entwécklung fir Eebettzëmmeren, déi begrësse mer ausdrécklech. Och hei sinn d'Virdeeler genannt ginn, wat dat alles erméiglecht. Wat mer awer net kënnen verstoen, dass ass, dass d'Zuel vun de Better erofgeet. Dass ass eppes, wat der ganzer Logik vun der Entwécklung vun deem Land komplett entgéintsteet. Mir hunn hei en demografesche Wuesstum. Mir liesen an der Zeitung ëmmer erëm, wéi séier sech dës Land entwéckelt, wéi stark et sech entwéckelt. Mir hunn och eng Populatioun, déi méi al gëtt, déi och net ëmmer gesond bleift, leider. Mir brauche Spidolbetter, mir brauchen Infrastrukturen, déi mat eisem Land wuessen. A mir mussen kucken, dass mer dat och dann an der Plangung scho matdenken.

Hei hu mer eng Reduktioun vun 10% vun de Better. Dass ass net logesch. Da gëtt gesot: „Jo gutt, mir hu Capacitéit, fir dat spéider nozerüsten.“ Mir mussen dass scho vun Ufank u mataplengen! Dass ass hei net geschitt an et freet ee sech, firwat.

Dann hu mer déi Palliativmedezinn, wat e ganz positive Punkt ass. Mir hunn eis gefreet, wéi mer dat gesinn hunn. Et muss een och do vlächicht vun Ufank un drun denken, fir, äänlech wéi et am Norden ass zu Ettelbréck, och vlächicht do vun Ufank un ze kucken, dass mer Equipen, mobil palliativ Equipe kënnen hunn, fir och de Leit ze erlaben, wa si et wënschen, fir doheem ze bliwen.

An dann hu mer déi Proximitéit, déi och scho mat beduecht ginn ass bei deem Spidol, d'Proximitéit vun der Universitét, wou mer jo och gesinn, dass sech do an der Fakultéit vun der Medezinn, an deem medezinnesche Beräich op der Universitét ganz vill deet, wou also dës Spidol vun Ufank u ka bei Ausbildung a Fuerschung matabezu ginn. An och déi Proximitéit vun deem neie Prisong, wou jo elo geduecht ass, fir eng Rei vun Hospitalisationsméiglechkeeten an deem Spidol virzugesinn; dat entsprécht dem geografesche Charakter an deenen Érausforderungen, déi dat Spidol zu Esch eben huet duerch d'Proximitéit vun der Universitét an och duerch d'Proximitéit vum neie Prisong zu Suessem.

Et muss een allerdéngs soe bei allem, wat ech elo hei betounen, vum Wuesstum an esou weider, wat dat fir eng Verantwortung op de Gesondheetssektor leet. Fir do kënnen matzehale

mam Wuesstum vum Land, mussen mer och hei, wéi an allen anere Beräicher, awer mat bedenken, datt dat net onendlech méiglech ass, datt mer eis mussen eise Grenze bewosst ginn an datt mer, och wa mer elo mussen matplangen, fir de Wuesstum ze begleeden, eis awer mussen grondleeënd Gedanke maachen, wéi laang mer a wéi séier mer dat do iwwerhaapt nach kënnen aushalen.

Et ass fir eis ganz kloer - dat hunn och schonn anerer gesot an do waarde mer vläicht op d'Äntwerte vum Madamm Minister haut -, datt déi Infrastrukturen, déi et gëtt zu Nidderkuer, zu Diddeleng, zu Esch, datt déi gutt genotzt ginn. Ech mengen, do ass et un der Regierung, fir eis éischt Pisten ze weisen, wéi dat alles soll elo geréiert ginn.

Wichtig fir eis ass et net nëmmen, datt mer eng intelligent Léisung fanne fir déi Gebaier, mä datt mer och séier eng Léisung fannen. Mir kënnen net nokucken, wéi elo Gebaier, déi awer operationell sinn, déi och u sech an der Rei sinn, ufänken ze verfallen, well se net genotzt ginn.

Dat gesot, ass et fir eis op jidde Fall eng Freed, eisen Accord ze ginn zu dësem Projet. Mir hu gesot, ënner wéi enge Ramebedéngunge mir dat gesinn. De Süde brauch e modernt Spidol. E kritt elo eent. Et ass alt beschriwwen ginn, och vun den Architekten, als en „projet novateur“. Dat ass u sech gutt. Mä e soll net esou „novateur“ sinn, datt en eis ausser Kontroll geréit.

Ech soen lech Merci.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An d'Wuert huet elo dee leschte Riedner, den Här Marc Baum.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Här President, mir hunn dës Woch hei an der Chamber Investitionsprojete gestëmmt - mat dësem, dee jo d'Unanimitéit, wéi et ausgesäit, schéngt ze kréien -, déi wäit iwwer eng Milliard Euro sinn. An zwee vun deene Projeten, déi mer gestëmmt hunn, stiechen, wat d'Zommen ugeet, dobäi eraus. Dat eent, dat ass e Militärfliager, d'Maintenance dovunner fir 420 Milliounen, an dat anert ass e Südspidol fir 433 Milliounen.

De Militärfliager huet eng Liewensdauer vu 35 Joer, d'Südspidol, souvill mengen ech, datt ee soe kann, huet definitiv méi eng héich Liewensdauer wéi 35 Joer.

Et ass komescherweis ronderëm d'Käschte bei engem Südspidol zu bestëmmten Zäitpunkten eng Polemik entstanen. Et ass gefaart ginn, datt deen Architekt, deen och zu Wien fir en Neibau responsabel war, an zu Wien ass et zu enger Käschtenexplosioun komm, datt dat och hei zu Esch, also zu Lëtzebuerg, hei am Land kéint geschéien.

An der Santéskommissioun hu mer déi Virwërf seriö geholl. Mir hate Verantwortlecher vum CHEM do, Verantwortlecher vum Ministère, déi eis opgekläert hunn doriwwer, wat déi fundamental Ennerscheeder sinn téschent deem Wiener Projet an deem Projet, deen d'Südspidol ugeet, datt notament just en Deel vun där Käschtenexplosioun op den Architekt zréckzeféieren ass, a virun allem, datt mer hei aner Garde-fouen agebaut hunn, déi esou eng Käschteniwverschreidung onméiglech maachen. An en plus sinn an deem Montant vun deene 433 Milliounen och 10% Reserven dran, déi da wierksam ginn - och just ënner bestëmmte Bedingungen -, wa wierklech onerwaarte Käschten op eis géifen duerkommen.

Eng zweet, net grad Polemik, mä eng zweet Diskussioun ass et an der Vergaangenheet gi ronderëm de Site: éischtens emol, datt et e Choix gëtt, fir e Site unique ze maachen, wou och Analyse gemaach gi sinn. Mä wat ass am sennvollsten? Mécht et Sënn, déi dräi bestoend Sitten ze renovéieren? Mécht et Sënn, doranner ze investéieren? Oder ass et net méi sennvoll, net nëmmen aus Käschtegrënn, mä och aus Effizienzgrënn, fir ee Site unique ze maachen?

Mir mengen och, datt dat wierklech e wichtige Choix ass. An dee Site, dee gewielt ginn ass, Esch, mengen ech, mécht Sënn: eleng wann ee sech nëmmen d'Geografie vum Süden ukuckt an och d'Populationsentwicklung, datt Esch effektiv téschent deenen zwee anere Polen Diddeleng an Déifferdeng läit, eng direkt Ubannung un d'Autobunnnetz huet an datt och an Zukunft den öffentliche Transport op där doter Plaz nach soll weider ausgebaut ginn.

Ech mengen, wat d'Südspidol ugeet a wat et wierklech zu engem innovative Projet mécht, a wou ee seet, datt eist Spidolswiese mam Süd-

spidol definitiv am 21. Jorhonnert ukënnt, datt sinn a mengen Aen dräi Haaptfacturen:

Dat eent, dat ass och vu Virriedner schonn e puermol ervirgestrach ginn, ass d'Tatsaach, datt 81% vun de Better Eebettzëmmer sinn, a besonnesch, datt 100% vun de Better Eebettzëmmer sinn am Fall vu kuerzen Openthalter, wann ee just e puer Nuechten am Spidol ass, dat ouni datt et doduerch e Surplus gëtt. An dat bedeit eppes, wat mengen ech, awer ganz wesentlech ass, näamlech, datt doduerjer quasi d'éischt Klass ofgeschaaft gëtt.

Natierlech kann ee Supplemente froen och an Zukunft, näamlech, wann ee gar Pay-TV hätt oder iergendwellech speziell Besoinen huet. Natierlech kann een déi dann nach ëmmer froen, mä dat ass lassgeléist vun der medezinescher Versuergung an d'Eebettzëmmer ass zur Norm ginn. Dat ass eppes, wat mir wierklech absolutt ënnerstëtzen a wat, mengen ech, wegweisend ass och fir d'Entwécklung vun de Spideeler an der Zukunft.

Dat Zweet ass, deen zweete grouse Virdeel ass dee vun der grousser Flexibilitéit, soudatt an Zukunft künfteg Entwécklungen kënnen anticipéiert ginn, datt dat Spidol och moduléierbar ass, bis zu engem gewëssene Grad natierlech, mä awer, datt dat vun Ufank un an d'Planung matagebonnen ass.

Da virun allem och d'Betreiung vun de Patienten: dat heescht, datt et och méiglech ass, datt Familljemembere kënnen - datt dat an der Planung scho matgeduecht ass - bei de Patiente gegebenfalls iwwernehmen.

2023 soll d'Südspidol dann opgoen. Et kann ee just hoffen, datt deen Datum ze halen ass, well mir mengen, datt wierklech dat Spidol eng enorm Valeur fir de ganze Süden huet, fir déi ganz Südregioun a virun allem fir d'medezinesch Versuergung vum Süden an datt dat e Meilesteen ass, wat mer hei hoffentlech unanime wäerte votéieren.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Domat ass déi allgemeng Diskussioun ofgeschloss an d'Wuert huet elo d'Gesundheitsministesch, d'Madamm Lydia Mutsch.

**Prise de position du Gouvernement**

► **Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et ass net all Dag, wou mer en neit Spidol fir eist Land hei an der Chamber stëmmen, an dofir ass dat och, denken ech, e ganz grossen a wichtige Moment. An ech si wierklech frou iwwert déi ganz konstruktiv Beiträg, déi all eenzelne Riedner hei ginn huet. An ech sinn och frou iwwert déi Kontributiounen, déi gemaach gi sinn zum Projet.

D'Zuelen ass dat eent, a wat mer domadder ustriewen, ass dat anert. Zuele sinn awer wichtig. Ech schwätzen hei vun engem Gesetz, wat ëmmerhi 433 Milliounen Invest fir de Stat bedéngt, bei enge Gesamtkäschtepunkt vu 542 Milliounen. An et gëtt elo méi vun deenen dote Sue geschwat, mä et muss een awer och hei soen, dass vusäite vun der CNS e ganz wichtige Beitrag fir dëst Spidol, näamlech 20%, wäert gelescht ginn.

583 Better, dovunner ongeféier 80% Eebettzëmmeren, ënner anerem 16 nei Operatiounssäll, véier Gebuertssäll, dräi Behandlungsräum, wou ënner anerem wäert eng Maison médicale de garde opgeriicht sinn, wat jo och ganz wichteg am Zesummenhang mat den Urgencé wäert sinn, eng Architektur, déi innovativ ass - jo, dat sinn Zuelen. Ech kéint och elo hei déi Zuelen nennen, déi dës Regierung zënter 2013 an 2015 schonn investéiert huet an eis Spidolinfrastrukturen, an d'Erneuerung an an d'Verbesserung vun eise Spidolinfrastrukturen: iwwer 154 Milliounen.

Mä haut geet et ëm d'Südspidol. An et geet virun allem ëm eng formidabel Zesummenaarbecht vu Gemengen, ëm e Projet, deen ouni déi Zesummenaarbecht vun de Gemengen iwwerhaapt net zustane komm wier.

Fir d'éischt eng erfollegräich Fusiounsgeschicht, duerno sech zesummegeraaft fir d'Decisioun vun engem gemeinsame Site, awer virun allem fir d'Zesummenaarbecht, fir en neit Haus ze plangen, en neit gemeinsam Haus, wat eng wierklech Lokomotiv fir d'medezinesch Grondversuergung am Süde sollt duerstellen a wou all déi Virstellung ronderëm innovativt Bauen, ronderëm patientenzentriert Medezinn, ronderëm beschtméiglech Aarbechtskonditiounen solle verwierklecht ginn.

An dofir ass dat heiten eng ganz schéi Geschicht vun interkommunaler Zesummenaarbecht an och de Beweis, dass et sech lount, wann d'Gemengen zesummeschaffen an un engem Strang zéien. A wann ee sech op e Site

unique eenegt, da gleeft mer, dann ass dat en Zeeche vun enger ganz gudder Zesummenaarbecht, well dat sinn ëmmer déi ganz kriddeleg Sujete bei gemeinsame Projeten.

Dofir wëll ech dat hei ervirsträchen an eigentlech all deenen, net nëmmen de politesche Responsabelen, mä och deenen, déi ronderëm déi technesch an administrativ Preparatioun, ronderëm de Fusiounsprojet, ronderëm de Projet vum neie Spidolsservice gedréit hunn, meng Unerkennung ausschwätzen. Dat war net näischt!

An Dir kënn mer et gleewen, an de leschte Joren - an dat ass am Fong eng Äntwert op all déi Remarken, déi an deem Zesummenhang gemaach gi sinn - sinn ech heiansdo geckeg gi mat där Detailplanung, déi gemaach ginn ass, mat deene schwéiere Weeër, déi ageschloe gi sinn, fir wierklech all Precautiounen ze huelen, dass aus deem heite Projet net nëmme soll e Succès ginn, e gutt Gebai, mä dass een awer och all Precautiounen géif huelen, fir Suerg ze droen, dass et net zu enger Käschtenexplosioun géif kommen oder dozou, dass Imprevuen en cours de route net kéint Rechnung gedroe ginn.

Mä ech denken, et war derwäert, dee schwéiere Wee do ze goen, well domadder fënn et dann eng Äntwert op all Froen, déi un ee gericht ginn, an et kritt een och all Garantie fir d'Zukunft.

En neit Spidol, net iergendeen neit Spidol, e wierklech innovativt Spidol soll hei gebaut ginn, dat ronderëm d'Patientesécherheet dréit, ronderëm cibléiert Besoine fir Patienten, Stéchwuert „médecine personnalisée“, dat virun allem och eng Rei vu strategesche Méiglechkeeten zouléist, déi am Moment an där Form net gi sinn, duerch de Choix vum Site, awer och duerch de Choix vum Innovationsgrad vun deem Projet, sief et, wat energie- an ëmwelttechnesch Consideratiounen ugeet, mä awer och, wat déi medezinesch Prise en charge ugeet, d'Zesummenaarbecht téscht den Doktere mam Personal. Dat sinn natierlech Aarbechtsbedingungen, déi hei geschafe ginn, déi net méi ze vergläiche si mat deenen, déi elo do sinn, onofhängeg vun de Schwieregkeeten, déi en „hôpital multisite“ jo och ka mat sech bréngen.

Et ass ee Sprécher - ech mengen, et war den Här Halsdorf -, dee vun engem Paradigmewissel geschwat huet, an ech ginn him hei recht. Mir huelen hei wierklech e Paradigmewissel vir. An den Här Baum huet dat och opgegraff am Zesummenhang mat der Thematik vun den Eebettzëmmeren. Mä mir huelen awer och e Paradigmewissel vir, wat déi medezinesch Méiglechkeeten ugeet, déi dem Patient herno zur Verfügung stinn. An hei bitt jo och eist Spidolsgesetz ideal Prealabelen, fir se ëmzesetzen, sief dat iwwert d'Réseaux de compétence, déi geschafe ginn, oder iwwert déi verstärkt Zesummenaarbecht bei de pluridisziplinären Equippen, wat d'Prise en charge ugeet. An hei kënnen mer wierklech déi Virstellung, déi mer an e Gesetz eraprojezéiert hunn, och gelieft kréien um Terrain.

Et ass awer och e Paradigmewissel wat d'Prise en charge ugeet. An do wëll ech eng Klammer opmaachen: Ech hunn hei zur Kenntnis geholl, dass et de Wunsch ass, dass och de Ministère sech soll abréngen, wat déi zukünfteg Notzung vun den aktuelle Sitten ugeet. Dat wëll ech gäre maachen. Mir si jo hei als Stat net Propriétaire vun deene Gebailechkeeten, mä dat wëll ech gäre maachen, wann et drëm geet, sech proaktiv anzubréngen fir d'Zukunft vun deenen Haiser.

An do ass et mir, ganz éierlech gesot, haaptsächlech dru geleeën, dass do, wou et méiglech ass, och déi medezinesch Grondversuergung vun der Populatioun soll erhale bleiwen oder, wann et geet, nach weider ausgebaut ginn. An dat war iwwerens och e Wunsch vun der Chamberskommissioun, wou mer déi Diskussioun gefouert hunn. A wann dat an déi Richtung geet - et si jo aner Projeten och nach um Dësch, zum Beispill d'Pourparlers mat der ALA -, da ka sech de Ministère do gären aklinken. Ech sinn op alle Fall do, wann ech gebraucht ginn.

Paradigmewissel och, wat d'Urgencen ugeet: Hei hu mer also an Zukunft d'Méiglechkeet, fir déi getrennte Filière vun Ufank un an engem

Neibau mat unzedenken. Dat wat mer elo mat deene 15 Milliounen maachen, déi d'Regierung zur Verfügung stellt, fir déi baulesch Mesuren, déi an den aktuelle Strukturen verbessert ginn, dat sinn déi Suen, déi an de Fonds hospitalier ageschriwwen si fir Equipementer un den aktuellen Haiser. Soudass och déi Bedenken aus dem Wee sinn, dass mer nëmmen an d'Zukunft an net an déi aktuell Strukturen géifen investéieren. Dat kënnen mer hei schonn direkt undenken a mat integréieren, net nëmmen déi getrennte Filiären, mä och eng integréiert Maison médicale fir déi méi kleng Urgencen a fir domadder och de Waardezäiten entgéintzewirken, mat deene mer ze kämpfen hunn.

Innovativ a strategesch, awer och wat d'Synergien ugeet mat der Universitéit, mat der Recherche, mat der Grande Région - och heirober ass schonn higewise ginn, virun allem vun der Rapportrice, déi all déi Elementer an hirem wierklech exzellente Rapport resuméiert huet an domadder mir meng Interventioun ganz einfach gemaach huet, well si schonn an hirem Presentatioun ganz vill dovunner erausgestrach hat.

Här President, ech wier ganz stolz, wa mer haut d'Unanimitéit fir d'Finanzierungsgesetz vum neie Südspidol kéinte kréien. Ech denken - an ech sinn iwwerzeegt dovunner -, dass mer 2019 wäerten ukomme mam Bau. Ech sinn och ganz optimistes, dass mer den Timing vun 2023 kënnen anhalen. Do wäerten der jo hoffentlech nach eng Rëtsch vun eis dobäi sinn, wa mer d'Inauguratioun kënnen maachen.

Mäi Merci geet elo un all déi, déi un deem heite Projet geschafft hunn, well si hunn e gudder Projet preparéiert a mir sollen en och haut alleguete guttheeschen.

Villmools Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Da si mer prett fir d'Ofstëmmung.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 7286 et dispense du second vote constitutionnel**

An d'Ofstëmmung fänkt elo un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

60-mol Jo, Unanimitéit, domat ass de Projet ugeholl.

Ont voté oui: *Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Claude Wiseler), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Laurent Zeimet;*

*MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Boffering, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Cécile Hemmen;*

*MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);*

*MM. Gérard Anzia, Henri Kox (par Mme Josée Lorsché), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;*

*MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

An et bleift mer nëmmen nach ze froen, ob mer d'Dispens vum zweete Vott ginn.

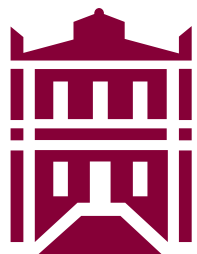
**(Assentiment)**

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Mir sinn um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. Rendez-vous fir déi nächst öffentlech Sëtzung ass den nächsten Dënschden um hallwer dräi.

**(Fin de la séance publique à 16.12 heures)**

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram



## Sommaire

### 1. Ouverture de la séance publique

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

### 2. Communications

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

### 3. Octroi de titres honorifiques

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

### 4. Ordre du jour

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

### 5. 7171 - Projet de loi portant fixation des conditions et modalités d'un compte épargne-temps dans la fonction publique et modification:

1° du Code du travail; et

2° de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État

- Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative: M. Yves Cruchten

- Discussion générale: Mme Octavie Modert, Mme Sam Tanson, M. Gusty Graas, M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner (interventions de M. le Ministre Dan Kersch et M. Marc Baum)

- Prise de position du Gouvernement: M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative (interventions de Mme Octavie Modert)

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

### 6. 7284 - Projet de loi relatif à l'aménagement du contournement routier de Bascharage et portant modification de la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes

- Rapport de la Commission du Développement durable: Mme Josée Lorsché

- Discussion générale: M. Michel Wolter, M. Yves Cruchten (dépôt d'une motion), M. Max Hahn, M. Fernand Kartheiser, M. Marc Baum (intervention de M. Yves Cruchten)

- Prise de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- Motion 1: M. Yves Cruchten

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

- Vote sur la motion 1 (adoptée)

### 7. 7198 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques

- Rapport de la Commission du Développement durable: Mme Josée Lorsché

- Prise de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

### 8. 7272 - Projet de loi relatif au réaménagement des bâtiments existants et à l'extension de la caserne Grand-Duc Jean au Herrenberg à Diekirch

- Rapport de la Commission du Développement durable: M. Henri Kox (dépôt d'une motion)

- Discussion générale: M. Aly Kaes, M. Yves Cruchten, M. Gusty Graas, M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner

- Prises de position du Gouvernement: M. Claude Turmes, Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures, M. Etienne Schneider, Ministre de la Défense

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

- Vote sur la motion 1 (adoptée)

### 9. Ordre du jour (suite)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; M. François Bausch et M. Dan Kersch, Ministres; M. Claude Turmes, Secrétaire d'État.

**(Début de la séance publique à 14.33 heures)**

## 1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Gudde Mëtteg! Ech maachen heimat d'Sëtzung op an ech froen d'Regierung, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet.

► **M. Dan Kersch**, Ministre de l'Intérieur.- Neen, Här President, dat ass net de Fall.

## 2. Communications

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci. Da wëll ech lech déi üüblech Kommunikatioun maachen iwwert d'Lëscht vun deenen neie parlamentareschen Ufroen an Äntwerten, d'Lëscht vun de Projeten an déi vun de Petitiounen, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert gi sinn, Lëschten, déi entweder hei um Büro leien oder un d'Fraktiounen an un d'Sensibilitéite weidgerleet gi sinn.

### Communications du Président - séance publique du 17 juillet 2018

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi, le projet de règlement grand-ducal et les propositions de modification du Règlement de la Chambre des Députés suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

**7332** - Projet de loi portant création d'un Observatoire national de la Santé

Dépôt: Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé, le 03.07.2018

**7333** - Projet de loi portant approbation de la Convention multilatérale pour la mise en œuvre des mesures relatives aux conventions fiscales pour prévenir l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices, signée à Paris, le 7 juin 2017

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 03.07.2018

**7334** - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer:

1° au financement des travaux nécessaires à l'extension et à la modernisation de la station d'épuration biologique intercommunale du bassin hydrographique de la Syre supérieure à Uebersyren;

2° au financement des infrastructures de traitement des eaux urbaines résiduaires en provenance du centre pénitentiaire de Schragis;

3° au financement des infrastructures de raccordement et de traitement des eaux usées de la zone aéroportuaire à la station d'épuration biologique d'Uebersyren

Dépôt: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, le 04.07.2018

**7335** - Proposition de modification des Annexes 4 et 5 du Règlement de la Chambre des Députés

Dépôt: M. Eugène Berger, Député, M. Alex Bodry, Député, M. Gast Gibéryen, Député, M. Henri Kox, Député, M. Claude Wiseler, Député, le 05.07.2018

**7336** - Projet de loi relatif à l'aménagement de la transversale de Clervaux

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 09.07.2018

**7337** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 09.07.2018

**7338** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 09.07.2018

**7339** - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 23 octobre 2011 relative à la concurrence

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 09.07.2018

**7340** - Projet de loi portant modification de l'article 410-2 du Code pénal pour sanctionner les agressions contre les services de secours

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 09.07.2018

**7341** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 11.07.2018

**7342** - Projet de règlement grand-ducal portant modification du règlement grand-ducal modifié du 9 juin 2000 transposant la directive 98/41/CE du Conseil du 18 juin 1998 relative à l'enregistrement des personnes voyageant à bord de navires à passagers opérant à destination ou au départ de ports d'États membres de la Communauté [Transposition de la directive (UE) 2017/2109]

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 12.07.2018

**7343** - Proposition de modification de l'Annexe 1 du Règlement de la Chambre des Députés

Dépôt: M. Marc Baum, Député, M. Eugène Berger, Député, M. Alex Bodry, Député, M. Mars Di Bartolomeo, Député, M. Gast Gibéryen, Député, Mme Viviane Loschetter, Députée, M. Claude Wiseler, Député, le 12.07.2018

**7344** - Projet de loi relative aux licences des contrôleurs de la circulation aérienne et aux prestataires de service de navigation aérienne

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 16.07.2018

3) Les demandes de pétition publique suivantes ont été déposées:

**1067** - Demande de pétition publique: Blocage d'un carrefour: Avertissement taxé de 145 € et retrait de deux points

Dépôt: M. Serafim Pinho, le 02.07.2018

**1068** - Demande de pétition publique: Amélioration du système de collecte de déchets e-trash, Improve the e-trash waste collection system

Dépôt: M. Daniel Silva Fernandes, le 06.07.2018

**1069** - Demande de pétition publique: Interdiction de fumer aux terrasses des restaurants

Dépôt: M. Daniel Reding, le 06.07.2018

**1070** - Demande de pétition publique: Geblitzte Verkehrsteilnehmer belohnen mit „Check Cadeaux“

Dépôt: M. Gérard Philippe, le 08.07.2018

**1071** - Demande de pétition publique: Pour une politique de santé publique qui combatte effectivement l'implantation des moustiques-tigres, vecteurs de maladies, au Luxembourg

Dépôt: M. Joao Antonio Sarno Bomfim, le 10.07.2018

**1072** - Demande de pétition publique: Éducation: Instauration d'une troisième liste pour le concours pour abolir l'inégalité entre ceux qui ont fait un bachelier professionnel en sciences de l'éducation et ceux avec un Bachelier «en relation avec un des objectifs de l'enseignement»

Dépôt: Mme Lucie André, le 12.07.2018

**1073** - Demande de pétition publique: Dédommagement consommateur (personne privée) suite à la faillite de l'entrepreneur de construction et/ou promoteur

Dépôt: M. Luis Filipe Da Silva Costa, le 12.07.2018

**1074** - Demande de pétition publique: Plaques minéralogiques pour vélos

Dépôt: M. Patrick Flammang, le 13.07.2018

**1075** - Demande de pétition publique: Führerscheinabgabe für ältere Personen für mehr Sicherheit im Strassenverkehr

Dépôt: Mme Hamida Alomerovic, le 16.07.2018

**1076** - Demande de pétition publique: Déduction des coûts d'accès à Internet dans le calcul de l'impôt sur le revenu des personnes physiques

Dépôt: M. Carlos Da Costa Goncalves, le 16.07.2018

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

## 3. Octroi de titres honorifiques

Dann hunn ech d'Freed an d'Éier, fir lech matzedeelen, datt opgrond vun enger Decisioun vum Büro vun der Chamber, nom Artikel 42 vum Beamtestatut vun der Chamber, der Madamm Yvette Hellinghausen an der Madamm Toiny Thommes-Gerbec, alle béid Inspecteur principal premier en rang, déi d'Chamber dëst Joer wäerte pensiounschalber verlossen, den Eiertitel zouerkannt ginn ass.

lech zwee douewen: Merci fir Är Services rendus an alles Guddes!

**(Applaudissements)**

## 4. Ordre du jour

An dann zum Ordre du jour: Och deen ass un d'Fraktiounen an un d'Sensibilitéite gaangen, esou wéi d'Presidentekonferenz en déi lescht Woch proposéiert huet.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour d'accord?

**(Assentiment)**

Ech soen lech direkt, dass et vläicht zu enger klenger Ännerung kënn, wann d'Fraktiounschefen alleguer do dermat d'accord sinn, mä dorop komme mer nach eng Kéier zréck.

An dann hu mer als éischte Punkt um Ordre du jour de Projet de loi 7171 iwwert d'Zäitspuerkonten an der Fonction publique. An d'Wuert huet direkt de Rapporteur, den Här Yves Cruchten.

## 5. 7171 - Projet de loi portant fixation des conditions et modalités d'un compte épargne-temps dans la fonction publique et modification:

1° du Code du travail; et

2° de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État

**Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative**

► **M. Yves Cruchten** (LSAP), rapporteur.- Merci, Här President. Mir stënnen haut iwwer e Gesetz of, dat schonn zanter den 90er Joren ëmmer nees an d'Gespréich koum, ouni dass et aver verwierklecht gouf.





Et gëtt awer och nach aner Méiglechkeeten. Et kann een iwwert de Wee vun engem Mail oder engem SMS engem matdeelen: „Voilà, d’Kontroll war ëm déi an déi Zäit do.“ Wier et dann net awer och ubruecht, datt dee Betreffene sech dann awer während enger gewësser Zäit kéint zréckmellen a soen: „Voilà, ech war awer doheim“ an esou weider. Mir hunn do gewësse Problemer mat där Argumentatioun.

Wichtig ass awer an dësem Gesetz och, datt eng Rei aner Congéen elo legiféiert ginn an deem Sënn, datt se eng gesetzlech Basis kréien. Ech mengen, d’Demokratesch Partei ass derfir bekannt, datt se sech an deene leschte Joren ëmmer derfir agesat huet, datt soll méi eng Flexibiliséierung vun der Aarbechtszäit kommen, datt och eng Rei vu Congéen, ech denken un de Pappcongé an och aner, solle méi eng gesetzlech Basis kréien. Dat ass schonn an eiser Linn.

An op där anerer Säit dierf een awer och net vergiessen, datt d’Méiglechkeet elo besteet, fir ebe seng Aarbechtsstonden, déi ee leescht, datt een déi awer och kann op engem gewëssene Compte épargne zréckbehalen, datt een déi och ka spéider fir aner Saache benotzen. Ech denken un d’Weiderbildung, wat jo och elo hei virgesinn ass, zum Beispill bei den Enseignanten eng Année sabbatique, wat ganz wichtig ass.

D’Aarbecht ass nun eben net alles! A wann een d’Méiglechkeet huet, sech weiderzubilden, da soll een dat och notzen, well dat och fir sech selwer u sech wichtig ass, datt ee sech do-duerch ka weiterentwéckelen. D’Motivatioun gëtt méi gross. An insgesamt muss een also soen, datt dat heiten e positivt Gesetz ass, wat mir selbstverständlech matdroen. An an deem Sënn bréngen ech selbstverständlech och dann d’Zoustëmmung vun der Demokratescher Partei.

Ech soen lech Merci.

► **M. André Bauler (DP)**.- Ganz gutt!

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Alex Bodry (LSAP)**.- Dat ass eng vun Äre beschte Riede gewiescht.

(**Hilarité et brouhaha**)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président**.- Dir sidd prett, Här Kartheiser?

► **M. Fernand Kartheiser (ADR)**.- Jo.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président**.- Dann hutt Dir d’Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR)**.- Villmools Merci, Här President. Och vun eiser Säit aus e grouse Merci un den Här Cruchten fir d’Erklärung vun dësem Gesetz. Et ass e Gesetz, wat mir och gär matstëmmen. Ech mengen, vun de Virriedner ass erkläert ginn, wat et alles u Virdeeler huet. Et schaaft och elo eng gewësse Gerechtegkeet tëschent dem privaten an dem öffentleche Secteur. Et ass ganz flott, wann d’Leit kënne méi iwwer hir Zäit verfügen.

An awer muss ee soen, datt, wann een dëst Gesetz liest, vläicht e puer Kommentarer kënne gemaach ginn.

Dat Éischt ass deen, datt ee vläicht net dee richtegen Androck vun der Aarbecht vun Fonctionnaire huet, wann een dëst Gesetz liest. Et ass e bëssen, et klängt wéi en Epiciersgesetz. Ech hunn näischt géint Epicien, dat ass eppes ganz Wichtiges. Mä esou minutiéis.

Et ass souguer esou, datt d’Zäiten, déi de Beamte schafft, hei a Stonnen an a Minute gerechent ginn, mä dat entsprécht eigentlech net der Aarbechtsethik vun engem groussen Deel, vun deem gréissten Deel vun der Fonction publique. Et ass net esou, datt d’Beamten elo, well se och iwwerall oder op ville Plazen d’Auer drécken, a Stonnen an a Minute rechnen. Eis Fonction publique géif net fonctionnéieren, wann d’Beamte géifen esou denken. Et ass éischer esou, datt vill Leit net op d’Auer kucken an hir Missioun erfëllen am Dénsgsch vun eis alleguer, ouni eben ze vill op d’Auer ze kucken.

An ech mengen, dat ass deen Androck, deen ee muss verënnern, wann een dëst Gesetz liest. Bei aller Flexibilitéit, déi et de Leit gëtt, an dat ass och gutt esou, ass et net esou, datt de Gros vun der Fonction publique a Minute rechent.

Et ass och fir verschidden Administratiounen schwéier ëmzesetzen. Am Text, an deene Commentairen ass notament vun der Justiz a vun der Educatioun rieds. Dat ass richtig. Et ass net einfach an där ganzer Villfalt vun der Fonction publique, ëmmer dee Wee ze fannen, dee wierklech gerecht derfir suert, datt da jiddwereen op seng Manéier ka vun dësem Gesetz profitéieren.

Et sinn och Saachen dran, déi och net der Realitéit an der Fonction publique entsprechen, net der Noutwendegkeet eigentlech vun deem, wou mer alleguer all Dag dervu profitéieren, nämlech vun engem zouverlässeg an effizienten öffentlechen Dénsgsch.

Et ass zum Beispill e bësse surrealistesch, wa gesot gëtt: „D’Iwwerstonne si limitéiert. A wann ee wëllt eng Iwwerstonn maachen, dat ass soumis à autorisation.“ Et géif iwwerhaupt net vill fonctionnéieren am Stat, wann all Kéiers fir all Iwwerstonn géif esou eng Autorisatioun ugefrot ginn.

Dat ass sécher wouer bei de Rettungsdénsgschter, an der Force publique, mä och an anere Ministère. An ech erënnere mech ganz vill un europäesch Presidencen, déi mer gemaach hunn, wou natierlech d’Zuel vun den Iwwerstonnen enorm war a wou och déi Beamten, déi déi gelescht hunn, déi emol net ganz kompenséiert kruten, well iergendwou vum Stat eng arbiträr Limitt gezu gouf.

Et ass einfach eng Realitéit, datt vill Beamte sech an esou Situatiounen wierklech, ouni eben op d’Auer ze kucken, voll asetze fir eise Stat. An dat muss een honoréieren. An dat ass eppes, wat duerch dëst Gesetz net ëmmer erëmgespigelt gëtt, weder am Geescht vum Gesetz nach an den Termen dervun. Wéi gesot, wann op Formulatiounen bestane gëtt, wat ee kann no-vollzéien, datt eng Iwwerstonn muss ugefrot ginn: D’Realitéit ass dacks eng aner.

Mir haten och hei de Congé de reconnaissance, dee gëtt och, kann ugerechent ginn op dee Congé de..., deen „Zäitspuerkonto“ - ech huelen un, dat ass dat bescht Lëtzebuurger Wuert derfir -, deen elo ageriicht gëtt.

Mir wëlle just nach eng Kéier drun erënnern, datt mir als ADR deem Bewäertungssystem an der Fonction publique ganz kritesch géint-iwwerstinn. Et ass näischt, wat mir gutt fannen. Et ass eppes, wat d’Méiglechkeet vun der Politiséierung un der Fonction publique verstärkt. Et ass eppes, wat besonnesch a klengen Administratiounen ganz schwéier ëmzesetzen ass, wat ganz vill schlecht Blut ka maachen. An och wa mer hei elo beim Congé de récréation (veuillez lire: Congé de reconnaissance) selbstverständlech akzeptéieren - et gëtt e jo -, datt dee kann op deem Zäitspuerkonto ugerechent ginn, esou wëlle mer awer nach eng Kéier soen, datt mer dee Bewäertungssystem, esou wéi en am Ablék existéiert an der Fonction publique, kritiséieren an och géifen änneren.

Eng lescht Bemierkung iwwer d’Congéen. Mir freeën eis mat all deenen anere Kolleegen, déi gesot hunn: „Et ass wichtig, datt mer hei e modernen a grousszüege Congéregim fir d’Beamten, fir d’Fonction publique hunn.“ Dat gëllt selbstverständlech och besonnesch fir de Pappcongé, deen a leschter Zäit jo ganz vill an der Diskussioun war.

Et ass awer och esou, an ech profitéieren dervun, datt den Här Minister Schneider och heibannen ass, datt mer de Congé hu fir d’Opérations pour le maintien de la paix an datt mer do kee Gesetz kritt hunn an dëser Legislaturperiode, fir de Congé, also iwwerhaupt d’Opérations pour le maintien de la paix ze reforméieren. Dat deet eis leed. Mir hätte gär e Gesetz gesinn, wat och de Statut vun deenen Operationen géif moderniséieren inklusiv och vläicht déi Aspekter, déi mam Congé ze dinn hunn. Dat wor awer net méiglech.

Fir déi Leit, déi an de Gemenge schaffen, muss natierlech och gekuckt ginn, ob do äänlech Dispositiounen méiglech sinn, och wann ee vum Stat an d’Gemenge wiesselt, ob een d’Rechter behält. Ech mengen, dat ass virgesinn, mä och wann aner Wiesselen sinn an der Carrière vun engem Beamten, ob dann all Kéiers och déi Rechter preservéiert sinn. Ech mengen, dat ass e Prinzip, op dee mer eis och alleguer hei licht misse kënne verstännegen. Dat ass, datt all Wiessel am Kader vun enger normaler Carrière am Dénsgsch vun der Öffentlechkeet net dierf mat Nodeeler fir dee betroune Beamte verbonne sinn.

Dat gesot, schlësse mer eis gär als ADR dem Konsensus an dëser Fro un. Et ass vu senger Ausriichtung hier e gutt Gesetz. Et entsprécht net ëmmer der Realitéit am öffentlechen Dénsgsch, mä et ass awer op jidde Fall eppes, wat mir matdroen an och matstëmmen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Gast Gibéryen (ADR)**.- Ganz gutt!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président**.- Merci och. An de leschte Riedner ass den Här David Wagner.

► **M. David Wagner (déi Lénk)**.- Merci, Här President. Mir wäerten och net de Konsens brieche haut, well mir natierlech och dëse Projet de loi wäerte matstëmmen. A mir sinn och ganz frou driwwer, dat kënne ze maachen.

Et gouf schonn e puermol gesot: D’Aféierung vum Compte épargne-temps ass eng laang Fuerderung. Wien ugefaangen hat, wie méi schnell war, wien deen éischte war, wien dee leschte war; et ass e bësse wéi am Fussball: Hauptsach, dat ass deen, deen de Gol schéisst. Deen huet schlussendlech gewonnen. De Rescht spillt bal keng Roll méi.

Et ass eng laang Fuerderung an der Fonction publique. Mir sinn awer och der Meenung, wéi dat och virdu gesot ginn ass, datt een hätt sollen awer och drun denken, fir et auszeweiten op de Gemengesecteur. Evidenterweis wäert dat an dëser Legislaturperiode jo net méi stattfannen.

Mir mengen och, datt déi Argumentatioun, fir ze soen, datt et komplizéiert wier weinst der Gemengenautonomie, e bësse bei den Hoer erbäigezunn ass, mä et ass jo och schonn ugeklongen, datt awer de Wëllen do ass, och vun anere Parteien, fir an déi Richtung ze goen. Dat wäert da wuel nom Oktober méi konkret ginn.

Just eng kleng Fro elo, ech mengen, mä ech ka mech do vläicht ieren, a vläicht kann herno och nach de Minister dorop agoen: Souwäit ech verstan hunn, ass d’Visitt vum Dokter net komplett ofgeschaaft. Souwäit ech verstan hunn, gëtt et nach ëmmer d’Méiglechkeet am Krankheitsfall, nom drëtten Dag eng Visitt ze maachen. Also, ech hunn elo de Projet de loi leider um Büro vergiess, fir nozekucken, en ass e bësse schnell komm, mä ech hat den Androck, datt et esou wier. Mä ech ka mech vläicht och ieren. Mä soit!

Et ass natierlech eng laang Fuerderung gewiescht fir den öffentleche Secteur, fir dat anzeféieren, mä, wéi gesot, an dat gouf och scho gesot: Et ass och eng ganz laang Fuerderung, fir de Compte épargne-temps am private Secteur anzeféieren. An do wollt ech och nach drun erënnern, datt awer schonn 2004 de Conseil économique et social do déi Propos gemaach hat, wou sech jiddwereen och domadder averstane gewisen huet, all Partner innerhalb vum Conseil économique et social.

Et ass e Projet de loi elo vum Aarbechtsminister deposéiert ginn, deen evidenterweis och warscheinlech net méi an dëser Legislaturperiode wäert kënne ugeholl ginn. Et ass natierlech gutt, datt en deposéiert gouf. Et ass e bësse spët. Et mierkt een och heiansdo: Zu Lëtzebuerg hu mer d’Tendenz, heiansdo e bësse lues ze sinn a gewëssene Saachen, wou anscheinend net ëmmer esou Konsens herrscht iwwer gewësse Punkten. 20 Joer laang, wou jiddweree seet: „Dach, et ass wichtig, dat muss ee maachen,“ an et brauch eng 20 Joer, fir et ëmzesetzen. Dat ass heiansdo e bësse komesch.

Ech mengen, wat och awer wichtig ass, dat ass: Bei esou Reformen geet et och ëm d’Aarbechtsorganisatioun. An do muss een ëmmer sécherstellen, an dat gëllt souwuel fir de Public wéi och fir de private Secteur, datt och d’Salarieé respektiv an deem Fall och d’Beamten decidéieren kënne, wéi si kënne mat hire gespuerte Stonnen ëmgoen.

Dat ass hei awer och gutt geséichert bei dësem Projet de loi. Et dierf een ni vergiessen, datt et kee Kaddo ass, wéi dat gesot gouf, mä dat sinn hir Stonnen, déi se geschafft hunn, natierlech. A si mussen kënne doriwuer verfügen, natierlech an deem Mooss och, datt souwuel eng Verwaltung wéi och e Betrib kënne funktionéieren.

Mä ech mengen awer, datt mer hei zu Lëtzebuerg weiderhin eng staark Matbestëmmung brauche bei de Beamten. Mir haten e bësse bedauert, deemools, bei der Reform vum Statut, ganz am Ufank vun dëser Legislaturperiode, datt och an der Fonction publique, deemno wéi, eng Grëtz Arbitraire hiérarchique agefouert gouf bei der Evaluatioun zum Beispill. Do muss een och oppassen, wéi dat sech kéint weiderhin entwéckelen an der Fonction publique. Mir haten do proposéiert, fir justement och d’Belegschaft ze stäerken. Dat war awer net ugeholl ginn.

Dofir, jo, mir sinn der Meenung, datt ee weiderhi soll assuréieren, datt d’Belegschaften da kënne och matbestëmmen. An am private Secteur, do wësse mer, datt dat vill méi komplizéiert ass an datt do d’Matbestëmmung ewechschmëlzt wéi Schnéi an der Sonn.



Suivez la  
Chambre des Députés  
sur Facebook, Twitter et  
Instagram













kënn ee mer hei soen, wéi ech et soll maachen, fir dat alles erëm ewechzerappen, wat déizäit gebaut ginn ass - ech mengen, dat géif ech awer gär gesinn, wéi mer dat solle maachen.

Da muss mer eng Léisung fannen en vue vun der Situatioun, wéi se haut ass. Da kënnen mer nach esou vill Krokodillstréine kräischen, wéi mer wëllen, wat virun 20 Joer vu Feeler gemaach gi sinn - déi sinn eben du gemaach ginn. A mir war et awer wichteg, an der Regierung war et wichteg, hei eng Léisung ze siachen, déi där Gemeng do hëlleft an, wéi gesot, déi déi dräi wesentlech Punkte berücksichtegt, datt mer do Verbesserung kréien.

Zu der Loftqualitéit wëll ech soen, do war jo ee Moment esou e Gespenst opgedaucht virun enger Rei Méint: „Oh, elo wäire se immens erofgaangen d'lescht Joer.“ Dat ass falsch. Si si wärend e puer Méint erofgaangen, well effektiv Chantiere waren an de Verkéier zum Deel deviiert war. Mä ech kann lech awer soen: Ech hunn d'Zuele vun deenen éischte sechs Méint vun dësem Joer, an déi sinn nach schlechter, wéi se virdu waren. An et ass och net, wéi hei vu Virriedner gesot gëtt, datt mer hei liicht iwwert dem Grenzwäert géife leien. De Grenzwäert ass 40 Mikrogramm. Mir leie bei 80. Mir leien um Duebelen!

An da wëll ech awer och nach eng Kéier rappeléieren, wa mer esou liichtfankeng iwwer NO<sub>x</sub> schwätzen, wat dat fir gesondheetlech Konsequenzen huet. NO<sub>x</sub>en, déi bewirken, datt den Immunsystem geschiedegt gëtt, datt haaptsächlech Kanner an eeler Leit dorënner leiden. Et gëtt vun der Weltgesundheitsorganisation - déi iwwregens nach méi streng Grenzwäerter gesat huet wéi déi, déi mir an der Europäescher Unioun gesat hunn als Standard eigentlech, déi ee misst setzen - gesot, datt entre-temps all Drëtten op der Welt stierft duerch Problemer - Longen an esou weider, Häerzkreeslaf -, déi entstinn duerch schlecht Loftqualitéit. An do, wa vun där schlechter Loftqualitéit geschwat ginn ass, da sinn dat net déi klimaschädlech Gasen, CO<sub>2</sub>, mä da sinn dat wierklech d'Feinstaubpartikelen, d'PMen, an et sinn haaptsächlech d'Stickoxiden. Also, et ass net vun enger Bagatell, vun där mer hei schwätzen! A wann ech da weess, datt mer hei um Duebele leien!

A Käerjeng ass iwwregens och, d'Émweltministesch huet jo am Kader vum Loftqualitéitsplang d'Gemengen ugeschriwwen gehat, fir kënnen méi wäit ze goen an de Miessungen, wéi dat virdu de Fall war. An et sinn och ganz vill Gemengen, déi hu sech du gemellt, Käerjeng war nach ëmmer an deem Programm, do sinn nach ëmmer Miessunge gemaach ginn. Mä et si ganz vill aner Gemengen, wou och Miessunge gemaach gi sinn. A mir hunn entre-temps eng Tabell, do sinn eng 20 Gemengen dran. Duvunner sinn der ongeféier eng Dosen, déi net gutt sinn, déi entweder just iwwert dem Grenzwäert leien oder no dru leien an esou weider. Mä Käerjeng läit ganz kloer largement un der Spëtzt. Se gi just nach bal rejoignéiert vun der Gemeng Réimech, déi ënnen am Lach och e Problem huet. Mä do schaffe mer och u Léisungen, fir d'Gemeng Réimech.

A mir hunn eng Verflüchtung, do eppes ze maachen. An déi Verflüchtung hu mer net, andeem mer kënnen einfach elo soen: „Ma elo waarde mer“, ech schwätzen natierlech elo hei nëmme vun de Stickoxiden, mä net vum Rescht vum Problem, andeem mer elo géife soen: „Elo waarde mer bis“, ech weess net, „2030, '35, '40 a bis mer kee Verbrennungsmotor dorëmmer fuere méi hunn, an da léist de Problem sech vum selwen.“ Neen! Hei ass kloer virgeschriwwen duerch d'europäesch Gesetzgebung - a vëlleeg zu Recht! -, datt mer direkt mussen handelen.

#### (M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Mir muss virweisen, datt mer an deenen nächste Joren eroffomme mat deene Wäerter ënnert déi 40 Mikrogramm, well wa mer dat net maachen, da kréie mer Strofen opgedonert respektiv mir gi gezwongen, Fahrverboter auszeruffen.

Ech wëll awer vläicht emol eng Kéier drun erënneren, datt mer hei an enger Gesetzge-

bung sinn, déi ganz kloer Richtlinie setzt, an déi sinn net iwwer zéng, 15 Joer, mä an engem kuerzfristegen Zäitraum ze gesinn. D'Émweltministesch ass amgaangen, dee leschte Plang elo op Bréssel ze schécken - a mir hoffen, datt mer deen akzeptéiert kréien -, wou mer da beleien op deene Plazen am Land, well et si jo nach eng Rei aner Plazen, et sinn der och an der Stad, de Fall zum Beispill um Boulevard Royal Richtung Avenue de la Liberté, och Avenue de la Liberté, do wäert den Tram an d'Eraushuele vun de Bussen an dem Verkéier generell eis ganz vill hëlleft, fir drënner ze kommen, ënnert déi Wäerter do. Mä zu Käerjeng - Pardon! -, do muss mer op villen Niveaue schaffen. Et geet och net duer domat, et ass och net de Contournement eleng, deen eis de Problem wäert léisen, ech kommen nach op déi aner Saachen ze schwätzen, mä et ass awer een Deel dovunner.

De Kaméidi: Ech mengen, dat brauch ech kengem ze erklären, wat Kaméidi bedeit. Mä virun allem d'Entwécklungschancé si fir mech awer och wichteg Argumenter, datt een dat dote mécht.

An da gëtt et nach e véiert Argument. Dat ass zwar elo am Sënn vun der Natura 2000 oder vu Liewensqualitéit an esou weider vläicht net, wat ee géif nennen den Intérêt public majeur, mindestens kéint een dat a Fro stellen, do kéint ee jo soen: „Da schrauwe mer do d'Entwécklung, da bremse mer déi oder zum Deel entwéckele mer net nach weider“, dat ass, datt mer eng national Industriezon do hunn. An den Här Wolter huet zu Recht drop higewisen, datt et eng zimlech grouss ass. An déi Strooss hei wäert och eng Ubannung maachen un déi national Aktivitéitszon. Dat heescht, do kréie mer da vill Camionsverkéier aus der Uertschaft eraus. Mä, wéi gesot, dat ass en ekonomesche Grond. Dat ass elo keen, deen ee kann ziele loosse am Sënn Intérêt public majeur, wéi ech et virdu beschriwwen hunn, par rapport zu der Natura 2000. Mä et ass awer och wichteg, en ze erwänen, well et ass ganz kloer och aus wirtschaftleche Grënn, firwat dat gemaach gëtt.

Da gëtt hei e ganze Koup Saache monéiert, wat een elo prioritär misst maachen an da sollt ee kucken. Mä dat ass gemaach ginn, déi Nullvariant, déi mer gekuckt hunn, do ass alles gekuckt ginn, wat mer souwisou och wäerte maachen. Dat ass de Carsharing, FLEX, dee leeft entre-temps. D'Gemenge kënnen sech dorun uschléissen. Et kënn och eng Statioun op Käerjeng. Dat ass de Bus à haut niveau de service, wou och Käerjeng wäert ugebonne ginn, wou e Projet besteet. Dir wësst jo, datt e ganz grouse Projet besteet.

Mir wäerten iwwregens nach am September eng Buslinn, eng vun den Haaptbuslinnen, déi duerch d'N5 geet, 100% elektrifizéieren. Dat ass e Projet mat der Entreprise Sales. Mir hunn der scho mat aneren Entreprises. An dat hei ass eng fir Käerjeng. Déi wäert am September opgoen. Dat heescht, d'Elektromobilitéit bei de Busse wäert kommen.

D'Park & Ridé gi gebaut. D'Gemeng huet ee vergréissert. Den CFL hunn ech gesot, si sollen Damp maachen, an de Projet ass eigentlech och fäerdeg. Mir muss just kucke mat der Strooss elo, datt muss en Zesummespill ginn, wéi mer dat kënnen bauen, datt een direkt vun der Strooss och do op de Park & Ride kënn. 450 Plaze Park & Ride.

D'Zuchcapacitéit ginn erhéicht. Ech wëll lech drun erënneren, ech hunn et schon e puer mol hei gesot, datt mer net nëmme de Réseau ausbauen, mä fir 400 Milliounen Euro Material kafen, also téschent 2013 an 2025, 2026 investéiere mer bal 4 Milliarden Euro an de Réseau, fir d'Capacitéit ze erweidern: Ausbau vun der Gare Lëtzebuerg, ech zielen elo net méi alles hei op, ech hunn et schon oft genuch gemaach. Mä och zousätzlech dozou hunn d'CFL eng Commande opginn, fir fir 400 Milliounen zousätzlech neit Material ze kafen, fir datt mer d'Sätzplaze staark kënnen an d'Luucht schrauwen. An all d'Garé ginn emgebaut, och op där doter Streck. D'Quaie gi méi laang gebaut, datt mer méi laang Zich kréien, fir datt mer méi Capacitéit op d'Zich kréien. Dat heescht, och déi Saache sinn all age-rechent an der Nullvariant.

Mä mir hunn eng ganz schwiereg Situatioun. Mä Dir wësst jo och, duerch de MoDu 2.0, datt mer dervu mussen ausgoen, datt, souguer wa mer am éffentlechen Transport, national gesinn, 50% méi Leit op den éffentlechen Transport kréien,... 50%! Ech hunn déi nei Zuelen elo kritt, haut de Mëtteg, mir hunn déi lescht aacht, néng Joer 70% méi Reesender beim Zuch eleng gehat. Elo muss mer nach eng Kéier 50% méi kréien an deenen nächste siwe Joer.

Ech weess net, ob Der lech nach kënn virstellen an Ärer Fantasie, wat dat bedeit, wat dat fir Kraaftakte sinn, déi mer muss maachen a sechs, siwe Joer, fir dat hinze kréien. Mä souguer alles dat ass agerechent. An awer komme mer net ënnert dat, wou mer muss kommen, fir datt mer dat wierklech, sougutt bei der Loftqualitéit wéi och beim Kaméidi oder den Entwécklungschancé fir déi Gemeng, uerdentlech kënnen gestalten.

Duerfir, kommt, mir halen op ze diskutéieren, wéi wa mer hei...! Also, ech hunn och heiansdo d'Impressioun, wéi wa mer hei géifen eng sechsspureg Autobunn bauen. Mir bauen eng zweespureg normal Strooss - eng zweespureg normal Strooss! -, déi mer an der Variant elo un d'Eisebunn leeën, fir esou mann wéi méiglech ze duerchschniden, an déi zu bal 100% um Territoire vun der Gemeng Käerjeng effektiv läit. Just ënnen, wou se dann den Uschloss sicht un d'Collectrice, kënn se ganz liicht un d'Nopeschgemeng erun. An ech kommen nach op d'Kompensationsmesuren ze schwätzen, wien dovunner wäert profitéieren. Dat ass näamlech eng aner Gemeng.

Duerfir, kommt, mir halen op iwwer Saachen hei ze schwätzen, em déi et net geet! Mir baue keng Autobunn, mir bauen och net e riese véierspureg Contournement, mä et gëtt eng zweespureg Strooss, déi gebaut gëtt, an déi ass aus all deene Grënn, déi ech elo hei opgezielt hunn, noutwendeg. A parallel dozou maache mer all déi Mesuren, déi souwisou hei verlaangt gi si vu léns, vu riets, vun uewen a vun ënnen. Mä, nach eng Kéier: Dat geet just net duer, fir datt mer de Problem an de Grëff kréien.

Bei de Kompensationsmesurë si mer hei net nëmme virbildlech virgaangen - den Här Wolter huet dat zu Recht gesot - am Kader vun der Planung vun deem Projet, wou mer déi Prozedure virbildlech agehalen hunn. Dat ass och bis elo de Grond, firwat mer d'Recoursen, et sinn der jo scho gemaach ginn bis elo all gewonnen hunn, well mer hëllesch opgepasst hunn hei, wéi mer dat Ganzt géifen ugoen. An déi Kompensationsmesuren, déi si festguelucht am Gesetz.

An déi komme wou? Ma déi kommen dann op den Territoire vun der Suessem Gemeng. Mir vergréisseren de Bësch Richtung Suessem. Dat heescht, do, wou Terraine kaaft gi ware schon, wou jo déi ursprüngelech Variant vum Contournement sollt kommen, do hat de Stat scho vill Terrain kaaft gehat, dee wäerte mer notzen. Dat heescht, d'Gemeng Suessem wäert hei vun enger Vergréisserung vun hirem Erhuelungsgebitt profitéieren, well mer dat wäerte maachen, fir ze kompenséieren par rapport zum Projet, dee mer hei bauen.

Also, ech mengen, mir sinn, wéi gesot, hei, bei esou engem Projet, esou virbildlech virgaangen, ech weess net, ech géif mer wënschen, datt mer dat an Zukunft ëmmer géife maachen. A mir gesi jo och, wann een d'Prozeduren uerdentlech respektéiert, da kënn ee mam Projet och derduerch. Et komme jo nach komplizéierter an Zukunft, vun alle Varianten.

An ech wëll iwwregens och soen, mir schwätzen hei ëmmer nëmme iwwert de Stroossebau am Zesammenhang mat Konflikt mat Émwelt: Och de Schinnebau huet Konflikt mat Émwelt. Wa mer d'Beetebuerger Streck verduebelen am Schinnebau, do soll jo awer kee mengen, do géif kee Bam ewechgeholl ginn. Do ginn och Beem ewechgeholl. An do hu mer och Konflikter an do hu mer och Emprisesträit mat Proprietären an esou weider. Dat ass net anescht bei enger Schinn wéi bei enger Strooss, déi gebaut gëtt. Duerfir, bei enger Strooss, weess ech, datt ass heiansdo e bësse méi einfach, oder zumindest menge Verschiddener, et wär méi einfach, domadder ze polemiséieren.

Wéi gesot, heizou stinn ech zu 100%, well ech zu 100% iwwerzeegt sinn, datt dee Projet hei richtig ass a wichtig ass. An ech muss och soen, déi Motioun, déi hei deposéiert ginn ass, déi entsprécht zu 100% deem, wat ech an de Plan-sectoriellen an de Beschriwunge gemaach hunn an och bis elo ëmmer gesot hunn. Duerfir hunn ech och kee Problem domadder, huet d'Regierung kee Problem domadder, datt d'Chamber déi Motioun hei unhëlt.

Ech wollt dann awer och nach eppes soen zu der Landesplanung: Natierlech muss ee konsequent Landesplanung maachen an natierlech geet et drëms, ze kucken, datt mer fir d'Zukunft d'Landesplanung esou ausrichten, datt déi Feeler, déi an der Vergaangene geschitt sinn, net méi geschéien. Mä et kann een net mat der Landesplanung Saache réckgängig maachen, déi an der Vergaangene geschitt sinn. Dat ass relativ schwierig, kann ech lech verrodnen.

Vläicht huet jo iergendee vun lech, deen hei dat wëllt maachen, d'Chance, déi nächst fënnef Joer dat ze maachen. Ech wënsche vill Gléck! Ech beobachten dat da mat enger gewëssener Rou aus der Distanz, wann dat da sollt een anere si wéi ech, deen dann deen Exercice probéiert. An ech wënschen op alle Fall bonne Chance derbäi. Ech soen em awer haut schon, wéi d'Resultat wäert sinn: Dat wäert net ganz concluant sinn!

Mä d'Landesplanung spillt eng wichteg Roll fir d'Zukunft. An zwar muss mer kucken, datt mer effektiv d'Fonctionalitéit vun der Gesellschaft méi no beienee bréngen. Mir muss kucken, datt mer esou entwéckelen, datt mer op deene Sträng entwéckelen, wou mer elo Infrastrukture gebaut hunn an nach wäerten ausbauen an esou weider. Dat ass alles jo och dat, wat mer mat deene ganze Reformen, déi mer déi lescht fënnef Joer gemaach hunn an der Landesplanung, wëllen op de Wee bréngen a wou jo och grouse Konsens an der Chamber entre-temps besteet.

Ech hunn net héiere bei der Landesplanungsdebatt, datt hei vill Leit gemengt hunn, si géifen dat elo anescht gesinn. Mä da kommt, mir maachen dat déi nächst Joren! Mir si jo elo op engem gudde Wee. Ech mengen, mir muss just déi Dynamik halen an net erëm eng Kéier vun deem Wee eroffommen, well, ech mengen, da bréngt mer et fäerdeg och, eben esou Problematicken anescht an Zukunft kënnen ze léisen, näamlech eben, dass se net entstinn. An dat ass jo ëmmer nach dat Richtegst.

Da sinn nach e puer Froe gestallt ginn iwwer verschidden Ubannungen. Dat Éischt ass de Reamenagement vum Echangeur vu Sanem.

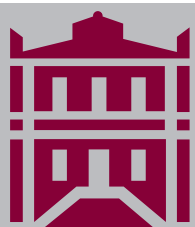
#### (Interruption)

Pardon, Suessem! Ech wëll soen, datt deen Echangeur Gadderscheier, als Liaison interurbaine mat Haneboesch, do ware mer e bëssen a Verspéidung gerode wéinst Emprisen. Souwisou ass dat... Wéi soll ech lech soen? Ech hunn an deene leschte Jore jo vill Projekte gemaach, dat ass, wat mech am meeschten ëmmer genert huet a schikanéiert huet, fir un d'Emprisen ze kommen.

An ech soen lech och, dat hate mer jo och bei der Landesplanung hei diskutéiert an och scho bei aneren Debatten: Mir mussen eng Kéier driwwer diskutéieren, wéi mer mam Droit de propriété privée ëmginn a mat der Utilité publique ëmginn, well och do soen ech deem Nächsten, dee wäert kommen, wann ech et dann net méi sollt sinn, dee wäert déi nämleche Erfahrung muss maache wéi ech, datt dat net ëmmer einfach ass a vill Projekte Verspéidung kréien, net wéinst dem Environnement an oft Saachen, meeschtens ass dat net de Problem. Den Haaptproblem, meeschtens, bei Projekte sinn d'Emprisen, wou mer Schwierigkeiten hunn.

Also, wéi gesot, mä dee Projet leeft; den Turbo-Rond-point, deen duebelen Turbo-Rond-point ass jo entre-temps sou gutt wéi fäerdeg.

An da wëll ech och soen, d'N31 Richtung E44, also d'Biff-Lonkech; och do gëtt et e Projet, do si mer amgaange weider drun ze schaffen. Och do, mengen ech, ass et noutwendeg, datt een deen an der Zukunft eng Kéier baut.



Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram





Här President, meng Zäit ass, gesinn ech hei, schonn iwwerschrott. Ech hunn och alles gesot, wat ech ze soen hat.

Nach eng Kéier en décke Merci un d'Chamber, och en décke Merci fir déi Deputéierten, déi d'Regierung an de Minister gelueft hunn. Dat kënnt engem jo och net all Dag vir, mä et deet awer gutt.

Merci!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. Och well Der amgaange waart, op d'Froen ze äntwerten, mengen ech, war déi noutwendeg Kulanz do. A mir sinn dann elo prett. Den Här Rapporteur, neen?

#### (Interruption)

Ah jo!

► **Plusieurs voix.**- Et ass eng Madamm!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Neen, den Här Cruchten hat d'Wuert zur Motioun gefrot.

#### Motion 1

► **M. Yves Cruchten (LSAP).**- Jo, Här President, ech hat lech gesot, ech géif d'Wuert nach eng Kéier froen, well...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Jo.

► **M. Yves Cruchten (LSAP).**- ...ech „im Eifer des Gefechts“, wéi ech lech d'Motioun an de Grapp gedréckt hunn, vergiess hat, lech ze soen, dass se matgedroe gëtt oder matënnerschriwwwe gouf vun der Madamm Lorsché an dem Här Hahn an dem Här Schank, déi mat mer an der Kommissioun sinn, an och vum Här Wolter, dee fir seng Partei haut Stellung geholl huet. Dat wollt ech awer nach präzisieren.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. Dat gesot, si mer, mengen ech, prett, fir de Projet elo ze stëmmen.

#### Vote sur l'ensemble du projet de loi 7284 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo, géif ech soen, eriwwer.

58 Leit hunn um Vott deelgeholl: 56-mol Jo, 2-mol Neen. Domat ass de Projet 7284 ugeholl.

Ont voté oui: *Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;*

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Franz Fayot (par Mme Claudia Dall'Agnol), Claude Haagen (par M. Yves Cruchten) et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ont voté non: MM. Marc Baum et David Wagner.

Sidd Der dermat d'accord, fir d'Dispens vun zweete Vott ze ginn?

#### (Assentiment)

Merci. Dann ass och dat decidéiert.

An da géife mer zur Motioun iwwergoen. Ech gi jo dervun aus, dass déi vun der ganzer Chamber oder vun dem Gros vun der Chamber gedeelt ass. An ech géif froen, ob Der dermat d'accord sidd, fir mat Handophiewen driwwer ofzestëmmen?

#### (Interruptions diverses)

Also, dat, wat ugesot ass, zielt. An ugesot war de Vott iwwert den Ensembl vum Projet de loi. Also, dee Projet de loi ass gestëmmt, ass adoptéiert. A mir hunn d'Dispens vum zweete Vott gefrot. Dat hätte mer selbstverständlech net bei enger Motioun gemaach. Mä et ass besser, wann et gesot ass!

A mir géifen dann zur Motioun iwwergoen.

#### Vote sur la motion 1

Wie mat der Motioun d'accord ass, ass gebieden, d'Hand ze hiewen. Géigeprouf: Wien ass dergéint? Zwee.

Domat ass d'Motioun 1 adoptéiert.

D'Fro war: Wat fir eng Motioun? Ech hat nëmmen eng Motioun hei.

#### (Hilarité et interruption)

À moins, dass ech eppes verpasst hätt!

Och dës Motioun ass mat grousser Majoritéit ugeholl.

A mer géifen dann zum nächste Punkt vun eiselem Ordre du jour iwwergoen, dem Projet de loi 7198 iwwert d'Kontröll vun de Raschtzäite bei de Camions- a Buschaufferen. An d'Wuert huet d'Madamm Josée Lorsché, d'Madamm Rapportrice.

#### 7. 7198 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques

##### Rapport de la Commission du Développement durable

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng), rapportrice.**- Ech hunn esou lues d'Gewunnecht!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech maachen et kuerz. Bei dësem Projet de loi geet et drëms, eng Erreur matérielle an eiselem Code de la route ze behiewen. Et handelt sech dobäi ëm eng Rei Dispositiounen, déi mam Gesetz iwwert de Contrôle technique vun de Gefierer aus dem Code de la route erausgeholl gi waren an nees mussen dran ageschriwwwe ginn, fir déi néideg juristesche Sécherheet ze schafen.

Dës Dispositiounen bezéie sech konkret op d'Tachografen, déi a verschiddene Gefierer installéiert sinn, fir d'Rou- an d'Fuerzäiten am Transportsektor ze erfassen. Doru gekoppelt sinn och d'Amenden, déi am Fall vum Netrespekt vun de Regeln ufalen.

Well déi europäesch Reglementatioun an deem Beräich geännert huet, ass et och wichtig, souwuel an dësem Projet de loi wéi och am Code de la route ze mentionnéieren, datt dat aalt Reglement ofgeschafft ginn ass an duerch d'Reglement vun 2014 ersat gouf.

Dat wier et schonn. Deposéiert gouf dese Projet de loi den 20. Oktober 2017 vum Minister François Bausch. Den 28. November 2017 huet de Statsrot en éischten Avis dozou ofginn. Doran huet e verlaangt, datt d'Agenten, déi d'Qualitéit vun engem Officier de police judiciaire kënnen zougesprach kréien, am Projet de loi mussen definéiert ginn, wat bis dohin net gemaach gi war.

Deem Uleies ass d'Nohaltegkeetskommissioun nokomm, soudatt de Projet de loi am Avis complémentaire vum Statsrot gréng Luucht kritt huet.

D'Chamber de Commerce huet sech hirersäits ganz positiv dozou geäussert, dëst an hirem Avis vum 26. September 2017. Déi zoustänneg Chamberskommissioun huet sech an dräi Sëtzungen mam Projet de loi befaasst an huet mäi Rapport den 12. Juli 2018 eestëmmege ugeholl, woubäi ech awer nach dem Här Guy Staus vum MDDI e grouse Merci wéilt fir seng Hëllef ausdrécken an lech Merci soe fir d'Nolauschteren, natierlech nees mam Accord vun der grénger Fraktioun.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Ech hunn e puer Wuertmeldungen. Ech géif déi Häre Marco Schank, Yves Cruchten, Gusty Graas an dann och d'Kollege vun der ADR a vun der Lénker froen, ob dat esou ass, dass Der just wéilt den Accord ginn?

#### (Assentiment)

Majo, da si mer um Enn vun der allgemenger Diskussioun ukomm.

#### Prise de position du Gouvernement

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Ech soe Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- A mer sinn elo um Enn vun der Diskussioun schlechthin ukomm a mer géifen zur Ofstëmmung iwwert de Projet 7198 iwwergoen.

#### Vote sur l'ensemble du projet de loi 7198 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

#### (Interruption)

60-mol Jo. Unanimité. Domat ass de Projet 7198 ugeholl.

Ont voté oui: *Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;*

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par Mme Claudia Dall'Agnol), Claude Haagen (par M. Yves Cruchten) et Mme Cécile Hemmen;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty, Edy Mertens (par M. André Bauler) et Mme Lydie Polfer (par M. Lex Delles);

MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens ze froen?

#### (Assentiment)

Merci. Dann ass och dat esou decidéiert.

A mer géifen dann zum nächste Projet iwwergoen. Dat ass de Projet de loi 7272 iwwert d'Vergreiserung vum Härebiere. An d'Wuert huet elo de Rapporteur, den Här Henri Kox.

#### 8. 7272 - Projet de loi relatif au réaménagement des bâtiments existants et à l'extension de la caserne Grand-Duc Jean au Herrenberg à Diekirch

##### Rapport de la Commission du Développement durable

► **M. Henri Kox (déi gréng), rapporteur.**- Merci, Här President. Effektiv geet et hei ëm e Finanzéierungsprojet, fir d'Kasär Grand-Duc Jean um Härebiere éischtens ze sanéieren an natierlech och eng Rei vu Modernisatiounen ze maachen, an zweetens gëtt et och eng Phas vun der Expansioun.

Dese Projet huet u sech och scho méi e laange Baart, well effektiv ass schonn 2000 iwwert d'Expansioun an och d'Rehabilitatioun vun der Kasär um Härebiere zu Dikrech diskutéiert ginn. D'Gebaier selwer, d'Kasär ass aus de 50er Joren. An et gouf u sech awer héich Zäit, dass dee Projet elo haut zum Vott gestallt gëtt.

Déi Phasen, déi haut diskutéiert ginn, fir déi Renovatioun ze maachen, baséieren op engem Gesetz vum 19. Mee 2009, wou schonn iwwert déi Institutioun diskutéiert gouf a wat d'Besoinen dovunner sinn. Ech hat virdu gesot, dass 2000 schonn eng Kéier ugefaange gouf, driwwer ze diskutéieren. Awer duerch d'Kris vun 2007/2008 gouf de Projet 2010 zrëckgestallt. An dës Regierung huet 2014 de Projet awer erëm erausgeholl, fir en dann endlech ëmzesetzen.

Wichtig ass, dass d'Kasären u sech erweidert ginn. An dat ass och wichtig, well d'zentral Kiche muss erneiert ginn. Déi ass net méi den hygiesche Gesiichtspunkte gerecht ginn, soudass et wichtig ass, dass och do...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Kollegen, et ass ganz schwiereg fir de Rapporteur, wann esou vill Gegememels am Sall ass. Wann ech gelift, nach e bësse Gedold! Den Här Rapporteur huet d'Wuert. Just hien.

► **M. Henri Kox (déi gréng), rapporteur.**- Merci, Här President.

Ech wéilt nach eng Kéier drop zrëckkommen, dass d'Erweiderung vum Härebiere selwer duerch Parzelle ka gemaach ginn, wou dann eng zentral Kiche kann entstoen an awer och déi néideg sportlech Infrastrukturen, well ech denken, dass och de Fitnesszoustand vun enger Arméi ganz wichtig ass an och do déi néideg Infrastrukturen net méi adequat sinn.

2015 huet d'Arméi finalement e Projet definéiert, wat alles ka gemaach ginn. An ech wéilt déi kuerz opzielen, dat si fënnf Punkten:

- éischtens, dass d'Méiglechkeet besteet, dass eben eng Erweiderung ka gemaach ginn an dat kann eben doduerch gemaach ginn, dass de Stat an och d'Gemeng Dikrech eng Rei vun Terrainen niewent der jëtzege Kasär schonn hunn;

- dass eben de Funktionement vun der Arméi och richtig kann oflafen, mat deenen neien Ufuerderungen un d'Arméi selwer;

- dass e Phasage ka gemaach ginn, Dir kënnt lech jo virstellen, dass dat e (veuillez lire: wichtige) Projet ass, besteeënd Gebaier ze sanéieren, an et ass och wichtig, dat war e véierte Punkt, dass och während der ganzer Zäit, wou et nach funktionéiert, och eben e Phasage ka gemaach ginn, ouni dass ze vill Beantrachtungen an der Kasär selwer sinn;

- dass natierlech sportlech déi Hal (veuillez lire: dass natierlech déi Sportshal) och entsprecheend dann ugebaut gëtt. A wéi scho virdu gesot, well mer elo schonn ausserhalb vun der Kasär ginn, do sinn d'Terrainen nach zur Verfügung an eng eventuell Erweiderung ass op deem Site méiglech. Also et ginn eng ganz Rei Erneuerungen do.

Ech wéll se just opzielen, well souwuel de Projet de loi wéi och mäi schrëftleche Rapport gi méi ausféierlech dorop an. Ech wéll dofir nëmmen déi Hauptpunkten ernimmen. Dass eng nei sportlech Infrastruktur, dass d'Infrastructures administratives och wichtig sinn, déi och erneiert ginn an op d'Besoinen ugepasst ginn. Infrastructures d'instruction: an den alen Hale vun der Sportshal kënnen eng ganz Rei Aktivitéiten dann duerchgefouert ginn, déi méi militäresch Zwecker hunn.

D'Restauratioun an de Loisir hunn ech virdu ugeschwat, déi sinn accessibel ausserhalb vun der Enceinte vun der Kasär. Dat war och wichtig, dass déi eben och ausserhalb kënnen genotzt ginn. Déi medezinesch Infrastrukture ginn neigemaach. D'Securitéit ass e wichtige Punkt, dat ass och wichtig, wat gemaach gëtt. Dann den Entrepôt, den Entreposage ass wichtig, déi ginn och an dësem Projet neigemaach.

D'Pavillons d'activités syndicales, natierlech muss een och do de Gegebenheete vun haut Rechnung droen, dass och si d'Méiglechkeet hunn, fir sech ze versammelen. An e Pavillon de réserve, falls sech nach aner Méiglechkeeten erginnen. An déi néideg Parkplazen a Stationement fir d'militäresch Gefierer, dat versteet sech vum selwen.

De Finanzement, wéi gesot, ass net näischt: 137 Milliounen Euro sinn am Finanzéierungsprojet virgesi mam Index vu 775,93.

De Projet selwer gouf de 27. Mäerz 2018 deposéiert. E gouf de 26. Juni 2018 vum Statsrot aviséiert. De 4. Juli gouf ech zum Rapporteur vun dësem Projet gestëmmt. An den 12. Juli hu mer de Rapport eestëmmege an der Chamberskommissioun ugeholl.

Ier ech awer zum Schluss kommen, wéll ech dovu profitéieren, generell awer op d'Sanéierung vun effentleche Gebaier nach eng Kéier anzegoen. Hei ass e Site, deen natierlech och Potenzial huet, fir erneierbar Energien anzesetzen. A mir hunn iwwert d'Joren oft an den Diskussiounen an der Kommissioun iwwert d'Implantatioun vu Fotovoltaik oder anere Méiglechkeete geschwat. Ech mengen, Dir wéist allegueren, dass an deene leschte Projeten, sief et eng Schoul, siefen et aner Projeten, zum Beispill op der Rockhal, Fotovoltaik implantéiert gouf.

Hei gëtt en Deel vun deenen neie Gebaier och mat Fotovoltaik ausgerüst. Just huet et eis an der Kommissioun a mir selwer och esou geschéngt, wéi wa méi eng Expansioun ka gemaach ginn. An dofir hu mer och an der Kommissioun driwwer diskutéiert. An dee Site ass effektiv en ideal ausgeriichtene Site, fir d'Solarenergie zum Maximum auszenotzen.

An dofir hunn ech eng Motioun proposéiert, déi och vu sämtleche Fraktiounen a politesche Parteien heibanne gedroe gëtt, nämlech dass e Maximum u Fotovoltaik kann ausgenotzt ginn - am Sënn vun der Rifkin-Etüd oder vun der drëtter industrieller Revolutioun, wou mer soen: Okay, de Prosumer, dat ass deen, dee produzéiert a gläichzäiteg verbraucht - an dass mer eben d'Technik vun der Späicherung och op deem Site kënnen notzen.

Dir wéist, firwat den Ausbau bis haut net méiglech war: well d'Stroumleitung vun Dikrech op den Härebiere net ausreißend dimensionéiert ass fir e Réckfloss vun enger vill ze vill grousser Quantitéit un Energie, sief et aus Fotovoltaik oder aner, et kann ee sech jo nach aner Moyene virstellen.

Et ass eng Motioun, déi an d'Richtung geet, fir éischtens e Pilotprojet do ze maachen an zweetens natierlech, wann e Pilotprojet gemaach gëtt, dat och ëmzesetzen, well ech mengen, et ka Modellcharakter hunn net nëmme fir militäresch Zwecker, natierlech, awer insbesondere fir vill Regiounen am Land, vill Dierfer am Land, wéi et méiglech si kann, Energie ze späicheren a gläichzäiteg ze notzen, ouni dass en Netz onbedéngt muss ausgebaut ginn.

Ech wéll och hei nach eng Kéier dovu profitéieren, fir mäi Parteikolleg Camille Gira nach op

## Chambre des Députés

### Compte rendu officiel

#### Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

#### Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés  
Service des relations publiques de la Chambre des Députés  
Tél. 466 966-1

#### Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

#### Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

#### Imprimeries:

Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg  
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

engem Punkt ze honoréieren, well d'Iddi, fir méi Fotovoltaik op éffentleche Gebaier ze implantéieren, war u sech bei him gewuess, fir iwwert de Fonds climat och Suen zur Verfügung ze stellen, fir ebe Modellcharakter ze hunn fir d'Privatleit: Hei, et ass méiglech. A wann de Stat net selwer virgeet, wie soll et soss maachen? An dofir ass et wichteg an dofir sinn ech frou, dass och hei d'Majoritéit oder allegeruerten d'Parteien hei an der Chamber déi Motioun matdroen.

An dofir, Här President,...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci.

► **M. Henri Kox (déi gréng), rapporteur.**- ... hei ass d'Motioun.

#### Motion 1

*Dans le cadre du projet de loi n°7272 relatif au réaménagement des bâtiments existants et à l'extension de la caserne Grand-Duc Jean au Herrenberg à Diekirch*

La Chambre des Députés,

- vu les divers engagements que le Luxembourg a pris aussi bien au niveau national qu'international dans les domaines de la protection du climat et des énergies renouvelables;

- vu que ces engagements demandent également d'utiliser au maximum le potentiel domestique des énergies renouvelables non encore exploitées jusqu'à présent;

- vu les recommandations de l'étude stratégique de la «Troisième Révolution Industrielle», dite Rifkin, ainsi que le projet de loi 7266 (projet de loi modifiant la loi modifiée du 1<sup>er</sup> août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité) sur la production d'énergie et sa consommation directement sur place («Prosumer»);

- vu les travaux prévus dans le cadre du projet de loi en question et constatant que les bâtiments au Herrenberg sont orientés de façon optimale pour l'exploitation de l'énergie solaire;

- sachant qu'il n'est pas prévu de renforcer le système d'alimentation électrique du site en question et que partant une alimentation du réseau électrique par l'électricité produite au Herrenberg n'est pas possible à court terme,

invite le Gouvernement

- à faire élaborer dans le cadre du projet de réaménagement et d'extension une étude de faisabilité pour une exploitation maximale du potentiel d'énergie solaire du site;

- à réaliser sur la base de cette étude un projet pilote «Prosumer» ayant pour objectif d'analyser les possibilités de stocker et de consommer sur place l'énergie électrique produite à partir de l'énergie solaire.

(s.) Henri Kox, Yves Cruchten, Gusty Graas, Aly Kaes, Fernand Kartheiser, Marco Schank, David Wagner.

An ech hat, mengen ech, alles zum Gesetz scho gesot. De Rescht steet alles am Gesetzesprojet selwer respektiv a mengem schréffleche Rapport. An ech wëll awer och gläichzäiteg souwuel d'Motioun guttheesche vun der grénger Fraktioun wéi och de Projet selwer ënnerstëtzen.

An ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och dem Här Rapporteur. Den Här Aly Kaes kritt d'Wuert.

#### Discussion générale

► **M. Aly Kaes (CSV).**- Jo, Merci, Här President. Merci dem Rapporteur fir säin exzellente schréfflechen a mëndleche Rapport. En

huet de Projet am Detail virgestallt, mengen ech, e Projet, wou et drëm geet, weiderzefuere mat der Konsolidéierung respektiv der Erweiderung vum Häreberg, vun den Infrastrukturen vun eiser Arméi, Infrastrukturen, déi u sech gebaut gi sinn an de 50er Joren. A mir wëssen allegeruerten, datt u ville Beräicher näischt méi oder net méi fundamental geschaff ginn ass.

2009 sinn zwar zwee Projeten hei an der Chamber vottéiert ginn. Engersäits ass de Génie civil, dat heescht d'Infrastructures techniques primaires, fir ronn 20 Milliounen hei vottéiert ginn an ëmgesat ginn. Des Weideren ass och en Hall logistique vu bal 60 Milliounen um Häreberg realiséiert ginn, wat enorm wichteg war, well et war an deem Beräich wierklech onméiglech, fir nach all déi vill Saachen ze stockéieren, déi awer musse bei enger Arméi stockéiert ginn.

Et ass also kloer, datt dat schonn zwee wichteg Schréck waren. Ech wëll awer och drun erënnere, datt do virdru schonn eng Kéier och e wichteg Element awer realiséiert ginn ass, nämlech wéi d'Quell an der Rue Clairefontaine komplett neigemaach ginn ass, fir den Häreberg mat Waasser ze versueren, wat och, mengen ech, awer ganz wichteg ass.

Et ass natierlech kloer, datt all déi Infrastrukturen, ob dat um sportleche Plang, um medezinesche Plang, an der Versuergung, an der gastronomescher Versuergung, kann ee soen, ass, dat heescht, um Häreberg gëtt ganz gutt gekacht, mä awer zënter enger Zäit net méi konform an där Hisiicht, datt déi Infrastruktur, déi do zur Verfügung steet, einfach net méi deem entsprécht (veuillez lire: deem entsprécht, wat velaangt ass). Duerfir ass et also och wichteg, datt an deem Beräich eppes kënt.

An als Gewerkschaftler ass et och normal, datt ee seet: „Jo, et ass wichteg, datt och d'Personalverriedung déi entspreichend Infrastrukturen kritt, fir kënnen hir Aarbecht ze maachen.“ Alles dat, mengen ech, ass ganz wichteg. An et muss een einfach soen: Wa mir wëllen eiser Aufgab an der NATO an doriwwer eraus gerechert ginn an all eis Missionen esou erfëllen, wéi mer se dobaussen erfëllen - a ganz gutt erfëllen a mir kréien ëmmer erëm ganz gutt Kritik als Land, datt eis Zaldotinnen an eis Zaldoten do eng exemplaresch Aarbecht an deene Missionen maachen -, dann ass et och normal, datt si mussen déi entspreichend Infrastruktur hunn, fir sech kënnen op all déi Missionen virzereeden.

An da verstitt Der jo, datt d'Nopeschgemeng déi, ech soen ëmmer, heiansdo oder ganz dacks am militäreschen Zoustand ass, well dann natierlech eng Rei Übungen op eisem Territoire geschéien,...

#### (Brouhaha)

...op jidde Fall frou ass, datt och nach eng Kéier en Transfer aus der Stad Lëtzebuerg vum État-major op Dikrech geschitt ass an datt alles dat zu Dikrech investéiert gëtt. Woumadder u sech et sécher ass, datt och an der laanger Zukunft den Häreberg den Häreberg bleift, dat heescht, eis Arméi zu Dikrech bleift. An duerfir sinn, mengen ech, d'Nordstad, Dikrech speziell, mä d'Nordstad an och den Noper ganz kloer immens frou, datt dat de Fall ass. An dat kënt ganz sécher eiser Ekonomie an der Region zegutt. An duerfir ass et och kloer, datt u sech déi Partei, an där ech sinn, nämlech d'CSV, ganz gären dee Projet hei voll a ganz ënnerstëtzt.

#### (Hilarité)

Ech wollt awer och nach soen, de Rapporteur huet nach eng Motioun presentéiert, wou e vu Fotovoltaik geschwat huet. Jo, ech soen ëmmer als e bëssen de Papp vum Chauffage aux co-

peaux de bois, der Holzackschnitzelfeuergungsanlage,...

#### (Hilarité)

...wéi dat esou schéin heescht op Däitsch - jo, vill Leit kréien dat net esou richtig eraus, mä wann een Übung huet, da geet dat -,...

#### (Brouhaha)

...datt awer och hei zwou Chaudières agebaut gi vun zweemol 500 Kilowatt an datt dat awer wichteg ass, fir och direkt an der Region déi néideg Energie ze huelen an och an deem Beräich vun den erneierbar Energien ze investéieren. A selbstverständlech ass et eng gutt Iddi, wa mer et fäerdegbréngen, och esou vill Fotovoltaik wéi méiglech op den Daach ze leeën.

Dat gesot, soen ech villmools Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci gesot. A fir déi, déi op déi rout Faarf beim Här Kaes higewisen hunn, den Här Kaes huet och zur Motioun geschwat.

► **Plusieurs voix.**- Ah!

► **M. Aly Kaes (CSV).**- Okay. Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Voilà.

#### (Hilarité)

Den Här Cruchten huet d'Wuert.

► **M. Yves Cruchten (LSAP).**- Merci, Här President. Ech kann et vill méi kuerz maache wéi den Här Kaes. Mä am Kär wäert ech awer genau datselwecht soen. Natierlech soe mir dem Här Kox villmools Merci fir säi gudden Rapport, an deem en, mengen ech, alles erkläert huet, wat ze soe war, souwuel an deem schréfflechen wéi och deem mëndlechen.

Et ass fir eis Partei selbstverständlech, dass mer gären hätten, dass eis Zaldoten, ob Volontären oder och d'Beruffszaldoten, gutt ënnerbruecht sinn, dass déi an anstännegen an adequaten Installatiounen kënnen hiren Dëngscht verrichten.

Mir sinn och der Meenung, dass dat doten e sënnevolle Bäitrag zu deem sougenannten Effort de défense ass. An duerfir kënnen mir ganz gären deemem Projet zoustëmmen.

Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. Dann ass et um Här Graas.

► **Plusieurs voix.**- Ah!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Ah! Dir hutt se erëmfonnt.

#### (Brouhaha)

► **M. André Bauler (DP).**- Dës Kéier huet e seng Ried.

► **M. Gusty Graas (DP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, brauch e Land eng Arméi?

#### (Hilarité)

Wéi Lëtzebuerg? Wéi Lëtzebuerg?

► **Une voix.**- Ah!

► **M. Gusty Graas (DP).**- Fir d'Demokratesch Partei ass dat eng ganz kloer Saach. Jo, mir stinn dozou, datt Lëtzebuerg eng Arméi brauch. Natierlech net, fir Kricher ze féieren, mä virun allem fir sech fir solidaresch an humanitär Grënn ze engagéieren.

Duerfir brauche mer och gutt Infrastrukturen. An ech wëll hei op de Rapport vun der Cour des comptes hiweise vum 4. Mee 2016. An do hat se geschriwwen: «La Cour recommande donc d'accélérer la réalisation des projets de rénovation des bâtiments en question afin de mettre à disposition du personnel concerné des infrastructures modernes et adaptées aux exigences du métier exercé.» Ech mengen, mat deemem Gesetz droe mer deem ouni Zweifel Rechnung.

Datt den Häreberg ouni Zweifel en Nohuelbedarf huet, dat mierkt een, wann een e bëssen duerch déi aktuell Installatiounen geet, da gesäit een, datt do de Geescht aus de 50er Joren nach ëmmer do ass. An duerfir ass et och richtig, datt mer haut dës Decisioun huelen.

Et sinn eng Rei wichteg Infrastrukturen, déi erneiert gi respektiv och nei gebaut ginn. Ech wëll net op déi eenzel elo agoen, déi sinn hei schonn am Detail presentéiert ginn.

Vläicht déi eng oder déi aner Remark nach. Ënner anerem iwwert d'Verwaltungsgebai, wou jo elo soll en Deel vum État-major och op Dikrech kommen, do kommen ech nach eng Kéier zrëck op déi Diskussioun, déi mer och hei hatten am Kader vun der Diskussioun iwwer grouss Projete vun Infrastrukturen.

Deemools hat d'Demokratesch Partei sech relativ reservéiert gewise vis-à-vis vum Bâtiment

St Louis an der Escher Strooss, wou et iergendwéi ugeduecht war, do den État-major ënnerzebréngen. Mir bleiwen nach wie vor der Meenung, datt dat net onbedéngt déi beschten Iddi ass. Dat soll awer vläicht nach eng Kéier iwwerluecht ginn.

Mir sinn och der Meenung, datt d'Lëtzebuerger Arméi haut beschtméiglech modern Material brauch. Mir hu wichteg Aufgaben ze erfëllen um internationalen Niveau, sief dat um Niveau vun der NATO, sief dat um Niveau vun aneren Organisatiounen. Duerfir ass deem Entrepesage, deem elo virgesinn ass, och ganz wichteg. D'medezinesch Versuergung ass eng vun den Haaptvoraussetzungen, fir datt mer gutt, fit Zaldoten hunn. A wa mer vu fitten Zaldoten schwätzen, denke mer natierlech direkt un de Sport. Datt hei eng nei Sportshal amenaagéiert gëtt, ass ganz richtig, datt se och zum Deel kann zur Verfügung gestallt gi fir d'Veräiner, fir aner Manifestatiounen, ass ouni Zweifel eng ganz gutt Saach.

Mir haten dann d'Diskussioun an der Kommissioun iwwert d'Notzung vun alternativer Energie. De Rapporteur, den Henri Kox, deem ech Merci soe fir säi Rapport, ass scho méi dorop agaang. Mir als DP hunn déi Motioun ënnerstëtzt. Mir sinn der Meenung, datt muss gekuckt ginn, fir déi Méiglechkeeten, déi do bestënn, och auszunutzen.

Wann een iwwert d'Zukunft vun der Lëtzebuerger Arméi schwätzt, dann ass een natierlech ganz séier, wéi gesot, bei den Infrastrukturen. An dowéinst ass dat fir eis eng Selbstverständlechkeet, datt mer dat haut matënnerstëtzen.

De Site Häreberg soll vun eiser Säit aus net a Fro gestallt ginn, well do jo nach d'Méiglechkeete vun Extensioun bestënn.

Ech wëll awer zum Schluss dach trotzdem eng kleng Kritik hei maachen. Mir haten d'Fuerderung an der Kommissioun gestallt, datt den État-major soll an d'Kommissioun kommen, datt den État-major och soll seng Meenung zu deemem Projet äusseren. Dat ass leider net geschitt. Dat bedauere mer e bëssen, well dat hei awer e wesentleche Projet ass. Ech weess, datt natierlech am Virfeld a bei der Ausaarbechtung vun all de Pläng a vun de Realisatiounen ëmmer eng enk Zesummenaarbechtung do war. Mä fir eis als Deputéiert wier et awer net onwichtig gewiescht, wa mer hätte kënnen deem Dialog do an der Kommissioun féieren. Déi Propos vu menger Partei ass net respektéiert ginn. Nichtsdestotrotz bréinge mer selbstverständlech den Accord.

Ech wëll och nach eng Kéier drop hiweisen, wat mer schonn am Wahlprogramm 2013 geschriwwen hatten: „Die DP will eine ganze Reihe von Infrastrukturen der Armee instand setzen, die definitiv nicht mehr den nötigen Standards entsprechen (Krankenstation, Kantine und so weiter).“ D'DP hat also deemools eng Wäitsicht an huet haut Wuert gehalten. An dowéinst ginn ech selbstverständlech den Accord.

Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och. Dann huet d'Wuert den Här Fernand Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Majo villmools Merci, Här President. An och e grouse Merci un de Rapporteur, fir unzefänken.

Mir schwätzen hei iwwer Militäristallatiounen, déi wäit iwwer 60 Joer al sinn. Ech erënnere mech, ech sinn agezu ginn de 16. August 1978, dat ass schonn e gewëssenen Zäitraum hier. A wann ech haut iwwert den Häreberg ginn, da mengen ech, datt ech meng Ronnen haut kéint do esou maachen, wéi ech se fréier gemaacht hunn. Et huet sech praktesch näischt verännert.

An dee Souvenir, deem ech hunn, wann een do ass, dee weist eigentlech, wéi d'Lëtzebuerger Politik mat der Kasär ëmgaangen ass a wéi ee Stellwäert d'Arméi hat. Wann ee wierklech déi Zaldote respektéiert, déi douewe sinn, all déi Militärpersounen, déi douewe sinn, hir Aarbecht, hiren Engagement fir d'Land, da léisst een eng Installatioun wéi déi do net 60 Joer laang onverännert.

Dat ass eng Kritik, déi dës Regierung net trifft, mä déi Regierung virdrun, déi haut hei oprieden an daitlech grouss Wieder fannen iwwert de Wäert vun der Kasär a vun der Arméi an iwwert d'Region. Mä da froen ech mech: Firwat huet eng CSV, déi esou laang an der Regierung war an esou dacks de Verdeedegungsminister hat, ni de Courage gehat an ni deem



Engagement géintwuer eiser Arméi, fir weinstens emol d'Kasär an en Zoustand ze setzen, dee mënschwerdeg ass fir déi Leit, déi do sinn?

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Très bien!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Dës...

**(Interruption)**

...Regierung - ech soen dat, ech maachen dat Kompliment ganz gär -, den Här Minister Schneider hat am Ufank vun der Legislaturperiode nach iwwer Videokonferenz versprochen, dass dat do eng Prioritéit vun der Regierung wär. Bon, et war vläicht keng alleréischte Prioritéit, well mir hunn elo bis zum Schluss vun der Legislaturperiode gewaart, bis et koom, mä ëmmerhin, et koom. An ech mengen, dat muss een honoréieren.

Ech freeë mech och wéi ëmmer, dass déi gréng Partei erëm, nodeems se d'lescht Woch iwwer 400 Milliounen fir d'Arméi ausginn huet, dës Woch nach eng Kéier 139 (veuillez lire: 137) Milliounen drop leet.

Ech hu bei deene Gréngen am Wahlprogramm gekuckt, wou dann d'Grenz ass vun deem Engagement militaire. Ech hu geduecht: Do fënns de dach eppes am grénge Wahlprogramm, wivill Prozent déi gréng da wierklech elo wëllen an d'Arméi ginn! Do muss dach iergendeng Limitt sinn als pazifistesche engagéiert Partei!

► **Une voix.**- Sans limite!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Ma et steet keng do. Genau dat. Sans limite!

**(Brouhaha)**

An dat ass dach eppes! Do hunn ech mer geduecht - well d'CSV hat jo geschwat, si wëllt op 1% goen, do si mer gespaant, wéi se et da mécht - mä op jidde Fall, vun Auer Sait däerf keng Limitt no uewe sinn, wat den Effort de défense ugeet. Dat ass jo eng schéi Saach.

**(Brouhaha)**

Voilà. Dann ass et awer och fir eis wichteg, fir ze ënnersträchen,...

**(Interruption par la présidence)**

Gelif? Pardon?

**(Hilarité)**

Et ass fir eis awer elo och eng Fro vun Organisatioun. Den Här Graas hat gesot, dass den État-major net invitéiert gi wär an d'Kommissioun, fir doriwuer ze schwätzen. An ech mengen, hei ass och eng fundamental Fro: Wéi eng Destinatioun, wéi e Rôle spillt den Härebierg an der Gesamtstruktur vun der Arméi? Well den État-major huet jo säi Rôle ze spillen. An hei ass eng Reform gemaach ginn, wou gesot ginn ass: „Et muss Synergie bestoen.“ Engersäits muss Strukturen zesummegeluecht gi vun der Arméi, fir den double Emploi ze verhinne, dofir komme verschidde Saachen, déi bis elo am État-major waren, op den Härebierg. An anerersäits solle Synergie gemaach ginn tëschent dem État-major an dem Ministère, wou awer iergendwéi déi Léisung, déi fonnt ginn ass, eis awer net kann iwwerzeegen, well den État-major, dat, wat an der Stad bleift, net bei de Ministère geet. Dat geet op eng aner Plaz, wou schon aner Sécherheitsinfrastrukturen existéieren. Mä wann ee wierklech hätt wëlle Synergie maachen tëschent dem État-major an dem Ministère oder der Direction de la défense, hätt een dat och missen zesummeléeën. Dat geschitt net.

Elo ass also d'Fro: Wou sinn dann eigentlech déi Synergien? Ass dee Konzept, deen elo um Härebierg realiséiert gëtt, an dat, wat hei an der Stad gemaach gëtt, ass dat nach dat, wat eigentlech ugeduecht war vun deeser Regierung? Erfüllt dat den Zweck, fir eis Arméi méi effikass ze maachen, oder de Ministère besser opzestellen, fir verschidde verdeedegungspolitesch Optiounen kënnen ze huelen? Dat, mengen ech, misst den Här Minister eis erklären.

Datt déi Aarbechten douewen och zum Deel der Effentlechkeet profitéieren, d'Sportsinstallatiounen, aner Installatiounen, ass eppes, wat een natierlech nëmme ka begrëssen, soulaang d'Sécherheet vun de militäreschen Installatiounen dobäi respektéiert gëtt. Ech mengen, dat ass ëmmer déi éischt Consideratioun. Mä den Härebierg och als Site opwäerte fir d'Stad, fir d'Region an och déi Interaktioun tëschent dem zivillen Ëmfeld an der Kasär ze intensivéieren an ze verbesseren, dat sinn Entwécklungen, déi een nëmme ka begrëssen.

Mir sinn als ADR frou iwwert dës Projet. Ech hat et am Ufank gesot: Et ass héich Zäit ginn,

datt déi Leit, déi um Härebierg sinn, och do-duerch sech valoriséiert fillen, dass endlech no hire Besoine gekuckt gëtt. Mir stëmmen dës Projet ganz gär mat a wäerten also op jidde Fall och weider kucken, dass d'Installatiounen vun der Arméi ëmmer der Zäit ugepasst sinn.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och. An d'Wuert huet elo den Här David Wagner.

► **M. David Wagner (déi Lénk).**- Merci, Här President. Et ass rar, dass mer eis Zoustëmmung ginn am Kader vun Depensé vun der Arméi. Op jidde Fall huet een dat a leschter Zäit net oft vun eis gesinn. Mä dës Kéier wäerte mer eng Ausnam maachen, well mer der Meenung sinn, dass dat Depensé sinn, déi den Zaldoten an Zaldotinnen och zeguttkommen. A mir sinn der Meenung, egal wat een elo kann denken - den Här Gusty Graas huet eng philosophesch Fro opgeworf: Brauch esou e Land wéi Lëtzebuerg eng Arméi? Oder, wat fir eng Missioun soll ee maachen oder net? -, dovunner ofgesinn, et si Leit, déi do schaffen, an déi mussen och a gudden Konditiounen, wéi all Beamten oder iwwerhaupt all Salarié, schaffen. An dofir wëlle mir dat ënnerstëtzen.

Et ass op jidde Fall eng eendeiteg méi sënnavoll Depense wéi eben aner Depensen, wéi de Militärlager, wéi mer wëssen, wou mer warscheinlech emol net déi zwee Eenzeg hei am Raum sinn, déi der Meenung sinn, dass dat eng superflu Depense war. Ech mengen, mir sinn zu vill méi souguer. Oder vläicht och Interventiounen innerhalb vu militäreschen Allianzen, déi an eisen Aen och kee Sënn erginn.

Dofir gi mer eisen Accord. Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. An dann huet d'Wuert elo de Statssekretär am Nohaltegekeetsministère. An ech géif mengen, dass et säin „maiden speech“ ass.

► **M. Claude Turmes, Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures.**- Yes.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Direkt eng gutt Entrée en matière.

**(Brouhaha)**

► **Une voix.**- Ah!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Bonjour, Bonjour!

**Prises de position du Gouvernement**

► **M. Claude Turmes, Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures.**- Merci. Merci, Här President, Merci dem honorable Rapporteur Henri Kox. Merci och all deenen, déi geschwat hunn. Ech fannen et flott, dass mer hei iwwer all Parteigrenzen der Meenung sinn, dass déi Infrastrukturen um Härebierg muss moderniséiert ginn. Ech mengen, dat ass e wichtege Projet fir d'Arméi, virun allem fir déi Leit, déi douewe schaffen. Et ass och schéin, dass si haut bis op den héchsten Niveau hei bei eis vertraude sinn. Et ass awer, wéi den Aly Kaes virdu gesot huet, natierlech och eng gutt Noriicht fir Dikrech, fir d'Nordstad, fir den Norden. Dat do sinn net nëmme 140 (veuillez lire: 137) Milliounen Invest, dat sinn och Aarbechtsplazen. An do-duerch, dass den État-major elo erëm deelweis zréckkennt op den Härebierg, ass dat natierlech eppes, wat eigentlech der Iddi vun der Regierung, dass mer eng Dezentraliséierung maachen, entsprécht.

Nach eng Kéier kuerz: Wat maache mer? 27 Gebaier gi quasi renovéiert. Do war ee Moment d'Diskussioun: Ginn déi ofgerappt, maache mer neier? An d'Bâtiments publics sinn dunn zum Schluss komm, dass et besser ass, wa mir déi renovéieren. Et ass eigentlech och e bëssen e Bäitrag zur Économie circulaire, dass mer Gebaier, déi mer nach brauche kënnen, renovéieren.

Et komme siwen nei Gebaier derbäi, an dat ass natierlech och wichteg fir de Passage vun deem ganze Chantier. D'Arméi muss an deene Méint weider kënnen funktionéieren. Et sinn dräi Phase virgesi vun all Kéieren dräi Joer. An do-duerch, dass d'Kichen erauskënn, dass d'Sportshal erauskënn, ass et méiglech, dass d'Arméi weiderhi funktionéiere kann, trotzdeem dass de Chantier weiderleeft.

Dann ass fir déi ganz energetesch Saache probéiert ginn, wierklech de Maximum ze maachen. Bis elo ass um Härebierg quasi alles mat Masutt gemaach ginn. Et ass viru Joren eng Kéier eng Gasleitung dohinner gezu ginn. A wéi erwänt ginn ass virdu, kënn eng Holzackschnitzelchaudière dohinner, déi dee gréissten Deel vun der Wäermt ofdeckt. A mir halen ee vun de Kesselen, fir weider mat Gas den à point ze maachen, wann et emol beson-

nesch kal ass. Dann ass elo scho virgesinn, fir op dräi grössere Gebaier Solaranlagen ze maachen, 750 Kilowatt Peak. An ech si frou, dass den Henri Kox an och all d'Fraktiounen elo mat en Opruff maachen, dass mer eigentlech kéinte méi maache bei Solar.

Ech hat virdu dem Etienne Schneider, dem Arméiminister, eng kleng Anekdot erzielt. Déi Europäesch Energiefuerschungsleit ware virun zwee Joer eng Kéier op Boulder a Colorado, wou d'Amerikaner hir Recherche maachen am Beräich vun der erneierbarer Energie. A wéi se zréckkomm sinn, sote se zu mir: „There was a lot of dark green.“ A wat wollte se domat soen? D'amerikanesch Arméi investéiert massiv an d'Kombinatioun vu Solar a Batterie, well d'Schwaachstell vum den Arméien oft den Diesel-, de Masutttransport ass.

Wa mer elo déi Motioun unhuelen, denken ech, dass mer eventuell kënnen kucken, ob net an Zukunft - warscheinlech ass d'Arméi vun der Zukunft eng Arméi, déi vill méi autonom funktionéiert an där Kombinatioun mat Solar a Batterien - een dat vläicht iergendwéi schonn e bësse ka matabauen, och an d'Formatioun vun de Leit.

Dann ass ugeschwat ginn déi Saach vun der Sécherheet. Déi zwou Infrastrukturen, déi elo ausserhalb kommen, sinn extra esou konzepéiert ginn, dass d'Sécherheet besser ass. Dat heescht, fir d'Zivilleit gëtt et eng gewëssen Traditioun, dass d'Veräiner, d'Sportsveräiner vun Dikrech, déi déi Sportshal emol genotzt hunn, bis elo ëmmer hu missen an d'Enceinte eragoen, wat net besonnesch glécklech war. An dat ännere mer elo an Zukunft. D'Kantinn ass och an engem extrae Sas, wat erlaabt, dass, wann ugeliwwert gëtt, déi Camionen net mussen duerch den hallwe Rescht vun der Enceinte fueren. Also ass dat sécherheetstechnesch vill besser. An datselwecht ass och mam Holzackschnitzel, deen ugeliwwert gëtt, dee kann och bausse bleiwen. Also ass dat sécherheetstechnesch eng wesentlech Verbesserung.

Wéi geet de Projet elo viru? Mir hunn nach eng Autorisatioun ausstoen. Mir sinn amgaang, e POS ze maachen, deen ass an der Prozedur. D'Leit zu Dikrech hunn d'Méiglechkeet, nach déi nächst Wochen Asproch ze maachen. Mir erwaarden eis, dass dat relativ ouni Problem iwwert d'Bün geet. Da kënn d'Dikrecher Gemeng. A wann alles gutt geet, kënnen mer nom nächste Summer bauen.

An et ass een Aspekt, deen do nach opgeworf ginn ass, dat ass den Aspekt vum Landschaftsschutz. Fir dass ee virun allem zu der Gilsdrefere Sait an der Richtung Reisduerf de Projet herno manner gesäit, ass ugeduecht, fir zwou Bamalleer mat op déi Strooss, déi do ronderëm geet, ze planzen. An dat wäerte mer probéieren, zu engem spéideren Zäitpunkt do mat anzebauen, soudass dee ganze Projet vill besser kann an d'Landschaft integréiert ginn.

Souwäit vu mir. Villmools Merci fir Är Ënnerstëtzung. An ech hoffen dann, dass d'Leit um Härebierg geschwënn a bessere Konditiounen kënnen schaffen.

Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och. An d'Wuert huet de Verdeedegungsminister, den Här Etienne Schneider.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de la Défense.**- Merci, Här President. Ech wëll just ganz kuerz d'Wuert huelen, well et, wéi den Här Kartheiser richtig seet, eent vu mengen, wann net mäin éischt Versprieche war, fir der Lëtzebuerger Arméi ze soen, mir géifen déi Gebaierleechkeeten, dee ganze Site militaire renovéieren. Dass et esou laang gedauert huet, huet leider domat ze dinn, dass et ëm vill Gebaier geet, dass et ëm vill Projekte geet an dass vill Prozeduren anzehale waren. Mä mir sinn derduerch komm, an dat eben zesumme mat de Kollege vum MDDI.

Dofir e grouse Merci fir d'Efforte vun alle Säiten. Och e grouse Merci un de Kommandant vum Centre militaire mat senger Equipp, un de Chef vun État-major mat senger Equipp an un d'Direction de la défense, well hei hu ganz vill Leit misse mat dru schaffen, fir dass mer haut hei dee Vott kënnen huelen.

Mech freet et insbesonnesch, well et wierklech genee dat ass, wat mir ëmmer probéieren: Mir probéieren, den Effort de défense, dee mer muss maachen, dee mer muss vis-à-vis vun enger NATO an eisen NATO-Partner leeschten, esou ze gestalten, dass en e Retour économique direct op Lëtzebuerg respektiv op seng Bierger huet.

Dat heiten, mengen ech, ass déi beschte Méiglechkeet, fir aus engem Effort de défense e Fërderprogramm ze maache fir d'Lëtzebuerger

Handwierk, well hei gi vun deenen 137 Milliounen Euro 137 Milliounen Euro un d'Lëtzebuerger Handwierk, fir ebe just deen dote Site ze restauréieren. Dat ass also déi eng Win-Situatioun.

Déi aner Win-Situatioun ass, dass mer domadder eisen Obligatiounen vis-à-vis vun der NATO e Stéck méi no kommen. An déi drétt Win-Situatioun ass déi, an dat ass net déi mannste wichteg, dass mer d'Attraktivitéit vun der Lëtzebuerger Arméi domadder steigern, andeems eis Infrastrukturen um leschte Stand sinn, a mer hoffen, oder ginn dervun aus, dass mer erëm méi jonk Leit begeeschtere kënnen, fir an d'Lëtzebuerger Arméi ze kommen.

Voilà, dat gesot, lech heibannen alleguerten e grouse Merci fir Är breet Ënnerstëtzung zu deem heite ganz wichtege Projet.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och. A mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7272 iwwergoen.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 7272 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss. Unanimitéit. Domat ass de Projet 7272 ugeholl.

*Résultat définitif: le projet de loi 7272 est adopté à l'unanimité des 60 votants.*

*Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Mme Claudine Konsbruck, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;*

*MM. Marc Angel, Frank Arndt, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnolo, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par M. Alex Bodry), Claude Haagen (par M. Marc Angel) et Mme Cécile Hemmen;*

*MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Kriepes, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);*

*MM. Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, Sam Tanson et M. Roberto Traversini;*

*MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

**(Assentiment)**

Dann ass dat esou decidéiert.

Da si mer nach saiséiert mat der Motioun.

**Vote sur la motion 1**

An ech géif dann d'Chamber froen, ob mer kënnen per Handophiewen iwwert d'Motioun ofstëmmen, well se jo vu jiddwerengem gedroe gëtt.

**(Assentiment)**

Wien ass derfir? Wien ass dergéint? Och hei Unanimitéit. Domat ass d'Motioun ugeholl.

**9. Ordre du jour (suite)**

An da just nach eng Sekonn, wann ech gelift. Ech wollt lech iwwer e klenge Changement am Ordre du jour informéieren, wou d'Fraktiounspresidenten dermat d'accord sinn.

Muer de Mëtte géife mer als véierte Punkt de Projet de loi 6810 fir eng oppen an transparent Verwaltung iwwerhuelen, dee fir den Donneschdeg virgesi war. Also als véierte Punkt géife mer deen dote Projet iwwerhuelen, dee fällt dann en Donneschdeg ewech, wann Der domat d'accord sidd.

**(Assentiment)**

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Mir sinn um Enn vun der Sëtzung ukomm. Rendez-vous muer um zwou Auer.

**(Fin de la séance publique à 17.32 heures)**



## Sommaire des séances publiques n<sup>os</sup>49, 50, 51 et 52

### 49<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique	p. 674
Communications	p. 674
Octroi d'un titre honorifique à M. Marcel Oberweis	p. 675
Ordre du jour	p. 675
Question élargie n <sup>o</sup> 32 de M. Laurent Mosar relative aux restrictions territoriales de l'offre dans le commerce de détail	p. 675
7239 - Projet de loi portant modification de la loi du 21 mars 2005 autorisant l'acquisition d'un avion de transport militaire A400M	p. 675-678
7113 - Projet de loi relatif au revenu d'inclusion sociale et portant modification	
1 <sup>o</sup> du Code de la sécurité sociale;	
2 <sup>o</sup> du Code du travail;	
3 <sup>o</sup> de la loi modifiée du 26 juillet 1980 concernant l'avance et le recouvrement de pensions alimentaires par le Fonds national de solidarité;	
4 <sup>o</sup> de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;	
5 <sup>o</sup> de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées;	
6 <sup>o</sup> de la loi modifiée du 30 avril 2004 autorisant le Fonds national de solidarité à participer aux prix des prestations fournies dans le cadre de l'accueil aux personnes admises dans un centre intégré pour personnes âgées, une maison de soins ou un autre établissement médico-social assurant un accueil de jour et de nuit;	
7 <sup>o</sup> de la loi modifiée du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale et portant abrogation	
de la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti	p. 678-687
6913 - Projet de loi sur l'archivage et portant modification	
1 <sup>o</sup> de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant réorganisation des instituts culturels de l'État;	
2 <sup>o</sup> de la loi électorale modifiée du 18 février 2003;	
3 <sup>o</sup> du décret modifié du 18 juin 1811 contenant règlement pour l'administration de la justice en matière criminelle, de police correctionnelle, et de simple police, et tarif général des frais	p. 687-690
	p. 690-693
Ordre du jour (suite)	p. 690

7195 - Projet de loi portant:

1<sup>o</sup> transposition de la directive (UE) 2015/2366 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 concernant les services de paiement dans le marché intérieur, modifiant les directives 2002/65/CE, 2009/110/CE et 2013/36/UE et le règlement (UE) n<sup>o</sup>1093/2010, et abrogeant la directive 2007/64/CE; et

2<sup>o</sup> modification de la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement p. 693

7306 - Projet de loi portant:

1. transposition de la directive (UE) 2017/2399 du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2017 modifiant la directive 2014/59/UE en ce qui concerne le rang des instruments de dette non garantie dans la hiérarchie en cas d'insolvabilité et modification de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement; et

2. modification de diverses dispositions de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier p. 693-694

### 50<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique	p. 694
7301 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 mai 2009 portant création d'une École de la 2 <sup>e</sup> Chance	p. 694-696
6895 - Projet de loi portant modification de 1) la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant création de l'Administration de la navigation aérienne; 2) la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne	p. 696-697
7282 - Projet de loi relatif au réaménagement de l'échangeur de Dudelange-Burange situé sur l'autoroute A13	p. 697-699
7285 - Projet de loi relatif à la réalisation du pôle d'échange Howald et du réaménagement de la rue des Scillas	p. 699-700

7152 - Projet de loi portant

1<sup>o</sup> transposition de la directive 2014/41/UE du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 concernant la décision d'enquête européenne en matière pénale;

2<sup>o</sup> modification du Code de procédure pénale;

3<sup>o</sup> modification de la loi modifiée du 8 août 2000 sur l'entraide judiciaire internationale en matière pénale p. 700-702

7280 - Projet de loi relatif à la construction d'une maison de soins à Differdange et portant modification de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création de deux établissements publics dénommés 1) Centres, Foyers et Services pour personnes âgées; 2) Centres de gériatrie p. 702-704

7242 - Projet de loi portant approbation de la Convention de sécurité sociale entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République populaire de Chine, fait à Pékin, le 27 novembre 2017 p. 704

### 51<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique p. 705

7180 - Projet de loi portant création du Centre de gestion du personnel et de l'organisation de l'État, portant modification

1) de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

2) de la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois;

3) de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État;

4) de la loi modifiée du 20 avril 2009 portant création du Centre des technologies de l'information de l'État;

5) de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'État peut changer d'administration et portant abrogation de la loi du 1<sup>er</sup> février 1984 portant création d'une Administration du personnel de l'État p. 705-706

7245 - Projet de loi portant reclassement de certaines carrières de fonctionnaires et employés de l'État p. 706-707

7160 - Projet de loi sur la déclaration obligatoire de certaines maladies dans le cadre de la protection de la santé publique et modifiant:

1. la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire;

2. la loi modifiée du 16 juillet 1984 relative aux laboratoires d'analyses médicales;

3. la loi modifiée du 16 janvier 1990 relative aux dispositifs médicaux;

4. la loi modifiée du 8 juin 1999 relative au Collège médical;

5. la loi du jj/mm/aaaa sur les conditions d'hygiène et de salubrité relatives à la pratique des techniques de tatouage par effraction cutanée, du perçage, du branding, cutting, ainsi que du bronzage UV p. 707-710

7286 - Projet de loi autorisant l'État à participer au financement des travaux de construction du «Südspidol» p. 710-713

### 52<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique p. 713

Communications p. 713

Octroi de titres honorifiques p. 713

Ordre du jour p. 713

7171 - Projet de loi portant fixation des conditions et modalités d'un compte épargne-temps dans la fonction publique et modification:

1<sup>o</sup> du Code du travail; et

2<sup>o</sup> de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État p. 713-716

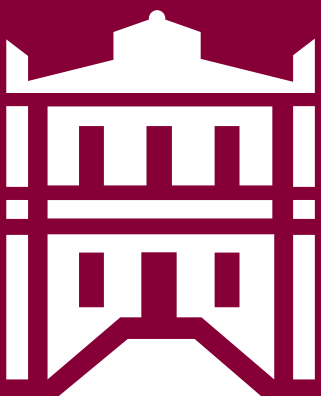
7284 - Projet de loi relatif à l'aménagement du contournement routier de Bascharage et portant modification de la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes p. 716-722

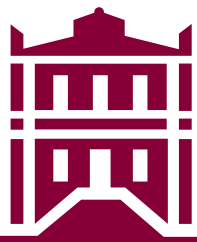
7198 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques p. 722

7272 - Projet de loi relatif au réaménagement des bâtiments existants et à l'extension de la caserne Grand-Duc Jean au Herrenberg à Diekirch p. 722-724

Ordre du jour (suite) p. 724

Suivez la Chambre des Députés  
sur Facebook, Twitter et  
Instagram





### Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
3888	Marc Baum	Spoliation, dédommagement et harcèlement des juifs non luxembourgeois avant et après l'occupation nazie
3949	André Bauler	Installation d'un P&R au lieu-dit «Schinker»
3950	André Bauler	Économie verte
3953	Françoise Hetto-Gaasch, Octavie Modert, Léon Gloden, Sylvie Andrich-Duval	Marqueur tumoral
3955	Marc Spautz	Données de l'IGSS concernant la création d'un mécanisme d'adaptation des prestations familiales en espèces et en nature

3963	André Bauler	Fusions communales
3965	Max Hahn, Claude Lamberty	Animaux perdus
3970	Gérard Anzia	Rachat de la participation de Ardian dans la société nationale Encevo par le groupe chinois China Southern Power Grid
3972	Octavie Modert, Jean-Marie Halsdorf	Système national d'alerte «Amber Alert»
3975	Laurent Mosar	Cryptofinance
3977	Claude Wiseler	Dématérialisation des marchés publics
4070 urgente	Laurent Mosar, Claudine Konsbruck	Vidéosurveillance

#### Question 3888 (21.06.2018) de M. Marc Baum (déi Lénk) concernant la spoliation, le dédommagement et le harcèlement des juifs non luxembourgeois avant et après l'occupation nazie:

Dans un article paru le 11 juin 2018 sur le site Internet de l'hebdomadaire «Wox», intitulé «Shoah: L'hypocrisie du gouvernement dénoncée», des accusations graves sont reprochées au Gouvernement luxembourgeois. Il s'avère qu'après la Deuxième Guerre mondiale, les juifs d'origine polonaise qui résidaient au Luxembourg déjà dans les années 1930, se voyaient privés de leur droit de récupérer leurs immeubles et effets personnels spoliés, respectivement d'être indemnisés pour les dommages politiques et corporels.

Dans une lettre datée du 16 février 2016, le Premier Ministre confirme ce point de vue du Gouvernement et précise que les membres de famille d'une requérante avaient tous la nationalité polonaise et seraient donc exclus de toute indemnisation.

L'article précité renseigne encore sur les pratiques plus que douteuses de la police étrangère du Luxembourg qui surveillait et harcelait les juifs d'origine polonaise, voire les menaçait d'expulsion au cas où ceux-ci se comportaient de manière injurieuse ou hostile contre le Luxembourg. Ces pratiques duraient jusque dans les années 1970.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

1) Le Premier Ministre se rend-il compte du fait que la loi du 27 mars 1950 concernant l'indemnisation des dommages de guerre ainsi que l'approche du Gouvernement sont en contradiction avec l'esprit de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales signée, en date du 4 novembre 1950, par les États membres du Conseil de l'Europe pour violer notamment le protocole n°12 du 4 novembre 2000 de ladite convention, qui prévoit, dans son article 1 que «la jouissance de tout droit prévu par la loi doit être assurée, sans discrimination aucune, fondée notamment sur le sexe, la race, la couleur, la langue, la religion, les opinions politiques ou toutes autres opinions, l'origine nationale ou sociale, l'appartenance à une minorité nationale, la fortune, la naissance ou toute autre situation. Nul ne peut faire l'objet d'une discrimination de la part d'une autorité publique quelle qu'elle soit fondée notamment sur les motifs mentionnés?»

2) Dans l'affirmative, pour quelle raison notre loi nationale sur le dommage de guerre de 1950 n'a-t-elle pas été adaptée au protocole n°12 à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme, adopté en 2000 par le Conseil de l'Europe?

3) Les juifs non luxembourgeois ayant subi un dommage de guerre, obtiendront-ils, enfin, justice en acceptant leurs demandes d'octroi d'un dédommagement de guerre?

4) Quand est-ce que le Gouvernement entend entreprendre les démarches nécessaires, ensemble avec les instituts bancaires luxembourgeois, en vue de débloquer, enfin, les mystérieux comptes dormants, établis par le régime nazi pour gérer les épargnes volées et les loyers forcés payés par les juifs pour les restituer aux héritiers?

5) Sur quelle base légale, la police étrangère a-t-elle agi dans ses actions de surveillance, d'espionnage et d'harcèlement des juifs d'origine polonaise? Quel a été le but de ces opérations de surveillance et pourquoi ces opérations ont-elles perduré jusque dans les années 1970?

Quel est le genre d'informations recueillies et comment ces informations ont-elles été traitées et utilisées?

**Réponse commune (25.09.2018) de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, de M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure, et de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances:**

ad 1) En réponse au premier point de la question de l'honorable Député, il y a lieu de rappeler que le dispositif relatif à l'indemnisation des dommages de guerre mis en place dans les années 50 était agencé suivant le principe que chaque pays impliqué dans le deuxième conflit mondial indemniserait ses propres ressortissants. La loi du 25 février 1950 concernant l'indemnisation des dommages de guerre (Mémorial A n°21 du 27 mars 1950, p. 509-525) a défini à l'article 2, du Titre I, trois catégories de personnes qui pourront être indemnisées par l'État luxembourgeois:

A. Les citoyens de nationalité luxembourgeoise qui depuis l'invasion allemande du 10 mai 1940 ont «éprouvé un dommage à leur personne» ou «ont subi un dommage de guerre à leurs biens, tant mobiliers qu'immobiliers» pourvu que ces biens soient situés dans le Grand-Duché. Le législateur excluait donc l'indemnisation des biens situés hors des frontières du Grand-Duché, en application du principe énoncé plus haut.

B. Les Luxembourgeois (i. e. citoyens de nationalité luxembourgeoise) domiciliés à l'étranger sans qu'une date de l'établissement à l'étranger ne soit spécifiée. Pour cette catégorie de victimes l'indemnisation possible, qui dépend de l'accord du ministre compétent, est restreinte au «dommage politique et corporel», si ces Luxembourgeois sont devenus «victimes politiques au sens des dispositions du Titre II».

C. Les apatrides et les étrangers. Les citoyens de certains pays étaient en effet déchus de leur nationalité d'origine un certain nombre d'années après leur départ de leur pays d'origine (p. ex. cinq ans pour les citoyens polonais d'après le décret du Gouvernement polonais de fin mars 1938), devenant ainsi des «apatrides». Deux conditions doivent être remplies en vue de l'indemnisation de ces personnes non luxembourgeoises: elles doivent être domiciliées «depuis 1930 au Grand-Duché» et doivent avoir «rendu des services signalés au pays». La loi ne spécifie pas si l'indemnisation porte sur les dommages de guerre aux biens mobiliers ou immobiliers et/ou au dommage à leur personne. Le principe de la reconduction de l'énoncé précédent - sous A - était toutefois dans l'intention du législateur.

Ainsi, la loi luxembourgeoise de 1950 tient en effet compte ab initio des apatrides et des étrangers qui figurent dans une catégorie objective à part en prévoyant également à leur profit une indemnisation.

Au vu de ce qui précède, tant le reproche d'une violation par la loi sur les dommages de guerre de 1950 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales du 4 novembre 1950, que celui de la violation du protocole n°12 du 4 novembre 2000, ne sauraient être maintenus.

ad 2) Au regard de la réponse apportée à la première question, la loi luxembourgeoise de 1950 ne nécessite pas d'être modifiée.

ad 3) La loi sur les dommages de guerre de 1950 ne comporte pas de catégorie «juifs non luxembourgeois ayant subi un dommage de guerre». Un tel qualificatif ne saurait être introduit dans des considérations légales puisqu'il apparaîtrait, à juste titre, comme discriminatoire. Ainsi, peut prétendre au droit à réparation celui qui rentre dans l'une des trois caté-

gories énumérées ci-avant au point 1: Luxembourgeois, apatrides et étrangers.

ad 4) Le Gouvernement a élaboré un cadre légal spécifique pour traiter notamment de la problématique induite par les «comptes dormants». Le projet de loi en question vient d'être déposé à la Chambre des Députés en date du 6 août 2018 et porte le n°7348. Ledit projet de loi prévoit la possibilité pour l'État d'affecter certains avoirs prescrits de manière dédiée lorsqu'il existe des indices que ces avoirs appartenaient à des personnes ayant fait l'objet de violations graves du droit international humanitaire telles que visées à l'article 136bis du Code pénal. Ainsi, par exemple, les avoirs détenus sur des comptes inactifs auprès de banques, dont les titulaires auraient fait l'objet de violations graves du droit international humanitaire, seront consignés conformément à cette nouvelle loi, et une fois le délai de la prescription acquisitive au profit de l'État écoulé, pourront faire l'objet d'une affectation particulière. Le délai de la prescription acquisitive est au minimum de cinq ans suivant la consignation auprès de la caisse de consignation, ce délai étant maintenu également à l'égard de tels avoirs afin de garantir une égalité de traitement. Sont notamment visés, les fonds déposés sur les comptes de titulaires juifs disparus pendant la Deuxième Guerre mondiale qui pourront ainsi être affectés, à l'échéance du délai de la prescription acquisitive de cinq ans suivant leur consignation auprès de la caisse de consignation, à la Fondation pour la mémoire de la Shoah.

ad 5) Le dernier point soulevé par l'honorable Député porte sur la police des étrangers et ses «actions de surveillance, d'espionnage et d'harcèlement des juifs d'origine polonaise». Les documents conservés aux Archives nationales renseignent que tous les non-luxembourgeois venant s'établir au Grand-Duché dans l'Entre-deux-guerres ont été soumis sans exceptions aux mêmes contrôles en vue de l'obtention d'une autorisation de séjour et/ou d'un permis de travail. La matière, la pratique sur le terrain et l'historique étant fort complexes, il y convient d'en exposer les détails.

Définition: par police des étrangers, il faut entendre une procédure administrative qui impliquait les forces de l'ordre (gendarmerie nationale et police locale) et la Sûreté publique (à partir de 1929). Les missions de surveillance qui leur étaient confiées, étaient placées sous la direction du Parquet général et sous l'autorité supérieure du Ministre de la Justice.

Législation et pratique: Les textes réglant le contrôle et la répression des étrangers «indésirables» remontent au dernier quart du XIX<sup>e</sup> siècle. La loi du 8 mars 1880 précise les raisons pour lesquelles un résident étranger peut être expulsé (tranquillité publique ou demande d'extradition). Le fichier de la police des étrangers trouve son début dans cette loi et est resté en place jusqu'en 1972. À partir de 1887, les fiches d'hébergement (extraits des registres d'hôtel, de pensions ou d'auberges) doivent être remises à la gendarmerie qui les transmet au parquet. La loi du 1893 a renforcé les mesures de contrôle par l'immatriculation obligatoire lors de la déclaration d'arrivée à la commune.

La loi du 28 octobre 1920 a pour objet d'endiguer l'affluence de personnes étrangères sur le territoire luxembourgeois. La personne immigrée doit désormais être en possession d'un passeport de sa nationalité et d'un visa luxembourgeois.

L'arrêté du 30 novembre 1929 départage les missions de surveillance entre la Sûreté publique (compétente pour la ville de Luxembourg) et la gendarmerie (compétente dans le

reste du territoire luxembourgeois). Les personnes candidates à l'immigration devaient dès lors produire un extrait de leur casier judiciaire, un certificat de moralité de leur dernière résidence à l'étranger, un extrait du registre de population avec les renseignements d'usage. À noter que la Sûreté publique était systématiquement avertie de l'arrivée d'un étranger qui s'inscrivait sur un registre communal.

Ce fut en 1934 que la carte d'identité des étrangers, valant autorisation de séjour, fut introduite. La «surveillance des étrangers» a duré jusqu'en 1972 et ne fut abolie que par la loi du 28 mars 1972.

#### Question 3949 (23.07.2018) de M. André Bauler (DP) concernant l'installation d'un P&R au lieu-dit «Schinker»:

Le Gouvernement se propose d'encourager le covoiturage, initiative très louable pour délester nos voies routières et réduire les embouteillages, notamment aux heures de pointe. Au lieu-dit «Schinker» dans la commune Parc Hosingen, l'État est propriétaire d'un terrain d'environ un hectare qui pourrait être aménagé comme parking du type P&R. De plus, un tel parking pourrait prendre la forme d'un parking écologique tel par exemple celui tout près de la clinique d'Ettelbruck ou celui tout près de la gare de Drauffelt.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1) Monsieur le Ministre pourrait-il informer, le cas échéant, sur un éventuel projet en la matière?

2) Dans l'affirmative, dans quel intervalle de temps un tel parking pourrait-il être aménagé?

3) Monsieur le Ministre peut-il renseigner sur le trafic qui passe tous les jours au lieu-dit «Schinker», surtout aux heures de pointe?

4) Au lieu-dit «Lipperscheid-Dellt», le MDDI a-t-il prévu des mesures acoustiques?

**Réponse (30.08.2018) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:**

Selon la stratégie pour une mobilité durable Modu 2.0 approuvée par le Conseil de Gouvernement en date du 23 mai 2018, le covoiturage et les transports en commun se retrouvent parmi les outils pour atteindre une mobilité durable pour la société et agréable pour le citoyen. Toute initiative prise pour promouvoir ces modes de transport est louable, dont également l'aménagement d'emplacements de stationnement permettant le transbordement.

Mes services ont bien connaissance de réflexions existantes sur l'aménagement d'un parking P&R en bordure de la route N7 au lieu-dit «Schinker» encourageant l'intermodalité entre la voiture particulière et les bus régionaux; cependant toute nouvelle infrastructure devra être analysée sur son aptitude de répondre aux besoins réels.

Le projet de réorganisation des lignes d'autobus régionales du «Régime général des transports routiers» (RGTR) prévoit la mise en place d'une ligne de bus express sur la N7 soutenue par des navettes venant des régions limitrophes en vue d'augmenter la répartition des flux par

un transbordement bus-bus. Les arrêts de bus permettant l'échange de la navette vers la ligne express ou vice-versa sont bien en place à la hauteur du carrefour giratoire N7/CR322 au lieu-dit «Schinker»; cependant le transbordement bus-bus devra encore être amélioré par l'aménagement de chemins piétonniers adéquats et sûrs ainsi que par l'affichage des horaires en temps réel sur les arrêts. La stratégie de mon Ministère étant alors d'amener les navetteurs provenant des régions par des bus sur la ligne express N7 ou le cas échéant vers les gares ferroviaires de la ligne 10 Luxembourg - Troisvierges, il n'existe pas d'études visant l'aménagement d'un parking relais P&R au lieu «Schinker». Aussi la zone de chalandise avec notamment les localités de Consthum et de Holzthum est trop faible pour garantir la masse critique d'un tel parking P&R.

Par contre une demande de covoiturage semble se manifester à cet endroit et l'aménagement d'emplacements de stationnement pour la montée et la descente de ces covoituriers pourrait s'avérer approprié. Pour le moment le nombre d'emplacements offert par l'assise de l'ancien chemin CR322 semble encore être suffisant, par contre le stationnement des covoituriers devra être réglementé conformément aux dispositions du Code de la route par un règlement de circulation.

En ce qui concerne les charges de trafic enregistrées par les compteurs permanents et automatiques de l'Administration des ponts et chaussées aux alentours du lieu «Schinker», je suis en mesure de fournir les données reprises dans le tableau ci-après. Le compteur 939 se situe au nord de Hosingen sur la N7 et le compteur 610 se situe au sud de Hoscheid-Dickt. Par contre, il n'y a pas de compteur disponible sur le CR322 en direction de Vianden ou en direction de Kautenbach.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Quant à la question à part au sujet d'éventuelles mesures acoustiques à prévoir au lieu-dit «Dellt», il s'avère qu'une étude relative aux nuisances acoustiques à cet endroit vient tout juste d'être finalisée. Il faudra alors attendre les conclusions de cette étude et prendre ensuite les mesures appropriées qui seront jugées nécessaires.

#### Question 3950 (23.07.2018) de M. André Bauler (DP) concernant l'économie verte:

Il va sans dire que le nombre d'entreprises faisant partie de l'économie dite verte s'est bien développé depuis le début du siècle. L'économie des «green jobs» forme certes aussi un secteur permettant d'employer, dans une certaine mesure, des travailleurs peu qualifiés.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire et à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils fournir une définition de ce qu'on entend par économie verte?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils retracer l'évolution du nombre de personnes travaillant dans ce secteur? Qu'en est-il du nombre d'entreprises?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils donner des informations concernant le développement de l'économie circulaire au Luxembourg?

- Combien de ces entreprises (économie verte, économie circulaire) ont déjà adopté le statut d'une société d'impact sociétal?

- Quels sont les programmes de formation proposés par l'ADEM pour préparer des demandeurs d'emploi à l'un ou l'autre poste de l'économie verte?

**Réponse commune** (13.09.2018) de M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, et de M. Étienne Schneider, Ministre de l'Économie:

Dans le domaine de l'économie verte et des écotecnologies, le Ministère de l'Économie développe activement l'économie circulaire comme pilier de diversification de l'économie luxembourgeoise. Dans l'économie circulaire, la valeur des produits et matériaux est maintenue aussi longtemps que possible. En fin d'utilisation ces ressources sont réinsérées dans les cycles biologiques ou techniques en maintenant leurs valeurs aussi élevées que possible. Ce nouveau concept dépasse de loin le recyclage

«classique» et intervient dès la conception du produit et du modèle d'affaire y relatif.

L'économie circulaire permet de réduire les coûts de l'industrie manufacturière, de débloquent de nouveaux modèles d'affaires qui donneront naissance à une nouvelle génération d'entreprises européennes efficaces et innovantes. Ces activités créeront également des emplois locaux et durables et débloquent des opportunités d'intégration et de cohésion sociale.

L'écosystème intégré du Grand-Duché présente un avantage pour l'implémentation de l'économie circulaire et permettra au Luxembourg de se positionner comme un des leaders dans le domaine. Le Luxembourg étant pauvre en ressources naturelles, l'économie circulaire est un impératif afin de maintenir notre qualité de vie et la compétitivité de notre économie. De plus, elle présente de nombreuses opportunités économiques à saisir.

Depuis la publication de l'étude nationale analysant le potentiel de l'économie circulaire en 2015 et le processus de la Troisième révolution industrielle, l'économie circulaire s'est bien ancrée au Luxembourg. De nombreux événements nationaux et internationaux ont permis de sensibiliser les acteurs luxembourgeois. En guise d'exemples on peut citer la collaboration avec la Banque européenne d'investissement pour l'événement «Financing the Circular Economy» en 2015, l'organisation du «Luxembourg Circular Economy Hot Spot», conférence d'envergure qui a eu lieu en 2017, ainsi que la visite d'État néerlandaise en 2018 dont la composante économique fut placée sous le thème de l'économie circulaire. Plusieurs conférences scolaires ont également été organisées et une unité pédagogique pour l'enseignement secondaire est en cours d'élaboration.

Afin d'intégrer le concept de l'économie circulaire dans les différents domaines, des groupes de travail dédiés à un thème spécifique tel que les finances, les nouveaux modèles d'affaires, l'éducation ou encore les marchés publics ont été créés. Un programme de soutien financier pour les entreprises a été mis en place en vue d'inciter à la création de produits et services circulaires dans l'industrie luxembourgeoise, programme qui permet de profiter du savoir-faire développé ces dernières années par des experts locaux.

L'économie circulaire a également été intégrée dans le catalogue de mesures du Pacte Climat géré par «myenergy» afin de l'implémenter au niveau communal avec comme fer de lance la commune de Wiltz, hot spot de l'économie circulaire. Plusieurs projets de développement urbain, allant d'un bâtiment isolé jusqu'au quartier de plusieurs hectares, ont appliqué les principes circulaires créant ainsi un marché intéressant pour le secteur de la construction. Une méthodologie de mise en œuvre de l'économie circulaire dans les zones d'activités économiques existantes et futures a été élaborée et est actuellement déployée sur plusieurs sites.

Le développement de l'économie circulaire au Luxembourg permet de renforcer sa compétitivité et de développer un savoir-faire exportable notamment dans le domaine de l'économie de fonctionnalité (performance economy, product as a service), ce qui facilite la transition pour les entreprises existantes tout en permettant d'attirer de nouveaux acteurs et en encourageant la création d'entreprises au Grand-Duché.

Cette évolution sera évidemment bénéfique pour l'environnement en réduisant les impacts négatifs voire même en créant des impacts positifs et réhabilitant. L'économie circulaire est transversale en s'adressant à tous les secteurs et domaines et fait progressivement son entrée dans les institutions et entreprises. Il n'est donc pas opportun ni possible de faire une distinction claire entre entreprises et emplois «traditionnels» et «verts» ou «circulaires».

En ce qui concerne le nombre d'entreprises qui ont adopté le statut d'une société d'impact sociétal (SIS), il y a lieu de noter qu'à ce jour aucune entreprise de l'économie verte ou de l'économie circulaire n'a adopté ce statut. Néanmoins, il convient de rappeler que ces entreprises sont éligibles lorsqu'elles remplissent cumulativement les conditions de l'article 1 de la loi du 12 décembre 2016 portant création des sociétés d'impact sociétal et modifiant a) la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, b) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, c) la loi modifiée du 1<sup>er</sup> décembre 1936 concernant l'impôt commercial communal et d) la loi modifiée du 16 octobre 1934 relative à l'impôt sur la fortune.

Concernant les programmes de formation proposés par l'ADEM pour préparer les demandeurs d'emploi à l'un ou l'autre poste de l'économie verte, il y a lieu de noter que l'ADEM propose depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018 une formation intitulée «Fit 4 Green & Build Jobs»

s'adressant aux demandeurs d'emploi inscrits à l'ADEM et qui souhaitent bénéficier d'une orientation, profiter d'une évaluation de leurs compétences et accéder à une formation débouchant sur les métiers actuels et futurs du bâtiment. Ce projet se base donc sur trois axes principaux: l'orientation, l'évaluation et la formation.

Il s'agit d'un projet porté par l'ADEM et mis en œuvre par l'Institut de formation sectoriel du bâtiment (IFSB). Le projet est cofinancé par le Fonds social européen et sa période de réalisation s'étend du 1<sup>er</sup> janvier 2018 au 31 décembre 2019.

Il est prévu de faire profiter 400 demandeurs d'emploi d'un atelier d'orientation sur une période de deux ans.

L'évaluation devrait être proposée à 150 bénéficiaires et il est prévu d'offrir une formation à 120 demandeurs d'emploi sur une période de deux ans.

#### Question 3953 (24.07.2018) de Mmes Françoise Hetto-Gaasch, Octavie Modert, M. Léon Gloden et Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV) concernant le marqueur tumoral:

Tumormarker sind Substanzen, die bei einer bösartigen Tumorerkrankung vermehrt im Körper anfallen können. Daher werden sie auch als „Krebsmarker“ bezeichnet. Sie werden vor allem bei der Verlaufskontrolle einer Krebserkrankung bestimmt.

Unseren Informationen zufolge wird bei Krebspatienten die Kontrolle der Tumormarker momentan nicht von der Krankenkasse erstattet, obwohl diese für die Ärzte und Patienten ein wichtiger Indikator des Krankheitsverlaufs sein können.

Aus diesem Grund möchten wir folgende Fragen an die Gesundheitsministerin und an den Minister für soziale Sicherheit stellen:

1. Können die Minister unsere Informationen bestätigen?
2. Wenn ja, aus welchem Grund werden diese Tumormarker nicht mehr erstattet?
3. Teilen die Minister die Meinung, dass diese Analysen ein wichtiges Instrument im Kampf gegen Krebserkrankungen sein können, da sie den Ärzten wichtige Hinweise geben können?
4. Wenn ja, werden die Minister sich dafür einsetzen, dass die betroffenen Patienten in Zukunft diese Untersuchungen erstattet bekommen?

**Réponse commune** (24.08.2018) de Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé, et de M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale:

ad 1. Les informations selon lesquelles les analyses relatives aux marqueurs tumoraux ne sont actuellement pas prises en charge par l'assurance maladie ne peuvent être confirmées par la Caisse nationale de santé (CNS). Certes, les modalités de la prise en charge ont changé au 1<sup>er</sup> janvier 2018, date de l'entrée en vigueur de la nouvelle nomenclature des actes et services des laboratoires d'analyses médicales et de biologie clinique, mais les marqueurs tumoraux sont toujours pris en charge par l'assurance maladie selon les conditions et les modalités figurant dans la nouvelle nomenclature.

La nomenclature des actes et services des laboratoires d'analyses médicales et de biologie clinique en vigueur jusqu'au 31 décembre 2017 n'a pas contenu de limitations quant au nombre de marqueurs tumoraux à prendre en charge par l'assurance maladie.

La nomenclature entrée en vigueur début 2018 prévoit au maximum un dosage pour la plupart des actes de la sous-section 3 - Marqueurs tumoraux (non hormonaux) du chapitre 1 - Chimie biologique, section incluant 15 marqueurs tumoraux différents. Cette limitation n'a d'ailleurs pas été appliquée dans une phase transitoire s'étalant du 1<sup>er</sup> janvier 2018 au 31 mars 2018 et les dispositions applicables avant l'entrée en vigueur de la nouvelle nomenclature restaient d'application pendant cette phase transitoire.

ad 2. La nouvelle nomenclature des actes et services des laboratoires d'analyses médicales et de biologie clinique, entrée en vigueur en date du 1<sup>er</sup> janvier 2018, se caractérise par la mise en place de règles de cumuls et de règles de bonne pratique s'adressant prioritairement aux prescripteurs des examens en question. La Fédération luxembourgeoise des laboratoires d'analyses médicales (FLLAM) avait également proposé l'introduction de règles de non-cumul dans la facturation d'actes prescrits simultanément, sauf en cas de motivation médicale objective. Le renouvellement fondamental de la nomenclature, notamment la révision de la

sous-section 3 - Marqueurs tumoraux (non hormonaux) - avait trouvé l'accord de tous les membres présents lors de la réunion de la Commission de nomenclature du 27 septembre 2017 et reflète les recommandations de bonnes pratiques des sociétés savantes dans le domaine de la cancérologie, du Conseil scientifique dans le domaine de la santé ainsi que l'avis de la Haute Autorité de santé (HAS) sur la pertinence des dosages des marqueurs tumoraux dans le cadre du dépistage. Ces règles ont été discutées dans le groupe de travail qui a rédigé la nouvelle nomenclature, groupe de travail nommé par Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale et auquel ont participé notamment des représentants de la FLLAM, de l'Association des médecins et médecins dentistes (AMMD), du Contrôle médical de la sécurité sociale (CMSS), de la Cellule d'expertise médicale (CEM) et de la Caisse nationale de santé (CNS).

ad 3. L'inutilité du dosage d'un panel de marqueurs tumoraux dans le cadre du dépistage général en cancérologie a été largement confirmée par l'ensemble des sociétés savantes. Les marqueurs tumoraux (non hormonaux) de la section visée sont des indicateurs utiles permettant, pour les cancers qui expriment de tels marqueurs, de compléter le bilan d'extension et de suivre la réponse thérapeutique et l'évolution de la maladie. La proportion de cancers exprimant plus d'un marqueur de cette section de la nomenclature est très faible, et la proportion de cancers en exprimant plus de deux est infime.

ad 4. Lors de la réunion du 11 juillet 2018 de la Commission de nomenclature, la recommandation circonstanciée ayant comme objet des adaptations ponctuelles à faire au niveau de la nomenclature complètement révisée a été votée à l'unanimité des membres effectifs présents. Parmi les modifications apportées, la règle portant sur le nombre maximal de dosages de marqueurs tumoraux (non hormonaux) a été assouplie et ce nombre a été relevé de un à deux. Dans les cas de néoplasmes multiples, qui restent une exception et sont à mentionner sur la prescription, la règle du nombre maximal ne s'applique pas. L'entrée en vigueur de ces modifications est prévue pour le 1<sup>er</sup> septembre 2018.

#### Question 3955 (25.07.2018) de M. Marc Spautz (CSV) concernant les données de l'IGSS concernant la création d'un mécanisme d'adaptation des prestations familiales en espèces et en nature:

Résultant de l'accord conclu entre le Gouvernement et l'OGB-L, le LCGB et la CGFP le 28 novembre 2014, le projet de loi n°7003 portant création d'un mécanisme d'adaptation des prestations familiales en espèces et en nature a été déposé en juin 2016, suivi de l'avis du Conseil d'État en octobre 2016. Lors de la réunion de la Commission de la Famille en date du 2 juillet 2018, Madame la Ministre a pré-tendu que les chiffres et données de l'IGSS, nécessaires pour poursuivre les travaux parlementaires du projet de loi susmentionné, ne seraient pas encore disponibles. Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale vient d'annoncer en séance publique en date du 3 juillet 2018, que les données et les chiffres de la part de l'IGSS sont bien disponibles.

Dans la mesure où les données de la part de l'IGSS n'ont pas été présentées aux membres de la commission lors de la réunion jointe de la Commission de la Famille et de l'Intégration et de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ayant eu lieu le 25 juillet 2018, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il nous fournir les données et chiffres de l'IGSS ayant trait au projet de loi en question?

**Réponse commune** (04.09.2018) de M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale, de Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, et de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

À la demande du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse datant du 8 mai 2018, l'Inspection générale de la sécurité sociale avait communiqué le 6 juin 2018 les données requises au service statistique du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse pour l'actualisation des calculs relatifs au projet de loi n°7003 portant création d'un mécanisme d'adaptation des prestations familiales en espèces et en nature.

Les résultats des travaux réalisés par les services respectifs figurent dans une note qui a été transmise par ce même ministère à la Chambre des Députés en date du 8 août 2018.

**Question 3963** (30.07.2018) de **M. André Bauler** (DP) concernant les **fusions communales**:

Un article paru dans la presse quotidienne du 25 juillet 2018 a révélé un nouvel élan auprès de certains responsables communaux de la Nordstad qui aimeraient concrétiser un projet de fusion dans les années à venir. Les collèges échevinaux des communes d'Ettelbruck, de Schieren et d'Erpeldange-sur-Sûre auraient même entamé des «pourparlers exploratoires».

Il ressort du même article qu'il est «impensable» que la commune de Colmar-Berg, commune signataire de la première convention Nordstad (22 mai 2008), puisse un jour participer aux projets de fusion des cinq autres communes de la Nordstad, pour la simple raison qu'elle fait actuellement partie du canton de Mersch et, partant, de la circonscription électorale du Centre.

Au vu de ce qui précède et étant donné que Monsieur le Ministre de l'Intérieur a récemment convoqué les communes pour lui faire part de leurs attitudes sur d'éventuels projets de fusion, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Monsieur le Ministre de l'Intérieur peut-il confirmer que des pourparlers exploratoires ont déjà été entamés entre les communes susmentionnées?

- Monsieur le Ministre partage-t-il l'avis qu'il serait inconcevable, voire même impossible, pour les raisons précitées, que la commune de Colmar-Berg fusionne un jour avec une autre commune de la Nordstad?

- Dans l'affirmative, sur quelle logique Monsieur le Ministre se fonderait-il, sachant que d'autres fusions ont déjà conduit à une nouvelle délimitation cantonale (fusions communales de Wincrange, de Tandel et du Parc Hosingen)?

- Toujours dans l'affirmative, les responsables de la commune de Colmar-Berg ont-ils déjà été informés de leur sort possible lors des échanges de vues avec Monsieur le Ministre?

- Monsieur le Ministre serait-il d'avis qu'une délimitation purement administrative et électorale saurait faire échec à un éventuel projet de fusion de communes avoisinantes, d'autant plus que le projet de la Nordstad trouve l'appui solide du Gouvernement?

- Vu les projets communs réalisés (à réaliser) sur les territoires de la ville de Diekirch et de la commune d'Erpeldange-sur-Sûre (ZA Fridhoff, axe central, urbanisation Walebroch), le regroupement possible des communes d'Ettelbruck, de Schieren et d'Erpeldange-sur-Sûre serait-il la seule option de fusion à envisager dans un scénario de fusions par étapes?

**Réponse** (06.09.2018) de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*:

L'honorable Député André Bauler se réfère à la presse quotidienne pour se renseigner sur un projet de fusion des communes d'Erpeldange-sur-Sûre, d'Ettelbruck et de Schieren, évoqué dans un article paru le 25 juillet 2018 au «Tageblatt».

À l'occasion des entretiens concernant les fusions de communes, que j'ai eues avec toutes les communes comptant moins de trois mille habitants au mois de juillet, les collègues des bourgmestre et échevins des communes d'Erpeldange-sur-Sûre et de Schieren ont confirmé que des discussions sur une fusion de leurs communes avec la Ville d'Ettelbruck avaient eu lieu. Dans leurs prochaines séances du 12 septembre 2018 les conseils communaux des trois communes précitées délibéreront chacun sur «la conduite des discussions exploratoires en vue d'une éventuelle fusion».

Les fusions de communes continuent d'être encouragées par le Gouvernement et d'être accompagnées par les services de mon ministère. Si une fusion de communes qui modifiait la composition d'un canton, et par là également celle d'une circonscription électorale, n'est juridiquement pas impossible, elle est hautement sensible et complexe du point de vue politique et mériterait dès lors d'être appréhendée avec circonspection. Les fusions de communes adoptées jusqu'à présent par la Chambre des Députés sont toutes restées sans incidences sur les circonscriptions électorales.

Je laisse l'appréciation sur d'autres options de fusion aux communes concernées pour rester fidèle à l'approche qui a toujours été la mienne dans ce domaine et qui est celle de fusions volontaires dans le plein respect de l'autonomie communale.

**Question 3965** (01.08.2018) de **MM. Max Hahn et Claude Lamberty** (DP) concernant les **animaux perdus**:

Suite à la disparition d'un animal de compagnie et après une première recherche infruc-

tueuse, il reste au propriétaire de l'animal la possibilité de publier un avis de recherche sous forme d'une annonce. Ces annonces peuvent aussi servir à signaler aux propriétaires que leurs chiens et chats perdus ont été retrouvés.

De telles annonces sont diffusées par différents moyens. Les refuges pour animaux et les associations pour la protection des animaux relayent les informations sur leurs sites Internet et réseaux sociaux. Il existe également des plateformes en ligne qui partagent les informations. Les avis de recherches peuvent aussi être diffusés à la radio.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

- Monsieur le Ministre ne pourrait-il pas envisager de regrouper le dynamisme des différents acteurs impliqués en centralisant les informations?

- Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas opportun de créer une plateforme en ligne officielle qui faciliterait la diffusion des informations et qui par cela augmenterait les chances des animaux de retrouver leurs maîtres?

**Réponse** (04.09.2018) de **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*:

Tout d'abord, je tiens à remercier les députés d'avoir soulevé la problématique des animaux perdus ainsi que d'avoir proposé une solution très intéressante à cette dernière.

Il faut souligner que, conformément à la loi relative aux chiens, il existe une obligation pour chaque détenteur de faire identifier son chien par une puce électronique. Une disposition similaire sera prévue pour les chats dans un règlement d'exécution qui sera publié dans le cadre de la nouvelle loi relative à la protection animale.

L'identification des animaux et l'enregistrement de cette dernière dans une base de données permet de localiser d'une manière efficace le détenteur d'un animal perdu lorsque celui est retrouvé et amené chez un vétérinaire ou auprès d'une association de protection animale en vue de la lecture de la puce électronique par un lecteur spécifique.

Au cas où un animal retrouvé n'est pas identifié conformément à la législation ou bien cette identification n'est pas enregistrée dans une base de données, la description de l'animal peut être transmise par les différents canaux (presse, site Internet, réseaux sociaux) afin de retrouver le détenteur de l'animal.

L'idée de la création d'une plateforme publique me semble cependant très intéressante. Il se pose néanmoins quelques problèmes de mise en application par rapport aux systèmes actuellement en place. Tout d'abord cette plateforme ne serait gérée que pendant les heures de bureau, ce qui présente un problème lors de la perte d'un animal durant le week-end ou pendant un jour férié.

En outre, la mise à jour de cette plateforme s'avère difficile puisqu'elle nécessite une information lorsque l'animal perdu a été retrouvé et retourné à son propriétaire.

Vu le fait que l'identification par puce électronique et l'enregistrement de cette dernière dans une base de données permet en cas de localisation d'un animal perdu de restituer ce dernier à son propriétaire, il n'y a pas urgence en la matière. Pour cette raison, je suggère de revenir sur votre proposition innovante de créer une plateforme publique pour enregistrer les animaux perdus en concertation avec les associations de protection animale, une fois le nouveau règlement d'exécution en place.

**Question 3970** (03.08.2018) de **M. Gérard Anzia** (*déi gréng*) concernant le **rachat de la participation de Ardian dans la société nationale Encevo par le groupe chinois China Southern Power Grid**:

La société d'énergie Encevo SA, maison mère de Creos et Enovos, joue un rôle stratégique dans la politique énergétique nationale, tant au niveau de la transition énergétique vers une économie durable, entamée et engagée par le plan Rifkin, qu'au niveau de la sécurité d'alimentation en énergie pour le Luxembourg, un élément clef pour l'économie nationale.

Selon des informations parues au «Handelsblatt» du 31 juillet 2018, le groupe financier Ardian qui détient 25,5% des parts du groupe Encevo SA aurait trouvé un accord de reprise de sa participation avec le groupe China Southern Power Grid (CSG), une société étatique chinoise, pour la somme de 400 millions d'euros.

L'État chinois essaye de manière systématique de pénétrer le marché énergétique européen et

le groupe étatique chinois «State Grid Corporation of China» a récemment tenté une démarche similaire afin de reprendre des parts dans la société énergétique «50Hertz». La réaction du Ministre allemand de l'Économie et de l'Énergie a été de racheter par intermédiaire de la banque étatique KfW les parts de «50Hertz».

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de l'Économie:

1) Depuis quand Monsieur le Ministre est-il au courant des démarches de la société Ardian pour vendre ses participations dans le groupe Encevo?

2) Étant donné que l'État luxembourgeois est le plus grand actionnaire dans le groupe Encevo avec une participation de 28%, a-t-il été approché par Ardian pour le rachat des participations?

3) Existe-t-il une stratégie européenne commune afin de réagir à la stratégie de pénétration du marché énergétique européen par l'État chinois?

4) Vu le droit de préemption de l'État luxembourgeois, concernant une vente de participations dans la société Encevo, a-t-il été envisagé de racheter les parts détenues par Ardian, soit directement, soit par intermédiaire de la SNCI ou de la BCEE? Dans la négative, quel est l'argumentaire qui a conduit à cette décision?

5) Vu le rôle d'importance nationale de la maison mère Encevo, et vu le bon développement économique de la société, une reprise des participations de Ardian dans le groupe Encevo par l'intermédiaire du droit de préemption est-elle à ce jour encore possible?

**Réponse** (24.08.2018) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*:

En début de l'année, Ardian avait laissé entendre qu'ils étaient ouverts à une réflexion sur l'avenir de leur participation minoritaire dans Encevo et qu'ils aimeraient trouver un successeur en tant qu'actionnaire qui participerait à la dynamique d'Encevo et continuerait de lui apporter une véritable valeur ajoutée. Enfin par lettre du 25 juin 2018 Ardian avait formellement avisé par écrit les actionnaires d'Encevo de leur intention de vendre dans les mois à venir leur participation minoritaire dans Encevo.

Ayant donc eu la volonté de se séparer de sa participation, et sauf un droit de préemption à exercer le cas échéant en fin de procédure par les autres actionnaires, Ardian était libre de vendre à une contrepartie de son choix et selon des critères de choix spécifiques à elle.

Depuis ses débuts l'actionnariat d'Encevo, tout comme les actionnaires de ses sociétés précurseurs, était composé de façon hétérogène mais équilibrée apportant l'expérience des secteurs public, financier et industriel. Il comprenait donc également des actionnaires du tissu industriel qui avaient toujours su apporter le savoir-faire spécifique de leur métier pour contribuer à bien mener les projets d'entreprise réussis en vue d'une croissance durable et forte. C'est dans cet ordre d'idées que les autres actionnaires d'Encevo avaient manifesté dans des échanges informels avec Ardian leur inclination pour pouvoir coopérer à l'avenir de nouveau avec un nouvel actionnaire issu du milieu industriel, tout en respectant que le processus de vente de sa participation dans Encevo était dirigé exclusivement par Ardian. Il n'était donc jamais question de vouloir racheter de prime abord la participation d'Ardian et de fermer l'actionnariat d'Encevo aux seuls actionnaires publics.

Enfin Ardian a dévoilé récemment à la presse et aux autres actionnaires le reprenneur de sa participation dans Encevo comme étant China Southern Power Grid International, filiale à 100% de l'entreprise publique China Southern Power Grid (CSG). CSG est active dans les cinq provinces du sud de la Chine (Guangdong, Guangxi, Guizhou, Hainan, Yunnan) et est une entreprise intégrée de transport, de production et de vente d'électricité. Elle emploie 303.000 personnes, exploite 310.000 km de lignes de transport haute tension couvrant une surface de un million de km<sup>2</sup> et servant une population de 248 millions d'habitants, et opère huit interconnexions haute tension vers le Myanmar, le Laos, le Vietnam et Hong Kong. Au-delà de ces activités CSG est active dans les domaines de l'efficacité énergétique, de l'énergie renouvelable, du stockage d'électricité de l'électromobilité et des réseaux intelligents. CSG a donc un caractère industriel très prononcé et devrait présenter les atouts nécessaires pour pouvoir soutenir Encevo en tant qu'actionnaire dans son développement futur. Il est en tout état de cause préférable de pouvoir bénéficier des compétences d'un acteur industriel que de voir détenir les actions de Encevo par un acteur financier dont les intérêts sont purement d'ordre pécuniaire et la plupart du temps à court terme.

À l'image de l'Union européenne, le Luxembourg se caractérise depuis des décennies par son économie ouverte et son attitude accueillante tant vis-à-vis de nos travailleurs frontaliers, de capitaux internationaux que d'investisse-

ments provenant d'États membres de l'Union européenne ou de pays tiers. C'est grâce à cette ouverture d'esprit que nous maintenons notre économie dynamique et croissante, économie à laquelle tient la richesse actuelle et future de notre pays. C'est dans cet environnement propice et ouvert que China Southern Power Grid sera accueilli comme nouvel actionnaire d'Encevo.

Il faut savoir par ailleurs que China Southern Grid va acquérir seulement 24,9% des parts de Encevo. Au Luxembourg, le pourcentage d'actions permettant à un investisseur de disposer d'une minorité de blocage est fixé en droit des sociétés à 33%. 24,9% des parts ne permettent dès lors pas d'inverser dans la gestion journalière de l'entreprise, ni de procéder à des nominations de salariés aux postes clefs de l'entreprise. Les risques insinué par certains que des acteurs chinois puissent prendre contrôle de façon directe ou indirecte de Encevo au détriment du développement économique du Luxembourg relève de la pure spéculation et n'existe pas. L'État luxembourgeois, la Ville de Luxembourg, la SNCI, la BCEE et POST détiennent avec 74,6% des parts tous les pouvoirs pour diriger la stratégie de l'entreprise dans l'intérêt tant du développement de l'entreprise que du développement économique.

Il faut rappeler également que le pacte d'actionnariat de Encevo, auquel China Southern Grid va souscrire dans le cours de la procédure d'acquisition, prévoit que l'État luxembourgeois dispose de la possibilité de racheter à tout moment et sans raison spécifique les parts de Creos et donc du réseau d'électricité au prix du marché. Le risque de prise de contrôle des réseaux électriques par une entreprise étrangère est ainsi nul.

Tous les actionnaires avaient 20 jours ouvrables à partir de l'annonce officielle par Ardian de la transaction proposée pour pouvoir faire valoir leur droit de préemption. Ni l'État ni les autres actionnaires n'ont fait usage de ce droit dans le cas présent.

La reprise de 24,9% des parts de Encevo par China Southern Grid ne constitue pas le premier investissement de sociétés étrangères dans les entreprises luxembourgeoises stratégiques. Sous la houlette de l'ancien ministre des finances Luc Frieden, un fonds qatarien a investi dans Cargolux ainsi que dans la BIL, bien que ces partenariats ne se sont pas révélés fructueux comme le prouve les désinvestissements qui s'en suivent. À chaque fois, ce sont des investisseurs chinois qui ont pris la relève. La BIL a annoncé récemment sous la présidence de Luc Frieden que désormais 90% du capital de la BIL est contrôlé par Legend Holdings, un fonds chinois. Les 10% restants sont détenus par l'État. Le Ministre François Bausch menait à bien la reprise de 35%, et donc une minorité de blocage, des parts de Cargolux par le Henan Civil Aviation Development and Investment. Cette collaboration s'avère fructueuse pour le développement des activités de Cargolux en Asie.

Faut-il rappeler finalement que la Chine constitue depuis longue date un partenaire stratégique pour le Luxembourg. En témoigne la présence de sept des plus grandes banques chinoises sur la place financière du Luxembourg. Le Luxembourg est un investisseur de premier rang dans la Asia Infrastructure Bank. L'entreprise IEE a été reprise par le groupe chinois Casic et est un des principaux investisseurs au sein du Automotive Campus à Colmar-Berg pour asseoir sa position économique. Dans le domaine de la logistique, que ce soit par le biais du fret aérien ou du rail, de nombreux projets sont en train d'être développés. Les investissements chinois au Luxembourg ont à ce jour été largement bénéfiques de sorte qu'une collaboration de China Southern Grid au sein de Encevo en tant qu'actionnaire minoritaire va certainement s'inscrire dans la continuité de ce partenariat.

Finalement, je tiens à souligner que l'État et les autres actionnaires auraient dû déboursé quelque 534 millions d'euros pour exercer le droit de préemption dont question. Vue la majorité absolue que l'État détient déjà dans le groupe Encevo (directement et indirectement) et les garanties en faveur de l'État prévues dans le pacte d'actionnaires, je ne vois pas pourquoi l'État devait déboursé autant d'argent pour n'en tirer finalement guère de plus-value réelle.

**Question 3972** (06.08.2018) de **Mme Octavie Modert** et **M. Jean-Marie Halsdorf** (CSV) concernant le **système national d'alerte «Amber Alert»**:

En avril 2016, le Ministre de la Justice et la Secrétaire d'État à la Sécurité intérieure avaient



lancé au Luxembourg la mise en œuvre du système UE d'alerte en cas d'enlèvement d'enfant appelée «Amber Alert». Cette année-ci, elle a été déclenchée pour la première fois au Luxembourg, en date du 26 juin. L'enfant a fort heureusement pu être retrouvé sain et sauf.

Nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Monsieur le Ministre de la Justice:

1) Quelles conclusions peuvent être tirées du déroulement des opérations relatives au premier déclenchement de l'alerte?

2) Quel est le nombre d'appels enregistrés au Centre d'intervention national en relation avec le déclenchement de l'alerte Amber?

3) Est-ce que le numéro d'appel d'urgence 113 a pu prendre les appels sans délai? Ou les lignes étaient-elles par moment saturées en raison de cet événement? Dans l'affirmative, ne faudrait-il pas mettre en place un numéro spécifique à ce type d'alerte?

4) Messieurs les Ministres sont-ils d'avis que des améliorations pourraient être envisagées le cas échéant?

**Réponse commune** (27.08.2018) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*, et de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*:

ad 1) Conformément à la procédure établie, l'alerte a été déclenchée sur ordre de l'autorité judiciaire.

Le déclenchement technique de l'alerte s'est déroulé comme prévu. Dans la mesure où il s'agissait du premier déclenchement d'une alerte, certains partenaires ont été surpris et le déclenchement automatique a dû être soutenu dans certains cas par des prises de contact individuelles.

ad 2) Le nombre d'appels cumulés enregistrés au Centre d'intervention national (113) et aux deux postes de réception téléphonique supplémentaires dédiés exclusivement à l'alerte Amber (4997 6868) en relation avec le déclenchement de l'alerte Amber s'élève à 20. Par ailleurs, deux appels ont été réceptionnés par le commissariat de Diekirch.

ad 3) Au moment de l'enlèvement de l'enfant, avant le déclenchement de l'alerte Amber, plusieurs témoins se sont manifestés simultanément au numéro d'appel d'urgence 113 pour signaler les faits. Ainsi, les temps d'attente au 113 se sont prolongés pendant un court laps de temps.

Pendant la phase de déclenchement de l'alerte, deux postes de réception téléphonique supplémentaires destinés à recevoir exclusivement des appels «Amber Alert» via le numéro 4997 6868 ont été mis en place.

ad 4) La police interviendra auprès de tous les partenaires qui sont censés être impliqués dans la procédure afin de les sensibiliser à nouveau, notamment à vérifier les procédures automatiques activées lors du lancement d'une alerte Amber.

**Question 3975** (06.08.2018) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant la **cryptofinance**:

La CSSF a récemment publié un avertissement en rapport avec une société établie au Luxembourg et active en matière de cryptofinance. Sur son site Internet, l'entité propose en effet des services d'achat et de vente de monnaies numériques.

La CSSF souligne que l'entreprise en question ne dispose d'aucun agrément du superviseur luxembourgeois pour prêter des services financiers.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer du type d'agrément dont la société susmentionnée devrait disposer pour pouvoir légalement offrir ses services au Luxembourg?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer du nombre de sociétés proposant des services financiers en rapport avec les cryptomonnaies et disposant d'un agrément de la CSSF? De quel type d'agrément s'agit-il plus précisément?

- Existe-t-il des fonds luxembourgeois agréés par la CSSF et investissant en cryptomonnaies?

**Réponse** (03.09.2018) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

La CSSF a récemment publié un avertissement relatif à une société qui prétend être établie no-

tamment à «L-8070 Bertrange» et qui offre par Internet divers services dont des «livrets à taux fixe», «livrets à taux réel», «comptes de trading» et «comptes en gestion». Ces activités sont soumises à un agrément bancaire ou agrément d'entreprise d'investissement au Luxembourg et dans les autres États membres de l'UE. Si la société avait son siège dans un autre État membre et opérait au Luxembourg sous le couvert du libre établissement ou de la libre prestation de services, la CSSF aurait reçu une notification de la part de l'autorité compétente de l'État membre d'origine ou serait au courant via le Mécanisme unique de surveillance. La société diffuse par ailleurs des formulaires utilisant le logo et le nom d'acteurs financiers agréés, sans autorisation.

Dès lors, dans son avertissement, la CSSF informe le public que l'entité en question «lui est inconnue et ne dispose d'aucun agrément pour la prestation de services financiers au ou à partir du Luxembourg».

À l'heure actuelle, deux sociétés actives dans le domaine de change cryptodevises - devises-fiat sont agréées au Luxembourg comme établissement de paiement dans la mesure où elles prestent des services de paiement.

Les OPCVM n'ont pas d'expositions matérielles en cryptomonnaies. Il n'est pas exclu que certains fonds d'investissement alternatif aient des expositions en cryptomonnaies.

**Question 3977** (08.08.2018) de **M. Claude Wiseler** (CSV) concernant la **dématérialisation des marchés publics**:

La date du 18 octobre 2018 marquera en quelque sorte un changement de paradigme pour de nombreuses procédures de passation des marchés. C'est à compter de cette date qu'en vertu de la législation applicable, toutes les étapes de la passation des marchés se feront par des moyens de communication électroniques à commencer par la publication des avis, en passant par la réception des candidatures et offres et l'échange d'informations, pour n'en citer que quelques-unes. Il paraît d'ailleurs que toute communication devra désormais se faire via le portail des marchés publics. Aucun régime dérogatoire ne semble d'ailleurs être prévu pour les petites et moyennes entreprises.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1) Monsieur le Ministre estime-t-il que les pouvoirs adjudicateurs et les entités adjudicatrices sont prêts à aborder la date butoir du 18 octobre 2018?

2) Les outils et dispositifs de transmission et de réception électroniques des offres sont-ils en place?

3) Monsieur le Ministre peut-il confirmer que les démarches en rapport avec les marchés publics devront exclusivement se faire par le portail des marchés publics?

4) Les entreprises, et en particulier les petites et moyennes entreprises (PME), ont-elles été sensibilisées aux changements à intervenir?

5) Monsieur le Ministre peut-il confirmer qu'il n'existe aucun régime dérogatoire pour les PME?

**Réponse** (30.08.2018) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

ad 1) En vue de préparer les pouvoirs adjudicateurs et les entités adjudicatrices plusieurs actions ont été menées par mes services.

Les pouvoirs adjudicateurs et entités adjudicatrices sont informés et sensibilisés régulièrement à travers le portail des marchés publics sur la dématérialisation des marchés publics. Un guide pratique relatif à la remise et l'ouverture des offres est à leur disposition. Depuis 2012 en moyenne dix formations par année sont dispensées pour les pouvoirs adjudicateurs et entités adjudicatrices. Ces formations d'une durée d'une journée sur l'utilisation du portail des marchés publics traitent entre autres la publication des avis de marché, la mise à disposition des documents de soumission, la réponse aux questions des entreprises (opérateurs économiques) ainsi que la remise et l'ouverture électronique des offres. À côté de ces formations, des ateliers de deux heures sur la dématérialisation sont organisés à la demande des pouvoirs adjudicateurs ou des entités adjudicatrices. Avec le concours de l'organisme de formation agréé de la Chambre de Commerce et de l'ABBL «House of Training» des formations sont organisées pour les bureaux d'architecture et d'ingénieur qui assistent les pouvoirs adjudicateurs et entités adjudicatrices dans leurs démarches.

Enfin, dans le cadre des séances d'informations sur la loi du 8 avril 2018 sur les mar-

chés publics les pouvoirs adjudicateurs et entités adjudicatrices ont été informés des nouveautés de la nouvelle législation applicable aux marchés publics et ont été sensibilisés en ce qui concerne leurs obligations relatives à la passation électronique des marchés publics à partir du 18 octobre 2018. Ainsi furent organisées plusieurs formations qui se sont adressées aux ministères et administrations, et encore, en collaboration avec le Syvicol et le Ministère de l'Intérieur, furent organisées deux réunions d'information à l'adresse du secteur communal.

ad 2) Les outils et dispositifs de transmission et de réception électroniques des offres tenant compte des exigences européennes ont été implémentés dans le portail des marchés publics. Ces dispositifs garantissent la confidentialité des offres par le chiffrement, permettent la signature des offres et l'horodatage des dépôts d'offre ainsi que l'ouverture des offres après la date limite.

Les premières offres électroniques ont été remises et ouvertes au moyen du portail au courant de l'année 2015.

ad 3) À partir du 18 octobre 2018 une partie des démarches en rapport avec les marchés publics au-dessus des seuils européens (marchés publics tombant sous l'application des livres II et III de la loi du 8 avril 2018 sur les marchés publics) doivent se faire exclusivement au moyen du portail des marchés publics. Ces démarches englobent notamment les communications (comme par exemple les questions/réponses) en phase de soumission ainsi que le dépôt et l'ouverture électronique des offres.

La publication des avis de marché sur le portail (les avis sont également publiés dans la presse et le cas échéant dans le Journal officiel de l'Union européenne) et la mise à disposition des documents de soumission sur le portail sont obligatoires pour chaque marché public.

Pour les marchés publics en dessous des seuils européens (marchés publics tombant sous l'application du livre I de la loi du 8 avril 2018 sur les marchés publics) et pour les concessions le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice peuvent décider s'ils souhaitent avoir recours au dépôt et à l'ouverture électronique des offres. Pour ces procédures les entreprises peuvent quant à elles décider si elles souhaitent recourir aux communications électroniques en phase de soumission.

Le portail des marchés publics constitue le portail exclusif, et donc le point central et unique pour réaliser les procédures des marchés publics des différents pouvoirs adjudicateurs et entités adjudicatrices au Grand-Duché pour les raisons qu'il y a lieu d'éviter des situations comme elles existent dans certains pays européens (comme par exemple en France, en Allemagne, en Autriche) où sont instaurées une multitude de plateformes de marchés publics. En effet dans ces pays les entreprises, et en particulier les petites et moyennes entreprises (PME), doivent se familiariser avec cette multitude de plateformes et outils si elles veulent participer aux marchés publics.

En plus l'objectif poursuivi est de favoriser l'usage généralisé des moyens électroniques et d'éviter des circuits de communication parallèles dans un souci de transparence et d'égalité de traitement des soumissionnaires et candidats, mais aussi de sécurité juridique pour les opérateurs économiques comme pour les pouvoirs adjudicateurs et entités adjudicatrices. Sur ce point, il y a également lieu de prendre en considération les contraintes opérationnelles liées à la documentation et à l'archivage de ces communications.

ad 4) Plusieurs séances d'information ont été organisées avec la Chambre des Métiers en vue d'informer et sensibiliser les entreprises sur le volet dématérialisation et en particulier sur la remise électronique des offres. Une première conférence sur les marchés publics électronique avait été organisée en 2014. Il est à préciser que notamment en juillet 2018 de nouvelles séances ont été organisées afin de pouvoir sensibiliser une nouvelle fois les opérateurs économiques.

En 2016 mes services sont intervenus dans le cadre du cycle de conférences «Fit 4 Tenders - Les marchés publics au Luxembourg et dans les pays limitrophes» à la Chambre de Commerce.

Dans le cadre des séances d'informations sur la loi du 8 avril 2018 sur les marchés publics les opérateurs économiques ont également été sensibilisés notamment sur la passation électronique et la date du 18 octobre 2018.

ad 5) La loi du 8 avril 2018 sur les marchés publics transpose les directives européennes 2014/24 du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 sur la passation des marchés publics et abrogeant la directive 2004/18/CE et 2014/25 du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 relative à la passation de marchés par des entités opérant dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des services postaux et abrogeant la directive 2004/17/CE. Ces directives qui valent pour l'en-

semble de l'Union européenne ne prévoient pas de régime dérogatoire pour les PME.

**Question urgente 4070** (04.10.2018) de **M. Laurent Mosar** et **Mme Claudine Konsbruck** (CSV) concernant la **vidéosurveillance**:

La vidéosurveillance constitue non seulement un outil efficace pour l'élucidation d'infractions, mais augmente également le sentiment de sécurité des citoyens.

Pourtant, le règlement ministériel du 15 septembre 2017 portant désignation des zones de sécurité soumises à la vidéosurveillance de la Police grand-ducale a cessé d'être en vigueur le 15 septembre 2018.

Il faut d'ailleurs s'interroger si la vidéosurveillance dans certains quartiers de la ville de Luxembourg n'est pas devenue caduque depuis l'entrée en vigueur des nouvelles règles en matière de protection des données le 25 mai 2018 respectivement le 20 août 2018.

C'est ainsi que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

- Monsieur le Ministre peut-il nous informer, si les caméras de surveillances installées dans les différentes zones de surveillance de la ville de Luxembourg sont toujours actives?

- Dans l'affirmative, sur quelle base? Monsieur le Ministre peut-il confirmer que ces enregistrements sont légaux et pourront servir à élucider d'éventuelles infractions respectivement servir de preuve dans des procès pénaux?

- Dans la négative, quelles en sont les raisons? Monsieur le Ministre peut-il confirmer que son ministère a tardé à se conformer aux nouvelles exigences en matière de protection des données?

- Monsieur le Ministre peut-il exclure que des personnes pourront demander des dommages et intérêts sur base de la loi de 1988 sur la responsabilité civile de l'État en raison du dysfonctionnement des services de l'État, i. e. en raison du fait que des images qui auraient pu permettre d'incriminer des personnes soupçonnées d'avoir commis des infractions ne puissent être produites en justice? À l'inverse, les personnes dont les images ont été enregistrées pourraient-elles obtenir un dédommagement en cas de dommage avéré?

**Réponse** (05.10.2018) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*:

Les caméras de surveillance installées sur le territoire de la ville de Luxembourg sont toujours actives.

Les images enregistrées par les caméras de vidéosurveillance sont des données à caractère personnel traitées à des fins de prévention, de recherche et de constatation d'infractions pénales et partant soumises à la loi du 1<sup>er</sup> août 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel en matière pénale ainsi qu'en matière de sécurité nationale, qui est entrée en vigueur le 20 août 2018.

Cette nouvelle loi a opéré un changement de paradigme en abandonnant le système de l'autorisation par règlement grand-ducal des traitements effectués par la police à des fins de prévention, de recherche et de constatation d'infractions au profit d'une responsabilisation des acteurs traitant les données et du contrôle a posteriori. Elle ne rend pas caducs les traitements à des fins de prévention, de recherche et de constatation d'infractions pénales effectués avant son entrée en vigueur, pour autant que ceux-ci répondent au principe de licéité prévu à l'article 7 de la loi et que toutes les autres exigences posées en matière de protection de ces données soient respectées.

Le responsable du traitement, la police en l'occurrence, est arrivé à la conclusion qu'au regard des missions qui lui sont dévolues par la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale et le Code de procédure pénale et des finalités poursuivies par la vidéosurveillance, la condition de licéité était remplie et qu'elle pouvait continuer à exploiter le système de vidéosurveillance en place.

La police a adapté ses prescriptions de service internes aux exigences découlant de la nouvelle loi et a réalisé une analyse d'impact de la vidéosurveillance. De plus, bien qu'aucun texte légal ou réglementaire n'y oblige encore, ont été sollicités les avis du Comité de prévention communal et du procureur d'État de Luxembourg au sujet non seulement des extensions qu'il est proposé d'apporter à la vidéosurveillance, mais également du dispositif actuellement en place.

Au vu des explications qui précèdent les autres questions deviennent sans objet.